

THÈSE DE DOCTORAT

de l'Université de recherche Paris Sciences et Lettres
PSL Research University

Préparée à l'École des hautes études en sciences sociales

Politiser l'Altérité, reproduire l'inégalité. Genre, ethnicité et oppositions aux activités minières dans les Andes nord-péruviennes

Ecole doctorale n°286

ECOLE DOCTORALE DE L'EHESS

Anthropologie Sociale et Ethnologie

Soutenue par **Kyra GRIECO**
le 12 Octobre 2018

Dirigée par **Carmen SALAZAR-
SOLER**

COMPOSITION DU JURY :

Mme. BOIDIN Capucine
IHEAL-Paris 3 Sorbonne Nouvelle,
Rapporteur

Mme. THEDE Nancy
Université l'Université du Québec à
Montréal, Rapporteur

M. BATAILLON Gilles
EHESS, Membre du jury

Mme. BOYER Véronique
CNRS, Membre du jury

M. GIUDICELLI Christophe
Université Paris-Sorbonne – Paris 4,
Membre du jury

REMERCIEMENTS

Cette thèse est née de ma passion pour les Andes Péruviennes, et d'une curiosité pour les dynamiques de l'altérité. Elle n'aurait cependant jamais vu le jour sans l'aide et le soutien de toutes les personnes qui m'ont accompagnée depuis le début de mes recherches, en Italie, en France ainsi qu'au Pérou.

Je tiens tout d'abord à exprimer ma gratitude à ma directrice, Carmen Salazar-Soler, pour avoir accepté de diriger ma recherche et m'avoir suivie au long de son déroulement, tout en me laissant libre de la développer comme bon me semblait. Grace à sa direction attentive et bienveillante, sous un regard patient et précis, j'ai pu développer le mien.

Mes séjours de terrain et périodes d'écriture n'auraient pas été possibles sans l'aide de plusieurs institutions que je tiens à remercier : la bourse « aires culturelles » de l'EHESS et la bourse de mobilité de la région Ile de France m'ont toutes deux permis de réaliser mes premiers terrains de deux mois chacun en 2011 et 2012, et l'aide à la mobilité de l'Institut Français d'Etudes Andines (IFEA) m'a offert l'opportunité de réaliser un dernier terrain de 9 mois entre 2012 et 2013. Mon laboratoire, le CERMA/Mondes Américains (UMR8168) m'a octroyé des aides ponctuelles pour participer à des événements scientifiques en France et à l'étranger. Enfin la bourse d'accomplissement du 8/9 du Fonds de Dotation de l'EHESS, m'a permis de dédier six mois à la rédaction de ce manuscrit en 2016.

Durant ces années de thèse, j'ai eu la chance de rencontrer des personnes et d'être intégrée dans des espaces qui m'ont aidé à supporter la « solitude de la thèse ». Le séminaire des Doctorants du CERMA a été un espace d'échange informel et horizontal avec mes pairs, qui m'a permis de développer ma pensée et de me confronter à celle des autres. Je remercie tous ceux qui avant, avec, et après moi, ont contribué à le faire vivre : Moira Cristà, Mirko Solari Pita, Elise Capredon, Bruno Hervé, Alice Langlois, Ibtissem Ben Dridi, Cécile Desoeuvre et Martín Caverro. Le comité de rédaction de la revue *Nuevo Mundo* a également été un lieu de collaboration et d'échange intergénérationnel précieux pour mon apprentissage. Je remercie notamment Karine Penalba et Christophe Giudicelli pour avoir su créer une ambiance de travail détendue et féconde, à leur image. La création du groupe d'étude sur le foncier, en 2016, avec Irène Favier, Ombelyne Dagicour, Maura Benegiamo, Emmanuelle Perez et Silvia Romio, a été une expérience précieuse de coopération interdisciplinaire. Je remercie toutes ces jeunes

chercheuses qui ont permis de mettre en place une collaboration stimulante et exigeante, tout en restant bienveillantes et attentives aux besoins et engagements de chacune.

Depuis 2015, mon expérience d'enseignement à l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine (IHEAL), à l'Université Paris 5 – René Descartes, et à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (SciencesPo) a beaucoup contribué à affiner mes outils théoriques et préciser ma pensée. Je voudrais remercier Capucine Boidin, Saskia Cousin et Serena Bindi pour m'avoir accordé leur confiance et confié ces enseignements. Je souhaite également remercier tous les étudiants qui se sont succédés dans mes cours pour leur enthousiasme et leurs critiques, pour les retours qu'ils m'ont fait et les discussions que nous avons eues. Je suis sûre d'en avoir appris autant qu'eux.

De nombreux amis et collègues m'ont accompagnée dans les joies et les douleurs de la thèse, de la recherche de financement aux défis du terrain, des dilemmes théoriques aux doutes de l'écriture. Je remercie notamment Annalisa Iorio, Emanuela Canghiari et Annalisa Lollo, grandes amies et anthropologues italiennes expatriées, tout comme moi, qui ont adouci mon arrivée en France et m'ont aidée à trouver ma place à l'EHESS et à Paris. Maura Benegiamo, Daniela Giudici et Silvia Bruzzi ont agrémenté mon petit cercle d'amies et de chercheuses italiennes en France avec leur intelligence et bonne humeur. Une belle amitié et un échange intellectuel stimulant me lie à Vincent Bos, depuis notre première rencontre, sur le terrain, en 2012. J'ai partagé avec Aurélien Reys les bons comme les mauvais moments des dernières années, jamais sans en rire. Mes pensées vont aussi aux collègues que j'ai rencontré à travers notre intérêt commun pour le Pérou : Tara Cookson, avec qui j'ai partagé les défis du terrain, Anna Wilson, qui comme moi cherchait son sujet, Katy Jenkins et Inge Boudewijn, avec qui j'ai partagé mon intérêt pour les femmes militantes.

Pascale et Ilaria, chacune à sa façon, m'ont aidé à vaincre le syndrome de la page blanche. Je suis aussi redevable aux nombreux relecteurs qui ont eu la bonté de m'accompagner des premières ébauches d'écriture, jusqu'à la finalisation de ce manuscrit. Outre les ami.e.s et collègues déjà cités : Serena Boncompagni, Florent Michaux, Arnaud Calvi, Rémi Dewière, Joseph Lehec, Heloise Bocher, Fabien Goffinet, Noé Giraud, et Anahy Gajardo. Je suis endettée à vie auprès de vous tous en corrections d'anglais, cours d'italien, bières et babysittings pour les années à venir. Je remercie surtout Marie Blanc, amie et correctrice polyvalente, capable d'ouvrir une voie d'escalade, bercer son neveu et corriger un chapitre en même temps.

Ma gratitude va enfin à Sarah de Oliveira, correctrice professionnelle, qui a revu la totalité du texte et m'a beaucoup encouragée à des moments critiques de la rédaction.

Je remercie toutes celles et ceux dont l'amitié m'a accompagnée au long de ces années : Simona et Barbara, des amies et mères exceptionnelles que j'admire profondément, Bérénice, marionnettiste féministe dont j'ai eu la chance d'être la colocataire pendant des années, Martina, artiste rêveuse et insoumise qui partagea également notre toit pendant ses passages à Paris, Morena, qui est comme une sœur pour moi, et Eleonora, comédienne anarchiste dont le courage suscite toute mon admiration. Un grand merci à mes compagnons d'escalade pour m'avoir aidée à évacuer les frustrations de la vie et de l'écriture en m'attaquant à la paroi et, soit dit en passant, pour m'avoir bien assurée à chaque fois.

Ma gratitude va inévitablement à mes parents, Sara et Allen, pour leur soutien émotionnel et matériel tout au long de ce parcours de formation et de recherche. Je tiens de ma mère l'obstination et l'endurance, et de mon père sa curiosité pour l'Autre et l'ailleurs. Le calme du Poggiolo, notre maison de famille en Toscane, en fait le lieu idéal pour rédiger une grande partie de cette thèse. Je remercie aussi Hans pour m'avoir accueillie plusieurs fois chez lui, à Vintimille, le temps de rédiger un chapitre.

Je voudrais remercier tout particulièrement Ouriel, mon compagnon, pour m'avoir toujours encouragée, avoir accepté sans plaintes mes longues absences et d'intenses périodes d'écriture, et pour avoir assumé en grande partie le travail de *care* lorsque cela était nécessaire. J'ai eu beaucoup de chance d'avoir à mes côtés, au bout de ce long chemin, cet homme attentif, égalitaire et ouvert d'esprit.

C'est grâce à tous mes interlocuteurs, amis et hôtes sur le terrain, que ce travail a pu exister et aboutir. Je pense évidemment à celles et ceux avec qui j'ai partagé l'attachement à Cajamarca et l'engagement dans la « lutte » de ses habitants : Lynda, Christopher et Megan, Alexander, Pablo et Ofelia de GRUFIDES, Milton et ses camarades de la PIC, les femmes de l'association *Mujeres en Defensa de la Vida*, entre autres. Les échanges avec certains collègues m'ont permis de mieux comprendre les processus sociaux existant dans cette région : je remercie notamment Sandra Rodriguez et son père José, tous deux anthropologues, ainsi que John Gitlitz, que j'ai rencontré sur le terrain en 2017. Dolores qui a essayé de m'apprendre le Quechua Cañaris sans succès, et a surtout été ma « porte d'entrée » à la vallée de Porcón. Ma reconnaissance va également à celles et ceux qui m'ont offert de leur temps et un espace de répit lors de mon

terrain. A Lima, la maison et le *cariño* de Bertha et de sa famille ont été mon refuge lors de moments difficiles. A Cajamarca, la colocation avec José et Sanni a été mon « chez moi », lieu de passage d'amis et théâtre de diverses aventures médicales. Lors de mon passage, en 2017, Rosa Castañeda m'a fait la gentillesse de m'accueillir dans sa maison, et m'a fait connaître son ONG *Familia Sana*, une organisation dont le travail de prévention des grossesses non-désirées n'a pas d'équivalent dans la région.

Enfin, ma pensée va à tous ceux qui m'ont fait l'honneur de partager avec moi leurs maisons, leurs expériences, et des moments de leurs vies. Dans la communauté de Wayrapampa, Tía Maria et sa famille m'ont accueilli comme une des leurs, faisant de moi une marraine et une *comadre*. Je garde de doux souvenirs de cette vieille femme, dont le nom et les mœurs me rappelaient ceux d'une autre femme paysanne, Maria Fantoni, qui a été très présente durant mon enfance. A Bambamarca et Celendín, de nombreuses femmes de tout âge et milieu social ont partagé avec moi leurs maisons, leurs familles et leurs tables, pendant qu'elles me racontaient leurs activités militantes. Leur force et leur courage discret ont été, pour moi, des leçons d'humilité. C'est pour cette raison que ce travail leur est dédié.

RESUME ET MOTS-CLES

Cette thèse analyse les transformations des rapports sociaux liées au développement minier contemporain du nord Andin péruvien, qui ont donné lieu à une politisation des relations ethniques et de genre dans les mobilisations d'opposition aux activités extractives. Elle aborde cet objet à partir d'une ethnographie de la région Cajamarca, une des principales zones d'investissement minier à l'échelle nationale depuis 1992, et du réseau militant qui depuis 2011 s'oppose à la mise en place du projet Minas Conga. Le travail de recherche se situe à la croisée d'une ethnographie de l'activité militante et d'une sociohistoire des catégorisations ethniques ; il adopte à cette fin une approche féministe intersectionnelle et décoloniale.

Réalisé entre 2011 et 2013, le travail de terrain a permis de saisir la façon dont le développement minier régional reconfigure les rapports productifs qui engendrent des nouvelles formes de différenciation sociale et de nouvelles alliances trans-sectorielles et multi-scalaires. L'enquête réalisée auprès des militants locaux a mis en évidence la politisation des identifications ethniques et de genre dans les mobilisations d'opposition aux activités minières, ainsi que la reproduction des hiérarchies sociales qu'elles sous-tendent. Les trajectoires militantes et les enjeux nationaux du conflit ont éclairé un processus de réorganisation politique et de réappropriation de l'état par le bas. Finalement, l'analyse des représentations du conflit circulant dans l'espace public national et médiatique international pendant la période 2013-2016 permet de saisir les éléments de continuité et de rupture dans les imaginaires de l'altérité. En émerge notamment, en lien avec l'expansion des activités extractives et des mobilisations sociales, une reconfiguration de la catégorie d'« indigène » et du régime d'altérité nationale dont il relève.

Mots-clés : Activités minières ; mouvements sociaux ; genre ; ethnicité ; Pérou

ABSTRACT AND KEYWORDS

This thesis analyses the transformation of social relations connected to the recent development of mining activities in the northern Peruvian Andes, which has given rise to a politicisation of ethnic and gender relations in social movements opposing extractive activities. It approaches this topic through an ethnography of the Cajamarca region, one of the main areas of national mining investment since 1992, and the militant network that has opposed the implementation of the Minas Conga mining project since 2011. The research method employed combines an ethnography of activism with a socio-history of ethnic categorisation, and adopts to this end an intersectional, decolonial feminist approach.

Fieldwork research carried out between 2011 and 2013 provided insights into the ways in which regional mining development can reconfigure productive relations, creating new forms of social differentiation as well as new trans-sectorial and multi-scalar alliances. A focus on local militants has revealed the politicisation of ethnic and gender identifications in mobilisations against mining activities, as well as the reproduction of underlying social hierarchies. Activist trajectories and the national stakes of the conflict shed light on a process of political reorganisation and appropriation of the state from below. Finally, the analysis of activist representations circulating in the national public space and international media between 2013 and 2016 reveals the elements of continuity and rupture in the representation of Otherness. What emerges in particular, within the context of expanding extractive activities and social mobilisations, is a reconfiguration of the category of “indigenous” and the national regime of otherness from which it derives.

Key-words : Mining ; social movements ; gender ; ethnicity ; Peru

PLAN DES PARTIES

Remerciements	1
Résumé et mots-clés	5
Abstract and keywords	6
Plan des parties.....	Erreur ! Signet non défini.
Liste des acronymes	7
Note préliminaire.....	10
Avant-propos.....	11
INTRODUCTION	15
PREMIERE PARTIE : Activité minière et changement social	54
Introduction à la première partie	55
Chapitre 1 - Un nouveau cycle d'expansion des activités minières.....	58
Chapitre 2 - La présence minière en milieu rural : reconfiguration des relations sociales et productives dans l'aire d'influence de Minera Yanacocha	99
Chapitre 3 - L'influence minière en milieu urbain : évolution des rapports socio-territoriaux et représentations du changement social	156
Conclusions de la première partie.....	212
DEUXIEME PARTIE : Activité militante et politique de l'altérité	216
Introduction de la deuxième partie.....	217
Chapitre 4 - Minas Conga, un conflit de « deuxième génération ».....	220
Chapitre 5 - Un mouvement social « paysan » : Évolution du réseau et des identifications militantes	259
Chapitre 6 - Le genre de la résistance : Militantisme féminin et représentations sexuées de l'opposition locale aux activités minières	301
Conclusions de la deuxième partie	351
TROISIEME PARTIE : Entre les mines et le militantisme : l'Etat-nation	354
Introduction à la troisième partie	355
Chapitre 7 - Le retour du politique, entre la croissance minière et la transition démocratique	361

Chapitre 8 - Réactualisation, usages et appropriations de l'altérité indigène.....	410
Chapitre 9 - Naturaliser la résistance : Ancrage territorial et circulations virtuelles de l'action militante.....	457
CONCLUSION GÉNÉRALE	524
Bibliographie	540
Table des illustrations	580
Annexe N°1	586
Annexe N°2	590
Annexe N°3	594
Table des matières	596

LISTE DES ACRONYMES

ALAC = *Asociación Los Andes de Cajamarca*

AIDSESEP = *Asociación para el Desarrollo de la Selva Peruana*

APRA = *Alianza Popular Revolucionaria Americana*

CONACAMI = *Confederación Nacional de Comunidades Afectadas por la Minería*

CNDDHH = *Coordinadora Nacional de Derechos Humanos*

CUNARC = *Central Única Nacional de Rondas Campesinas*

FDAC = *Frente de Defensa Ambiental de Cajamarca*

FDIRC = *Frente de Defensa de los Intereses de la Región Cajamarca*

FDHB = *Frente de Defensa de Hualgayoc-Bambamarca*

FEMUCARINAP = *Federación de Mujeres Campesinas Artesanas Indígenas y Asalariadas del Perú*

FEROCAFENOP = *Federación de Rondas Campesinas Femeninas des Norte de Perú*

GRUFIDES = *Grupo de Formación y Desarrollo*

IIDS = *Instituto Internacional de Derecho y Sociedad*

PIC = *Plataforma Interinstitucional Celendina*

MINEM = *Ministerio de Energía y Minas*

MINAM = *Ministerio del Medio Ambiente*

MYSA = *Minera Yanacocha S.A.*

PDTG = *Programa de Democracia y Transformación Global*

PR = *Patria Roja*

TyL = *Tierra y Libertad*

SUTEP = *Sindicato Unitario de Trabajadores en la Educación del Perú*

NOTE PRELIMINAIRE

Anonymat

J'ai anonymisé les noms de tous mes interlocuteurs et de tous les acteurs mentionnés dans cette thèse, mis à part les leaders connus du mouvement social, dont les trajectoires et l'action sont déjà de notoriété publique. Quand je l'ai jugé nécessaire, j'ai aussi rendu anonymes les localités afin qu'elles ne puissent trahir l'identité des personnes citées. J'ai cependant essayé de donner le plus possible d'informations concernant le profil socio-professionnel des acteurs, ainsi que leurs trajectoires personnelles et politiques, afin de les situer dans l'analyse. Dans le choix des images que j'ai moi-même prises sur le terrain, j'ai privilégié celles où les gens ne sont pas reconnaissables, ou bien celles qui sont déjà accessibles en ligne.

Traduction, orthographe, conventions graphiques

Les entretiens ont été réalisés et transcrits en espagnol. Ils sont restitués dans le texte dans leur traduction française, avec l'original en note de bas de page. Toutes les traductions – y compris celles des citations d'ouvrages scientifiques en langue espagnole et anglaise – sont les miennes. Le français et l'espagnol n'étant pas mes langues maternelles, je prie mes lecteurs d'être indulgents avec certaines formulations peu gracieuses, qui ont pour seul but de rester fidèles à l'original tout en demeurant compréhensibles.

Les italiques indiquent l'utilisation des termes en langue étrangère (espagnol, anglais, locutions latines). Les traductions sont disponibles en note de bas de page, lors de leur première utilisation, ainsi que dans la liste des acronymes qui suit.

Plutôt que d'employer le « nous » académique, j'ai préféré mettre en pratique l'apport – à mon avis essentiel – de l'épistémologie féministe, qui part du principe que tout savoir est situé et que l'honnêteté intellectuelle consiste à reconnaître d'où on parle. J'ai ainsi fait le choix de rendre visibles mes interactions ethnographiques, tout comme mes positionnements et réflexions théoriques, par l'emploi du « je ».

AVANT-PROPOS

En 2008, alors que je travaillais pour une association locale dans la ville nord-andine de Cajamarca, j'ai été amenée à suivre le cas de María, 28 ans, jeune mère de sept enfants. María était confrontée, depuis quelques temps, à des excès de colère de la part de son mari. Si, parmi les familles bénéficiaires de l'association, les cas de violence domestique étaient fréquents, celui-ci était inhabituel. María nous racontait que son mari était obsédé par l'idée qu'elle le trompe avec un *minero*, un travailleur minier. Sans aller jusqu'à l'agresser physiquement, lorsqu'il était ivre, il la chassait de leur logement en lui criait « Va-t'en, va-t'en avec ton *minero*, ton riche... moi je suis qu'un pauvre, je n'ai rien! »¹.

Afin d'obliger son mari à consulter un psychologue de l'organisation municipale pour la tutelle des droits des mineurs, j'accompagnais alors María porter plainte auprès du ministère de la Femme et du Développement Social², où une fonctionnaire nous accueillit pour rédiger la déclaration. La différence sociale entre les deux femmes sautait aux yeux : les longues tresses de María, son jupon (*pollera*) et sa veste de laine colorée témoignaient de sa condition de migrante rurale venue gonfler les secteurs populaires urbains, alors que les cheveux courts de la travailleuse sociale, en pantalon et chemise, la situaient clairement comme « métisse »³ de la classe moyenne urbaine. Assise devant son ordinateur, la fonctionnaire a fait preuve d'un accueil peu chaleureux, usuel face aux femmes « paysannes »⁴ dans les institutions de l'État. Sans jamais quitter son écran des yeux, elle lui posa les questions suivantes :

Fonctionnaire : Tu ne peux pas aller à la ronde paysanne⁵ ?

María : Il n'y a pas de Ronde [dans notre quartier], mademoiselle...

Fonctionnaire : Tu as quel âge ?

María : 28 ans, mademoiselle.

¹ *Ándate, ándate con tu minero, tu rico...yo soy un pobre, no tengo nada !*

² *Ministerio de la Mujer y Desarrollo Social (MIMDES)*

³ Dans ce contexte, la catégorie de « Métis » est équivalente à celle de « Blanc » en contexte européen, c'est à dire qu'elle indique la norme ethno-raciale. Au moment des indépendances, les pays latino-américains se sont construits des identités « métisses » – c'est-à-dire issues du mélange entre populations européennes et amérindiennes – fabricant ainsi un nouveau « sujet national ». La catégorisation ethno-raciale de Métis est donc supposément distincte tant de celle d' « Indien » que de celle de « Blanc ». Toutefois, dans la pratique, elle est devenue, de par sa position dominante, plus proche de la seconde. Le chapitre 3 reviendra davantage sur le « métissage » à Cajamarca.

⁴ Je reviendrais sur la catégorie sociale de « paysan » dans le chapitre 3. Il suffit ici de souligner que cette appellation a une signification à la fois socio-économique – caractérisée par la pauvreté - et ethno-raciale – caractérisée par l'indianité.

⁵ Institution rurale chargée de la justice coutumière (cf. chapitre 3).

Fonctionnaire : Et pourquoi tu ne quittes pas ton mari ?

María : J'ai des enfants...

Fonctionnaire : Combien ?

María : Sept.

Fonctionnaire : Et pourquoi tu ne t'es pas fait ligaturer les trompes ?

María :

La situation difficile de María – coincée entre l'agressivité de son mari et les reproches d'une femme de classe sociale supérieure qui constitue son interface avec l'État – illustre bien l'extrême vulnérabilité des femmes « paysannes » au Pérou, situées à l'intersection des rapports ethniques, de genre et de classe. Elle atteste en même temps des nouvelles formes de marginalisation liées au développement des activités extractives : les excès de colère du mari de María peuvent être compris comme la manifestation d'une frustration partagée par de nombreux migrants ruraux ayant quitté leur communauté d'origine pour rejoindre la capitale régionale, Cajamarca, au début des années 1990, quand la ville connaissait un processus de dynamisation économique liée à l'ouverture d'une grande exploitation aurifère dans la région. Arrivés en quête d'un avenir meilleur pour eux et leurs enfants, nombre de ces migrants ont été confrontés à de nouvelles formes de marginalisation sociale et économique, dictées par l'inflation des prix et l'expansion rapide du centre urbain. Les élites et les classes moyennes originaires de la ville regardaient avec inquiétude cette nouvelle population, qu'ils associaient au désordre, à la pauvreté et à la criminalité croissante. Si le statut social de « pauvre », qui affaiblissait le rôle de pourvoyeur du père de famille et menaçait ainsi la masculinité qui y est associée, produisait un durcissement des normes de genre dans les ménages des quartiers populaires, les classes moyennes locales avaient cependant le souci de souligner la frontière entre elles et le prolétariat urbain croissant. Tandis que l'image du *minero*, une figure associée à tous ceux ayant fait fortune grâce au développement minier de la région, consolidait la frustration des aspirations d'ascension socio-économique locales des premiers, celle de la femme pauvre et de la mère prolifique incarnait les craintes d'« invasion » des seconds.

Si l'histoire de María offre une image assez sombre de la condition des femmes des secteurs ruraux ou populaires au Pérou, quelques années plus tard, une autre femme paysanne, Máxima Acuña de Chaupe, devient le visage internationalement connu de l'opposition locale à un projet minier de grande envergure, Minas Conga. La propriété d'un petit bout de terrain

oppose alors cette paysanne « pauvre » et illettrée à Minera Yanacocha S.A. (MYSA)⁶, un consortium minier parmi les plus puissants du pays. La bataille juridique entre Máxima et la compagnie minière se joue à la fois à l'intérieur des institutions étatiques – des instances de justice locale à la cour suprême – et à l'extérieur de celles-ci, dans le champ politique et médiatique. Popularisée comme la résistance d'un(e) David andin face à un Goliath transnational, l'histoire de Máxima fait le tour du monde et inspire de nombreux artistes, documentalistes, activistes et journalistes. Alors que, dans le cas de María, sa condition de femme et de « paysanne » la place dans une situation désavantageuse face aux processus socio-économiques locaux engendrés par l'activité minière, dans le cas de Máxima, cette même condition de femme et de « paysanne » est, dans le contexte d'un mouvement d'opposition locale aux activités extractives, à l'origine d'une notoriété qui lui permet d'avoir accès aux plus hautes instances de l'État péruvien et de devenir une « défenseure des droits humains »⁷ reconnue à l'international.

Qu'est-ce qui rend possible la coexistence, dans un même moment et une même région, de deux histoires individuelles si différentes ? Cette thèse part de l'hypothèse que ces deux trajectoires féminines – les expériences, représentations et pratiques qui les accompagnent – procèdent en réalité d'une même matrice. En effet, comme je chercherai à le montrer au fil des chapitres, la célébrité de Máxima n'aurait jamais été envisageable si les nouvelles alliances entre acteurs n'avaient pas politisé la différence ethnique et de genre pour contrer l'expansion des activités extractives.

Pour autant, peut-on en déduire que les conflits autour des activités extractives créent des opportunités de visibilité et d'émancipation pour les femmes (et les hommes) des secteurs populaires et ruraux andins du Pérou ? La participation aux mobilisations contre les activités extractives constitue-t-elle un vecteur de démocratisation des rapports sociaux ? Les discours et représentations des militants sont-ils reproductibles au-delà de l'échelle locale ? Les histoires de Máxima et de María illustrent bien les effets contradictoires de l'expansion des activités extractives au Pérou depuis le début du nouveau millénaire. Si celle-ci engendre de nouvelles formes de marginalisation socio-économique et territoriale, elle contribue en même temps à

⁶ Joint-venture de la société nord-Américaine Newmont Mining Corporation (51,35 %) et de la société péruvienne Minas Buenaventura (43,65 %), avec une participation de la Corporation Financière Internationale (5%).

⁷ L'expression « défenseure des droits de l'homme » (*Human Rights Defender*) – largement employée aujourd'hui par les organisations internationales de promotion des droits humains telle Amnesty International – est une formule officialisée par l'ONU en 1998 pour désigner tous les personnes (activistes, professionnels ou autres) engagées dans la promotion des droits humains.

reconfigurer l'action collective à l'échelle locale et nationale. C'est à ces effets contradictoires, et à l'articulation entre les processus sociaux et politiques dont ils sont l'expression, que cette thèse sera consacrée.

INTRODUCTION

Afin de contribuer à une anthropologie du politique « par le bas », ayant pour objet la formation et l'évolution des cultures politiques populaires, cette thèse se propose de porter un regard sur les formes, les représentations et les pratiques de l'altérité dans les mobilisations contre l'activité minière au Pérou, et ce à la lumière des études féministes intersectionnelles et décoloniales. À partir de l'analyse d'une mobilisation sociale qui, depuis 2011, s'oppose à la mise en place du projet minier Minas Conga dans le département nord-andin de Cajamarca, nous verrons comment l'expansion de la frontière extractive contribue à redéfinir et à politiser les rapports ethniques⁸ et de genre⁹, de façon à créer de nouvelles formes de visibilité et des opportunités de participation pour des acteurs socialement et économiquement marginalisés. Les formes et voies empruntées par cette politisation, notamment dans sa diffusion à l'échelle nationale et internationale, ont cependant l'effet paradoxal d'invisibiliser les inégalités sociales entre acteurs et de reproduire ainsi un accès différencié au politique.

La mise en place des opérations minières à grande échelle contribue à reconfigurer les rapports socio-territoriaux, économiques et productifs, en créant de nouvelles formes d'opportunité et de dépossession (Bebbington, 2000) qui se distribuent de façon inégale au sein de la population. Si ces processus créent de nouvelles formes de marginalisation socio-économique, le développement minier facilite aussi la formation de nouvelles alliances trans-sectorielles et pluri-scalaires (Damonte, 2007 ; Gil, 2009 ; Bury, 2004 ; Bebbington *et al.*, 2007) et fournit aux acteurs locaux des ressources matérielles et discursives que ceux-ci mobilisent pour élaborer de nouvelles logiques et formes d'action politique. Cette élaboration, loin d'être la manifestation harmonieuse d'une convergence naturelle d'intérêts, est le produit de liens de collaboration et de compétition entre différents groupes et organisations locales aux origines sociales et orientations politiques variées, des rapports de force entre ceux-ci et de la hiérarchisation de leurs discours et objectifs.

⁸ Par le terme d'« ethnique », je fais référence à des formes d'identification et d'appartenance qui ne se fondent pas sur des caractéristiques fixes, mais plutôt sur la renégociation constante des différences entre les groupes sociaux (Barth, 1969). En raison de l'indissociabilité entre catégories ethniques et raciales dans le contexte étudié, nous emploierons le terme d'« ethno-racial » de façon équivalente. Pour la même raison, nous ferons référence aux individus et aux groupes mis en position de subalternité par ces rapports ethno-raciaux comme « racisés ».

⁹ Par le terme « genre », j'entends un principe de division et de hiérarchisation entre les sexes (Delphy, 1993) qui participe de la représentation des rapports entre les groupes sociaux en termes de masculin/féminin (Scott, 1988). Ces deux dimensions des rapports de genre seront davantage développés dans les chapitre 6 et 9.

Dans ce travail, je propose de mettre en lumière le processus de politisation des rapports ethniques et de genre dans les mobilisations contre l'extraction minière, et ce à plusieurs échelles. Pour ce faire, je mettrai au jour la façon dont la présence minière est appréhendée, interprétée et combattue par une multiplicité d'acteurs à l'échelle locale, ainsi que la façon dont leurs logiques et discours se traduisent à l'échelle nationale et mondiale. L'analyse révèle un double processus de « politisation de l'altérité » et de « reproduction des inégalités » : alors que les acteurs locaux dénoncent les nouvelles formes d'inégalités produites par l'économie minière, *via* leur représentation par les rapports ethniques et de genre, la médiatisation et la « globalisation » de l'opposition locale au projet minier soustraient ces rapports à leur contexte social, en invisibilisant leurs conditions de production et naturalisant ainsi les inégalités qui y sont associées.

Pour explorer ces processus, j'ai choisi de partir des représentations des rapports sociaux à l'échelle locale et d'observer comment elles s'articulent dans les mobilisations d'opposition aux activités minières. L'observation participante du réseau militant local m'a permis d'apprécier différents processus concomitants : les nouvelles formes de collaboration entre acteurs et organisations, ainsi que les rapports de concurrence sociale et politique qui les unissent ; la production d'une identification militante commune, ainsi que la reproduction des hiérarchies sociales entre militants ; ou encore les éléments de nouveauté dans les discours et pratiques militantes, ainsi que la réactualisation d'anciennes appartenances et discours politiques. Je me suis par la suite intéressée aux liens du réseau militant local avec les processus et enjeux politiques nationaux, ainsi qu'à la médiatisation du conflit à l'échelle internationale, ce qui m'a permis d'identifier les éléments du discours de la mobilisation locale qui demeurent et ceux qui se perdent dans le processus de traduction.

Cette approche est le résultat d'une enquête ethnographique multi-située d'une durée totale de douze mois environ, menée entre juillet 2011 et juillet 2013 dans la région nord-andine de Cajamarca – dans les provinces de Cajamarca, Hualgayoc et Celendín –, mais aussi dans la capitale, Lima, et, plus brièvement, à Paris, où mon terrain m'a occasionnellement « rejointe ». À ce travail d'enquête s'ajoute une observation de l'impact du conflit sur les élections régionales de 2014 et nationales de 2016, ainsi que des modes de publicisation et de diffusion du conflit à l'échelle internationale, que j'ai pu suivre de 2013 à 2016 au travers de la presse péruvienne et internationale, des blogs militants et des réseaux sociaux.

Comme mentionné dans l'avant-propos, les transformations liées au secteur minier impliquent de nouvelles formes de marginalisation socio-économique, mais aussi de nouvelles opportunités politiques. Comment ces deux phénomènes peuvent-ils exister côte à côte ? Peut-on faire l'hypothèse d'une plus grande visibilité et participation politique d'acteurs auparavant marginalisés par leurs appartenances ethniques, sexuelles et de classe ? En m'appuyant sur une approche socio-historique et politique des rapports ethniques (Barth, 1969 ; Bartheleu, 2007 ; Juteau, 2017 [1983] ; Maiz et Tournon, 2005), et sur les apports du féminisme matérialiste, intersectionnel et dé-colonial (Bacchetta, 2015 ; Crenshaw 1989 ; Davis, 1981 ; Delphy, 2008 ; hooks, 1987 ; Moraga et Anzaldúa, 1981 ; Mohanty, 1988) j'envisage les catégories ethniques et de genre comme des représentations qui légitiment et perpétuent des formes réelles d'exclusion sociale et économique. Constamment (re)produites par le rapport entre les groupes majoritaires ou dominants et les « autres », les frontières ethniques et de genre (Barth, 1969 ; Scott 1988 ; Stoler 1989) sont tracées par les instances de pouvoir – social, institutionnel, scientifique et médiatique –, mais peuvent aussi être (re)interprétées et (ré)appropriées par les groupes minoritaires par le biais d'un travail de subjectivation et de mobilisation politique. Cette approche permet de se concentrer sur la façon dont, dans le cadre du conflit, la politisation de certaines catégories sociales participe de la re-signification des différences et de la reconfiguration des inégalités entre les groupes et les individus.

Au Pérou, et notamment dans le nord andin du pays, les acteurs ne s'auto-identifient pas comme « Indiens » – terme dépréciatif d'origine coloniale – ni comme « Indigènes » – néologisme de fabrication onusienne qui peine à s'enraciner¹⁰. La récente expansion des activités extractives vers des territoires auparavant socialement et économiquement marginalisés est cependant en train d'engendrer de nouvelles formes d'identification ethno-politiques. Comme nous le verrons au fil des prochains chapitres, ce processus puise son origine dans une association d'origine coloniale entre indianité et rébellion ou résistance à la modernité (Giudicelli et Havard *à paraître*). Indissociable d'une construction racialisée de la géographie

¹⁰ C'est pour cette raison que, dans ce texte, nous adopterons le terme « Indien » ou « Indigène », en tant que traduction littérale de *Indio* ou *Indigena*, pour indiquer le référent du régime d'altérité local et national (Briones 2005; Caballero 2012; Caballero et Giudicelli 2017). Celle d'« Indien » est une dénomination d'origine coloniale, adopté par l'Etat péruvien jusqu'en 1969, et qui est encore aujourd'hui utilisé par mes interlocuteurs sur le terrain pour indiquer l'altérité ethnique. En revanche, le terme officiel de « Indigène » est beaucoup plus récent : il a été adopté par les institutions internationales et par l'Etat péruvien à partir des années 1990, mais ce terme est très peu employé en dehors des ONGs et du discours médiatique. Ces deux mots seront écrits au singulier et avec un « I » majuscule lorsqu'elles indiquent la catégorie – juridique, sociale, ethnique – correspondante, et avec un « i » minuscule quand elles sont employés comme adjectifs qualificatifs (ex : organisations indigènes, cacique indien). Nous utiliserons enfin le terme « autochtone » dans deux sens : l'un, pour tout ce qui concerne le cadre juridique international et la définition onusienne d'autochtonie ; l'autre, dans le sens littéral de « originaire du lieu ». La raison de ce choix sera développé dans le chapitre 5.

péruvienne – qui représente les Andes à la fois comme le « berceau » de la nation et comme un « obstacle » à sa modernisation (Mesclier, 2001) –, cette représentation d’origine libérale est aujourd’hui réactualisée en lien avec le modèle primo-exportateur néo-libéral. Tandis que les institutions nationales légitiment l’expansion des activités minières en les représentant comme un vecteur de « développement » pour les territoires et populations marginalisés, les mobilisations locales d’opposition au secteur légitiment leur lutte par un discours de préservation de la société andine « traditionnelle ». La capacité à présenter les manifestants comme de « bons » indiens traditionnels, plutôt que de « mauvais » indiens opposés au progrès, devient alors déterminante pour légitimer les mobilisations locales. Ce mécanisme permet de mieux comprendre les formes d’identification mobilisées par les manifestants, ainsi que la visibilité accrue de la participation féminine – représentée comme maternelle et apolitique – aux mobilisations. Mon approche consiste à mettre en lumière cette association entre indianité et résistance, ainsi que celle entre féminité et apolitisme, pour ensuite les déconstruire grâce à l’analyse des rapports et pratiques militantes. Cela permet d’interroger la manière dont l’engagement se façonne et se légitime dans le Pérou contemporain, ainsi que les conséquences de ces nouveaux discours militants sur les inégalités sociales au sein de la société péruvienne.

Origine du sujet de recherche et contribution aux débats anthropologiques

L’altérité ethnique dans le nord andin péruvien

Ma première expérience de terrain date de 2004, lorsque je me suis rendue pour au Pérou comme bénévole au sein d’une ONG internationale travaillant avec les enfants des milieux urbains défavorisés. Mon arrivée dans les Andes du nord a été le fruit du hasard : initialement sélectionnée pour le centre d’opérations de l’ONG à Trujillo, sur la côte septentrionale du pays, les organisateurs ont décidé, suite à l’abandon soudain d’un bénévole, de me réaffecter au projet satellite de Cajamarca, petite ville coloniale dont je n’avais jamais entendu le nom. Alors étudiante en Licence d’anthropologie à l’Université de Bologne, j’ai été immédiatement charmée par l’architecture coloniale du centre urbain et l’amabilité de ses habitants. J’ai dans le même temps été naïvement choquée par les profondes inégalités socio-économiques et les violentes formes de discrimination observables dans cette petite ville de province. En travaillant

avec les enfants des quartiers défavorisés de la ville, la plupart issus de familles migrantes d'origine rurale, et en fréquentant, durant mon temps libre, des collègues et amis appartenant aux classes moyennes et hautes de la ville, j'étais surprise par le regard que ces derniers portaient sur les premiers. Une attitude paternaliste, parfois ouvertement discriminatoire, était observable dans les commerces, les habitations privées (où les domestiques étaient des femmes populaires, souvent d'origine rurale) et l'espace public, ainsi que chez les fonctionnaires, chez les employés des services publics et privés, ou encore chez mes collègues péruviens investis dans le milieu associatif. Ma première réaction a été de chercher l'origine de ces mécanismes dans l'héritage d'une distinction coloniale entre indiens et métis, mais je me retrouvais vite perdue face à des catégories sociales vidées de référents phénotypiques. Comme ne manquaient pas de me le rappeler mes amis et collègues, Cajamarca est connue pour être l'une des régions les plus métisses du Pérou andin, c'est-à-dire une région où « il n'y a pas d'Indiens ».

S'il n'y a pas d' « Indiens », les hiérarchies sociales locales sont pourtant claires : au bas de l'échelle sociale se trouvent les « paysans », une vaste catégorie comprenant tant les habitants ruraux que les secteurs populaires urbains. Le principal marqueur de ce groupe est vestimentaire : alors que les « gens de la ville » portent des habits occidentaux, de facture industrielle et d'importation, les « paysans » se démarquent par leurs habits « traditionnels », artisanaux ou de production locale. Ces habitudes vestimentaires – d'autant plus visibles chez les femmes – varient entre la première et la deuxième génération de migrants ruraux en milieu urbain : si les mères des enfants avec lesquels je travaillais portaient les cheveux longs et tressés, un jupon (*pollera*), un chapeau de paille (*sombrero*) et/ou des sandales en caoutchouc (*llanques*) qui les identifiaient comme « paysannes »¹¹, leurs filles venaient à l'association en pantalon, t-shirt et tennis¹². Au sujet des « paysans », on m'expliquait (privilege réservé aux « touristes ») que les mendiants qui demandent la charité en ville ne sont pas vraiment pauvres, qu'il s'agit de « fainéants » qui n'ont pas envie de travailler leurs champs ; que les hommes sont alcooliques, violents et battent leur femmes ; qu'ils font trop d'enfants sans pouvoir subvenir à leurs besoins, ce qui perpétue leur pauvreté ; que, parce qu'ils sont pauvres et non éduqués, ils vivent dans des conditions indécentes, ne savent pas s'occuper de leurs enfants, manquent d'hygiène, s'alimentent mal, tombent malades, ne réussissent pas leurs études, etc. À des

¹¹ Voir note n°4

¹² Comme nous le verrons dans les chapitres 3 et 5, ce n'est pas un hasard si les marqueurs ethniques sont plus « visibles » chez les femmes. Cela résulte d'une part du rôle central des femmes dans la reproduction des groupes ethniques (Juteau, 2017b) et de l'autre des configurations de l'ethnicité au Pérou depuis les années 1970, qui amènent les femmes à être considérées comme « plus Indiennes » que les hommes de leur milieu social (De La Cadena, 1995).

milliers de kilomètres de distance, je retrouvais un discours discriminatoire semblable à celui que j'avais rencontré durant mon expérience de bénévolat dans un camp Rom à la périphérie de Bologne. Mais, alors qu'en Italie j'arrivais à mieux saisir la logique « émique » de ce discours, qui représentait les Rom comme des « étrangers » et des « nomades », dont les valeurs sociales et familiales étaient opposées à celles de la société dominante¹³, au Pérou la logique de cette discrimination m'échappait.

Alors qu'une grande différence semblait exister entre « paysans » et non-paysans, une autre distinction importante était celle entre les habitants « originaires » de la ville et ceux qui avaient emménagé « après l'arrivée de la mine ». Dans le langage commun local, « la mine » désigne la compagnie Minera Yanacocha S.A., propriétaire d'un projet d'extraction aurifère parmi les plus grands et productifs du continent, dont les opérations ont, depuis 1992, transformé le centre urbain et l'économie régionale de Cajamarca. Tout en disant bénéficier, à certains niveaux, de la dynamisation économique locale liée aux activités minières, les habitants originaires de la ville regrettent souvent l'arrivée massive de « gens de l'extérieur » (*gente de afuera*), la croissance démesurée du centre urbain, l'augmentation de la criminalité et de la prostitution, le trafic routier devenu insupportable et le risque de pollution des eaux par les activités extractives¹⁴. Mes collègues et amis appartenant aux classes moyennes et hautes de la ville se plaignaient aussi du fait que la présence de la mine amenait les paysans à « perdre leurs coutumes », à migrer en ville en délaissant leurs activités agricoles pour nourrir une croissance désordonnée et dangereuse du centre urbain.

C'est en raison de cette ubiquité et immatérialité de « la mine » – et de sa mystérieuse et imprévisible interaction avec les représentations de l'altérité « paysanne » – que je commençais à m'intéresser à la question minière dans les Andes du nord péruvien. Il convient maintenant de préciser l'objectif général de cette recherche et les débats dans lesquels elle s'insère.

Pour une anthropologie politique de l'action contestataire

Contrairement à la sociologie, qui a amplement traité la question des mouvements sociaux (Della Porta et Diani 1997; Melucci 1988; McAdam, Tarrow, et Tilly 2001; McAdam,

¹³ À ce sujet, voir Sarcinelli (2014).

¹⁴ Nous reviendrons sur ces questions dans les chapitres 2 et 3.

McCarthy, et Zald 1996; Touraine 2000), l'anthropologie n'a accordé qu'une attention minimale à ces phénomènes. Cela est tout d'abord la conséquence d'une division du travail académique entre sciences de la « culture » et sciences du « politique » (Escobar, 1992 ; Spencer, 1997 ; Gibb, 2001), qui assigne aux anthropologues l'étude des sociétés « Autres » (Edelman, 2001). La déconstruction du « grand partage » (Lenclud, 2015) entre l'Europe et le reste du monde, ainsi que la rupture avec la tradition disciplinaire de l'étude des sociétés « traditionnelles » (Balandier 1967; Swartz, Turner, et Tuden 1966) n'ont paradoxalement fait que creuser cette division, condamnant l'anthropologie politique à « mourir d'ennui » (Spencer, 1997 : 5). Ayant démissionné de son intérêt pour le politique, l'anthropologie s'est davantage centrée sur d'autres objets, tels les symboles, les identités, les circulations et les métissages (Wittersheim et Ciavolella, 2016). En dépit des efforts pour adopter une approche du politique « par le bas » (Coulon, Bayart et Fauré, 1981), les anthropologues qui, depuis les années 1980, se sont intéressés aux sociétés postcoloniales ont eu tendance à reproduire le biais des sciences politiques pour étudier les processus et milieux institutionnels (Copans, 2003).

À partir des années 1990, on observe toutefois un regain d'intérêt de la discipline pour le politique, mais celui-ci passe principalement par une occidentalisation des terrains et une réorientation de la recherche vers les cultures politiques et institutionnelles, sous la forme d'une anthropologie de l'État et de la mondialisation dans les pays dits du Nord (Abélès 2008). Selon Jean Copans, ce processus de "dé-exotisation" du politique aurait contribué à éloigner l'anthropologie politique de son objet, car « à ethniciser ou mondialiser les champs de force des pouvoirs sans chercher à comprendre les modalités postcoloniales des mutations politiques, on dévalorise les dynamiques sociales locales du politique qui restent... plus locales qu'il n'y paraît » (2003 : 5). Il y a cependant des exceptions notables, à l'instar de deux anthologies de travaux sur les mouvements sociaux latino-américains éditées au cours des années 1990 (Alvarez, Dagnino et Escobar, 1998 ; Escobar et Alvarez, 1992), qui essaient de dépasser, par les binômes « politiques culturelles » et « cultures politiques », la division du travail académique précitée. Fortement inspirés par l'œuvre d'Alberto Melucci (1988), ces travaux tendent cependant à se focaliser davantage sur les discours et identités mobilisées par les militants, au détriment des aspects structurants de la mobilisation et de son contexte politique plus large (Goirand, 2010b).

L'apport limité de l'anthropologie à la théorisation du politique n'est cependant pas à confondre avec un manque d'intérêt de la discipline pour les pratiques politiques populaires. Comme le souligne Edelman (2001), les ethnographes ont produit une grande quantité de récits

fins et détaillés des formes de mobilisation collectives qu'ils étudiaient (Nash, 1979 ; Warren, 1998 ; Jackson et Warren, 2005), mais ces ethnographies ont rarement fait le lien entre les mobilisations ou réseaux étudiés et leur contexte politique élargi, les processus organisationnels et les traditions militantes qui constituent les « répertoires de l'action collective » (Tilly, 1984). L'anthropologie aurait cependant un rôle dans l'étude des mobilisations sociales car :

les ethnographes [...] ont un accès privilégié à l'expérience vécue des activistes et des non-activistes, ainsi que des fenêtres sur l'organisation « submergée », les réseaux informels, les activités de protestation, les demandes publiques, la peur et la répression, ainsi que sur les tensions internes, qui sont presque partout des aspects des mouvements sociaux¹⁵. (Edelman 2001)

Une approche ethnographique des activités militantes permettrait notamment de contourner aisément les dichotomies centrales à la théorie des mouvements sociaux, telles celles entre public et privé, militants et non militants, ou entre mouvements et institutions (Bereni et Revillard, 2008). La révélation de la perméabilité entre les sphères, la circulation des acteurs, et leur activité d'interprétation du monde social permettraient de mieux saisir les processus de politisation, c'est à dire l'inscription « par les acteurs sociaux d'objets, de pratiques ou d'acteurs dans un univers qu'ils appréhendent comme spécifiquement « politique », sans que cet univers corresponde nécessairement et uniquement aux activités liées à la vie politique institutionnelle » (Arnaud et Guionnet 2015:17). En même temps, comme le soulignent Bierschenk et de Sardan, « les conflits sont un des meilleurs "fils directeurs" qui soient pour "pénétrer" une société et en révéler tant la structure que les normes ou les codes » (1994 : 3). Forme de socialisation propre au fonctionnement des sociétés humaines (Simmel, 1903), facteur de polarisation sociale ainsi que catalyseur de nouvelles alliances, le conflit agit de manière démarcative sur les identifications individuelles et collectives (Polletta et Jasper, 2001 ; Holland, Fox et Daro, 2008) et contribue ainsi à redéfinir les rapports sociaux dont celles-ci sont l'expression (Brubaker, 2001 ; Avanza et Laferté, 2005).

L'étude des mobilisations sociales et de la politique contestataire serait aussi d'un grand apport à la discipline, dans la mesure où ces objets complexes et mouvants, qui articulent des acteurs divers agissant à plusieurs échelles, offrent un terrain fécond pour penser les processus de déterritorialisation et de reterritorialisation de la « culture » (Gupta et Ferguson, 1992), les circulations et les « frictions » de sens (Tsing, 2004), tout comme la « glocalisation » du

¹⁵ *Ethnographers [...] may have privileged access to the lived experience of activists and non-activists, as well as a window onto the "submerged" organizing, informal networks, protest activities, ideological differences, public claim-making, fear and repression, and internal tensions, which are almost everywhere features of social movements* (Edelman, 2001 : 309).

politique à l'époque contemporaine (Gupta et Ferguson 1992; Tsing 2004; Vanier et al. 2009)¹⁶. Lorsque l'on prône un renouvellement de l'anthropologie politique « par le bas », il s'agit donc de proposer une ethnographie de la globalisation « ancrée » (Burawoy *et al.*, 2000). Celle-ci doit rester attentive à l'histoire particulière d'une localité ou groupe social et aux liens entre ceux-ci et des processus plus larges, afin de saisir les nouvelles formes d'inclusion/exclusion sociale et politique qu'engendrent des nouvelles rencontres et collaborations « à travers la différence » (Tsing 2004).

Pour une étude des processus d'altérisation contemporains

Lorsque les anthropologues se sont intéressés aux mobilisations sociales, leur attention a généralement été retenue par les politiques identitaires des acteurs, notamment indigènes. Un vif débat est alors apparu au sein de la discipline, illustré notamment par la controverse autour de l'article de Kuper « The return of the native » (2003). Accusant les mouvements indigènes contemporains d'essentialisme et d'exclusivisme, Kuper adoptait une vision statique de l'indigénéité qui a été remise en question par ses collègues anthropologues et africanistes¹⁷. Ceux-ci se sont alors attachés à souligner la nature historique et relationnelle de cette catégorie sociale, telle que définie par Saugestad (2001, in Kenrick et Lewis, 2004). En dépit d'un certain consensus autour de la légitimité de la catégorie politico-juridique d'autochtone – telle que définie par les instances onusiennes (Bellier, 2006 ; Niezen, 2003) –, son usage comme catégorie d'analyse reste controversé (Barnard, 2006). De nombreux scientifiques manifestent leur malaise face à ce terme dont les origines culturalistes sont problématiques pour une anthropologie qui se veut post-moderne, déconstructiviste (Plaice, 2006) et critique envers les

¹⁶ Au cours de la dernière décennie, un nouvel intérêt semble émerger au sein de la discipline (Kim 2014; Broqua 2009). Un dossier d'*Anthropological Quarterly*, paru en 2008, rassemble plusieurs travaux d'anthropologues au sujet du « travail de signification » de l'action contestataire (Kurzman, 2008) – mettant ainsi l'accent sur la dimension productive (et non pas uniquement réactive) des mobilisations sociales. Ce renouvellement d'intérêt est en partie encouragé par un tournant qui s'est produit dans l'étude des mouvements sociaux au cours des dernières décennies, donnant une nouvelle visibilité aux dimensions émotionnelles (Goodwin, Jasper, et Polletta 2009; Sommier 2010), identitaires (Polletta et Jasper, 2001) et « culturelles » (Benford et Snow, 2000) de l'action collective, et par l'adoption croissante des méthodes d'enquête ethnographiques par la sociologie des mouvements sociaux, notamment dans l'Hexagone (Combes *et al.*, 2011).

¹⁷ L'article de Kuper fait largement fi des apports de nombreux auteurs anglophones portant un regard dynamique et interactionnel sur les catégories sociales, notamment de la notion d'articulation de Stuart Hall (1986) qui a connu une certaine diffusion et a été popularisée en anthropologie par Tania Murray Li (2000) et James Clifford (2001), entre autres. Cette approche, issue des *Cultural Studies* d'influence gramscienne, permet une analyse anti-essentialiste (discursive, historique, relationnelle) qui, en même temps, ne nie pas l'irréductibilité du concept dans sa dimension à la fois subjective et politique. L'idée d'articulation, telle que déclinée par Murray Li, pose l'autochtonie (*indigeneity*) comme un « positionnement » construit sur des pratiques et des significations historiquement sédimentées, qui sont « activées » dans des contextes particuliers de lutte et d'engagement (2000).

processus de réification et de marchandisation de la culture (Comaroff et Comaroff, 2009), mais aussi envers la distinction néolibérale entre indigènes « dociles » et indigènes « récalcitrants » (Boccara, 2011 ; Hale, 2002).

Alors que les revendications autochtones font l'objet de nombreuses études en milieu anglophone, la question a été moins abordée par les sciences sociales hexagonales, en partie en raison de la réticence à employer le concept d'« ethnicité » (*ethnicity*) si librement utilisé par les collègues anglophones. Trop proche d'« ethnie », ce terme évoque les classifications coloniales qui reléguent les populations locales à un statut d'infériorité sociale et politique (Amselle et M'Bokolo 2005 ; Noiriel 2005), ce qui amène certains à y voir une forme de « primitivisme contemporain » (Amselle, 2010). Le fait que le terme ait connu, avec les « conflits ethniques » et les mouvements nationalistes de droite, une certaine diffusion sur la scène publique européenne ne contribue certainement pas à accroître sa popularité auprès des scientifiques (Frantz, 2010). Ces réticences n'ont pourtant pas empêché le développement, au cours de la dernière décennie, d'une littérature sur les formes et les politiques de l'autochtonie. Le milieu francophone a aussi connu ses controverses théoriques autour des catégories d'« indigène » et d'« autochtone » (Bellier, 2011) – mais leur tendance consiste davantage à interroger la multiplicité des stratégies de mobilisation et de représentation des acteurs se revendiquant autochtones (Gagné, Martin, et Salauin 2009), leur déploiement au sein des institutions internationales (Bellier, 2006) et le rôle de l'État dans la définition des peuples originaires (Caballero, 2012 ; Salazar-Soler, 2013).

Si le débat sur les politiques contemporaines de l'indigénéité et de l'autochtonie est loin de s'épuiser, ses impasses théoriques peuvent être contournées en portant l'attention sur les pratiques des acteurs (Bosa, Santamaría, et Wittersheim 2008). La prolifération des revendications indigènes à l'époque de la globalisation (Appadurai, 1990 ; Friedman, 1994 ; Geschiere, 2009) et la circulation globale des discours et politiques autochtones invitent en effet à une considération minutieuse et contextuelle, fondée sur un rigoureux travail de terrain (Starn et Cadena, 2007 ; Tsing, 2004) afin de saisir les circonstances dans lesquelles un groupe décide de s'auto-identifier (ou pas) comme Indigène et les effets matériels et discursifs que produit cette identification (Tsing, 2007 ; Li, 2000)¹⁸. Ces considérations sont à l'origine d'un corpus

¹⁸ En reprenant la définition de Li (2000), nous voudrions souligner que, pour qu'une identification soit compréhensible et « performative » d'un point de vue politique, elle doit : 1) « avoir du sens » d'un point de vue social et historique (construit sur des pratiques et des significations historiquement sédimentées), 2) Bénéficier de conditions (structurelles et discursives) qui permettent son émergence, et 3) être cultivé par l'action d'entrepreneurs culturels qui en assurent la diffusion, l'adaptation et l'efficacité.

croissant de travaux sur les processus contemporains d' « émergence » et d'institutionnalisation des mouvements indigènes en Amérique latine (Bengoa, 2000 ; 2009 ; Canessa, 2014 ; Gros, 2012) qui interroge les effets de l' « ethnicisation des relations sociales » dans la lutte contre les inégalités (Robin et Salazar-Soler, 2009)¹⁹. À ce sujet, Natacha Gagné (2009) invite à analyser ces processus en s'interrogeant sur les nouvelles différences qu'ils produisent chez les groupes étudiés en matière de rapports économiques et sociaux²⁰.

Le tournant identitaire des mobilisations sociales opéré depuis les années 1970 soulève également le débat entre deux courants que Charles Hale décrit comme « l'innovation théorique postmoderne et la réaffirmation matérialiste » (1997 : 570). C'est du constat de la divergence de ces approches – l'une consistant en une attention excessive portée à la dimension discursive des mouvements de protestation et l'autre en un retour aux bases matérielles du conflit – que dérive, selon Hale, l'impératif de dépasser leur opposition, afin de rendre compte de la nature à la fois discursive et matérielle des formes de mobilisation et des conflits dont elles sont le produit²¹. Cette attention renouvelée à l'entrelacement des dimensions sociales et matérielles de l'indigénéité ne peut d'ailleurs pas faire l'économie d'une approche socio-historique de la construction des altérités. L'altérisation²² est en effet un processus de long terme, auquel participe une pléthore d'acteurs et de savoirs experts, comme l'illustrent les récents travaux sur la construction nationale de l'altérité indienne (Briones, 2005 ; Caballero, 2012 ; Caballero et

¹⁹ L'ambivalence à l'égard du multiculturalisme n'est pas propre aux anthropologues européens. Charles Hale (2002) soulève la question à propos du Guatemala, en proposant une lecture du « multiculturalisme d'État » comme dispositif normatif visant une séparation, évoquée supra, entre Indiens « dociles » et Indiens « récalcitrants ».

²⁰ « Prendre position contre l'essentialisme en valorisant un vivre-ensemble politique autre m'apparaît plus une position politique qu'un regard anthropologique sur une réalité dont il importe de révéler les tenants et aboutissants sans nier les conditions concrètes dans lesquelles elle a pris naissance. [...] Or, il existe des acquis qui définissent ces populations. Le problème devient alors comment ceux-ci peuvent-ils se réactualiser sans que cette réactualisation ne débouche sur un enfermement et une marginalisation des Autochtones. Il me semble que c'est dans cette direction que des recherches doivent être menées beaucoup plus que dans la critique ou l'affirmation de l'essentialisme, car, en bout de piste, cette critique comme cette affirmation ne peuvent avoir que des effets négatifs sur les populations concernées » (Gagné, 2009, p. 20-21).

²¹ Un « retour » à l'ethnographie, soit aux interprétations et aux pratiques des acteurs impliqués dans les mobilisations, constituerait, selon Hale (1997 : 576), un premier pas vers la sortie des impasses théoriques, à condition que cette « spécificité ethnographique » ne tombe pas dans « une nouvelle version du vieil esprit de clocher qui a si longtemps tenu l'anthropologie à l'écart de ces discussions ».

²² Par « altérisation », nous faisons référence à l'ensemble de processus de production ou reproduction de l'Autre, qui naturalisent les hiérarchies sociales par les différences de sexe, de classe, ethniques ou de « race ». Ce processus a fait l'objet de travaux précurseurs, tels ceux de W.E.B du Bois et Frantz Fanon, et ont été élaborés davantage par les travaux des auteurs post-coloniaux anglophones, tels Edward Saïd et Gayatri Spivak. En anthropologie, la contribution de la discipline à la production de l'altérité (en anglais « othering ») est au centre des travaux de Johannes Fabian (Fabian 2002), James Clifford et George Marcus (Marcus 1980; Clifford et Marcus 1986; Clifford 1983), entre autres. En milieu francophone, le concept d'altérisation est davantage développé par Christine Delphy (2008).

Giudicelli, 2017 ; Salazar-Soler, 2013)²³ en Amérique latine. L'histoire particulière de la catégorie d'Indien au Pérou (Greene 2006; 2010; Salazar-Soler 2013) montre bien le changement du contenu de la catégorie au fil du temps, révélant ainsi en même temps les transformations sociétales de l'époque²⁴. Lorsque les processus historiques de formation des altérités nationales font l'objet d'un intérêt croissant, l'interaction entre le genre et l'ethnicité dans la production du sujet indigène reste peu explorée²⁵. Si les femmes ont joué un rôle central dans la catégorisation des groupes raciaux pendant la période coloniale, ainsi que dans les idéologies républicaines du métissage en tant que « mères de la nation » (Boidin 2008), leur participation à la (re)définition contemporaine de l'altérité indigène reste à approfondir²⁶.

A l'époque contemporaine une pluralité d'organisations nationales et internationales – des instances onusiennes aux organisations non-gouvernementales, en passant par les Etats – participent de la redéfinition du sujet indigène. Si une perspective institutionnelle est indispensable pour saisir les processus d'identification, la production et la signification des catégories sociales ne peuvent être réduites à la seule action « par le haut ». Se centrer sur le travail d'appropriation et de (re)signification des catégories identitaires par les acteurs sociaux d'« en bas » me semble être une démarche indispensable pour contourner les obstacles susmentionnés. S'attarder sur les formes vernaculaires d'interprétation et d'appropriation de l'identification indigène, permet tout d'abord d'appréhender l'agentivité politique des acteurs (Bertheleu 2007; Boyer 2015), plutôt que de réduire leur altérité aux stigmates produits par la marginalisation sociale et économique (Juteau, 1999). Se focaliser sur les interactions entre la catégorie sociale d'Indigène et d'autres formes d'identification – socio-professionnelles, territoriales, ethniques et de genre – rend visible leur nature relationnelle et la constante

²³ Encore une fois, un parallèle intéressant existe avec la littérature historique sur la construction des populations Rom européennes comme « Autres » nationaux ou ennemi interne. À ce sujet, voir les travaux d'Asséo (2007b, 2007a), de Piasere (2011), de Kakouch (2015) et de Sigona (2011).

²⁴ Si, à l'époque coloniale, la catégorie d'« Indien » était censée s'appliquer aux non chrétiens (Estenssoro, 2001), l'arrivée de la république a amené à redéfinir l'indianité en rapport au régime de citoyenneté libéral (Yvinec, 2013, 2016). Le libéralisme a fait de l'Indien l'expression d'un archaïsme supposé disparaître avec la modernisation (lire « dés-indianisation ») de la nation (Drinot, 2006). La suppression de la catégorie juridique d'Indien – au profit de celles de « paysan » andin et de « natif » amazonien – par la réforme agraire de 1969 n'a pourtant pas effacé l'image sociale qui lui est associée et qui, à l'époque contemporaine, est en train de se redéfinir en lien avec l'autochtonie onusienne.

²⁵ Les rares études portant sur la dimension de genre des catégories ethniques montrent que la catégorie sociale d'Indien se « masculinise » à la fin du XIX^{ème} siècle (Méndez 2012) et se « féminise » à nouveau à la suite de la réforme agraire de 1969 (De La Cadena, 1995)

²⁶ Il s'agit ici d'un champ d'études récent. Nous renvoyons aux travaux précurseurs de Lynn Stephen (1997, 2001) sur les mouvements sociaux de femmes, ainsi qu'aux travaux plus récents sur les mouvements de femmes autochtones dans différents pays Latino-Américains (Rousseau et Hudon 2016; Schmit 2016 ; Speed, Castillo, et Stephen 2006). Il existe aussi un corpus en extension de travaux sur les politiques d'Etat et de développement visant les femmes indigènes (Oliart 2008; Pequeño Bueno 2009; Radcliffe et Pequeño 2010; Radcliffe 2002; Richards 2004).

renégociation des frontières entre les groupes. Cette approche permet ainsi d'observer l'impact des processus d'identification et d'altérisation sur l'accès des acteurs sociaux aux ressources et aux institutions, c'est-à-dire de restituer la dimension matérielle et politique des processus sociaux analysés. Comment la catégorie d'Indien ou d'Indigène se reconfigure-t-elle à l'heure actuelle, et quelle est sa dimension de genre ? Comment est-ce que les formes contemporaines d'interprétation et d'appropriation de l'altérité indigène participent-elles à sa redéfinition ? Quelles sont ses interactions avec d'autres formes d'identifications sociales et politiques ? S'intéresser aux représentations disputées de cette catégorie sociale, et aux pratiques qu'elle légitime, peut permettre de mettre en lumière les projets politiques sous-jacents et la façon dont ceux-ci sont en train de redéfinir et de reconfigurer l'altérité.

Dans la prochaine section, je présenterai corpus dans lequel s'inscrit ma recherche. Mes données ethnographiques cherchent notamment à dialoguer avec deux champs d'études : les recherches portant sur les effets socio-politiques de l'expansion des activités minières et celles sur les rapports ethniques dans le Pérou contemporain.

Revue de la littérature et positionnement théorique

Anthropologie et activités minières : rencontres « locales »

Comme le remarquait Ricardo Godoy dans sa riche revue de littérature de 1985, l'anthropologie s'est très peu intéressée au monde minier. Les premiers travaux ethnographiques en milieu minier sont menés dans les années 1930-50 dans le Copperbelt africain : ces travaux, menés par l'École de Manchester et issus du programme de recherche d'anthropologie urbaine de l'institut Rhodes-Livingstone, visaient à comprendre les processus de « détribalisation » et d'urbanisation des sociétés africaines²⁷. Ce n'est qu'à la fin des années 1970 que les anthropologues commencent à s'intéresser aux formes d'organisation sociale et politique propres aux centres miniers, et ce notamment dans le contexte latino-américain. Les travaux de June Nash (1979) et de Michael Taussig (1980), entre autres, portent sur les relations socio-économiques et les pratiques rituelles dans les communautés minières, qu'ils interprètent

²⁷ Les études de Gluckman (1958), d'Epstein (1958) et de Mitchell (1956), entre autres, avaient pour objectif d'analyser l'industrialisation et la modernisation de l'Afrique par le biais des mines.

sous l'angle d'une de transition de l'économie précapitaliste vers l'économie capitaliste, passant par la prolétarianisation des travailleurs miniers. Au cours des décennies suivantes, d'autres auteurs reprennent et approfondissent ces thématiques, en se penchant davantage sur les éléments de continuité entre le monde paysan et le monde minier (Salazar-Soler 2002), ainsi que sur l'organisation socio-symbolique du travail dans les mines (Absi 2003). Si ces travaux contribuent alors à la compréhension du monde social minier dans l'espace andin, leurs apports sont cependant difficilement transposables aux enjeux soulevés par le scénario actuel de l'industrie extractive qui a largement évolué depuis le début des années 1990.

De fait, vers la fin du XX^{ème} siècle, le secteur minier change radicalement de fonctionnement. De nouvelles techniques d'extraction à ciel ouvert, hautement mécanisées, viennent remplacer l'extraction sous-terrain, en grande partie manuelle, réduisant considérablement la demande de main d'œuvre. Qui plus est, guidée par une demande accrue de matières premières depuis la fin des années 1980, la production minière mondiale s'étend dans les pays dits du Sud (en Amérique latine, en Afrique du sud et de l'Ouest, en Asie centrale et en Océanie) atteignant des régions auparavant marginales dans les économies nationales (Bos, 2017). Ces territoires marginalisés sont le plus souvent habités par des populations paysannes et/ou indigènes qui constituent traditionnellement l'objet d'étude de l'anthropologie. Comme pour Mahomet et la montagne, ce ne sont pas tant les anthropologues qui sont allés aux mines, mais plutôt les mines qui sont allées à eux : de là découle, comme l'indiquent Ballard et Banks (2003), un nouvel intérêt des anthropologues pour le monde minier²⁸. Si les activités extractives arrivent parfois à se « greffer » aux sociétés et territoires locaux, d'autres fois elles font l'objet de violentes formes de « rejet » (Bos et Velut, 2016 ; Magrin 2013), qui produisent des reconfigurations des modes de production et de relation tant pour la société d'accueil (Silva, 2013) que pour l'industrie (Dolan et Rajak, 2016).

La faible demande de main d'œuvre des nouvelles techniques d'extraction amène à un déplacement de l'interaction sociale autour des mines : des rapports de travail vers un rapport déterminé par les échanges marchands et les politiques de « développement ». La croissante

²⁸ Dans leur revue des travaux anthropologiques de « troisième » génération, Ballard et Banks (2003), identifient quatre thématiques principales : l'anthropologie des corporations minières transnationales (analyse des cultures et hiérarchies organisationnelles, évolution des discours et des pratiques dans le secteur), l'anthropologie de l'État (renforcement/affaiblissement de l'État dans l'économie minière, discussions autour de la « malédiction des ressources », conflits internes à l'État ou entre État et populations pour le contrôle des ressources), les ethnographies des communautés locales (formes de mobilisations pour le contrôle des ressources, mécanismes d'inclusion et d'exclusion engendrés par l'économie extractive, nouvelles formes de marginalisation et stratégies de lutte) et les études des acteurs de « quatrième rang » comme les ONG, les consultants, les intermédiaires, les partenaires, les avocats, etc.

convergence entre le secteur minier et les politiques de développement pose ainsi de façon accrue la question des projets politiques associés à la promotion des activités extractives (Arellano Yanguas, 2011 ; Gudynas, 2009 ; Svampa, 2011) et des formes – souvent conflictuelles – de participation des populations locales à leur redéfinition (*ibid.* ; Bebbington, 2013 ; De Echave *et al.*, 2009). Cela a donné lieu, à partir du début des années 2000, à une littérature prolifique et pluridisciplinaire sur l'expansion des activités minières et les formes d'opposition que celles-ci engendrent.

En ce qui concerne le cas péruvien, la production scientifique sur ce sujet se divise en deux axes principaux : le premier porte principalement sur les transformations produites par la présence minière sur les formes d'accès et d'usage des ressources naturelles, sur les rapports intercommunautaires et familiaux, ainsi que sur les institutions communautaires et les articulations politiques des sociétés paysannes affectées²⁹ ; la seconde se centre davantage sur les conflits entre populations locales et entreprises minières, le rôle des institutions étatiques dans la médiation et les processus de renouvellement institutionnel que ces conflits sont susceptibles de générer³⁰. Ces différentes orientations analytiques correspondent, du moins en partie, à différentes orientations disciplinaires : tandis que les anthropologues montrent une tendance à renouveler leur « histoire d'amour » (Urrutia, 1992) avec les communautés paysannes andines, les géographes, sociologues et politologues s'intéressent davantage aux réseaux d'organisations – souvent urbaines – à l'origine des mobilisations d'opposition aux activités extractives.

Les travaux ethnographiques portant sur la rencontre entre compagnies minières et communautés paysannes ont mis en lumière le fait que la présence de ce nouvel acteur en milieu rural peut produire un affaiblissement des liens sociaux et des institutions communautaires, mais aussi de nouvelles formes de communalisation et de (ré)investissement des institutions (Burneo et Chaparro, 2011 ; Damonte, 2007 ; De Echave, 2005). Les nouveaux impératifs résultant de la présence minière peuvent pousser les habitants à renforcer leurs alliances préexistantes ou bien à en créer de nouvelles avec les institutions locales et les organisations de la société civile (Damonte, 2007 ; Gil, 2009 ; Bury, 2004). Fort de ce constat, Gerardo Damonte (2007 : 119) invite à éviter une « idée de résistance basée sur une prétendue autonomie

²⁹ Voir les travaux de Salas Carreño (2008), de Gil (2009), de Burneo et Chaparro (2011), d'Hervé (2014), de Damonte (2007), de Bury (2004), d'Himley (2011) et de Li (2015).

³⁰ Voir les travaux de De Echave *et al.* (2009), de De Echave, Hoetmer et Palacios (2009), de Bebbington (2007b, 2013), de De Echave et Diez (2013) et de Li (2015).

“subalterne” » – observable dans une certaine littérature sur les formes de résistance paysannes et indigènes inspirée par les travaux de James Scott (1985) – et à prendre en considération la dimension historique des rapports entre les différents secteurs sociaux et politiques. Si la littérature ethnographique sur les communautés rurales permet d’apprécier les importantes reconfigurations socio-productives et politiques engendrées par la présence minière, son apport à la compréhension des mobilisations d’opposition à l’exploitation minière reste marginal.

Le champ d’études de ces mobilisations – souvent hâtivement dénommées « conflits miniers » – est principalement peuplé de géographes, sociologues et politologues, tandis que les anthropologues se font rares³¹. On peut toutefois apprécier différentes approches de la question du conflit. Certains auteurs, tels De Echave *et al.* (2009), dénoncent l’absence ou l’insuffisance de dispositifs institutionnels pour la régulation des relations entre compagnies minières et populations locales, ce qui produirait un « vide institutionnel » à l’origine des mobilisations sociales³². D’autres travaux mettent davantage l’accent sur le conflit comme moteur d’innovation institutionnelle (Bebbington 2007b, 2013) et de « renégociation des règles du jeu » minier et foncier (Bos, 2017). Cette perspective d’analyse essaie notamment de se démarquer de la thèse de la « malédiction des ressources »³³, qui attribue à l’économie extractive le seul effet de distorsion des systèmes politiques locaux et nationaux, pour se centrer davantage sur le rôle des mobilisations dans la démocratisation et la réforme de l’État « par le bas ».

Bien que les processus socio-environnementaux et politiques liés à l’expansion renouvelée des activités minières fassent l’objet d’une vaste littérature, peu d’attention n’a, jusqu’ici, été portée à leur dimension genrée. Quelques auteurs se sont penchés sur les mutations

³¹ Si de nombreux auteurs ont recours à des méthodes d’enquête ethnographique – telles l’observation participante et la réalisation d’entretiens « semi-directifs » –, rares sont les travaux de recherche ethnographique qui reposent sur de longs séjours de terrain ou témoignent de la réflexivité propre de l’approche anthropologique.

³² De Echave *et al.* opèrent une distinction utile entre conflit et protestation, souvent assimilés par le langage courant dans l’expression passe-partout de « conflits miniers ». Pour ces auteurs, le conflit est endémique (Simmel, 1905) et omniprésent dans la société, tandis que la protestation n’en est qu’une des possibles manifestations. La dégénération d’un conflit en une dynamique de confrontation serait la conséquence de structures organisationnelles locales et de dispositifs institutionnels nationaux inadéquats à la médiation, d’où la nécessité, pour une compréhension de la « transformation » des conflits et des mécanismes visant à éviter les dynamiques de confrontation, d’adopter une approche centrée sur les institutions.

³³ La thèse de la malédiction des ressources identifie les économies extractives aux effets pervers suivants : « Surévaluation de la monnaie nationale qui réduit la compétitivité des autres secteurs économiques ; spécialisation croissante de l’économie nationale et, donc, vulnérabilité accrue à l’oscillation des prix ; caractéristiques d’“enclave” du secteur extractif qui génère peu d’effets multiplicateurs dans les autres secteurs économiques ; génération de grandes rentes qui encouragent des conduites politiques orientées vers la capture de ces rentes plutôt que vers le bon gouvernement ; accroissement de la violence du conflit poussé par le désir de capturer ces rentes ; et surgissement d’Etats qui répondent principalement aux intérêts de l’industrie extractive plutôt qu’à ceux de leurs citoyens » (Bebbington, 2011 : 30).

des stratégies de subsistance des femmes dans les milieux ruraux riverains des projets miniers (Grieco 2016; Himley 2011; Li 2009) et sur la participation féminine aux mobilisations sociales contre l'extraction minière (Grieco 2016; Jenkins 2014, 2017; Rondon 2009). La plupart de ces travaux ne fait cependant qu'un usage descriptif du genre – au sens des effets matériels de la différence socialement construite entre « hommes » et « femmes » - plutôt que dans son acception en tant que « principe de partition et hiérarchisation » (Delphy 2001) ou encore « façon première de signifier les rapports de pouvoir » (Scott 1988 : 141) entre différents groupes sociaux.

Si la perspective de genre est généralement absente, dans la littérature sur les conflits liés aux activités minières on remarque au contraire une forte influence de l'écologie politique. Ce champ d'étude, ayant pris forme au cours des années 1990 (Bryant et Bailey, 1997 ; Peet et Watts, 1996), a pour principale caractéristique de mettre en valeur la dimension politique des nouvelles luttes écologiques entre acteurs inégaux (Bebbington, 2007). En accord avec les considérations de Martinez-Alier, Munda, et O'Neill (1998), cette perspective de recherche souligne les différentes valeurs attribuées par les acteurs aux ressources objet de la controverse, et la non-équivalence entre les ressources naturelles extraites ou endommagées et les indemnités économiques comme un facteur déterminant dans l'émergence du conflit (Bebbington, 2007a ; Bury, 2004 ; Gil, 2009 ; Li, 2015). À quelques exceptions près (Li, 2013), la plupart de ces travaux ne traitent que de façon superficielle de ces évaluations divergentes, qui sont principalement réduites à la différence entre la valeur marchande et la valeur d'usage (Baviskar, 2003). Les analyses qui en résultent tendent ainsi à passer outre la dimension sociale et symbolique de la controverse, au bénéfice de sa dimension matérielle et politique³⁴.

Influencés par le « tournant ontologique » (Descola 2005; Ingold, 2000 ; Latour 2006 ; Stengers, 2005) et post-humaniste (Haraway, 2008 ; Kohn, 2007 ; Wolfe, 2010) certains anthropologues ont pris le parti opposé, en se focalisant davantage sur les différentes ontologies attribuées par les acteurs aux ressources et au paysage (Cometti 2015 ; De la Cadena, 2010, 2016). Tout en reconnaissant l'importance de la « pluralité ontologique » (Li, 2015) des éléments de la controverse et le rôle des êtres non humains dans celle-ci, il me semble

³⁴ De Echave *et al.* (2009) considèrent, par exemple, les perceptions locales de l'activité minière comme un élément déterminant dans l'émergence du conflit. En dépit de cette déclaration d'intentions, dans les travaux réunis, les perceptions locales de l'activité minière sont souvent réduites à des « ressentis » diffus et impersonnels, analysés en tant que produits de l'interaction des événements présents et passés (histoire des activités d'extraction dans la zone, évolution des rapports entre acteurs, négociations des conflits précédents, etc.). Les voix des acteurs sont par conséquent largement absentes et ne participent guère à la compréhension des origines et enjeux du conflit.

potentiellement périlleux d'insister davantage sur les différentes expériences et représentations des acteurs impliqués aux dépens de l'interaction et de la porosité entre ceux-ci. Appréhender les tensions qui surgissent de la rencontre entre compagnies minières et populations locales comme un « choc entre deux mondes » – pour reprendre le titre d'un récent documentaire sur l'opposition à la commercialisation des terres amazoniennes (Brandenburg et Orzel, 2016) –, c'est prendre le risque d'occulter la dimension matérielle de cette rencontre au bénéfice d'une supposée différence « culturelle » entre les acteurs, susceptible de perpétuer des formes de « racisme culturel » ou « différentialiste » (Taguieff, 1991).

Si la rencontre entre le secteur minier et les populations rurales andines est aussi une rencontre entre différentes formes de représentations et d'évaluation des ressources naturelles, soit entre différents rapports à l'environnement, ces rapports sont inséparables des différentes formes de production et d'organisation sociale qui les sous-tendent. Il est donc indispensable de considérer les rapports socio-environnementaux comme évolutifs (Ingold, 2011) : d'une part, la transformation du milieu naturel vient reconfigurer les rapports sociaux entre les habitants, et entre ceux-ci et les êtres non humains (Kirsch, 2011 ; Li, 2015) ; d'autre part, les rapports sociaux façonnent l'environnement et tendent à se légitimer par des représentations qui renvoient au monde naturel (Yanagisako et Delaney, 1995). Il me paraît donc plus utile, dans le but d'analyser la dimension discursive et matérielle des cultures politiques populaires, de situer les différentes visions du monde social et naturel dans leur contexte d'énonciation et d'interaction, afin de voir ce qu'ils disent – ou taisent – des relations de pouvoir entre acteurs.

Formes et politiques de l'ethnicité dans le Pérou contemporain

À la différence des pays dits du Nord, où l'effervescence politique d'après-guerre connaît un essoufflement à partir des années 1980, les mouvements sociaux latino-américains n'ont rien perdu de leur dynamisme depuis les années 1970 (Eckstein, 2001). Les contestations du 5^e centenaire de la conquête des Amériques et l'insurrection zapatiste qui leur succède marquent un tournant dans le contexte politique régional, contribuant à visibiliser un processus d'organisation politique indigène entamé déjà depuis les années 1960 (Devineau 2009; Lacroix 2012; Morin 1992; Varese, Delgado, et Meyer 2008). Cette « émergence indigène » (Bengoa,

2000)³⁵ amène aujourd'hui nombre de peuples d'Amérique latine à demander la reconnaissance légale de leurs droits à l'autonomie et à l'auto-détermination. Nous intéresse particulièrement l'apparition - récente- d'organisations et de mobilisations indigènes féminines, qui articulent les droits autochtones avec les droits des femmes, reconfigurant ainsi les définitions dominantes de la citoyenneté implicitement métisse et masculine (Rousseau et Hudon 2016; Schmit 2016; Stephen 1997; Ulloa 2016). En dépit de leur institutionnalisation croissante dans les espaces internationaux (Bellier, 2006 ; Niezen, 2003), les mouvements indigènes exercent une immense fascination sur l'imaginaire politique contemporain (Cappello, 2013), ce qui leur vaut une certaine notoriété dans les milieux et réseaux altermondialistes. L'assimilation des peuples indigènes à une critique radicale du paradigme développementaliste et néolibéral contribue ainsi à faire d'eux l'« Autre » emblématique d'« un autre monde possible ».

Dans ce cadre, le Pérou fait figure d'« exception » : ancien cœur de l'empire incaïque, ce pays à large majorité « indienne »³⁶ n'a pas vu émerger d'importants mouvements ou organisations indigènes semblables à ceux de ses voisins andins, tels la Bolivie et l'Équateur (Albó, 1990). Les raisons de cette « absence » ont fait l'objet de nombreuses hypothèses³⁷. Or, s'il est indéniable que le Pérou n'a pas vu naître d'organisation politique indigène nationale comme la *Coordinadora nacional de indígenas Ecuatorianos* (CONAIE) en Équateur³⁸, ni un nationalisme « ethnique » tel celui du *Movimiento al Socialismo* (MAS) en Bolivie³⁹,

³⁵ Pour une vue d'ensemble des conditions structurelles du processus conduisant à l'« *emergencia indigena* » – à savoir la démocratisation et les processus d'urbanisation, de migration et de scolarisation massive –, voir Bengoa (2000) et Gros (1999).

³⁶ Sur la difficulté à identifier qui est « Indien » et qui ne l'est pas, voir Lavaud et Lestage (2005), Lucero (2006); García et Lucero (2011).

³⁷ La suppression des privilèges de l'élite indigène à la fin de la période coloniale, suite à l'insurrection, en 1780, de Tupac Amaru II, ouvre un « abîme social définitif » (Robin, 2004 : 3) entre Indigènes et Métis. Après l'indépendance, l'appropriation sélective du patrimoine symbolique incaïque par les élites créoles et métisses prive davantage encore les Indiens d'une structure symbolique et discursive à travers laquelle s'affirmer sur la scène nationale (Degregori, 1999 ; Mendez, 1996). La consolidation d'un système d'exploitation à base ethnique par les *haciendas* (Degregori, 1993) et l'incapacité de la gauche à inclure les Indiens dans son projet d'émancipation sociale (Montoya, 1998) contribuent à perpétuer l'exclusion de ces derniers de la vie politique tout au long du XX^{ème} siècle, et ce jusqu'en 1969 lorsque le gouvernement révolutionnaire du général Velasco Alvarado supprime définitivement la catégorie ethnique d'« Indien », renommant les communautés andines comme « paysannes » et créant la dénomination de « communautés natives » pour les peuples d'Amazonie. La réforme agraire de 1969 mise en place par le gouvernement de Velasco décapite ensuite les sociétés andines de leurs classes supérieures, potentielles actrices politiques (Albó 1991; Lomné 2014; Montoya 2014), consolidant un monopole des élites métisses et urbaines côtières sur l'État-nation. Finalement, le conflit interne entre l'armée et les guérillas maoïstes (1980-1992) paralyse, au Pérou, toute forme d'organisation citoyenne, ethnique ou autre, tandis que se posent ailleurs les bases pour la constitution d'un mouvement indigène national (Montoya, 1998 ; Starn, 2003 ; Van Cott, 2005 ; Yashar, 2005).

³⁸ Coordinatrice Nationale Indigène Équatorienne : organisation qui, en 1990, est à l'origine d'un « soulèvement indigène » national. Pour plus d'informations, voir García (2008).

³⁹ Mouvement vers le Socialisme : parti politique bolivien fondé en 1987 par Evo Morales, avec un discours de gouvernance ethnique. Pour plus d'informations, voir Lacroix (2007).

l'inexistence de formes de mobilisations ethniques au Pérou ne fait plus consensus. Carlos Iván Degregori suggérait pour la première fois – en réponse aux considérations d'Albò (1991) sur le « retard » du mouvement indigène péruvien – qu'au lieu d'envisager le développement des mobilisations indigènes comme un processus linéaire, il serait souhaitable de s'interroger plutôt sur les différentes façons dont le « facteur ethnique » se manifeste dans chaque contexte national (Degregori, 1993). Au Pérou, la supposée « absence » de mobilisations ethniques serait plutôt la manifestation d'un double écueil : l'un, produit par l'attention des scientifiques à l'échelle nationale et à la politique formelle, aux dépens des contextes locaux et des politiques quotidiennes (Canepa Koch, 2008 ; De La Cadena, 2000 ; García et Lucero, 2011) ; et l'autre, produit par une attention excessive aux populations andines, au détriment des organisations amazoniennes qui, depuis les années 1970, portent des revendications de type ethnique (Greene, 2006 ; Favier, 2014 ; Romio, 2018).

L'« absence » supposée de formes de mobilisations ethniques au Pérou est remise en question au début des années 2000, lorsque l'on commence à apprécier une certaine « ethnicisation » de la politique péruvienne. D'une part, on observe une incorporation de discours et symboles ethniques dans le cadre de la politique formelle (Durand, 2006 ; Greene, 2006), ainsi que dans les politiques mémorielles (Robin et Delacroix, 2017) et patrimoniales (Canghiari, 2018). Ces processus s'accompagnent de nouvelles formes de marginalisation sociale, de cooptation politique des organisations et d'une reproduction de formes d'exotisme associées à l'Autre indigène. D'autre part, on observe une adoption croissante de représentations et pratiques de l'ethnicité « par le bas », par des acteurs cherchant à s'opposer⁴⁰ ou à participer de l'exploitation des ressources naturelles ou archéologiques (Salazar-Soler, 2009 ; Romio, 2017 ; Canghiari, 2018). Ces formes de mobilisation tendent en revanche à redéfinir l'altérité ethnique indigène de façon inclusive, en ayant recours à des origines précolombiennes afin de légitimer leurs demandes de participation aux processus socio-économiques et territoriaux qui concernent leurs territoires.

En 2011, la rédaction de la loi de consultation préalable renouvelle le débat autour de la question de savoir qui, au Pérou, peut être considéré comme Indigène. Confirmant une fois de

⁴⁰ Ce phénomène est particulièrement illustré par la *Confederación de Comunidades Afectadas por la Minería* (CONACAMI), organisation de communautés affectées par les opérations minières et fondée en 1999, dont le discours commence à évoluer à partir de 2003 vers des revendications de type territorial et autochtone, facilitant son rapprochement de l'*Asociación Interétnica de Desarrollo de la Selva Peruana* (AIDSESEP), principale organisation indigène amazonienne (Salazar-Soler, 2011). En dépit des tentatives de diffusion d'un « discours indigène minier » (Paredes, 2006), ce discours d'inspiration onusienne ne parvient pas à s'enraciner chez les acteurs locaux et s'épuise.

plus le rôle historique de l'État dans la définition de cette catégorie (Salazar-Soler, 2013), le processus de rédaction de la loi laisse entrevoir la persistance d'une « téléologie de la modernisation » (Rousseau, 2012), qui identifie l'Indigène comme un acteur non intégré par la société dominante, autrement dit comme cet Autre indispensable à la définition d'un « Nous » national (Caballero et Giudicelli, 2017). Ces processus institutionnels ne rendent cependant pas compte des évolutions des identifications sociales et des significations attribuées aux catégories ethniques par les acteurs sociaux (Boyer 2015; Rousseau 2012). La contradiction entre discours inclusifs et pratiques exclusives du politique, ainsi qu'entre les identifications officielles et leurs interprétations populaires, confirme la nécessité de se pencher à la fois sur les formes « spectaculaires » de l'ethnicité, mise en scène dans l'espace public ou médiatique, et sur les politiques culturelles de l'ethnicité et leur mobilisation dans le cadre des interactions quotidiennes entre acteurs sociaux.

Les réponses aux questionnements initiaux de cette thèse ont émergé peu à peu au cours de l'enquête de terrain ainsi que les années suivantes, lors de la rédaction de ce texte. Elles amènent à constater une politisation de l'altérité ethnique et de genre par les mobilisations en opposition aux activités minières, ainsi que d'une reproduction des inégalités entre groupes ethniques et de sexe au sein de la société péruvienne contemporaine. Cette thèse a donc pour objectif de mettre au jour ce processus complexe et parfois contradictoire par un travail de description ethnographique et de contextualisation historique. Elle vise à contribuer à la littérature sur l'expansion des activités extractives et les rencontres « globales » que celle-ci engendre, ainsi qu'à proposer un nouvel éclairage sur les processus de reconfiguration et de re-signification de l'altérité indigène dans le Pérou post-transition démocratique.

Ces contributions n'auraient pas été possibles sans un long travail de terrain et l'adoption d'une méthodologie d'« action participative » dans le mouvement social local, que je vais expliciter dès à présent.

Ethnographier le conflit (méthodologie)

À la fois locaux et globaux, réunissant plusieurs secteurs sociaux et touchant de nombreuses dimensions de la vie sociale, les nouveaux territoires miniers fournissent à l'anthropologie un objet complexe et plusieurs défis d'ordre méthodologique, éthique et

politique. Les évolutions techniques et géographiques du secteur minier ont complexifié le réseau d'acteurs qui s'y trouve engagé. Une attention internationale croissante aux droits des populations locales, leur inclusion dans les études d'impact des opérations minières et la montée en puissance de l'activisme international ont pluralisé la relation auparavant binaire entre compagnies minières et États. En ce sens, depuis la fin des années 1990, les controverses autour des activités minières dans la région de Cajamarca voient intervenir des ONG locales, nationales et internationales, ainsi que le *Compliance Advisory Ombudsman* de la Corporation financière internationale (IFC), la Cour interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), ou encore les médias et les organisations de la société civile internationale. Le modèle « triangulaire » (État-compagnie-population locale) ne rend ainsi plus compte de la pluralité d'acteurs concernés par ces « rencontres locales ».

L'anthropologie des nouvelles exploitations minières soulève ainsi la question de la symétrie méthodologique (Delville, 2011), ainsi que des débats d'ordre éthique entre ceux qui considèrent l'engagement critique comme une nécessité face à l'asymétrie des relations entre acteurs (Kirsch, 2006 ; Mujica Bermudez et Piccoli, 2010) et ceux qui voient l'anthropologue comme un « broker » de ces mêmes relations inégales (Filer, 1999). Si, au début de mon travail d'enquête, j'envisageais d'établir des relations avec différents groupes d'acteurs rassemblés par l'activité minière (populations rurales affectées, militants urbains critiques et travailleurs chargés des politiques sociales de la compagnie), ce positionnement s'est rapidement avéré difficilement tenable et infructueux, ce qui m'a conduit à redessiner ma méthodologie, comme je le détaillerai par la suite. Les observations et entretiens réalisés au cours de mon premier terrain avec les travailleurs de la compagnie minière et avec des habitants de la zone d'influence de Minera Yanacocha m'ont cependant permis de situer mes observations successives, éclairant des processus que je présenterai dans la première partie de cette thèse.

Afin de saisir la complexité d'un réseau d'acteurs en mouvement et évolution perpétuelle, j'ai choisi d'adopter une démarche de recherche multi-située, entre : la zone rurale d'impact minier direct de Minera Yanacocha S.A. et la capitale régionale, Cajamarca ; les capitales provinciales de Bambamarca et de Celendín et deux villages– le *centro poblado* d'El Tambo et celui de Sorochuco, situés dans la zone d'influence du projet Minas Conga (Fig. 1) ; la capitale péruvienne, Lima ; et, de façon imprévue, la ville de Paris.

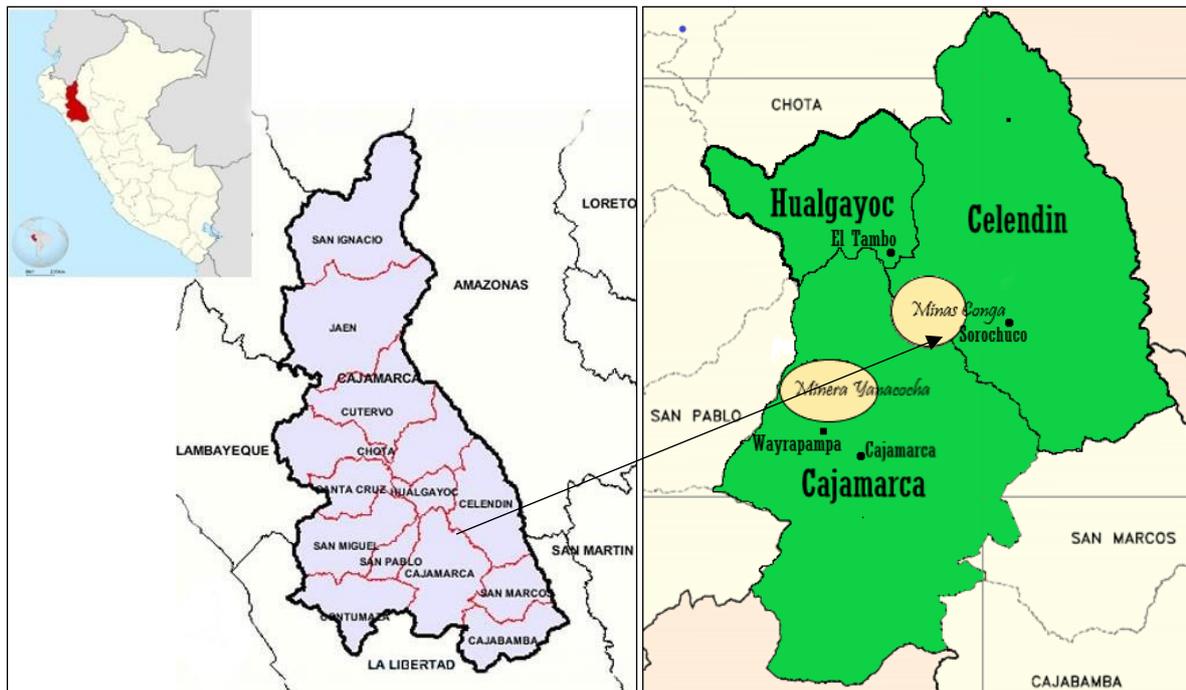


Fig. 1 – Carte du terrain, indiquant la localisation de la région Cajamarca et sa division administrative en provinces (gauche) ainsi que les principaux lieux de l'enquête (droite). Sources (de gauche à droite) : wikipedia.es ; www.perutouristguide.com ; celendinlibre.wordpress.com. Elaboration de l'auteur.

Pendant mes recherches, j'ai séjourné à différents endroits : dans une chambre que je louais à Cajamarca, chez des familles à Lima et à Wayrapampa, chez les militants ou dans des locaux associatifs (tels ceux du syndicat de professeurs ou des rondes paysannes de femmes) dans les villes de Bambamarca et de Celendín. Dans ces deux dernières villes, ainsi que dans les villages, j'ai été hébergée et « prise en charge » par des mères célibataires – la seule situation convenable pour une femme seule –, ce qui m'a permis d'échanger longuement avec elles et a contribué à faire des femmes les interlocutrices privilégiées de mon enquête.

L'enquête de terrain s'est déroulée en trois séjours réalisés entre 2011 et 2013 pour une durée totale d'environ un an. Pendant cette période, j'ai pu pratiquer l'observation participante, réaliser des entretiens semi-directifs et discuter de manière informelle avec une soixantaine de personnes : habitants, activistes, travailleurs d'ONG, élus, membres du personnel de la compagnie minière et fonctionnaires. Durant ce temps, j'ai aussi participé à plusieurs événements liés directement ou indirectement à la question minière, comme des réunions d'information entre personnel de la compagnie minière et communautés locales, des « présentations » des programmes sociaux mis en œuvre par la compagnie, des manifestations du mouvement social, des assemblés communautaires, des rencontres et des élections de rondes paysannes provinciales et régionales, des formations organisées par des ONG locales ou

nationales, des conférences de presse, des réunions du conseil régional, des réunions préparatoires pour la réalisation d'un documentaire participatif, la fondation et les réunions d'une association environnementaliste féminine, des audiences publiques au Congrès, des rassemblements dans la zone d'exploitation minière, l'anniversaire des morts des affrontements de 2012, des réunions, ou encore des manifestations et projections de soutien international aux protestataires de Cajamarca qui se sont tenues à Paris. À tous ces évènements – pour la plupart publics – s'ajoutent nombre de rencontres et conversations d'ordre privé et non officiel, allant des fêtes, baptêmes et anniversaires de décès dans des communautés rurales des zones d'influence minière aux travaux et repas collectifs dans ces mêmes zones, mais aussi des démarches nécessaires pour dénoncer un cas de violence domestique à une expérience de contrôle arbitraire par la police.

Il convient aussi de préciser qu'au cours de ma recherche, je n'ai jamais rémunéré mes enquêtés pour leur participation aux entretiens ou pour qu'ils me fournissent des informations. J'ai cependant régulièrement apporté des aliments à mes hôtes en échange de leur hospitalité, reproduisant ainsi le partage des aliments comme vecteur de sociabilité locale et familiale, et j'ai participé aux activités agricoles, ménagères et militantes dans lesquelles mes interlocuteurs étaient engagés. Comme preuve de « bonne foi » et en guise de « contre-don » pour le temps, les informations et les expériences qu'ils ont partagé avec moi, je me suis également engagée à diffuser les images du conflit à mon retour en Europe, ce que j'ai fait en organisant, avec deux membres du Comité Solidarité avec Cajamarca de Paris, l'exposition photographique « De l'eau, de l'or »⁴¹.

Depuis mon retour du terrain en juillet 2013, j'ai pu mettre à jour mes observations et considérations en suivant l'actualité péruvienne et les activités d'un réseau militant rassemblant acteurs locaux et organisations internationales. Les données issues de ce travail de suivi « en ligne » – à travers les médias nationaux péruviens et les réseaux sociaux – couvrent la période suivant mon terrain (2013-2016) et ont pour principal but celui de réfléchir aux répercussions politiques nationales et à la médiatisation du conflit – deux thèmes qui seront présentés dans la troisième partie de cette thèse.

Ethnographier un mouvement social n'est pas une entreprise facile, et ce encore moins dans un contexte de conflit marqué par les craintes de la surveillance et de la répression. La

⁴¹ Exposition réalisée en recueillant des images produites par des militants locaux et internationaux ayant visité la région. Les photographies exposées seront ensuite vendues pour récolter des fonds à destination des organisations du mouvement (<http://lexpodeloroudeleau.blogspot.it/>, dernier accès le 11/12/2017).

méthode de recherche a dû être adaptée à plusieurs reprises pour faire face aux évolutions du terrain et de mon positionnement, aux rapports de force entre les organisations, mais aussi aux demandes de réciprocité des acteurs. Cela implique certaines contraintes et conséquences théoriques qu'il est important d'explicitier. Premièrement, mon positionnement dans le réseau militant local m'a conduit à privilégier certains points de vue – notamment celui des acteurs locaux opposés au projet minier par rapport à celui des personnes qui y étaient favorables – et secteurs socio-territoriaux – notamment le milieu urbain et les militants appartenant aux secteurs ruraux ou populaires⁴². Une deuxième limite concerne le rapport avec le personnel de la compagnie minière, qui s'est progressivement avéré difficile à entretenir en parallèle à ma participation aux activités de mobilisation, comme nous le verrons par la suite. Finalement, un dernier frein important concerne l'enregistrement, qui s'est révélé extrêmement difficile dans toute occasion n'étant pas tournée vers un public élargi (militant ou médiatique) en raison des peurs de surveillance chez les protestataires⁴³. Ainsi, mes cahiers de terrain sont devenus les réceptacles des bribes de conversations que j'ai considérées intéressantes sur le moment, tout en perdant certainement d'autres, et de mes considérations personnelles, à chaud ou à froid, autour de ce que mes interlocuteurs partageaient avec moi. Finalement, mon observation de la nature avant tout politique des rapports ethniques et de sexe m'a amenée à mobiliser certains apports théoriques, notamment issus des études féministes intersectionnelles et dé-coloniales. La perspective de genre, absente de la première version de ce projet de recherche, s'est imposée au cours du travail de terrain, du fait de ma proximité avec des femmes militantes et des rapports de pouvoir dans le réseau de mouvement. Ce qui suit est donc avant tout le fruit d'une recherche ethnographique sur un réseau social qui réunit de nombreux acteurs de milieux sociaux différents, mais dont les informateurs privilégiés ont été des activistes urbains, notamment des femmes, issus des secteurs populaires « émergents » et des classes moyennes locales. Si cet aspect constitue le principal élément d'originalité de cette thèse, le résultat reste tout de même

⁴² Alors que les « paysans » occupent une place centrale dans les représentations et discours mobilisés par les militants, ma recherche donne peu de voix aux secteurs ruraux populaires qui « incarnent » le mieux cette catégorie socio-économique et ethnique. Mon intention initiale de réaliser des séjours dans les communautés de la zone de directe influence du projet Conga, afin d'y réaliser des entretiens avec les habitants, n'a pas été possible en raison de la difficulté d'accès à la zone, comportant des risques d'identification, d'arrestation et/ou de châtime physique de la part des rondes paysannes. La perception locale du projet minier a en revanche fait l'objet du mémoire de Master 2 de Martín Cavero Castillo (2018).

⁴³ Le fait de demander à mes interlocuteurs l'autorisation de les enregistrer les mettait mal à l'aise, rendait la conversation stérile et, parfois même, les faisait directement fuir. Les seuls à accepter sans crainte étaient les leaders visibles du mouvement social, habitués à avoir affaire aux journalistes, mais, de ce fait, les thématiques abordées dans ces entretiens étaient répétitives. Mon souci de maintenir un registre informel, familier et agréable pour mes interlocuteurs m'a conduite à me passer de l'usage du dictaphone, à l'exception des réunions et circonstances clairement publiques, où la documentation par la presse était bienvenue, et dans des situations « privées » considérées comme non dangereuses, car elles impliquaient des femmes.

partiel, comme ne peut que l'être tout travail de recherche et de production d'un savoir situé (Haraway, 1988) qui aborde la complexité du social en privilégiant inévitablement certaines facettes par rapport à d'autres.

Afin d'illustrer les adaptations de la méthode et les nouveaux questionnements qui se sont imposés au cours de l'enquête de terrain, il me semble pertinent de présenter le déroulement de cette recherche de façon chronologique.

Premier terrain : l'art de la neutralité ou comment (ne pas) poser de questions

Le choix des sites de ma première enquête a été dicté par mon objectif initial d'interroger les représentations du développement minier chez différents groupes d'habitants et de travailleurs de la compagnie minière. Cette problématique initiale était la continuité logique de mon mémoire de Master⁴⁴, qui portait sur la participation des compagnies minières au développement local au travers des programmes de responsabilité sociale entrepreneuriale. J'ai ainsi alterné des périodes dans la communauté rurale de Wayrapampa⁴⁵, située à une quinzaine de kilomètres des opérations de Minera Yanacocha S.A., et des séjours dans la capitale régionale de Cajamarca. À Wayrapampa, je résidais chez une famille qui m'a introduite dans son réseau élargi (parents, voisins), me permettant ainsi de mener des observations et entretiens dans d'autres communautés voisines. À Cajamarca, où je louais une chambre chez l'habitant, j'ai réalisé des entretiens avec les membres des organisations critiques envers l'activité minière dans la région – telle l'ONG GRUFIDES et le *Frente de Defensa Ambiental de Cajamarca*⁴⁶ – ainsi qu'avec des travailleurs de la compagnie minière – notamment des employés du programme de responsabilité sociale entrepreneuriale, des travailleurs de l'ONG partenaire *Asociación Los Andes de Cajamarca*⁴⁷ (ALAC) et des équipes de communication institutionnelle et rurale de Minas Conga.

⁴⁴ Ce mémoire, soutenu à la fin d'un Master d'Anthropologie du Développement à la *School of Oriental and African Studies* (SOAS) de Londres, avait pour objet d'étude le discours de développement de Minera Yanacocha S.A. pour analyser une tendance croissante des États et des bailleurs de fonds à « déléguer » les objectifs du développement à des acteurs privés. Ce travail, que j'ai intitulé « The "Anti-business" machine? », pour faire un clin d'œil à James Ferguson (1990), propose une analyse de l'engagement privé dans le secteur du développement comme un dispositif qui dépolitise le conflit, en le réduisant à un problème de « gestion » et de « confiance », ce qui a pour effet d'occulter l'insuffisante responsabilité de la compagnie en matière environnementale.

⁴⁵ Les noms des communautés paysannes où j'ai mené l'enquête ont été substitués par des noms fictifs afin de préserver l'anonymat de mes interlocuteurs.

⁴⁶ Front de Défense Environnemental de Cajamarca

⁴⁷ Association les Andes de Cajamarca

Dès le départ, ce positionnement « neutre » s'est avéré difficile à tenir dans un environnement où l'activité minière était un sujet clivant : consciente de la difficulté de maintenir des rapports aisés avec les différents groupes d'interlocuteurs, je ne partageais pas avec les uns mes échanges avec les autres, pour qu'on ne me demande pas de prendre parti. La prise de contact avec les organisations de la société civile et le personnel minier a demandé une certaine adaptation de mon projet de recherche selon les interlocuteurs. Les mots-clés « conflit » et « impacts environnementaux » m'ont ouvert les portes du réseau militant, tandis que « développement » et « responsabilité sociale d'entreprise » (mots-clés de mon mémoire de Master) m'ont ouvert celles des bureaux de la compagnie. Cela m'a permis d'assister à des événements organisés par la compagnie, notamment la présentation publique d'un projet de sécurité alimentaire qu'elle menait dans la zone (chapitre 2) ou la présentation du projet Minas Conga dans l'une de ses communautés d'influence (chapitre 8), mais aussi de mener des entretiens avec des professionnels du secteur.

Dans la communauté de Wayrapampa, qui, dans le passé, avait déjà hébergé d'autres anthropologues, linguistes et missionnaires⁴⁸, aucune question ne m'a été posée sur les raisons de mon séjour. Mes sujets d'intérêt étaient cependant plus difficiles à aborder. Une autorité communale locale, avec laquelle j'avais pris contact grâce à l'ONG GRUFIDES, s'est arrangée pour rester injoignable pendant tout le reste de mon séjour dès lors qu'il a compris que je voulais lui poser des questions sur les mobilisations auxquelles il avait participé en 2007. Mes interlocuteurs donnaient des réponses évasives à toutes mes questions concernant des thèmes « sensibles » : la participation locale aux activités de mobilisation ; l'impact de l'extraction minière sur l'approvisionnement hydrique de la vallée ; et les changements dans leurs modes de vie liés à la présence minière. Ce n'est que ma participation à des moments importants de la vie communautaire et familiale (l'anniversaire d'un décès, l'anniversaire de l'église adventiste de la communauté, etc.) et mon partage des activités agricoles (battage du blé, ramassage des pommes de terre, etc.) qui m'ont permis, au fil du temps, de gagner l'accès aux visions locales de l'activité minière, en « arrêtant » de poser des questions. Les informations surgissaient au cours des travaux agricoles ou des repas de famille, sous la forme de mémoires locales et familiales, des appréciations sur les pratiques agricoles avant et après la mise en place des activités minières, de la discussion des campagnes électorales des élus locaux, etc. Durant ce premier séjour, j'ai également eu l'occasion de participer aux événements organisés à

⁴⁸ La variante locale du quechua a notamment fait, depuis les années 1970, l'objet d'études de la part de l'*Instituto linguístico de Verano* (cf. chapitre 3), puis, au cours des années 1980, de la part de l'anthropologue David Coombs (1987).

Wayrapampa et dans la communauté riveraine de Qoropampa par l'ONG chargée du programme de responsabilité sociale entrepreneuriale de Minera Yanacocha. Ces contextes d'interaction entre représentants de la compagnie et bénéficiaires de leurs initiatives m'ont permis de saisir le décalage entre les représentations du rapport chez les uns et les autres et les pratiques que celles-ci légitiment. Ces observations feront l'objet du deuxième chapitre.

En même temps, la convergence de certaines conditions politiques et économiques – l'élection d'un gouvernement régional et d'un gouvernement national critiques envers le secteur minier, ainsi que l'annonce d'un nouveau grand projet minier du consortium MYSA, Minas Conga, dans la région – étaient en train de donner un nouvel élan au réseau militant local. Lors d'une réunion des organisations sociales régionales, qui s'est tenue dans la ville de Bambamarca en août 2011, j'ai pris contact avec une nouvelle organisation sociale, la *Plataforma Interinstitucional Celendina*⁴⁹(PIC). Les jours suivants, je me suis rendue dans la petite ville de Celendín, capitale de la province du même nom, pour rencontrer les membres de cette organisation qui venait de se constituer pour s'opposer à la mise en place du projet Minas Conga. Ce court séjour a fini par compromettre définitivement mon positionnement sur le terrain et, en même temps, a été décisif pour la suite : après une soirée fort sympathique, faite d'échanges autour d'un verre de vin et d'un karaoké de musique péruvienne et italienne des années 1980, mes hôtes m'ont demandé de leur accorder un entretien à la radio locale. La visite d'une chercheuse étrangère était une façon pour eux de visibiliser et de légitimer leur organisation naissante. Pour moi, c'était un risque pour la position que j'avais jusque-là cultivée avec beaucoup de soins : me faire interviewer par ces personnes – localement identifiées comme des *anti-mineros* (anti-miniers) sur le seul canal radio local opposé au secteur – allait attester publiquement de mon lien avec eux et suggérer une sensibilité à leur cause. Refuser de leur rendre ce service après la gentillesse et l'hospitalité dont ils avaient fait preuve allaient cependant compromettre la réciprocité de la relation d'enquête (Bouillon, 2006) et très probablement impliquer la fermeture de cette partie de mon terrain. En acceptant d'être interviewée, j'ai alors « choisi mon champ », adoptant sans le savoir une posture qui s'est finalement révélée très utile par la suite. Cet entretien a effectivement marqué la fin de mes rapports avec l'équipe de communication rurale de Minas Conga, avec laquelle j'avais eu l'occasion de visiter une communauté dans la zone d'influence du projet, quelques semaines auparavant. Mes timides tentatives pour recontacter le personnel de l'unité sont restées sans

⁴⁹ Plateforme Interinstitutionnelle de Celendín.

réponse jusqu'à la fin de mon séjour et les événements qui allaient suivre m'ont définitivement fait renoncer à les contacter.

En effet, trois mois après la fin de ce premier terrain, de grandes mobilisations ont bouleversé la région, paralysant la ville de Cajamarca pendant plusieurs jours avec le slogan « *Conga No Va* » (Conga ne passera pas). Suite à de violents affrontements entre des manifestants et les forces de police dans la zone de future exploitation minière, qui ont fait plusieurs blessés parmi les civils, la compagnie minière a suspendu temporairement les travaux de construction, et le ministre de l'Intérieur s'est rendu sur place pour négocier avec les autorités locales. Suite à l'échec des négociations avec les autorités locales, le président de la République a alors envoyé l'armée sur place et déclaré l'état d'urgence pendant soixante jours dans quatre provinces de la région⁵⁰.

Deuxième terrain : choisir son camp et trouver sa place

À mon retour sur le terrain en février 2012, un grand nombre d'organisations sociales locales s'étaient engagées dans l'opposition au projet Minas Conga. Ce réseau militant est ainsi devenu le nouvel objet de mon enquête. Je cherchais alors à « mettre à jour » les données recueillies et celles des intuitions obtenues durant mon premier terrain sur le rapport entre l'évolution des identifications ethniques locales et la présence minière, en me centrant sur les activités de mobilisation en train de se dénouer sous mes yeux. En même temps, l'élargissement et la complexification du réseau d'acteurs impliqués – incluant des acteurs appartenant à différentes organisations institutionnelles, politiques, syndicales, religieuses, communautaires, non gouvernementales, commerciales et de la société civile, éparpillés entre la région de Cajamarca, Lima et l'international (mais aussi en constant déplacement) – posaient de nouveaux défis. Au vu de l'impossibilité de réaliser une recherche qualitative approfondie avec la totalité de ce réseau, ce deuxième séjour a été dédié à l'identification d'un « noyau dur » d'organisations locales situées dans les provinces concernées par le projet minier : Cajamarca, Bambamarca et Celendín.

L'extension du réseau de mouvement n'était pas la seule difficulté posée par les évolutions sur mon terrain. À mon arrivée, je trouvais une atmosphère tendue et un réseau

⁵⁰ Un état d'exception au cours duquel les forces armées contrôlent l'ordre public, limitant ou suspendant ainsi les droits constitutionnels concernant la liberté et la sécurité personnelles, l'inviolabilité du domicile et la liberté de réunion et de circulation.

militant difficile à pénétrer : les activistes vivaient dans la crainte des mesures de surveillance et de répression de l'État et de la compagnie minière⁵¹, et toute présence externe au réseau militant était devenue suspecte. S'il était clair qu'il n'y avait plus de moyen d'entretenir en même temps des rapports avec les protestataires et la compagnie minière – au cours d'un entretien, un leader local m'a d'ailleurs clairement dit que, si on me « voyait sortir des bureaux de la mine », personne ne voudrait me parler et il ne pourrait pas « garantir ma sécurité » –, je me suis vite rendu compte qu'avoir « choisi son champ » n'était guère suffisant. Dans les manifestations, les gens refusaient de me parler. Certains s'excusaient en expliquant qu'ils ne pouvaient pas parler à ceux qu'ils ne connaissaient pas pour une question de sécurité. La plupart s'arrangeait simplement pour disparaître, en manquant à nos rendez-vous et en ne répondant pas à leur portable. Durant ce séjour, je demeurais principalement dans le chef-lieu Cajamarca, en essayant de reprendre contact avec mes interlocuteurs. La participation à quelques manifestations publiques, telle la *Marcha del Agua* (Marche de l'Eau) qui s'est tenue en février 2011 à Lima, m'a permis de reprendre contact avec de vieilles connaissances, notamment la *Plataforma Interinstitucional Celendin*, ainsi que de repérer de nouvelles organisations, tel le *Frente de Defensa da Hualgayoc-Bambamarca*⁵², qui étaient devenues visibles à travers le conflit.

Après ce deuxième séjour, la situation sur le terrain a empiré : en juin 2012, une deuxième grève paralyse la région, demandant l'annulation du projet minier. Après plus d'un mois de manifestations et de blocages, le 3 juillet 2012, des affrontements à Celendín ont conduit à une intervention combinée des forces de police et de l'armée, se soldant par quatre morts parmi les manifestants. Le gouvernement a, à nouveau, déclaré l'état d'urgence, mais cette fois-ci les protestations se sont poursuivies : à la fin d'une journée de guérilla urbaine, le 4 juillet, le décès d'un cinquième manifestant dans la ville de Bambamarca et de nombreux blessés et arrestations à Cajamarca se sont ajoutés au bilan. Suite à des manifestations de solidarité avec Cajamarca dans la capitale, aux résultats d'un sondage d'Ipsos Apoyo qui montrait que 78 % des habitants locaux étaient contre l'installation du projet minier, en août 2012 le Premier ministre Oscar Valdès annonce la suspension du projet pour deux ans. La nature des déclarations officielles et la poursuite des opérations de construction des réservoirs

⁵¹ Les techniques de surveillance mises en œuvre par le service de sécurité privé de la compagnie minière après les mobilisations de 2004 contre le projet Quilish, ainsi que leur découverte et dénonciation par des membres de l'ONG locale Grufides, font l'objet du documentaire « Operación Diablo » (Boyd, 2010).

⁵² Front de défense de Hualgayoc-Bambamarca

hydriques dans la zone de future exploitation minière alimentaient cependant chez les habitants le sentiment que la lutte pour l'annulation du projet était loin d'être gagnée.

Troisième terrain : comment ne pas être un espion

Mon troisième séjour sur le terrain, réalisé grâce à l'Aide à la Mobilité de l'Institut Français d'Études Andines (IFEA), s'est déroulé entre octobre 2012 et juillet 2013. Si l'étalement de ma recherche sur deux ans m'a offert l'opportunité d'observer la formation et la trajectoire de certains acteurs, organisations et discours, la durée de ce dernier terrain m'a permis de trouver finalement ma place dans le réseau de mouvement. Le conflit autour de Minas Conga, l'importance du projet et la détermination de la résistance locale ont impliqué une pluralité d'acteurs sur différentes échelles - locale, nationale et internationale – dont les activités militantes sur le terrain m'ont permis d'observer les interactions.

La violence de la répression étatique des protestations puis l'accusation de plusieurs leaders sociaux continuaient à rendre l'accès au terrain difficile : la crainte de la surveillance était palpable et le réseau de mouvement s'était refermé sur lui-même. Partout où j'allais, on me demandait de m'identifier et d'expliquer ma présence, voire même d'indiquer un « référent » pouvant garantir ma fiabilité. Dans les manifestations et les réunions publiques auxquelles je participais, j'étais parfois observée par les assistants, jusqu'à ce que l'un des leaders locaux certifie, par sa proximité ou par un signe de salut, la légitimité de ma présence. L'usage du magnétophone et de la caméra est devenu hors de question dans toute situation autre que des événements publics, comme les conférences de presse et les rassemblements. J'ai alors appris à me passer des enregistrements, ayant constaté que cela faisait fuir mes interlocuteurs. Seuls les principaux leaders, très sollicités par les médias et habitués aux entretiens, acceptaient d'être enregistrés, mais uniquement pour répéter une présentation du « répertoire » des raisons du conflit, celle que j'avais déjà entendue à maintes reprises, tandis que tout autre questionnement était perçu comme suspicieux. Je me confrontais ainsi aux difficultés soulevées par l'hypermédiatisation du conflit, qui produisait d'une part un récit unique, dominant et répétitif des motifs de la protestation et d'autre part une sur-sollicitation des leaders visibles de la protestation par les chercheurs, journalistes et militants.

Pour ne pas alimenter les craintes de mes interlocuteurs, j'ai d'abord essayé d'éviter les questions gênantes, mais les critères utilisés pour décréter qu'une personne était « de

confiance » se révélait difficiles à remplir. Le sujet même était difficile à aborder, car la seule évocation des « espions » mettait mes interlocuteurs mal à l'aise. J'en ai eu la confirmation lors d'une soirée entre amis où je discutais avec un leader local. Notre conversation détendue a rapidement changé de ton quand je lui ai demandé comment on pouvait reconnaître un espion, en suggérant qu'il devait s'agir de quelqu'un qui recherchait des informations « secrètes » ou « stratégiques ». « Justement, un bon espion ne poserait pas ce genre de questions » m'a-t-il répondu, soudainement suspicieux, « je crois qu'il lui suffirait de connaître les leaders, de comprendre comment ils pensent ». À ce moment-là, notre relation informelle cessait brusquement de constituer pour moi une garantie de légitimité : rien ne m'empêchait d'être moi-même une espionne, car il suffisait de « connaître » un leader, de comprendre comment il pensait, pour pouvoir dévoiler des informations sensibles.

À une autre occasion, en discutant avec une militante locale de mon âge, avec qui je m'étais liée d'amitié et qui me rapportait des insinuations sur un collègue anthropologue étasunien, je me suis permise de suggérer qu'il me semblait peu pertinent de soupçonner les étrangers, car ils sont particulièrement faciles à repérer, alors qu'un bon espion serait plutôt quelqu'un de semblable et d'insoupçonnable. Mais sa réponse allait contre mon raisonnement : un espion peut être n'importe qui, comme un étranger très visible que personne ne connaissait d'avant. Je me suis ainsi progressivement rendue compte que deux grands malentendus freinaient ma compréhension des enjeux de la confiance. Le premier était de vouloir appliquer ma propre logique à des mécanismes qui ne correspondaient pas aux mêmes représentations. D'une part, mon imaginaire, influencé par les films de James Bond, m'amenait à imaginer un espion comme quelqu'un d'invisible, à la poursuite d'informations « confidentielles », alors que, pour les militants que je côtoyais, c'était plutôt un « étranger » et un « inconnu ». D'autre part, je faisais erreur en supposant que la confiance qu'on m'accordait dépendait de mon comportement individuel, alors que c'était mon degré d'insertion dans le réseau de mobilisation – et donc mes liens avec d'autres militants – qui faisait de moi une personne « de confiance ».

Il est devenu de plus en plus clair que ma présence serait plus compréhensible et bienvenue si je participais clairement à la cause commune des personnes dont je demandais la confiance. Sur un terrain fortement médiatisé et politisé, où défilaient journalistes, ONG et chercheurs nationaux et internationaux, mon rôle en tant que chercheuse « témoin » des faits était à la fois incompréhensible pour mes interlocuteurs et improductif pour moi : l'implication devenait la condition primordiale de l'enquête (Pirinoli, 2007). Je sentais effectivement planer sur moi une demande implicite d'engagement, une preuve de bonne foi allant au-delà de ma

recherche et de ma solidarité – jusqu’alors nominale – avec la cause de mes interlocuteurs. Alors que la solution peut-être la plus évidente aurait été de proposer une collaboration aux ONG sur le terrain, qui comptaient déjà des chercheurs et des activistes internationaux, je craignais le biais que cela pouvait introduire dans mes relations avec les acteurs du mouvement social et je n’éprouvais pas de sympathie particulière pour ces « troisièmes acteurs » sur le terrain (Agier, 2006).

Plusieurs facteurs, sur lesquels je n’avais qu’un contrôle partiel, ont contribué à me sortir de cette impasse. La longue durée de ce troisième et dernier terrain m’a permis de consolider ces relations et de me distinguer d’autres chercheurs et journalistes qui, attirés par l’actualité du conflit, ne visitaient la région que brièvement. J’ai repris contact avec mes interlocuteurs dans la zone d’influence de Minas Congas (pour lesquels j’avais fait un entretien à la radio locale) et je retrouvais à des manifestations des personnes que j’avais connues dans le cadre du travail réalisé entre 2006 et 2011 avec les enfants des milieux défavorisés de la ville. Ces contacts certifiaient à la fois ma présence dans la zone « avant » l’éclatement du conflit (ce qui impliquait une preuve de légitimité implicite), ainsi que ma sensibilité aux problématiques des secteurs populaires locaux. L’extension de mon réseau permettait également à mes connaissances d’interagir avec moi sans avoir à endosser la responsabilité individuelle de « garantir » pour moi : le « réseau » me légitimait, tandis que personne ne pouvait garantir individuellement que j’étais « de confiance ». Cela m’a aidée à comprendre que ce que je faisais ou demandais n’influençait que très marginalement la manière dont j’étais perçue : si certains comportements étaient sans doute suspicieux (tel l’enregistrement dans des situations « privées »), ce qui me définissait comme une personne digne de confiance (ou pas) était ma position dans la constellation du mouvement social – qui je connaissais, avec qui on me voyait, avec qui je collaborais, etc. Le fait qu’un leader me dise bonjour de la main ou que j’arrive aux réunions avec sa délégation garantissait la légitimité de ma présence aux yeux de tous ceux qui se trouvaient là. Si le proverbe « dis-moi avec qui tu vas je te dirais qui tu es » n’est pas faux dans ce cas, la logique sous-jacente s’est avérée être avant tout une question d’autorité : la confiance était un bien rare, qui se propageait de haut en bas et dont le maintien était strictement lié au respect des hiérarchies entre acteurs, comme nous le verrons dans le chapitre 5.

D’autres circonstances ont facilité mon insertion sur le terrain. Ma participation à un atelier organisé par une ONG de Lima, dont la plupart des membres étaient des jeunes péruviens et internationaux de mon âge, a fait en sorte que certains leaders locaux me « situent » en rapport avec cette organisation et adoptent une attitude plus familière avec moi. Si, pour certains d’entre

eux, ma présence en tant qu'étrangère constituait un « contre-don » suffisant – car elle mettait en valeur leur leadership (montrant qu'ils avaient des liens « à l'international ») et servait à motiver les militants de base (montrant que « le monde » s'intéressait à leur lutte) –, pour d'autres qui comptaient déjà des liens et collaborations à l'étranger, quelque chose de plus était requis, et la question de comment légitimer ma position restait en suspens.

La réponse a finalement surgi de deux facteurs que je n'avais pas considérés comme jouant en ma faveur : ma mobilité dans le réseau de mouvement et mon sexe. Mes fréquents déplacements entre les trois provinces et mes contacts avec les différentes organisations locales attestait effectivement de ma capacité matérielle et sociale à me rendre d'un endroit à un autre, me plaçant de la sorte au-dessus du statut des militants de base, dans une situation plus proche de celle des leaders qui n'arrêtaient pas de se déplacer pour consolider le réseau, sceller des accords et sensibiliser le public à la cause. Mon sexe, qui m'avait desservi à plusieurs reprises dans mes tentatives de rapprochement avec les leaders visibles – tous des hommes – du mouvement social⁵³, s'est révélé un atout dans le contexte d'une attention croissante des organisations locales, des médias et des ONG à la participation féminine dans les mobilisations. Mon intérêt pour les femmes participant au mouvement social n'était donc pas seulement acceptable, mais aussi souhaitable, car il était perçu comme une façon de donner de la visibilité et de « renforcer » les activités militantes féminines.

On m'a notamment invitée à devenir « consultante » d'une organisation naissante de femmes à Cajamarca, l'association *Mujeres en Defensa de la Vida y de la Naturaleza*⁵⁴, que nous retrouverons dans le chapitre 6. Si, pour les femmes de l'organisation, mes contacts avec d'autres organisations du mouvement social et mon statut d'étrangère apportaient un certain capital symbolique, pour les ONG et leaders cherchant à promouvoir le rôle des femmes dans les mobilisations, ma présence constituait un outil de transmission et une forme de délégation. Ma présence dans les espaces et réseaux féminins du mouvement social semblait ainsi convenir à tout le monde : plus compréhensible pour mes interlocuteurs et plus facile à gérer pour moi, elle n'était pas perçue comme dangereuse, car les organisations de femmes sont considérées comme n'ayant pas de pouvoir décisionnel ni d'accès aux informations « sensibles », mais dont

⁵³ La présence d'une jeune femme étrangère aux côtés des leaders était source de malaise pour certains, et ce pour plusieurs raisons. D'une part, la peur de la surveillance amenait à se méfier des « étrangers » et à douter d'une relation potentiellement axée sur la séduction, pouvant conduire l'homme à la trahison. De l'autre, ma condition de femme européenne – dont la réputation est d'être sexuellement libérée et donc « facile » – m'a aussi valu parfois des attentions non désirées, me conduisant à limiter considérablement mes échanges avec certains interlocuteurs.

⁵⁴ Femmes pour la défense de la vie et de l'environnement

la visibilité était vue comme mettant en valeur l'opposition locale aux activités extractives. À plusieurs reprises, des leaders locaux m'ont demandé des nouvelles de l'association de femmes ou me chargeaient de transmettre un message aux autres membres. Je me retrouvais ainsi à endosser un rôle de « médiatrice polyvalente », tel celui décrit par Sakoyan (2009) :

Colporteuse et parfois traductrice culturelle de nouvelles et d'informations dans les deux sens ; courroie de transmission de l'information ; convoyeuse de personnes et/ou d'objets ; accompagnatrice de familles. J'étais la seule qui circulais dans le dispositif et cette position, sans avoir été préalablement anticipée, s'est co-construite : de mon côté elle répondait à la fois à la question de l'accès aux données et à celle du rôle du chercheur sur son terrain, du côté des professionnels et des familles elle venait combler des vides, des écarts ou encore des absences (de sens, d'organisation, de communication, de transport, d'espoir, de souvenir etc.). Si cette position de médiatrice était avant tout méthodologique dans la mesure où elle permettait un accès aux données, les avatars qui la composaient débordaient la méthode⁵⁵.

Ce positionnement s'est également révélé déterminant pour ma perspective de recherche : mon accès à l'expérience sexuée du militantisme et aux discours légitimant la participation politique féminine m'a permis de donner la parole aux femmes, dans un mouvement social dont les leaders, les porte-paroles et les militants visibles sont tous des hommes. De plus, le constat des contradictions entre la mise en valeur de la participation féminine et son contrôle par les normes de genre m'a amenée à m'intéresser à l'emploi des représentations sexuées comme « façons premières de signifier les rapports de pouvoir » (Scott, 1988), un aspect qui sera approfondi dans les chapitres 6 et 9. Ma participation aux activités et initiatives de la partie féminine du réseau de mobilisation a ainsi fini par consolider ma « place » au sein du réseau, attestant de ma sensibilité à la cause et de mon utilité pour celle-ci. Je me rendis compte que j'avais finalement franchi une frontière importante dès lors que je commençais à entendre mes interlocuteurs rigoler des espions, de la répression étatique, de la compagnie minière, une forme de parodie en net contraste avec la présentation officielle « dramatisée » du conflit. Mais ce qui a probablement scellé davantage encore – tant pour moi que pour mes interlocuteurs – mon nouveau statut d' « interne » au réseau militant local est une interpellation arbitraire par la police de Celendín, à quelques semaines de la fin de mon terrain. Alors que je profitais d'un cyber-café pour envoyer des mails, en attendant le bus qui devait m'amener à Sorochuco pour un rassemblement des organisations locales, trois officiers sont entrés et m'ont demandé mes papiers d'identité. Or, cette intervention n'était pas seulement complètement arbitraire – il n'y avait aucun soupçon d'infraction et on ne demandait à aucune autre personne présente de s'identifier – mais aussi fort suspicieuse : les militants de Celendín m'avaient déjà plusieurs fois fait remarquer que les policiers de garde à la mairie nous prenaient

⁵⁵ Source : <http://www.ethnographiques.org/2008/Sakoyan>, dernier accès le 16/06/2016.

en photo lorsqu'on se retrouvait sur la Plaza de Armas, et on m'avait clairement dit de ne jamais donner mes papiers, le risque étant de me retrouver accusée de vandalisme ou de complot, ce qui pouvait me coûter l'extradition du pays⁵⁶. Ce jour-là, j'ai alors demandé des explications pour ce contrôle arbitraire et refusé de montrer mon passeport aux officiers, affirmant vouloir contacter l'ambassade italienne et mon organisme de rattachement, l'Institut Français d'Études Andines. C'est cependant une militante locale, mon hôte pendant ce séjour, qui m'est venue en aide : ayant appris ce qui se passait, elle est arrivée dans le cyber-café en criant au scandale, en me présentant comme une lointaine cousine italienne en visite, et en déclarant que les policiers étaient en train de faire honte à leur pays devant une « touriste ». Elle profitait ensuite d'un moment de confusion chez les officiers, décontenancés par son agression verbale, pour prendre ma main et me tirer avec elle à l'extérieur du cyber-café puis dans la rue. À ma grande surprise, les officiers ne nous ont pas poursuivies, mais, dans les heures qui ont suivi, j'ai reçu plusieurs appels de militants inquiets qui avaient appris qu'on avait « tenté de m'arrêter ».

J'évoque cet épisode, sans gravité en comparaison des menaces et poursuites reportées par mes interlocuteurs, car il me paraît représentatif du revers de la médaille du processus visant à gagner la « confiance » dans un tel contexte, c'est-à-dire ce mécanisme de solidarité interne dont le partage d'un ennemi commun est la condition *sine qua non*. Le réel degré de dangerosité des activités de surveillance par les services de sécurité privés et les forces de l'ordre n'a jamais été tout à fait clair pour moi : les enjeux de la confidentialité et de la confiance étaient à la fois une manifestation des rapports de pouvoir entre les militants, une crainte des mécanismes d'espionnage et de répression que le gouvernement péruvien avait mis en place au cours des années du conflit interne, et le constat de pratiques de surveillance intimidatrices (photos, interrogations arbitraires, poursuites) dont le degré d'organisation n'était pas connu⁵⁷. Ces enjeux à la fois internes et externes au mouvement, indissociables de l'histoire politique récente du pays et des expériences de militance passées des individus et des organisations locales, me paraissent aujourd'hui illustrer les rapports complexes entre les acteurs sociaux, et entre militants et institutions de l'État, que je me propose de décrire et d'analyser. Ils expliquent en

⁵⁶ Les lois anti-terrorisme de 1993 interdisent à tous les non-Péruviens de participer à des activités politiques sur le sol national. Des collègues chercheurs et militants m'avaient prévenue que, si l'on m'interrogeait au cours d'une manifestation, je devais affirmer m'y trouver en tant que « touriste », afin de ne pas risquer la détention et l'extradition du pays. Ces craintes ne sont pas infondées : le collègue anthropologue étasunien, Christopher Santiago, que j'évoquais plus tôt, s'est vu refuser le visa d'entrée à l'aéroport de Lima en 2016, en raison de sa détention temporaire lors de son terrain en 2014.

⁵⁷ Avec certains militants de Celendín, nous plaisantions sur l' « espionnage bas de gamme » (*inteligencia barata*) des forces de police qui, en faisant semblant de se prendre en photo avec les rares monuments de la petite ville, en profitaient pour photographier les leaders locaux et leurs accompagnants.

même temps mon souci d’anonymiser mes interlocuteurs et leur localité, ainsi que d’omettre certaines informations ponctuelles (noms d’organisations politiques, dates d’événements spécifiques, détails de certaines trajectoires politiques, stratégies de diffusion du conflit) que j’estime être potentiellement « sensibles » et non indispensables à mes propos.

Ces conditions de recherche ainsi que les choix méthodologiques que j’ai faits expliquent en bonne partie la forme finale de ce travail.

Structure de la thèse

Il pourrait sembler étrange que, dans cette thèse dont la principale thématique est l’activité militante, cette dernière n’arrive qu’après 150 pages. Il m’a pourtant paru indispensable de partir des expériences et représentations de l’activité minière, afin de prendre les militants et les discours qu’ils mobilisent « au sérieux ». Cette thèse s’articule donc en trois parties, chacune articulée en trois chapitres, dont la succession reflète le développement de ma démarche intellectuelle.

Dans la première partie je présenterai, en m’appuyant sur des données issues pour la plupart de mon premier terrain, le contexte socio-territorial dans lequel la recherche a été réalisée. Cette partie sera centrée sur le développement des activités minières à grande échelle dans la région depuis 1992, sur les transformations territoriales, politiques et environnementales qu’elle engendre, et sur la façon dont celles-ci ont été appréhendées et opposées par les acteurs locaux. Dans le premier chapitre, il sera question des conditions techniques, économiques et politiques qui ont fait du Pérou une destination de choix pour les investissements miniers et de Cajamarca un nouveau territoire d’extraction de minéraux. Une fois présentées les conditions précédant le développement minier du nord andin péruvien, le deuxième chapitre plonge le lecteur dans les processus locaux en lien avec la mise en place de la première grande exploitation minière à ciel ouvert dans la région de Cajamarca, Minera Yanacocha S.A. Un gros plan sur la transformation des régimes de propriété et d’usage du foncier dans les zones rurales de directe influence du projet permettra de situer la reconfiguration des rapports socio-économiques entre les habitants, particulièrement saillante en ce qui concerne les rapports sociaux de sexe. Dans le troisième chapitre, je me pencherai sur la façon dont les

transformations liées à la présence minière entraînent une reconfiguration des hiérarchies socio-territoriales régionales, conduisant ainsi à un durcissement des frontières ethniques.

Dans la deuxième partie je me propose, par le biais d'une ethnographie du mouvement social d'opposition au projet Minas Conga, d'analyser le rapport entre les différents groupes sociaux participant au réseau de mobilisation et les formes d'identification militante qui en dérivent. Le quatrième chapitre fournira une introduction à la mobilisation sociale contre le projet Minas Conga, qui s'est déroulée de 2011 à 2016. Après avoir présenté les caractéristiques particulières du projet et du réseau de mobilisation qui se tisse autour de celui-ci, je résumerai les principales phases du conflit, en détaillant l'évolution du répertoire de mobilisation local dans son interaction avec l'État. Le chapitre 5 nous immergera dans le réseau d'opposition local, illustrant l'articulation entre les organisations provinciales de la zone de futur impact minier, ainsi que leur souci de se distinguer de la capitale régionale, par une identification « paysanne » commune. Autrement dit, ce chapitre mettra en exergue le processus de politisation d'une catégorie sociales par l'activité militante, et la façon dont celui-ci reconfigure en partie le sens que les manifestants attribuent aux frontières entre groupes ethniques (Barth, 1969 ; Maiz et Tournon, 2005). Dans le chapitre 6, je reprendrai ces considérations au prisme du genre : les normes de la féminité étant centrales au maintien des frontières entre les groupes sociaux (Anthias et Yuval-Davis, 1992 ; Juteau, 1988 ; Stoler 1989), la visibilité des femmes – notamment paysannes - dans les mobilisations contribue à consolider une représentation de l'opposition locale comme gisant de la société andine « traditionnelle ».

Finalement, la troisième partie portera sur l'évolution du répertoire de mobilisation, ses répercussions politiques nationales et sa médiatisation à l'international entre 2014 et 2016. Ces thématiques seront abordées à partir du rapport entre le réseau de mobilisation et l'État-nation, notamment à travers une analyse des réconfigurations et réappropriations de l'altérité indigène en lien avec l'expansion des activités extractives. Le chapitre 7 introduira le lecteur au renouvellement institutionnel et politique du Pérou post-transition démocratique, qui voient une opposition montante au modèle primo-exportateur. Afin de mieux saisir la portée des différentes visions de la société qui se confrontent autour du développement minier des Andes nord-péruviennes, le chapitre 8 offrira un retour sur la vision racialisée de la géographie nationale et sur le rapport entre activité minière et projets de modernisation du pays depuis l'Indépendance. Les représentations historiques de l'Indien « rebelle » sont en effet réactualisées par les pratiques de criminalisation des manifestants, ainsi que par les représentations militantes des peuples indigènes comme « résistants » par nature. Enfin, dans

le chapitre 9, je reviendrais sur la mise en récit de l'opposition locale à l'expansion minière par les médias nationaux et internationaux. Alors que différents discours et pratiques politiques cohabitent dans le réseau militant, la médiatisation du conflit représente l'opposition locale comme la conséquence de l'altérité des populations locales. L'expression ultime de cette logique est le mode de présentation de Máxima Acuna de Chaupe annonce dans l'avant-propos. Femme, paysanne et pauvre, associée à un paysage haut-andin qui, comme elle, est menace par les forces destructrices d'une modernité masculinisée, Máxima devient le « visage » internationalement connu de l'opposition locale au projet minier, dont la légitimité est indissociable de son altérité radicale, qui est de l'ordre de la subalternité.

Ayant fourni les éléments indispensables d'introduction de ce travail de recherche, il est maintenant temps d'entamer notre voyage au Pérou, en commençant par le début de l'histoire, c'est-à-dire par les conditions mondiales d'émergence d'un conflit local.

PREMIERE PARTIE

Activité minière et changement social

INTRODUCTION A LA PREMIERE PARTIE

En 1992, à une trentaine de kilomètres de la petite ville coloniale de Cajamarca, la compagnie Minera Yanacocha S.A. (MYSA) démarre ses opérations. Pendant les premières années, la compagnie mènera ses opérations sans opposition ni esclandre, exception faite de quelques petites incompréhensions avec les habitants riverains. En 2000, MYSA fera pour la première fois la une des journaux nationaux en raison du déversement accidentel d'un chargement de mercure, le long de la route traversant le village de Choropampa. Bien que l'accident ait été provoqué par une entreprise prestataire, à partir de ce moment le nom de Yanacocha sera gravé dans la conscience locale – voir nationale – en association à la pollution environnementale créée par les activités minières. Dans les années qui suivent, la compagnie ne cessera d'être la cible de petites et grandes critiques : de la mort de poissons dans les rivières aux maladies des hommes et du bétail, de la criminalité et de la prostitution à la pénurie d'eau en milieu urbain, tous les maux des habitants de Cajamarca lui sont attribués. De plus, un réseau naissant d'activistes locaux commence à avancer des demandes de limitation des activités minières dans la région, en comparant l'activité minière avec la conquête coloniale. Finalement, en 2004, un mouvement social étendu et hétérogène, rassemblant des acteurs divers tant par leur extraction sociale que territoriale, obligera la compagnie minière à abandonner son projet d'expansion au Mont Quilish, un sommet devenu l'emblème de la controverse.

La première partie de cette thèse sera dédiée à la « rencontre » entre la compagnie minière Yanacocha et la population locale de Cajamarca, les processus de transformation socio-territoriale occasionnés par l'activité minière et la façon dont ceux-ci sont appréhendés par les habitants locaux. Du fait de l'impossibilité de prendre en compte la totalité de la population locale et des travailleurs de la compagnie, je me concentrerai sur trois groupes sociaux spécifiques : un groupe d'habitants de deux communautés rurales situées dans la zone d'impact minier direct ; des travailleurs de la compagnie minière et de sa fondation pour le développement local, chargés des programmes de communication et responsabilité sociale d'entreprise ; et des habitants de la capitale régionale Cajamarca, issus de la classe moyenne et des élites locales, opposés aux activités minières dans la région. Plutôt que de me centrer sur l'évolution du conflit et des controverses environnementales en elles-mêmes, deux sujets qui ont déjà fait l'objet de plusieurs travaux (De Echave et al. 2009; Bebbington 2011; Li 2015; Salas Carreño 2008; Gil 2009; De Echave et Diez 2013), mon analyse portera sur la façon dont

la présence minière et les processus qu'elle engendre sont appréhendés par les différents acteurs. Je m'intéresserai notamment à la transformation des rapports productifs et sociaux en lien avec les activités extractives, aux représentations qui sont faites de ceux-ci par les acteurs locaux et aux nouvelles pratiques qu'elles génèrent. Je mène ainsi une étude du changement social qui « décrit les représentations et systèmes de sens mobilisés par les groupes en interaction et étudie les dynamiques de transformation de ces représentations et systèmes de sens » (de Sardan 1995 : 6) dans un contexte de changement social rapide.

Afin d'introduire les processus observés, je présenterai d'abord leurs origines et conditions de possibilité. Le premier chapitre aura pour but de situer les activités de Minera Yanacocha S.A. (MYSA) à Cajamarca et les controverses qu'elles suscitent dans un contexte économique et politique propre au Pérou des années 1990. Ce contexte est caractérisé par une expansion renouvelée des activités extractives à l'échelle mondiale, poussée par la hausse des prix des matières premières, et pour lesquelles le Pérou, sous le gouvernement autoritaire d'Alberto Fujimori, a offert un climat particulièrement propice. Favorisé par la mise de place d'une réforme néo-libérale orthodoxe et d'un code minier encourageant pour les investissements internationaux, le « boom minier » péruvien est central dans la croissance économique du pays pendant les deux dernières décennies. Alors que le Pérou est un pays historiquement minier, de nouveaux territoires sont atteints grâce aux nouvelles technologies du secteur et à un flot d'investissements dans les activités extractives. C'est le cas de Cajamarca, région pauvre du nord-Andin, dont l'économie est principalement agro-pastorale, et qui devient en quelques années la principale productrice nationale d'or.

Les premiers interlocuteurs locaux d'une compagnie minière sont souvent des populations paysannes, dont les modes de production et de reproduction sociale relèvent de différentes formes de propriété et d'usage de la terre. Leurs activités, tout comme les liens sociaux dont elles sont la base matérielle, subissent de profondes transformations en présence d'un nouvel acteur gourmand en terre et en eau, et dans une moindre mesure, en main d'œuvre. Dans le chapitre 2, je me centrerai sur les transformations des formes de propriété et d'usage du foncier dans l'aire d'impact direct de Minera Yanacocha, et sur les effets de celles-ci sur les rapports sociaux, notamment de sexe, entre les habitants. Afin d'éviter les dichotomies faciles et les représentations homogénéisantes, je prêterai attention à l'évolution des rapports entre la compagnie et les résidents dans le temps, ce qui me permettra de restituer la nature dynamique de la relation et les processus d'apprentissage qui en dérivent. Je décrirai les pratiques et les représentations qui naissent de cette rencontre, les différentes interprétations qui sont faites du

rapport entre la compagnie minière et les habitants locaux, et les asymétries de pouvoir dont ceux-ci sont révélateurs.

Alors qu'il existe un certain nombre de travaux sur les reconfigurations des communautés paysannes en milieu rural (Burneo et Chaparro 2010; Burneo 2013; Bury 2004; Hervé 2014; Damonte 2007; Diez et Ortiz 2013), les effets des activités extractives sur les rapports sociaux en milieu urbain sont beaucoup moins documentés. Le chapitre 3, abordera les processus de transformation socio-économique, démographique et spatiale de la capitale régionale Cajamarca, à la suite de l'installation des activités de Minera Yanacocha à une trentaine de kilomètres du centre urbain. A partir de l'histoire des rapports fonciers, productifs et sociaux dans la région au cours du XXème siècle, je fournirai un aperçu des hiérarchies socio-territoriales au moment du début des activités de MYSA dans cette région supposée être l'une des plus « métisses » des Andes péruviennes. Ces éléments de contexte sont indispensables pour comprendre la portée des transformations liées à la présence minière, et le degrés de déstabilisation des hiérarchies sociales locales, créant, pour certains habitants, un « désordre » social croissant. Ce n'est en effet qu'à la lumière des normes ethniques et de genre mobilisées par les acteurs que les représentations locales de la « pollution » sociale minière prennent tout leur sens, et que les discours des habitants sur comment les « paysans » auraient « perdu leurs coutumes » illustrent les processus de changement social en cours.

CHAPITRE 1

UN NOUVEAU CYCLE D'EXPANSION DES ACTIVITES MINIERES

L'année 1992 est déterminante dans l'histoire politique du Pérou contemporain. Le 05 avril le président démocratiquement élu Alberto Fujimori (1990-2000) réalise avec le soutien des forces armées un « auto-coup d'état »⁵⁸, annonce la dissolution du Congrès et convoque des élections pour une assemblée constituante chargée de rédiger une nouvelle Constitution. Celle-ci est adoptée l'année suivante dans un climat morose : 1/3 d'abstention, 1/3 de votes contre et 1/3 en faveur. Le 12 de septembre, Abimael Guzmán, « *líder máximo* » du Sentier Lumineux⁵⁹, est arrêté par les forces de police, marquant symboliquement la fin de dix ans de guerre interne. En août de la même année, dans une contrée reculée des Andes du nord la compagnie minière transnationale Minera Yanacocha S.A. démarre ses opérations. Le premier lingot de « doré »⁶⁰ produit par la mine est présenté avec solennité lors d'une cérémonie officielle parrainée par le Président Fujimori lui-même, casque de mineur sur la tête, en août 1993. En peu de temps, la production aurifère de Minera Yanacocha (MYSA) devient la plus importante du pays. Elle est présentée comme l'une des réussites majeures du gouvernement Fujimori et le début d'une nouvelle ère de paix et de prospérité pour le pays⁶¹. Il n'en sera pourtant pas ainsi : suite à la chute du président Fujimori en 2000, le pays est secoué par de nombreux conflits et mobilisations sociales autour de ces activités minières qui avaient pourtant été érigées en succès moins de 10 ans auparavant.

Pour saisir les liens entre ces différents événements politiques, économiques et sociaux, il nous faut revenir quelques années en arrière, au début des années 1990, lorsque les conditions

⁵⁸ Un *auto-golpe* est une forme de coup d'État par lequel un chef d'État ayant accédé au pouvoir par des moyens démocratiques invalide, ou suspend, par des moyens illégaux, le pouvoir législatif national et s'arroge de pouvoirs supplémentaires, qui ne lui correspondraient pas dans des circonstances normales (Levitsky 1999)

⁵⁹ Le Sentier Lumineux, dont le nom complet est Parti Communiste Péruvien-Sentier Lumineux (PCP-SL), est un groupe maoïste fondé en 1970 par Abimael Guzmán, alors professeur de philosophie à l'Université d'Ayacucho dans les Andes centrales du pays. En 1980, le Sentier Lumineux entame une lutte armée contre l'État péruvien, initiant ainsi un conflit interne qui durera jusqu'en 2000 et qui fera environs 70.000 morts victimes et disparus (Comision de la Verdad y Reconciliacion 2003)

⁶⁰ Alliage semi-pur d'or et d'argent, issu de la production minière sur place, qui est généralement transporté ailleurs pour une purification successive. Pour plus d'informations voir <http://www.yanacocha.com/proceso-de-produccion/> (dernier accès 18/05/2018)

⁶¹ Au Pérou, les années 1980 sont marquées par une violente crise économique et par l'émergence de guérillas maoïstes – le Sentier Lumineux (SL) et le Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) – dans les Andes centrales et méridionales.

de la réalisation des opérations minières de MYSA sont réunies. A ce moment, des nouvelles techniques d'extraction minière à ciel ouvert, permettant d'exploiter des gisements à faible teneur en minerais auparavant trop coûteux à mettre en production (Deshaies 2007), et la hausse de la demande de matières premières sur les marchés mondiaux rendent possible une expansion des activités minières à l'échelle globale. Le Pérou, un pays historiquement minier et toujours riche en minerais non-exploités, est à ce moment bien positionné pour en bénéficier. A peine sorti d'une décennie de crise économique et de conflits internes, le pays devient l'une des destinations de prédilection des investissements internationaux dans le secteur grâce à une série de réformes néolibérales orthodoxes connue sous le nom de « Fuji-shock »⁶². La flexibilisation des normes environnementales, financières, de la loi du travail, et la centralisation des concessions, favorisent alors une prolifération de nouveaux projets.

Pour entreprendre une analyse de la récente expansion des activités minières à ciel ouvert dans le nord andin péruvien et des oppositions qu'elle engendre, il convient donc de situer ces processus dans le contexte plus large d'expansion des activités minières dans les pays du Sud. Pour ce faire, je m'attacherais d'abord à décrire les conditions techniques et économiques de ce cycle d'activités extractives de « dernière génération ». Je décrirai ensuite les caractéristiques, contingences financières et politiques mises en œuvre qui font du Pérou, du début des années 1990, un pays particulièrement attractif pour les investissements étrangers dans le secteur extractif. Afin d'illustrer le haut degré de centralisation et la pénurie de dispositifs de régulation du secteur à la portée des citoyens, je me pencherai sur les différentes étapes d'un projet minier, de la concession à sa clôture. J'insisterai enfin sur les retombées économiques du développement minier de la région qui constitue mon cas d'étude : Cajamarca.

⁶² Cette dénomination est initialement adoptée par le New York Times, dans un article sur les politiques d'austérité promues par le gouvernement Fujimori au lendemain de son élection, en 1990, mais sera par la suite popularisée par la presse et adoptée par les universitaires pour indiquer l'ensemble des réformes adoptées par le gouvernement entre 1990 et 1993. Pour plus d'informations sur la question, voir Efraín Gonzales de Olarte (1998)

1.1 Expansion des activités minières à l'échelle mondiale

Depuis la fin des années 1980, un nombre croissant d'investisseurs internationaux s'orientent vers le secteur minier. Cette nouvelle « ruée »⁶³ métallifère naît principalement de la rencontre de deux conditions. L'une est de nature technique : il s'agit des nouvelles techniques d'extraction qui permettent l'exploitation à bas prix de gisements à faible teneur de minerais. L'autre est de nature économique : elle a pour origine la hausse de la demande de matières premières sur le marché mondial. Ces conditions ont contribué à redessiner la carte de la production minière dans le monde, et ont fait émerger des nouveaux fronts miniers dans les pays du Sud, engendrant des transformations physiques, productives et sociales dans les territoires où se sont inscrits ces nouveaux investissements (Deshaies 2007).

1.1.1 Une avancement des conditions techniques

Au début des années 1990, le secteur minier connaît un développement technique majeur. L'extraction par excavation souterraine, qui implique une forte main d'œuvre, est progressivement déplacée par l'extraction par lixiviation à ciel ouvert, hautement mécanisée. La lixiviation est une méthode qui consiste à extraire les particules de minéraux présents dans le sol grâce à la circulation d'une solution aqueuse (dite lixiviante) contenant un ou plusieurs solvants, tel le cyanure d'hydrogène. La végétation du site est retirée, la roche est dynamitée, puis concassée et placée en tas sur lesquels une solution aqueuse chargée de solvants circule dans le but de dissoudre le métal par la technique de lixiviation au cyanure. Une fois chargée en métaux précieux, la solution, qui circule en circuit fermé, est envoyée vers une autre partie du site où elle est industriellement traitée (Fig. 2).

⁶³ Migration soudaine des acteurs économiques sur les territoires naturellement riches, où de nouvelles ressources sont découvertes ou rendues accessibles. Pour une discussion approfondie de la « ruée » des investissements miniers vers les minerais péruviens, voir Bos (2017). Pour une vue plus générale sur les tendances d'investissement du secteur à l'échelle globale depuis les années 1990, voir Bridge (2004).

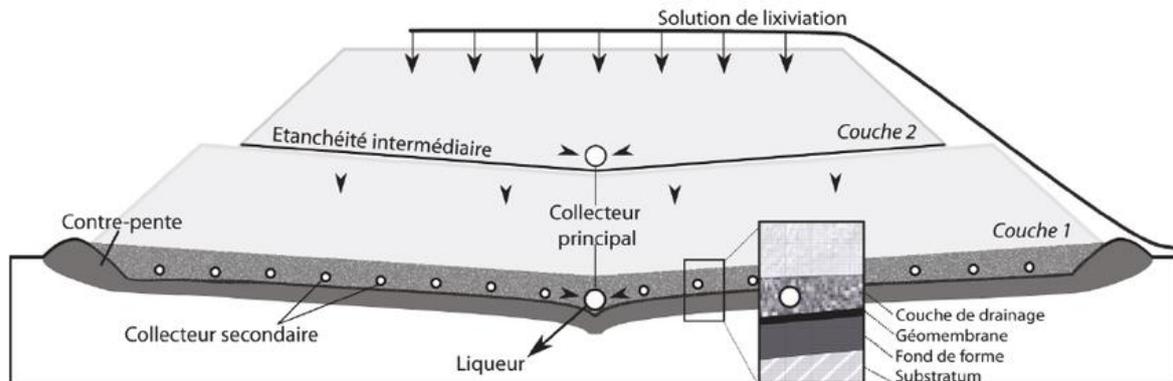


Fig. 2 : Pad de lixiviation. Source : Sébastien BOURGÈS-GASTAUD, Nathalie TOUZE-FOLTZ, Yves DURKHEIM, « Perspectives d'utilisation des géo-composites dans l'industrie minière », 9^{èmes} Rencontres Géosynthétiques, Dijon, avril 2013.

Les opérations en découverte nécessitent de grandes extensions foncières pour que l'extraction puisse être rentable, et les projets miniers peuvent parfois occuper une surface allant jusqu'à plusieurs milliers d'hectares. Ces caractéristiques particulières de l'extraction à ciel ouvert engendrent des profondes transformations des territoires, comme on peut l'apprécier dans l'image (Fig.3) présentée ci-dessous. Les activités de déblai et de déplacement de terre « rasant » littéralement les reliefs, en érigent d'autres (avec les monticules de lixiviation) et creusent d'immenses cratères. Ces travaux affectent tant le cours des eaux superficielles que souterraines. De plus, l'accès aux zones d'opération étant limité pour des raisons de sécurité, de larges portions du territoire sont rendues inaccessibles, d'anciennes voies de communication sont interrompues et de nouvelles sont créées pour permettre la circulation du matériel, des machines et du personnel. Les activités minières peuvent ainsi remettre en cause l'accès à des terres pour des communautés locales qui en avaient pourtant l'usage jusqu'alors.



Fig. 3 – Image aérienne de l’aire d’opération de Minera Yanacocha S.A., région Cajamarca, Pérou. Source : <http://www.mining.com/> (consulté le 16/09/2016)

Un projet minier requiert également un important approvisionnement en eau, tant pour les activités d’extraction (en circuit « clos ») que pour les services des infrastructures d’administration et d’opération que sont les campements miniers sur place. La demande hydrique des opérations d’extraction tend alors à mettre le secteur minier en compétition avec d’autres activités productives présentes sur un même territoire (Sosa et Zwarteveen 2012). En ce sens, les activités minières participent du creusement des inégalités d’accès à la ressource en eau, s’ajoutant à d’autres facteurs de risque tels que les processus d’urbanisation ou les épisodes de sécheresse provoqués par le changement climatique (Bebbington et Williams 2008).

Les nouvelles techniques d’extraction n’affectent pas seulement les quantités disponibles des ressources hydriques, elles peuvent également être à l’origine de sévères pollutions des eaux. Au-delà des imprévus liés aux travaux – déchirement de la géo-membrane ou *leach pad*, renversement de substances toxiques durant le transport, erreurs dans la destination des eaux traitées, etc. –, l’environnement naturel des opérations présente des risques spécifiques (Eisler et Wiemeyer 2004). Dans les régions tropicales et subtropicales, les fortes précipitations pendant la saison des pluies entraînent un risque de débordement des cratères et d’érosion des monticules de lixiviation dans lesquels se trouvent des concentrations importantes de métaux lourds et de substances acides, pouvant alors pénétrer les réseaux hydriques

souterrains et se propager en dehors de la zone d'exploitation (Holden 2015). De ce fait, les accidents liés à l'activité extractive impliquent une altération sensible du PH hydrique, une hausse des niveaux de métaux et acides comme l'arsenic, le cadmium, le plomb et le mercure dans les eaux, ainsi qu'une concentration de solides supérieure à la norme (Miranda et al. 2003).

Outre les importants changements au niveau de l'environnement physique et des ressources hydriques locales, l'extraction à ciel ouvert engendre aussi des transformations conséquentes de nature socio-économique et politique. Certains auteurs les ont abordées en mobilisant la thèse de la malédiction des ressources. Cette thèse, initialement proposée par Auty (1990), Sachs et Warner (1995), postule qu'il existe une relation négative entre l'exploitation des matières premières et le développement. Les auteurs suggèrent que la captation de la rente aurait des effets nuisibles sur la stabilité économique et politique des pays concernés, amenant à l'accroissement des inégalités, des conflits et de l'autoritarisme gouvernemental. Autrement dit, l'exploitation des ressources à grande échelle engendrerait un affaiblissement général de l'appareil démocratique. Les tenants de cette thèse⁶⁴ ont suscité de vifs débats, qui n'ont pas pour autant conduit à la rejeter en totalité. Des travaux plus récents tendent à se concentrer sur la « malédiction » comme un phénomène politique plutôt qu'économique, ce qui amène notamment à interroger le rôle des institutions publiques dans la gestion des rentes extractives (Arellano Yanguas, Mejía Acosta, 2014), ou encore la façon dont la « malédiction » se décline de différentes manières à l'échelle infranationale (Arellano Yanguas, 2011 ; Orihuela, Huaroto, Paredes, 2014).

1.1.2 Des nouvelles conditions économiques

L'avènement des nouvelles techniques d'extraction est suivi, vers la fin des années 1990, par une hausse des prix des matières premières en raison, entre autres, de l'émergence de nouveaux acteurs économiques, comme le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine (BRICS). Dans ce contexte, la Banque Mondiale et la *International Finance Corporation*⁶⁵ (IFC) encouragent les pays en voie de développement à s'emparer des investissements internationaux dans les activités extractives, tant minières que d'hydrocarbures, afin de relancer leur économie et de

⁶⁴ Celle-ci repose sur quatre piliers principaux : les déséquilibres macro-économiques connus sous le nom de « syndrome hollandais » ; l'affaiblissement des institutions démocratiques ; une augmentation de la violence politique ; une détérioration des conditions environnementales. Pour une discussion détaillée, voir Bos (2017).

⁶⁵ Société Financière Internationale

rembourser leur dette extérieure⁶⁶ (Campbell, 2009). L'IFC a même contribué à garantir les investissements dans les pays-cible, par le biais de sa participation comme actionnaire minoritaire des projets miniers considérés comme stratégiques pour les économies nationales⁶⁷ (Pegg, 2003).

En conséquence, à partir de 1990 près d'une centaine de pays modifient leur code minier. Cette modification est souvent accompagnée de réformes institutionnelles et fiscales qui visent à attirer les investissements étrangers dans le secteur. La disponibilité de vastes territoires pour l'exploitation a impulsé une « ruée » vers l'obtention de grandes concessions, ce qui permet d'assurer un volume et une durée de la production avantageux pour l'extraction de ressources non renouvelables. En même temps, les nouvelles garanties fiscales ont permis de sécuriser les investissements d'un secteur demandant un investissement initial conséquent, qui n'est compensé que par les bas coûts d'opération et des marges de profit avantageuses (Bridge, 2004).

Au cours de la décennie 1990, les compagnies déjà établies dans le secteur (principalement canadiennes, européennes, australiennes et étatsuniennes) internationalisent leur production et accentuent leurs présence dans plusieurs pays du Sud. Si l'investissement minier dans les régions de plus grande production (Canada, Australie, États-Unis, Afrique du Sud) reste consistant, la contribution de ces dernières au secteur se réduit de façon significative. En effet, en 1990, les investissements mondiaux dans le secteur minier se concentraient pour plus de 50 % en Amérique du Nord et en Australie (Bridge, 2004). En 2001, ceux-ci ne représentaient plus que 25 % du total des investissements mondiaux dans le secteur (*idem*). Cette évolution de la géographie mondiale de l'extraction minière est directement liée à l'augmentation des investissements dans les pays du Sud – principalement d'Amérique latine et, en deuxième lieu, d'Afrique sub-saharienne. Sur la même période, les investissements opérés

⁶⁶ À partir des années 1980, les institutions internationales soulignent l'importance des ressources naturelles des pays en voie de développement et encouragent l'exploitation de celles-ci comme stratégie de développement économique. L'élaboration du concept de « capital naturel » et les stratégies de sa mise en production depuis les années 1990 ont contribué à consolider une vision des ressources naturelles en termes de valeur marchande, réelle ou potentielle. Pour une discussion du concept de capital naturel et des métamorphoses des formes d'accumulation du capital dont il est symptomatique, voir Benegiamo (2016, 2018).

⁶⁷ La Corporation Financière Internationale participe à de nombreux projets miniers en se portant garant de certains investissements qui y sont réalisés. C'est le cas notamment de Minera Yanacocha-dont l'IFC détient à ce jour 5% des actions. Mais c'est aussi le cas d'autres projets similaires dans le monde : Minier Simandou, (Guinée), Tulu Kapi (Ethiopie), Escondida Copper (Chili), Lonmin (Afrique du Sud), Williamson (Tanzanie), Montana Exploradora (Guatemala), etc. Pour plus d'informations voir : www.ifc.org/wps/wcm/connect/IndustryEXTContent/IFCExternalCorporateSite/OGM+Home/Priorities/Mining/ (consulté pour la dernière fois le 22/02/2018).

dans le continent latino-américain passent de 18 à 39 % du total mondial ; en Afrique, ils passent de 12 à 28 %. En Asie, et notamment en Indonésie, les investissements doublent passant de 12 à 28% entre 1996 et 1999 (*idem*). En Europe ils se maintiennent plus ou moins au même niveau, soit à hauteur de 10 % des investissements mondiaux. Néanmoins, les logiques de concentration des activités minières perdurent et seule une poignée de pays capte la majorité des investissements réalisés : le Chili, les États-Unis, l’Australie, l’Afrique du Sud, le Canada, le Pérou, la Papouasie Nouvelle Guinée, le Ghana, l’Argentine et le Mexique. Les investissements se concentrent également sur un nombre limité de ressources minérales, principalement le cuivre, l’or, le nickel et le zinc, ce qui rend les pays nouvellement producteurs vulnérables aux aléas du marché international des métaux (Bridge 2004).

Au cours de la décennie 2000, le succès du secteur attire de nouveaux capitaux et les origines des investissements changent d’épicentre. En 2015, parmi les 40 principales entreprises minières à l’échelle internationale, on compte aux côtés des compagnies historiques (anglaises, australiennes, canadiennes, états-uniennes) pas moins d’une dizaine de compagnies chinoises, trois russes, deux indiennes, deux mexicaines, une brésilienne et une saoudienne (PwC Mine, 2015). Suite aux absorptions et aux faillites de la plupart des compagnies moyennes au début des années 1990 (*idem*), le secteur voit une concentration des capitaux dans un groupe de grandes entreprises internationales qui relèvent principalement d’investissements anglais, australiens, chinois, indiens et russes. Le rôle des matières premières (métaux, pétrole et produits alimentaires) comme fonds spéculatif garantit la relative stabilité de leur valeur suite à la crise financière de 2008⁶⁸. A l’exception d’une inflexion du marché dans l’immédiat après-crise (2008-2009), la valeur des métaux continue à augmenter jusqu’en 2014, lorsqu’une baisse des prix provoque un tarissement des nouveaux investissements.

Comme nous venons de le voir, en Amérique latine, ce sont principalement le Mexique, le Pérou et le Chili (et, dans une moindre mesure, la Bolivie, l’Argentine et le Brésil) qui attirent les nouveaux investissements miniers et viennent occuper les premières places dans la production mondiale de métaux. Pour désigner le rôle renouvelé des ressources naturelles dans le développement du continent, certains auteurs (Acosta, 2011; Gudynas, 2009 ; Seone, Taddei et Algranati, 2013 ; Svampa, 2011) parlent d’ « extractivisme ». Selon Maristella Svampa, ce terme indique un mode de production :

⁶⁸ Dans ce contexte d’instabilité financière, les matières premières (*commodities*), dont les prix sont moins sujets aux aléas du marché, deviennent des « biens refuge » pour les investisseurs internationaux.

[...] fondée sur l'appropriation irresponsable de ressources naturelles non renouvelables créant de nouvelles dissymétries économiques, politiques et environnementales entre le Nord et le Sud. Dans ce sens, l'extractivisme dont il est ici question n'est pas une fatalité. C'est de la part des différents gouvernements un choix politique, mais aussi de civilisation. Cette option a des conséquences structurelles négatives sur les territoires et les économies en créant une nouvelle dépendance : on exporte toujours plus de matières premières, ce qui se traduit par une concentration économique, une spécialisation de la production et une consolidation d'enclaves exportatrices, traits historiquement critiqués aussi bien par les courants se réclamant du développement que du marxisme (2011 : 104).

Si la notion d'extractivisme a le mérite de mettre en valeur la tendance de certaines activités économiques à favoriser – plus que d'autres – des processus (inter)nationaux d'accumulation capitaliste, ce concept emprunté à l'économie politique me paraît peu adapté pour saisir les processus sociaux et politiques liés au déroulement des activités extractives sur des territoires spécifiques. Pour les objectifs de ce travail, je n'adopterai donc pas ces notions d'extractivisme ou de régime extractiviste⁶⁹, lui préférant celle moins connotée de « modèle primo-exportateur » qui a l'avantage de souligner la continuité des politiques économiques actuelles avec celles de la fin du XIX^{ème} et du début du XX^{ème} siècle (Lombard, Velut, Mesclier 2014).

1.2 Le boom minier péruvien

Cette nouvelle cartographie mondiale de l'extraction minière n'est pas uniquement due à des tenants économiques. Elle est aussi la conséquence de transformations de nature politique et institutionnelle. Au Pérou, ces évolutions résultent d'une politique d'encouragement des investissements étrangers mise en place sous la présidence d'Alberto Fujimori au début de son premier mandat (1990-1995). Cette politique parvient alors à donner au Pérou une position stratégique dans un contexte régional marqué par une privatisation croissante des actifs publics

⁶⁹ Ceci est défini différemment par les auteurs. Eduardo Gudynas emploie le terme « extractivisme » pour désigner uniquement les activités économiques basées sur la mobilisation de grands volumes de ressources naturelles, qui ne sont pas intégrées à un processus de transformation et/ou de production industrielle, mais destinées à l'exportation sur les marchés extérieurs. Selon Maristella Svampa (2011 : 101-127), « ce modèle comprend non seulement les activités strictement extractives (secteurs minier et pétrolier), mais aussi d'autres activités (comme l'agrobusiness et les biocarburants) qui encouragent la logique extractiviste en consolidant la monoproduction. Il englobe également les projets prévus par l'Initiative pour l'intégration de l'infrastructure régionale sud-américaine [...] dans le domaine des transports [...], de l'énergie [...] et des communications ».

et une primarisation⁷⁰ renouvelée de l'économie sous l'égide du Consensus de Washington⁷¹. Un aperçu de la réforme constitutionnelle de 1993 permet d'apprécier la politique de promotion des investissements étrangers mise en place par le gouvernement, tout comme la concentration des pouvoirs décisionnels concernant le secteur et les défis posés par les conflits locaux autour des activités minières.

1.2.1 Un cadre législatif avantageux

Lors de la décennie 2000, l'économie péruvienne est une des économies latino-américaines dont le taux de croissance annuel du PIB est le plus important de la région. Depuis, ce taux ne cesse d'augmenter, malgré une petite contraction en 2009 dû à la crise des marchés financiers suivant la crise de 2008, et à partir de 2014, suite à la stabilisation des marchés financiers à l'issue de la crise (Fig.4). Cette croissance exceptionnelle lui vaut le surnom de « tigre des Andes » (MarketWatch 2012).

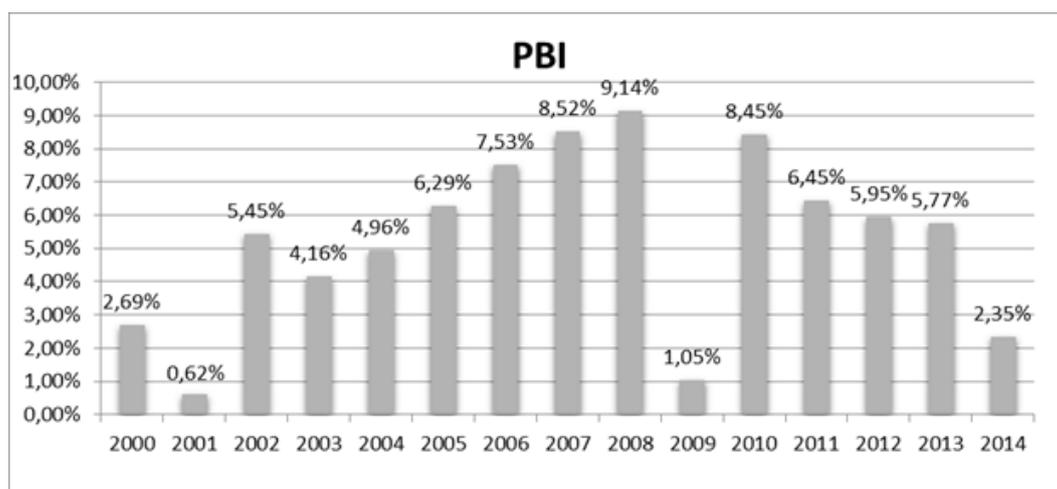


Fig. 4 - Croissance du PIB entre 2000 et 2014. Source : Blas *et al.*, 2015 « Perú: Evolución del PBI por sectores económicos (2013-2014) », <http://www.monografias.com> (dernier accès le 03 juillet 2017).

⁷⁰ Soit « une spécialisation vers une structure des exportations privilégiant de plus en plus l'exportation de produits primaires au détriment des produits industriels. [...] La primarisation est aussi et surtout la face cachée d'une désindustrialisation importante. Des pays asiatiques s'industrialisent, des pays latino-américains se "primarisent" et se désindustrialisent. Les premiers ont un taux de croissance important, les seconds un taux de croissance modeste » (Salama, 2012 : 7-8).

⁷¹ Après les résultats socialement et économiquement désastreux des Plans d'Ajustements Structurels des années 1980, la décennie 1990 voit apparaître un nouveau consensus des organisations internationales et des principaux bailleurs de fonds autour du besoin de diminution du rôle de l'État par la délégation de ses fonctions au secteur privé et à la société civile. Le Consensus de Washington (1989) est l'accord le plus représentatif de cette tendance. Sa mise en œuvre est ensuite promue par la prise d'accords entre la Banque Mondiale, le Fond Monétaire International et les États des pays en voie de développement. (Hugon 1999; Gardner et Lewis 1996)

Ce petit miracle économique, survenant après une décennie marquée par l'inflation et la violence politique, s'insère dans un contexte mondial déjà évoqué de primarisation renouvelée des économies régionales lors du Consensus de Washington. A l'échelle nationale péruvienne, il s'accompagne d'un discours politique qui associe les investissements étrangers dans le secteur minier avec la pacification et la stabilisation politique du pays par le gouvernement d'Alberto Fujimori (1990-2000).

En 1991, le décret législatif n° 662 de la loi de Promotion de l'Investissement Étranger ouvre tous les secteurs de l'économie péruvienne à l'investissement direct venant de l'extérieur et élimine toute restriction en termes de profits, dividendes, accès au crédit, impôts et acquisitions. Ce cadre est complété par des accords de stabilité fiscale⁷² qui sont étendus de dix à quinze années (Décret législatif n° 757), l'ouverture aux privatisations des entreprises publiques ou nationales (Décrets n° 674 et 708), et la ratification d'accords bilatéraux et multilatéraux de tutelle de l'investissement (Bury, 2007). La Constitution de 1993 modifie de nombreux articles contenus dans celle de 1979, facilitant ainsi la privatisation des biens nationaux⁷³. La loi de propriété foncière de 1995 (n° 26505) établit la possibilité d'expropriation en cas d'exploitation minière (*servidumbre minera*) et, en 1996, la loi du cadastre minier national (n° 26615) centralise la gestion et simplifie les procédures nécessaires à l'attribution de concessions. Les réformes des lois foncières traduisent ainsi une marchandisation et une individualisation du rapport à la terre, ainsi qu'une restructuration politique du territoire national autour de l'exploitation des ressources naturelles (Bos 2017). L'ensemble de ces réformes contribue à faire du pays un territoire attractif pour les investissements étrangers, notamment dans le secteur minier dont la production est multipliée au cours des années suivantes jusqu'à constituer, à elle seule, plus de la moitié (62,3%) des exportations nationales en 2012⁷⁴.

⁷² Il s'agit d'un accord entre l'État et l'entreprise en question, selon lequel cette dernière paye un impôt sur le revenu deux points plus élevé que la norme, mais est exonérée de tout forme d'impôt établi après la signature du contrat, et ce pendant toute la durée de ce dernier.

⁷³ Pour une analyse approfondie du passage de l'hétérodoxie économique des années 1980 à l'orthodoxie néolibérale des années 1990, voir Gonzales de Olarte (1998), Bos (2017).

⁷⁴ Voir : « Boletín estadístico de minería. Reporte anual 2012 » du ministère de l'Énergie et des Mines, dans *Reporte Anual de la Defensoria del Pueblo 2012*, accessible sur http://www.theioi.org/downloads/e7osj/Peru_Defensoria%20del%20Pueblo_Annual%20Report_2012_ES.pdf (dernier accès le 23 octobre 2014).

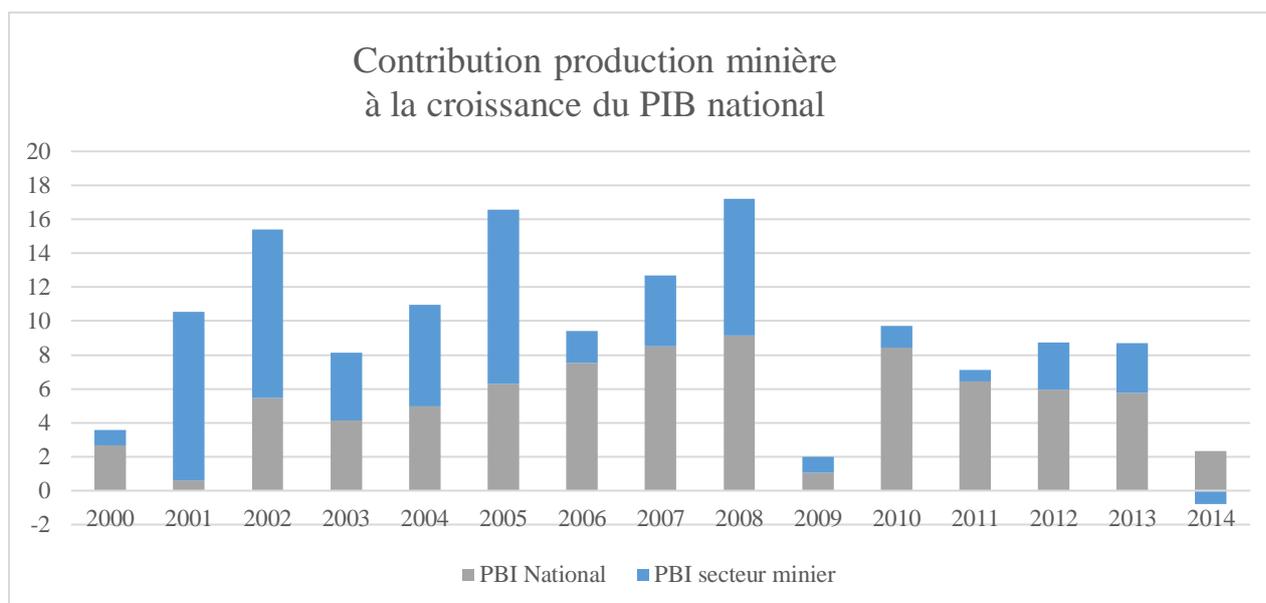


Fig. 5 - Source : Blas *et al.*, 2015 « Perú: Evolucion del PBI por sectores economicos (2013-2014) », <http://www.monografias.com> (dernier accès le 03 juillet 2017). Élaboration propre.

En l'espace d'une dizaine d'années, l'ensemble de ces réformes fait du Pérou l'une des économies les plus libérales d'Amérique latine (Bury, 2007). Le pays devient un exemple paradigmatique des mécanismes de renouvellement des activités minières à l'échelle globale (Damonte, 2008). Comme mentionné *supra*, cette reprise des activités extractives est associée à la stabilisation politique et économique du pays à la suite de la décennie 1980, marquée, au contraire, par l'inflation et le conflit interne. Le développement des activités minières au Pérou est ainsi enrobé d'un discours nationaliste qui l'identifie à une grandeur retrouvée du pays dans l'aire latino-américaine – notamment face au Chili qui est à la fois et historiquement, un ennemi et un pays minier concurrent – et considère les revenus miniers comme le principal moyen de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Inauguré par le gouvernement Fujimori au début des années 1990, ce discours persistera ensuite sous les gouvernements successifs⁷⁵, et contribuera ce que les oppositions locales aux activités minières soient perçues, par une partie des péruviens, comme des luttes « anti-nationalistes » et « anti-développement »⁷⁶.

⁷⁵Alejandro Toledo (2001-2006); Alan Garcia (2006-2011); Ollanta Humala (2011-2016); Pedro Pablo Kuczynski (2016-2018).

⁷⁶Nous reviendrons davantage sur la criminalisation des mobilisations d'opposition aux activités extractives dans le chapitre 8.

1.2.2 Les discontinuités avec l'extraction minière historique

Bien que le Pérou soit un pays dont les ressources minières sont exploitées depuis l'époque préhispanique (cf. encadré I en fin de section), le développement minier des deux dernières décennies se distingue des cycles miniers antérieurs principalement par trois aspects : technique, social et environnemental.

Pour ce qui concerne l'aspect technique, nous avons vu que l'extraction à ciel ouvert a déplacé, au début des années 1990, l'extraction souterraine ou par galerie. Dans la mesure où les nouvelles technologies d'extraction rendent possible l'exploitation de territoires auparavant trop pauvres en minéraux pour être rentables, l'utilisation de ces techniques a considérablement modifié la géographie minière péruvienne. Alors qu'historiquement le cœur de la production minière se situait dans les Andes centrales et méridionales, depuis 1990, l'exploitation minière touche de nouveaux territoires dans le nord du pays, aussi bien andins (Cajamarca) que littoraux (Piura, La Libertad) (Fig. 6), cette descente vers les plaines étant notamment remarquée au cours des décennies 2000 et 2010 dans différentes zones du pays (Bos 2017)⁷⁷.

⁷⁷ Bos définit ces régions d'extraction comme des territoires périphériques ou marges nationales sur la base d'un ensemble de critères de distance physiques et symboliques qu'ils partagent par rapport au centre de commandement national (une population rurale supérieure à la moyenne nationale et une pauvreté monétaire et non-monétaire supérieure à la moyenne péruvienne). Pour plus d'informations, voir Bos (2018), chapitre 2, section 2.1.5.

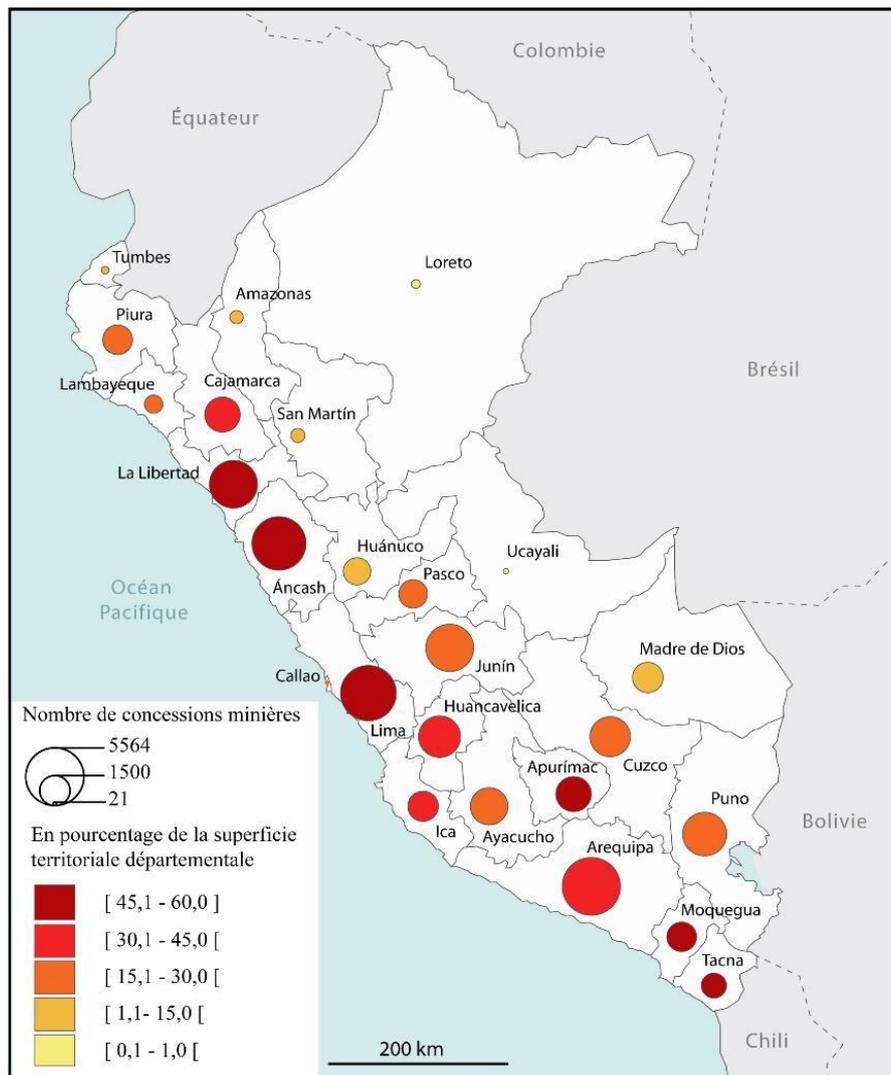


Fig. 6 – Carte des concession minières péruviennes en 2016. Source : INGEMMET. Elaboration par Vincent Bos (2017 : 167)

Ces nouvelles techniques extractives entraînent un deuxième élément de discontinuité de l'extraction minière, de dimension sociale qui concerne la main d'œuvre employée – hautement spécialisée, avec des géologues, ingénieurs et techniciens – et les populations riveraines des sites. Avant le nouveau cycle d'exploitation minière, les mines péruviennes employaient une importante main d'œuvre locale non-qualifiée si bien que les sites d'extraction constituaient des pôles d'emploi et de migration importants pour les habitants des zones rurales riveraines. Il existait alors dans les zones minières une relation forte entre les compagnies exploitantes et les habitants. Celle-ci était principalement basée sur l'emploi, la vente de produits et l'offre de services (Contreras, 1988 ; Assadourian, 1982). Ces mines, essentiellement localisées dans les hautes terres andines, représentaient donc des lieux de socialisation politique – à travers les organisations syndicales notamment (Nash, 1979) – et une

voie d'émancipation socio-économique fonctionnant comme une transition entre le monde rural et le monde urbain (Salazar-Soler, 2002). A l'inverse des mines plus anciennes, celles de nouvelle génération emploient une main d'œuvre moins nombreuse et souvent de façon temporaire⁷⁸ (Bos, 2017). Le personnel titulaire de la compagnie est pour la plupart constitué de professionnels qualifiés qui, notamment quand les zones d'exploitation ne possèdent pas un passé minier important, ne sont pas nécessairement originaires des lieux (Salas Carreño, 2008). L'approvisionnement en biens alimentaires et en services est généralement assuré par des entreprises spécialisées qui n'ont bien souvent que de faibles connexions avec les producteurs et les habitants locaux. Si les projets miniers génèrent « indirectement » de l'emploi, à travers l'externalisation des services aux compagnies sous-traitantes, la dispersion de la main d'œuvre entre une myriade d'employeurs n'ayant aucune contrainte contractuelle commune ne permet pas l'élévation des salaires et constitue une entrave aux mobilisations syndicales (Smith et Helfgott, 2010 ; Bos 2017)⁷⁹. De plus, les retombées fiscales dérivant de l'impôt à la rente (*Canon Minero*) et la faiblesse des liens entre compagnies et communautés locales favorisent le développement d'enclaves et le fonctionnement relativement autonome des mines par rapport aux territoires d'extraction. Concernant les interactions des habitants avec les entreprises, celles-ci relèvent aujourd'hui plutôt de leur rôle de propriétaires terriens, d'usagers des ressources naturelles partagées avec les compagnies ou de bénéficiaires des programmes de responsabilité sociale (Ballard et Banks, 2003) et non à la fourniture de biens et services.

Le troisième élément de discontinuité avec les activités minières historiques concerne l'impact environnemental. Comme dit auparavant, l'extraction à ciel ouvert demande de grandes extensions territoriales et un important approvisionnement en eau. Dans la partie andine du Pérou, les projets miniers en découverte, qui peuvent occuper une surface de plusieurs milliers d'hectares, sont pour la plupart localisés dans des zones d'altitude entre 3 000 et 5 000 mètres, soit une écorégion andine dénommée *puna*, *jalca* ou *paramo*⁸⁰. Dans ces territoires où la densité de population est faible, les habitants sont souvent regroupés en communautés paysannes⁸¹ et pratiquent l'élevage extensif. Les hautes terres andines sont souvent riches en

⁷⁸ Il convient de remarquer ici que ce phénomène ne se limite pas au secteur extractif, mais relève d'une reconfiguration plus générale du rapport entre capital et travail à l'échelle globale depuis les années 1980 (Negri et Vercellone, 2008).

⁷⁹ Concernant les différences de salaires entre directs et indirects, mais aussi pour voir que les salaires indirects sont quand même bien plus élevés que ceux du secteur non minier cf. Bos (2017 : 315), tableaux 25 et 26.

⁸⁰ Les deux premières dénominations sont des adaptations des mots quechua – « *puno* » et « *haallqa* » – pour désigner des zones d'altitude, alors que le dernier – « *paramus* » – est d'origine latine.

⁸¹ Par « communautés paysannes », nous faisons référence aux communautés légalement reconnues comme telles par la Loi N° 24656 de 1979 et inscrites à la fois dans le registre des personnes juridiques et dans le cadastre foncier (*Registro de Predios*). Il faut tout de même signaler que, dans le langage courant et politique péruvien,

ressources hydriques, car localisées à proximité des têtes de bassin versant⁸² qui desservent les vallées agricoles riveraines. Les impacts – tant quantitatifs que qualitatifs – de l'extraction sur l'approvisionnement en eau local peuvent donc engendrer des conflits entre les compagnies minières et les communautés locales (cf. chapitre n°2).

I. Brève histoire de l'activité minière au Pérou

Au Pérou, les activités minières ont une longue histoire, faite de plusieurs cycles d'expansion et de contraction. Les premières traces d'une activité métallurgique sur le continent datent de la culture Chavín (900-500 av. J.-C.), dans les Andes centrales appartenant aujourd'hui à la région d'Ancash. L'extraction et l'élaboration de métaux se développent considérablement pendant l'ère Mochica, tout en restant principalement artisanale et de sursol (lits de rivières, etc.). Alors que les métaux durs sont destinés aux outils d'usage commun ou guerriers, les métaux souples tels l'or et l'argent sont mobilisés pour les objets rituels de fine facture, utilisés par les élites politiques et religieuses de l'empire. Dans le système social incaïque, les métaux précieux ne possèdent vraisemblablement aucune valeur commerciale, à l'inverse des coquillages de *spondylus* ou les feuilles de coca, mais servent exclusivement aux usages rituels et politiques (Favre, 2011 ; Minelli, 2000).

Avec la conquête, les nouvelles techniques importées d'Europe permettent l'exploitation du sous-sol. Dès le début du XVII^{ème} siècle, la production augmente de façon exponentielle, principalement avec la contribution des immenses réserves d'argent de Potosí⁸³(Absi 2003), dont la productivité et la rentabilité sont assurées par le système de travail obligatoire de la *mita*⁸⁴(Bakewell 2010; Cole 1985; Tandeter 1997).

Avec l'Indépendance et l'établissement de nouveaux accords de libre-échange, les activités minières et manufacturières deviennent les principales ressources économiques de la nouvelle République péruvienne. La production de métaux se maintient à un niveau constant tout au long du XIX^{ème} siècle,

l'expression est utilisée comme un « passe-partout », ce qui peut engendrer nombre d'incompréhensions et de confusions. De nombreux hameaux et groupes de hameaux paysans n'ayant pas le statut légal de communauté paysanne s'auto-définissent et se reconnaissent pourtant comme tel. De fait, les formes politiques (assemblés, autorités traditionnelles) et juridiques (justice coutumière) communautaires sont beaucoup plus répandues dans les Andes rurales que le statut légal de communauté paysanne. Dans la région de Cajamarca, l'histoire locale précédant la réforme agraire fait que très peu de communautés enregistrent leurs terres collectives, préférant un régime de propriété individuel, bien que, dans les faits, la propriété soit parfois administrée de façon collective, à l'instar des terres de pâturage (cf. chapitre 3). Sur les communautés paysannes et le processus de communalisation au Pérou, voir (Diez 1998; Diez et Ortiz 2013; María Luisa Burneo 2013; Mayer 2004; Mayer 2009; Urrutia 2002, 2001).

⁸² Zones de captation hydrique, alimentées par les précipitations qui dans donnent naissance à un dense réseau hydrographique superficiel et -dans les hautes terres andines - à des zones humides dénommées *humedales* ou *bofedales*.

⁸³ Ville minière du Royaume du Haut-Pérou, correspondant actuellement à la Bolivie. Les réserves d'argent du *cerro rico* (montagne riche) – sommet au pied duquel se trouve la ville – sont exploitées à partir de 1545 et continuent à l'être encore aujourd'hui.

⁸⁴ Système de travail obligatoire imposant les tributaires Indiens à prêter service dans les mines du vice-royaume.

ralentie seulement par le boom du *guano*⁸⁵ et la Guerre du Pacifique⁸⁶, puis connaît un nouvel élan vers la fin du XIX^{ème} siècle grâce à la découverte de nouveaux gisements, aux améliorations en infrastructures routières et ferroviaires et aux premiers investissements étrangers⁸⁷.

Entre 1890 et 1930, d'importants projets miniers sont mis en œuvre, notamment celui de la Cerro de Pasco Copper Corporation (CPCC), entreprise nord-américaine qui crée, dans la ville andine de La Oroya, un centre métallurgique industriel toujours en activité⁸⁸ (Thorp et Bertram 1978). Au cours des années 1950 et 1960, un climat d'instabilité politique⁸⁹ fait fuir les investissements étrangers et entraîne la suspension des nouveaux projets miniers. En 1970, le général Juan Velasco Alvarado - mieux connu pour sa réforme agraire de 1969, l'une des plus radicales d'Amérique Latine - nationalise les gisements appartenant aux investisseurs étrangers, dont ceux de la Cerro de Pasco, mais la gestion étatique tourne vite à l'échec (Becker, 1983 ; Dore, 1988).

Tout au long de la décennie 1980, l'instabilité politique du pays et la baisse des prix des métaux entravent la reprise du secteur. Ces années constituent une époque sombre pour le Pérou, ravagé par le sanglante conflit interne et une profonde crise économique. Ce n'est qu'au début des années 1990, sous le gouvernement Fujimori, que le secteur minier reprend le rôle central qu'il avait perdu en 1950.

1.2.3 L'émergence des conflits locaux

Si, depuis 1990, l'expansion et l'intensification des activités extractives est à la base de la croissance économique du Pérou, l'avancée du front minier est aussi entourée d'une vague croissante de protestations locales. Selon la *Defensoría del Pueblo* - organisation constitutionnelle autonome créée en 1993 dans le but « de protéger les droits fondamentaux, veiller à l'accomplissement des devoirs de l'administration étatique, ainsi qu'à la prestation efficiente des services publics dans tout le territoire national »⁹⁰ - les conflits d'ordre

⁸⁵ Le *guano* est une substance fertilisante composée d'excréments d'oiseaux marins et de chauves-souris, utilisée comme engrais. L'exportation du *guano* des îles de Chincha, au Pérou, vers les États-Unis, la France et l'Angleterre fait la fortune des élites côtières péruviennes entre 1840 et 1970 (Gootenberg 1989).

⁸⁶ La Guerre du Pacifique oppose, entre 1879 et 1884, le Pérou et la Bolivie au Chili. Cette guerre fait perdre à la Bolivie son unique accès à la mer, et au Pérou les régions de Tarapacá et Ica.

⁸⁷ Le contexte de reconstruction de l'après-guerre du Pacifique et de révolution industrielle modifie l'exploitation minière péruvienne avec une hausse de l'extraction des minerais industriels et une baisse de la l'extraction de minerais précieux. Cette modernisation implique une émancipation du secteur des circuits économiques locaux, et l'industrialisation entraîne une absorption de la main-d'œuvre locale supérieure aux régimes économiques antérieurs (Contreras, 1988).

⁸⁸ Entre les années 1930 et 1950, on assiste à un retour des investisseurs entrepreneurs nationaux dans le secteur minier, qui investissent dans la production à petite et moyenne échelle de certains métaux, notamment l'or et le plomb, qui ne sont pas exploités par les compagnies étrangères (Thorp et Bertram 1978).

⁸⁹ Entre 1950 et 1964, le Pérou est traversé par d'importantes mobilisations paysannes pour la mise en place d'une réforme agraire redistribuant la propriété de la terre concentrée dans les grandes *haciendas*. Les mobilisations s'estompent au cours des années 1960, avec la vente de terres de la part de nombreux propriétaires, puis les paysans obtiennent, en 1969, une réponse institutionnelle avec la réforme agraire de Velasco Alvarado.

⁹⁰ « *defender los derechos fundamentales, supervisar el cumplimiento de los deberes de la administración estatal, así como la eficiente prestación de los servicios públicos en todo el territorio nacional* ». Disponible sur : <http://www.defensoria.gob.pe/defensoria.php> (dernier accès le 10 janvier 2015).

environnemental constituent aujourd'hui les principaux conflits du pays. Parmi les 227 conflits actifs relevés en 2012, 135 (soit 59%) étaient d'origine socio-environnementale et plus précisément liés à l'activité minière (Reporte de Conflictos Sociales n° 106)⁹¹. Avec la chute du président Fujimori en 2000 et le retour à la démocratie, de nombreux mouvements de protestation ont surgi en réponse à la pression croissante exercée par les projets miniers sur les ressources naturelles (terre, eau), à leurs impacts environnementaux (pollution de l'air et de l'eau) et aux inégalités dans le partage des bénéfices des activités (profits, infrastructures, emploi) qu'ils génèrent. Si la plupart de ces protestations se sont déclarées quelques années après le début des activités extractives, pour demander une régulation environnementale plus importante et un partage plus équitable des bénéfices, d'autres ont surgi de façon préventive pour exiger l'annulation de plusieurs projets miniers avant même leur mise en œuvre⁹².

Une part de la contestation des projets miniers s'explique par la centralisation du processus d'octroi des concessions portant sur de grandes portions du territoire national (de 7,3 % en 2005 à 20,23 % en 2014)⁹³, d'évaluation et d'approbation des projets, qui ne laisse aucun pouvoir décisionnel aux autorités locales et régionales. Bien que le Pérou ait entamé un processus de décentralisation administrative à partir des années 1990, la délégation des pouvoirs aux régions reste très limitée et ne concerne que marginalement la gestion des ressources minière. De fait, toute décision concernant les activités extractives à moyenne et grande échelle, de la concession jusqu'à l'autorisation des opérations, est de compétence de l'Etat central⁹⁴. Les tentatives de contrôle ou de gestion mises en place par les gouvernements locaux et régionaux, telle la création de réserves naturelles, ont été jugées anticonstitutionnelles et ont donc été invalidées (voir chapitres 3 et 7). Les dispositifs de gestion territoriale, faisant partie de la réforme dans le but de définir localement l'utilisation des territoires, n'ont ni de validité

⁹¹ L'institution définit le conflit social comme « une confrontation publique entre acteurs qui cherchent à influencer sur l'organisation de la vie sociale. Un élément essentiel de cette définition est le caractère public du conflit. Cela signifie, d'un côté, que l'objet de divergence est constitué par n'importe quel des éléments organisant la vie collective – comme les normes, l'exercice du gouvernement et de l'autorité, la définition et la mise en œuvre des politiques publiques, ou encore la culture – ; les demandes portées par les acteurs sociaux se placent dans l'un de ces champs, plus précisément ceux dans lesquels l'État joue une fonction régulatrice, au moins dans les trois premiers cas. D'un autre côté, le public inclut aussi le scénario dans lequel se développent des actions collectives qui défient l'ordre social. Le caractère disruptif de ceux-ci demande aussi l'action de l'État, responsable de garantir l'ordre social » (Defensoría del Pueblo 2005).

⁹² Cf. les projets de Tambogrande, de l'entreprise Manhattan Minerals, où les acteurs mobilisés réussissent, en 2003, à empêcher la relocalisation du village et obtiennent l'annulation du projet minier de la part du gouvernement ; et Rio Blanco, de Minera Majaz/Rio Blanco Mining Project (Monterrico Metals), dans le territoire de rejeté par les habitants par un référendum en 2007 ; ainsi que du projet Minas Conga dont nous traiterons dans la deuxième partie de cette thèse.

⁹³ Voir : <http://www.cooperacion.org.pe/mapas/nacional> (consulté le 03 juillet 2017).

⁹⁴ Les gouvernements régionaux n'ont du pouvoir décisionnel qu'en matière des activités d'exploitation à petite échelle et/ou artisanales (Décret Législatif N°1293)

rétroactive (sur des concessions déjà attribuées) ni de validité légale tant qu'il ne sont pas approuvés par les autorités nationales (Eaton, 2015). Dans le cadre des projets miniers, les consultations citoyennes organisées par les autorités locales ou la société civile, comme celle de Tambogrande⁹⁵ en 2003, n'ont aucune valeur juridique. La loi de consultation préalable, approuvée en 2011, est le seul dispositif légal dont disposent les populations locales pour exercer un quelconque contrôle sur les projets miniers prévus sur leur territoire. Mais cette loi, qui n'inclut pas le droit de *veto*, n'est destinée qu'aux populations indigènes reconnues par l'État, ce qui rend son application particulièrement problématique⁹⁶ (Bos et Lavrard-Meyer, 2015).

Les gouvernements nationaux qui se sont succédés au cours des deux dernières décennies ont montré très peu d'ouverture aux demandes de réforme et de création de dispositifs de contrôle environnemental émises par les réseaux de protestation, préférant recourir à des mesures de gestion et de répression – souvent violente – des mobilisations. La problématique minière au Pérou a pourtant été au cœur du débat politique national, notamment à partir de la campagne électorale de 2006⁹⁷, et a suscité l'attention internationale grâce aux liens tissés par différentes organisations locales et nationales - agraires, écologistes, indigènes, entre autres. - avec des organisations de la société civile mondiale. Le secteur minier comme les réseaux mobilisés aujourd'hui contre l'extraction minière au Pérou constituent ainsi des arènes « globales » (Swyngedouw, 2004)⁹⁸, réunissant des acteurs de divers horizons politiques et sociaux, dont l'objectif est d'intervenir dans les transformations socio-économiques et environnementales actuellement en cours dans un pays en rapide croissance.

⁹⁵ Tambogrande est le nom d'une petite ville, capitale de la province homonyme dans la région de Piura, ainsi que d'un projet minier de la compagnie Canadienne Manhattan Minerals S.A. En 1996, le gouvernement péruvien accorde à Manhattan Minerals l'autorisation d'exploiter des réserves d'or et de cuivre aux environs de la ville, une zone à l'économie principalement agricole. Les organisations locales d'agriculteurs, soutenues par des secteurs de l'église catholique et des ONG internationales, se mobilisent à plusieurs reprises pour demander l'annulation du projet. Les protestations prennent un tournant de plus en plus violent, allant jusqu'à la destruction des machines de la compagnie minière et la mort d'un manifestant. En 2002, lors d'une consultation citoyenne 98 % des votants se prononcent contre le projet. En 2003, le ministère de l'Énergie et des Mines annule le projet, avançant que la compagnie ne remplit pas les prérequis financiers. Pour plus d'informations sur le conflit de Tambogrande, voir entre autres : Haarstad (2008), Boyd et Caballos (2007), Scurrah (2008) et De Echave *et al.* (2009).

⁹⁶ Nous reviendrons plus en détail sur ces questions dans les chapitres 7 et 8.

⁹⁷ Les élections de 2006, qui voient s'opposer, au second tour, le candidat nationaliste Ollanta Humala Tasso et l'ex-président Alan García Pérez, donnent pour la première fois lieu à un débat politique autour du modèle de développement dominant depuis le retour à la démocratie (cf. chapitre 7).

⁹⁸ Swyngedouw (1997) utilise le terme « glocal » pour indiquer la convergence entre les processus historiques locaux et les processus globaux dans la production des territoires. L'auteur définit plus précisément la « glocalisation » comme un double processus qui implique 1) la restructuration institutionnelle de l'échelle nationale vers l'échelle internationale ou locale et 2) des stratégies de relocalisation du capital industriel, financier et de services à l'échelle globale (Swyngedouw, 2004).

1.3 La mise en place d'un projet minier au Pérou

Avant d'exposer les transformations qui ont été engendrées par l'activité minière à l'échelle de la région Cajamarca, il convient d'illustrer brièvement les étapes qui précèdent la mise en œuvre d'un projet minier au Pérou. Ce processus se compose de trois phases : l'attribution de la concession, l'exploration puis l'étude de faisabilité, débouchant sur l'élaboration et la présentation d'une étude d'impact environnemental (EIE) qui doit être validée par le *Ministerio de Energia y Minas* (MINEM)⁹⁹ pour obtenir le droit d'exploitation. Le déroulement de ce processus permet notamment de mettre en lumière : la concentration des pouvoirs décisionnels au sein d'une poignée d'institutions nationales – principalement le MINEM –, la rareté des mécanismes de régulation du secteur, et surtout l'inexistence de dispositifs institutionnels pour relayer les raisons de mécontentement liés aux impacts locaux des activités minières.

1.3.1 Concession, exploration, faisabilité

La Constitution péruvienne définit le sous-sol comme un bien commun de la nation, l'État étant le seul à pouvoir attribuer les concessions minière pour des projets de grande ou moyenne échelle, tandis que les projets de petite taille peuvent être attribués par les régions. Entre 1993 et 2014, l'investissement étranger dans le secteur minier péruvien donne lieu à une expansion des concessions, qui passent de 10 millions d'hectares à 26 millions, soit environ 20 % du territoire national (Cooperación, 2014 ; De Echave et Diez, 2013)¹⁰⁰. Cette tendance s'accélère au cours des années 2000 : si, en 2005, 7,3 % du territoire national était sous concession, en 2014 ce taux atteint 20,23 %. Comme l'indique la carte sur la Figure 7, les concessions se concentrent principalement dans la partie andine et côtière du territoire, mais touchent aussi une partie du bassin amazonien, notamment au sud du pays. En comparant la carte des concessions minières avec celle des contrats pétroliers¹⁰¹ (Fig. 8), on observe une

⁹⁹ Ministère de l'Énergie et des Mines

¹⁰⁰ En 2014, le territoire national sous concession atteint son apogée (environ 20 %). Suite à la baisse des prix des métaux sur les marchés mondiaux cette même année, certaines concessions n'ont pas été renouvelées, baissant le pourcentage du territoire sous concession à 15,1 %, soit 19 241 911,8 ha (Cooperación, 2016).

¹⁰¹ L'activité d'extraction des hydrocarbures est aussi en pleine croissance au Pérou. Nicolas Merveille (2011 : 183) indique que, « selon l'ONG *Derecho, Ambiente y Recursos Naturales (DAR)*, la qualification de la portion du territoire amazonien en lots pétrolifères s'est étendue pour la période 2004-2010 de 9 à 75 %, se superposant à

certainne symétrie, confirmant une logique économique commune à l'ensemble du territoire national.

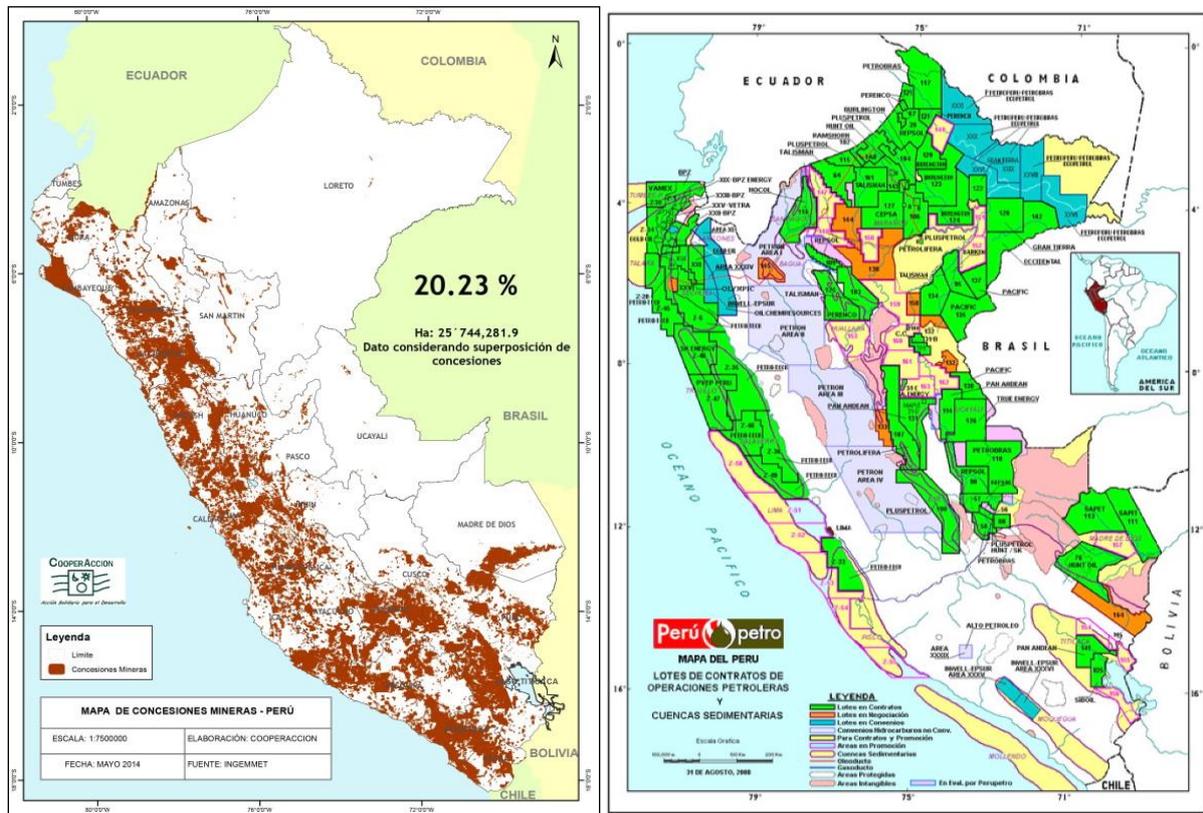


Fig. 7 (gauche) : Carte des concessions minières en 2014. Source : cooperacion.org.pe (consulté le 16/09/2016). Fig. 8 (droite) : Carte des contrats pétroliers en 2008. Source : www.perupetro.com.pe (consulté le 16/09/2016)

La carte des concessions montre l'exploitabilité « potentielle » de la quasi-totalité du sous-sol et non l'ensemble des exploitations en état de fonctionnement. Selon l'Institut Géologique, Minier et Métallurgique (INGEMMET), seul 1 % du territoire national fait l'objet d'activités d'exploration et d'exploitation. Pour passer de la concession à la production, plusieurs étapes doivent être accomplies : exploration, évaluation du projet, développement et construction, puis production ou exploitation¹⁰².

Le MINEM peut donner en concession la presque totalité du sous-sol national, à de rares exceptions près comme les réserves naturelles et les sites archéologiques d'intérêt national, les zones urbaines et d'expansion urbaine, ou encore les zones de frontière (Décret Suprême

95 % avec les territoires communautaires et rongant çà et là l'espace de différentes aires protégées et concessions forestières octroyées préalablement par l'Institut national des ressources naturelles ».

¹⁰² Les étapes que nous détaillons ici ne coïncident pas avec celles du cycle de vie d'un projet minier – à savoir la concession, l'exploration, la construction, l'exploitation, puis la fermeture –, mais avec les étapes légales pour accéder à la phase d'exploitation du gisement.

N° 014-92-EM). La loi n'oblige pas l'État à tenir compte des caractéristiques physiques, sociales et géo-morphologiques des territoires en question. La définition de ces caractéristiques et l'évaluation des impacts potentiels du projet sur le milieu environnemental et social incombent à la compagnie minière, qui charge une entreprise spécialisée – préalablement enregistrée auprès du ministère - d'élaborer l'étude d'impact environnemental (EIE) qu'elle soumet ensuite au MINEM.

La première étape est celle de l'exploration et de la faisabilité, au cours de laquelle la compagnie prospecte le territoire afin d'estimer la localisation, l'extension et la capacité du gisement – et, par-là, la rentabilité et la durée du projet –, ainsi que les caractéristiques du territoire environnant. Pour ce faire, la compagnie achète un nombre limité de terrains sur lesquels elle mène ses activités. Elle passe ensuite à évaluer la faisabilité du projet incluant la taille de l'exploitation, la méthode d'extraction et de traitement des minerais, l'estimation des réserves exploitables, les plans d'activités, d'équipement et d'infrastructure, d'investissements, le coût des opérations et de la commercialisation, la rentabilité du projet, le cadre légal (transfert de propriété, énergie, accès, eau, etc.), les aspects sociaux et l'étude d'impact environnemental (EIE). Ce processus prend plusieurs années et peut demander des mises à jour en cas de changement des conditions socio-environnementales ou d'innovations techniques. Une fois cette étape conclue, la présentation de l'EIE dépend de l'approbation de l'investissement par la compagnie minière. Nombre d'années peuvent s'écouler avant qu'un gisement ne devienne rentable (innovation technologique, évolution des cours des matières premières). Si les concessions ont une durée de validité initiale de six ans, celle-ci peut être prolongée grâce au paiement d'une amende insignifiante¹⁰³.

1.3.2 L'étude d'impact environnemental (EIE)

Lorsque ces conditions sont remplies, les travaux d'exploration sont suivis d'études détaillées sur la géologie et l'hydrologie locale, ainsi que sur les conditions environnementales et sociales de la zone, afin de parvenir à l'élaboration de l'EIE. La révision et l'approbation de celui-ci, ainsi que des programmes d'adéquation et de gestion environnementale¹⁰⁴ (PAMA) pour l'expansion des projets déjà en activité, sont élaborés par la compagnie (ou ses sous-

¹⁰³ Pour plus de détails, voir Bos (2017)

¹⁰⁴ *Programa de Adequation y Manejo Ambiental* (PAMA)

traitants) puis évalués par la *Dirección General de Asuntos Ambientales Mineros*¹⁰⁵ (DGAAM) du MINEM.

Le MINEM veille à toutes les étapes du processus de mise en œuvre d'un projet minier, jouant le double rôle de « promoteur » et de « régulateur » de l'investissement minier – rôle que les critiques du secteur minier dénoncent comme un clair exemple de conflit d'intérêts (Oxfam America 2009 ; Bebbington et Bury 2009). Le besoin d'une autorité environnementale indépendante, soulevé dans le cadre du débat sur les activités extractives, amène à la création, en 2005, du *Consejo Nacional del Medio Ambiente*¹⁰⁶ (CONAM) et à celle du *Ministerio del Medio Ambiente*¹⁰⁷ (MINAM) en 2008 (Bebbington, 2013). Cependant, contrairement aux attentes, le nouveau ministère n'est pas en charge de l'évaluation des EIE des projets miniers, mais uniquement de leur révision¹⁰⁸. L'autorité environnementale sur les questions minières reste ainsi un sujet délicat qui n'a pas manqué de provoquer des clivages et des réaménagements dans l'exécutif¹⁰⁹, ainsi qu'une opposition entre gouvernement central et gouvernements locaux (cf. chapitre 7).

Après son approbation par le ministère, la présentation publique de l'EIE passe de l'échelle nationale à l'échelle locale¹¹⁰ : le document est rendu disponible à la population par sa publication dans le journal officiel *El Peruano*, suite à quoi il est présenté dans une assemblée publique au cours de laquelle les membres de l'assistance peuvent poser des questions mais aussi formuler des critiques à l'égard du document. De plus, des observations peuvent être faites dans les 30 jours, afin que la compagnie puisse y répondre. Le MINEM évalue par la suite ces réponses et les éventuelles modifications, avant de donner l'autorisation pour commencer les travaux de construction. Cette procédure, pensée dans une logique de transparence, compte en

¹⁰⁵ Direction Générale de Questions Environnementales Minières

¹⁰⁶ Conseil national de l'environnement

¹⁰⁷ ministère de l'Environnement

¹⁰⁸ L'existence du ministère de l'Environnement fournit tout de même un potentiel contre-pouvoir au ministère de l'Énergie et des Mines. Un bras de fer entre les deux Ministères se produit notamment autour de l'affaire Minas Conga, comme nous le verrons dans le chapitre 4.

¹⁰⁹ Au sujet du projet Minas Conga, comme nous le verrons dans le chapitre 6, le ministère de l'Environnement rédige un rapport dans lequel il demande une réévaluation de l'EIE, car le projet minier risque de « transformer de façon significative et irréversible la tête du bassin versant, [...] de façon que les processus, fonctions, interactions et services environnementaux seront affectés de façon irréversible ». Ce rapport contredit ouvertement l'évaluation positive du projet par le ministère de l'Énergie et des Mines, qui, quelques jours plus tôt, affirmait que l'EIE était satisfaisante et allait être approuvée par le ministère de l'Environnement. Le ministre d'Énergie et des Mines de l'époque, Carlos Herrera Descalzi, qualifie alors le rapport de l'autre ministère de « alarmiste » (*tremendista*) et, quelques jours plus tard, le vice-ministre de l'Environnement, José de Echave – figure emblématique des critiques à l'égard des activités extractives à l'échelle nationale et principal promoteur du rapport incriminé – démissionne.

¹¹⁰ Jusqu'en 2003, les présentations publiques des EIE avaient uniquement lieu dans la capitale du pays, Lima. Par la suite, elles sont organisées dans les localités où sont prévues les futures opérations (Li, 2009).

réalité avec une participation très limitée : pour un public non spécialiste, évaluer un document hautement technique de plusieurs centaines, voire milliers de pages¹¹¹, est extrêmement difficile. La participation informée à ces événements – pourtant déterminants pour le futur (cf. encadré II) - se réduit ainsi à celle des institutions locales et des ONG qui possèdent les connaissances techniques et les ressources économiques et humaines nécessaires à l'évaluation du document. Toutes les questions et critiques avancées pendant la présentation publique du document doivent ensuite être intégrées – avec les réponses et ajustements correspondants - dans la version modifiée de l'EIE qui sera présentée au Ministère. Cela signifie qu'il devient pratiquement impossible pour les habitants de s'opposer – par des critiques d'ordre technique – à la mise en marche du projet, car leurs questions, commentaires et oppositions sont intégrés par le document. Cela traduit un processus participatif paradoxal qui ne laisse aux opposants d'autre choix que celui de s'abstenir de participer, voire d'entraver le processus, pour ne pas contribuer à sa validation (Li, 2009 ; De Echave et al. 2009). Fabiana Li considère que le document de l'EIE « agit » non seulement en occultant certaines informations et en en rendant visibles d'autres, mais aussi en orientant, par sa logique englobante, les pratiques des acteurs :

[...] la *forme* des documents produits par l'EIE (leurs composantes requises, comme établi par les cadres légaux) et le *processus* par lequel ils sont rendus publics (réunions participatives et forums publics) peut prendre le dessus sur leur *contenu*. Deux aspects de l'EIE rendent cela possible. Premièrement, les risques qui sont identifiés dans l'EIE sont ceux que la compagnie considère être techniquement gérables sur la base des types de solutions et interventions que la compagnie peut offrir. Deuxièmement, le processus participatif de l'EIE crée une relation collaborative entre les agents de l'État, les entreprises, les ONG et les communautés. Ces formes de collaboration renforcent la prétendue responsabilité (*accountability*) de l'EIE tout en circonscrivant les espaces d'opposition au projet proposé.¹¹² (2009 : 218)

Les formes institutionnelles d'inclusion dans le processus décisionnel concernant les activités minières ont ainsi pour effet de clôturer l'opposition, contribuant à pousser les acteurs critiques des nouveaux projets extractifs vers différents types d'action contestataire.

¹¹¹ Dans le cas de l'EIE de Minas Conga, le document comptait 1731 pages.

¹¹² *the form of the documents produced for the EIA (i.e., their required components, as established in legal frameworks) and the process of making them public (participatory meetings and public forums) can take precedence over their content. Two aspects of the EIA make this possible. First, the risks that are identified in the EIA are those that a company deems to be technically manageable based on the kinds of solutions and interventions that the company has to offer. Second, the participatory process of the EIA creates collaborative relationships among state agents, corporations, NGOs, and communities. These forms of collaboration strengthen the EIA's claims of accountability while circumscribing the spaces for opposition to a proposed project.*

II. Les enjeux de l'EIE

Les études d'impact environnemental constituent un enjeu vital tant pour les compagnies minières que pour les habitants des localités concernées, car ces documents présentent une image du contexte socio-environnemental originel, sur la base de laquelle seront par la suite mesurés les impacts du projet minier sur l'environnement et les habitants. Les informations qu'elles contiennent sont donc extrêmement importantes, dans la mesure où leur exactitude permet de prouver (ou pas) les effets des activités extractives sur le territoire riverain. L'inventaire des sources d'eau, par exemple, permet de prouver leur disparition en cas de contentieux entre la population locale et l'entreprise. Cependant, les cartographies des zones des futures exploitations réalisées pour les projets miniers sont souvent plus détaillées, et même parfois les seules qui existent, car ni le gouvernement national ni les gouvernements locaux ne disposent des moyens techniques et financiers nécessaires à la réalisation de ce type d'étude. Pour faire face à ce manque d'informations « fiables », des activités de « cartographie participative » avec les habitants des zones de futures exploitations minières sont parfois réalisées à l'initiative d'institutions ou d'organisations locales. Elles permettent de documenter les ressources et ruisseaux de la zone mais aussi la flore et la faune locales et de pouvoir ainsi démontrer si nécessaire les impacts environnementaux des projets (Grieco et Salazar, 2013).

L'EIE définit d'une part les caractéristiques du territoire de future exploitation, et d'autre part la nature des impacts de l'activité minière, leurs modes de gestion et les limites de la compensation. Ces derniers sont différenciés en deux catégories : les « impacts » – propres à toute activité humaine – et la « pollution » – consistant en une affectation négative et irréversible de l'environnement. Cette distinction traduit une approche quantitative du risque, défini sur la base des « capacités de gestion technique » (*technical manageability*) de la compagnie, plutôt que sur la base de leurs effets sur les habitants (Li, 2015). Le document opère donc une estimation quantitative du risque sur la base d'accidents probables, prévisibles, et donc techniquement gérables (Beck, 1992, cité par Li, 2015 ; Bebbington *et al.*, 2008), contribuant à un glissement du principe d'*accountability* (compris comme la responsabilité corporative à répondre aux impacts) vers celui de *responsibility* (soit la responsabilité corporative à les compenser) (Li, 2015).

1.3.3 Les processus d'achat du sol

Les concessions minières attribuées par le gouvernement ne concernent que le sous-sol, qui, nous l'avons vu, est un bien de propriété nationale. La négociation pour l'achat du sol est en revanche traitée directement par les entreprises avec les propriétaires. Les ressources du sous-sol étant définies comme des biens d'intérêt national, la loi des terres de 1995 établit le principe de *servidumbre minera* (servitude minière), c'est à dire la possibilité d'éviction en cas de conflit entre le propriétaire terrien et les titulaires d'une concession minière « d'intérêt national ». Dans ce cas, la terre peut être confisquée et le propriétaire est indemnisé par l'entreprise via le

MINEM¹¹³. Bien que la *servidumbre* n'ait jamais été exercée, ce principe légal accorde une préférence aux droits du titulaire de la concession sur ceux des propriétaires de la superficie de la terre, et peut être utilisé comme instrument de « chantage » dans la négociation de l'achat des terres (Gil 2009 ; Szablowski 2002; Salas Carreño 2008).

Les zones d'exploitation minières étant des territoires ruraux côtiers ou andins, les propriétaires sont souvent des communautés paysannes ou natives¹¹⁴. Celles-ci peuvent posséder les terres formellement, et ce de façon collective, individuelle ou les deux¹¹⁵. Dans le cas des communautés ayant un régime de propriété collective reconnu par l'État - formalisée par leur enregistrement dans le registre des personnes juridiques (*Registro de Personas Jurídicas*) et le registre des propriétés foncières (*Registro de predios*) - la vente des terres ne peut être décidée que par un vote des 2/3 des inscrits dans le registre communal (*Padrón Comunal*). Ce cadre change considérablement dès lors que les familles résidentes ne sont pas formellement reconnues en tant que communauté, ce qui configure différemment les relations infra-familiales et multiplie les interlocuteurs de la compagnie minière. Si d'une part le statut de propriété collective permet aux paysans propriétaires de négocier de meilleures conditions de vente, de l'autre la gestion communautaire des terres et de leur cession présente de nombreux défis.

Les négociations pour l'achat des terres peuvent s'avérer source de conflits, entre les familles d'une même communauté, aux intérêts divergents et capacités de négociation inégales (Burneo et Chaparro, 2011)¹¹⁶. Le changement de la valeur économique des terres communautaires et les nouvelles ressources économiques engendrées par leur vente transforment considérablement les dynamiques sociale et politique locale : d'anciens membres

¹¹³ Pour plus d'informations sur la servitude minière, voir Bos (2017).

¹¹⁴ Depuis la réforme agraire de 1969, la propriété collective de la terre est légalement reconnue pour toutes ces communautés conformément inscrites dans le cadastre national. La loi introduit cependant une distinction entre les communautés andines – dénommées « paysannes » – et les communautés amazoniennes – dénommées « natives ».

¹¹⁵ Sur les différentes formes de propriété et d'usage des terres paysannes, et leurs reconfigurations face à des nouveaux acteurs et processus socio-économiques, voir (Diez 2003; Diez et Ortiz 2013; María Luisa Burneo 2013; María Luisa Burneo et Chaparro 2010).

¹¹⁶ Burneo et Chaparro (2010) fournissent une analyse des négociations amenant à l'élaboration d'un accord social propédeutique aux activités d'exploration entre la communauté paysanne de Michiquillay (province de La Encañada, région de Cajamarca) et l'entreprise minière AngloAmerican. Les auteurs soulignent que le personnel de l'entreprise chargé des négociations agit en ayant la conviction que la communauté paysanne constitue une « unité » et que les désaccords internes sont l'indice d'un mauvais fonctionnement et non pas constitutifs d'un processus décisionnel démocratique. Les délais de gestion établis par les contrats de concession étant prioritaires sur les processus d'information et de consultation, Anglo-American finit par imposer la signature précipitée d'un accord qui entraîne inévitablement le mécontentement de certains habitants, alimentant ainsi le conflit entre les familles membres de la communauté.

des communautés qui reviennent, de nouvelles demandes d'inscription, une augmentation des listes électorales, ou encore la formation d'espaces de pouvoir en concurrence avec les institutions communales, etc. (*ibid.* ; Hervé, 2013). De même, les autorités communautaires se voient chargés de nouvelles fonctions de représentation des résidents dans la négociation, mais aussi de distribution des bénéfices de la vente. Alors que ces changements provoquent parfois un affaiblissement des institutions communales traditionnelles, les nouvelles exigences de représentation et de concertation collective peuvent également mener à une réinvestissement de l'appareil politique communautaire (Damonte, 2007 ; Burneo et Chaparro, 2011)¹¹⁷. Cela suggère que :

« le processus de *communalisation* – entendu comme un processus cyclique – se trouve dans un moment dans lequel 'le communal' est réévalué en fonction de sa capacité d'interaction avec l'entreprise [minière] pour protéger et obtenir des bénéfices pour la communauté »¹¹⁸ (Burneo et Chaparro 2010 : 104)

Concevoir le « communauté » comme le produit d'un processus (Diez, 1998), plutôt qu'une condition immuable propre à certains groupes sociaux¹¹⁹, permet de mettre en lumière l'interaction entre différents acteurs - tels l'État, les propriétaires des terres et les compagnies minières – et processus – économiques, sociaux, politiques - dans la production des formes d'organisation sociale. Il devient ainsi possible de voir comment la présence minière participe, à travers les processus de fragmentation et recomposition sociale qu'elle engendre, de nouvelles alliances et formes d'action collective, sur lesquelles nous reviendrons dans les prochains chapitres. Avant de procéder, il convient cependant de nous arrêter sur la naissance, depuis le début des années 1990, d'une nouvelle région minière dans le Nord-Andin péruvien.

¹¹⁷ Dans une étude comparative menée sur deux communautés paysannes – Angoraju Carhuayoc (région d'Ancash, province de Huari) et Chuquiña (dans l'Altiplano bolivien) – confrontées à l'arrivée de compagnies minières, Damonte (2007) montre comment les différentes formes historiques de relation des communautés avec l'État conduisent à des interactions différenciées avec les compagnies minières. Alors que, pour la communauté d'Angoraju, l'État (péruvien) a toujours représenté une autorité légitime mais déconnectée du contexte local (constituant ainsi un potentiel allié contre les élites locales), la communauté de Chuquiña compte avec une longue tradition de négociation avec l'État (bolivien) via l'activité du syndicat paysan. Cela contribue à ce qu'Angoraju entreprenne un processus de consolidation de la communauté comme sujet, privilégiant la prise de contact direct avec l'État sur la médiation par les élites locales. La communauté de Chuquiña, au contraire, se prévaut des compétences politiques acquises dans le cadre de sa longue histoire syndicale pour créer des alliances avec des ONG et des partis politiques, d'où elle tire notamment un répertoire environnemental qu'elle utilise pour demander des audits environnements sur les conséquences des projets miniers.

¹¹⁸ *el proceso de comunalización —entendido como un proceso cíclico—, se encuentra en un momento en el que «lo comunal» se revaloriza en función de su capacidad para interactuar con la empresa, y para proteger y lograr beneficios para la comunidad.*

¹¹⁹ Au Pérou les communautés paysannes des Andes sont souvent prises à modèle d'un supposé communautarisme « inné ». Cela se doit en grande partie à la production anthropologique qui, entre les années 1950 et 1980, a beaucoup étudié les communautés paysannes et indigènes des Andes comme des « reliques » des formes d'organisation sociale préhispaniques (les Ayllus). A ce sujet, voir Degregori (2000).

1.4 Une nouvelle région minière : Cajamarca

L'expansion des activités minières, et notamment de la production aurifère, a déplacé le centre de la production minière péruvienne du centre-sud andin (régions de Cuzco, Pasco et Huancavelica) vers le nord côtier et andin. Cajamarca, qui était au début des années 1990 une région pauvre avec des taux d'émigration élevés, est l'une des régions qui a récemment accueilli de nombreux et importants investissements miniers. Le territoire comprend une partie andine (chaîne des Andes occidentales) et une partie amazonienne. Elle compte 13 provinces (*provincias*) et 127 municipalités (*distritos*) qui s'étendent sur 33 318 km² (soit un peu plus que la Belgique), soit 2,6 % du territoire national (Fig. 9). La population est d'environ 1,5 millions d'habitants, soit environ 5 % de la population nationale. Avec une altitude comprise entre 400 mètres, dans les basses terres, et 4 496 mètres, au sommet du Rumi Rumi, la région est composée de 23 zones microclimatiques et écosystémiques¹²⁰.

Il est nécessaire de rappeler que, si Cajamarca n'est pas une région historiquement associée à l'activité minière, sa représentation comme une région andine et agro-pastorale est le résultat de certaines omissions. La première concerne une partie conséquente du territoire régionale, correspondant principalement aux provinces de Jaén et de San Ignacio, ainsi qu'aux versants orientaux des provinces de Cutervo, Chota, Celendin, San Marcos et Cajabamba, qui ne sont pas andin mais appartient à la haute Amazonie (Fig. 10). Cette zone est d'ailleurs propice à la production de café et de cacao qui connaît une croissance spectaculaire depuis les années 1990¹²¹ (Alier, 2011). La deuxième omission concerne les activités minières régionales historiques et contemporaines : la mine de Hualgayoc, située dans la province éponyme, a constitué la principale exploitation minière du nord andin au XVIII^{ème} siècle, fournissant à elle seule la moitié de la production d'argent péruvien entre 1771 et 1800¹²². Son exploitation continue d'ailleurs aujourd'hui encore¹²³. La Province de Cajabamba accueille également des activités minières historiques, mais celle-ci sont artisanales et ne jouent qu'un rôle économique

¹²⁰ <http://zeoot.regioncajamarca.gob.pe/sites/default/files/MapaClimatico.pdf> (dernier accès 10/06/2018))

¹²¹ Les relations entre les parties andine et amazonienne de Cajamarca sont entravées par la mauvaise infrastructure routière qui isole les provinces amazoniennes qui, pour accéder à la côte, passent par la région de Lambayeque, en raison de meilleures conditions d'accès.

¹²² Au sujet des mines de Hualgayoc, voir les travaux de Carlos Contreras (1995) et d' O'Phelan Godoy (1993).

¹²³ La mine de Hualgayoc a connu différents patrons, mais elle était principalement exploitée depuis les années 1970 par des coopératives de mineurs locaux. L'exploitation a cependant été reprise, en 2003, par la compagnie sud-africaine Goldfields La Cima. Voir <https://ejatlas.org/conflict/gold-fields-cerro-corona> (site consulté pour la dernière fois le 24/02/2018).

marginal à l'échelle provinciale et régionale (Fresneau, 2014). En outre, les passifs environnementaux laissés par l'activité minière de Hualgayoc¹²⁴ constituent un précédent négatif pour les habitants de la zone, dont la mémoire sera mobilisée par les critiques de l'activité minière contemporaine (Tanaka et Melendez 2009; Diez 2016; Herrera 2013). Cependant, hormis les années de majeure productivité de Hualgayoc, l'activité minière n'a jamais occupé une place centrale dans l'économie régionale et, jusqu'aux années 1990 – lorsque la région devient l'une des principales régions de production et d'investissement minier –, Cajamarca n'a pas contribué de façon significative à la production minière péruvienne.

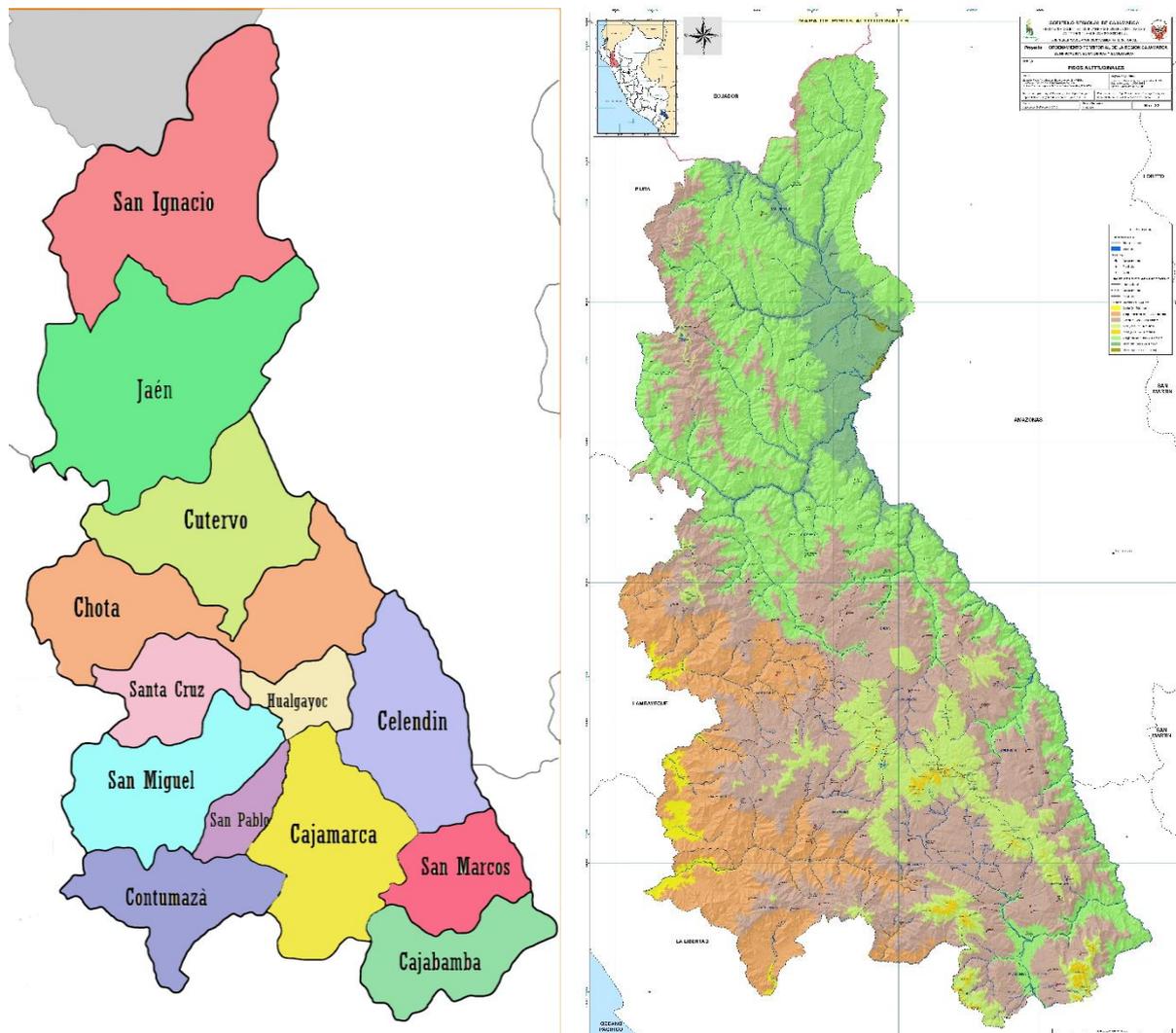


Fig. 9 (gauche) – Carte des Provinces de la région de Cajamarca. Sources : Wikimedia Commons (consultés le 16/09/2016) Elaboration de l'auteur. Fig. 10 (droite) – Carte physique de la région

¹²⁴ Les passifs environnementaux laissés par l'activité minière incluent des tunnels et des excavations abandonnés, des terrains sujets à l'érosion, des résidus industriels solides, la déforestation et l'élimination de la couverture végétale; ainsi que des substances toxiques. L'ensemble de ces passifs tendent à générer la production de résidus acides qui, avec le déplacement de la terre et son irrigation par les pluies, rejoignent dans les cours hydriques superficiels et souterrains (De Echave *et al.*, 2009 : 273).

Cajamarca, avec indiqué en vert la partie Amazonienne de la région. Source : <http://zeeot.regioncajamarca.gob.pe/medio-fisico> (dernier accès 24/06/2018)

1.4.1 L'économie régionale au XX^{ème} siècle

Jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle, l'économie régionale de Cajamarca est en effet principalement agricole, basée sur le système d'exploitation des *haciendas*¹²⁵, et manufacturière (Frías Coronado, 1995). La seule grande exploitation minière date de la fin de la colonie et les rares exploitations contemporaines sont de type artisanal et de petite taille. Dans les années 1920, pour faire face à la demande croissante de produits animaliers des productions sucrières de la côte nord, les grands propriétaires fonciers de la région abandonnent progressivement l'agriculture pour l'élevage. Dans un premier temps, la production est principalement bovine. Mais à partir de 1947, grâce à l'amélioration des transports vers la côte et à la création de PERULAC, une filiale nationale de la compagnie suisse Nestlé, les éleveurs s'engagent aussi dans la production laitière. La transition de la production de viande à la production du lait se fait largement aux dépens des paysans qui travaillaient auparavant les terres nouvellement converties en pâturages, qui se voient déplacer sur des terrains plus marginaux et moins fertiles. En même temps, pour étendre leurs production, les grandes propriétaires des *haciendas* s'accaparent de vastes portions territoriales qui appartenaient à des communautés paysannes libres (Taylor, 1994).

Ces transformations engendrent des grandes vagues de migration, principalement saisonnière, vers les plantations sucrières de la côte nord au cours des années 1950 (Deere, 1990). Dans la décennie suivante, l'amélioration de l'infrastructure routière et le déclin du secteur sucrier entraînent une dissolution partielle du système des exploitations agricoles de grande dimension et ouvrent l'accès au marché pour les petits producteurs agricoles et laitiers. La réforme agraire de 1969 met ensuite fin aux grandes propriétés des *haciendas*. Néanmoins, en saisissant les grandes propriétés de productions laitières pour en confier la gestion aux coopératives d'anciens salariés, la réforme a pour effet de perpétuer la marginalisation économique et spatiale des familles paysannes et des petits propriétaires¹²⁶ (Deere, 1990 ; Frías Coronado, 1995).

¹²⁵ Grande propriété terrienne d'origine coloniale, fondée sur la complémentarité des exploitations et comprenant des bâtiments d'habitation, qui constitue le principale modèle de propriété foncière et de production agricole national jusqu'à la fin des années 1960.

¹²⁶ Dans la région de Cajamarca, la transition d'une économie principalement agricole à une économie

Si la démocratisation de l'accès au marché laitier au cours de la décennie 1970 favorise une certaine mobilité sociale au sein de la paysannerie locale (Pérez Mundaca 2012; Rodriguez Villa 2002; Taylor 1986), tant le mode de production coopératif que la redistribution foncière se révèlent insuffisants pour la reproduction des unités familiales paysannes. Comme cela avait été le cas avec la transition productive des années 1940, les années 1970 sont de nouveau caractérisées par d'importants flux migratoires. Alors que les vagues migratoires antérieures en direction de Lima et de la côte étaient principalement liées au travail salarié (et étaient donc principalement masculines et temporaires), celles des années 1970 voient des familles entières migrer vers les grands centres urbains de la coté – en recherche de travail – et les basses terres amazoniennes - afin d'acheter des terres bon marché pour y reconstituer l'unité familiale distendue par la migration (Deere, 1990).

Au début des années 1990, la région de Cajamarca est donc une région très pauvre, caractérisée par une distribution inégale de la terre – la forme de propriété la plus répandue étant celle des petites parcelles de moins de cinq hectares, à peine suffisantes pour une agriculture de subsistance (Frías Coronado, 1995) –, des communautés paysannes acculées dans les hautes terres et un taux d'émigration parmi les plus hauts du pays. Ce taux d'émigration, tant saisonnière que permanente, atteint des pics occasionnels, comme en 1993, lorsque commence le développement des opérations minières de « nouvelle génération » (*idem*, Bury 2007).

1.4.2 Les activités minières depuis 1990

En 1992 Minera Yanacocha S.A. (MYSA) démarre ses opérations à une trentaine de kilomètres de la capitale régionale de Cajamarca. A cette époque, le Pérou sort à peine d'une longue période de violence et d'instabilité politique durant laquelle une grande partie des investissements internationaux avaient été retirés du pays. Dans le cadre d'une politique d'encouragement du secteur minier qui est menée par les instances internationales, la *International Finance Corporation* participe directement de l'investissement pour garantir sa

principalement laitière avait déjà fomenté la naissance d'un marché du travail salarié distinct des unités paysannes de production familiale. Avec la réforme, qui vise à redistribuer « la terre à ceux qui la travaillent », les employés des *haciendas* sont identifiés comme les principaux bénéficiaires. Leur précédente socialisation avec le travail salarié facilite la formation de coopératives de production, alors que les familles paysannes optent généralement pour l'accès à la terre sous forme de petite propriété privée. Nous reviendrons plus en détail sur ces processus dans le chapitre 3.

sécurité et promouvoir la reprise de l'économie péruvienne. Elle détient, pour mémoire, le 5% des parts de l'entreprise minière. Ce projet minier marque le début d'un retour triomphal des investissements étrangers sur le territoire péruvien, après la décennie « perdue » des années 1980, ce qui explique la présence du président de la République lors de son inauguration.

Les activités de MYSA portent rapidement la région Cajamarca à la tête des principaux territoires producteurs d'or du Pérou. Comme le montre la carte ci-dessous (Figure 9), plus du quart (29 %) de l'or produit en 2013 dans le pays y est extrait. Parmi les producteurs aurifères nationaux, la compagnie Minera Yanacocha S.A. contribue à elle seule à environ la moitié de la production aurifère nationale entre 1993 et 2007 (Figures 11 et 12). Inversement, la production agricole et l'élevage de la région ne contribuent qu'à environ 5 % de la production nationale. Toutefois, les activités agro-pastorales demeurent le principal secteur d'emploi de la région. Elles emploient environ 60 % de la population économiquement active dans le pays, contre seulement 1 % pour le secteur minier (INEI, période 2008-2013).

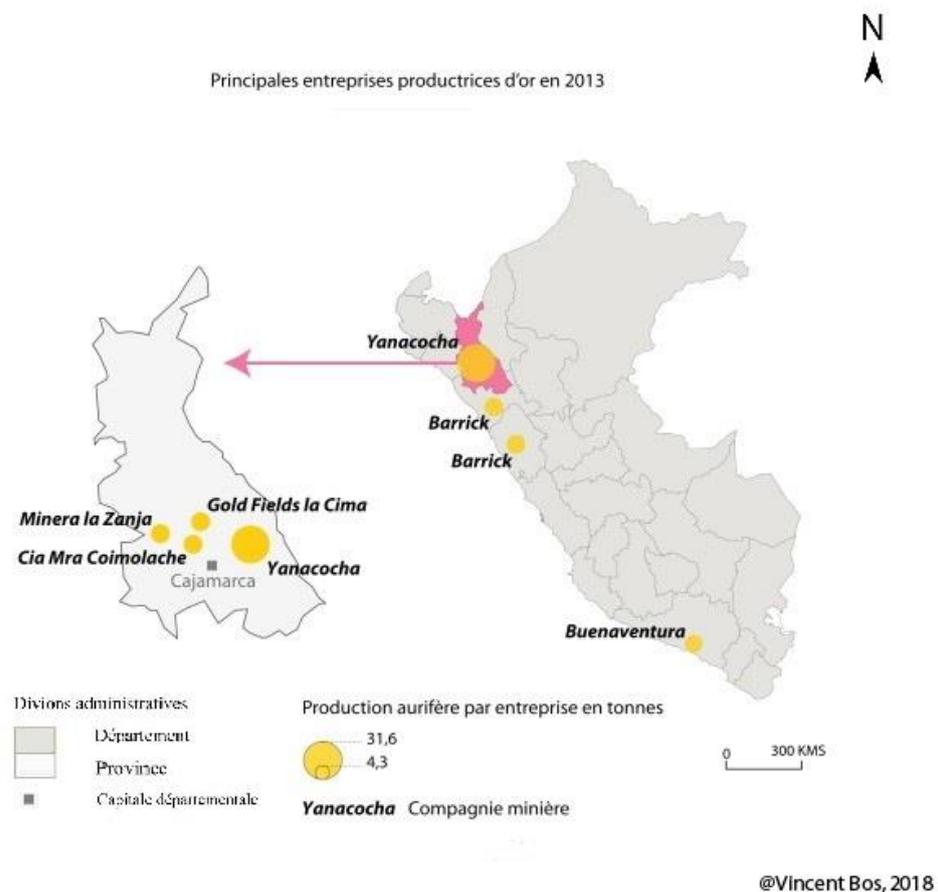


Fig. 11 - Principales entreprises productrices d'or en 2013. Source : MINEM. Elaboration par Vincent Bos, 2018

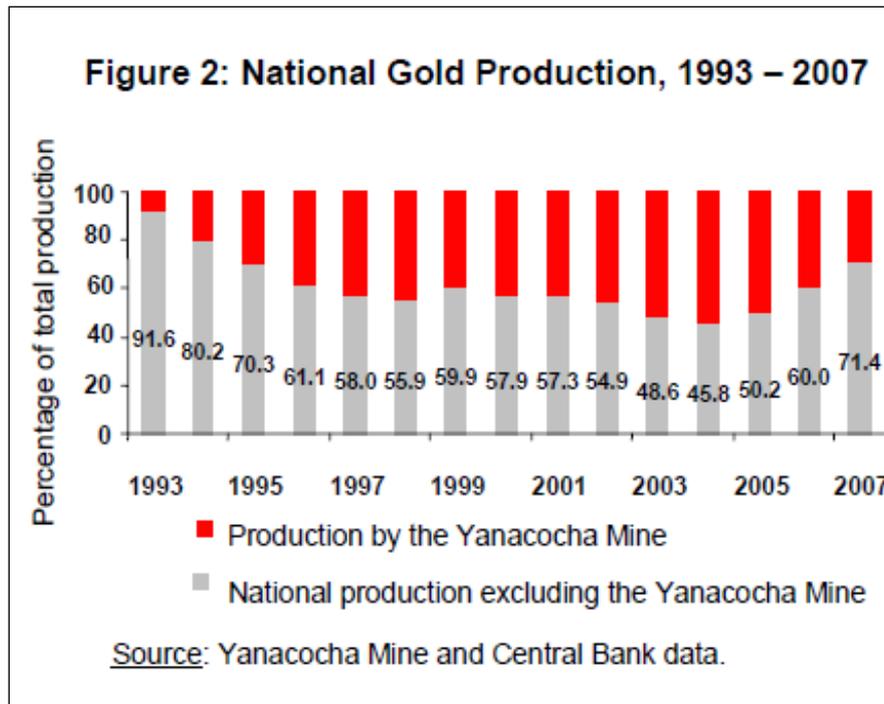


Fig. 12 - Proportion de la production d'or de MYSA (rouge) par rapport à la production nationale (gris), 1993-2007. Source : MYSA et BCP. Élaboration : IFC, 2009.

De 1992 à 2012, Cajamarca est la principale région d'extraction aurifère à l'échelle nationale. À partir de 2001, elle est concurrencée par l'émergence de nouvelles zones de production, notamment dans les régions d'Ancash, La Libertad, Arequipa, Moquegua (Bos 2017). La région de Cajamarca demeure néanmoins l'une des principales productrices d'or du pays et la production de Minera Yanacocha n'est dépassée qu'occasionnellement par d'autres exploitations (*idem*). Aux activités de Minera Yanacocha dans la région s'ajoutent progressivement d'autres projets miniers : on compte 30 projets miniers dans la région en 2014. Parmi eux, 12 appartiennent à Minera Yanacocha S.A (Figure 13)¹²⁷, chacun des projets étant à des étapes d'exploration et d'exploitation différentes. Désormais, c'est environ 30 % de la superficie totale de la région qui fait l'objet d'un intérêt minier et a été attribué sous forme de concession minière (Figure 14).

¹²⁷ Gold Fields la Cima, Minera Coimolache, La Zanja Tantauhatay, Colorada, Carolina, Cerro Corona, Chaquicocha, Chaupiloma Sur, La Zanja, Shauindo, et les concessions China Linda, Cerro Negro, Minas Conga, El Galeno, Carpa Central, Michiquillay, San Jose 2, Colpayoc, Northwest, Tinajas, Castrejon, La Granja. Cette prépondérance de MYSA dans les nouvelles concessions et projets miniers constitue, pour les ONG et activistes environnementaux locaux, une « consolidation » d'une véritable enclave territoriale de la compagnie dans la région.

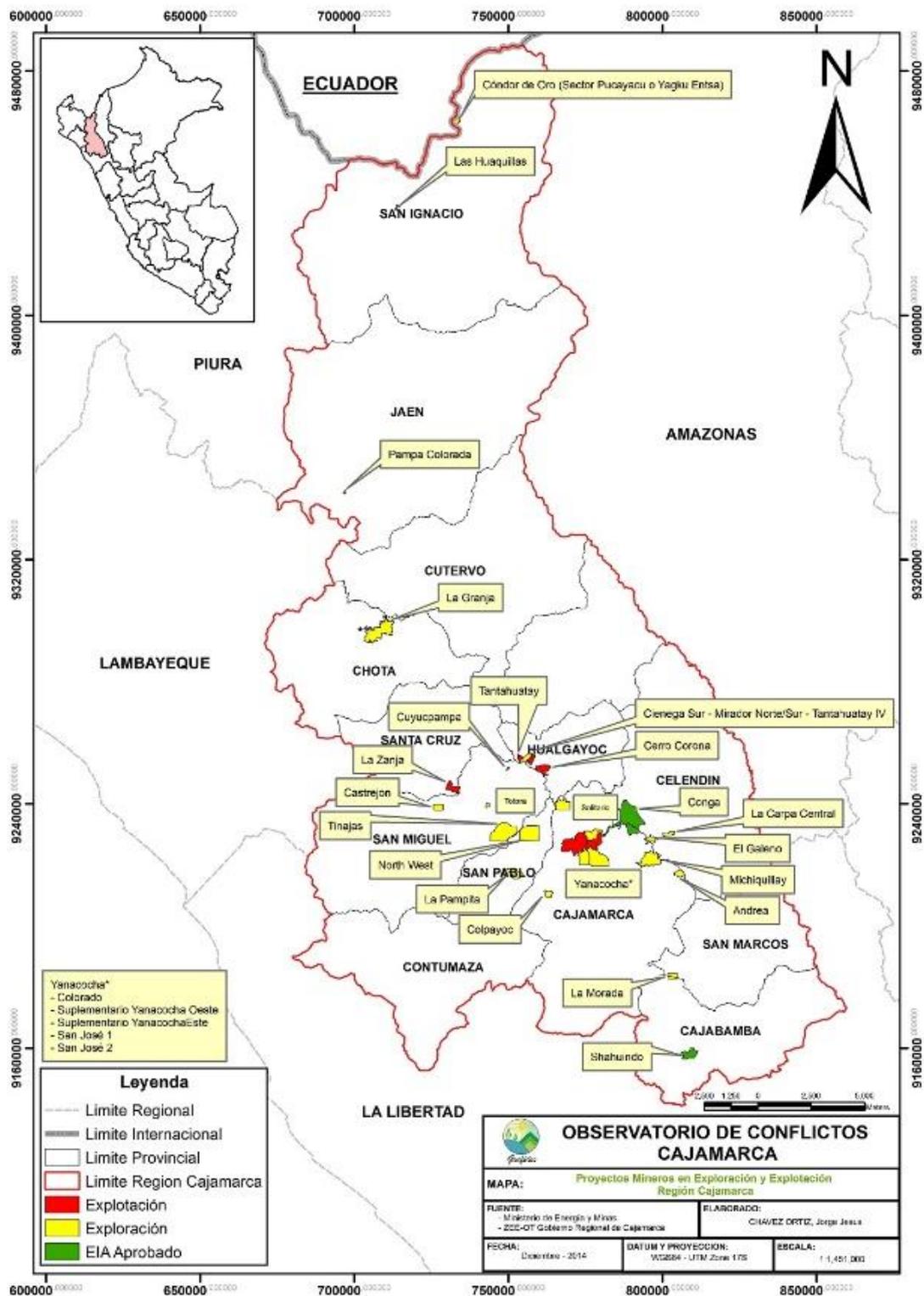


Fig. 13- Carte des projets miniers en 2014 dans la région de Cajamarca. Source : Gouvernement Régional de Cajamarca, ministère de l'Énergie et des Mines. Élaboration : Grupo de Formación e Intervención para el Desarrollo Sostenible (GRUFIDES)¹²⁸.

¹²⁸ Disponible sur : <https://minacorrupcia.wordpress.com/2014/09/> (dernier accès 27/06/2017).

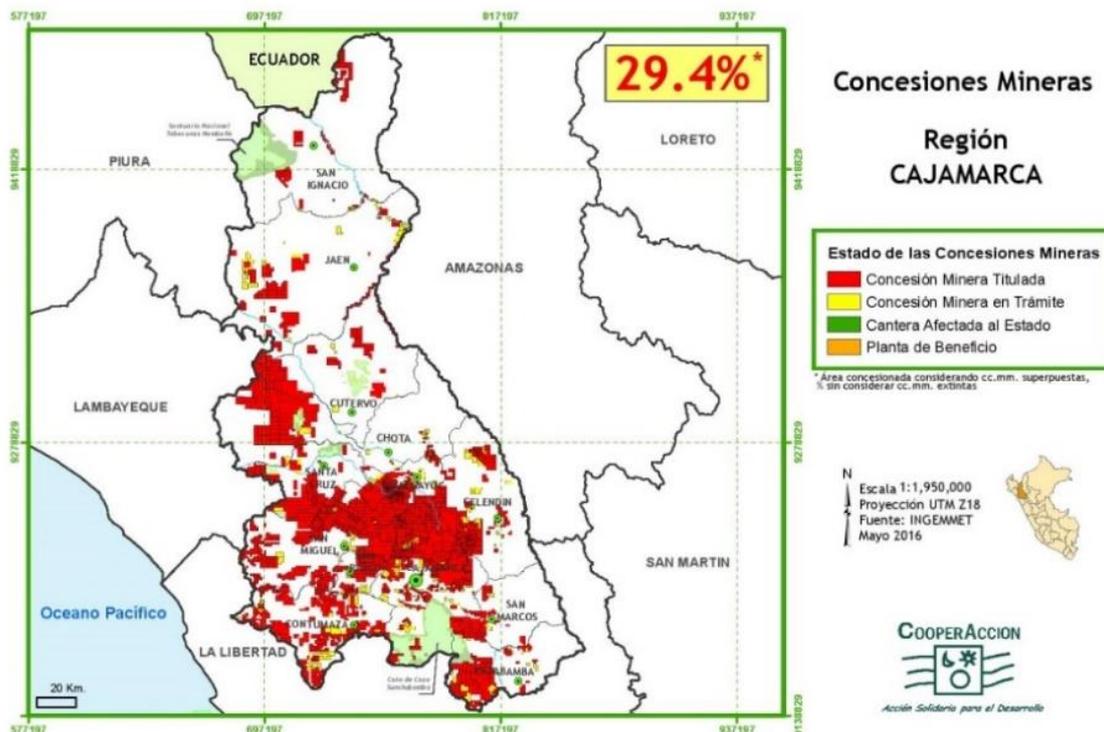


Fig. 14 - Carte des concessions minières de la région de Cajamarca. Source : INGEMMET. Élaboration : Cooperación¹²⁹.

En 2014, la région de Cajamarca produit environ 20% de la production minière péruvienne. Pour une région dont le passé minier date de la fin de la colonie et qui, tout au long de la période républicaine, a été caractérisée par une économie principalement agro-pastorale, la rapide multiplication des projets miniers a provoqué un basculement radical des rapports productifs locaux.

1.4.3 Croissance économique et conflictualité sociale

Le développement des activités et des investissements dans le secteur minier a engendré une croissance économique considérable dans la région. Pendant les premières années d'activité de MYSA, le taux de croissance du PIB de Cajamarca dépasse régulièrement la moyenne nationale. Cette croissance s'est cependant répartie de façon très inégale dans l'ensemble de la région, y compris au sein d'une même localité et entre les membres d'un même groupe social.

¹²⁹ Disponible sur : <http://cooperacion.org.pe/mapas/region-cajamarca-mayo-2016/> (consulté le 16/09/2016).

Parmi les raisons de cette inégale répartition, on peut identifier trois facteurs principaux : l'un de nature économique, l'autre institutionnel et un dernier d'ordre social.

En ce qui concerne la dimension économique, il convient de souligner que l'industrie minière génère une économie d'enclave, dont les activités créées par les revenus se concentrent dans des centres urbains proches des activités extractives (Kruijt et Vellinga 1977). Les activités minières entraînent d'ailleurs le développement rapide de certains secteurs —comme les transports ou certains types de commerces et services – au détriment d'autres – comme l'agriculture, la manufacture ou les petits commerces. Cette tendance historique de développement du secteur minier (Assadourian, 1982 ; Contreras, 1988), est d'autant plus prononcée avec les nouvelles exploitations dont l'approvisionnement technique, en personnel et en biens de consommation dépend des circuits nationaux et internationaux plutôt que de circuits locaux (Arellano Yanguas, 2011 ; Gonzales de Olarte, 2000). Toutes ces caractéristiques contribuent à limiter la distribution des revenus de l'activité minière. Bien que tout au long des années 1990, Cajamarca soit la principale région de production minière, avec, comme rappelé précédemment, des taux de croissance généralement supérieurs à la moyenne nationale, le boom minier ne réduit pas les taux de pauvreté dans la région. De la 4^{ème} région la plus monétairement pauvre du Pérou, en 1993, Cajamarca devient, en 2018, la plus pauvre du pays (INEI). Comme on peut l'apprécier par la carte de la pauvreté 2015 ci-dessous (Fig. 15), les régions Cajamarca, Huancavelica et Amazonas figurent parmi celles dont les taux de population en situation d'extrême pauvreté monétaire sont les plus élevés.

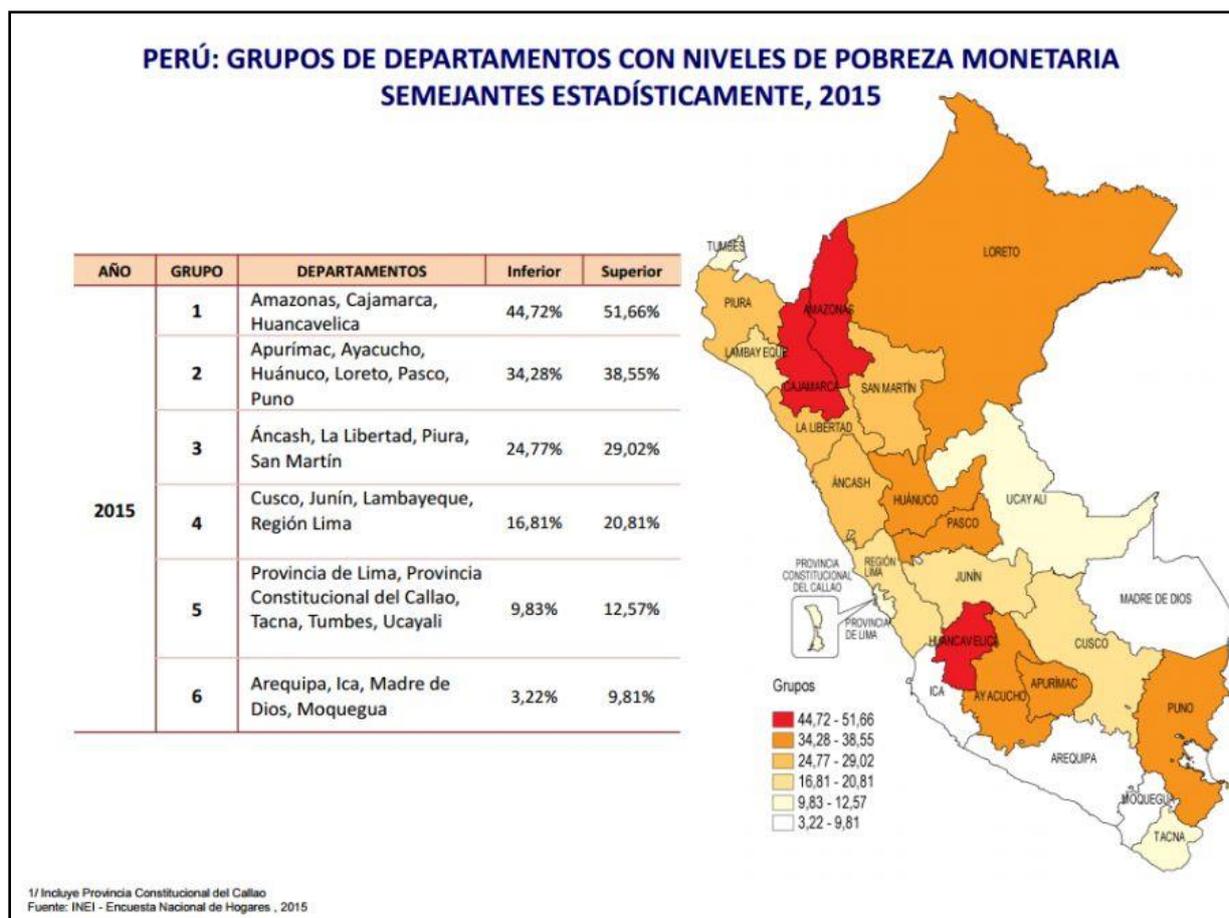


Fig. 15. Carte des principaux taux de pauvreté par région, au Pérou, en 2015. Source : INEI.
Élaboration : *Diario El Correo*.

La faible redistribution des bénéfiques de la croissance est également révélatrice d’une certaine faiblesse institutionnelle. Alors qu’entre 1992 et 2001 80% des profits des activités minières sont versés au gouvernement national, la réforme de décentralisation a depuis destiné des sommes considérables aux institutions locales censées les réinvestir dans le développement des territoires d’extraction. Cette réforme, comme nous le verrons dans le chapitre 7, a cependant montré d’importants manques, qui contribuent à perpétuer le rôle du secteur minier comme le seul moteur économique local. En outre, les capacités de réinvestissement de la rente par les institutions locales, notamment dans le développement des infrastructures, de services et d’activités productives pouvant améliorer de façon significative l’autonomie et la qualité de vie des habitants, peuvent être interrogées. Le développement des infrastructures et des services s’est en effet concentré dans les aires urbaines déjà dynamisés par la présence de l’industrie, délaissant en contrepartie les zones rurales les plus pauvres et les plus marginalisées. Cela contribue à ce que, dans une grande partie de la région, l’accès des habitants aux services de

base (eau courante, santé, éducation) demeure limité. Comme on peut l’apprécier sur la carte de développement humain de la région élaborée en 2005 (voir Fig. 16), les inégalités internes à la région sont saillantes. Cajamarca se trouve d’ailleurs en 21^{ème} position (sur 24) dans le classement des indices de développement humain¹³⁰ régionaux pour la période 1993-2013 (PNUD, 2012).

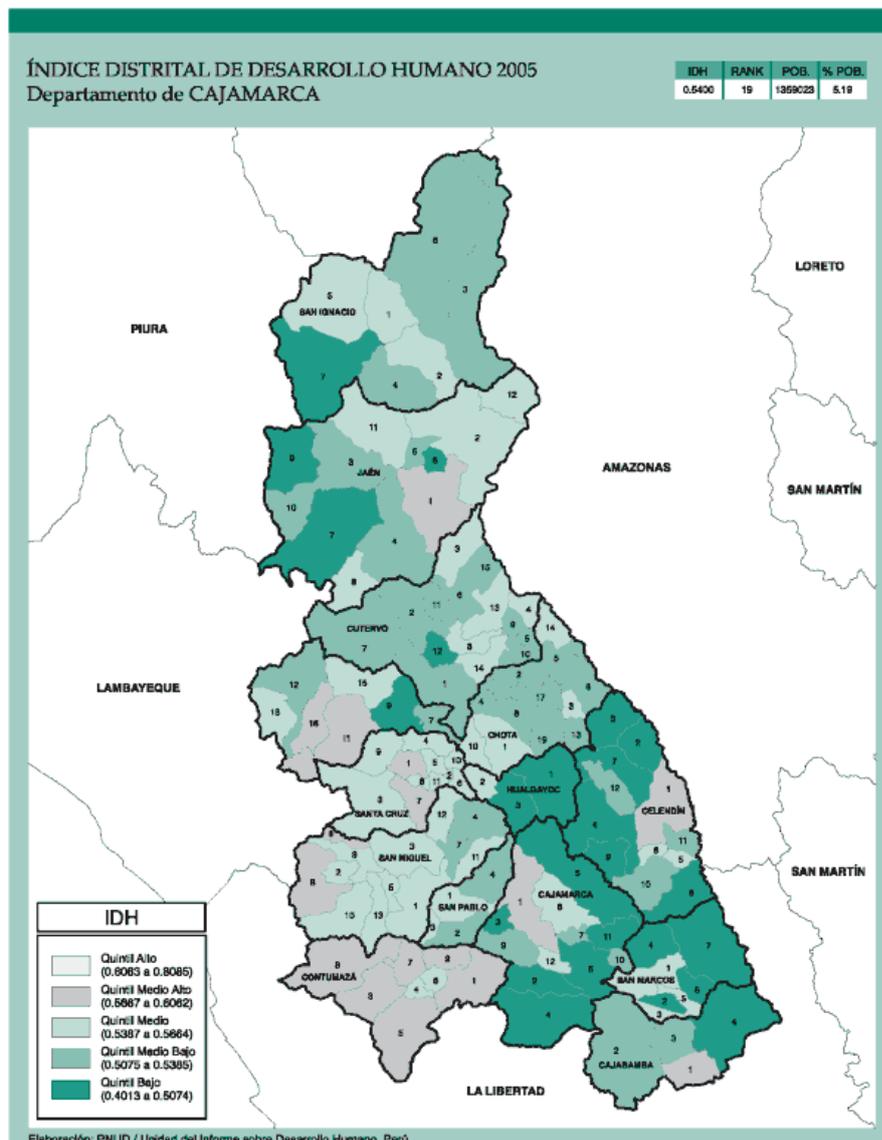


Fig. 16. Carte des Indices de Développement Humain (IDH) dans la région en 2005. Les zones en vert plus foncé indiquent les aires où les IDH sont les plus bas. Source et Élaboration : Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)¹³¹.

¹³⁰ Indice calculé sur la base de trois variables principales : l’espérance de vie, l’éducation et les conditions de vie.

¹³¹ Carte disponible sur : <http://sinia.minam.gob.pe/mapas/indice-desarrollo-humano-distrital-2005-departamento-cajamarca> (dernier accès 07/07/2017).

Ces différences exacerbées entre localités urbaines et rurales, nous amènent à la dimension sociale de l'inégale répartition des fruits de la croissance minière. En règle générale, si, au Pérou, le PIB par habitant n'a pas cessé de croître, les clivages socio-économiques sur le territoire national diminuent lentement (Bos, Lavrard-Meyer, 2015). Le boom économique péruvien n'a certes pas manqué de profiter aux « secteurs émergents », mais il a aussi approfondi les inégalités socio-économiques et territoriales dans l'allocation des profits et des coûts de la croissance. De plus, comme évoqué plus haut, les bénéfices économiques engendrés par les activités minières ont été accompagnés d'importants impacts environnementaux auxquels les divers groupes sociaux et leurs membres en leur sein sont inégalement sensibles. En conséquence, « certains voient des opportunités là où d'autres voient de la dépossession » (Bebbington et al. 2008 : 2892)¹³².

Le développement économique lié au modèle primo-exportateur a notamment creusé les disparités entre les territoires d'extraction des matières premières – qui sont, nous l'avons vu, principalement situés dans les aires rurales Andines et Amazoniennes – et les territoires – principalement urbains et/ou côtiers - où les profits de l'activité minière sont réinvestis dans le développement des services et la création d'emploi (Olarte et Rossi, 2001). Ces inégalités distributives reflètent, du moins en partie, des inégalités socio-territoriales – entre les régions côtières et l'intérieur du pays – et « ethniques » - entre les centres urbains et les zones rurales - sur lesquelles nous reviendrons dans les prochains chapitres. Il suffit pour le moment de souligner que l'inégale répartition des profits et des impacts environnementaux de l'extraction minière, contribuent depuis le début des années 2000 à l'émergence de nombreuses mobilisations de refus des activités minières. Dans ce cadre, se multiplient aussi les demandes de reconnaissance des groupes s'auto-définissant comme indigènes, qui revendiquent la tutelle du droit international autochtone.

A Cajamarca, les activités de MYSA feront l'objet de deux grandes mobilisations régionales contre l'expansion minière. La première de ces mobilisations a lieu en 2004 et a pour but l'annulation du projet Quilish, une expansion des activités extractives de Minera Yanacocha S.A. La seconde, qui surgit en 2011, concerne un nouveau projet minier de MYSA, Minas Conga, dont les manifestants souhaitent aussi l'annulation. Tant le conflit Quilish que le conflit Conga dépassent le cadre local, deviennent une question d'intérêt national et acquièrent finalement une visibilité mondiale. Ces mobilisations conduisent toutes deux à la suspension

¹³² *with some seeing opportunities where others see dispossession*

des projets miniers en question, un résultat rare dans ce type de conflit. Si Cajamarca est, depuis 1993, une région de grand intérêt économique national, elle devient, à partir du début des années 2000, une région centrale dans les enjeux politiques péruviens et un terrain sur lequel sont en train de se redéfinir l'image et les pratiques du secteur minier péruvien.

Conclusion

Le développement des activités minières de Minera Yanacocha dans la région de Cajamarca au début des années 1990 n'aurait pas été imaginable sans l'alignement de certaines conditions d'ordre technique, économique et politique, qui se jouent à différentes échelles.

A l'échelle mondiale, un regain d'intérêt des investisseurs pour les matières premières est à l'origine d'une ruée vers les ressources minières. La rentabilité du secteur, facilitée par de nouvelles techniques d'extraction qui diminuent les coûts de production, induit une relocalisation de la production minière vers des nouveaux territoires. L'expansion des activités extractives dans les pays du sud a aussi été encouragée par les institutions financières internationales, qui voient dans les activités extractives une manière d'attirer les investissements étrangers et ainsi dynamiser les économies locales après une décennie de récession et d'instabilité politique.

À l'échelle nationale, le Pérou des années 1990 présente une conjoncture économique et politique particulièrement favorable à de tels investissements. Celle-ci est le résultat de la réforme constitutionnelle, engagée en 1993 afin de faciliter les investissements étrangers, qui a rapidement été mise en place par le gouvernement autoritaire de Alberto Fujimori. Le développement minier du Pérou coïncide avec la fin du conflit interne et de la crise économique des années 1980, ce qui contribue à créer un discours nationaliste associant les activités extractives à la stabilité politique et économique du pays.

Toutes ces conditions ont permis l'émergence d'un nouveau territoire de production minière dans le Pérou nord-andin : la région de Cajamarca. Le développement minier de ce territoire a aussi été facilité par un contexte économique marqué par la pauvreté et les activités agro-pastorales, qui ne peuvent concourir face à la rentabilité économique que représentent les activités minières pour l'Etat central. Cependant, le développement minier de la région ne se

traduit pas par une amélioration proportionnelle des conditions de vie des habitants. Ces projets miniers hautement mécanisés génèrent surtout une demande en main d'œuvre qualifiée et spécialisée qui ne profite qu'à une faible partie de la population. De plus, les activités minières à ciel ouvert, qui nécessitent de grandes surfaces et des grandes quantités d'eau, ont des effets importants sur les autres activités productives locales. La nature exclusivement « consultative » des dispositifs de participation mis en place pour le processus d'évaluation de l'étude d'impact environnemental, l'absence de dispositif de contrôle et de médiation publique dans le processus d'acquisition des terres, et l'inadéquat réinvestissement des gains dans la localité contribuent à marginaliser les acteurs locaux pris dans un rapport de force inégal face à ces nouveaux acteurs économiques. La nouvelle législation ayant eu pour effet de clôturer les voies institutionnelles d'opposition au secteur minier, les sources de mécontentement ne peuvent alors se manifester autrement que par le recours à des formes d'opposition extra-institutionnelles telles que les manifestations, les grèves et les blocages de rue.

Depuis le début des années 1990, le développement minier de la région Cajamarca a profondément reconfiguré les rapports productifs, sociaux et politiques entre ses habitants. Afin de voir ces processus plus en détail, dans le prochain chapitre je me pencherai sur les effets que les opérations de Minera Yanacocha S.A ont eu sur les activités productives et les rapports sociaux dans les zones rurales situées à proximité de ses opérations.

CHAPITRE 2

LA PRESENCE MINIERE EN MILIEU RURAL : RECONFIGURATION DES RELATIONS SOCIALES ET PRODUCTIVES DANS L'AIRES D'INFLUENCE DE MINERA YANACUCHA

A moins de dix kilomètres à vol d'oiseau des installations d'un des plus grands projets aurifères d'Amérique Latine se trouve la maison de Maria. Cette vieille femme d'âge incertain, car son acte de naissance a été établi lorsqu'elle était déjà adulte, habite seule dans une maison qu'elle a bâtie avec son mari, sur le terrain qu'ils avaient acheté de la *Hacienda Porcón* longtemps avant la réforme agraire de 1969¹³³. Dans une des pièces, Reinaldo, son fils aîné, a installé un petit commerce à destination des voisins, où il vend un peu de tout, des lessives aux bonbons. Reinaldo habite à quelques minutes à pied de sa mère avec sa femme, sa fille Isabel et deux petites-filles, dans une maison construite sur le terrain que lui a légué son père. Il a à son tour divisé cet héritage entre Isabel, mère célibataire, et son fils Thomas. Celui-ci a construit une maison à côté, où il vit avec sa femme et ses deux enfants : Thomas gagne bien sa vie, il travaille souvent à la mine, les week-ends il se promène avec sa famille et il a offert un veau pour le baptême de sa nièce¹³⁴. Tous les jours, au petit matin, Maria reçoit la visite de Luisa, sa fille aînée, qui vit avec son mari sur le terrain de celui-ci, à quelques kilomètres. Luisa vient traire la vache de sa mère puis la conduit pâturer chez un voisin dont le terrain est plus fertile. Elle ne reste jamais longtemps car elle doit également s'occuper de son champ et de sa propre vache, mais aussi préparer le repas de ses deux fils pour leur retour de l'école et celui de son mari qui travaille à la mine. Avant de partir, elle passe toujours voir son potager installé sur un terrain qui jouxte celui de sa mère, où elle a fait construire une maison destinée à son fils aîné pour le jour où il se mariera.

¹³³ Nous reviendrons sur la parcellisation des grandes propriétés foncières – les haciendas – avant et après la réforme agraire de 1969 dans le prochain chapitre.

¹³⁴ Les « baptêmes » (*landaruto*) en milieu rural andin sont des rituels communautaires au cours desquels les enfants reçoivent leur première coupe de cheveux de la main d'un ou deux parrains/marraines principaux (*padrino* et *madrina*), mais où chaque participant coupe une boucle et « paie » cet honneur par des dons d'aliments, de vêtements, d'argent ou de bétail. Le bétail est une offrande particulièrement prisée dans le milieu rural, non seulement parce qu'il représente une forme d'investissement - une vache adulte peut être vendue pour accéder rapidement à du capital – mais aussi parce que la propriété du bétail est associée à un certain statut, comme nous le verrons plus en détail dans le prochain chapitre.



Fig. 17 – Maison de la vallée de Porcon. Photo de l’auteur.

Sur ces hauts plateaux, la terre est à la fois un moyen de production, un lieu de vie et la condition de reproduction de la famille et de la société paysanne (Deere 1990; Mayer 2004). Les nouvelles formes de propriété, d’accès et d’utilisation du territoire liées à l’installation d’un projet minier affectent ainsi non seulement les activités productives et les stratégies d’accumulation des habitants, mais aussi, comme nous allons le voir, les relations que ceux-ci entretiennent entre eux. Ce chapitre portera sur les reconfigurations socio-productives qui se créent du fait des activités extractives dans la zone d’influence directe de Minera Yanacocha S.A.¹³⁵, située sur les hauts plateaux andins de la Province de Cajamarca. L’objectif est de rendre

¹³⁵ Par « zone d’influence directe » (*zona de influencia directa*), et « zone d’influence indirecte » (*zona de influencia indirecta*) je fais références à des aires territoriales définies par le Règlement de Protection et Gestion Environnementale des activités minières (Decreto Supremo N° 040-2014-EM), dans lesquelles la compagnie est légalement responsable des impacts sociaux et environnementaux des opérations minières. C’est aussi dans l’aire d’influence minières directe que se déploient les politiques de Responsabilité Sociale d’Entreprise (RSE) ainsi que nous le verrons dans la troisième partie de ce chapitre. Cette division entre zones d’impact direct, indirect et les autres zones censées ne pas subir d’impacts est cependant problématique, notamment en ce qui concerne les risques de pollution des cours hydriques, dont les effets peuvent être ressentis à de grandes distances des opérations minières (cf. section 2 de ce chapitre).

compte de la nature à la fois matérielle et sociale de ces transformations. Pour ce faire, il convient de commencer par quelques considérations concernant la nature sociale du foncier, avant de passer à mon cas d'étude et à la façon dont les activités extractives de Minera Yanacocha S.A. ont impacté directement les relations productives et sociales dans la zone rurale proche. Lorsque les nouvelles formes d'emploi et les infrastructures financées par la compagnie minière facilitent l'accès des hommes au capital et à l'éducation, les travaux agricoles se féminisent et sont rendues plus ardues par la demande accrue de terre et d'eau. Contrairement aux productions minières souterraines, nous l'avons vu, l'extraction à ciel ouvert nécessite de grandes étendues territoriales et un approvisionnement hydrique important. Or, ces besoins ont un profond impact sur les activités agricoles environnantes et peuvent créer des tensions avec les habitants. Les effets de l'extraction sur les cours d'eau seront notamment à l'origine de la mobilisation d'une opposition locale à l'extension des opérations minières, laquelle entraînera en 2004 la suspension du projet minier Quilish et une redéfinition du rapport entre la compagnie et les habitants.

2.1 Le foncier comme lien social

Les premiers interlocuteurs d'une compagnie minière sont souvent des familles ou communautés paysannes habitant le territoire de la future exploitation minière. Selon les formes de propriété, d'occupation et d'usage des terres, celles-ci interagissent avec la compagnie minière de façon individuelle ou collective, afin de négocier les conditions de la cession de grandes étendues territoriales nécessaires à l'exploitation. Pour ceux qui habitent les lieux, la vente des terres implique aussi une relocalisation. Pour d'autres, qui font de ces terres un usage agricole ou de pâturage mais n'y résident pas, la vente implique un échange entre la valeur économique – définie par le marché et la loi – et la valeur d'usage – dictée par les pratiques locales et l'histoire de l'occupation des terres. Dans les deux cas, il est difficile d'estimer la valeur des terres, qui va bien au-delà de leur valeur commerciale (Deere 1990; Mayer 2004).

Si l'on considère l'objet « terre » à la lumière des liens sociaux qu'il matérialise (Gluckman 1965; Goody 1980) il est évident que les rapports d'usage et d'accès au foncier impliquent beaucoup plus que de simples transactions économiques. De fait, le rapport à la terre matérialise des relations sociales et productives qui sont irréductibles à la seule valeur

marchande du foncier. Ces relations sont reconfigurées en fonction de la transformation des règles d'accès et d'usage de la terre, résultant de l'installation d'entreprises extractives sur un territoire. Pour saisir la complexité des enjeux liés aux activités extractives, il faut donc se pencher non seulement sur les transformations que celles-ci impliquent sur les activités économiques locales, mais aussi sur les rapports sociaux entre les habitants.

Plutôt que d'envisager d'emblée l'accumulation de la propriété foncière par les entreprises minières comme un exemple d'« accumulation par dépossession » (Harvey 1996), il me semble utile de considérer – comme le font d'autres auteurs (Hall, Hirsch, et Li 2011)– que toute forme de propriété implique des formes d'exclusion. Ces dernières peuvent être légitimées par la loi ou les règles du marché, ou être imposées par la violence physique. Elles peuvent découler aussi de certaines pratiques microsociales, comme par exemple la transmission patrilinéaire des terres par héritage, qui donnent lieu à des processus quotidiens d'accumulation. Il faut donc considérer ces différentes formes d'inclusion et d'exclusion, non seulement dans les rapports entre les compagnies minières et les habitants locaux, mais aussi entre les différentes familles et entre individus. Pour ne pas tomber dans des dichotomies ou simplifications faciles, je me propose de prêter attention à la dimension tant matérielle qu'immatérielle de ces processus, autrement dit aux transformations productives et sociales, mais aussi aux exclusions ordinaires, « grandes » ou « petites », qui s'y rattachent.

2.1.1 Transformations sociales et productives

Du fait d'une multiplicité de facteurs contingents, les modes et degrés d'influence de l'économie minière se déclinent différemment d'une communauté ou d'un groupe social à l'autre. Ces facteurs incluent la distance des opérations, les stratégies de subsistance des habitants (Bury 2004), leur degré d'intégration au marché (Gil 2009), les liens sociaux et institutionnels historiques (Damonte 2007; De Echave et al. 2009), ainsi que les alliances dont ils disposent (Bebbington et al. 2007). Il est difficile de faire un bilan des transformations engendrées par l'installation d'un projet minier, car les effets de l'extraction sur l'accès et la gestion des ressources matérielles et immatérielles à l'échelle locale sont souvent contradictoires. D'une part, la présence des activités minières sur le territoire tend à accroître le capital produit – profits liés à la vente des terres, salaires générés par l'emploi dans le secteur, amélioration de l'infrastructure locale – et le capital humain – amélioration de l'accès à

l'éducation, à la formation et à la santé. D'autre part, les activités extractives tendent aussi à réduire le capital naturel – par de nouvelles restrictions d'accès à la terre et à l'eau – et le capital social – par la différenciation économique et l'érosion des liens horizontaux entre les habitants (Bury 2004). Ces changements font que, sur un même territoire, certains acteurs voient dans ces activités des opportunités, tandis que d'autres y dénoncent des formes de dépossession (Bebbington et al. 2008).

La volonté de saisir les effets environnementaux, sociaux et politiques du boom minier péruvien et la façon dont ceux-ci suscitent des mouvements de protestation se heurte à leur extrême variabilité d'un contexte à l'autre. Dans des localités différentes, on trouve diverses expériences historiques des activités minières et de leurs retombées socio-environnementales, des typologies variables de relations compagnie-État-communauté, des contextes d'intégration politique et sociale divergents, différentes demandes et stratégies de revendication, des « cultures » d'entreprise extrêmement différentes d'une compagnie à une autre, des accords sectoriels et internationaux qui évoluent, etc. Deux écueils sont à craindre alors pour qui veut rendre compte des transformations en cours, d'un côté des descriptions extrêmement « denses », particularistes et incomparables entre elles et, de l'autre, des généralisations trop schématiques et simplifiées. C'est en situant leur analyse entre ces deux extrêmes que les auteurs travaillant sur le développement extractif au Pérou ont, au cours des années 2000, développé des comparaisons à partir d'études de cas, pour mettre en évidence les mécanismes récurrents, ainsi que les variations particulières dans la genèse des conflits, leur développement et leur éventuelle résolution¹³⁶.

Les études de cas portant sur les communautés paysannes confrontées à l'installation d'entreprises minières ont mis en lumière deux tendances principales dans les modes locaux d'organisation face à la présence de nouveaux projets miniers. La première repose sur la création ou consolidation de liens avec des acteurs supra-communautaires, comme les institutions étatiques et les ONG, facilitant ainsi l'exercice des droits citoyens et/ou l'adoption

¹³⁶ Plusieurs travaux collaboratifs se sont donc fixé pour objectif de se focaliser sur le contexte national (Bebbington 2007b, 2011; De Echave et al. 2009; De Echave, Hoetmer, et Palacios 2009; Scurrah 2008), alors que d'autres ont élargi leur regard à d'autres pays andins, tels que la Bolivie et l'Équateur (Bebbington 2013). La littérature sur les conflits minières au Pérou a notamment mis en évidence l'importance des institutions publiques dans la canalisation des demandes et la résolution des conflits (Arce 2008; De Echave et al. 2009), le poids des mobilisations dans la transformation des cadres juridiques et institutionnels régissant le secteur (Bebbington 2013; Scurrah 2008) et les répercussions des conflits sur la politique nationale (Arce 2008; Arellano Yanguas 2013; Scurrah et Bielich 2010).

de nouveaux discours et revendication¹³⁷ (Bury 2004; Damonte 2007 ; Gil 2009;). La seconde est plutôt une mise à jour et une consolidation des institutions communautaires, qui deviennent ainsi les principales interlocutrices des compagnies (Burneo et Chaparro 2011; Damonte 2007; Hervé 2014). Les changements dans les conditions d'accès et d'usage de la terre n'affectent pas seulement les relations sociales extra-communautaires – entre habitants, État et ONG – et interfamiliales – entre les unités familiales faisant partie d'une même communauté paysanne – , mais aussi les rapports internes aux familles. Les hautes terres andines sur lesquelles opèrent les compagnies minières, bien que faiblement peuplées et difficilement cultivables, jouent souvent un rôle central dans l'organisation sociale et productive du réseau familial élargi. Les hauts pâturages andins participent notamment d'un système d'échange de biens et de services entre les propriétaires, les usagers et les habitants des basses terres agricoles. Ces rapports sont bouleversés par l'achat des terres et la relocalisation des résidents (Salas Carreño 2008)¹³⁸.

Si les changements des systèmes de propriété et d'usage de la terre, nécessaires à la mise en place d'un projet minier, transforment les relations socio-territoriales locales, il ne faut pas pour autant oublier que le déroulement des activités extractives implique aussi d'importantes transformations topographiques, comme par exemple les déviations du transit piéton et routier, la privatisation de larges portions de territoire, ou encore l'affectation de la quantité et de la qualité de l'eau dans la zone. Ces processus induisent un effort d'adaptation des habitants dans leurs activités de production et de subsistance, ainsi que dans la gestion de leur temps, et leur imposent de nouveaux dilemmes. La pénurie ou la détérioration des ressources hydriques dans les zones directement affectées par la production minière peuvent en effet motiver les habitants à sacrifier du temps pour se déplacer vers des sources d'eau qu'ils estiment potables (Gil, 2009), ou bien au contraire à recourir à des cours d'eau pollués, pour ne pas perdre des opportunités économiques (Li 2009).

¹³⁷ Selon Vladimir Gil, « les processus conflictuels engendrés par l'ouverture d'un projet minier peuvent fournir des opportunités croissantes aux groupes marginaux pour améliorer leur condition de citoyenneté à travers la réappropriation de discours démocratiques de l'État et de schémas participatifs, qui ont surgi comme une conséquence non anticipée des conflits miniers » (2009 : 25).

¹³⁸ L'ethnographie réalisée par Salas dans l'aire d'opérations du projet Antamina (région Ancash), montre que les hauts pâturages andins constituent un moment particulier dans les cycles de la vie familiale : parmi les nombreux enfants d'une famille, seuls un ou deux restent habiter dans les hautes terres, y constituant à leur tour des noyaux familiaux, alors que les autres abandonnent progressivement la maison des parents pour aller s'installer à plus basse altitude et/ou dans les centres urbains, où il se vouent à d'autres activités (agricoles, commerciales ou salariées). Les migrants gardent cependant du bétail dans les hautes terres, car la vente de ces animaux est une source rapide de liquidités. Ceux qui sont restés dans les hautes terres prennent soin des animaux, ce qui leur vaut en retour de bénéficier de certains biens, de faveurs ou de services venant des parents résidant dans d'autres zones (éducation, accès aux soins, à la bureaucratie, etc.).

2.1.2 Caractéristiques générées des processus

Les « externalisations négatives » (Gil, 2009)¹³⁹ associées aux impacts environnementaux de la production minière sur les activités et ressources des habitants se manifestent particulièrement dans l'emploi du temps des femmes, dont les tâches productives (agriculture, élevage) et reproductives (acquisition et préparation des aliments, soin des enfants) sont rendues plus laborieuses (Bastidas Aliaga 2009; Grieco 2016)¹⁴⁰. Les femmes, outre le fait de subir, dans leur travail, les impacts négatifs de ces transformations productives et sociales, ont un accès réduit aux revenus engendrés par les activités minières, tant au niveau de l'emploi (majoritairement masculin), qu'au niveau des profits de la vente des terres à la compagnie (Oxfam 2009; World Bank 2009). Leurs principales activités productives (notamment le pâturage extensif) sont les premières affectées par les transformations opérées dans la propriété et l'usage des terres. De plus, la perte d'accès à des portions de territoire, à laquelle s'ajoute la présence de services et d'institutions d'un type nouveau, peut aussi dévaloriser leurs pratiques sociales à l'échelle familiale et communautaire. Tous ces facteurs engendrent un affaiblissement de leur autonomie et de leur pouvoir de négociation infra et extra-familial (Kabeer 1999).

Si, en 1994, au Pérou, 13 % des parcelles agricoles étaient la propriété du couple, les femmes n'en détenaient individuellement que 13 % contre 74 % pour les hommes (Deere et Leon 2003). Au-delà des titres de propriété foncière, les inégalités entre les sexes sont observables – au Pérou comme ailleurs – en termes d'héritage, d'acquisition et de location des terres agricoles, ainsi que dans les droits d'usage accordés par les communautés paysannes aux individus et/ou aux unités familiales. Tous ces facteurs limitent la résilience des femmes face à la perte de la propriété ou de l'accès au foncier (Agarwal 1996; Deere et Leon 2003). Les terres étant principalement la propriété des hommes, la décision et la négociation de leur vente, ainsi que le capital économique qui en dérive, sont des prérogatives masculines susceptibles d'augmenter la dépendance économique et la vulnérabilité sociale féminine (Oxfam 2009; World Bank 2009).

¹³⁹ Avec ce terme, Gil désigne les conséquences de la détérioration environnementale créée par le projet minier Antamina (région d'Ancash) sur les temps et le travail des éleveurs locaux. L'auteur souligne notamment que certains cours d'eau étant susceptibles d'avoir été pollués par les activités extractives, les éleveurs préfèrent se déplacer pour chercher des sources d'eau non affectées, plutôt que de prendre le risque que leur bétail tombe malade.

¹⁴⁰ C'est là un argument cher à la littérature sur le genre, l'environnement et le développement, qui met en lumière le différentiel de genre dans l'expérience de la dégradation environnementale (Agarwal 1996; Jackson 1993).

Dans les hautes terres andines, les activités d'élevage basées sur le pâturage extensif sont habituellement menées par les femmes et les enfants (Fig. 18). Lorsqu'elles deviennent impossibles en raison de la présence de productions minières, c'est la principale activité sociale et productive féminine qui s'en trouve alors affectée. Comme le résume une habitante d'une communauté rurale de la zone d'influence de Minera Yanacocha S.A., « les femmes paysannes ne sont propriétaires que de leurs animaux et de leurs enfants » (cité par Arana 2005 : 74). La perte du capital en bétail – qui, contrairement à la terre, est souvent une propriété féminine individuelle – n'est pas remplacée par un capital économique rendu accessible par l'emploi minier puisque celui-ci est réservé aux hommes (Grieco 2016; Himley 2011). Tous ces aspects impliquent alors un appauvrissement économique tant des femmes que des personnes âgées au sein de l'unité familiale paysanne et, par là même, un affaiblissement de leur statut social affectant leur perception du niveau de sécurité physique et sociale¹⁴¹.



Fig. 18 – Femme paysanne amenant son troupeau de brebis au pâturage, avec les installations de MYSA en arrière-fond. Photo de l'auteur.

¹⁴¹ Maria Teresa Arana relève, chez les femmes rurales de milieu minier, un sentiment de « manque de solidarité sociale, de réciprocité et de formes sociales traditionnelles d'entraide mutuelle » dû à l'atomisation sociale et/ou familiale (2005 : 80). Il serait erroné de prendre ces représentations au pied de la lettre, il est néanmoins indispensable de les considérer avec sérieux, car, pour les résidentes, elles circonscrivent les champs de possibilité des pratiques individuelles et collectives.

2.2 La vallée de Porcon : aire de directe influence de Yanacocha

La compagnie minière Minera Yanacocha S.A. mène ses activités à environ 35 km de la ville de Cajamarca, capitale de la région homonyme. Entre le haut plateau (à environ 4000 m. d'altitude), où se déroulent les opérations d'extraction, et le fond de la vallée (à environ 2700 m.), où se situe le centre urbain, se trouve la vallée de Porcón, parcourue par le fleuve du même nom (Figure 19). Cette vallée agricole, pointillée de maisons et de hameaux¹⁴², est habitée par l'un des rares groupes quechuaphones de la zone. Localement dénommés *Porconeros*, les habitants de la vallée constituent un groupe ethnique distinct de ceux des zones voisines. Descendants des *Mitmakuna Kañaris*, un groupe ethnique d'origine équatorienne déplacé dans la zone au XIV^{ème} siècle par les Incas¹⁴³, les *Porconeros* sont, jusqu'aux années 1960, des *indios de hacienda*¹⁴⁴, dont l'exploitation s'accompagne d'une politique de maintien de la différence ethnique (Solari Pita 2015). Dans les années 1960, les grands propriétaires fonciers, devançant la réforme agraire, se mettent à vendre leurs terres, et les habitants deviennent ainsi les propriétaires légitimes de la vallée. Commence alors un processus d'intégration commerciale et sociale avec la société voisine, conjugué à une mise en retrait du quechua sous l'action des missions évangéliques (Arana Zegarra 2002; Solari Pita 2015).

¹⁴² Regroupés dans deux unités administratives : les communes de Porcón Bajo (à 16 km de la route qui relie Cajamarca à Bambamarca) et de Porcón Alto (à 25 km de la même route).

¹⁴³ La *mitma* était une politique de contrôle territorial mise en place par les Incas et consistant à déplacer des groupes « fidèles » à l'empire dans les zones de nouvelle conquête. Voir à ce sujet Mirko Solari Pita (2015).

¹⁴⁴ La *hacienda* est une forme d'organisation économique typique du système colonial espagnol, qui se maintient au Pérou jusqu'à la réforme agraire de 1969. Les *haciendas* englobaient une grande extension territoriale, destinée à la production agricole et à l'élevage, organisée autour de la *casa-hacienda* où résidaient les administrateurs et parfois – temporairement ou de façon régulière – l'individu ou la famille propriétaire. Sous le vice-royaume, le système de production des *haciendas* dépendait presque exclusivement de l'institution de l'*encomienda*, un système de pseudo-servage par lequel les Indiens étaient obligés de travailler dans les champs ou les mines des *encomenderos*. Sous la République, le système de l'*encomienda* est remplacé par plusieurs configurations d'exploitation possibles : le *peonaje* (travail non rémunéré pour rembourser une dette), l'*arriendo* (terrain travaillé de façon régulière par une famille paysanne payant un tribut au propriétaire) et l'*afuerino temporero* ou *jornadas* (Indiens libres œuvrant en échange d'un salaire). L'expression « *indios de hacienda* » se réfère plutôt, dans le cas des habitants de Porcón, au système de l'*arriendo*, mais peut aussi inclure certains individus se trouvant dans les autres cas de figure. Nous reviendrons davantage sur le développement des haciendas à Cajamarca dans le prochain chapitre.

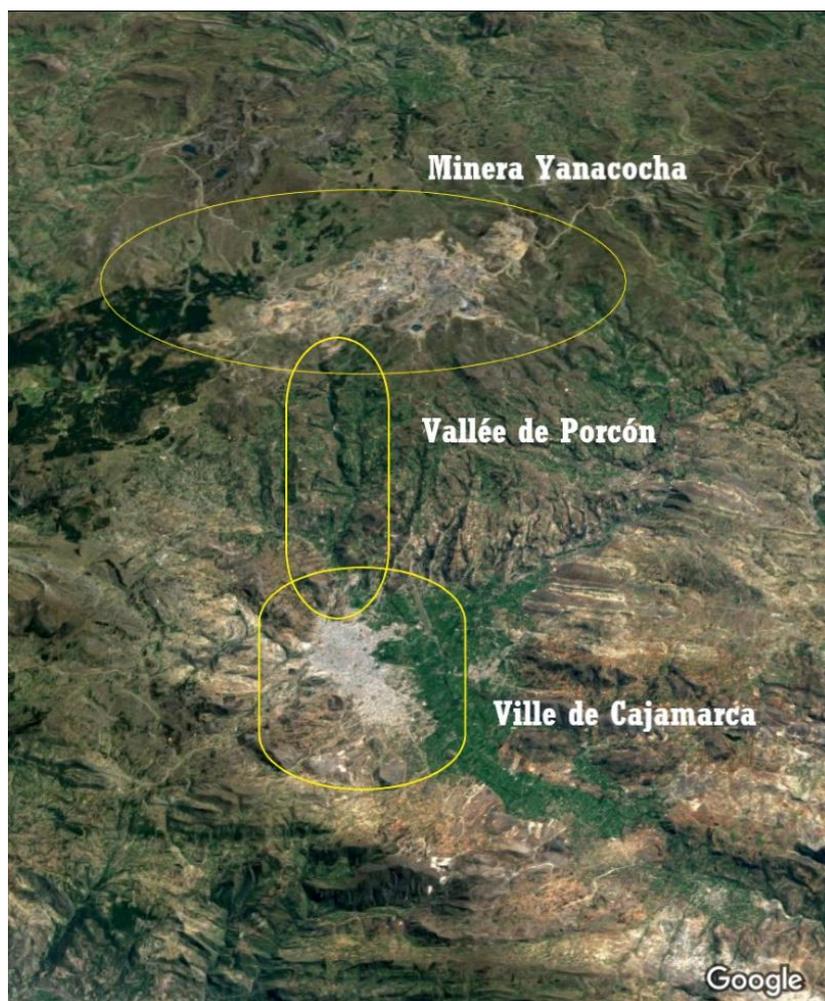


Fig. 19 : Vision satellitaire en 3D montrant la position des activités de Minera Yanacocha, de la capitale régionale, Cajamarca et de la vallée de Porcón qui s'étend entre les deux. Source : Google Maps. Elaboration de l'auteur.

Les *Porconeros*, en dépit de la suppression du statut semi-servile de *indios*, constituent l'un des rares groupes « indiens » ou indigènes de cette région identifiés comme métisse, du fait de leur différence ethnolinguistique et de leur marginalisation socio-économique¹⁴⁵. Pour expliquer leur altérité, les habitants évoquent les marqueurs de l'appartenance ethnique (langue quechua, vêtements traditionnels), l'origine « hétérochtone » et l'endogamie. Mirtha Vazquez, une avocate écologiste qui travaille depuis le début des années 1990 pour la défense des populations affectées par l'extraction minière, fournit l'explication suivante :

¹⁴⁵ L'autre groupe socio-territorial dont on met en valeur la différence ethnolinguistique est celui de Chetilla, une localité à proximité de Porcón, également habitée par des descendants de *mitmas* quechuaphones. Il convient de remarquer que cette idée d'origine hétérochtone des groupes quechuaphones ne semble pas justifiée du point de vue ethnolinguistique qui indiquerait plutôt une matrice commune datant de la période pré-incaïque. À ce sujet, voir Solari Pita, 2015.

À Cajamarca, il y a une histoire particulière : notre histoire c'est qu'aujourd'hui on a que deux communautés indigènes, l'une est à Porcón et l'autre c'est la communauté de Chetilla. Ce sont des quechuaphones, mais ce ne sont pas des communautés originaires de Cajamarca. Ils ont été amenés... , les Porconeros ont été amenés d'Équateur, à l'époque des Canaris ; et les gens de Chetilla ont été amenés du centre, de la région de Cuzco. Ils ont été amenés ici dans le processus de conquête des Incas, car on n'était pas d'ici, c'était pas un territoire inca. Avant les Espagnols, les Incas ont essayé de conquérir ça et, de fait, ils ont réussi, et une de leurs stratégies de conquête était de dissoudre la culture qu'il y avait ici. Une bonne partie des Indigènes originaires sont morts dans ces batailles, le peu qui restaient ils les ont dispersés, et l'une des stratégies de repopulation des Incas a été d'amener des populations comme [celle de] Chetilla... Mais, alors qu'ils étaient dans ce processus, les Espagnols sont arrivés et ont exterminé le peu d'Incas qu'il y avait ici, et tout ça est alors devenu un territoire pratiquement dépeuplé, et il reste alors ces deux communautés indigènes, mais qui sont pas d'ici, car elles sont fermées, très isolées, et jusqu'à aujourd'hui elles vivent comme ça (entretien 2011)¹⁴⁶.

Cette explication est l'une des nombreuses variations d'un récit local qui explique en même temps l'identité « métisse » de la région - un « territoire vide » qui aurait été entièrement repeuplé après la conquête, tel le Paraguay après la guerre de la triple alliance (Boidin 2011) - et l'altérité « indigène » des habitants de Porcón, sur laquelle je reviendrai plus en détail dans le prochain chapitre. Cette altérité indigène – évoquée alternativement pour souligner l'exceptionnalité des habitants de la vallée ou pour les discriminer – est représentée comme hors du temps, étant demeurée intacte de l'époque préhispanique jusqu'à l'arrivée de MYSA dans la zone.

En tant qu'habitants de la zone qui subit l'impact direct de l'exploitation minière, les *Porconeros* bénéficient des politiques de recrutement et des programmes de responsabilité sociale de la compagnie. L'emploi offert – quoique non spécialisé et intermittent – fournit un accès à des revenus auparavant inimaginables pour les habitants de la vallée, dont les principales activités étaient l'agriculture, l'élevage et l'artisanat. Cette nouvelle opportunité économique génère donc un basculement des activités productives vers le secteur minier et celui des transports - taxis collectifs, mototaxis, bus *colectivos*-, avec un désinvestissement conséquent des activités agro-pastorales. En même temps, et paradoxalement, ces activités

¹⁴⁶ *Hay una historia particular en Cajamarca, nuestra historia es que actualmente solo tenemos dos comunidades indígenas, una es en Porcón y otra es la comunidad de Chetilla. Son quechuahablantes, pero no son comunidades originarias de Cajamarca. Fueron traídos,...los Porconeros fueron traídos desde Ecuador, en la época de los Canaris, y los Chetillanos del centro, del Cuzco, entonces... fueron traídos en el proceso de conquista de los Incas, porque acá, nosotros no éramos, este no era territorio Inca. Antes de los españoles los Incas tentan de conquistar eso, de hecho lo conquistan, y una de sus estrategias de conquista era de disolver la cultura que había acá. Buena parte de los indígenas originarios moriron en estas batallas, los pocos que quedan los dispersaron, y una estrategia de repoblación de los incas fue traer poblaciones como Chetilla... Pero estando en este proceso, llegaron los españoles y exterminaron los poco Incas que habían acá, entonces eso casi se queda como territorio despoblado, y entonces quedan estas dos comunidades indígenas pero no propias porque eran muy cerradas, muy aisladas, y hasta ahora viven así.*

« traditionnelles » deviennent centrales dans les initiatives de développement mis en place par le programme de responsabilité sociale de la compagnie, qui vise à créer une infrastructure productive « durable » et à assurer la sécurité alimentaire dans la zone. Les habitants se voient ainsi tiraillés entre les nouvelles ressources économiques et les anciens rapports sociaux qui définissent leurs occupations, comme nous le verrons de plus près dans le prochain chapitre. La vie des habitants du milieu rural à proximité des opérations de Minera Yanacocha subit ainsi de profondes transformations depuis le début des activités de la compagnie. Ces transformations, mentionnés auparavant, n'ont pas manqué de nourrir une certaine conflictualité locale, qui s'est notamment exprimée dans les mobilisations de 2004, dont nous allons maintenant essayer de présenter les principales causes et conséquences.

2.2.1 La « rencontre » et les premiers contentieux (1992-2000)

Les premiers contacts entre les habitants des hautes terres de Porcón et le personnel de la compagnie minière se sont fait autour de la vente de parcelles pour les activités de prospection et de construction. Après la réforme agraire de 1969, les habitants de l'ancienne *hacienda* ne se sont pas organisés en tant que communauté paysanne et n'ont donc pas adhéré au régime de propriété collective de la terre¹⁴⁷, ce sont ainsi plusieurs petits propriétaires qui ont négocié chacun les conditions de vente directement avec la compagnie. Entre 1992 et 2000, la compagnie achète plus de 11 000 hectares de terre, s'assurant ainsi la propriété d'une surface *grosso modo* équivalente à celle de Paris intra-muros. Les premiers 3 000 ha sont achetés entre 1992 et 1993 à moins de 80\$/ha, soit un peu plus que le prix prévu en cas d'expropriation de terrains non-cultivables – tels que les hautes terres de pâturage achetées par la compagnie – qui en 1993 était estimé à 50\$/ha. Certains résidents déclarent par la suite avoir vendu sous la menace d'une éviction par la *ley de servidumbre*¹⁴⁸, ou avoir cédé leurs terrains à des prix peu intéressants en échange d'une promesse d'emploi¹⁴⁹. Cependant, en quelques années, avec la demande accrue de foncier et la dynamisation économique liées à l'activité minière, le prix de

¹⁴⁷ Au sujet des communautés paysannes et des formes de propriété de la terre, voir chapitre 1, note 81.

¹⁴⁸ Comme nous l'avons vu dans le chapitre 1, la Constitution de 1993 crée la *ley de servidumbre minera* (loi de servitude minière), qui autorise l'expropriation des privés pour des projets miniers d'intérêt national. Bien qu'aucune expropriation officielle ne se soit produite jusqu'à ce jour, plusieurs auteurs signalent l'usage de la loi par le personnel des compagnies minières comme un instrument de persuasion pour vendre (Arana Zegarra 2002; Salas Carreño 2008; Szablowski 2002)

¹⁴⁹ Les promesses ainsi que les intimidations – même si elles ne sont pas nécessairement explicites et/ou intentionnelles –, sont des pratiques fréquemment mentionnées dans la littérature sur les opérations minières au Pérou (Arana Zegarra 2002; Burneo et Chaparro 2011 ; Gil 2009 ; Salas Carreño 2008; Szablowski 2002).

la terre a augmenté de 600 % (Bury 2007), mettant les ex-proprétaires dans l'impossibilité d'acheter des terrains de qualité équivalente dans la zone et les obligeant à migrer vers la ville de Cajamarca et à y résider dans des conditions de pauvreté et de dépendance.

Les dénonciations concernant les prix d'achat devenus dérisoires ne tardent pas à émerger. D'autres raisons s'ajoutent au mécontentement des résidents qui constatent des endommagements de leur terrain par le passage et/ou l'utilisation des lourdes machines, ainsi qu'une incidence sur les cours d'eau à cause des perforations. Le trafic routier et le déplacement des machines vers la mine engendrent encore d'autres problèmes : bruit, poussière, accidents routiers, menaces et abus de pouvoir de la part des travailleurs de l'entreprise envers les résidents. Après avoir alerté la municipalité de Cajamarca, sans obtenir de réponse, les habitants s'adressent alors à la paroisse de Porcón Bajo dont le curé, Marco Arana, fait remonter les plaintes auprès des autorités ecclésiastiques locales. L'église catholique devient ainsi la première médiatrice du conflit entre les habitants et la compagnie, facilitant l'implication des autorités provinciales et la naissance d'une campagne médiatique qui pousse MYSA à un compromis. En 1993, la compagnie reconnaît le bas prix d'achat des terres et les problématiques liées à l'affectation de celles-ci, et signe des accords extra-légaux avec les plaignants auxquels elle verse une indemnisation (Arana Zegarra, 2002). Toutefois, MYSA ne reconnaît pas les impacts de ses opérations sur les cours d'eau dans la zone, ce qui continuera à constituer un sujet de contentieux tout au long des activités de la compagnie.

Ce premier épisode de discorde a pour effet de ralentir considérablement le processus d'achat des terres (Arana Zegarra, 2002). Les habitants de la vallée continuent cependant à dénoncer les impacts des activités extractives sur les cours d'eau et les canaux d'irrigation – impacts auxquels ils attribuent des maladies du bétail et des hommes –, mais également les abus de pouvoir de la part du personnel de la compagnie. Un groupe d'étudiants de l'Université Nationale de Cajamarca commence à collaborer avec la Paroisse de Porcón, afin de proposer des services d'orientation et d'information légale aux habitants qui se plaignent de la compagnie. Ils se constituent par la suite en ONG sous l'appellation de *Grupo de Formación para el Desarrollo Sostenible*¹⁵⁰ (GRUFIDES), une organisation qui deviendra centrale pour le réseau local d'opposition à l'expansion des activités minières dans la région, comme nous le

¹⁵⁰ Groupe de formation pour le développement durable

verrons par la suite. Mirtha Vásquez, qui fait partie des fondateurs de l'ONG, raconte ainsi ses premières activités avec les communautés affectées, lorsqu'elle était encore étudiante :

Ça faisait beaucoup de changements pour eux, voir la machinerie lourde... Ils avaient traditionnellement des terrains dans la partie haute [de la vallée], et la compagnie minière a commencé à les acheter, elle les a achetés à des prix très bas, donc il y avait plusieurs problèmes... Une chose qui a attiré notre attention – et notre premier projet a été globalement dédié à ça – c'est que, quand ils se plaignaient à nous... [quand ils se plaignaient] par exemple de certains qui leur avaient pris la terre à des prix très bas ou d'autres qui abîmaient leur propriété en passant par la route... le personnel de la compagnie venait et les menaçait, il leur coupait le passage quand ils passaient par la route en accompagnant les fonctionnaires, et du coup il y avait des gens armés qui protégeaient les fonctionnaires et pointaient leurs armes sur les paysans. Et, quand le personnel minier passait, ils ne pouvaient pas passer, ils leur coupaient la route, leur interdisaient de circuler [...] On venait du temps des haciendas, quand l'*hacendado* était le maître et les paysans les serfs. Du coup, les serfs n'avaient jamais les mêmes droits que le maître... Du coup, les paysans reproduisaient le même modèle et ils disaient... – d'ailleurs beaucoup d'entre eux l'appelaient comme ça – « le maître »... c'est comme ça qu'ils disaient : « de nouveaux maîtres sont arrivés, du coup, comment va-t-on pouvoir réclamer quoi que ce soit ? »¹⁵¹ (entretien, 2011).

Après le renvoi du curé Marco Arana à Rome, en 1994, le rôle de médiateur de l'église catholique¹⁵² est repris par une organisation de la société civile, la *Federación de Rondas Campesinas Femeninas del Norte Peruano*¹⁵³ (FEROCAFENOP). Celle-ci prend contact avec l'ONG californienne Project Underground, spécialisée dans la thématique minière, et ensemble ces deux organisations commencent à dénoncer la pollution des réserves locales d'eau. Les plaintes des habitants se focalisent notamment sur les opérations de la compagnie au pied du Mont Quilish, sommet qui domine la vallée. Or, justement, les sources des fleuves Río Grande et Porcón, qui desservent la vallée et apportent environ 70 % de l'approvisionnement hydrique

¹⁵¹ *Fue muchos cambios para ellos, ver maquinaria pesada...ellos tenían tradicionalmente terrenos en las partes altas y la mina les empezó a comprar, les compró a precios muy bajos, entonces ya tenían varios problemas...una cosa que nos llamó la atención y nuestro primer proyecto fue dedicado básicamente a eso fue que cuando ellos se quejaban con nosotros...por ejemplo a algunos les quitaron las tierras, a precios muy bajos, a otros por pasar la carretera les afectaron parte de sus propiedades.... venían los mineros y los amenazaban, ósea los cortaban cuando pasaban la carretera cuidando los funcionarios, y entonces iba gente armada cuidándoles a los funcionarios y apuntándoles a los campesinos, y cuando pasaban los mineros ellos no podían pasar, les detenían el paso, les prohibían que circulen mientras los mineros pasaban. [...] Venimos del tiempo de las haciendas, donde el hacendado era el patrón, y los campesinos eran los siervos. Entonces los siervos nunca tenían el mismo derecho que el amo...entonces los campesinos reproducían el mismo patrón y decían...incluso mucho de ellos lo denominaban así, "el amo"... así decían, "han llegado nuevos amos, entonces nosotros ¿cómo les vamos a reclamar?"*.

¹⁵² Depuis les années 1970, l'église catholique de Cajamarca s'est développée sous l'égide de la théologie de la libération, et notamment sous l'autorité de l'archevêque José Dammert Bellido. Il existe, depuis cette époque, une étroite connexion entre les rondes paysannes d'autodéfense et certains pans de l'église, notamment dans la province de Bambamarca (Piccoli 2011), comme nous le verrons plus en détail dans les chapitre 5 et 6.

¹⁵³ Fédération des rondes paysannes féminines du nord péruvien. Les rondes paysannes sont une forme d'organisation communautaire née dans la région de Cajamarca dans les années suivant la réforme agraire de 1969, sur lesquelles nous reviendrons dans le prochain chapitre. Dans le cas de la FEROCAFENOP, nous n'avons pu retrouver les informations sur les origines de l'organisation. Au moment de mon terrain, la présidente de la FEROCAFENOP de l'époque était décédée et l'organisation n'existait plus.

urbain de Cajamarca – via le centre de traitement des eaux géré par l’entreprise publique SEDACAJ¹⁵⁴ –, se situent au Mont Quilish. De ce fait, les activités de la compagnie dans les alentours du sommet et le projet d’étendre ces activités extractives sur le sommet lui-même nourrissent des préoccupations qui amplifient le mécontentement local.

Dès les premières années d’activité de MYSA, les habitants observent la disparition des grenouilles, des poissons et autres formes de vie aquatique, ainsi que des altérations de la couleur de l’eau, de sa saveur et de sa turbidité, dans les cours d’eau venant du Quilish (Bebbington et al. 2007), mais ces formes d’expertise locale ne sont pas prises au sérieux¹⁵⁵. Entre 1998 et 2002, plusieurs truites meurent dans les piscicultures situées aux alentours des activités minières, comme le rapporte alors la presse locale. Toujours en 1998, l’entreprise publique de gestion de l’eau, SEDACAJ, détecte, dans les eaux desservant la ville, des concentrations de métaux lourds et autres substances toxiques (fer, chrome, manganèse, cyanure) supérieures aux niveaux fixés par la loi. L’entreprise demande alors à MYSA une indemnisation de 97 000 dollars pour couvrir les coûts engendrés par le traitement des eaux au cours de la période 1995-2000, mais la compagnie nie toute responsabilité directe et préfère investir dans la formation du personnel de SEDACAJ et dans l’équipement du centre de traitement des eaux. En 1999, un rapport indépendant de l’ONG Project Underground indique que, durant les deux années précédentes, les taux d’acidité des eaux avaient dépassé le seuil légal à plusieurs reprises (Arana Zegarra 2002, 2015).

Vers la fin des années 1990, plusieurs ONG écologistes et œcuméniques – GRUFIDES, l’*Asociación para la Defensa Ambiental de Cajamarca*¹⁵⁶ (Ecovida) et l’*Asociación de Defensa y Educación Ambiental*¹⁵⁷ (ADEA) - se constituent à Cajamarca. Ces nouvelles organisations, principalement composées d’étudiants et d’activistes liés aux milieux religieux et universitaire locaux, portent toute leur attention sur la question des activités minières et œuvrent pour

¹⁵⁴ *Empresa Prestadora de Servicios de Saneamiento S.A. Cajamarca* (Entreprise prestatrice de services d’assainissement S.A. Cajamarca)

¹⁵⁵ Vladimir Gil relate des divergences similaires dans la zone d’influence du projet minier Antamina (région d’Ancash) et distingue les critères « éthiques » des critères « esthétiques » d’évaluation de la qualité de l’eau. Tandis que le personnel de l’entreprise encourage les habitants à avoir « foi » dans les études certifiant la salubrité de l’eau – et ce en dépit d’une altération de ses caractéristiques visibles –, les habitants considèrent ces altérations de l’aspect, de l’odeur et du goût de l’eau comme des indices de sa pollution. Selon Gil, la tension engendrée par le désaccord entre ces différentes représentations est aggravée par la méfiance des habitants à l’égard de la compagnie minière, en raison des expériences antérieures de pollution minière dans la région. L’idée d’une « méfiance » est largement répandue dans les études sur les rapports entre communautés et compagnies minières, mais elle est généralement peu argumentée. Nous avons analysé cette « méfiance » et le rapport de pouvoir inégal qu’elle traduit ailleurs (Grieco et Salazar-Soler 2013).

¹⁵⁶ Association pour la Défense Environnementale de Cajamarca

¹⁵⁷ Association de Défense et d’Éducation Environnementale

informer la population urbaine des dangers de la pollution hydrique, créant ainsi une sensibilité à la question chez les habitants de la ville. Toutefois, très vite, des tensions apparaissent entre ces nouvelles organisations urbaines et la FEROCAFENOP : le double leadership rural et urbain ne dure pas longtemps, car, en 2001, la FEROCAFENOP est incluse dans un projet de micro-crédit financé par MYSA, ce qui délégitime la Fédération et met à mal son rôle de référent dans les protestations¹⁵⁸ (Bebbington *et al.*, 2007).

2.2.2 De l'accident de Choropampa à la lutte pour le Quilish (2000-2004)

En juin 2000, un camion de l'entreprise RANSA¹⁵⁹, prestataire de service pour Yanacocha, déverse accidentellement 151 kilos de mercure sur 40 km le long de la route traversant le village de Choropampa, à quelques heures de route de Cajamarca. Des centaines d'habitants sont alors intoxiqués et, aujourd'hui encore, ils continuent à souffrir de séquelles. La gravité de l'accident et la gestion de celui-ci par MYSA – qui décline initialement toute responsabilité de sa compagnie prestataire pour ensuite signer des accords d'indemnisation extra-judiciaires avec les victimes – alimentent la préoccupation croissante de la population urbaine de Cajamarca quant aux risques de pollution résultant de l'activité minière¹⁶⁰. Ainsi, la question des impacts environnementaux de la mine se pose crûment.

À partir de 2001, à la suite de la délégitimation de la FEROCAFENOP et d'un engagement plus conséquent de la population urbaine, se constitue un réseau local critique des activités de MYSA, dont l'axe principalement urbain se situe dans la capitale régionale, Cajamarca. Alors qu'au cours des années 1990, les habitants ruraux réclamaient plus de responsabilité sociale et environnementale de la part de la compagnie, les organisations urbaines vont plutôt demander, dans les années 2000, l'interruption ou la régulation des activités extractives et un plus grand contrôle du territoire (Bebbington *et al.*, 2007). Avec l'évolution du

¹⁵⁸ Du fait de l'inclusion de la FEROCAFENOP dans le projet de micro-crédit de MYSA, l'ONG californienne Project Underground et la Confédération nationale des communautés affectées par les activités minières (CONACAMI), principale organisation nationale dédiée à la problématique minière, prennent leur distance avec FEROCAFENOP.

¹⁵⁹ Acronyme de *Represa Algodonera y Almacén Nacional S.A* (Presseuse de coton et entrepôt national S.A.), nom faisant référence aux origines de l'entreprise dans le commerce du coton en 1939 au port du Callao. A ce sujet, voir <https://www.ransa.biz/es-PE/quienes-somos/historia/> (dernier accès 17/04/2018).

¹⁶⁰ La réalisation d'un documentaire « Choropampa, le prix de l'or » (Boyd et Caballos 2002), qui connaît alors une certaine diffusion dans la capitale et à l'étranger, contribue à sensibiliser le public sur les impacts de l'extraction minière dans la région.

mouvement local, les thèmes des revendications évoluent d'une question « sociale » vers des préoccupations plus spécifiquement écologique (dénonciation des impacts environnementaux) et politique (demande de monitoring et de gestion des ressources à l'échelle locale). Ces nouvelles demandes s'accompagnent d'un récit – au sens où l'on organise un répertoire de sens permettant d'interpréter la réalité sociale et de la transmettre (Cruikshank 2000; Davis 2012; Haarstad et Fløysand 2007; Polletta 1998, 2011) - spécifique, consistant à représenter la rencontre de Minera Yanacocha avec la population locale comme une réactualisation de la conquête coloniale. Mieux connue comme « la chambre de la rançon » (cf. encadré III), ce récit aura dans les années suivantes une vaste résonance à l'échelle nationale et internationale.

III. La « chambre de la rançon »

A la fin des années 1990, un groupe d'habitants urbains de Cajamarca – principalement liés à l'université nationale, aux organisations écologistes et à des groupes religieux progressistes – commencent à représenter l'arrivée de Minera Yanacocha dans la région comme une mise à jour de la rencontre coloniale ayant eu lieu à Cajamarca en 1532 entre le dernier Roi Inca Atahualpa et le Conquistador Francisco Pizarro. Cet événement historique, gravé dans l'histoire nationale comme le début de la conquête hispanique et la fin de l'Empire Incaïque, est utilisé pour représenter l'activité minière comme une nouvelle forme de « conquête » et de colonisation, plutôt qu'un acteur économique participant du développement de la région.

En 1532, les troupes Incas et espagnoles se rencontrent pour la première fois dans la ville de Cajamarca. Selon les chroniques de l'époque, après que les Incas eurent perdu la bataille contre les espagnols, Pizarro fit Atahualpa prisonnier, et l'enferma dans une chambre, appelée « *el cuarto del rescate* » (la chambre de la rançon), dont les vestiges constituent aujourd'hui l'une des principales attractions touristiques de Cajamarca (Fig. 20). Le roi Inca propose, en échange de sa liberté, de remplir deux fois la chambre d'or et autres métaux précieux dont il a compris que les espagnols sont avides. Pizarro acquiesce, et les richesses arrivent des quatre coins de l'empire. Cependant, une fois la chambre pleine, Pizarro ne tient pas sa promesse et tue Atahualpa.

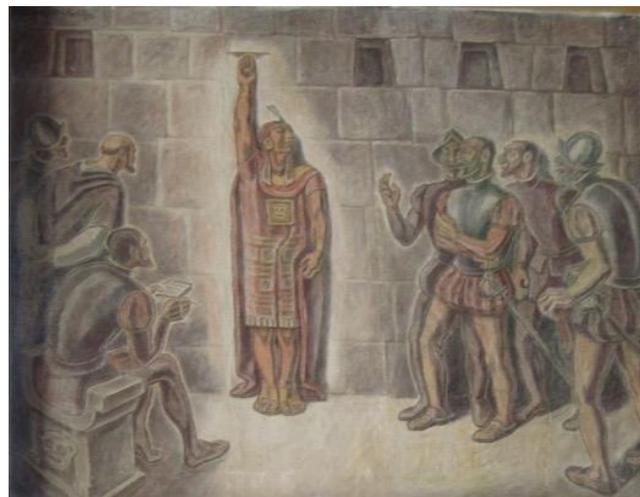


Fig. 20 Peinture à l'entrée du site archéologique Cuarto del Rescate aujourd'hui visitable à Cajamarca. Source : <http://www.enperu.org> (dernier accès 27/06/2016)

Les organisations urbaines commencent à mobiliser cet épisode historique pour représenter le rapport des compagnies minières avec la population locale comme une « nouvelle colonisation » : tels les espagnols à l'époque de la conquête, les compagnies minières sont représentées comme étant en train de s'approprier des richesses de la nation et s'appêtant, une fois l'or amassé, de partir en semant la mort derrière elles. Cette narration a beaucoup de résonance tant localement qu'à l'échelle nationale, dans la mesure où elle fait écho à un passé colonial commun et invoque un nationalisme qui dépasse les différences sociales et territoriales. L'histoire d'Atahualpa sera reprise dans plusieurs localités comme le mythe fondateur des réseaux d'opposition à l'exploitation minière (Salazar-Soler 2009) et largement utilisée pour représenter le débat politique national autour des activités extractives. L'association entre la mort d'Atahualpa et l'extraction minière s'ancre dans l'imaginaire à un point tel que l'on parle de « syndrome national » : en 2011, une expression empruntée au ministre de l'environnement de l'époque Antonio Brack (2008-2011) devient le titre d'un livre grand public sur le rapport des péruviens au secteur minier, « Le syndrome de la chambre de la rançon » (Barnechea 2011)

Les nouvelles organisations urbaines concentrent leurs efforts sur le risque d'expansion des activités extractives au Mont Quilish (Fig. 21) pour l'approvisionnement hydrique local (Fig. 22). Fait nouveau, les autorités locales commencent à s'engager dans le mouvement naissant de défense du sommet. En 2000, le maire de la province de Cajamarca, Jorge Hoyos Rubio, émet une ordonnance municipale (N° 012-CMPC) faisant du Quilish une réserve naturelle, où toute activité minière est interdite. La concession ayant déjà été accordée par le gouvernement national, MYSA fait appel auprès du tribunal constitutionnel qui invalide l'ordonnance municipale et donne, en avril 2003, l'autorisation d'entamer les travaux, à condition que l'étude d'impact environnemental (EIE) soit approuvée. En décembre 2004, un audit environnemental réalisé par l'entreprise de consulting colombienne INGETEC¹⁶¹ et une étude hydrogéologique réalisée par l'entreprise états-unienne Stratus Consulting¹⁶² – les deux commissionnées par MYSA – sont publiés. Ces rapports, qui révèlent un risque d'impacts sévères sur l'écosystème et la disparition possible de certaines sources hydriques, sont diffusés par les ONG locales, alimentant les craintes de la population. Pourtant, le 16 juillet 2004, le ministère de l'Énergie et des Mines approuve les travaux d'exploration en vue des projets Quilish, Cuenca Porcón et Yanacocha Sur (Resolución Directoral N° 361-2004-MEM/AAM).

¹⁶¹ Pour plus d'informations, voir <https://www.ingetec.com.co> (dernier accès 17/04/2018)

¹⁶² Pour plus d'informations, voir <http://stratusconsultinggroup.com> (dernier accès 17/04/2018)



Fig. 21 : Vue du Mont Quilish (depuis la route Cajamarca-Bambamarca). Photo de l'auteur.

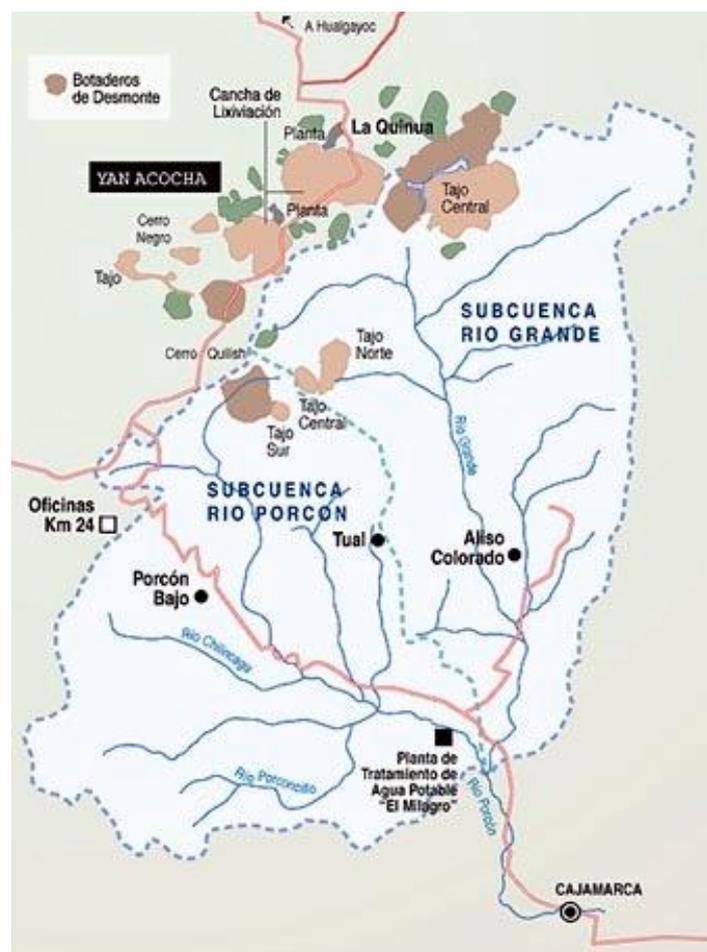


Fig. 22. Carte des cours d'eau desservant la ville de Cajamarca et des sites d'activité de MYSAs. Source : Revue *Caretas* N. 1762¹⁶³

¹⁶³ <http://www.caretas.com.pe/2003/1762/articulos/yanacocha.phtml>, dernier accès 20/11/2016

L'autorisation de débiter les travaux du projet Quilish est la goutte d'eau – si l'on peut dire – qui fait déborder le vase des peurs et rancunes locales. Pendant plusieurs semaines, les protestations se succèdent dans le centre-ville de Cajamarca et les zones avoisinant la mine. Sous la coordination d'un groupe d'activistes de l'Université Nationale de Cajamarca, une importante mobilisation d'habitants ruraux et urbains paralyse la capitale régionale et bloque, pendant plusieurs jours, la route d'accès à la mine. Les violences et les arrestations se multiplient, mais les protestations se poursuivent. Finalement, le 16 septembre 2004, le ministère de l'Énergie et des Mines émet une résolution bloquant les travaux d'exploration¹⁶⁴. Au mois de novembre de la même année, Newmont Mining Corporation – le principal actionnaire de MYSA – déclare renoncer à l'exploitation du Mont Quilish, avançant que la compagnie ne dispose pas de la « licence sociale » nécessaire. Ce concept fait référence à l'acceptation des activités minières par les communautés locales et autres parties prenantes (*stakeholders*) affectées par les opérations, et s'est imposé avec les nouveaux impératifs du développement durable et les transformations dans les mécanismes de gouvernabilité du secteur (Prno et Scott Slocombe 2012). Sa définition reste cependant floue, comme le montrent les différentes interprétations du terme par les actionnaires du MYSA : lorsque la compagnie états-unienne Newmont Mining Corporation affirme abandonner le projet Quilish, dont elle est la principale actionnaire, en raison du « manque de licence sociale » – prenant ainsi en compte le refus local du projet –, Roque Benavides, Président de la partenaire péruvienne de Newmont, Minas Buenaventura, affirme ne pas « croire » dans la licence sociale, la seule licence légitime à ses yeux étant celle accordée par les autorités étatiques. En dépit de ces interprétations divergentes, le fait que la compagnie ait renoncé sous la pression de protestations locales constitue une première dans le « nouveau » Pérou minier, et révèle à quel point les entreprises sont à présent sensibles à l'opinion publique nationale et internationale¹⁶⁵.

Après les mobilisations de 2004, des espaces de dialogue sont créés pour faciliter la résolution du conflit : le Compliance Advisory Ombudsman (CAO) de la Corporation

¹⁶⁴ Resolution 427-2004-MEM/AAM

¹⁶⁵ MYSA abandonne le projet Quilish l'année suivant l'annulation du projet minier Tambogrande (région de Piura) de Manhattans Minerals par l'Etat péruvien. Il s'agit de la première fois qu'un projet est abandonné du propre fait de la compagnie. Bien d'autres projets miniers seront suspendus durant les années suivantes : Río Blanco et Tambo Grande (Piura) en 2004 et 2006 ; Quellaveco (Moquegua) en 2006 ; Conga, Michiquillay et Galeno (Cajamarca) en 2012 ; Las Bambas y Los Chancas (Apuřímac) en 2012 ; ou encore Tía María (Arequipa) en 2015. A la suite de la vague de mobilisations contre l'industrie minière au cours des années 2000-2004, le gouvernement péruvien met en œuvre une série de mesures pour prévenir, contenir et réprimer les mécontentements (cf. chapitre 7).

Internationale Financière, le Conseil transitoire d'administration régionale¹⁶⁶, des espaces de concertation provinciale¹⁶⁷ et des comités citoyens¹⁶⁸ (Bebbington et al. 2007). Mais la multiplication des espaces de dialogue, le désaccord entre les participants et l'absence totale de l'État dans la médiation entravent la mise en place d'accords contentant les différentes parties. Suivent quelques années de « calme tendu » (Tanaka et Melendez 2009), interrompu uniquement par des manifestations locales comme celles de Combayo (2006), qui coûtent la vie à un manifestant¹⁶⁹, et les blocages de routes à Porcón Bajo (2007), qui donnent lieu à l'arrestation de 32 personnes¹⁷⁰.

2.2.3 De la terre à l'eau : évolution des thématiques de revendication

La réussite des mobilisations contre le projet Quilish marque un tournant dans le rapport local aux activités extractives, qui sera dorénavant centré sur la question des ressources hydriques. L'évolution des revendications du réseau de mobilisation local est le produit de plusieurs facteurs convergents. Historiquement, les luttes pour la terre n'ont qu'un faible écho au Pérou depuis les années 1970, après qu'une réforme agraire radicale a redistribué le 70% de la propriété foncière nationale¹⁷¹. Aujourd'hui, dans un pays où les deux-tiers des citoyens vivent en milieu urbain (Bos 2017), les mobilisations pour la terre ont une odeur de passé – et le corporatisme dont elles se sont imprégnées dans la seconde moitié du XXème siècle est

¹⁶⁶ *Consejo Transitorio de Administración Regional*

¹⁶⁷ *Mesas de Concertación*

¹⁶⁸ *Comités ciudadanos*

¹⁶⁹ En 2006, Minera Yanacocha entame l'amplification de ses opérations par le Projet Carachugo, situé dans la commune de Combayo, dans la province de La Encañada (région de Cajamarca). En 2006, les habitants se mobilisent pour demander la mise en œuvre effective des accords signés par la compagnie minière concernant l'approvisionnement et la qualité des ressources hydriques, ainsi que la construction et l'entretien des rues, les projets d'infrastructures, les promesses d'embauche, etc. Le 2 août 2006, une centaine de manifestants s'introduit dans les installations du projet minier : s'ensuit un affrontement avec les forces de sécurité de la compagnie (FORZA), au cours duquel Isidro Llanos Chavarría perd la vie. La mort d'un protestataire d'une balle tirée par les services de sécurité privés de MYSa exacerbe le conflit, amenant les rondes paysannes de Cajamarca et de Hualgayoc à s'impliquer, de même que des réseaux d'étudiants de l'Université Nationale de Cajamarca ; la problématique liée à la présence minière prend alors de l'ampleur. Le ministère de l'Intérieur intervient dans le conflit en tant que médiateur et parvient, en septembre 2006, à faire rédiger un accord entre la compagnie et les communautés de la zone (Caballero, 2012).

¹⁷⁰ Porcón Bajo est un hameau situé à environ 15 km de la capitale régionale, Cajamarca, sur la route reliant cette ville à la zone d'opération de Minera Yanacocha. Le 11 septembre 2007, une centaine d'habitants de Porcón Bajo et des hameaux voisins bloquent la route pour protester contre l'affectation des ressources en eau dans la zone, demandant une étude hydrogéologique et la création d'un espace de dialogue entre la compagnie et la population. L'intervention des forces de l'ordre conduit à l'arrestation de 32 habitants, dont 9 sont condamnés en 2009 à 4 ans d'arrêt domiciliaire. Voir : http://grufidesinfo.blogspot.fr/2009/03/campesinos-de-porcon-fueron_25.html (consulté le 18/10/2016).

¹⁷¹ Nous reviendrons plus en détail sur la réforme agraire de 1969, mise en œuvre par le gouvernement du General Juan Velasco Alvarado, dans le prochain chapitre.

politiquement suspect depuis le conflit interne des années 1980¹⁷². L'eau, au contraire, constitue une thématique transversale pour l'ensemble de la population rurale et urbaine nationale, qui permet non seulement une convergence d'intérêts entre différents secteurs sociaux mais aussi une diffusion du conflit local à l'échelle nationale et internationale, facilitant des alliances pluri-scalaires et multi-actuelles (Bos 2017; Massardier et al. 2014). A la terre, socle des luttes paysannes et indigènes depuis l'époque coloniale (Salazar-Soler 2013) jusqu'aux années 1960, s'est ainsi substituée la ressource en eau, « bien commun » partagé par différents secteurs sociaux et objet d'un nouveau consensus international (Lorrain et Poupeau 2014). La préservation de la ressource hydrique contribuera ainsi à légitimer et à rendre visible l'opposition locale aux activités minières, dans un contexte où va croissant l'institutionnalisation internationale du droit à l'eau (cf. encadré IV).

IV. L'eau, « or bleu » du XXI^e siècle

L'importance de l'eau pour le développement et le bien-être des humains et des territoires, les risques d'épuisement et de concentration de cette ressource, sont devenus depuis le début des années 1990 partie intégrante des agendas des institutions internationales. La problématique de la conservation et de la répartition hydrique globale est inaugurée en 1992 par la rédaction des Dublin Principles, consolidée par la création du Forum Mondial de l'Eau en 1996, et couronnée par la proclamation du droit humain à l'eau par l'ONU en 2010. Le risque d'une pénurie globale croissante de la ressource et sa nouvelle importance géopolitique ont aussi capturé l'imaginaire du grand public par l'ample diffusion de formules telles que « l'or bleu » (Barlow et Clarke 2003) ou « les guerres de l'eau » (Lasserre et Rocard 2009).

Les lignes-guide de la gouvernance globale de l'eau ont à l'époque actuelle deux tendances à la fois contradictoires et complémentaires : d'une part une poussée vers la rationalisation de la gestion de la ressource, régie par l'application des principes de l'économie marchande ; et d'autre part la politisation du rapport à la ressource, inspirée par les principes de justice sociale et environnementale. Si la première a donné naissance à la discipline des *water economics* (Dinar et Schwabe 2015), la deuxième progresse grâce à des réseaux de recherche-action qui prônent la « justice hydrique » (Boelens, Cremers, et Zwartveen 2011). L'institutionnalisation de la première approche est bien illustrée par la création en 2004 de l'*International Water Resource Economics Consortium* (IWREC), organisme dédié à la gestion de la ressource par la Banque mondiale, alors que la seconde est au *World Water Council* (WWC), un groupe de travail des Nations Unies à l'origine de la déclaration, en 2010, du droit de l'homme à l'eau et à l'assainissement (Résolution 64/292).

Afin de quantifier la ressource pour améliorer sa gestion et son partage, des nouveaux indicateurs ont été élaborés, notamment l'« eau virtuelle » (Chapagain et Hoekstra 2003; Sartori et Mazzoleni 2005) et l'« empreinte hydrique » (Chapagain et al. 2005) : alors que la première sert à calculer les volumes d'eau nécessaires à la production des biens, et donc les quantités d'eau « virtuelles » qui sont déplacées dans le cadre des importations/exportations agricoles, la deuxième dérive du calcul du volume d'eau nécessaire à la production de biens et de services dans un territoire. Ces formes de quantification et de calcul économique ne rendent cependant pas compte de la dimension sociale et symbolique (Bordieu 1998; Baviskar 2003, 2007) de la ressource, dont la valeur n'a pas d'équivalence économique (Li 2013),

¹⁷² Ce conflit, nous le rappelons, oppose l'armée péruvienne aux guérillas maoïstes du Sentier Lumineux, dont le langage marxiste orthodoxe reste associé dans l'opinion publique nationale à la violence du conflit interne.

ni des systèmes culturels et politiques (Boelens 2015; Lorrain et Poupeau 2014; Mosse 2003) qui participent de sa distribution.

Dans les pays en voie de développement et notamment en Amérique latine, la question de la gestion et du partage des ressources hydriques a pris du poids avec le processus d'urbanisation intensive qui, à partir des années 1950, voit apparaître de grandes agglomérations sur le continent. La compétition entre usagers s'est davantage accrue depuis les années 1990 en raison de l'exploitation intensive des ressources naturelles (secteurs agro-alimentaire, minier, pétrolier, hydro-énergétique), à laquelle se rajoutent les effets du réchauffement global et une tendance allant vers la privatisation des services de gestion hydrique promue par les principes de gouvernance néolibérale (Boelens et Arroyo 2013; Boelens, Cremers, et Zwartveen 2011). Ces facteurs conjoncturels ont été à l'origine de plusieurs mobilisations en Amérique Latine – telles la « guerre de l'eau » de Cochabamba (Bolivie) en 2000, l'opposition au projet Pascua Lama à la frontière entre l'Argentine et le Chili en 2006, les mobilisations autochtones au Brésil contre le barrage de Belo Monte en 2014, entre autres (Coleman 2012) - et ailleurs dans le monde – telles les mobilisations au Kerala (Inde) contre l'entreprise Coca Cola (Joy et al. 2009) ou aux Etats-Unis contre l'exploitation du gaz de schiste (Rijke 2013). Ce serait une erreur de ne pas différencier entre ces conflits, qui relèvent d'enjeux socio-politiques, économiques et environnementaux différents, et qui se concentrent sur des « objets » divers : barrages, glaciers, systèmes d'approvisionnement hydrique urbains, etc. Cependant toutes ces actions ont en commun d'avoir, tant à l'échelle locale qu'internationale, engendré un discours faisant le lien entre ressources en eau, droit des habitants et objectifs du développement durable. Chacun de ces conflits a ainsi contribué à rendre visibles des enjeux économiques, politiques et sociaux à travers le prisme de la ressource en eau (Massardier et al. 2014).

L'étude des conflits environnementaux montre bien que les discours internationaux ne sont pas adoptés « tels-quels » mais traduits par les acteurs sociaux conformément à leur contexte national et/ou territorial (Massardier *et al.*, 2014). Lorsque la ressource en eau est représentée comme l'élément « unificateur » des différents secteurs sociaux mobilisés, les différends autour de la façon d'entendre la ressource hydrique et de la défendre révèlent des tensions entre les acteurs sociaux, notamment entre ceux appartenant au secteur rural-populaire et ceux d'extraction plutôt urbaine et « professionnelle »¹⁷³. La commémoration des mobilisations contre l'exploitation du Quilish, qui se tient en Septembre 2011 au pied même de ce mont (Fig. 23), fournit l'occasion d'observer ces différends entre les organisateurs de la réunion – appartenant principalement aux mouvements de la capitale régionale – et les habitants des communautés rurales riveraines.

¹⁷³ Le mot « professionnel » (*profesional*) désigne localement des acteurs sociaux ayant mené des études supérieures. Il indique pour autant un certain statut social, souvent mais pas nécessairement associé à la résidence en milieu urbain.



Fig. 23 – Participants à la réunion de commémoration de la lutte pour le Quilish de Septembre 2011, avec en arrière-fond l’aire d’opération de MYSA. Photo de l’auteur.

Au moment de cette célébration, le réseau de mouvement local tire un nouvel élan du contexte de renouvellement politique national, et de l’annonce d’un nouveau grand investissement minier de MYSA dans le projet Minas Conga¹⁷⁴. La commémoration des mobilisations de 2004 contre le projet Quilish prend alors une importance singulière, puisque y participent des représentants d’organisations locales des Provinces concernées par le projet Conga. Afin d’acheminer jusqu’au sommet, où la cérémonie est planifiée, des participants venus de la capitale régionale, deux bus ont été mis à disposition par le gouvernement régional. A cause d’un désaccord entre les organisateurs, l’assistance se divise en deux groupes : pendant qu’une délégation, accompagnée de la presse, entreprend de descendre et de contourner la montagne pour observer les opérations minières et les sources d’eau s’écoulant vers la ville, un second groupe se maintient au sommet. Celui-ci est mêlé d’activistes, d’autorités officielles et d’habitants des communautés rurales proches dont de jeunes leaders des communautés riveraines qui prennent la parole pour se plaindre publiquement de la façon dont l’événement a été organisé.

¹⁷⁴ Ce contexte politique particulier et les caractéristiques du projet Minas Conga seront présentés en détail dans le chapitre 4.

Les intervenants laissent éclater leur colère en arguant du fait que personne ne les a *invités* à la commémoration, ni ne leur a demandé la *permission* pour l'organiser. Ils présentent ainsi la venue de participants d'origine urbaine – parmi lesquels figurent des habitants d'autres Provinces concernées par un nouveau projet de MYSA, Minas Conga - comme une forme d'intrusion :

Je ne crois pas que vous aimeriez qu'on vienne sur votre montagne en disant que nous sommes en train de (la) protéger!¹⁷⁵ (intervention publique, 2011)

Les intervenants expriment aussi leur désaccord quant à l'itinéraire choisi par l'autre délégation, opposant leur connaissance territoriale à l'ignorance des organisateurs :

Le Quilish, c'est *ici* ! Ils disent qu'ils viennent voir le Quilish et ils s'en vont en bas, ils savent même pas!¹⁷⁶ (intervention publique, 2011)

Finalement, ils revendiquent un « droit de propriété » sur le Quilish et ses eaux :

Le Quilish n'est pas la propriété d'une ONG, le Quilish n'est pas la propriété d'un environnementaliste, le Quilish est notre propriété, nous qui en utilisons les eaux. (...) Ce n'est pas comme disent les ONG, les environnementalistes, les politiciens, les miniers... nous sommes ici avec un seul but : celui de notre eau, compagnons !¹⁷⁷ (intervention publique, 2011)

Ces affirmations de propriété territoriale ne sont pas à prendre à la lettre – la surface du mont est de propriété de MYSA depuis les années 1990 - mais comme une revendication plus générale du droit de définir l'objet et la nature du conflit : local plutôt que global, concernant les habitants ruraux et non les organisations urbaines à l'origine de l'événement. En critiquant l'organisation des commémorations, ces habitants tentent de rétablir leur contrôle sur un territoire – et un conflit – dont la définition leur a échappé. Comme le formule un participant issu d'une communauté rurale riveraine : « ceux-ci (les organisateurs) sont comme les miniers : ils viennent une fois par an ici en haut, et veulent nous dire quoi faire de notre terre ! »¹⁷⁸.

Les organisateurs, troublés par ces interventions, répondent en invitant à plusieurs reprises tous les présents à l'unité. C'est dans ce cadre que l'ex-curé de Porcon et fondateur de GRUFIDES, Marco Arana, prend la parole pour réaffirmer la nature fédératrice de la ressource hydrique, qui selon lui ne se borne pas au réseau local d'acteurs qui en partagent la gestion, mais les relie au contraire aux luttes d'autres acteurs et territoires :

Je crois qu'il est important que nous nous rendions compte que la défense de l'eau est une cause de tous les êtres humains dans toutes les parties du monde. Il y a des luttes pour l'eau en Inde,

¹⁷⁵ *No creo les gustaría que vengamos a su cerro diciendo que los estamos defendiendo*

¹⁷⁶ *El Quilish es acá ! Dicen que vienen verlo al Quilish y se van para abajo, ni siquiera saben*

¹⁷⁷ *El Quilish no es la propiedad de una ONG, el Quilish no es de propiedad de un ambientalista, el Quilish es de nuestra propiedad, de nosotros que utilizamos sus aguas (...), No es como dicen las ONGs, los ambientalistas, los políticos, los mineros...nosotros estamos acá con un solo objetivo : lo de nuestra agua, compañeros !*

¹⁷⁸ *Esos son como los mineros, vienen una vez al año y quieren decirnos que hacer con nuestra tierra!*

en Bolivie, (chez) les frères de Cuzco et de Puno... c'est pour cette raison que nous ne pouvons pas dire « la lutte pour l'eau n'est qu'à moi ». L'eau, comme le dit la loi et comme nous le croyons, est à tout le monde, et il faut défendre l'eau de tous et pour tous. Ce n'est pas défendre l'eau du Quilish pour quatre communautés et le reste n'importe pas ! A nous (habitants) de Cajamarca ça nous importe que vous ayez de l'eau pour les champs, ceux qui parmi nous ont vécu ici dans la campagne savent ce que c'est de ne pas avoir d'eau (...).[L'abandon du projet Quilish] C'était grâce à la lutte de tous ceux qui se sont unis, pas seulement de 20 ou de 100 personnes, la défense du Quilish impliquait plus de 60.000 personnes dans les luttes de l'année 2004. Et cette lutte camarades nous a unis, et nous ne pouvons pas travailler, nous ne pouvons pas croire que maintenant on dise ... que la lutte n'est que pour les canaux d'irrigation! Vous vous trompez camarades ! Grâce à la lutte de 2004 le mont Quilish n'est pas aujourd'hui comme le Cerro Negro ou La Quinoa [=sommets riverains exploités par MYSA]. (...) Les eaux du Quilish sont avant tout pour les paysans, d'accord ! Mais ici commencent les eaux du Quilish pour tous ! Et si le Quilish meurt, alors Porcon Bajo, Porcon Alto, et une partie de la ville vont mourir. Ainsi, que nous le voulions ou pas, camarades, dans cette lutte nous devons rester unis. Que Dieu bénisse l'effort de tous les frères et sœurs qui défendent chaque jour, pas pour un travail, que Dieu bénisse tous ces gens qui beaucoup de fois ne prennent pas le microphone, mais qui savent défendre [leur territoire des entreprises minières], comme sont en train de le faire les frères du Alto Peru¹⁷⁹. C'est pour cette raison qu'aujourd'hui nous sommes venus comme il y a tant d'années au Quilish, et que nous attendons que demain les camarades des canaux du Quilish aillent défendre les lacs du Alto Perú, les lacs de Minas Conga où Yanacocha veut aussi détruire des lacs, et allez aussi camarades défendre la cause des paysans de Chugur, et des camarades de Pulan, camarades cette lutte est à tout le monde ! Dans cette lutte nous sommes unis pour la vie !!¹⁸⁰ (déclaration publique, 2011)

Dans cette intervention, l'homme religieux devenu activiste environnemental répond aux critiques des participants, en réaffirmant la nature « universelle » - trans-sectorielle et trans-locale – de la ressource en eau, dont la défense unit les habitants de la ville à leurs voisins ruraux. Cette longue intervention a pour effet de balayer les critiques des intervenants, qui finiront par s'éclipser dans le public. L'intervention de ces habitants parvient tout de même à troubler l'apparent consensus de cette commémoration « unifiée », introduisant une autre vision du mont et des enjeux de sa défense. La définition et la mise en récit du conflit ne sont en effet

¹⁷⁹ Aire géographique riveraine concernée par un projet d'exploitation minière de MYSA.

¹⁸⁰ *Creo que es importante que nos demos cuenta que la defensa del agua es una causa de todos los seres humanos en toda parte del mundo. Hay luchas por el agua en la india, en Bolivia, hay luchas por el agua en Perú, los hermanos de cuzco y de Puno...por eso no se puede decir "la lucha por el agua es solo de mi". El agua, tanto como lo dice la ley como nosotros lo creemos, el agua es de todos...y hay que defender el agua de todos para todos. No es que de defiende en agua del Quilish para cuatro comunidades y el resto no importa! A nosotros en Cajamarca si nos importa que tengan agua en el campo, los que hemos vivido acá en el campo sabemos lo que es pasar sin agua. Y por eso saludamos la actitud de muchos compañeros que tienen una actitud generosa (...) Ha sido gracias a la lucha de todos los que se unieron, no de 20 o de 100 personas, la defensa del Quilish involucró a más de 60.000 personas en las luchas del año 2004. Y esa lucha compañeros nos unió, y no podemos trabajar, y no podemos creer que ahora se diga ... que la lucha es solo se los de los canales! Están equivocados compañeros! Gracias a las luchas de 2004 el cerro Quilish no está ahora como está el Cerro Negro como está la Quinoa.(...) Primero las aguas del Quilish para los campesinos, de acuerdo! Pero aquí comienzan las aguas del Quilish para todos! (...) si el Quilish muere, también se muere Porcón bajo, y Porcón alto, y parte de la ciudad...! así que si queremos o no, compañeros, en esta lucha estamos unidos. Así que Dios bendiga el esfuerzo de todos los hermanos y hermanas que defienden casa día...no por un puesto de trabajo, que Dios bendiga toda esta gente que muchas veces no toma el micrófono , sin embargo saben defender, como lo están haciendo los hermanos con las lagunas del alto Perú. Por eso le decimos que hoy hemos venido como tantos años el Quilish, y que esperamos que mañana los compañeros de los canales del Quilish vayan a ayudar a defender las lagunas del Alto Perú, vayan a defender las lagunas de Minas Conga donde también Yanacocha quiere destruir las lagunas, y también vayan compañeros a defender la causa de los compañeros campesinos de Chugur, y de los compañeros de Pulan, compañeros esta lucha es de todos! En esta lucha estamos juntos todos por la vida!*

pas réductibles à la seule dimension matérielle, mais reposent également sur un répertoire discursif, normatif et symbolique qui fait appel à différentes représentations du monde social (Massardier et al. 2014). En tant que tel, le Quilish est « plus » que le Quilish - il s'agit d'un mont symbolisant à la fois la victoire d'une mobilisation sociale sur les appétits d'expansion de la compagnie, ainsi que la « montée en généralité » du conflit, dirigée par des organisations urbaines politiques et écologistes, qui produisent une marginalisation des acteurs ruraux à l'origine des premières mobilisations contre MYSA. La controverse autour de la connaissance et de la localisation du mont – où est le Quilish ? – ainsi que du pouvoir légitime de le définir – appartient-il aux résidents des communautés environnantes et usagers directs des canaux d'irrigation, ou aux habitants de la capitale régionale montés pour l'occasion ? – donne à voir les tensions existantes entre les acteurs et organisations locales critiques de la présence minière.

2.2.4 « Leçons apprises » : conflit et responsabilité sociale entrepreneuriale (2005-2012)

Les mobilisations de 2004 constituent un moment charnière dans le rapport entre la population locale et la compagnie. Pour le réseau du mouvement local critique des activités de MYSA, elles constituent une première et importante victoire. Elles consacrent en outre l'eau comme enjeu central et unificateur de la protestation, ainsi qu'elles marginalisent les acteurs et organisations rurales au profit d'un nouveau leadership urbain. Pour MYSA, c'est là un moment d'apprentissage qui conduit à une évolution de la politique de communication et de responsabilité sociale de la compagnie. Suivant une formule de la CAO, Yanacocha intègre ces « leçons apprises » (*lecciones aprendidas*) dans son mode opératoire. Tout d'abord, la compagnie s'implique dans la préservation des ressources hydriques de la zone, à travers un discours axé sur une logique de quantification et de gestion, plutôt que sur les enjeux de qualité de l'eau et de pénurie (Li 2015). Ainsi, en 2006, des panneaux publicitaires surplombant les principaux axes routiers de la capitale régionale montrent des paysans souriants et clament : « Il y a de l'eau à Cajamarca, il reste à la collecter »¹⁸¹ ou : « Nous avons eu plus d'eau pendant la saison sèche »¹⁸². À la radio, on peut alors entendre le message publicitaire suivant : « Voisins de Cajamarca, saviez-vous que chaque année 70 % de nos eaux qui viennent des pluies s'en

¹⁸¹ *Agua hay en Cajamarca, lo que falta es recolectarla.*

¹⁸² *Tuvimos más agua en época de seca.*

vont à la mer ? »¹⁸³ (cité par Pérez Mundaca 2012 : 180), que nous trouvons aussi illustré dans l’affiche reportée dans la Figure 24¹⁸⁴.



Fig. 24 : Affiche publicitaire sur les activités de collecte de l’eau entreprises par MYSA – « Nous sommes déjà en train de collecter un peu de l’eau que Cajamarca perd dans la mer ». Source : <http://caballeroredverde.blogspot.pe> (dernier accès le 16/01/2017).

Les activités visant à assurer l’approvisionnement local en eau deviennent ainsi l’un des volets du programme de responsabilité sociale de l’entreprise (cf. encadré V), comme illustré dans les Figures 25, 26 et 27 reportées ci-dessous.

¹⁸³ *Vecino de Cajamarca, sabía que cada año el 70% de nuestras aguas que provienen de las lluvias van a dar al mar?*.

¹⁸⁴ Comme le soulignait ironiquement un militant écologiste local (entretien de 2013) l’idée que 70 % des eaux pluviales se « perdent » dans la mer relève d’une vision particulière du cycle hydrique, selon laquelle l’eau devrait être « retenue » pour ne pas « se perdre » ; il faudrait tout « mettre en œuvre » pour ne pas la « gaspiller ». Ce discours d’optimisation de la ressource est repris en 2012 par le bureau de gestion des ressources naturelles du gouvernement régional, dont le gérant déclarait, dans un entretien, avoir pour projet de proposer un impôt sur l’« empreinte hydrique », impôt que les régions côtières devraient payer aux régions andines desquelles dépend leur approvisionnement en eau. Ces questions seront davantage développées dans les chapitres 7 et 8.



Fig. 25, 26, 27 : Illustrations du rapport annuel sur les activités de responsabilité entrepreneuriale de Minera Yanacocha, sections « gestion de l'eau d'irrigation et développement des activités agro-pastorales » et « collecte de l'eau ». Source : MYSA, *Reporte de Sostenibilidad*, 2009¹⁸⁵

D'autre part, à partir de 2005, MYSA multiplie son investissement financier dans le territoire. La compagnie décide notamment d'externaliser et de professionnaliser ses interventions pour le développement de la région. C'est ainsi que naît *l'Asociación Los Andes de Cajamarca* (ALAC), une organisation corporative autonome, financée par le Fonds de Solidarité de Minera Yanacocha qui, par la suite, crée des partenariats avec les secteurs public et privé. La mission de l'ALAC est de consolider une infrastructure productive qui puisse survivre à la fermeture des mines dans la zone, grâce à la réalisation d'interventions en partenariat avec le Fonds de solidarité de MYSA, les institutions locales (municipalités, gouvernements provincial et régional) et les acteurs du développement international (comme la Fondation Clinton, la Banque Mondiale et USAID)¹⁸⁶. Cette transformation dans les formes d'intervention locales de MYSA – d'une attention aux besoins de base à une approche privilégiant le développement des capacités –, est en même temps le reflet d'un changement plus large dans la participation du secteur privé au développement (Dolan et Rajak 2016; Rajak 2011), et une réponse adaptative à l'opposition locale.

Ainsi, depuis 2005, la responsabilité sociale d'entreprise de MYSA évolue en vue de la construction d'une « confiance » locale, qui permettrait de développer les activités minières

¹⁸⁵ Consultable sur : http://www.yanacocha.com/wp-content/uploads/Reporte_de_Sostenibilidad_2009_-_YANACocha.pdf (dernier accès 18/06/218)

¹⁸⁶ Pour plus d'informations sur les partenariats de l'association et les interventions réalisées depuis 2005, voir www.asociacionlosandes.org.pe.

dans la zone (Grieco 2007). Il en découle un nouveau mode de relation de l'entreprise avec les habitants de la zone de direct impact minier et une vision du développement qui dépasse la seule génération de revenus, afin de favoriser une amélioration de la qualité de vie et des compétences des habitants. Lorsque les initiatives de développement local de l'entreprise n'auront pas les effets souhaités par leurs initiateurs, les rapports entre la compagnie minière et son entourage social immédiat en résulteront consolidés, comme nous le verrons dans la prochaine section.

V. La responsabilité sociale entrepreneuriale (RSE)

Jusqu'aux années 1980, les entreprises ayant des activités minières à ciel ouvert n'entretenaient pas d'importantes relations professionnelles et commerciales avec les populations se trouvant à proximité des opérations. Cependant, l'industrie minière a développé, à la fin des années 1990, un autre mode de relation avec ses territoires et populations d'influence, un mode basé sur la responsabilité sociale entrepreneuriale (RSE).

Le concept de RSE résulte de la convergence de plusieurs processus qui, depuis les années 1980, ont profondément transformé les relations entre le secteur entrepreneurial, les institutions publiques et la société civile. D'une part, la convergence de certains facteurs – tels que la pression d'actionnaires et de consommateurs, l'action des ONG et des lobbies du secteur, ou encore la visibilité grandissante des corporations transnationales – ont conduit à imposer l'idée d'une « responsabilité » du secteur privé. D'autre part, le concept même de responsabilité s'est étendu bien au-delà de sa formulation initiale, pour toucher aux domaines du travail, de la santé, de l'éducation et du développement. La prolifération de mesures telles que l'élaboration de codes de conduite, l'amélioration des normes de sécurité sociale et environnementale, de meilleures conditions de travail, une plus grande transparence et des actions philanthropiques témoignent de la croissance de cette tendance dans le monde des affaires (Utting 2005).

La RSE constitue une ressource importante tant pour les organisations de la société civile que pour les États et les organisations multilatérales, avec lesquelles les partenariats se sont multipliés. Au Forum économique mondial de 1999, le Secrétaire général de l'ONU du moment, Kofi Annan, invitait le secteur privé à rejoindre les agences de développement international et les organisations de la société civile dans le Global Compact, un accord visant à promouvoir la « citoyenneté corporative responsable » comme outil pour la création d'une « économie globale plus durable et inclusive »¹⁸⁷.

La prolifération des partenariats entre secteur privé et secteur public montre à quel point la RSE, tout en restant une initiative volontaire, a subi un processus de relative institutionnalisation. En raison de l'engagement croissant des corporations transnationales dans les économies des pays en voie de

¹⁸⁷ <https://www.un.org/press/en/1999/19990201.sgsm6881.html> (dernier accès 23/02/2018)

développement, les initiatives de RSE se sont progressivement rapprochées des politiques de développement, donnant lieu à une convergence entre les deux (Dolan et Rajak 2016). Cette convergence a engendré de nombreuses critiques. Selon Dominic Glover la « principale faiblesse de l'approche volontaire est qu'elle permet aux compagnies de définir pour elles-mêmes ce qu'elles entendent par "responsabilité sociale" et "bonne citoyenneté" » (2007 : 11-12)¹⁸⁸. Peter Utting, de son côté, souligne que « l'agenda RSE ignore souvent la question plus large des causes structurelles du sous-développement, comme par exemple certaines politiques macro-économiques, les rapports de pouvoir inégaux, les injustices dans les rapports entre Nord et Sud, ainsi que les motifs d'investissement et de croissance qui ont des impacts sociaux ou environnementaux négatifs »¹⁸⁹ (Utting 2003 : 12).

L'idée d'un développement relevant de la responsabilité sociale des entreprises est particulièrement présente dans le secteur minier, où les opérations tendent à se dérouler dans des territoires ruraux économiquement pauvres et manquant d'infrastructures. Si le Conseil international pour les minerais et métaux (CIMM) – principale organisation internationale du secteur – a publié, en 2003, une liste de dix principes pour la promotion du développement durable, beaucoup de compagnies avaient déjà entrepris, dès la fin des années 1990, des initiatives individuelles et des partenariats pour le développement local. Les premières initiatives visaient généralement la création d'infrastructures : construction d'écoles, de centres médicaux, de routes et de réseaux d'électrification. Par la suite, des projets plus spécifiques ont été mis en œuvre : projets productifs, formation professionnelle, renforcement institutionnel, etc.

Au Pérou, l'apport des compagnies minières au développement de leurs zones d'influence est institutionnalisé en 2006, sous le gouvernement d'Alan Garcia Pérez, par l'accord connu comme Apport Volontaire de Solidarité avec le Peuple¹⁹⁰ (AVSP), selon lequel les compagnies peuvent contribuer directement à un fonds public-privé pour le développement, dont le montant est retiré de l'impôt sur la rente. Cet accord fait partie d'un agenda « localiste » promu dans le but de renforcer les liens de collaboration directs entre les compagnies et les communautés locales, sans la médiation des institutions publiques (Arellano-Yanguas 2011).

¹⁸⁸ A key weakness of the voluntaristic approach is that it allows firms to define for themselves what they mean by „social responsibility” or „good citizenship”.

¹⁸⁹ The CSR agenda often ignores the bigger picture of the structural causes of underdevelopment, such as certain macro-economic policies, inequitable power structures, and injustices in North-South relations, as well as patterns of investment and economic growth that have negative social and environmental impacts.

¹⁹⁰ Aporte Voluntario de Solidariedad con el Pueblo

2.3 Relations de « bon voisinage » : la présence minière en milieu rural

L'arrivée de nouveaux acteurs sociaux et économiques sur un territoire engendre des efforts pour définir la nature des rapports entre les uns et les autres, ainsi que l'articulation de différentes stratégies pratiques et discursives (Silva 2013). Dans la construction de ces nouvelles relations – telles celles qui se tissent entre les compagnies minières et les habitants des environs proches –, la définition des rôles et des obligations de chacun est primordiale. L'interprétation des acteurs sociaux peut toutefois prendre des contours considérablement différents en fonction des expériences et des cadres de lecture de la réalité sociale dans laquelle ils s'inscrivent.

Dès 2005, le personnel et les campagnes de communication de Minera Yanacocha théorisent la nécessité pour la compagnie d'un rapport de « bon voisinage » avec les habitants. A la suite des mobilisations de 2004, la compagnie se propose d'augmenter la confiance des locaux envers le personnel minier : MYSA définit alors cette relation comme un rapport entre pairs, basé sur l'entraide et la connaissance mutuelle. Comme l'affirme le *Reporte de Sostenibilidad* (Rapport de Durabilité) de 2009 :

« Notre entreprise est un voisin de Cajamarca qui a plus d'une décennie de vie commune avec les populations urbaines et rurales. Avec cette variété de scénarios et d'acteurs, c'est la population rurale sans doute la plus importante pour nous, surtout celle qui vit dans la zone d'influence des opérations minières. Nous rapprocher chaque jour de cette population pour travailler ensemble sur des projets durables est devenue une tâche prioritaire pour nous. Pour cette raison, nous voulons être considérés et traités comme de bons voisins » (MYSA, 2009 : 36)¹⁹¹

Cependant, les interactions que les habitants entretiennent avec la compagnie répondent à d'autres rapports, bien moins horizontaux, et relevant principalement de trois registres : l'emploi (patrons), la philanthropie (bienfaiteurs) et l'aide au développement (maîtres). Chacun de ces modes de relation implique des droits et des obligations différents : le droit du travail et le respect des conditions d'embauche ; les droits d'exploitation et l'obligation de faire

¹⁹¹ *Nuestra empresa es un vecino cajamarquino que tiene más de una década onviviendo con poblaciones rurales y urbanas. En esta variedad de escenarios y actores, es la población rural, sin duda, la más importante para nosotros, especialmente la que habita en la zona de influencia de la operación. Acercarnos cada día a esta población para trabajar en conjunto proyectos de sostenibilidad se ha convertido en una tarea prioritaria para nosotros. Por tanto, nos interesa ser considerados y tratados como buenos vecinos.*

bénéficier les habitants des proches environs ; ou encore le droit au développement et la coresponsabilité des acteurs locaux dans la mise en œuvre de celui-ci.

Selon une logique strictement entrepreneuriale, ces trois rôles devraient être séparés et indépendants. Leur différenciation se brouille cependant tant dans le discours des employés de l'entreprise que dans l'expérience des habitants pour lesquels la compagnie est une entité où se confondent à la fois le patron, le bienfaiteur et le maître. Les trois registres de l'interaction entre ces « bons voisins » font l'objet d'interprétations différentes de la part de la compagnie et des habitants. Ces « malentendus » sont révélateurs non pas tant d'une mauvaise communication, que de différentes perceptions du lien social – des droits et obligations que celui-ci comporte – dont les acteurs sont porteurs, ainsi que de l'asymétrie de pouvoir entre eux.

2.3.1 Patrons : le lien par l'emploi

Dans le but de minimiser les raisons de conflit et d'inclure davantage la population locale dans les opportunités offertes par le secteur, à partir de l'année 2000, MYSA met en place une politique de recrutement qui donne la priorité à la main d'œuvre locale. La plupart des jeunes hommes aptes à l'emploi de la vallée de Porcón sont ainsi périodiquement recrutés pour réaliser tous types de travaux non spécialisés nécessaires aux activités minières : construction de bâtiments et de rues, nettoyage et entretien de l'infrastructure, etc. Les revenus sont supérieurs à ceux qui sont offerts pour les mêmes activités dans la capitale régionale, Cajamarca, ou dans les grandes villes de la côte, et comportent l'avantage, de surcroît, de ne pas demander de grands déplacements et de permettre de rentrer tous les jours chez soi. Cependant, les conditions d'emploi offertes par MYSA font souvent l'objet d'incompréhensions et de mécontentements chez les résidents, car la compagnie recrute pour des travaux ponctuels, frustrant ainsi les attentes d'un rapport de travail et de patronage à long terme¹⁹². Certains habitants de la zone ont notamment fait l'expérience du travail minier dans

¹⁹² Des observations similaires sont rapportées par Vladimir Gil (2009) et Guillermo Salas Carreño (2008) en ce qui concerne les habitants de la zone d'influence du projet minier Antamina dans la région d'Ancash. L'attente d'un rapport de patronage à long terme est un héritage de l'histoire minière du Pérou : tant à l'époque coloniale qu'à l'époque républicaine, les mines étaient des centres de migration régionale et les compagnies jouaient un rôle central dans l'organisation de la vie sociale de leurs travailleurs. Non seulement les attentes locales sont un héritage de ce passé, mais le personnel des compagnies minières est souvent lui-même confus quant à la manière de passer de l'« ancien » ethos entrepreneurial au « nouveau » rapport entre entreprise et habitants, ce qui peut les amener à faire des promesses d'emploi en échange de la vente des terres, qui ne peuvent pas, par la suite, être honorées, comme nous le verrons plus en détail dans le chapitre 8.

les mines de Hualgayoc, où une modeste activité d'extraction « artisanale » a continué jusqu'aux années 1990, lorsque la mine a été reprise et modernisée par l'entreprise Goldfields - La Cima. Alors que le travail dans les mines s'inscrivait auparavant sur la longue durée, les résidents décrivent, avec déception et fatalisme, les emplois actuels comme précaires : « les gens travaillent, puis on les vire »¹⁹³ (entretien avec résident de Wayrapampa, 2011). Ce rapport de travail non durable est en même temps perçu comme déterminé par d'autres facteurs, notamment un soutien politique consistant à ne pas critiquer publiquement les activités de la compagnie.

Reinaldo, la soixantaine, est un résident de la communauté de Wayrapampa et ancien travailleur des mines de Hualgayoc¹⁹⁴. Il attribue à ses années de travail dans ces mines, et aux substances auxquelles il a été exposé durant cette période, les problèmes de santé qui, il y a quelques années, l'ont laissé presque invalide. À cause de sa mauvaise condition physique, il doit déléguer les travaux agricoles à sa femme et à ses enfants, alors que lui s'occupe du petit commerce de la famille, situé dans la maison de sa mère. Il considère le fait de soutenir la compagnie comme la condition *sine qua non* pour y travailler et le manque d'emploi comme la première raison du mécontentement :

Ceux qui ont du travail ils soutiennent la mine, les autres non. Les premiers, s'ils soutiennent pas [la compagnie], ils les mettent vite à la porte¹⁹⁵ (entretien, 2011).

Bien que de façon temporaire et intermittente, presque la totalité des hommes adultes résidant dans la vallée sont employés par la compagnie minière, principalement dans des travaux non qualifiés de construction et d'entretien des infrastructures (bâtiments, routes, canaux, etc.). Tout en privilégiant le travail salarié, source de revenus rapides et consistants, aux travaux agricoles, la plupart des résidents n'abandonnent ni le milieu rural ni les activités agricoles de subsistance, qui constituent des éléments de continuité dans l'identité sociale locale (Salazar-Soler 2002). Aux questions portant sur leur travail, les hommes adultes tendent à répondre qu'ils s'occupent « de la *chacra* » (du champ), alors même qu'ils ne dédient qu'une petite part de leurs temps au travail agricole. Le fait qu'ils indiquent l'agriculture comme leur principale activité en dépit de leurs autres activités salariées est révélateur de leur identification comme « paysans », une catégorie socio-ethnique plutôt que professionnelle, sur laquelle je

¹⁹³ *La gente trabaja, despues los botan.*

¹⁹⁴ Localité de la province de Bambarca (région de Cajamarca) où une activité d'extraction minière se développe depuis la fin de la colonie. Pour plus de détails, voir le chapitre 1.

¹⁹⁵ *Los que tienen trabajo sí apoyan a la mina, los otros no. Los primeros si no apoyan los botan rapidito.*

reviendrai plus en détail dans le prochain chapitre. L'emploi salarié étant devenu la principale occupation masculine, c'est essentiellement sur les femmes (de tout âge) que retombent les activités agricoles et d'élevage¹⁹⁶. Nous assistons donc à une féminisation du travail agricole, symétriquement à la masculinisation des revenus salariaux. C'est ce que m'explique Reinaldo:

Maintenant, il y a plein de maisons à Porcón, il y a plein de gens. Avant, il y en avait pas autant, certains allaient sur la côte [à la recherche de travail]. Avant, les femmes travaillaient pas dans les champs, c'était que les hommes, pas les femmes... ; elles se consacraient au filage, au tissage, à faire des chapeaux. Il y a que pour les semailles qu'elles aidaient un peu. Maintenant, les femmes elles aident les hommes pour tout¹⁹⁷ (entretien 2011).

La charge de travail agricole des femmes – que Reinaldo décrit comme « aide » - permet d'entretenir l'identité collective « paysanne » des habitants, ancré dans la labour des champs, l'élevage du bétail, et l'entretien des rapports entre les ménages. En absence des hommes de la famille, les femmes « font communauté » participant aux travaux collectifs et aidant leurs proches avec la récolte (Fig. 28 et 29). Les responsabilités agricoles accrues des femmes contribuent à creuser une inégalité sexuée dans l'éducation. Bien que l'accès accru aux structures éducatives ait permis la diminution de l'analphabétisme et l'augmentation de la durée de la scolarisation, un biais masculin dans l'accès et la durée de l'éducation, notamment en milieu rural et dans les secteurs populaires, persiste (INEI)¹⁹⁸. Or, l'accès facilité des jeunes hommes à l'éducation secondaire ou supérieure est encouragé par les nouvelles opportunités d'emploi disponibles : un jeune homme avec un diplôme technique – par exemple de chauffeur ou d'opérateur de machinerie lourde – a de bonnes chances d'accéder directement à un emploi dans le secteur minier ou celui des transports. Les femmes, au contraire, ont peu d'opportunités d'emploi en dehors des activités agricoles, ce qui rend leur éducation moins « valable ». Il est ainsi fréquent que les petites filles et jeunes femmes en âge scolaire manquent des jours d'école pour aider leurs famille avec les travaux agricoles, garder un petit frère ou une petite sœur,

¹⁹⁶ Si les femmes ont repris la plupart des occupations agricoles, certaines tâches (comme labourer la terre) restent éminemment masculines, et les hommes de la famille s'en occupent durant leurs journées libres ou après une nuit de travail. Pour des raisons de sécurité, la compagnie interdit aux travailleurs faisant le tour de nuit de travailler le jour suivant, sous peine d'être suspendus. Le respect de cette réglementation est contrôlé par des visites à domicile pendant ces journées – visites auxquelles les résidents échappent en faisant monter la garde à la maison par des enfants afin de les prévenir si un contrôle a lieu.

¹⁹⁷ *Ahora Porcón está llenito de casas, mucha gente, antes no vivían tantos, algunos se iban para la costa. Antes la mujer no trabajaba en la chacra, puro hombre, la mujercita no..., se dedicaba a hilar, tejer, hacer sombreros, solo en la siembra ayudaba un poco. Ahora la mujer apoya al hombre en todo.*

¹⁹⁸ Nous ne disposons pas de statistiques désagrégées par genre relatives à la zone d'influence minière directe. Mes considérations sur les inégalités de genre entre les habitants sont donc principalement basées sur mes propres observations de terrain appuyées par les statistiques de l'Institut National de Statistique et Informatique (INEI) sur la localisation géographique (par régions) et le niveau socio-économique (par niveaux). Celles-ci montrent que le différentiel d'années d'éducation formelle entre hommes et femmes pour la période 2006-2016 s'accroît dans les aires rurales andines et amazoniennes du pays.

assister une grand-mère malade, etc. Peu d'entre elles terminent les études secondaires et la totalité de celles que j'ai pu rencontrer se dédient ensuite au secteur agro-pastoral. Qui plus est, ce dernier génère peu de revenus. De fait, si d'une part l'amélioration de l'infrastructure routière facilite l'accès au marché urbain et le passage des camions pour le ramassage du lait, de l'autre la pression démographique¹⁹⁹ évoquée par Reinaldo et la pénurie hydrique – que les habitants attribuent aux activités minières dans la zone – limitent considérablement le potentiel productif des activités agricoles et d'élevage. La perte d'accès aux hautes terres andines oblige de nombreuses familles à faire garder le bétail ou à louer le pâturage de leurs voisins, voire même à vendre leurs animaux. Certains habitants ont notamment réinvesti dans l'achat de taxis ou de mototaxis, avec lesquels les hommes assurent le transport des passagers entre Cajamarca et les communautés de Porcón, (re)produisant ainsi une autre forme de revenu exclusivement masculin.



Fig. 28 et 29 – Scènes de battage du blé. A gauche : dépiquage animal consistant à faire tourner en rond le cheval sur le blé, de façon à détacher les germes des tiges. A droite : battage à la main et « soufflage » (séparation des des graines à l'aide du vent). Photos de l'auteure.

¹⁹⁹ La vente de vastes portions du haut plateau à la compagnie entraîne, depuis 1990, un réaménagement de la population locale et de ses activités productives dans la vallée. Dans la mesure où la majorité des habitants ayant vendu leur terre de résidence décident de rester dans la zone, la partie « basse » de la vallée – située entre le centre urbain et le site d'opération minière – voit une concentration démographique grandissante. Alors que, durant les périodes précédentes, nombre d'hommes migraient, de façon saisonnière ou permanente (Deere 1990), et que certaines jeunes filles étaient envoyées travailler *en casa* (en tant que cuisinières, nourrices ou femmes de ménage), l'emploi rendu accessible au niveau local par la compagnie minière permet aux jeunes de rester proches de leur famille.

Au cours de mon premier séjour de terrain, en 2011, il était clair que pour de nombreuses familles, l'agriculture ne permettait plus d'assurer une production de subsistance. Les femmes s'occupaient des potagers et d'une vache pour la consommation du ménage et élevaient de petits animaux qu'elles pouvaient vendre au marché de Cajamarca, pour ensuite se procurer d'autres produits de consommation alimentaire comme l'huile, le sel, le sucre, le riz ou les pâtes. Les nouvelles différences de revenu avaient creusé les inégalités entre les ménages, notamment entre ceux comptant plusieurs jeunes hommes actifs et ceux exclusivement féminins et/ou avec des hommes physiquement ou psychologiquement inaptes au travail²⁰⁰. Pour toutes ces raisons, en 2012, lors d'une assemblée électorale locale, un candidat à la mairie affirmait le besoin de différencier les sources locales de revenu :

La mine donne du travail, mais pas à tout le monde. [...] Il n'y a pas d'eau pour nos champs²⁰¹ : on doit trouver une autre voie que l'agriculture..., on peut construire des serres et faire pousser des fleurs, si on construit, on amènera l'eau de sous la terre²⁰² (candidat maire à Porcón Alto, réunion publique du 04/11/12).

Les transformations des modes de production (accès accru au capital économique, aux transports et aux services, déclin de la production agricole dans la vallée) amènent aussi des changements dans les modes de consommation qui privilégient de plus en plus les biens et services commerciaux. Si pour bon nombre de jeunes actifs ces nouveautés sont les bienvenues car signe d'une ascension sociale se démarquant de la marginalisation et la stigmatisation des générations précédentes, d'autres les voient avec regret. Juan, soixantenaire résident de la communauté de Qorapampa, considère le mode de vie « paysan » local menacé par les transformations liées à l'activité minière :

[Les jeunes], ils travaillent plus dans les champs, ils [travaillent] tous à la mine : il y a plus d'argent, ils veulent tous aller en ville et personne veut travailler les champs²⁰³ (entretien, 2011).

²⁰⁰ Il convient de remarquer que certains de ces hommes inaptes au travail à la mine assumaient en revanche des rôles de premier plan dans l'organisation des activités religieuses de la communauté adventiste locale. Les activités religieuses constituent donc une source alternative de prestige face aux revenus générés par l'activité minière. Le rôle des églises évangéliques dans les nouveaux territoires miniers mériterait d'être approfondi, dans le cadre d'une anthropologie du christianisme et des conversions amérindiennes, telle celle proposée par Elise Capredon (2016). Mon hypothèse est que les normes religieuses viennent d'une certaine façon traduire des normes sociales déjà propres au groupe, agissant comme un « agrégateur » social face aux processus de différenciation socio-économique engendrés par la présence minière.

²⁰¹ Les résidents attribuaient de manière univoque la pénurie hydrique aux activités d'extraction, mais ce « fait » n'était que rarement soulevé lors d'occasions publiques, car toute critique de la compagnie pouvait amener un arrêt des collaborations avec celle-ci.

²⁰² *La mina da trabajo pero no a todos. [...] No hay agua para nuestras chacras: debemos encontrar una otra manera que la agricultura..., podemos construir unos invernaderos y crecer flores. Si construimos unos pozos, llevaremos el agua de bajo la tierra.*

²⁰³ *Ya no trabajan en las chacras, todos en la mina: hay más plata, todos quieren irse a la ciudad y nadie quiere a la chacra.*

2.3.2 Bienfaiteurs : la responsabilité sociale entrepreneuriale

L'activité minière influence d'une autre façon le tissu socio-territorial local, par le financement de projets sociaux et le développement d'infrastructures. MYSA mène, notamment depuis la fin des années 1990, des programmes de responsabilité sociale entrepreneuriale (RSE) dans les communautés riveraines des opérations. À ce titre, en 1996, la compagnie crée l'Asociación Yanacocha, une fondation chargée de gérer l'apport volontaire de l'entreprise en lien avec des organisations publiques et privées de la société civile. Pendant les premières années d'activité de MYSA, la fondation se consacre principalement à des projets infrastructurels dans la zone d'influence de l'entreprise, se substituant ainsi à l'Etat dans certains domaines : construction d'écoles et de centres médicaux publics dans les communautés, électrification, soutien à la production laitière locale, projets de reforestation, ou encore construction de ponts, routes et canaux (Figure 30).



Fig. 30 Panneaux indiquant les travaux infrastructurels (infrastructures routières, ponts, canaux d'irrigation, réservoirs d'eau potable) réalisés avec l'apport volontaire de MYSA. Photo de l'auteur.

À partir de 2004 – année de mobilisations contre le projet Quilish–, l'apport volontaire et les projets sociaux s' « externalisent » vers l'ALAC, les ONG et les institutions publiques

locales. Ramona, une infirmière ayant travaillé pendant 18 ans dans les programmes RSE de l'entreprise, décrit ainsi la transition :

On a d'abord travaillé avec 100 communautés [qui se trouvaient] autour des opérations, les plus proches : on a travaillé avec des promoteurs de santé, des sages-femmes... Pourquoi ? Parce que les centres médicaux étaient trop loin pour qu'une personne y soit reçue. [...] Après, on a aussi commencé à travailler dans les écoles qui étaient autour de Yanacocha et franchement leurs infrastructures étaient terribles, [...] du coup, on a commencé à travailler dans [le domaine] de l'éducation et de la santé, qui vont toujours de pair. [...] Après, on a aussi commencé à travailler dans le développement rural, donc à faire un pas de plus et, comme la mine grandissait, on [a commencé] à avoir une autre approche et une autre pratique, moins d'assistance (*asistencialista*), plus de développement. Beaucoup des besoins de base des communautés n'étaient pas satisfaits, donc au début il fallait s'en occuper, n'est-ce pas ? Qu'ils aient une meilleure école, une meilleure route, de meilleures infrastructures qui aident à alimenter le processus de développement. Du coup, avec tout ça, on a commencé à grandir et à générer des modèles de développement dans les communautés. On a commencé dans le développement rural avec cinq personnes, maintenant on est dans la responsabilité sociale [et] on est autour de 45 personnes. Du coup, on travaille sur différentes thématiques, mais les thèmes de l'éducation et de la santé sont toujours présents. Dernièrement, on s'est plus centrés sur les thèmes de l'agriculture, l'élevage, une meilleure irrigation..., avec une structure d'irrigation basée sur des canaux, des écoles, des centres médicaux, on crée les conditions [du développement local], mais en même temps on transfère à l'État et aux communautés pour que ce soit durable...²⁰⁴ (entretien, 2011).

Durant la dernière décennie, les programmes de RSE se sont ainsi fixé pour objectif de promouvoir le développement de la région, d'abord par la création d'infrastructures, puis par un transfert de compétences – principalement entrepreneuriales et de gestion – vers les habitants et les institutions locales. Cette action sert deux fonctions principales : réduire la dépendance économique locale, en promouvant d'autres activités productives, et contrebalancer les effets négatifs de l'économie d'enclave, comme la diminution de la production agricole et de la sécurité alimentaire²⁰⁵ dans la zone. La poursuite de ces objectifs par la RSE est considérablement compliquée par les transformations rapides produites par la présence de

²⁰⁴ *Trabajamos primero con 100 comunidades alrededor de las operaciones, las más cercanas, trabajamos con promotores de salud, parteras... ¿Porqué? porqué los puestos de salud eran demasiado lejos para que una persona sea atendida. [...] Luego también comenzamos a trabajar con escuelitas que estaban alrededor de Yanacocha, y en realidad su infraestructura era terrible, [...] entonces comenzamos a trabajar en educación y salud, que siempre van muy de la mano. [...] Después comenzamos a trabar también en desarrollo rural, entonces dar un paso más y como crece la mina tener otro enfoque y atención, no tan asistencialista, más de desarrollo. Las comunidades tenía muchas necesidades básicas insatisfechas, entonces al principio había que dar las condiciones, ¿no? La condición de una mejor escuela, de una mejor carretera, de mejor infraestructura que ayude a fomentar el proceso de desarrollo. Entonces con eso ya hemos ido creciendo, y generando modelos de desarrollo en las comunidades. Hemos comenzado en desarrollo rural con 5 personas, hasta ahora que somos responsabilidad social como 45 personas. Entonces trabajamos en diferentes rubros, pero siempre el tema educación y salud sigue latente, últimamente ya se enfoca en el tema de agricultura, ganadería, mejor riego... estructura de riego que es canales, escuelas, postas médicas, generando las condiciones, pero a la vez transfiriendo al estado, transfiriendo a las comunidades para que sea sostenible.*

²⁰⁵ L' institutionnalisation du concept de sécurité alimentaire vient du Sommet mondial de l'alimentation qui s'est tenu à Rome en 1996 et qui le formule de la façon suivante : « La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, la possibilité physique, sociale et économique de se procurer une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active » (FAO, 2012), accessible sur <http://www.fao.org/docrep/meeting/026/MD776F.pdf> (consulté le 16/09/2016)

l'industrie extractive. Les programmes d'amélioration des activités agro-pastorales doivent en effet se confronter à des conditions environnementales, démographiques et sociales changeantes, ainsi qu'aux attentes des habitants qui ne coïncident pas forcément avec celles des développeurs. Alors que l'ALAC met en place des projets d'optimisation de la production agricole et d'élevage – moins rentables mais plus durables –, les résidents préfèrent créer leur entreprise de transport ou être formés à la conduite de machinerie lourde, afin d'accéder aux revenus créés localement par le secteur minier. Walter, 45 ans, employé de l'ALAC ayant longtemps travaillé dans l'aire de RSE et de relations institutionnelles de MYSA, m'explique les défis auxquels il est confronté :

Je te donne un exemple : une famille de paysans qui ne connaît pas les projets miniers, qui n'a jamais eu d'emploi dans une entreprise ni rien, ce qu'elle a de mieux c'est un cheval pour aller en ville, un couple de taureaux pour labourer, une vache pour boire du lait avec les enfants, un champ à cultiver. C'est ce qu'elle a de mieux. C'est comme toi en ville, tu dis « je veux avoir ma maison avec piscine, une Mercedes Benz... », c'est ce qu'on espère tous, c'est notre horizon dans la vie. Du coup, je suis satisfait parce-que j'ai réussi [à avoir ça], même si je me suis endetté sur 20 ans, mais je l'ai. Du coup, c'est pareil [pour eux]. [Mais,] quand le secteur minier arrive, il change tout ce schéma. Et moi, paysan, j'ai mon schéma et je découvre que c'est [plus] d'avoir un cheval mais un 4x4, c'est pas d'avoir un couple de taureaux mais un tracteur, c'est pas de vivre du champ mais d'avoir un emploi, et ça arrive à une vitesse incroyable. En l'espace de trois, quatre, cinq mois, la pensée change et, du coup, qu'est-ce qu'il se passe ? T'avais un toit, et quand t'étais sous ce toit, t'étais heureux, parce-que le bonheur c'est un paramètre de ton monde, en fonction de comment tu te développes. Quand d'autres paramètres apparaissent, ce qui te rendait heureux devient un espace de malheur et tes paramètres de vie sont différents ; et c'est là que commence le conflit, parce que tu veux atteindre ces [nouveaux] paramètres. Et il y en a beaucoup qui y arrivent. Un emploi, une entreprise à la mine, ils vendent leurs terres... Du coup, tu mets en place un projet de développement et, en même temps, de l'autre côté, ces processus... il y a une autre dynamique qui altère la tienne. Et un projet minier c'est un monstre qui se trouve dans la zone et [qui], de toute façon, provoque du mouvement tout autour. C'est difficile de pouvoir faire du développement avec tout ça. Et les gens changent de paramètres, ils disent « non, il vaut mieux que j'aille vivre en ville. J'y vais parce que je veux que mes enfants étudient... ». [C'est] un autre schéma. Du coup, il y a tout un monde d'altérations sociales, émotionnelles, culturelles²⁰⁶ (entretien, 2011).

²⁰⁶ *Te pongo un ejemplo :una familia campesina que no conoce una proyecto minero, que no se ha generado un empleo en ninguna empresa ni nada, su mejor estatus es tener un caballo para irse a la ciudad, tener una yunta de toros para arar... tener una vaca lechera para tomar la leche con los hijos, tener una chacra para cultivar. Esto es su máximo estatus. Como tú en la ciudad dices yo quiero tener mi casa con piscina, mi mercedes benz....eso es lo que uno suena, y esto es su parámetro de vida. Entonces estoy satisfecho porque lo he logrado, aunque me haya endeudado por 20 años pero lo tengo allí. Y entonces, igual. Cuando ingresa el sector minero altera todo este esquema. Y yo campesino que tengo mi esquema descubro que no es tener un caballo si no tener una camioneta, que no tener una yunta si no un tractor...no es vivir de la chacra si no es generar un empleo, y eso es una velocidad muy rápida. 3-4-5 meses el pensamiento va cambiando y entonces que pasa, tu tenías un techo y cuando estabas en este techo estabas feliz, porque la felicidad es un parámetro de tu mundo, es bien relativa a como tú te desarrollas. Cuando ven otros parámetros, esto que vivía feliz le generas un espacio de infelicidad y sus parámetros de vida son diferentes y comienza un conflicto, porque él quiere lograr estos parámetros. Y muchos de ellos lo logran. Un empleo, empresa a la mina, venden tierras... Entonces mientras tu estas implementando un proyecto de desarrollo y por otro lado estos procesos...hay otra dinámica que te la altera. Y un proyecto minero es un monstruo que se sitúa en la zona y de toda manera te genera un movimiento alrededor...todo eso es difícil para poder hacer desarrollo. Y la gente inclusive cambia de parámetros, dice no, mejor me voy a vivir a la ciudad. Voy porque quiero que estudien mis hijos...otro esquema. Entonces hay un mundo de alteraciones sociales, emocionales, culturales.*

Walter décrit une sorte de course-poursuite, dans laquelle le changement social devance toujours légèrement l'intervention des programmes de développement. Il n'aborde cependant pas les effets « imprévus » des interventions de la RSE, qui peuvent aussi accélérer les processus de différenciation sociale en cours. Tel est le cas d'un projet pour l'optimisation des activités agro-pastorales dans la zone, développé entre 2009 et 2011²⁰⁷. L'initiative consistait en la donation de vaches et d'ovins à 883 familles de 21 hameaux : les nouveaux propriétaires étaient formés à améliorer la qualité génétique de leur bétail, afin d'augmenter la production. Pour favoriser la durabilité du projet, les familles recevaient des ovins ou des vaches en fonction de la surface de pâturage de leur propriété. Le pâturage étant un bien de plus en plus rare à l'échelle locale, ce projet a engendré le mécontentement des habitants qui en ont été exclus et/ou ont bénéficié de moins que d'autres. Bien que le projet visait la production et non pas la vente d'animaux, la valeur économique d'une vache étant largement supérieure à celle d'une brebis, les participants voyaient qu'un bénéfice économique largement supérieur avait été accordé à ceux ayant des propriétés plus étendues, renforçant les processus de différenciation sociale engendrés par la présence minière. Finalement ce programme, s'adressant en priorité aux familles possédant des pâturages dans les hautes terres, fit penser à certains de mes interlocuteurs que sa raison première était les appétits de la compagnie, à savoir son désir d'étendre ses activités dans la zone, et notamment sur le Mont Quilish, dont l'exploitation a été abandonnée en 2004 suite aux mobilisations locales mais dont la concession est toujours en vigueur. Sarita, 47 ans, résidente de Wayrapampa, affirme :

[Les programmes de la mine] devraient donner autant au pauvre qu'au riche... Ça fait que quelques années qu'ils nous donnent. Ils disent que c'est pour le Quilish, pour qu'ils l'exploitent..., mais nous on en veut pas, à cause de l'eau²⁰⁸ (entretien, 2011)

Ce genre d'interventions pour le développement, qui ne prend pas en compte les inégalités socio-économiques entre les habitants, a pour effet paradoxal de favoriser les processus qu'il est censé freiner, à savoir la « dépendance » à la compagnie minière. Le soutien à des activités « durables », telles que l'élevage d'animaux de grande ou moyenne taille, conduit ainsi à privilégier les propriétaires de grandes surfaces de terre et à marginaliser les petits propriétaires et les habitants n'ayant pas de propriété foncière, à l'instar des femmes. Il en

²⁰⁷ Voir : <http://www.perulactea.com/2011/08/30/minera-yanacocha-entrega-6574-animales-entre-vacunos-y-ovinos-a-pobladores-de-cajamarca/> (consulté le 16/09/2016). Un projet similaire avait été déjà implémenté en 2009 : <http://cartasdesdecajamarca.blogspot.fr/2009/06/yanacocha-entregara-3-mil-478-cabezas.html> (consulté le 16/09/2016)

²⁰⁸ [Los programas de la mina] al pobre y al rico igual deberían dar... hace unos años recién nos dan, dicen que el Quilish, para que lo exploten... pero nosotros no queremos por el agua.

découle une aggravation non seulement des inégalités socio-économiques entre les familles, mais aussi des inégalités de genre, comme nous le verrons dans les pages qui suivent. Alors que les initiatives de développement local mises en place dans le cadre du programme de RSE de la compagnie ont pour but de créer de la « confiance » et des relations de « bon voisinage », la distribution inégale de l'aide – que les résidents interprètent comme une contrepartie de la valeur extraite ou à extraire – engendre de nouveaux mécontents. La question centrale de la réciprocité dans les interventions de développement (Stirrat et Henkel 1997) se pose ainsi de façon d'autant plus pressante lorsque le bienfaiteur et le patron coïncident. Ces « malentendus » - et la place qui leur est accordée dans la planification des actions financées par la RSE - sont révélateurs d'un décalage entre la logique d'intervention de la compagnie et les demandes des acteurs locaux. Un entretien avec Ramona en fournit un exemple parlant :

KG : Il vous arrive qu'on vous demande pourquoi vous voulez réaliser un projet? Je veux dire pour expliquer la RSE. (...)

Ramona: Nous nous présentons [à la communauté] en disant que nous sommes des voisins, que nous opérons à proximité, et que nous ne pouvons pas permettre par exemple qu'il y ait des enfants avec une dénutrition chronique, et que notre direction c'est de travailler avec eux. Avec l'idée que le travail donne une responsabilité, celle de construire un futur meilleur... voilà notre angle d'approche.

KG: Et il vous arrive parfois qu'on vous demande complètement autre chose?

Ramona : Oui, oui. Dans chaque réunion il ne s'agit pas simplement de ce que tu proposes mais ils te demandent plus ...

KG : Et qu'est-ce qu'ils vous demandent ?

Ramona : Par exemple ils te demandent toujours des infrastructures qui aient un impact... ils ne savent même pas ce que ça signifie mais ils te disent : « Nous voulons quelque chose qui impacte ! » Par exemple dans une communauté nous avons fait une route, nous avons fait une école, nous avons fait une maison communale, nous avons rendu l'eau potable, nous avons fait un canal... donc demander une infrastructure qui ait un impact [ça ne veut rien dire], ils répètent des discours appris, que peut-être ils ne sont même pas capables de déchiffrer... Nous avons des solutions, on leur dit : « Nous avons fait ci et fait ça, maintenant nous voulons travailler avec la famille... » - « Non mais paye-nous la main d'œuvre pour construire la cuisine. »... NON ! Donc nous expliquons très clairement, que les conditions du projet sont celles-ci... Dans ce contexte on veut que vous l'analysiez pour voir si vous l'acceptez. Nous ne rentrons pas beaucoup dans le débat, parce-que sinon ils vont demander que tu leur payes ça, que tu leurs achètes autre chose... que tu leur donnes les étagères. Mais dès le début ça devient clair, que c'est un travail conjoint, c'est un travail centré sur la santé, pas sur le gain. (entretien, 2011)²⁰⁹

²⁰⁹ KG : *Alguna vez les pasa que les preguntas porqué ustedes quieren implementar tal proyecto? Quiero decir por explicar la Responsabilidad Social. (...)*

Ramona: Entramos en términos que somos vecinos, que estamos operando aquí cerca, y que no podemos permitir por ejemplo que haya niños con desnutrición crónica, y que nuestra dirección es de trabajar con ellos. Con el concepto de ser responsables porqué estas trabajando, y de construir un futuro mejor hoy... entonces eso es el eje.
KG: *les pasa alguna vez que les pidan otra cosa totalmente?*

Ramona: Si, si. En toda reunión no solamente va a lo que te diriges si no piden más... Por ejemplo siempre te piden infraestructura de impacto...ni saben que quiere decir te dicen queremos algo de impacto! Por ejemplo a esta comunidad hemos hecho carretera, hemos hecho escuela, hemos hecho casa comunal, hemos hecho agua

Le discours officiel du programme de responsabilité sociale, dont Ramona est porteuse, consiste à présenter la « responsabilité » comme dérivant de la proximité géographique et le « voisinage » comme un lien social non monétisable, un projet de futur commun à réaliser de façon collaborative. Pourtant, cette annonce d'un projet entre pairs se concrétise plutôt par une intervention verticale, dont les conditions sont imposées par la compagnie et dans laquelle les bénéficiaires ont peu ou n'ont pas de marge de manœuvre. Si les demandes des participants au cours des réunions révèlent le souhait d'une autre forme de relation, celles-ci sont aussitôt invalidées par le personnel de la compagnie. Par la proposition de vente de leurs biens et les demandes d'emploi, les habitants manifestent la volonté de construire un rapport de patronage avec la compagnie minière, au sens d'un rapport s'appuyant sur les formes traditionnelles de domination propres à la société rurale locale (Noiriel 1988). Dans celles-ci, le rapport salarial est indissociable d'un rapport social où le patron se charge des besoins de ses subordonnés, se substituant ainsi à l'Etat sur le territoire (*idem*). Ce que la compagnie minière et le programme de RSE leur offrent, au contraire, est un rapport salarial délié de liens sociaux, et un rôle de « bénéficiaires » des interventions de développement, qui ne sont pas rétribuées mais leur demandent du temps et du travail gratuit.

En dépit du langage de « collaboration » adopté par les meneurs du programme de RSE, leurs pratiques dessinent une distinction claire entre professionnels « développeurs » et habitants locaux « à développer ». Les interventions de RSE mettent ainsi à jour l'asymétrie entre les représentants de la compagnie minière et les résidents locaux. La nature hiérarchique de ce rapport ne se borne pas aux interventions du programme de responsabilité sociale de MYSA mais est aussi observable dans d'autres contextes d'interaction. La distribution spatiale et les différences alimentaires entre acteurs, lors de la célébration de l'anniversaire du centre médical de Qorapampa (Encadré VI), en fournissent un exemple parlant.

potable, hemos hecho canal... entonces pedir una infraestructura de impacto, repiten discursos aprendidos, que de repente no saben descifrarlos... tenemos salidas, les decimos hemos hecho eso, y el otro, ahora queremos trabajar con la familia... "no pero paganos la mano de obra para construir la cocina...", NO. Entonces estamos hablando clarísimo, que las condiciones del proyecto es eso...bajo este contexto queremos que ustedes lo analicen para ver si lo aceptan. No entramos a un debate mucho, porqué de lo contrario te van a pedir que le pagues, que le compres... que les des los estantes. Pero desde la primera partida ya queda claro esoque es un trabajo conjunto, es un trabajo enfocado en un tema de salud, no de lucro.

VI. Les hiérarchies sociales vues à travers l'alimentation et l'occupation de l'espace

En Aout 2011, dans la communauté de Qoropampa, se tient une festivité pour l'anniversaire du centre médical de la communauté, construit par MYSA dans le cadre de son programme de Responsabilité Sociale d'Entreprise. Le programme est le suivant : au matin, le centre médical tient une campagne dentaire gratuite, où les résidents défilent pour se faire contrôler par des dentistes venus de la capitale régionale Cajamarca ; suivent un repas partagé par tous les assistants et, dans l'après-midi, une exposition de maquettes et de la musique, joué par une bande militaire convoquée pour l'occasion. Cet événement réunit donc les habitants de la communauté, le personnel médical du centre, des représentants de l'ALAC, du ministère de santé, et enfin des responsables du programme de RSE et des travailleurs d'une ONG participant à sa mise en œuvre.

Les espaces du repas, ainsi que le menu, sont clairement différenciés selon la position sociale de chacun. Les paysans et paysannes assistant à l'évènement déjeunent dehors, assis sur les gradins ou sur l'herbe, l'assiette dans les mains ou sur les genoux. Leur repas est fait de riz, de pommes de terre et de viande de *carnero* (bélier), tandis qu'ils boivent de la *chicha morada* (boisson non alcoolisée obtenue par l'infusion du maïs noir), qui ont été préparés par les femmes de la communauté. Pendant ce temps, le personnel de santé, l'ONG chargée du projet, les représentants de la compagnie et des institutions publiques, le président de la communauté et l'anthropologue étrangère déjeunent à l'intérieur, assis sur des chaises ou des bancs, les assiettes posées sur la table. Leur repas est constitué de riz, de pommes de terre et de viande de *cuy* (cochon d'Inde), une viande prisée qui est traditionnellement servie aux parrains et hôtes d'honneur dans les mariages et baptêmes. Les boissons à disposition à l'intérieur sont des *gaseosas*, des sodas industriels d'importation (Fanta, Coca-Cola), mais aussi, pour fêter cette grande occasion, du vin péruvien.

Cette différenciation de l'espace et du mode de consommation, ainsi que des aliments consommés – viande de bœuf *versus* viande de *cuy*, boisson artisanale *versus* boissons industrielles d'importation, consommation à l'air libre *versus* à l'intérieur du bâtiment – traduisent une hiérarchie sociale entre les convives, correspondant aux divisions entre résidents urbains et ruraux, entre élites et classes populaires. Cependant, les distinctions sociales n'opèrent pas seulement entre ceux qui sont dedans et ceux qui sont dehors. Dans la salle même, la répartition des tables et des sièges disponibles indique aussi des hiérarchies entre les participants. Alors que les infirmières, le personnel du centre médical et les travailleurs de l'ONG sont assis à une table, les représentants des organisations à l'origine du projet (représentants de MYSA et du ministère de la Santé, Infirmière-en-chef du centre de santé et de l'ONG chargée de l'implémentation du projet) se trouvent à une autre. Entre les deux, assis sur un banc d'école trop petit pour lui, se tient le président de la communauté, seul habitant convié. À tour de rôle, les représentants prennent la parole pour remercier les partenaires, les intervenants, et les féliciter de l'initiative. Quand vient son tour, le président de la communauté se lève et remercie les « parrains », soulignant par la suite que lui et sa communauté n'ont pas participé, « contrairement à d'autres », aux désordres et aux conflits avec la compagnie minière.

En tant que scientifique étrangère, je me retrouve à la table des représentants institutionnels, bien qu'à une place – à l'angle – qui paraît mettre en question la légitimité de ma présence. Au cours du repas, je sens qu'on me tapote l'épaule : c'est une des petites filles de ma famille d'accueil, dont certains membres sont assis dehors. Elle me tend discrètement une assiette du menu paysan à la viande de bœuf. Ce geste reproduit un mode de partage que j'ai pu observer au quotidien parmi les habitants, chez qui les plats ne cessent de circuler entre les membres du réseau familial et d'alliance. En partageant avec moi sa nourriture, ma famille d'accueil m'attribue ainsi une « place » en son sein, me rappelant cette étrange position de l'entre-deux qui est propre du travail ethnographique.

Ce genre d'occasions, réunissant les habitants de la communauté ainsi que des professionnels urbains (personnel de santé, travailleurs d'ONG) et les représentants de la compagnie minière et ses partenaires, illustre clairement la nature des rapports verticaux entre ceux qui sont supposés être des « bons voisins ». On peut ainsi apprécier comment, en dépit de leur autoreprésentation comme collaboratives et égalitaires, les pratiques de la compagnie ont par effet de reproduire un rapports aux habitants qui est à la fois hiérarchique et autoritaire.

2.3.3 Maîtres : comment devenir de « bonnes mères »

Les études sur les effets genrés des activités extractives (Oxfam International 2002; Oxfam 2009; Ward et Strongman 2011; World Bank 2009) tendent à souligner comment à une « masculinisation » des gains liés à l'activité extractive – vente des terres, emploi dans le secteur minier, amélioration des infrastructures – correspond souvent une « féminisation » des pertes en matière de propriété et d'accès au capital social et naturel. Marginalisée dans les processus de vente foncière et dans l'identification des projets de réinvestissement local, selon Ward et Strongman (2011) les femmes seraient bénéficiaires uniquement de ces projets visant la santé, l'éducation et la nutrition, qui sont financés par l'apport volontaire des entreprises²¹⁰. L'une des initiatives de MYSA, mise en place en 2010, correspond à ce schéma : il s'agit du *Programa de Seguridad Alimentaria*²¹¹ (dorénavant PSA), deuxième volet d'une initiative de responsabilité sociale d'entreprise, visant à éradiquer le problème de la dénutrition infantile dans la zone (cf. encadré VII).

VII. Le Programme de Sécurité Alimentaire

Entre 2008 et 2012, MYSA lance une nouvelle initiative de RSE, le *Programa de reducción de la desnutrición crónica infantil*²¹² (PREDECI) à Cajamarca. Ce partenariat public-privé – auquel participent le gouvernement régional de Cajamarca, l'Asociación Los Andes Cajamarca (ALAC), les

²¹⁰ Selon le rapport de Ward et Strongman (2011), rédigé pour la Banque Mondiale, la plupart des programmes de développement actuellement financés par l'industrie minière au Pérou sont structurés de telle manière que les femmes ne peuvent pas en tirer profit. Les fonds correspondant à l'impôt sur les revenus des compagnies redistribués à l'échelon local [*canon minero*] sont dans une large partie destinés à la création d'infrastructures, rarement prioritaires pour les femmes, et le financement des projets socio-économiques montre un biais masculin dans leur élaboration, leur sélection et leur mise en œuvre. Selon les auteurs, 30% de l'apport volontaire des compagnies, destinés à la nutrition, la santé et l'éducation, constitueraient la seule contribution du secteur au financement de projets prioritaires pour les femmes.

²¹¹ Programme de Sécurité Alimentaire

²¹² Programme de Réduction de la dénutrition chronique infantile

autres compagnies minières actives dans la région (GoldFields, Lumina Copper, La Zanja et Coimolache), USAID et la Fondation Clinton pour le développement durable – a pour but de diminuer de 8 % la dénutrition des enfants entre 0 et 5 ans dans les zones d’influence minière. Suivant le modèle « infrastructures puis capacités » décrit plus haut par Ramona, la première étape de travail (2008-2010) consiste à construire des « cuisines améliorées » (*cocinas mejoradas*), pour diminuer les maladies respiratoires dues à la fumée des foyers domestiques, et à optimiser l’approvisionnement en eau potable, pour réduire les risques de dysenterie et de parasites chez les enfants. La deuxième étape, développée entre 2010 et 2012, est constituée par le Programme de Sécurité Alimentaire (PSA), dont nous avons pu observer la mise en œuvre en 2011 dans les communautés de Wayrapampa et de Qoropampa.



Fig. 31 - Affiche du programme de sécurité alimentaire de MYSA. Photo de l’auteure.

Le PSA est réalisé sur place par l’entreprise G&C, spécialisée dans les programmes sociaux financés par le secteur privé. L’initiative cherche à diminuer la dénutrition infantile dans la zone avec la formation des adultes de la famille se fondant sur plusieurs initiatives, grâce à un plan allant de la production à la préparation et à la consommation des aliments. Les principales interventions ont pour visée : la réorganisation du logement (séparation de l’espace cuisine et des chambres, construction de toilettes sèches), l’apprentissage de « bonnes pratiques » d’hygiène (rangement et entretien des espaces selon les préceptes du projet, hygiène personnelle et préparation des aliments) et la production d’aliments nutritifs pour la consommation familiale (création de jardins potagers, dons de petits animaux pour l’élevage) (MYSA, 2012).

Les différentes étapes du projet sont : la mise à disposition de moyens (animaux, graines, matériel de construction), une formation aux « bonnes pratiques » (entretien des animaux et du potager, préparation des aliments, hygiène et maintien des infrastructures) et la transmission d’une liste de consignes à suivre pour pouvoir accéder à l’étape suivante. La bonne réalisation des tâches est contrôlée par des visites à domicile de la part du personnel de l’ONG chargée de la mise en œuvre du projet, qui organise régulièrement des réunions avec les femmes des familles bénéficiaires, en tant que participantes privilégiées du projet.

Le fait que la participation aux réunions du PSA soit exclusivement féminine est, pour les promoteurs de celui-ci, une évidence, car, selon leurs conceptions, les femmes sont celles qui s’occupent de la maison, de l’alimentation et de la santé des enfants. Une autre motivation

est qu'il ne s'agit pas d'un projet générateur de revenus, mais d'un travail centré sur la santé, dont toute la famille est supposée profiter²¹³. Comme le résume toujours Ramona :

Ce sont des choses que la femme apprécie, parce qu'elle est là toute la journée. Et si la femme est contente, l'homme aussi va être content²¹⁴ (entretien, 2011).

Cependant, la participation à ce programme entraîne une charge de travail supplémentaire considérable pour les femmes (voire les enfants) : plantation des semences et entretien des potagers, élevage des animaux, construction, nettoyage et transfert périodique des latrines, réorganisation et entretien du logement selon les nouvelles normes, ou encore participation aux réunions et aux activités de présentation et de promotion du programme²¹⁵. De plus, la réussite de la mise en œuvre desdites tâches est compliquée – périodiquement pour certaines participantes et régulièrement pour d'autres – par le manque d'eau et la participation à d'autres tâches productives organisées autour de leurs activités agro-pastorales. L'idée que les femmes « sont là toute la journée » relève plus d'un idéal de féminité caractéristique des classes moyennes et hautes (De La Cadena 2000; Stephenson 1999), que d'une réalité observable dans les couches populaires et chez les femmes paysannes, souvent absentes de la maison pour participer aux travaux agricoles familiaux ou communautaires.

Outre le fait d'ignorer le travail non salarié des femmes dans et hors de leur domicile, le projet ne fait aucune différence entre les femmes ayant accès aux revenus salariaux de l'entreprise minière par l'intermédiaire des hommes de leur famille et celles qui n'en bénéficient pas. De même, les femmes qui n'ont pas d'enfants et celles dont les enfants sont âgés de plus de 5 ans sont exclues du programme²¹⁶. Au lieu d'agir comme un contrepois à la

²¹³ Dans la mesure où la présence minière dans la zone engendre des revenus et un accès à de meilleurs services de base (santé, éducation, électrification) que dans d'autres zones rurales de la région, les aires d'influence minière ne sont pas visées par les programmes étatiques de réduction de la pauvreté, notamment le *Programa Juntos*, un programme de transfert conditionnel de fonds qui octroie aux femmes enceintes et/ou aux mères d'enfants de moins de dix-huit ans un apport de 100 soles par mois. De fait, l'entreprise minière remplace l'Etat dans les initiatives de diminution de la pauvreté dans ses zones d'influence. Pour une discussion du Programa Juntos, voir Nagels (2014), Cookson (2015) et Piccoli (Piccoli 2014). Pour une discussion plus approfondie du programme social en question, voir Grieco (2016a).

²¹⁴ *Son cosas que quien lo valora más es la mujer, porqué está todo el día. Y si la mujer está contenta también el varón va a estar contento.*

²¹⁵ Aux conditions « officielles » permettant l'inclusion de la famille dans le programme, s'ajoutaient des conditions « officieuses » (telles que la participation et la présentation des connaissances acquises dans le cadre de foires et de festivités) semblables à celles également observées par Cookson (2015) et Piccoli (2014) pour le *Programa Juntos*.

²¹⁶ Le fait que les femmes n'ayant pas d'enfants de moins de 5 ans soient formellement exclues du programme ne signifie pas qu'elles le soient effectivement. Plusieurs femmes sans enfants ou avec des enfants plus âgés ont pu y accéder en déclarant – en accord avec leurs filles, soeurs, etc. - être les gardiennes des enfants d'autrui, une pratique répandue en milieu Andin. Ainsi Maria, au seuil de ses 80 ans, a pu bénéficier d'une cuisine améliorée, de semences et de poules octroyées par le projet en tant que « chargée » de l'une de ses petites-filles.

féménisation des activités de subsistance et à l'accroissement de la dépendance économique en milieu rural, le projet renforce finalement la distinction entre activités « productives » (rétribuées) masculines et activités « reproductives » (non rétribuées) féminines. Bien que formellement dirigé vers les unités familiales dans leur ensemble, ce projet se fonde dans la pratique sur une participation exclusivement féminine, et a ainsi pour effet pervers de renforcer la division sexuelle du travail et les inégalités de genre qui s'y rattachent (Delphy 1998; Kergoat 2012; Rubin 1975).

Ce type de rhétorique différentialiste, loin de constituer une particularité des interventions de RSE, est largement présent dans les nouveaux programmes publics de protection sociale²¹⁷ et de transfert conditionnel de fonds²¹⁸. Ces programmes, qui relèvent d'une perspective d'« investissement social » (Jenson 2009; Nagels 2014; Staab 2010) ont tendance à perpétuer une construction genrée du besoin social²¹⁹ (Molyneux 2007) et des politiques anti-pauvreté (Chant 2008), qui identifient les femmes comme les uniques « responsables » des enfants et du foyer. Loin de constituer une exception dans les programmes sociaux de santé (Rousseau 2007), le PSA présente un biais selon lequel les femmes sont exclusivement liées aux activités de reproduction biologique (grossesse et premières années de vie de l'enfant). Ces politiques de développement consolident ainsi l'approche qui consiste à envisager les femmes uniquement comme des « moyens » d'intervention dont les bénéficiaires ultimes sont leurs enfants et compagnons²²⁰ (Nagels 2014 : 18).

De fait, l'intervention sur les pratiques et les corps des femmes est justifiée par leur rôle dans le bien-être des enfants, comme cela émerge clairement de la présentation du PSA qui est faite à l'occasion des célébrations de l'anniversaire du centre médical de Qorapampa, auparavant évoquées. Le centre héberge pour l'occasion une présentation du PSA, consistant dans une petite exposition des maquettes représentant le modèle de gestion de l'espace privé selon les préceptes d'ordre et d'hygiène du projet : la « maison saine ». Dans les images ci-

²¹⁷ Sur le « retour de l'Etat du *welfare* » en Amérique latine et la féminisation de l'intervention de l'État auprès des familles pauvres, voir Bradshaw (2008), Molyneux (2007), Nagels (2014), Razavi (2007), et Staab (2010).

²¹⁸ Sur le Programme de transfert conditionnel du fonds péruvien – soit le Programa Juntos –, voir Cookson (2018), Nagels (2015), Piccoli (2014), Tuncay (2015). Sur des programmes semblables dans d'autres pays latino-américains, voir Bradshaw (2008), Corboz (2013), Gil-García (2015), Smith-Oka (2013).

²¹⁹ Par « *care* », Molyneux fait référence au travail non rémunéré de soin de l'autre. Le concept de *care* est différent de celui de travail domestique dans la mesure où ce dernier n'est pas conçu comme une forme de production mais comme un travail « invisible », indispensable à la reproduction sociale et dont la charge est inégalement distribuée à l'échelle sociale et familiale. Pour plus de détails, voir : Beneria, Berik, et Floro (2015), Himmelweit (2000).

²²⁰ Il en résulte que, dans le cadre de ces interventions, « les femmes sont sujettes à la loi principalement en tant que mères » et « leurs droits de citoyenneté ne leur sont octroyés qu'en tant que dépendantes d'autres et non pas en tant que citoyennes à part entière » (Nagels 2014 : 18).

dessous, on peut apprécier le décalage considérable entre la maison idéale, représentée par la maquette, et l'aspect réel d'une cuisine locale. La « cuisine saine » (Fig. 32) est bien ordonnée, avec des couleurs vives, des ustensiles de cuisine tout neufs et bien rangés en hauteur (sur la table, le poêle et les étagères). On ne voit pas de chaises, mais des tables (l'un des objets offerts par le projet) et la maquette suggère leur usage tant pour le rangement que pour la consommation des aliments. Le contraste avec la réalité des cuisines locales (Fig. 33) – où, avec le temps, le feu de bois a noirci les parois, où les ustensiles de cuisine sont rangés sur des étagères de fortune ou à même le sol, là où l'on a coutume de manger assis par terre ou sur des petits bans – est criant.



Fig. 32 : Modèle de « cuisine saine » (cocina saludable). Fig. 33 : Cuisine dans la communauté de Wayrapampa. Photos de l'auteur.

Outre l'exposition des maquettes, les opérateurs du PSA mettent en place un « concours d'allaitement », dans lequel sept jeunes femmes nourrissent leur enfant sous les yeux d'un jury composé par les sponsors et promoteurs du projet²²¹. Ceux-ci commentent alors à voix haute leur technique et la durée de l'allaitement, remarquant par exemple qu'il ne faut pas que le sein couvre le nez de l'enfant, que c'est bien de caresser ce dernier et de le regarder pendant l'allaitement, qu'il faut le tenir d'une certaine manière, etc. La femme dont l'enfant tète le plus longtemps est la « grande » gagnante : le bébé endormi encore au sein, elle reçoit alors une bassine à linge, un porte-couverts et d'autres objets en plastique pour la cuisine et le ménage. Par la suite, les juges posent des questions aux autres participantes au sujet des préceptes

²²¹ Plus précisément : la responsable du programme RSE de Minera Yanacocha, la présidente du Programa de Reducción de la Desnutrición Crónica Infantil (PREDECI), une représentante de l'Asociación Los Andes Cajamarca (ALAC), la responsable de la Red de Salud de Huambocancha et la coordinatrice du Projet de sécurité alimentaire mené par l'entreprise G & C.

d'hygiène et d'alimentation des enfants diffusés par le projet de sécurité alimentaire : Combien de fois par jour faut-il se laver les mains ? À quels moments ? Comment faut-il faire ? Une à une, les femmes répondent, suite à quoi on leur offre des bassines et des passoires en plastique en guise de prix, jusqu'à ce que chacune ait reçu quelque chose à ramener à la maison²²². Dans la Figure 34, on peut apprécier l'ensemble des participantes, assises au premier plan avec leurs enfants et leurs prix, et les juges du concours (représentants de MYSA, PREDECI, ministère de la Santé, infirmière-en-chef du centre de santé et de l'ONG chargée du développement du projet, ainsi que l'auteure, debout derrière elles.



Fig. 34 : Participantes au concours d'allaitement et juges du concours (plus l'anthropologue invitée), communauté de Qorapampa. Photos de l'auteure.

Le déroulement de cet événement – où le corps des femmes et leur interaction avec les bébés sont minutieusement scrutés – témoigne de la nature verticale et autoritaire du projet. Le message transmis aux femmes est qu'elles ne savent pas s'occuper de leurs enfants et que, pour devenir de « bonnes mères », il est nécessaire d'« apprendre » les préceptes de la nutrition, de

²²² Ces modes d'intervention sont caractéristiques de l'activité minière. A ce sujet, voir Li (2015), Salazar-Soler (2002), Nash (1979).

l'allaitement et de l'hygiène enseignés par le programme. Leurs corps, mais aussi leurs maisons, sont inspectés par les promoteurs du projet, ce qui constitue une infraction aux normes de division entre espaces public et privé qui régissent les relations sociales entre pairs²²³. La formulation en termes d' « examen » – durant lequel les juges interrogent et les participantes répondent – ne laisse aucun espace à l'interprétation ou à l'adaptation des participantes, qui sont infantilisées et réduites à un rôle d' « élèves »²²⁴. Au lieu de promouvoir l'autonomie et l'égalité des participantes²²⁵, l'atteinte des objectifs du projet est assurée par des pratiques de surveillance (contrôle continu, interrogatoires publics), de récompenses (reconnaissance, prix) et de punitions (exclusion du projet, intervention des autorités communautaires), qui investissent tant la gestion de l'espace familial que celle du corps des femmes et de leurs enfants. D'ailleurs, en cas de « déviance », c'est l'autorité masculine – tant communautaire que familiale – qui est interpellée :

J'ai vu beaucoup de changements. Mais il y a aussi des familles qui ont pas fait grand-chose (...) Récemment, par exemple, on a trouvé une mère qui a cinq jeunes enfants (...), rien de ce qu'ils lui ont donné [n'était bien entretenu], la cuisine [était] un véritable désastre, les enfants sales, les cochons d'Inde plus ou moins soignés, mais les enfants pas du tout. (...) On a chargé les autorités [de la communauté] d'informer son mari, pour qu'on puisse en tirer quelque chose. (...) C'est pour ça qu'on a averti le *teniente* [autorité communale] pour que l'assemblée [des autorités communales] essaie de leur faire comprendre [qu'il faut adopter les bonnes pratiques] (Ramona, entretien 2011)²²⁶.

La structure du PSA et le travail de ses opérateurs créent ainsi une hiérarchisation des participantes divisées en « bonnes » et « mauvaises » mères selon leur degré d'adhésion aux préceptes nutritionnels et hygiéniques du projet. Les participantes sont, dans un premier moment, représentées par l'ONG et *in fine* par l'entreprise comme incapables de bien s'occuper de leurs enfants, pour être ensuite identifiées comme les principales (voire uniques)

²²³ Faire des « inspections » de l'espace domestique d'autrui afin d'évaluer ses besoins ou son mérite est une action généralement réservée à l'État, mais qui, en Amérique latine, peut être le fait d'entités publiques comme privées. Piccoli, qui remarque des interventions similaires dans le *Programa Juntos*, parle de « contrôle de l'État sur l'intime » (Piccoli, 2014 : 333-334). Il est utile de rappeler que, dans le cas des initiatives de RSE, ce n'est pas l'État qui exerce ce contrôle, mais plusieurs acteurs privés (compagnie minière et ONG exécutrices). Il n'y a donc ni transparence ni responsabilité, contrairement aux programmes relevant de l'action étatique, mais une collaboration sous la forme d'un « contrat » (informel) entre deux parties inégales.

²²⁴ Comme mentionné dans la note 215, les conditions « officielles » du projet ne correspondent pas nécessairement à ce qui se passe en réalité. Plusieurs bénéficiaires me révélèrent faire usage des biens octroyés selon des modalités non prévues – l'une faisait reproduire ses cochons d'Inde pour inviter des bons parrains au baptême de son fils, une autre se servait de la table pour la préparation de pâtisseries destinées au commerce - et généralement avoir appris comment « passer le contrôle », pour revenir ensuite à leur usage ordinaire de l'espace domestique.

²²⁵ La promotion de l'autonomie féminine constitue le 3^{ème} objectif de développement du millénaire défini en 2000 par l'ONU. Pour la liste des objectifs, voir : www.un.org/fr/millenniumgoals/ (consulté le 01/02/2017).

²²⁶ *Yo he visto mucho cambio, pero también hay familias que no han hecho muchas cosas. (...) ahora por ejemplo hemos encontrado una mama que tenía 5 niñitos (...) nada nada de lo que le han dejado [está bien entretenido] la cocina hecha un desastre, los niñitos cochinitos, los animales menores... los cuyes más o menos cuidados pero no niños no. (...) Hemos dejado a las autoridades que les notifiquen a la pareja, para que puedan conseguir algo. (...) Por eso notificamos con el teniente, para que ellos también en asamblea intenten de hacerlos ver.*

responsables de leur santé et de leur bien-être. Cette logique relève de ce qu'Alvarez (1999) définit comme un « ajustement social », soit l'octroi d'une aide (économique ou autre) aux acteurs qui doivent changer leur mode de vie, jugé déficient car « pauvre », rural et implicitement indigène²²⁷.

L'intervention menée par le PSA confirme davantage de la nature genrée des interventions de la compagnie auprès de la population locale. Lorsque les initiatives de RSE visant les hommes ont pour but la génération de revenu, celles visant les femmes ont un caractère clairement civilisateur, ayant pour but la discipline du corps et la rationalisation de l'espace²²⁸. Dans ce cadre, les interventions sur la femmes semblent ont pour objectif de « moderniser » les habitants ruraux au travers des mères (Nagels, 2011 : 125). En représentant ces femmes comme des mères « incompetentes », ce n'est pas seulement l'intervention qui est justifiée, mais aussi les hiérarchies sociales que celle-ci traduit, à savoir les écarts entre les « professionnels » métis de classe moyenne, habitant en ville et travaillant pour l'entreprise, et les « bénéficiaires », des femmes racisées et de classe populaire, habitant en milieu rural et travaillant dans le secteur agro-pastoral.

Ce type d'interventions n'est pas sans rapport avec les politiques hygiénistes et de modernisation liées à l'industrie minière du XX^{ème} siècle (Salas Carreño, 2008 ; Li, 2015 ; Drinot, 2011). Ce qui change cependant par rapport aux interventions publiques et privées du siècle dernier est un rapport contradictoire, voire schizophrène, à la « tradition » : alors même que les femmes sont encouragées à abandonner certaines pratiques conçues comme indésirables car « archaïques » ou « non hygiéniques », elles reçoivent en même temps l'injonction de « conserver » leur culture, perpétuer la préparation et la consommation de produits agricoles « traditionnels », socialement peu prisés mais faisant l'objet d'une revalorisation de la part des intervenants extérieurs. La foire annuelle du PSA (Fig. 35), à laquelle participent toutes les

²²⁷ Le concept d' « ajustement social » est repris par Bradshaw (2008) et Smith-Oka (2013) dans la discussion des programmes de transfert conditionnel de liquidités au Mexique – le *Programa Juntos* en étant la version péruvienne.

²²⁸ Les projets genrés de modernisation sociale ne sont pas nouveaux en Amérique latine. Depuis l'Indépendance, nombre de missions civilisatrices ont consisté à essayer de « rationaliser » ce qui était perçu comme des sociétés, des espaces et des corps désordonnés (Stephenson 1999; De La Cadena 2000; Stoler 1989). Un exemple similaire de rationalisation de l'espace et du corps est fourni par Marcia Stephenson, au sujet de la Bolivie du XX^{ème} siècle, lorsqu'elle analyse les représentations de la maison « organisée » (avec une nette division entre espace public et espace privé, vidé de toute présence humaine ou animale) en parallèle des représentations des corps « propres », purifiés de leur origine indienne prémoderne et conformes aux normes genrées de la division spatiale (femme=privé ; homme=public). Ces deux représentations étaient centrales dans le projet de transformation des classes populaires en citoyens modernes. Les femmes qui ne se conformaient pas à cette idéologie dominante étaient représentées comme monstrueuses, indésirables et dépourvues de tout « esprit de maternité » (Stephenson 1999).

communautés bénéficiaires du programme ainsi que ses organisateurs, permet d'illustrer ces contradictions.



Fig. 35 – Vue de l'intérieur d'un des stands communautaires, à la foire annuelle du PSA en 2011.
Photo de l'auteure.

L'événement se tient dans un espace dédié aux foires et aux festivals. Ici, chaque communauté est dotée d'un stand où exposer les produits élaborés et les connaissances acquises dans le cadre de leur participation au projet : produits agricoles « traditionnels » préparés selon des recettes « locales » (Fig. 36), ainsi que des inventions permettant d'atteindre les objectifs du programme, comme un réfrigérateur écologique en terre battue. Pour l'occasion, les travailleurs du PSA ont demandé aux participants et participantes de s'habiller de façon « traditionnelle », ce qui amène certains des hommes plus jeunes à « emprunter » des ponchos et sombreros pour

l'occasion, et les femmes à se « déguiser » en mettant toutes des jupons (*polleras*) et vestes (*chompas*) assorties. Encore une fois, l'événement est organisé comme une compétition visant à récompenser la meilleure valorisation des savoirs acquis : des « juges » - toujours les représentants de Minera Yanacocha, de l'ONG G&C, de PREDECI, etc. – se promènent entre les stands, où ils posent des questions aux participants. Les questions portent sur les préceptes généraux de nutrition, d'hygiène et de santé du projet. Mais les juges demandent aussi à leurs interlocuteurs d'évaluer eux-mêmes leur performance (de 1 à 10), d'estimer comment ils pourraient s'améliorer et de suggérer les moyens d'inclure les familles restantes. Certains des représentants – dans la plupart des stands le seul représentant masculin prend la parole, alors que les femmes présentes gardent le silence – montrent qu'ils ont très bien intégré le discours du PSA : ils affirment vouloir « avancer » (*salir adelante*), « améliorer nos conditions » (*mejorar nuestras condiciones*), (vouloir) « faire leur part » (*poner de nuestra parte*), n'avoir rien demandé ni pris quoi que ce soit (*no hemos pedido ni cobrado nada*) pour leur participation, et éprouver de la « peine » pour ceux qui ne participent et/ou n'accomplissent pas les objectifs du programme (*los que no participan dan pena, no han cumplido*).



Fig. 36 – Exposition de produits « traditionnels » dans un des stands communautaires à la foire du PSA. Photo de l'auteur.

Il me paraît intéressant de relever ici que, lorsqu'on demande aux habitants ruraux « pauvres » et racisés – et notamment aux femmes - de « moderniser » leur mode de vie, on leur demande en même temps de représenter la « tradition » paysanne locale. Ces injonctions contradictoires sont la manifestation d'un rapport à l'altérité propre au multiculturalisme néolibéral (Hale 2002; Boccara 2011), qui est à la fois modernisant et exotisant. Je reviendrai davantage sur la façon dont ce rapport à l'altérité se décline à l'échelle locale et nationale dans les chapitres 3 et 7. Pour l'instant, en voulant rester encore un moment avec les résidents de Wayrapampa, il me semble important de souligner que ces injonctions contradictoires ne sont pas nécessairement prises « à la lettre », mais font l'objet d'une appropriation sélectives de la part des bénéficiaires du programme, qui adaptent les ressources et les enseignements reçus à ce qu'elles perçoivent comme leurs priorités.

Le cas de Silvia, jeune mère célibataire vivant avec sa mère et son enfant, permet d'illustrer ce point. Ayant accepté avec joie la donation de cochons d'Inde (*cuy*) de la part du Programme de Sécurité Alimentaire, la jeune femme n'avait aucunement l'intention de les donner à manger à son petit : ne disposant pas de sources de revenu stables – et ne pouvant pas compter sur un revenu masculin - elle en vendait un de temps en temps pour acheter des biens alimentaires de base (du riz, des pâtes, du sucre, de l'huile et du sel). Mais encore plus qu'une source de revenu, ces petites bêtes étaient pour elle un véritable investissement pour le futur de son fils : plusieurs fois par semaine, Silvia marchait des heures pour rejoindre sa belle-sœur, dans une communauté des environs, où elle recueillait du *alfalfa* pour nourrir ses petits animaux. Elle tenait à ce qu'ils soient bien gros, pour pouvoir un jour les offrir comme repas aux futurs parrains de baptême de son fils. En milieu rural, le « baptême » (*landaruto*) consiste en un rituel communautaire où l'enfant reçoit sa première coupe de cheveux. Les invités d'honneur sont les parrains, auxquels on sert du *cuy*, qui deviennent ainsi alliés de la famille et de l'enfant pour la vie, et qui « paient » les cheveux qu'ils coupent avec des offrandes d'argent ou de bétail. Le *landaruto*, notamment pour une femme célibataire et pauvre comme Silvia, est l'occasion de se procurer des alliés « puissants », qui se sentiront en partie responsables du bien-être de l'enfant à l'avenir. Selon les critères et les objectifs du projet, Silvia serait cataloguée comme une « mauvaise mère », préférant tirer profit de ses *cuyes* plutôt que d'alimenter son enfant avec des protéines précieuses pour sa croissance. Cependant, pour cette jeune femme, la meilleure façon d'assurer le futur de son enfant est d'investir dans la création d'un réseau d'alliances sociales, convertissant les biens matériels offerts par le projet en rapports sociaux, garants de l'accès à des biens et services futurs.

Conclusion

Il découle de la « rencontre » entre une compagnie minière et les habitants d'un territoire des réaménagements économiques et sociaux, que les acteurs impliqués cherchent à interpréter et à se représenter. La présence d'activités extractives implique tout d'abord d'importantes transformations dans les régimes de propriété et d'usage de la terre, mais aussi dans les liens sociaux qui se tissent autour de cette ressource. Les nouvelles sources de revenu engendrées sur place par la présence minière ont pour contrepartie les limitations d'accès aux hautes terres de pâturage et une compétition accrue pour les ressources nécessaires aux activités agricoles, engendrant de nouveaux processus de différenciation socio-économique entre individus et entre groupes familiaux ou territoriaux. L'inégale répartition des bénéfices s'ajoute à d'autres problématiques – l'achat de la terre à bas prix, l'affectation des cours d'eau – générant un mécontentement diffus parmi les habitants. A Cajamarca, la médiation d'organisations paysannes, écologistes et œcuméniques, crée progressivement une convergence entre des habitants des villes et des zones rurales autour d'une commune préoccupation de la préservation de l'approvisionnement hydrique local, amenant, en 2004, à une première mobilisation régionale d'envergure contre les activités de MYSA.

Si les mobilisations contre le projet Quilish naissent de nouvelles alliances entre divers secteurs socio-territoriaux autour d'un réseau hydrique commun, la transition des revendications de la terre à l'eau entraîne aussi une marginalisation des acteurs ruraux. Ceux-ci perdent ainsi le pouvoir d'orienter le conflit et leur place d'interlocuteurs privilégiés de la compagnie, au bénéfice des organisations urbaines ayant un discours à visée internationale. Dans le même temps, la compagnie minière tâche de redéfinir sa relation avec les habitants comme un modèle de « bon voisinage ». La combinaison de ces deux processus – la marginalisation des acteurs ruraux par les organisations urbaines et le redoublement des interventions locales de la compagnie – ont pour effet d'accroître davantage la dépendance des habitants envers MYSA, lequel fait figure à la fois de patron, de bienfaiteur et de maître. L'ambiguïté de ces rapports se manifeste dans les représentations que se font les habitants des engagements de la compagnie dans le champ social. Là où cette dernière voit une contribution volontaire au développement de la zone, les premiers voient une contrepartie de la valeur extraite. Ce que les sociétés minières conçoivent comme un encouragement au développement d'activités économiques alternatives à l'extraction minière, et assurant le développement

« durable » de la zone, est reçu comme de simples faveurs intéressées qui conditionnent de nouvelles obligations. Par ailleurs, les politiques de développement de la compagnie minière, aveugles aux inégalités croissantes entre les habitants, viennent creuser de nouvelles différences socio-économiques produites par le réaménagement des activités productives locales. Ne tenant pas compte du différentiel de pouvoir entre meneurs et bénéficiaires, ainsi qu'entre les habitants mêmes, les discours sur le « bon voisinage » occultent les inégalités entre les parties, et renforcent ainsi les hiérarchies sociales entre les acteurs.

Maintenant que nous avons pu apprécier comment la mise en place des activités extractives transforme les rapports sociaux et productifs dans les zones rurales qui se trouvent à proximité, il est temps de se pencher sur la manière dont les processus économiques et sociaux associées à la présence minière se déclinent sur l'ensemble du territoire. Comme nous le verrons dans le prochain chapitre, en milieu urbain ces transformations ont pour effet non pas de renforcer, mais au contraire de déstabiliser les hiérarchies socio-territoriales locales telles qu'elles se sont configurées au cours du XXème siècle.

CHAPITRE 3

L'INFLUENCE MINIERE EN MILIEU URBAIN : EVOLUTION DES RAPPORTS SOCIO-TERRITORIAUX ET REPRESENTATIONS DU CHANGEMENT SOCIAL

Au cours des années passées à Cajamarca, il m'est arrivé plusieurs fois que des amis ironisent sur ma bonne connaissance de la langue et de la culture locale – des chants de carnaval aux expressions d'argot – en suggérant que je pouvais passer pour une femme de Celendin ou de Chugur, deux Provinces connues pour accueillir les habitants les plus « blancs » de la région. Ce faisant, mes interlocuteurs soulignaient la contradiction, pour eux implicite, entre mes traits phénotypiques et mes habitudes vestimentaires – qui m'identifiaient à une *gringa*, c'est à dire une femme blanche et étrangère²²⁹ - et mon emploi d'un espagnol populaire, parfois teinté de mots quechuas, plus similaire à celui des secteurs populaires et des classes moyennes locales, qu'à celui des élites régionales ou de la capitale dont pourtant je partageais le niveau d'éducation et le pouvoir symbolique. Cette blague, qui ne manquait jamais de faire rire le public et que je répétais moi-même en plusieurs occasions, n'est compréhensible que si l'on est accoutumé aux catégorisations ethno-territoriales péruviennes, selon lesquelles les Andins sont plus « indiens » que les habitants de la côte et les habitants de Cajamarca sont parmi les plus « blancs » du Pérou andin..

Pour saisir pleinement la portée des transformations sociales liées à l'économie minière dans cette région, il faut d'abord se pencher sur la représentation des rapports sociaux dans une région connue pour être la plus « métisse » du Pérou andin. Cajamarca est en effet une région où, selon ses habitants, « il n'y a pas d'indiens » : les langues autochtones y sont peu parlées, les communautés paysannes ayant la propriété collective de la terre sont peu nombreuses et la population est réputée être l'une des plus « blanches » des Andes péruviennes. Les discours qui expliquent la supposée « blanchitude »²³⁰ des habitants révèlent cependant l'existence d'un « autre » racisé, exception qui confirme la règle métisse locale. Une attention plus soutenue à

²²⁹ Le terme gringo/a signifie en premier lieu états-unien, mais il est employé de façon plus large pour désigner tous les étrangers, originaires d'Europe ou d'Amérique du Nord. Le terme peut aussi être adressé à un acteur national ou latino-américain, dans ce cas il indique des traits et des couleurs associés à la « race » blanche. Nous reviendrons sur ces catégories ethno-raciales dans la prochaine section.

²³⁰ Nous reviendrons par la suite sur ce choix terminologique. Voir note 237.

la façon dont les identifications ethniques, de genre et de classe s'entrelacent permet de mettre à jour les logiques sous-jacentes, et notamment l'importance de la ruralité dans ce contexte. La suppression formelle de la catégorie d'Indien et la reconfiguration des relations socio-territoriales dans l'après-réforme agraire de 1969 ont en effet fait de la dichotomie entre ville et campagne, et entre hautes et basses terres, le centre des hiérarchies socio-territoriales locales, dans lesquelles la ruralité et la localisation géographique constituent les principaux marqueurs de l'altérité ethnique.

Le début des activités minières engendre d'importants réaménagements dans ces hiérarchies socio-territoriales et économiques, bâties sur un système agraire de type capitaliste. La capitale régionale Cajamarca fournit un observatoire privilégié de ces processus. Ici, la double migration de travailleurs spécialisés dans le secteur minier et d'habitants de milieu populaire provoque une forte croissance démographique et un rapide processus d'urbanisation. L'afflux de capitaux et de personnes bénéficie davantage à certains groupes socio-professionnels et à certains secteurs économiques qu'à d'autres, engendrant, chez les habitants, de nouvelles formes de différenciation sociale et d'inégalités dans l'accès aux biens et aux services. Les évolutions de l'espace urbain reflètent ces nouvelles formes de diversification et de marginalisation sociale, qui se traduisent par une insécurité croissante chez les habitants du centre urbain se mêlant aux craintes de la pollution hydrique liée aux activités minières. Ces nouvelles formes de différenciation socio-économique génèrent à la fois de « nouveaux riches » et de « nouveaux pauvres », brouillant les frontières entre groupes socio-économiques et territoriaux, ainsi que les critères d'ascension sociale. Assiégés par une nouvelle élite minière, d'un côté, et un prolétariat urbain grandissant, de l'autre, une partie de la classe moyenne locale - marginalisée par la croissance économique - développe alors une vision idéalisée de l'ancien ordre social, caractérisé par des normes ethniques et de genre « traditionnelles ».

Si les activités minières occasionnent d'importantes reconfigurations des activités productives et des relations sociales dans les zones rurales d'impact minier direct, les rapports socio-économiques et territoriaux dans les aires urbaines riveraines ne sont pas en reste. Ce chapitre vise à éclairer la façon dont l'extraction minière participe de la reconfiguration des relations ethniques, de classe et de genre dans la région de Cajamarca et la manière dont ces transformations sont appréhendées par les habitants. Face à l'impossibilité d'appliquer la méthode ethnographique à l'ensemble du territoire et à sa population, je prendrai la capitale régionale de Cajamarca comme observatoire des processus socio-économiques et spatiaux liés à l'activité minière, ainsi que le point de vue d'un secteur spécifique de la population – une

petite et moyenne bourgeoisie urbaine locale – afin de me centrer sur la manière dont ces processus sont vécus et interprétés. Cela permettra d’abord de mettre au jour le rapport entre les rapides transformations socio-spatiales dues à l’économie minière et les craintes croissantes de la pollution hydrique engendrée par les activités extractives et, par la suite, le lien entre la reconfiguration des hiérarchies socio-territoriales locales et le durcissement des normes ethniques et de genre.

3.1 Une région « métisse »

Au Pérou, la région de Cajamarca a la réputation d’être l’une des plus « métisses » du pays. Cette identité régionale constitue une exception en milieu andin car les habitants de ces régions sont représentés, à partir dès la fin du XIX^{ème} siècle, comme « plus indiens » que ceux de la côte. Issue de la production de savoirs géographiques d’inspiration humboldienne (Dagicour, 2017) et de l’hégémonie des élites côtières pendant la première époque républicaine (Galindo, 1987), cette représentation « situe » les indiens dans les Andes (Orlove, 1993), contribuant ainsi à une progressive assimilation de la catégorie ethno-raciale d’Indien (*Indio*) et à la dénomination socio-territoriale de montagnard (*serrano*)²³¹ (Méndez, 2012). Les régions de Cajamarca (dans le nord) et d’Arequipa (dans le sud), dont l’on ne cesse de souligner l’inhabituelle « blanchitude » des habitants, constituent les seules exceptions notables à cette géographie nationale racialisée.

Les origines de ces exceptions sont difficiles à retracer, car aucun travail n’a été mené jusqu’ici sur cette thématique. On pourrait avancer l’hypothèse des liens que ces régions Andines entretenaient avec les régions côtières riveraines, consistant à la fois en des liens familiaux, économiques et politiques entre élites andines et côtières. On pourrait également s’interroger, dans le cas de Cajamarca, sur le rôle joué par le statut particulier de sa capitale régionale qui, jusqu’au début du XIX^{ème} siècle, était à la fois un *pueblo de Indios* (juridiction indigène) et une *villa* (résidence d’Espagnols) (Argouse, 2011). On pourrait finalement se pencher sur les liens entre le régime de propriété de la terre et les formes d’identification ethnique, que Chambers (2003) a bien exploré dans la région d’Arequipa²³². Cependant,

²³¹ Je reviendrai sur l’histoire de ces représentations dans le chapitre 8.

²³² Chambers (2003) analyse les recensements régionaux d’Arequipa entre 1780 et 1854, afin d’interroger l’inhabituelle variation des populations « indienne » et « espagnole », ainsi que la relative invisibilité des « Métis » face à ces dernières. Elle conclut que ces variations dépendent principalement des changements opérés dans le

contrairement aux régions du sud andin, la cordillère nord n'a que rarement retenu l'attention des historiens²³³. Comme l'indique Aude Argouse :

« depuis la Rencontre qui s'y tint en 1532 entre Atahualpa, empereur inca, et Francisco Pizarro, *conquistador* espagnol, Cajamarca occupe une place particulière dans l'historiographie de l'Amérique. Mais elle est mise de côté dès que la date de l'événement s'éloigne. Théâtre d'une scène mille fois réinventée sous diverses formes littéraires, elle est laissée par l'historiographie des Andes dans l'ombre des villages rebelles des vallées près de Cusco ou des mines infernales du Potosi. Cajamarca perd la puissance évocatrice nécessaire à l'historiographie de la « résistance indienne » des années 1960 à 1980, qui, pour dénoncer l'exploitation des indiens, retient d'eux l'image de ruraux sédentarisés, immobilisés sous le joug de la domination espagnole, contrastant avec les habitudes migratoires des Européens. » (Argouse 2011 : 2)

Au Pérou, peut-être plus qu'ailleurs en Amérique latine, l'indianité comme le métissage constituent un mélange variable d'éléments économiques, ethno-raciaux et culturels (De La Cadena, 2000 ; Wade, 2005). Comme l'évoque Argouse, le sud andin est central dans la production intellectuelle et politique nationale : les révoltes paysannes, dont les régions de Cuzco et Puno sont le théâtre dans les années 1870, 1920 et 1950, ont joué un rôle déterminant dans le sort de la politique nationale, fascinant tant les politiques que les historiens. Celles du nord andin colonial et républicain sont, au contraire, restées pour la plupart circonscrites au niveau local. L'influence de l'indigénisme, courant intellectuel produit par les élites de Cuzco entre 1920 et 1950, est capitale dans le développement politique et artistique national de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle. Le nord andin n'a en revanche pas donné naissance à d'importants contre-pouvoirs ou projets nationalistes alternatifs (Mallon, 1994). Les savoirs anthropologiques ont contribué à façonner le lien entre le présent indigène et le passé national en présentant les communautés paysannes du sud andin comme des vestiges vivants du passé préhispanique et comme le modèle d'une « culture andine » proprement dite. Les communautés

régime de propriété foncière. Au moment où être Indien donnait droit à la terre, de nombreux Métis auraient choisi de s'identifier comme tels. En revanche, lorsque les terres manquaient, les individus ayant droit auraient au contraire préféré s'identifier comme métis, afin d'échapper au paiement du tribut Indien. Dans le recensement de 1876, Cajamarca a un pourcentage d'habitants « blancs » supérieur à toute autre région péruvienne : seuls 41 % de la population sont recensés comme Indiens, 31 % comme Métis et 28 % comme « blancs » (Diaz, 1974, cité par Deere, 1990). Or, comme le suggèrent les travaux de Chambers, les formes d'identification ethnique de l'époque sont indissociables des droits fonciers et des obligations d'imposition auxquelles la catégorie d'Indien était reliée. Il est possible que, dans une région caractérisée par le régime des grandes propriétés terriennes (*haciendas*), où les terres disponibles pour les Indiens étaient pauvres et rares, les Métis auraient eu peu de raisons de se déclarer Indiens plutôt que « Blancs ».

²³³ Les travaux de Contreras et de O'Phelan sur les mines d'argent de Hualgayoc (Contreras, 1995 ; O'Phelan, 1993), celui d'Argouse sur les testaments d'Indiens au XVII^{ème} siècle (Argouse, 2011) et celui de Mallon sur les résistances locales à l'occupation chilienne pendant la Guerre du Pacifique (Mallon, 1994) constituent des exceptions. Il existe en revanche un corpus plus fourni sur les reconfigurations économiques et politiques de la région au XX^{ème} siècle (Taylor 1983, 1986; Deere 1990; Pérez Mundaca 1997), produit principalement par des anthropologues.

paysannes du nord, où les langues indigènes sont moins parlées et la propriété communautaire moins répandue, se prêtaient moins à l'étude de cet « Autre » censé constituer l'héritier des temps préhispaniques. En 1970, l'adoption, par le gouvernement révolutionnaire de Juan Velasco Alvarado, de la figure de Tupac Amaru II²³⁴ comme héros de la patrie a définitivement institutionnalisé l'image d'un sud andin « rebelle » – une caractéristique associée de près à l'indianité de ses habitants. Le nord andin, en revanche, a la réputation d'être habité par des populations métisses et « pacifiques », n'ayant jamais su – ou voulu – s'opposer aux pouvoirs en place²³⁵.

À l'époque contemporaine, la région de Cajamarca est donc réputée constituer une « exception » dans la géographie racialisée du Pérou. Ses habitants sont renommés pour être les plus « blancs » des Andes, et sa paysannerie la « moins indienne ». Les femmes de Cajamarca sont connues pour être les plus « belles » (parce que « blanches ») des Andes, ce qui leur vaut un positionnement favorable sur le marché matrimonial²³⁶ et un franc succès dans les concours de beauté. La « blanchitude »²³⁷ de ses habitants est source de fierté, notamment pour les élites et les classes moyennes de la région qui cultivent une appartenance *serrana* (montagnarde) vidé de son référent indien. Dans les prochaines pages, nous allons voir comment les discours sur cette supposée exceptionnalité régionale sont révélateurs de la « norme » selon laquelle race, classe et genre se combinent dans la production de l'altérité²³⁸. Par la suite, je me centrerai sur

²³⁴ José Gabriel Condorcanqui Noguera (1738-1781), marquis d'Oropesa, mieux connu par le nom de Túpac Amaru II est un cacique indien qui en 1780 prend la tête d'une rébellion indienne contre les colons espagnols au Pérou. Attrapé et mis à mort en 1781, Tupac Amaru II sera inclus parmi les grandes figures du panthéon nationaliste au cours des années 1970, quand le gouvernement révolutionnaire de Juan Velasco Alvarado (1968-1975) fera de lui un héros de la patrie et l'icône de la paysannerie indienne insurgée.

²³⁵ Je développerai davantage l'histoire de l'association entre indianité et « résistance » dans le chapitre 8.

²³⁶ Une collègue anthropologue de Cajamarca, Sandra Rodriguez, m'a par exemple fait part de l'existence d'une « demande » de jeunes femmes de Cajamarca, claires et d'origine humble, de la part d'entrepreneurs issus du sud andin, établis à Lima. Ce type d'union constituait, selon cette collègue, une possibilité pour les jeunes femmes d'élever leur statut économique et pour les hommes d'élever leur statut social (communication personnelle).

²³⁷ J'utilise ici le mot « blanchitude », plutôt que celui de « blanchité », dans l'acception du terme anglophone « *whiteness* », c'est-à-dire une catégorie d'analyse qui se réfère à des identités ethno-raciales. Les « Blancs » n'étant généralement pas considérés comme un groupe racial, les concepts de blanchité et de blanchitude permettent de rendre visible la dimension ethno-raciale de ce sujet supposé « universel » (Kebabza, 2006). Tandis que la plupart des auteurs francophones préfèrent parler de blanchité, mieux adapté à l'étude des groupes dominants que celui de « blanchitude » (calqué sur le mot « négritude »), je choisis ici d'utiliser ce dernier, dans la mesure où il s'agit d'un groupe local non dominant – car andin et provincial – qui affiche des caractéristiques de l'élite ethno-raciale pour compenser une position de subalternité vis-à-vis un groupe dominant – les élites côtières et liméniennes. Dans le cas de ces élites, pour lesquelles le fait d'être « blanches » est la norme et non l'exception, on pourrait en revanche parler de « blanchité ».

²³⁸ Si une approche intersectionnelle (Crenshaw, 1989) des rapports sociaux de sexe, ethniques ou de « race », de classe et autres est désormais répandue dans les milieux académiques et institutionnels, il existe toutefois une distinction entre les interprétations de nature « additive » ou « constitutive » de ces catégories (Yuval-Davis, 2006), soit entre l'approche « femme + noir = femme noire », et l'approche « femme/noire = femme noire » qui consiste à considérer que les dimensions de genre et de race sont indissociables, car leur intersection donne

l'évolution des relations foncières et des hiérarchies socio-territoriales dans la région au cours du XX^{ème} siècle, afin de mettre en lumière l'importance contemporaine de la ruralité et de la « culture » comme marqueurs ethniques dans une région où « il n'y a pas d'Indiens ».

3.1.1 Race, classe et genre à Cajamarca

Le Nègre n'est pas. Pas plus que le Blanc (Frantz Fanon 1952 :187)

Le métissage de la région de Cajamarca est généralement justifié par des arguments sociolinguistiques, historiques et phénotypiques. L'argument sociolinguistique se focalise sur le statut minoritaire des langues indigènes²³⁹ – qui constituent l'un des principaux marqueurs ethniques au Pérou – et le nombre réduit de communautés paysannes adhérant au régime de la propriété collective de la terre – dont l'existence est considérée comme un témoignage de la continuité territoriale avec les communautés indigènes de l'époque coloniale²⁴⁰. Ces deux caractéristiques distinguent les communautés paysannes de Cajamarca de celles des Andes centrales et du sud, où la propriété collective de la terre et les langues indigènes – notamment le quechua – sont plus répandues²⁴¹. L'argument historique fournit une explication de cette différence : le fait que le nord andin n'ait été conquis par les Incas qu'un siècle avant l'arrivée des Espagnols rendrait compte de la facilité avec laquelle la langue espagnole s'est enracinée,

naissance à une catégorie nouvelle. À ce sujet, voir, entre autres, Anthias et Yuval-Davis (1992), ainsi que Fraser (2009).

²³⁹ La langue quechua est effectivement peu parlée dans la région. Cependant, le nombre de mots et d'expressions quechuas qui sont entrés dans le langage courant, et les degrés d'hybridation entre l'espagnol « standard » propre au milieu urbain et l'espagnol avec une structure et des termes quechuas, que l'on trouve dans les espaces ruraux, suggère que les variantes locales du quechua ont fait partie de la langue dominante dans la région jusqu'au début du XIX^{ème} siècle (Coombs, 1987).

²⁴⁰ Bien que l'on puisse prouver l'origine coloniale de certaines communautés paysannes contemporaines, ceci est loin d'être la norme. Plutôt qu'un vestige du passé préhispanique, les communautés paysannes sont le résultat de processus dynamiques de communalisation et d'ethnogenèse, dont la réforme agraire de 1969 est le chapitre le plus récent (Hall, 2009).

²⁴¹ Cette distinction ne tient pas compte des larges parties du territoire régional situées dans les basses terres amazoniennes, où plusieurs langues indigènes sont parlées et où les formes de propriété collective sont plus fréquentes. L'invisibilisation de la partie amazonienne de la région peut être attribuée à deux causes principales. La première est d'ordre économique et infrastructurel : la diversification socio-économique et l'inexistence d'une infrastructure reliant le sud andin de la région (à production agricole et laitière) au nord amazonien (où s'est développée la production de cacao et de café) a facilité le développement du commerce et de la mobilité inter-régionale – avec les ville côtières de Trujillo et de Chiclayo – au détriment de la mobilité infrarégionale. La deuxième cause est plutôt d'ordre socio-politique : l'« andino-centrisme » péruvien a longtemps amené à effacer la présence et la participation des peuples amazoniens de l'identité nationale (Greene 2006); ce phénomène est d'autant plus marqué quand, comme c'est le cas des régions de Cajamarca et de Cuzco, les capitales régionales – lieux du pouvoir administratif et résidences des élites régionales – sont localisées dans la partie andine de la région.

mais aussi de la dispersion des communautés originaires²⁴². L'argument phénotypique, nous l'avons annoncé, consiste à souligner la « blanchitude » des habitants de la région, qui sont décrits comme *gringos*, *blancos* (blancs) ou *trigueños* (blond ou châtain clair, de la couleur du blé), et dont les origines sont imputées à un degré de métissage biologique entre populations indigènes et européennes plus élevé qu'ailleurs dans les Andes. Ce métissage est généralement attribué à l'ancienneté de la présence espagnole dans la région, mais d'autres versions, moins soucieuses des sources, mettent davantage l'accent sur l'immigration de groupes d'origine européenne (Allemands, Italiens) à l'époque républicaine ou même sur la présence de populations « blanches » dans la région avant la conquête. Il existe effectivement, à Cajamarca comme ailleurs dans les Andes, des zones ayant été la destination de migrants d'origine européenne au cours des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles, et on trouve également des témoignages de la présence, depuis le XVII^{ème} siècle, d'une communauté marrane dans la province de Celendín (Lausent-Herrera, 1994). Alors que ces particularités locales sont régulièrement évoquées pour rendre compte du « métissage » de la région, leur valeur reste uniquement anecdotique, dans la mesure où d'autres régions andines présentent des cas similaires sans pour autant être identifiées comme des régions « métisses ».

Les auteurs travaillant sur la question de la blanchitude ou blanchité soulignent que la catégorie de « blanc » ne n'acquiert un sens qu'en opposition à un Autre racialisé. Or, dans une région où il n'y a supposément pas d'Indiens, qui est cet Autre ? Dans l'imaginaire national, les traits phénotypiques sont censés marquer les différences ethniques et territoriales entre les populations « métisses » de la côte et les populations « Indiennes » des Andes²⁴³. Si la réforme agraire de 1969 a formellement supprimé la catégorie ethnique d'Indien, en la remplaçant par la catégorie socio-professionnelle de « paysan », les reconfigurations socio-territoriales qui en sont issues ont contribué à renforcer le rôle de la ruralité comme marqueur ethnique. Alors que les habitants ruraux sont censés être « plus Indiens », il est fréquent d'entendre les habitants de Cajamarca se vanter du fait que, dans la région, on puisse trouver des individus aux yeux bleus ou aux cheveux clairs, « même chez les paysans ». La prétendue exceptionnalité de ce phénomène repose sur la supposée différence entre la catégorie socio-professionnelle de

²⁴² Voir à ce sujet l'extrait d'entretien avec Marta, dans le deuxième chapitre.

²⁴³ Au sujet de la constitution et diffusion des référents phénotypiques de la « race » Indienne, voir Poole (1997). Sur la convergence entre la catégorie socio-territoriale d'« andin » et celle ethno-raciale d'« Indien », voir Méndez (2012).

« paysan » – associé à la ruralité et à l’indianité – et des traits phénotypiques « blancs » – associés à l’urbanité et au métissage.

Un exemple de ce discours est fourni par un forum internet où, en 2008, dans la rubrique « histoire et culture péruvienne », un usager demande « pourquoi les *Cajamarquinos* sont-ils blancs (*gringos*) ? ». Parmi les nombreux commentaires et discussions sur le degré de « blanchitude » des habitants de la région et leurs origines, on peut lire ceci :

Ce qui se passe ici à Cajamarca c’est que, à une époque lointaine, il existait beaucoup de colonies hollandaises, allemandes et « vikings » [...]. Vous verrez qu’aux alentours [de la capitale régionale] il y a des gens très blancs avec des cheveux blonds et les yeux d’un vert très profond... Si vous voyez ces paysannes, vous ne voudrez plus revenir, je vous assure ! Mais leur accent, leur façon de parler et leurs coutumes sont celles des gens de la campagne (Pacifadorjwc, 14 juin 2008)²⁴⁴.

L’internaute met en exergue la beauté des paysannes locales – des « sirènes » qui pourraient charmer le voyageur et le persuader à ne jamais rentrer chez lui - tout en prenant soin de rappeler que leur apparence physique est trompeuse : leur « accent » et leur « façon de parler » (référence à un espagnol populaire, parfois influencé par le quechua), ainsi que leurs « coutumes » (pratiques caractéristiques du milieu rural et paysan), révèlent à l’observateur attentif leur appartenance populaire et leur altérité « culturelle ». Le fait que ce soit la beauté des femmes paysannes qui est mise en exergue n’est pas sans importance. La racialisation des groupes minoritaires concerne effectivement les femmes plus que les hommes de leur entourage (Anzaldúa, 1987 ; Moraga et Anzaldúa, 1981), et l’accès limité des femmes paysannes à l’emploi salarié et à l’espace urbain contribue à ce qu’elles soient davantage associées à la ruralité, donc considérées comme « plus indiennes » que les hommes du même milieu (De La Cadena, 1995). Évoquer la « beauté » des femmes paysannes sert alors à mettre en valeur le haut degré du métissage dans la région – métissage d’autant plus remarquable dès lors qu’il concerne des femmes occupant l’espace d’une indianité genrée. Pourtant, tous les habitants de la région ne sont pas blancs, comme l’explique cet internaute :

²⁴⁴ *Lo que pasa es que acá en Cajamarca existieron muchas colonias de inmigrantes holandeses, alemanes y "vikings" en épocas muy muy remotas [...] e incluso en tan solo los alrededores verán que existe gente muy blanca con cabellos rubios casi blanco y con los ojos de un verde muy profundo... Si ven a esas campesinas no van a querer regresar, ¡se los aseguro! Ahora, el dejo, su manera de hablar y sus costumbres son propias de la gente del campo* (Extrait d’une conversation sur le blog « Porqué los Cajamarquinos son gringos » sur <http://www.forosperu.net/temas/por-que-los-cajamarquinos-son-gringos.22121/pagina-26>, dernière consultation le 28/10/2016).

De même que des gens très blonds, il y a aussi des gens très cuivrés et à la peau très mate, comme dans le district de Porcón où se trouvent des colonies que les Incas ont déplacés de Cusco il y a longtemps²⁴⁵ (Pacificadorjwc, 14 juin 2008)

L'exception régionale d'une divergence entre phénotype et situation socio-économique est ainsi opposée à une supposée norme, incarnée par les communautés quechuaphones de Porcón, que nous avons rencontrées dans le chapitre 2. Celles-ci réunissent catégorie socio-professionnelle de « paysan » et phénotype « Indien » (« gens cuivrés, à la peau mate »)²⁴⁶ ainsi que sociolinguistiques. Les habitants de la vallée de Porcón, nous l'avons dit, constituent le référent local de l'altérité indienne, par rapport à laquelle se définit l'identité métisse dominante. Leur existence ne fait que confirmer davantage l'exceptionnel métissage de la région, dans la mesure où leur altérité est justifiée par une origine hétérochtone : ce ne serait pas des communautés originaires de la zone, mais des « colonies » amenées par les Incas depuis le sud andin, où les « Indiens » abondent. Le fait que leur arrivée dans la région précède celle des Espagnols, et donc le début du processus de métissage entre populations amérindiennes et colons européens, ne suffit pourtant pas à les qualifier de « locaux ». Au contraire, dans leur mise à distance, un passé particulier et une altérité ethnolinguistique contemporaine se confirment mutuellement²⁴⁷, d'une façon qui rappelle l'« origine indienne » des Roms européens (Piasere, 2006)²⁴⁸ ou l'origine « chilienne » des Indiens Calchaquies en Argentine (Giudicelli, 2017)²⁴⁹. Leur statut de vestiges d'un passé préhispanique, de plus non autochtone,

²⁴⁵ *Pero al igual que hay gente rubia también hay gente muy muy cobriza y de piel oscura, como en el distrito de Porcón que se encuentran colonias que el Inca desterró del Cusco hace mucho tiempo* (Extrait d'une conversation sur le blog « Porqué los Cajamarquinos son gringos, *ibid.*).

²⁴⁶ Alors que, à Cajamarca, les quechuaphones constituent l'« exception (indigène) qui confirme la règle (métisse) », leur statut d'« Indigènes » ne fait l'objet d'aucune reconnaissance formelle. La vallée de Porcón ne figure pas sur les listes des minorités ethnolinguistiques régionales de l'INEI et des *Registros Públicos*, cartographiées par le processus de Zonage Écologique Économique (ZEE) régional. La chargée de la ZEE, questionnée sur ce point pendant un entretien, avançait l'hypothèse que cela serait dû au fait qu'« ils parlent de moins en moins quechua et ne portent plus beaucoup les vêtements typiques » (entretien, 2011), c'est-à-dire qu'ils seraient désormais trop « assimilés » pour être officiellement reconnus comme une communauté à part. Je reviendrai sur les positions officielles et officieuses sur l'altérité indienne dans le chapitre 8.

²⁴⁷ Solari Pita (2015) indique que, pendant la période républicaine, l'endogamie entre les habitants de la vallée aurait été encouragée par les autorités locales, dans le souci d'un maintien des différences raciales sous-tendant les hiérarchies sociales. Sous le régime des *haciendas*, l'équation entre Quechuas, ruralité et indianité aurait ainsi servi de base à la reproduction d'une subalternité légitimée par l'altérité ethnique.

²⁴⁸ Piasere (2006) s'est penché sur les débats concernant les origines indiennes des Roms qui, depuis le début de l'époque moderne, cherchent à établir les origines de l'altérité de ce groupe social. Il remarque que ce souci généalogique sert, à différentes époques, à tracer les contours de l'altérité de ce groupe et à justifier leur marginalisation au sein de la société majoritaire.

²⁴⁹ Giudicelli (2016) analyse la production de savoirs dans laquelle s'engagent les intellectuels de la première période républicaine en Argentine, suite à la découverte de vestiges préhispaniques dans la vallée Chalchaquí. Le « souci généalogique » de prouver l'existence d'une grande civilisation en Argentine et de doter ainsi le processus de construction nationale d'un passé préhispanique s'accompagne d'un effort de mise à distance des Indiens Chalchaquies contemporains, dont l'altérité et la subalternité se conciliaient mal avec l'image de nobles ancêtres. La solution définitive a été trouvée dans les origines chiliennes de ces « barbares », qui seraient arrivés sur le territoire après l'extinction de la grande civilisation chalchaquí.

permet de les situer dans un autre espace-temps dont le rapport avec le présent Métis est d'une discontinuité absolue.

La supposée « blanchitude » de la population est particulièrement valorisante pour les habitants urbains appartenant aux classes moyennes-hautes régionales, pour lesquels le métissage régional constitue un contrepoids au statut de provinciaux (*provincianos*) et de montagnards (*serranos*), qui les situe dans un rapport de subalternité vis-à-vis des élites de la côte. L'argument du métissage a en revanche beaucoup moins d'importance dans l'autoreprésentation des secteurs populaires. Ceux-ci tendent à mettre en avant des formes d'appartenance « montagnarde » marquées par des valeurs – la foi, l'honnêteté, le travail, la famille – et des normes de genre – la chasteté des femmes, la virilité des hommes – spécifiques, qui les opposeraient aux habitants de la côte. Ces thèmes se manifestent de façon récurrente dans les *carnavales cajamarquinos*, une musique populaire régionale consistant en une série de « rimes rythmées » dont les textes traitent de la beauté du territoire et des femmes, des produits agricoles et de l'amour romantique²⁵⁰.

On me dit que je suis serrano, serrano de Bambamarca !

Oui je suis serrano! Et avec beaucoup de fierté messieurs !

Oui je suis serrano! Je te montre mes justificatifs

Ma terre est généreuse, ma terre est productive !

Où on sème l'orge, le maïs et la quinoa !

Ou on sème l'opium et la cocaïne

Le jour où je me marierai

Ca sera à Bambamarca;

Avec une femme jolie! Qui a pas mal d'argent;

Avec une femme jolie ! Qui soit de Bambamarca²⁵¹

²⁵⁰ Les *coplas picaras* – chansons paillardes des carnavales – portent spécifiquement sur la laideur, l'hypersexualité ou la dominance/agressivité des femmes, d'une part, et sur l'impuissance sexuelle, le fait de subir l'infidélité et la passivité des hommes, d'autre part. S'agissant d'« inversions » dont le but est de susciter l'hilarité du public, ces parodies ont aussi pour effet de rétablir les normes de genre, à savoir la beauté, la chasteté et la soumission des femmes, ainsi que la puissance sexuelle, le contrôle et l'agressivité des hommes.

²⁵¹ *Me dicen que soy serrano, serrano de Bambamarca; Sí soy serrano! A mucha honra señores; Sí soy serrano! Te entrego mis comprobantes. Mi tierra es generosa, mi tierra es productiva; Donde se siembra cebada maíz y quinua; Donde se siembra! El opio y la cocaína. El día que yo me case Ha de ser en Bambamarca; Con una mujer bonita! Que tenga bastante plata; Con una mujer bonita! Que sea de Bambamarca.* Transcription du texte *Dicen que soy Serrano*, tel interprété par le groupe *Campesinos de Bambamarca*. Disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=THEptvNlgHk> (dernier accès 08/05/2018).

Alors que le métissage occupe une place importante dans la représentation de l'identité régionale, les catégories socio-ethniques de *mestizo* (Métis) et d'*indígena* (Indigène) ne sont presque jamais employées dans le langage courant, sauf par certains lettrés et activistes. En revanche, le mot « *cholo* », généralement utilisé pour désigner un migrant rural andin se trouvant en ville, peut être employé pour disqualifier un individu socialement inférieur tout comme pour marquer l'amitié entre pairs²⁵². « *Indio* » (Indien) constitue au contraire un terme strictement discriminatoire, et la pire insulte possible.

À l'inverse, les traits phénotypiques et leurs référents raciaux sont très présents dans le langage courant : « *gringo* » ou « *blanco* » (blanc), *trigueño* (de la couleur du blé), « *chino* » (chinois), « *zarco* » (aux yeux clairs) ou « *negro* » (noir ou à la peau mate) sont autant d'appellatifs couramment utilisés pour décrire ou surnommer les individus. Les caractéristiques physiques des acteurs ne sont pas mobilisées pour distinguer entre les groupes sociaux, mais plutôt à l'intérieur de chacun des groupes. Appeler quelqu'un « *negro* », « *cholo* » ou « *chino* » est acceptable dans un groupe de personnes appartenant au même milieu ; c'est là un signe de confiance qui fait référence à un marqueur physique, mais cela ne renvoie pas à une hiérarchie sociale entre les interlocuteurs. Ces mêmes termes constitueraient au contraire une insulte s'ils étaient mobilisés par un membre d'une classe supérieure pour qualifier à un membre d'un groupe social inférieur.

Il est tout de même possible d'avoir recours à des appréciations sur les traits phénotypiques pour « augmenter » ou « diminuer » le niveau social d'un individu appartenant au même secteur social : une personne appartenant à la classe moyenne peut par exemple porter son attention aux couleurs ou traits « indiens » d'une connaissance plus aisée, afin de « niveler » leurs statuts. De la même manière, la « blancheur » d'un individu d'origine modeste peut être évoquée comme un signe le distinguant de son milieu social d'origine. Les formes de catégorisation ethno-raciale et socio-économique sont ainsi constamment mises en relation, comme l'évoque un dicton répandu au Pérou : « l'argent blanchit » (« *la plata blanquea* »). Le

²⁵² Le terme « *cholo* » est originairement une catégorie coloniale qui désigne les enfants nés d'unions entre Métis et indiens. Peu utilisé dans les catégorisations sociales de l'époque, le terme désigne ensuite les indiens domestiques dans les maisons espagnoles (Galindo, 1987). À l'époque républicaine, il commence à être utilisé de façon dérogatoire pour désigner les indiens qui franchissent les frontières sociales établies (Méndez, 2012). À partir de la moitié du XX^{ème} siècle, le terme « *cholo* » devient d'usage courant pour désigner les migrants ruraux se trouvant en milieu urbain, et notamment les migrants andins sur la côte. Ce terme à usage discriminatoire est graduellement repris au cours des années 1960-1970 par les acteurs politiques progressistes et les secteurs populaires émergents. Son emploi reste cependant ambivalent et contradictoire, « *cholo* » pouvant être utilisé pour marquer une solidarité ou pour discriminer différents membres d'un même groupe (Nugent 1992). Pour une vue d'ensemble de la question du racisme au Pérou, voir Doré et Sandoval (2008).

phénotype perd ainsi progressivement de son importance lorsque le niveau socio-économique s'élève, ce qui fait que les membres des élites sont socialement identifiés comme « Métis » – et que les représentants des classes populaires ne le sont pas – indépendamment de leurs traits et couleurs.

3.1.2 Terre, travail et rapports sociaux

Si, dans la région de Cajamarca, les catégories ethno-raciales sont peu utilisées pour distinguer les différents groupes sociaux, les formes d'identification socio-territoriales – notamment celles entre « ville » et « campagne », et entre « hautes » et « basses » terres – sont centrales dans l'articulation des rapports entre les individus et les groupes. Ces formes d'identification – qui peuvent ou non être associées à un sentiment d'appartenance chez les acteurs eux-mêmes – doivent être comprises, à l'instar des formes d'identification ethno-raciales, comme des catégories relationnelles²⁵³. Elles se basent sur des idéaux-types ou images sociales qui relèvent de rapports à la fois socio-économiques, ethno-raciaux et territoriaux. Comme l'indique Emmanuelle Piccoli (2009 : 12) :

Si la majorité de la population de Cajamarca est « paysanne » (*campesina*), ce terme renvoie davantage à un espace et un mode de vie qu'à la pratique agricole. Cette appellation ne doit donc pas être entendue comme simplement liée à une profession. En effet, un artisan vivant à la campagne s'auto-identifiera également comme un « paysan ». Apparue au moment de la réforme agraire, le terme de paysan est souvent aussi porteur, localement, d'une dimension ethnique implicite qui sépare, d'une part, les habitants des campagnes et, d'autre part, ceux des villes. Il remplaça, d'ailleurs dans les années 1970, le terme d'Indio, alors terriblement péjoratif. [...] Le mot « paysan », dans son sens local, comprend en fait trois acceptions différentes : la première, géographique, ancre les paysans dans l'espace rural ; la seconde, socioprofessionnelle, renvoie à une relative pauvreté et signifie leur dépendance des productions agricoles, artisanales ou du petit commerce ; la troisième, culturelle, renvoie à un univers andin, à une représentation du monde et des pratiques héritées des populations préhispaniques cependant intensément métissées et hybridées. Cette différenciation entre habitants ruraux (paysans) et urbains, que la migration et l'accès à des postes professionnels peuvent faire changer, marque les relations sociales.

²⁵³ Suivant la terminologie suggérée par Avanza et Laferté (2005), pour traduire en français l'apport théorique de Brubaker (2001), plutôt que de parler d'« identité », nous avons recours aux termes d'« identification », d'« image sociale » et d'« appartenance ». Par « identification », nous entendons des formes de catégorisation des individus et des groupes institutionnels ou dominants, dont les acteurs ne sont pas les auteurs mais peuvent faire l'objet d'une appropriation (ex : Indigène ou Indien). Par « image sociale », nous faisons référence aux contenus de certaines catégories sociales, qui peuvent être de nature ethnique, territoriale, professionnelle ou autre, qui sont dotés de sens par les processus sociaux et politiques mais dont le contenu peut changer avec le temps (ex : migrant, minier). Par « appartenance », nous désignons, enfin, un choix d'auto-identification, individuelle ou de groupe, à un groupe ou milieu social déterminé.

L'image sociale des « gens de la campagne » (*gente del campo*), ou « paysans » (*campesinos*), est ainsi localement associée à un espace géographique rural et à une situation socio-économique de pauvreté – éléments qui marquent l'altérité ethnique et « culturelle » d'un groupe caractérisé comme implicitement Indien et explicitement andin « traditionnel ». L'image sociale des « gens de la ville » (*gente de la ciudad*) est au contraire associée à un espace géographique urbain et à une trajectoire socio-économique ascendante, déterminée par un processus d'élévation sociale qui leur est accessible (éducation, travail, professionnalisation), ainsi que par un mode de vie « moderne ».

Dans la réalité, rares sont les habitants qui cochent toutes les cases de ces idéaux-types : de nombreux résidents urbains tirent leurs revenus d'activités agro-pastorales et de nombreux résidents ruraux mènent des activités productives en ville. Dans la plupart des cas, les acteurs alternent des périodes en milieu rural et en milieu urbain, pour des raisons scolaires, professionnelles et/ou familiales. La dichotomie entre « urbains » et « ruraux » est donc à comprendre comme un mode d'identification qui relève de la classe et de l'ethnicité plutôt que du lieu de vie. Un représentant des classes moyennes-hautes qui réside en milieu rural et gagne sa vie au travers d'activités agricoles et d'élevage ne sera jamais dénommé « paysan », mais plutôt « agriculteur », « éleveur » ou « entrepreneur agricole ». Cependant, les habitants des villes appartenant aux secteurs populaires peuvent être identifiés comme « paysans » en raison de la permanence de certains marqueurs ethniques – dans la façon de parler, de s'habiller, ou d'occuper l'espace public – associés avec le milieu rural. C'est le cas de ceux qui ont migré en ville et qui continuent de porter les habits distinctifs du milieu rural : *poncho*, chapeau de paille (*sombrero*) et sandales de caoutchouc (*llanques*) pour les hommes ; jupon (*pollera*), blouse (*blusa*) et *sombrero* pour les femmes. L'abandon de ces habits, qui constituent des marqueurs ethniques, est le plus souvent visible à partir de la deuxième génération de migrants, signifiant le passage de « paysan » à « *cholo* » ou « *Métis* » (selon que l'on voit ce processus « d'en bas » ou « d'en haut »). La figure 37, reportée ici-bas, fournit un aperçu des différences vestimentaires ainsi que des pratiques spatiales entre une femme « paysanne » - en jupon et *sombrero*, les cheveux tressés, assise sur le trottoir où elle vend des produits - et deux femmes « urbaines » - en pantalons et casquette, les cheveux lâchés, débout devant elle.



Fig. 37 – Deux femmes « urbaines » en train d’acheter des plantes d’une femme « paysanne », sur le marché de Cajamarca. Photo de l’auteure.

L’adoption de vêtements « urbains » – et notamment de pantalons pour les jeunes femmes – coïncide avec un processus d’ascension sociale qui est principalement visible chez les enfants des migrants ruraux, qui deviennent ainsi des « urbains » de classe populaire : la deuxième génération acquiert généralement un niveau d’éducation plus avancé que la première et accède à des emplois souvent non qualifiés mais mieux rétribués que ceux de leurs parents. Tout comme la classe et l’ethnicité, les catégories de l’urbanité et de la ruralité sont donc susceptibles de changer avec le temps : l’urbanisation constituant un vecteur d’ascension sociale, les élites de milieu rural sont vues comme « en voie » d’urbanisation (De La Cadena, 1995). Selon la même logique, les habitants urbains de toute classe peuvent en identifier d’autres comme des « paysans » ou ayant des origines rurales, afin de marquer la distance qui les sépare.

Ces catégories sociales sont le produit de la convergence de deux processus historiques, l’un d’ordre national et l’autre d’ordre régional. À l’échelle nationale, la reconfiguration du rapport au foncier suite à la réforme agraire de 1969 a fait de la ruralité l’un des principaux marqueurs ethniques et de genre (De La Cadena, 1995). À l’échelle régionale, les effets de la réforme agraire sur une économie locale dominée par la production laitière ont amené à une

concentration de la petite paysannerie dans les hautes terres, ainsi qu'à une urbanisation des nouvelles élites et des paysans prolétarisés (cf. encadré VIII). Afin de saisir l'imbrication de ces deux processus, il convient d'abord de donner un aperçu du système des grandes propriétés terriennes, dont la présence a joué un rôle fondamental dans l'organisation sociale de la région jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle.

VIII. Les haciendas (XVII-XX^{ème} siècles)

À partir du XVII^{ème} siècle, le système de protectorat colonial des *encomiendas* est substitué par celui des grandes propriétés terriennes : les *haciendas*. Cette forme d'exploitation terrienne semi-féodale se maintient tout au long de la période républicaine, jusqu'à la réforme agraire de 1969. L'Indépendance de 1821 affecte très peu le système des *haciendas* qui, à ce moment-là, constitue la base matérielle des groupes de pouvoir. Au contraire, le passage au régime libéral de citoyenneté coïncide avec la suppression des garanties juridiques pour les terres indiennes, permettant un processus d'accaparement des terres qui s'étend jusqu'au début du XX^{ème} siècle (Piel, 2015 ; Burga, 1976 ; Burga et Manrique, 1990 ; Matos Mar, 1976 ; Remy, 2013). Les catégories juridiques coloniales – qui distinguaient les Espagnols des Indiens et assuraient à ces derniers des formes de propriété foncière et des mesures d'autogouvernement – sont en effet officiellement abolies avec l'Indépendance.

Les *haciendas* consistent en d'immenses emplacements territoriaux fonctionnant sur la base d'une main d'œuvre servile (*colonos*, *pongos*, *peones* ou *inquilinos*), de fermiers résidant sur la propriété (*arrendatarios* ou *feudatarios*) et d'une main d'œuvre salariée non-résidente (*jornaleros*). Les *colonos* étaient situés au bas de l'échelle sociale, donc assimilés à la catégorie d'Indien, indépendamment de leur catégorisation ethno-raciale – Indien, Métis, ou Blanc. Ils étaient ainsi communément appelés « Indios » en raison de leur statut social (servile ou semi servile) qui les distinguait des *arrendatarios* et des Indiens « libres ». Ceux-ci habitaient les terres en dehors des haciendas, dénommées estancias, dont les résidents pouvaient être les propriétaires de leurs parcelles (*campesinos independientes*), ou appartenant à des paysans (*comunidades libres*) mêlant des formes de propriété privée et collective.

Dans les *haciendas*, les inégalités sociales sont maintenues par un monopole des ressources matérielles et immatérielles : la propriété exclusive de la terre et l'usage légitime de la force étaient idéologiquement soutenus par les enseignements religieux – qui faisaient de l'inégalité entre paysans et patrons une manifestation de la volonté de Dieu –, le racisme – qui faisait de la subalternité paysanne une caractéristique naturelle et héréditaire – et l'analphabétisme – qui allait rester largement majoritaire dans les campagnes jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle (Deere, 1990). Le système des haciendas était en même temps profondément paternaliste : les faveurs du patron – obtenues par le respect des normes et des hiérarchies, ainsi que par les tributs et les liens de *compadrazgo* – assuraient aux familles l'accès aux ressources et un soutien en cas de besoins exceptionnels.

Dans la région de Cajamarca, ces formes de propriété et d'usage de la terre subissent une profonde reconfiguration à partir de la fin du XIX^{ème} siècle, lorsque la demande d'approvisionnement des grandes plantations sucrières de la côte nord offre des débouchés pour la production agricole et l'élevage régional. Les grands propriétaires commencent

progressivement à privilégier la production laitière et l'élevage bovin plutôt que la production agricole, inaugurant ainsi la transition d'un système d'exploitation agricole extensive semi-féodale à un système d'exploitation agro-pastorale intensive de type capitaliste (Taylor, 1983). Ce processus s'accélère à partir des années 1930 avec la construction d'une route reliant la capitale régionale à la côte, puis se consolide à partir de 1947 avec l'installation de PERULAC, filiale péruvienne de l'entreprise suisse Nestlé dans la région. PERULAC va assurer, jusqu'aux années 1990, une demande constante de produits laitiers, favorisant ainsi la modernisation et l'industrialisation de la production locale.

Afin de générer le capital nécessaire à la reconversion productive, les grands propriétaires terriens sont contraints de recourir à différentes stratégies économiques²⁵⁴ qui ne sont pas dépourvues de conflit. Alors que, dans certaines zones, la transition productive donne lieu à de nouveaux processus d'accaparement de terres et d'eau (Taylor 1983; Pérez Mundaca 2012), dans d'autres, elle a pour effet de favoriser la vente d'une partie des terres aux exploitants afin de financer la conversion des *haciendas* en des élevages bovins intensifs. La vente des terres ouvre aux *feudatarios* ayant pu cumuler un capital suffisant²⁵⁵ l'accès à la propriété, mais elle a aussi pour conséquence le délogement des familles paysannes dépourvues de capital vers des pâturages marginaux des *haciendas*, moins productifs et plus difficilement accessibles, situés dans les hautes terres au-dessus de 3 300 mètres, dans la *jalca* ou *puna*. Lorsque des parties des *haciendas* sont parcellées et mises en vente, ces terrains de grande extension et de peu de valeur sont parfois achetés pour compléter les revenus des activités agricoles dans les petites parcelles se trouvant à plus basse altitude (Villa, 2002). À partir de 1960, les impératifs de la production et les échos lointains de la réforme agraire accélèrent le processus de vente, conduisant un nombre croissant de familles paysannes à accéder à la propriété. La présence de PERULAC (qui investit dans l'infrastructure routière et l'amélioration de la production) contribue à créer les conditions nécessaires à la privatisation et à la mise en production des hautes terres. Le passage d'un usage extensif à un usage intensif des terres et la transition de

²⁵⁴ Lewis Taylor (1983) indique cinq stratégies principales : 1) expansion de la propriétés terrienne, de l'approvisionnement hydrique et de la main-d'œuvre ; 2) expansion des terres de pâturage au détriment des terres agricoles ; 3) augmentation des prix de location des terres ou des obligations des occupants ; 4) augmentation de la productivité de la main-d'œuvre par une supervision accrue ; 5) capitalisation d'une partie des terres (*fundos*) et investissement dans une modernisation de la production. Si les stratégies employées par les *hacenderos* de la région pendant la période 1900-1935, étudiées par Taylor, ont été variées, tous ont eu recours à une combinaison des formules mentionnées.

²⁵⁵ Les familles paysannes qui, pendant cette période, peuvent accéder à la propriété sont notamment les propriétaires de bétail (ovins ou bovins), dont la vente permet d'avoir le capital nécessaire à l'achat (Deere, 1990).

l'élevage d'ovins à celui de bovins contribuent tous deux au peuplement et à l'exploitation de la zone (Pérez Mundaca, 2012).

En 1969, l'abolition de la grande propriété terrienne entraîne d'importants réaménagements économiques et organisationnels dans la structure productive régionale. La réforme agraire du gouvernement Velasco (1968-1975) est « anti-oligarchique dans le contenu et modernisatrice dans l'intention » (Deere 1990 : 230) : selon la devise « la terre à ceux qui la travaillent », l'objectif est de redistribuer la terre et de moderniser la production agricole nationale par la mise en place de *Cooperativas Agrarias de Producción*²⁵⁶ (CAPS) et de *Sociedades Agrícolas de Interés Social*²⁵⁷ (SAIS). À Cajamarca, où la transition vers une économie laitière a engendré le déplacement ou l'expulsion de la majorité des *arrendatarios* et le recours à l'emploi d'un nombre réduit de salariés pour la production laitière, l'identification des travailleurs ayant le droit d'intégrer les coopératives s'avère compliqué. Les *arrendatarios* restants et les salariés de l'industrie laitière sont finalement identifiés comme les principaux bénéficiaires de la réforme : une grande partie des pâturages et des terrains cultivables des basses terres leur est destinée, alors que les paysans « indépendants » et ceux ayant négocié l'achat de leur terrain sont exclus du processus de redistribution. 34 % du territoire régional distribué par l'État ne bénéficie ainsi qu'à 11,8 % des foyers ruraux de la région, et ce de façon fort inégale²⁵⁸. Les grandes exclues de la réforme sont les femmes, auxquelles l'État ne reconnaît le droit à la terre que par le biais de leur conjoint – ce qui exclut les familles monoparentales et les femmes copropriétaires de parcelles. De plus, la participation aux coopératives leur est fermée en raison de leur sexe, ce qui a pour conséquence l'exclusion ou la précarisation de nombreuses travailleuses de l'industrie laitière (Deere, 1990 ; Deere et Léon, 1987). Également marginalisées par le marché du travail agricole issu de la réforme, les femmes paysannes voient leurs options de revenus se limiter à des activités agro-pastorales – qu'elles mènent sur des terres appartenant à leur conjoint ou à un de leurs parents – et aux rares opportunités d'emploi dans le secteur agricole et domestique²⁵⁹.

²⁵⁶ Coopératives agricoles de production

²⁵⁷ Sociétés agricoles d'intérêt social

²⁵⁸ Le processus de réforme engendre de nombreux conflits entre les nouvelles coopératives agricoles et les petits propriétaires exclus par la réforme. Dans certains cas, la réforme fait reculer le processus de redistribution foncière entamé suite à la conversion productive des années 1940. La plupart des familles paysannes ayant acheté leurs terres pendant cette période manquaient cependant de titres de propriété officiels, ce qui a permis aux coopératives agricoles de réclamer ces propriétés comme faisant partie des *haciendas* expropriées (Deere, 1990).

²⁵⁹ Dans les familles paysannes des Andes, il est fréquent de voir une ou plusieurs jeunes filles célibataires au seuil de l'âge adulte se dédier au travail domestique salarié dans des maisons de particuliers, situés en milieu urbain, pendant des périodes allant de quelques mois à plusieurs décennies. Dans certains cas, ce type d'emploi est lié à

Dans la région de Cajamarca, la réforme agraire, plutôt que de faciliter l'accès aux moyens de subsistance et de (re)production, a pour effet d'accroître la dépendance des familles paysannes et des femmes paysannes au sein du foyer à l'égard de salaires devenus de plus en plus rares depuis le passage de la production aux coopératives²⁶⁰. Le besoin d'intégrer les maigres revenus agro-pastoraux oblige la plupart des hommes adultes de la région à migrer soit pour des emplois saisonniers soit de façon permanente. La restriction simultanée des possibilités d'emploi dans les plantations sucrières de la côte – aussi converties en coopératives de travailleurs – réduit les possibilités de travail agricole saisonnier, augmentant ainsi, au cours des années 1970, la migration permanente vers les basses terres amazoniennes ou vers les centres urbains de la côte (Deere, 1990). La réforme facilite cependant l'ascension sociale d'une petite partie de la population rurale bénéficiaire, qui vient constituer une nouvelle élite locale composée des dirigeants des coopératives et des moyens propriétaires fonciers ayant su profiter de la redistribution des terres, et notamment de celles de pâturage. Cette nouvelle élite de *ganaderos* (éleveurs), dont les fortunes sont strictement liées au marché laitier et de bétail, se distingue des nombreux *campesinos* (paysans) marginalisés par la réforme, dont les revenus reposent sur une petite production agricole de subsistance, complétée de revenus commerciaux ou salariés occasionnels (Deere, 1990 ; Frias Coronado, 1995).

Toutefois, la réforme agraire et la tutelle étatique des coopératives agricoles amènent aussi des innovations importantes dans les ressources organisationnelles et symboliques de la population rurale, facilitant l'accès de celle-ci au politique et au marché. En supprimant la dénomination ethnique d'« *indio* » (Indien), remplacée par la dénomination socio-professionnelle de « *campesino* » (paysan), le gouvernement révolutionnaire de Velasco rompt définitivement avec l'héritage colonial dont le terme était porteur. Dans le même temps, il institutionnalise un nouvel imaginaire incarné par le héros de la patrie, Tupac Amaru II, leader de la rébellion de 1780 contre la couronne espagnole, situant les populations rurales des Andes au cœur de l'identité nationale révolutionnaire. Au cours des deux décennies suivantes, ce nouvel imaginaire va constituer une importante source de légitimation pour les mouvements et

des opportunités de scolarisation, de patronage et d'élévation socio-économique. Dans d'autres cas, elles constituent de véritables formes d'exploitation d'une main d'œuvre féminine souvent mineure et à bas prix. Sur cette thématique, voir les travaux de Sarah Radcliffe (1990, 1991).

²⁶⁰ Deere (1990) relève une augmentation de 25 % de l'accès à l'emploi salarié dans la région entre 1973 et 1976. Elle explique ce fait par la pénurie d'emplois engendrée par la création des coopératives, dont les membres auraient préféré prendre en charge les tâches supplémentaires plutôt que d'inclure de nouveaux membres qui auraient alors bénéficié du partage des terres. La réaction des familles paysannes, dont l'accès aux revenus salariés était une nécessité, aurait donc été de multiplier les membres de l'unité familiale sur un marché du travail en contraction et précarisation, afin de maximiser les opportunités.

organisations paysannes. Le soutien étatique aux coopératives, tout en étant moins inclusif dans ses effets que dans ses intentions, facilite tout de même l'appropriation de certains droits et services institutionnels par la population rurale. Dans la région de Cajamarca, l'activité syndicale des coopératives laitières permet aussi de maintenir, tout au long des années 1970 et 1980, les prix du lait stipulés par la compagnie PERULAC en-deçà d'un certain seuil de rentabilité, favorisant ainsi le développement de la petite production. L'amélioration de l'infrastructure routière et la redistribution foncière génèrent *in fine* une démocratisation de l'accès au marché laitier, dans lequel de nombreuses familles paysannes et de petits producteurs agricoles s'investissent afin de différencier leurs sources de revenu de l'accumulation de capital²⁶¹ (Rodriguez Villa, 2002). Dans le vide de pouvoir laissé par l'abolition des *haciendas* – que l'État tarde à combler –, le vol de bétail commence cependant à se propager, mettant en danger les sources de revenu des petits et moyens producteurs. Dans ce contexte, naît une organisation qui va marquer le paysage politique de la région jusqu'à aujourd'hui : les *Rondas Campesinas* ou rondes paysannes (encadré IX).

IX. Les rondes paysannes

La première ronde paysanne voit le jour en 1976 dans la province de Chota, région de Cajamarca. Son objectif est de prévenir les vols de bétail qui se multiplient en raison du vide de pouvoir auquel la réforme a donné lieu. Son fonctionnement initial, qui reprend des pratiques déjà en usage à l'époque des haciendas (Pérez Mundaca, 1996, 1997), est simple : les hommes adultes de la communauté se relayent pour assurer une ronde de nuit et surprendre les voleurs de bétail à l'œuvre.

Face à l'indifférence des autorités locales à l'égard de la l'augmentation des vols en milieu rural, très vite, les rondes paysannes ne se contentent plus d'attraper les voleurs, mais se chargent aussi de les punir par des châtiments physiques (coups de fouet, travaux forcés, bains dans l'eau froide, etc.). L'organisation commence progressivement à se charger également de la justice communautaire en ce qui concerne, entre autres, la médiation des conflits de propriété, d'usage et de violence domestique (Degregori et Marinos, 2000 ; Piccoli, 2011 ; Starn, 1999).

En moins d'une décennie, des rondes paysannes se forment dans toute la région de Cajamarca et ses alentours, donnant vie à l'un des mouvements sociaux ruraux les plus durables du XX^{ème} siècle (Starn, 1999). L'organisation est à comprendre tout d'abord comme une forme d'intégration de l'État « par le bas », qui adopte des pratiques officielles (listes d'inscription, rédaction de comptes-rendus et actes des réunions, procès populaires des accusés, etc.) et les adapte aux besoins du contexte social d'accueil. Les rondes paysannes font un usage généreux des symboles de la nation et des formes de nationalisme populaire, de façon à manifester leur appartenance à la communauté nationale et à revendiquer leur pleine citoyenneté (*idem*).

²⁶¹ Pour les familles paysannes de la région, la propriété de vaches laitières est à la fois une forme de capital, une source de revenus et un symbole de statut. Il n'est donc pas surprenant d'entendre un habitant de milieu rural estimer les biens d'une famille sur la base du nombre de vaches qu'elle a dans son troupeau.

La superposition des fonctions avec la justice ordinaire conduit à de nombreux cas d'arrestations et de persécutions judiciaires au cours des années 1970-1980 (Yrigoyen Fajardo, 1993), mais, vers la fin de la décennie, la collaboration des rondes paysannes avec le gouvernement contre la guérilla du Sentier Lumineux (Degregori, 1996) leur vaut la reconnaissance étatique et une législation sur le pluralisme juridique (Piccoli, 2014).

Depuis leur fondation, les rondes paysannes ont contribué à la construction d'une image positive de la société paysanne comme soudée et ordonnée par les principes de la loi coutumière, contribuant ainsi à la visibilisation et à la politisation des intérêts des populations rurales. Affaiblie toutefois par les rivalités politiques entre les partis de gauche à la fin des années 1980, l'organisation récupère une certaine vitalité à partir des années 2000 avec l'expansion des activités minières. Ainsi, dans certaines localités, les rondes paysannes assument la coordination des plaintes et des protestations des communautés paysannes envers les compagnies minières, alors que, dans d'autres zones où les rondes ont perdu de leur capacité de mobilisation, les organisations locales héritent de leur expérience en termes d'organisation (Gitlitz 1998).

Si la réforme agraire engendre une certaine mobilité sociale (accès à la terre, au marché et à l'emploi) et de nouvelles formes d'organisation (coopératives de producteurs, rondes paysannes, etc.), pour une partie de la population rurale, les réaménagements socio-territoriaux qui en dérivent contribuent à ancrer les hiérarchies socio-territoriales auparavant évoquée. L'abandon des campagnes par les grands propriétaires terriens creuse la distinction entre espace urbain – associé à la « modernité », au métissage et à la mobilité socio-économique – et espace rural – désormais associé à la « tradition », à l'indianité et à l'immobilité sociale. Alors même qu'une nouvelle élite rurale s'urbanise²⁶², accédant ainsi à l'éducation et au travail salarié, la distinction entre celle-ci et la majorité de la population rurale, dont l'accès aux vecteurs d'ascension sociale reste limité, se renforce. Le lien à la terre « fige » l'altérité ethnique des habitants ruraux, dont la représentation abandonne progressivement la terminologie raciale au profit d'une représentation culturelle. Dans les discours couramment mobilisés par les habitants des villes, les « paysans »²⁶³ sont alternativement représentés comme plus forts, communautaires, « traditionnels » et simples, ou comme plus violents, arriérés, irrationnels et

²⁶² Les années suivant la réforme agraire sont marquées par une urbanisation accélérée dans tout le pays. Les taux de croissance démographique de la ville de Cajamarca reflètent cette tendance : alors que, durant la période 1940-1961, la population n'augmente que de 2,2 %, entre 1961 et 1972, le taux de croissance s'élève à 4,9 %, pour ensuite atteindre 5,5 % au cours de la période 1971-1981, et redescendre finalement à 3,4 % entre 1980 et 1993 (INEI).

²⁶³ Il est important de noter que, si le terme paysan est régulièrement employé, son opposé logique, « citadin », ne l'est presque pas. Ceci est imputable au fait que ce dernier terme constitue la norme sociale hégémonique : pour les élites urbaines, le paysan est donc l'« Autre » d'un « Soi » invisible parlant. La seule expression rencontrée est celle de « gens de la ville » (*gente de la ciudad*), qui est uniquement mobilisée dans son opposition à celle – implicitement ethnique – des « gens de la campagne » (*gente del campo*).

ignorants que les citoyens²⁶⁴. Non seulement le paysan occupe ainsi l'espace social de l'altérité, mais la géographie racialisée qui « situe » l'Indien dans les Andes est confirmée par la configuration foncière locale qui place les paysans « pauvres » et racialisés dans les hautes terres (*jalca* ou *puna*). À ce sujet, une anecdote rapportée par Villa (2002 : 46) me semble particulièrement évocatrice :

Une fois il fut question de vérifier où vivaient les indiens à Cajamarca. On le demanda aux résidents de la ville et ils désignèrent tout l'espace qui remontait sur les flancs riverains [de la vallée], juste aux limites de la ville. Plus tard nous allâmes donc sur les flancs proches de la vallée et nous demandâmes aux paysans : «êtes-vous des indiens?». Ils nous répondirent : «Non, les indiens vivent plus haut, plus dans les hauteurs». Alors nous allâmes vers les montagnes en laissant derrière nous les champs de maïs, jusqu'à ce que les toits des maisons et les huttes devinrent grises en raison de la paille qui les couvrait. On demanda à ceux qui vivaient là : «Êtes-vous des indiens?» Eux aussi nous répondirent : « Non, nous ne sommes pas des indiens, ils vivent dans les hautes-terres (*jalca*) ». Quand finalement nous arrivâmes dans les immenses prairies, où l'ample paysage doré est interrompu par les champs de pâturage, nous vîmes des hommes et des femmes en train de se couvrir du vent et du givre, en courant derrière des troupeaux de moutons et de vaches. Nous pensâmes avoir rencontré les indiens. Mais nous demandâmes pour confirmer «Êtes-vous des indiens?». Ils répondirent : «Non, les indiens sont là-bas, dans la forêt [Amazonienne]; les "*chunchos*" [mot péjoratif pour les peuples autochtones d'Amazonie] sont indiens.» (Rodriguez Villa 2002:46)²⁶⁵

Comme l'illustre bien cet extrait, les indiens sont toujours « les autres », notamment ceux qui se trouvent « plus haut » dans les Andes – ou « plus loin » dans les basses-terres Amazoniennes. Cela met en lumière deux aspects importants de l'indianité : le premier est sa nature éminemment relationnelle, qui voit les frontières entre l'Indien et le Métis constamment renégociées et réinterprétées par les acteurs sociaux (Barth 1969) ; l'autre est son rapport avec

²⁶⁴ Ce type d'énoncés relève de formes de représentations de l'altérité inverses et complémentaires, qui basculent entre l'idéalisation – « travailleurs », « simples », « honnêtes », « forts », « courageux » – et le mépris ou la crainte – « fainéants », « ignorants », « malhonnêtes », « violents ». Les deux images ne sont pas contradictoires, mais constituent deux facettes d'une même médaille, celle de l'ordre social établi. Ces représentations comptent bien évidemment des variantes genrées : aux hommes fiers et travailleurs correspondent des femmes honnêtes et fécondes ; aux hommes paresseux et/ou alcooliques correspondent des femmes ignorantes et soumises qui se laisseraient battre et exploiter. En milieu rural, les qualités des paysans sont représentées comme « corrompues » par le contact avec le milieu urbain. À plusieurs reprises, des interlocuteurs de la ville m'ont expliqué, en m'indiquant des mendiants dans le centre-ville, que ceux-ci n'étaient pas vraiment pauvres, mais simplement paresseux : ce n'est pas, selon eux, que tous les paysans soient paresseux, mais que ceux qui ont envie de travailler resteraient chez eux pour travailler leur petit bout de terrain (la *chacra/chackra*) et s'occuper de leur famille, tandis que ceux qui n'ont pas envie de travailler préféreraient faire la manche en ville pour ensuite dépenser tout leur argent en eau de vie (*cañazo*).

²⁶⁵ *Alguna vez se trató de averiguar dónde vivían los indios en Cajamarca. Se les preguntó a los residentes de la ciudad y ellos señalaban como lugar donde viven los indios a todo el espacio que comenzaba a ascender a las laderas aledañas, justo en los límites de la ciudad. Más tarde fuimos a las laderas cercanas al valle y dijimos a los campesinos ¿ustedes son los indios? Ellos dijeron: No; los indios viven más arriba, más hacia la "altura". Entonces ascendimos hacia las montañas dejando abajo los campos de maíz, hasta el lugar donde los techos de las casas y chozas se pintaban de gris por la paja que los cubría. Preguntamos a los que allí vivían ¿Ustedes son los indios? También respondieron: No; nosotros no somos indios, ellos viven en la jalca. Cuando por fin llegamos a los inmensos pajonales, donde el amplio paisaje dorado se interrumpe a trechos por los campos de pastos, vimos a los hombres y mujeres abrigándose del viento silbador y la escarcha helada, corriendo a tras de rebaños de ovejas y vacunos. Pensamos que habíamos encontrado a los indios. Pero les preguntamos para confirmar: ¿Ustedes son los indios? ... Respondieron: No, los indios están allá, en la selva; los "chunchos" son indios.*

le territoire, c'est à dire ce lien entre catégories ethno-raciales et hiérarchies socio-territoriales qui font de l'altitude un gradient de l'altérité indienne andine (cf. chapitre 8).

L'altérité domestique des « paysans » est d'autant plus marquée lorsqu'elle est genrée. Comme l'a bien montré De la Cadena pour la région Cuzco, la ruralité joue un rôle de marqueur ethnique entre les groupes mais aussi à l'intérieur d'un même groupe : alors que les élites rurales sont représentées comme « en voie » de devenir métisses, les femmes sont considérées comme « plus indiennes » que leurs parents masculins (1995). Les femmes paysannes sont d'autant plus associées à la terre et aux activités agricoles lorsque celles-ci se dévaluent – une condition qui se renforce encore du fait de leur exclusion du marché de l'emploi. Il convient de souligner que l'appellatif péjoratif d'« Indien » est associé au servage, soit au travail non rétribué et à la non-propriété de la terre. Or, les femmes paysannes – qui ne sont souvent pas propriétaires des terres qu'elles travaillent et dont le travail domestique et agricole n'est pas rétribué – se trouvent dans une condition dont les caractéristiques formelles se rapprochent de celles des Indiens sous le régime des *haciendas*²⁶⁶.

Tout comme la distinction entre rural et urbain, ces représentations et l'ordre social qu'elles contribuent à légitimer font l'objet d'un travail continu de négociation et d'interprétation de la part des acteurs sociaux. Ce travail devient d'autant plus visible et nécessaire face à de nouveaux acteurs et processus socio-économiques. L'implantation, à partir de 1993, d'activités minières dans les hautes terres engendre une reconfiguration des bases matérielles et des représentations des hiérarchies socio-territoriales locales. Je vais maintenant décrire ces transformations du point de vue de la capitale régionale, Cajamarca, afin de mettre en évidence les (ré)aménagements qu'elles provoquent dans les rapports sociaux locaux et dans les représentations qui les légitiment.

²⁶⁶ La plus importante « indianité » des femmes paysannes ne peut cependant être réduite à sa seule dimension matérielle : la visibilité majeure des marqueurs ethniques chez les migrantes en milieu urbain, ainsi que l'idéologie maternaliste qui attribue aux femmes un rôle central dans la reproduction sociale et culturelle du groupe, constituent des dimensions sociales et symboliques également importantes. Nous reviendrons sur la nature genrée de l'altérité ethnique dans les chapitres 6 et 9.

3.2 L'observatoire de Cajamarca : transformations d'une capitale régionale (1993-2013)

Au début des années 1960, quand l'écho d'une première réforme agraire dans la province d'Asunción (région de Cuzco) arrive dans le nord andin, Cajamarca est une petite ville dont la population ne dépasse pas les 20.000 habitants (INEI) (Fig. 38). Dans leurs rangs, on compte une poignée de familles propriétaires des *haciendas* depuis le début de l'époque républicaine : Puga, Iglesias, Cacho, Bueno et Castro (Deere, 1990). Pendant la décennie suivante, du fait de la redistribution des terres et de la démocratisation de l'accès au marché laitier, la ville s'agrandit avec l'urbanisation d'élites rurales provinciales, le développement de l'éducation et des appareils institutionnels, ainsi que la migration temporaire ou permanente de la petite paysannerie locale. Si, entre 1940 et 1961, la population urbaine de Cajamarca ne s'est accrue que de 2,2 %, entre 1961 et 1972, son taux de croissance s'élève à 4,9 %, pour ensuite atteindre 5,5 % durant la décennie suivante (1971-1981) et enfin redescendre à 3,4 % au cours de la période 1980-1993 (INEI). Au début des années 1990, la population de Cajamarca compte 87.390 habitants et une élite formée principalement de *ganaderos* (éleveurs), de commerçants et de fonctionnaires.

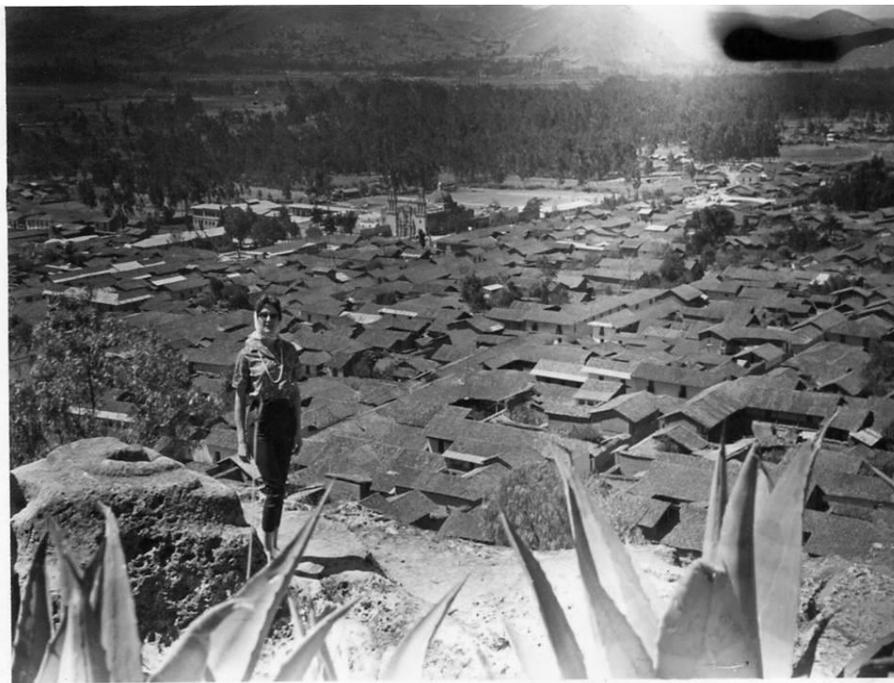


Fig. 38 : Vue de Cajamarca depuis le Cerro Santa Apolonia, 1960. Source : <http://larotativa.pe/21-fotos-de-cajamarca-que-te-haran-retroceder-en-el-tiempo/> (dernier accès le 27/07/2016).

En 1993, quand Minera Yanacocha entame ses opérations, Cajamarca est une ville moyenne qui abrite une élite régionale – active dans la production, l’élaboration et la commercialisation de produits d’élevage –, une petite bourgeoisie locale – travaillant dans le commerce et les services publics –, des secteurs populaires – employés comme ouvriers et personnel de service –, ainsi qu’une petite population internationale – active dans le développement rural et l’apostolat. Contrairement à la capitale du pays, Lima, et aux villes de la côte nord (Chiclayo, Piura et Trujillo) qui, à partir des années 1940, sont les destinations de grandes vagues migratoires issues des territoires ruraux andins, la région de Cajamarca ne cesse d’exporter sa main d’œuvre jusqu’au début des années 1990 (Frias Coronado 1995). Le nord andin péruvien se tient également aux marges des grands bouleversements politiques de la fin du siècle : les violences entre le Sentier Lumineux et les forces armées péruviennes, qui, durant les années 1980, chamboulent les Andes centrales et du sud²⁶⁷, ne touchent que faiblement la région où les rondes paysannes se mobilisent pour empêcher le prosélytisme et la diffusion des guérillas maoïstes sur le territoire, gagnant ainsi le soutien du gouvernement national pour leur autonomie juridique et organisationnelle (Degregori, 1996 ; Gitlitz, 1998 ; Pérez Mundaca, 1997).

Le début des opérations de Minera Yanacocha S.A. en 1993 engendre de profondes transformations dans le tissu socio-économique de la capitale régionale : à Cajamarca comme dans ses campagnes, l’économie extractive crée des opportunités pour certains et en enlève à d’autres. La dynamisation économique locale produit notamment de nouvelles opportunités d’emploi et de commerce, et améliore l’accès aux infrastructures publiques et privées, ainsi qu’à de nouveaux biens et services. Les habitants ne sont pas tous en mesure d’en profiter également : la plus grande circulation de capitaux et de personnes, les différences considérables de salaires selon les secteurs et l’augmentation des prix des biens et services produisent de nouvelles formes d’inégalités socio-économiques entre groupes sociaux et au sein de ceux-ci. Je vais à présent approfondir trois processus de transformation urbaine paradigmatiques des enclaves minières : croissance démographique et urbanisation ; différenciation socio-économique ; ségrégation et insécurité urbaine. Afin de donner un aperçu de chacun de ces

²⁶⁷ Entre les années 1980 et 2000, le conflit interne qui oppose l’armée péruvienne aux guérillas maoïstes du Sentier Lumineux et du Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru cause environ 70.000 décès parmi la population. L’épicentre du conflit fut la région de Ayacucho, où résidaient le 40% des victimes, suivi par les régions de Junín, Huánuco, Huancavelica, Apurímac et San Martín, toutes situées dans les Andes Centrales, où se produit (passé simple ou présent ? il faut choisir) 45% des morts (Comisión de la Verdad y Reconciliación 2003).

processus, je combinerai des données quantitatives, observations et extraits d'entretiens avec des habitants de la capitale régionale.

3.2.1 Croissance démographique et urbanisation

La dynamisation de l'économie locale générée par les activités de Minera Yanacocha entraîne une véritable explosion démographique de la petite ville de Cajamarca. D'environ 87 000 habitants recensés en 1993, on passe à environ 150 000 en 2007 (soit une croissance annuelle de 5,1 %) et à 249 000 en 2016 (soit une croissance de 7,3 % par an) (INEI). Les taux de croissance de la période antérieure (1981-1993) sont ainsi redoublés, comme on peut l'apprécier dans le tableau (Fig. 39) ci-dessous.

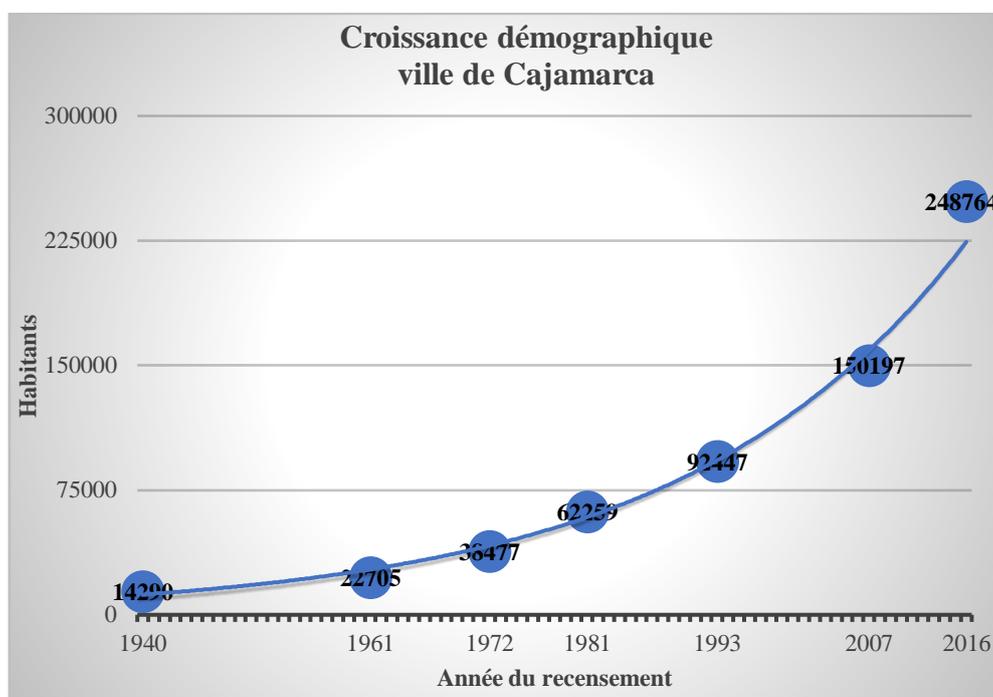


Fig. 39 – Croissance démographique du centre urbain de Cajamarca, 1940-2016. Source : INEI. Élaboration de l'auteur.

Cette croissance est due à celle de la population locale, mais aussi à deux vagues de migration : celle de groupes professionnels et entrepreneuriaux nationaux et internationaux travaillant dans l'industrie minière et les secteurs qui y sont liés, et celle d'habitants régionaux, appartenant à tous les secteurs sociaux, attirés par les nouvelles opportunités d'emploi et de commerce. La croissance démographique et l'urbanisation de la ville s'alimentent mutuellement : l'arrivée de nouveaux travailleurs et de capitaux liés à l'industrie minière accroît

la demande locale de main d'œuvre, de biens et de services, à laquelle répondent des migrants régionaux qui deviennent à leur tour demandeurs de logements et d'infrastructures. La demande croissante de logements et de terrains constructibles dans les alentours du centre urbain engendre une hausse des prix immobiliers et fonciers, qui se distribuent de façon inégale dans la vallée. La construction de bâtiments à usage institutionnel (nouvel hôpital, locaux du gouvernement provincial, universités) et résidentiel (pour les nouvelles élites) se concentrent dans le fond de la vallée, où les terrains sont plus facilement constructibles et situés à proximité des grands axes de communication. Le centre urbain s'étend ainsi dans la vallée, amenant à une progressive conurbation d'autres localités comme Baños del Inca, un site de bains thermaux situé à 8 km du centre-ville, qui va devenir l'un des nouveaux quartiers résidentiels du personnel de la compagnie minière. Les terrains plus abrupts et isolés des flancs de la vallée abritent au contraire des constructions précaires et mal desservies qui prolifèrent avec l'arrivée de migrants d'origine régionale (Fig. 40). La figure 41 ici-bas fournit un aperçu de l'extension urbaine de Cajamarca en 2014, telle qu'on peut l'apprécier depuis les marges du centre urbain.



Fig. 40 – Image satellitaire de la vallée de Cajamarca, situant la nouvelle localité résidentielle de Baños del Inca et la capitale régionale Cajamarca. Délimité en jaune : le périmètre du centre-ville jusqu'aux années 1960. La conformation territoriale permet de visualiser la disparité entre nouveaux quartiers résidentiels (nord-est, vers la vallée) et nouveaux quartiers populaires (sud/sud-ouest, vers les montagnes). Source : Googlemaps. Élaboration de l'auteure.



Fig. 41 – Ville de Cajamarca, vue des marges du centre urbain, 2014. Photo de l’auteur.

Cajamarca n’étant pas une région historiquement minière – le premier cursus universitaire en Ingénierie des Mines n’est créé qu’en 2011 à l’Université Nationale²⁶⁸ –, les professionnels locaux ont initialement un accès limité à l’emploi spécialisé offert par le secteur extractif. Durant la période 1993-2004, si 90% des employés de Yanacocha sont péruviens, seulement 44% de ceux-ci sont des locaux travaillant pour la plupart dans les secteurs les moins spécialisés (IFC, 2009). L’effet dynamisant de MYSA sur l’économie locale ne passe donc pas prioritairement par l’emploi, mais plutôt par la génération d’une demande de biens et de services par la compagnie et ses travailleurs : cliniques privées, produits d’importation, services haut de gamme, transports, services techniques, sécurité privée, etc. Au fil des ans, on voit ainsi arriver dans la petite ville un grand nombre d’entreprises latino-américaines et internationales – Saga Falabella, Ripley et Metro (Chili), Plazavea, Ochsle et Efe (Pérou), Volvo (Suède), Nissan (Japon), entre autres – réunies dans des conglomérats et/ou des centres commerciaux se trouvant sur les deux voies d’expansion de la ville²⁶⁹. Au cours des dix premières années de son

²⁶⁸ La Faculté d’Ingénierie Civile et des Mines existe depuis la création de l’université, en 1962, mais, en raison de ressources limitées, la formation en ingénierie des mines est supprimée et les étudiants doivent choisir entre une réorientation en ingénierie civile ou une émigration vers d’autres universités péruviennes. Source : <http://www.unc.edu.pe/facultades/ingenieria/ingenieria-de-minas> (dernier accès le 23/10/2016).

²⁶⁹ Je fais ici référence à de la Vía de Evitamiento, qui se situe au cœur de la vallée et dont la prolongation se dirige vers le village riverain de Jesús, et de la Avenida Atahualpa, qui relie le centre-ville à la localité riveraine de Baños del Inca.

activité, la compagnie dépend aussi principalement de fournisseurs spécialisés dans le secteur et de partenariats avec des compagnies nationales : toujours entre 1993 et 2004, 12% de l’approvisionnement de MYSA en biens et services sont locaux, contre 72% nationaux et 16% internationaux. Ce phénomène limite considérablement l’apport économique immédiat de la compagnie au niveau local et suscite le mécontent des entreprises et producteurs locaux qui en sont exclus. Une anecdote qui circule localement au sujet de l’approvisionnement des cantines du campement minier de MYSA est emblématique : pendant des années, on y aurait servi des fromages d’importation suisse, alors que les opérations se situaient dans l’une des principales régions de production laitière du Pérou²⁷⁰.

Tandis qu’une partie des habitants locaux parvient à profiter des nouvelles opportunités économiques offertes par le secteur minier, une autre partie se voit socialement et économiquement déclassée par la rapide montée des prix et l’essor d’une nouvelle « bourgeoisie minière ». De fait, la circulation de capitaux occasionnée par les activités extractives dans la région bénéficie surtout au secteur privé, et notamment à ces secteurs directement liés à l’industrie minière – tels les transports, les commerces, les services et l’immobilier – alors que les catégories socio-professionnelles liées au secteur public – médecins, enseignants et fonctionnaires – et d’autres secteurs productifs – notamment l’agriculture - en sont pour la plupart exclues. Ce décalage crée une fracture dans la classe moyenne locale, qui se manifeste principalement dans les secteurs de l’élevage, du commerce et des services, et vient s’ajouter aux processus de différenciation sociale produits par la migration. L’augmentation des prix du foncier, de l’immobilier, des biens et des services accélère en même temps les processus de différenciation socio-économique et spatiale entre les nouveaux quartiers résidentiels, bâtis et sécurisés sur le modèle des résidences sécurisées (*gated communities*) étasuniennes, et les nouveaux quartiers populaires, aux constructions précaires et aux services de base insuffisants²⁷¹.

²⁷⁰ Nous n’avons pas de preuves de la véracité de cette anecdote, qui nous semble pourtant réaliste en raison du décalage socio-économique entre le personnel minier – principalement composé par une élite nationale et internationale ayant l’habitude des produits alimentaires d’importation – et la production locale – des produits laitiers à faible élaboration et prix réduit, destinés surtout à la consommation locale et au marché national.

²⁷¹ L’arrivée de vagues de migrants d’origine rurale amène à l’expansion désordonnée de secteurs urbains défavorisés, par des pratiques informelles et souvent conflictuelles telles l’invasion de terres ou la construction de maisons de fortune dépourvues des services de base, à quoi s’ajoute une infrastructure urbaine qui dessert peu et mal les quartiers urbains marginaux.

3.2.2 Différentiation socio-économique et segmentation de la consommation

Le début des activités de MYSA dans la région entraîne, nous l'avons vu, une reconfiguration des rapports socio-économiques et territoriaux issus de la réforme agraire. Dans une région caractérisée par la production laitière, où le pouvoir économique des élites est étroitement lié à la propriété foncière, et leur prestige au statut de « citoyens », la transition vers une économie de type minier transforme le rapport aux ressources et produit une nouvelle élite socio-économique locale. Les salaires en lien avec le secteur minier sont largement supérieurs à ceux des autres secteurs d'activité: en 2006, le salaire d'un travailleur dans le secteur minier était dix fois le salaire moyen local (IFC, 2009). Sur l'image suivante (Fig. 42), on peut apprécier les différences du coût de création d'emploi par secteur en 1993, année du début des activités de MYSA. Il convient de remarquer la différence entre, d'une part, le secteur minier et les secteurs qui y sont directement liés (transports, manufacture), qui se situent au-dessus du salaire régional moyen et, d'autre part, les autres secteurs locaux (services, agriculture, tourisme et commerce), qui se situent au-dessous.

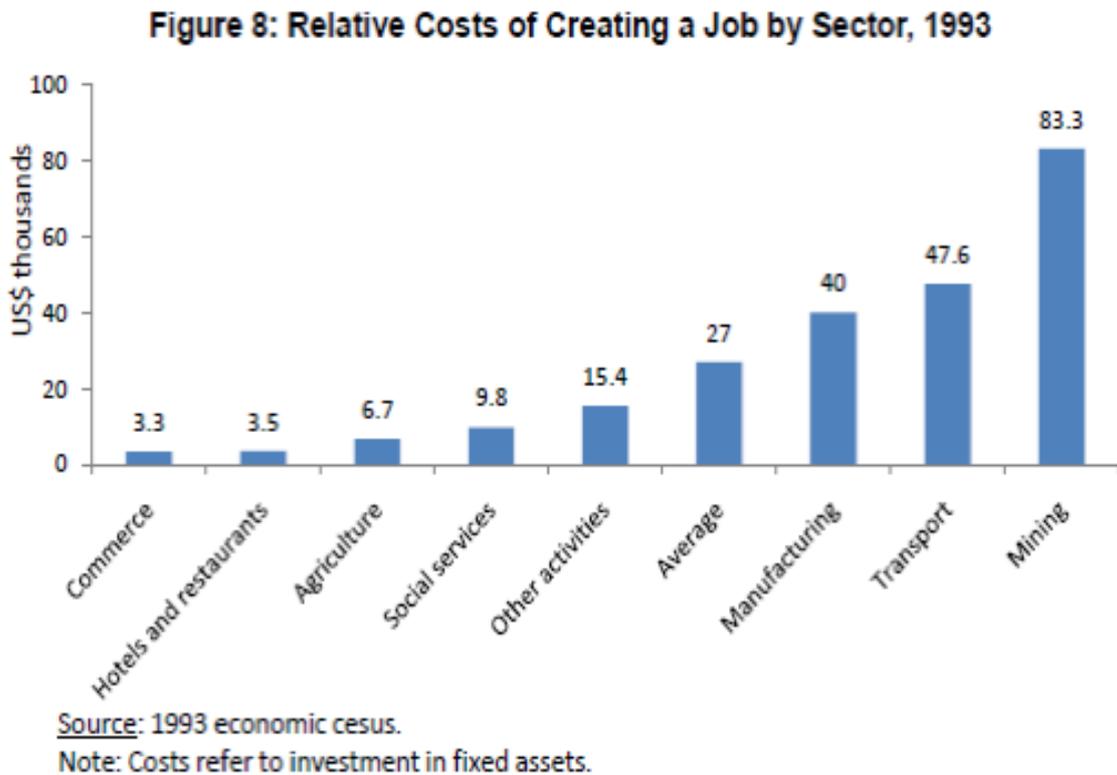


Fig. 42 : Proportion des coûts de création d'emplois par secteur en 1993. Source : Apoyo Consultoria (2009), Study of the Yanacocha Mine's Economic Impacts: Final Report (Rapport commissionné par le IFC)

Les nouvelles différences socio-économiques créées par la transition économique due aux activités extractives dans la région montrent aussi un biais de genre marqué, qui creuse un différentiel de revenus déjà présent à l'échelle locale. Dans la région de Cajamarca, les hommes ayant une activité formelle en milieu urbain sont environ deux fois plus nombreux (voire plus) que les femmes, dans un rapport de 3 ou 4 pour 1 entre hommes et femmes ayant le même niveau scolaire (INEI, 2009). Cela ne signifie pas que les femmes ne travaillent pas, mais qu'elles occupent principalement des secteurs de travail informels et précaires. Le pourcentage de femmes travaillant dans des secteurs informels est généralement supérieur à celui des hommes dans l'ensemble du Pérou, mais l'écart entre les deux se réduit dans les régions à prévalence agricole et augmente dans les régions plus industrialisées (INEI, 2015). Ce phénomène est d'autant plus marqué dans les régions minières : les secteurs liés aux activités extractives qui se développent le plus – principalement ceux des transports et de la manufacture – sont des secteurs d'emploi essentiellement masculins, alors que ceux qui sont moins concernés par l'industrie minière – tels que le commerce, la restauration et les services à la personne – sont majoritairement féminins²⁷².

Le secteur minier – qui est à ce jour le secteur d'activité le plus productif de la région de Cajamarca (environ 30 % du PIB régional entre 2007 et 2015) – n'emploie que 1 % de la population économiquement active. Ces emplois sont majoritairement masculins : 8 % des employés sont des femmes contre 92 % d'hommes (MYSA, 2004, dans Bury, 2007). Le secteur agricole, au contraire, ne contribue que marginalement au PIB régional (à hauteur d'environ 13 % pendant la même période), mais emploie plus de 50 % de la population, soit 48 % des femmes et 58 % des hommes économiquement actifs de la région (INEI, 2014). Le biais masculin de l'économie minière tend ainsi à marginaliser les secteurs productifs à majorité féminine – telle l'agriculture – et à promouvoir les secteurs à majorité masculine – tels les transports. Cet écart de genre dans l'emploi contribue – nous l'avons vu dans le chapitre 2 - à perpétuer un différentiel en matière d'éducation, notamment chez les femmes des secteurs populaires, qui souvent ne terminent pas leurs études secondaires du fait des maigres perspectives d'emploi²⁷³.

²⁷² En 2014, dans la région de Cajamarca, la population féminine est principalement employée dans le secteur agricole (47,5 %), dans le secteur des services (24,2 %) et dans le commerce (16,2 %). Suivent le secteur manufacturier (11,4 %), celui des transports et communications (0,6 %), celui de la construction (0,1 %) et le minier (0 %) (INEI, 2015). Ce dernier chiffre ne signifie pas que le secteur minier soit exclusivement masculin, mais que la présence de femmes dans ce secteur – un secteur qui n'emploie que 1 % de la population économiquement active de la région – est tellement infime qu'elles disparaissent dans les pourcentages régionaux : 8 % d'employées contre 92 % d'hommes (MYSA, 2004, dans Bury, 2007).

²⁷³ Les statistiques régionales désagrégées par genre montrent une forte prédominance des femmes chez les individus sans aucune éducation formelle (24,2 % des femmes contre 7,9 % des hommes). Les inégalités d'accès

Bien que la différence de revenus par secteur ait diminué au fil des années, grâce à une diffusion des ressources économiques promue par les revenus miniers et à un investissement public et privé plus conséquent dans les autres secteurs, d'importantes disparités subsistent en termes de revenus. Ces différences ont notamment créé de nouvelles inégalités dans le domaine de la consommation (IFC, 2009). Des hausses significatives sont observables dans les prix des denrées alimentaires, des transports et des services (Bury, 2007, INEI 2015), ce qui cause une segmentation de la consommation chez les habitants, notamment entre la nouvelle élite locale, travaillant dans le secteur minier ou les services qui y sont liés, et les classes moyennes ou populaires, travaillant dans le secteur public, le petit commerce, les services, l'agriculture et l'élevage. Alors que la nouvelle élite locale fait ses courses au supermarché ou au centre commercial, consomme principalement des biens d'importation, voyage en bus ou en avion, possède une camionnette 4x4 et habite les quartiers résidentiels de la ville ou de la campagne environnante, la petite bourgeoisie et les secteurs populaires urbains, quant à eux, s'approvisionnent et s'habillent au marché local, consomment des produits nationaux ou d'importation asiatique et voyagent dans les transports en commun (minibus, combi, taxi partagé) ou à pied²⁷⁴. Les images ci-dessous (Fig. 43 et 44) offrent un aperçu de ces différents espaces et modes de consommation.

à l'éducation, relativement réduites pour l'école primaire (46,8 % des hommes, 42,6 % des femmes) s'accroissent à l'école secondaire (30,5 % des hommes, 20,8 % des femmes) et dans l'éducation supérieure (14,7 % des hommes, 12,3 % des femmes). Ce dernier écart peut s'expliquer par les différences d'accès à l'éducation selon le secteur socio-économique : alors que l'accès à l'éducation primaire et secondaire s'est considérablement démocratisé, l'éducation supérieure reste principalement limité aux élites. Bien que de plus en plus de femmes des secteurs populaires accèdent à l'éducation secondaire, peu d'entre elles la mènent à son terme, non seulement à cause des exigences familiales, mais aussi parce que le marché de l'emploi ne valorise que peu l'éducation secondaire des femmes de classes populaires. Les femmes des élites tendent au contraire à terminer leurs études secondaires et éventuellement supérieures dans une proportion presque égale à celle des hommes du même milieu social, ce qui leur permet un plus grand accès à des emplois dans des secteurs tels que le grand commerce ou les services industriels – secteurs dynamisés par la présence des activités extractives. Il convient tout de même de signaler que les plus grandes différences de revenu entre hommes et femmes se trouvent dans la couche sociale la plus pauvre (*quintil mas bajo*) et dans la plus riche (*quintil mas alto*), c'est-à-dire parmi deux groupes très différents en termes de situation socio-économique et éducative (INEI IGD 2015).

²⁷⁴ Cette diversification de la consommation comme signe de statut social fait écho à celle décrite chez les habitants de milieu rural, où les revenus tirés de la vente des terres et l'emploi dans le secteur minier conduisent les résidents à augmenter leurs achats de biens industriels nationaux ou d'importation, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent.



Fig. 43 : Centre commercial « El Quinde », Cajamarca. Source : <http://enerplus.pe/> (dernier accès le 30/06/2016).



Fig. 44 : Marché central de Cajamarca. Photo de l'auteur.

Au-delà de leurs répercussions sur les habitudes de consommation, les nouvelles formes de différenciation socio-économique entraînent une différenciation dans l'offre et l'accès aux services d'éducation et de santé. Au vu de l'ampleur de chacune de ces thématiques, que nous ne sommes pas en mesure d'approfondir ici, je me concentrerai sur la première.

L'éducation supérieure, disponible uniquement depuis 1964 et seulement à l'Université Nationale de Cajamarca, connaît, depuis les années 1990, une différenciation importante de l'offre. En quelques années à peine, les universités privées se multiplient : l'*Universidad Privada del Norte* (UPNORTE), l'*Universidad Privada Guillermo Urrelo* (UPAGU), et l'*Universidad San Pedro* (USP) ouvrent leurs portes en 1993, suivies par le *Servicio Nacional de Adiestramiento en Trabajo Industrial* (SENATI) en 1995 et par l'*Universidad Alas Peruanas* (UAP) en 1996²⁷⁵. Mais l'institution éducative qui devient le symbole de la nouvelle élite minière est le Davy College, un prestigieux centre éducatif qui, depuis 1995, dispense des cours en langue anglaise (les enseignements en espagnol sont optionnels) pour tous les niveaux éducatifs, de la maternelle à la préparation pré-universitaire. L'inscription à l'établissement, dont le nom rend hommage à Humphry Davy, inventeur des lampes de sécurité pour les mineurs, s'élève à environ 500 dollars par mois (soit environ 3 fois le salaire minimum). De ce fait, il est principalement fréquenté par les enfants des travailleurs de MYSA, laquelle a une convention avec l'institut depuis son ouverture. Situé aux marges du centre urbain, sur la route qui mène à l'aéroport, le campus du Davy College est clôturé et surveillé jour et nuit : l'entrée est réservée aux étudiants, aux familles et au personnel (Fig. 46)²⁷⁶. L'institut, qui délivre un baccalauréat international, constitue un moyen de reproduction sociale de la nouvelle élite minière, en grande partie constituée de travailleurs péruviens et étrangers spécialisés dans le secteur. Sa devise, comme on peut l'observer sur la figure 45 ci-dessous, est « former des leaders avec une éducation internationale ».

²⁷⁵ Ce phénomène n'est pas propre à Cajamarca mais correspond plus généralement à une multiplication des instituts éducatifs privés, suite à la libéralisation du secteur éducatif péruvien au cours des années 1990.

²⁷⁶ La segmentation sociale qu'on retrouve dans la ville rappelle de près celle décrite dans les campements miniers de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle (Salazar-Soler 2002; Galindo 1974; Contreras 1988, 1992; Bonilla 1974) au Pérou tout comme dans les villes minières du Copperbelt, en Afrique du Sud (Ferguson 1999, 1992), ce qui suggère un lien persistant entre le secteur minier, le processus de urbanisation et les formes de mobilité et différenciation sociale accélérées.



Fig. 45 (droite) - Campagne d'inscription 2018 du Davy College. Source : www.davycollege.edu.pe (dernier accès le 10/09/2017). Fig. 46 (gauche) - Entrée du Davy College. Source : <https://kerryedwyer.com> (dernier accès le 10/09/2017)

Un autre service qui devient de plus en plus précieux avec la croissance de la ville est l'accès à un approvisionnement hydrique stable et constant. La pression démographique et la demande hydrique des activités extractives ont un impact considérable sur la quantité d'eau disponible dans la capitale régionale et ses alentours immédiats, creusant les inégalités d'accès à cette ressource entre les quartiers de la ville et leurs habitants. Entre 2001 et 2006, alors que le nombre de foyers disposant d'un accès au réseau hydrique public augmente, l'approvisionnement tombe de 22 à 19 heures par jour (Bury, 2007). En 2011, au cours de mon travail de terrain, qui s'est déroulé pendant la saison sèche, certains secteurs de la ville ne recevaient l'eau que quelques heures par jour. Seuls ceux qui ont les moyens d'acheter et de faire installer un réservoir ont de l'eau tout au long de la journée, tandis que les autres ne l'ont qu'au petit matin, pendant quelques heures²⁷⁷. Les inégalités d'accès à la ressource hydrique sont liées aux différences socio-économiques – localisation en zone urbaine, accès au service en question, possibilité d'acheter un réservoir – mais aussi de genre, car la pénurie d'eau a un impact plus important sur les femmes des secteurs populaires, dont les activités productives et reproductives dépendent directement de l'approvisionnement en eau. En effet, en milieu urbain, les femmes de classe populaire travaillent prioritairement dans des activités informelles, tels la préparation et la vente d'aliments (commerce ambulancier, cuisines et restaurants populaires), les soins à la personne (bébés et enfants, porteurs de handicap, personnes âgées) et les services aux

²⁷⁷ Cette situation de stress hydrique, notamment ressenti pendant la saison sèche, s'ajoute aux craintes de la population au sujet de la pollution des eaux desservant la ville, comme nous verrons dans la prochaine section.

particuliers (femmes de ménage, lavandières, cuisinières). Ces occupations dépendent d'un approvisionnement hydrique régulier et sûr, ce qui fait des femmes qui les assument les premières affectées par les altérations de la qualité et/ou de la quantité de cette ressource. Ces aspects jouent un rôle important dans le discours de militance féminine contre l'extraction minière, que j'aborderai dans le sixième chapitre.

3.2.3 Ségrégation et insécurité urbaine

Comme nous l'avons vu plus haut, la double migration – d'élites nationales et internationales, d'une part, et de secteurs populaires régionaux, de l'autre – accélère la croissance démographique et la différenciation spatiale dans la capitale régionale. Ces processus génèrent une reconfiguration de l'espace urbain qui se « partage » dès lors entre nouveaux secteurs résidentiels, principalement situés sur des terrains de facile accès et construction, et nouveaux quartiers populaires, situés dans des zones plus difficiles d'accès, sur les flancs de la vallée. Les clivages socio-économiques entre les secteurs défavorisés de la ville, où la qualité des logements est faible et les services rares et insuffisants, et les nouveaux quartiers résidentiels, luxueux et bien desservis, se reflètent dans l'augmentation de la micro-criminalité chez les premiers et des services de sécurité chez les seconds. Les résidents originaires de la ville, ayant vécu le processus de transformation de l'espace urbain, regrettent la croissance de la petite délinquance urbaine – vols, agressions, bandes de jeunes des quartiers populaires (*pandillas*) – tout comme la multiplication des casinos, des boîtes de nuit et de la prostitution de rue dans le centre urbain. Cette perception locale d'une insécurité urbaine accrue est difficile à étayer par les statistiques, car tout en augmentant plus rapidement que la moyenne nationale, le taux de délits enregistrés dans la région de Cajamarca reste largement inférieur à celui d'autres régions²⁷⁸. Le sentiment d'insécurité diffus a cependant des conséquences importantes sur l'autonomie des habitants, et plus encore sur celle des femmes : la perception de l'espace urbain comme « dangereux » restreint la mobilité de ces dernières dans l'espace (certains quartiers ou rues sont soigneusement évités) et dans le temps (les heures du soir et de la nuit

²⁷⁸ Aucune statistique officielle sur les taux de criminalité dans le centre urbain de Cajamarca n'a pu être localisée. Les données reportées concernent la totalité de la région, qui compte des taux de criminalité se trouvant au quatrième rang le plus bas du Pérou. Il convient cependant de souligner que les taux de criminalité sont généralement plus bas dans des régions majoritairement rurales, alors que les régions plus urbanisées figurent parmi celles avec les plus hauts taux de criminalité (Ministerio de Justicia y Derechos Humanos 2013).

sont considérées plus dangereuses), les conduisant à dépendre de l'accompagnement d'un homme²⁷⁹.

Alors que les résidents attribuent l'augmentation de la micro-criminalité en milieu urbain à la présence de « bandes » de jeunes et à la consommation de drogues et d'alcool dans les quartiers populaires, les phénomènes de la prostitution, des night-clubs et des casinos sont plutôt attribués à la demande et à la capacité d'achat des travailleurs du secteur minier, particulièrement aux hommes seuls cherchant de la compagnie et de la distraction pendant leurs journées de repos. La prostitution, les casinos et la criminalité sont ainsi présentés comme des vices liés – directement ou indirectement – aux « nouveaux habitants » : les prostituées sont identifiées comme des femmes de la côte ou des basses terres amazoniennes, réputées sexuellement plus précoces et actives que les femmes andines²⁸⁰, alors que leurs clients sont identifiés comme des « miniers » de Lima; les casinos sont supposés être gérés et fréquentés par des entrepreneurs et des employés de la compagnie venant d'autres régions du Pérou ; et la criminalité est attribuée aux migrants des secteurs populaires, venant des provinces ou des grandes villes de la côte nord (Trujillo, Chiclayo, Chimbote). Les figures du désordre social sont ainsi constamment associées à une origine exogène, directement liée à la présence minière, de sorte que se dessine une distinction morale entre la population locale et les nouveaux habitants.

Or, comme en témoignent de nombreux travaux sur cette thématique (Galindo 1974; Salazar-Soler 2002; Ferguson 1999, 1992), ce type d'allusions au désordre social est caractéristique des enclaves minières. La représentation des éléments du désordre social a cependant changé de nature : alors que, pendant la première moitié du XX^{ème} siècle, les compagnies minières se chargeaient directement de l'ouverture de maisons de prostitution

²⁷⁹ L'autonomie et la mobilité des femmes dans l'espace urbain varient considérablement en fonction de l'âge et du secteur social d'appartenance. Les jeunes femmes voient leur mobilité plus contrôlée que les autres, car elles sont perçues comme plus exposées aux agressions sexuelles. Cependant, les femmes des secteurs populaires – dont une grande partie travaille dans le commerce ou les services dans des zones urbaines autres que leur quartier de résidence – ont une mobilité généralement plus élevée que les femmes des classes moyennes/hautes, pour lesquelles certains quartiers de la ville sont considérés comme impraticables et dangereux, surtout après le coucher de soleil. Ces femmes ont donc une mobilité plus réduite à la fois dans l'espace et dans le temps. Le cas des femmes des élites est tout autre, car elles disposent d'une voiture ou d'un chauffeur particulier pour circuler librement n'importe quand et n'importe où.

²⁸⁰ Certaines organisations de la société civile locale dénoncent l'intensification de la traite des femmes dans la région, un commerce qui concernerait principalement des jeunes femmes (dont certaines mineures) originaires des basses terres amazoniennes. Bien que la traite des femmes issues des régions amazoniennes – facilitée par la pauvreté de ces zones et les stéréotypes associés aux femmes amazoniennes – soit bien documentée (Mujica 2014), il n'y a aucune preuve de cette composition ethnique du marché sexuel local. Au contraire, les rares données auxquelles j'ai eu accès montrent que les victimes de la traite sexuelle présentes à Cajamarca sont originaires de plusieurs régions côtières, andines et amazoniennes (OIT 2007; ORPA et OEP 2017).

destinées à leurs travailleurs, afin de prévenir d'éventuels désordres émanant des hommes seuls, aujourd'hui, la criminalisation des transactions sexuelles contribue à faire des prostituées elles-mêmes les emblèmes du désordre social et de l'exploitation²⁸¹ (Hofmann 2017). De la même façon, les jeux de hasard, dont la pratique, non exclusive aux enclaves minières, étaient et continuent d'être le fait de divers contextes sociaux si bien que la condamnation des casinos, lieux d'institutionnalisation du jeu, semble avant tout relever d'une critique des nouveaux modes d'accumulation et de circulation des ressources économiques, perçus comme inégaux, aléatoires et vides de liens sociaux censés les légitimer (Absi 2002, 2015). La criminalité, censée s'être accrue depuis le début des opérations minières dans la zone, est à son tour majoritairement imputée à des formes de déviance sociale (consommation de drogues et d'alcool) chez les jeunes des quartiers populaires, ou bien à des criminels professionnels supposés venir de la côte. Ces trois figures du désordre social – la prostituée, le joueur et le voleur – sont rassemblées par un même rapport « illégitime » à la richesse, où celle-ci n'est pas le produit d'un travail honnête, mais plutôt d'activités – la transaction sexuelle, le jeu de hasard et le vol – qui comme l'activité minière ne dépendent pas de la morale mais du sort (D'Angelo 2015).

Ces représentations du désordre et de l'insécurité font naître des images de « pollution sociale » qui se mêlent à un sentiment d'insécurité environnementale dû au risque de pollution de l'eau par les activités minières mentionné dans le chapitre précédent. Dans une situation de pénurie hydrique et suite à plusieurs accidents de pollution des cours d'eau entourant les activités de MYSA, les craintes d'une pollution de l'eau trouvent un terrain fertile, tout en se conjuguant à d'autres sources de mécontentement. Il n'est pas rare que les interlocuteurs passent sans transition du problème de la criminalité ou de la prostitution en ville à celui de la pollution de l'eau, tous étant perçus par les habitants comme relevant en partie d'un même phénomène. Cette association est centrale dans les discours que les acteurs mobilisent contre les nouveaux projets miniers, comme nous le verrons plus en détail dans la prochaine partie. Un exemple est fourni par l'image rapportée ci-dessous (Fig. 47), qui circule dans les réseaux militants en ligne

²⁸¹ Comme nous l'avons vu, plusieurs études montrent que les activités extractives ont d'importants impacts sur la vie quotidienne des hommes et des femmes, ainsi que sur les rapports sociaux de sexe. Le secteur extractif tend à renforcer les masculinités hégémoniques et à accentuer les inégalités dans la division sexuelle du travail, mais aussi la dépendance économique des femmes et leur vulnérabilité à la violence domestique et sexuelle. L'association avec la demande accrue de certains types de biens (alcool, drogues) et de services (casinos, maisons de prostitution) devient ainsi caractéristique des enclaves minières, tant dans leur représentation vernaculaire que dans les travaux scientifiques. Les analyses du marché sexuel dans ces enclaves extractives mettent cependant en lumière la façon dont ces représentations simplistes en termes d'hommes exploitants et de femmes exploitées ont pour effet d'occulter les dynamiques des échanges économiques et sexuels, ainsi que leurs liens avec d'autres activités et stratégies économiques. À ce sujet, voir Absi (2010) et Hofmann (2017).

depuis 2008 : il s'agit d'une photo des robinets des toilettes du Davy College, sous laquelle on peut lire, en anglais et en espagnol, « ne pas boire ». Les acteurs locaux engagés dans la sensibilisation aux impacts environnementaux de l'activité minière se servent de cette image pour montrer que la pollution des eaux desservant la ville – pollution que la compagnie a toujours niée – est un problème bel et bien réel. Mais l'image véhicule aussi un autre message, plus subtile : pour les habitants, qui associent directement cette prestigieuse institution éducative à la nouvelle élite minière, cette photo évoque aussi l'idée que la santé des enfants des habitants et celle des enfants des travailleurs de la compagnie n'ont pas la même valeur.



Fig. 47 - Robinets du Davy College. Source : <http://caballeroredverde.blogspot.it/2008/01/no-beber-porqu.html> (dernier accès le 27/07/2016).

Comme nous venons de le voir, le début des activités de MYSA dans la région provoque de rapides transformations socio-économiques et spatiales, observables notamment dans les reconfigurations que la capitale régionale connaît depuis 1993. La croissance démographique et urbaine, les nouveaux processus de différenciation socio-économiques, ainsi que les formes de ségrégation urbaine qu'ils génèrent, créent, au sein de la population locale, un sentiment d'insécurité qui s'ajoute aux craintes de la pollution des eaux desservant la ville. Voyons maintenant comment, auprès des secteurs urbains de classe moyenne, ces représentations de la pollution et du désordre social participent à leur tour à la redéfinition des rapports sociaux à l'échelle locale.

3.3. Représentations des processus en cours

Après la réforme agraire, les hiérarchies socio-territoriales se consolident autour d'une double distinction : entre « citadins » et « paysans », et entre habitants des « basses » terres et ceux des « hautes » terres. Les bases matérielles de cet ordre, ainsi que les représentations qui le soutiennent, sont liées au régime local de propriété foncière, pour lequel la ruralité est un marqueur ethnique dont l'altitude constitue le gradient. Le début des activités de Minera Yanacocha occasionne des transformations socio-économiques, démographiques et spatiales qui bouleversent cet ordre social, brouillant les frontières entre les groupes.

Avant d'entamer les opérations de construction et d'extraction, la compagnie minière achète de vastes portions des hautes terres de paysans « pauvres » qui occupaient auparavant le niveau le plus bas de l'échelle sociale locale. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, suite aux premiers contentieux avec les propriétaires des terrains riverains, MYSA met en place une politique de « bon voisinage », consistant à fournir de l'emploi sur place aux habitants, de façon à les dédommager des ennuis causés par les activités d'extraction. Les habitants ruraux de la zone d'influence minière directe – un groupe socioéconomiquement marginal et ethniquement « autre » – ont ainsi soudainement accès à des sommes d'argent qui, jusqu'alors, leur étaient inaccessibles. En quelques années, certains habitants créent des entreprises de services à destination de la mine, alors que d'autres investissent leurs revenus dans des voitures pour travailler comme taxis dans le centre urbain, à Cajamarca. Ces nouveaux biens et occupations constituent une forme d'élévation économique à laquelle les habitants ruraux ont accès sans avoir acquis d'autres éléments habituellement requis par l'ascension sociale, notamment l'éducation et l'urbanisation. En milieu urbain, les grandes inégalités de revenus entre secteurs contribuent à ce que les habitants des secteurs populaires et de la petite bourgeoisie travaillant dans les transports et les services aient soudainement plus de liquidité que la grande bourgeoisie et les élites locales. En milieu rural comme urbain, ces « nouveaux riches » investissent leurs ressources économiques dans les signes de statut auparavant réservés aux élites, telles les voitures, les objets technologiques et de consommation d'importation, ainsi que dans l'éducation supérieure dont l'offre, nous l'avons vu, est multipliée par les universités privées. *Dulcis in fundo*, les employés de la compagnie minière (ingénieurs, géologues, administrateurs, etc.) et les groupes socio-professionnels qui sont directement liés à eux (grands entrepreneurs, consultants, professionnels libéraux et autres) remplacent les grands producteurs laitiers et de

bétail au sommet de la pyramide sociale. Alors que tous ces changements profitent à des minorités à chaque niveau de la hiérarchie locale, de nombreux habitants voient leur statut social et économique s'affaiblir face à une nouvelle bourgeoisie minière.

Les fondements économiques de l'image sociale de la « ville » et de la « campagne » sont alors déstabilisés par l'émergence de « nouveaux riches » et la concomitante paupérisation des classes moyennes. L'ensemble de ces processus divergents et imprévisibles produit chez les anciens habitants de la ville une perte de repères et un sentiment de désordre, qui se traduit aussi par des métaphores de « pollution » sociale et environnementale. Les transformations démographiques et spatiales dues à l'économie minière sont ainsi appréhendées comme une transfiguration de la société locale et de ses valeurs par des forces et des agents exogènes, donnant lieu à une « panique morale »²⁸² semblable à celle décrite par Marisol de la Cadena (2000) dans le Cuzco des années 1950²⁸³. Coincés entre une nouvelle élite, qui ne respecte pas les normes et les hiérarchies sociales locales, et un prolétariat urbain grandissant, dont la présence est assimilée au danger et au désordre social, les membres de la petite et grande bourgeoisie locale opposent aux processus issus de l'activité extractive une vision idéalisée de l'ordre social « traditionnel » : quand la ville était petite, assurent-ils, « les gens se connaissaient », et les paysans étaient respectueux. Cet ordre est ancré dans des normes ethniques, dont la violation dessine la figure du « mauvais paysan » : rusé, manipulateur et malin quand il s'agit de profiter de la nouvelle conjoncture pour s'enrichir au détriment des autres. L'inverse de cette image – soit le « bon paysan » innocent, honnête et trop attaché aux « traditions » pour tenter toute ascension sociale – se situe ailleurs, dans des régions où les habitants sont plus « traditionnels », « communautaires », voire « indiens ». Dans les prochaines pages, je me concentrerai sur ces discours et représentations, qui sont produites par

²⁸² L'expression « panique morale » indique une peur collective qui prend corps autour de rumeurs, souvent répandues par les médias, qui peuvent déboucher sur des formes de mobilisation ou des mesures politiques fortement connotées émotionnellement. L'expression est initialement créée par Stanley Cohen (1972) pour décrire la polarisation du débat public en Grande Bretagne sur les évolutions de la jeunesse, à travers la mise en scène des affrontements entre « *Mods* » et « *Rockers* » au cours des années 1960. Il est ensuite repris par les chercheurs du Centre for Contemporary Cultural Studies (CCCS) de Birmingham, dirigé par Stuart Hall (Hall *et al.*, 1978) pour analyser la « panique » générée par la montée de la délinquance en Grande Bretagne et la couverture qui en est faite par les médias. L'usage de ce concept reste caractéristique des sciences sociales anglophones et des *cultural studies*, et fait notamment l'objet d'une systématisation plus récente par Good et Ben-Yehuda (1994). Pour une vue d'ensemble et critique du concept de « panique morale » en milieu francophone, voir Lilian Mathieu (2015) et Éric Neveu (1999).

²⁸³ Le contexte décrit par De la Cadena (2000) correspond aussi à un moment de forte croissance économique et de transformation sociale chez les élites locales de la ville moyenne de Cuzco, qui redéfinissent alors les discours sur la race et la culture afin de renégocier leur place entre les « nouveaux riches », grands propriétaires terriens issus des classes moyennes (*gamonales*), et les « nouveaux urbains », migrants d'origine rurale s'étant lancés dans le commerce urbain (*mestizos*).

des habitants appartenant aux secteurs moyens-hauts de la société locale et reproduites par certains appartenants aux secteurs populaires. Ces mêmes imaginaires de « pollution sociale » de société andine « traditionnelle », nous le verrons dans la prochaine partie de la thèse, deviendront centrales dans l'autoreprésentation du réseau de mobilisation local contre le projet Minas Conga.

3.3.1 « Assaillis » par les étrangers et les paysans

Walter, un homme de 45 ans dont la famille est originaire de la province de Hualgayoc, réside dans la capitale régionale depuis ses années d'étude à l'Université Nationale. Il travaille pour Minera Yanacocha depuis le début des opérations. Ayant commencé sa carrière dans le service des relations communautaires de la compagnie, il s'occupe maintenant des rapports institutionnels pour ALAC. Walter décrit le « choc » entre la population locale et la compagnie minière comme une longue série de malentendus :

Pour un minier, c'est chouette d'arriver couvert de boue, avec la camionnette sale et d'aller à la Plaza de Armas ; c'est une aventure. Pour un citoyen de Cajamarca, c'est un manque de respect, c'est choquant. Un autre choc c'est que, dans les banques, ceux qui avaient le photocheck [identification du personnel minier] avaient la priorité. Du coup, je faisais la queue, mais, quand un fonctionnaire de la mine, qui fait vivre toute l'économie de la banque, arrivait, bien évidemment un fonctionnaire de la banque lui disait « passez », et moi, *Cajamarquino*, ça me dérangeait. Une autre chose qui me dérangeait c'est qu'ici, à Cajamarca, il y avait des espaces publics, où la population de Cajamarca allait s'amuser, et le secteur minier arrivait et disait « On va louer ce restaurant pour la journée, avec tous les travailleurs et mes amis, fermez la porte ». Et moi j'arrivais au restaurant pour y aller avec ma copine et on me disait « On peut pas vous servir parce qu'ils ont fermé le restaurant ». C'est-à-dire que... c'était fait inconsciemment ; sur le coup, ils s'en rendaient pas compte. Un autre problème c'est que, naturellement, dans toute population, il y a un groupe social qui constitue l'élite..., les « Andes Azures » comme on les appelle, et ce groupe, à Cajamarca, c'était les éleveurs. À Cajamarca, c'était eux qui avaient les plus grandes maisons en ville, qui avaient les meilleures voitures, les meilleurs revenus... et, tout d'un coup, ils sont marginalisés. Ils sont mis de côté parce qu'il y a un secteur beaucoup plus fort, plus agressif, qui les marginalise. Du coup, non seulement ça heurte la population, mais aussi l'élite. Et, en plus, les gens avaient beaucoup d'attentes envers le secteur minier, en espérant avoir un poste, et naturellement l'activité minière ne va offrir qu'un certain nombre de postes, et les autres vont rester dehors... en bas, et ça aussi ça crée une population mécontente. Du coup, tout ça était en train d'évoluer et les miniers s'en rendaient pas compte. Et puis, de toute façon, ça les intéressait pas parce qu'ils étaient là pour un temps et puis ils partaient. Du coup, le secteur minier commence à être dans des conflits, il prend peur et dit « Mais qu'est-ce que j'ai fait ? »²⁸⁴ (entretien, 2011)

²⁸⁴ *Sin pensarlo los funcionarios de la empresa minera comenzaron inconscientemente a chocar con la población. Por ejemplo: para un minero es bonito llegar de barro, con la camioneta sucia, y estar en la plaza de armas. Es una aventura. Para un ciudadano Cajamarquino es una falta de respeto. Un choque. Otro choque es que en los bancos había la atención preferencial a los que tenía et fotocheck. Entonces yo estoy formando mi cola, pero venía el funcionario minero que está moviendo toda la economía del banco y lógicamente el funcionario del banco le decía "pase por acá", y yo cajamarquino...me incomodaba. Otra incomodidad era que aquí en Cajamarca existían espacios públicos, donde la población Cajamarquina se divertía, entonces venías el sector minero y decía "Alquilo este restaurant hoy día, con todos mis trabajadores o mis amigos, y cierre la puerta". Y invitaba mi novia y llegaba*

L'entretien avec Walter reprend des aspects de la perception locale d'une « nouvelle bourgeoisie » minière naissante qui sont récurrents dans les récits des habitants locaux : l'ignorance des normes de sociabilité locale (dans laquelle la Plaza de Armas était un lieu de fréquentation « décent »²⁸⁵), l'ostentation des privilèges et de moyens financiers importants (passer devant tout le monde dans la file d'attente, privatiser un espace) et la mise à l'écart des élites socio-économiques locales (auparavant propriétaires des plus grandes maisons et des plus belles voitures). Ces trois éléments s'impriment dans la mémoire des habitants comme un affront à l'ordre social local, et viennent s'ajouter aux sources d'un mécontentement durable à l'égard de la compagnie, mais leur interprétation – et les réponses qu'elles engendrent – changent considérablement au fil du temps. Lorsque Walter, lui-même un « provincial » ayant réussi socialement grâce à son emploi dans la compagnie, considère ces éléments comme étant le produit d'une incompréhension et de la naïveté du secteur minier, d'autres concitoyens y voient le résultat d'une intention délibérée, dictée par le « mépris » de la compagnie envers la population locale.

Jaime, 63 ans, est avocat et enseigne le droit dans l'une des universités privées de Cajamarca. Il sympathise avec le réseau local de mobilisation contre l'expansion minière dans la région et, dans les années 2000, à la demande de l'organisation régionale des rondes paysannes, il défend des paysans dénoncés pour avoir protesté contre MYSA. Candidat à la présidence du barreau des avocats de Cajamarca en 2011, au moment de notre entretien, il me lit en avant-première son discours électoral, mais refuse d'être enregistré. Le discours qu'il a préparé porte sur ce qu'il appelle les « injustices » perpétrées par la compagnie minière dans la région depuis 1993, la complicité des autorités judiciaires avec le secteur minier et le besoin de mettre en place une « justice plus juste ». Jaime, comme bien d'autres personnes critiques envers MYSA (cf. entretien avec Mirtha Vásquez, chapitre 2), compare la compagnie minière aux *haciendas* et l'envisage comme le dernier chapitre d'une « longue histoire de domination

al restaurant y me decían no puedo atenderlo porque han cerrado el restaurant. Ósea...pero inconscientemente, en este momento no lo identificaban. Otro problema es que como es natural en toda población existe un grupo social de elite...los Andes Azul le decimos, y este...en Cajamarca eran los ganaderos. En Cajamarca eran los que tenían las casas más grandes en la ciudad, que tenían los mejores carros, los mejores ingresos...y de pronto: marginados. A un costado porque hay otro sector muchísimo más fuerte, más agresivo, que los margina. Entonces no solo estamos chocando con la población, pero estamos chocando con el grupo de elite. Y, además en el sector se iba construyendo una expectativa muy grande que al ingresar a la minería, y como es natural la minería solo va a cubrir cierto número de puestos, y los demás se van a quedar afu...abajo, y también se crea una población disconforme. Entonces todo eso iba evolucionando y el minero no lo percibía. Tampoco le interesaba porque iba a estar un tiempo acá y luego se iba. Entonces de pronto se comienzan a tener los conflictos y el sector minero se asusta y dice "pero ¿qué he hecho?".

²⁸⁵ Au sujet de la valeur de la décence et de son importance pour marquer les limites entre les groupes sociaux, voir De la Cadena (2000).

et d'abus » dans la région. À l'instar de Walter, il évoque les camionnettes du personnel minier sur la Plaza de Armas, mais insiste aussi sur la « suffisance » et le « manque de règles » du personnel minier, ce qu'il qualifie comme des formes de « racisme » envers les habitants locaux. Il poursuit en évoquant le « mépris » de MYSA pour les entreprises locales – auquel la compagnie aurait préféré des entreprises chiliennes²⁸⁶ –, ce qu'il illustre par le fait que MYSA, dans le campement minier, aurait servi du fromage suisse et de Belgique, et par le tragique déversement de mercure de Chorompampa²⁸⁷ en 2000, que l'entreprise aurait initialement réglé avec de maigres indemnités obtenues grâce à des avocats « importés » de Lima. Il qualifie tous ces faits d' « actes contre la dignité de Cajamarca » et d' « insultes » envers la population locale.

Contrairement à Walter, Jaime accorde beaucoup d'importance aux personnes et produits venus d'ailleurs dans sa narration : les entreprises chiliennes, les fromages suisses, le personnel minier et les avocats de Lima. Alors que Walter présente les offenses à la sensibilité locale comme des erreurs de calcul ou un manque de sensibilité de la part du personnel de l'entreprise, Jaime les attribue explicitement à une forme de racisme des Liméniens envers la population de Cajamarca, provinciale et andine. Cette interprétation ajoute une dimension d'intentionnalité, contribuant à politiser l'affront fait aux sensibilités locales en le mettant en relation avec les inégalités historiques entre Lima et les provinces. Le non-respect des espaces et des formes de sociabilité autochtones n'est ainsi pas seulement représenté comme invasif, mais aussi comme indignant. Ouvertement critique envers la nouvelle élite minière, Jaime ne se sent pas uniquement assiégé par celle-ci : la présence croissante des classes populaires « paysannes » en milieu urbain constitue aussi une forme d' « invasion » et de dénaturalisation de l'espace urbain. Tout en se déclarant solidaire avec les mobilisations s'opposant au projet Minas Conga, lorsqu'il décrit l'occupation du centre urbain ayant eu lieu en novembre 2011 dans le cadre des manifestations contre le projet minier, Jaime affirme que,

au cours de la grève, les paysans ont pris la ville..., ils ont pris les rues, imposé des heures de circulation et ils faisaient payer un péage aux voitures et aux personnes. C'était plus la même

²⁸⁶ Le fait que les compagnies d'approvisionnement de MYSA soient considérées comme étant chiliennes n'est pas neutre, le Chili étant l' « ennemi numéro un » du Pérou depuis l'occupation du territoire national pendant la guerre du Pacifique (1879-1884). À présent, l'accusation de collaborer avec des Chiliens est régulièrement adressée à des acteurs à qui l'on reproche d'un manque de patriotisme. Il ne s'agit donc pas uniquement des compagnies minières et du secteur des affaires péruvien, mais aussi des mobilisations d'opposition aux activités extractives et des ONGs écologistes, qui peuvent être accusées par la presse nationale de collaborer avec des organisations chiliennes dans le but d'entraver le développement économique national. Nous développerons davantage ces thématiques dans la troisième partie de cette thèse.

²⁸⁷ Déversement accidentel de mercure issu des activités extractives sur la route qui traverse le village de Chorompampa par une compagnie prestataire de MYSA (cf. chapitre 2).

ville, ils avaient leurs propres règles, leur propre État. Un jour, je suis arrivé avec ma VW, ma Volkswagen..., ils me laissaient pas rentrer chez moi et, comme je voulais pas payer [le péage], ils m'ont crevé un pneu. Le ressentiment social est dangereux ²⁸⁸ (entretien, 2012).

Le témoignage de Jaime permet de situer dans un continuum le malaise engendré par le pouvoir d'une nouvelle élite, d'une part, et le sentiment de danger lié à la présence d'habitants ruraux en ville, de l'autre. Cette continuité renvoie à l'image d'un espace urbain qui n'est pas plus conçu pour héberger les camionnettes boueuses des « miniers », ni les piquets de grève des « paysans ». Bien qu'il partage les revendications de ces derniers, Jaime n'apprécie pas leur occupation de l'espace urbain, qui s'en trouve « dénaturé » (« c'était plus la même ville ») et « hors la loi » (« ils avaient leurs propres règles, leur propre État »). Prenant soin de mentionner la marque de sa voiture et la localisation de sa maison dans le centre urbain – deux précisions qui le situent dans la haute bourgeoisie locale depuis plusieurs générations²⁸⁹ – Jaime manifeste sa crainte d'un « ressentiment social » chez les paysans, dont il ne se sent pas à l'abri : il semble finalement préférer que les paysans règlent leurs comptes avec les compagnies minières hors de la ville, dans les hautes terres qui leur sont communes.

Les positions de Walter et Jaime ne diffèrent pas beaucoup : ces deux « professionnels » issus de l'élite locale déplorent tous deux certaines erreurs ou abus de la compagnie minière. Ils ne sont toutefois pas d'accord en ce qui concerne l'origine – intentionnelle ou non – de ces erreurs. Leurs interprétations sont étroitement liées à la position sociale qu'ils occupent : l'un, travailleur de la compagnie, doit en grande partie son ascension sociale au secteur minier, pour lequel il effectue la médiation avec la population locale ; l'autre, professionnel libéral appartenant à l'élite locale historique, façonne sa réputation professionnelle comme un pourfendeur et un justicier des « crimes » de Minera Yanacocha, positionnement sur lequel il construit sa candidature à la Présidence du barreau d'avocats.

²⁸⁸ *Durante el paro los campesinos tomaron la ciudad... tomaron las calles, pusieron horarios de tránsito y cobraban cupo de pasaje a carros y personas. Tomaban, eran peligrosos. No era la misma ciudad, eran sus propias reglas, su propio estado. Yo un día llegué con mi VW, mi Volkswagen...no me dejaban entrar a mi casa, como no quería pagar [el cupo] me arrebentaron una llanta. [...] El resentimiento social es peligroso.*

²⁸⁹ Jusqu'aux années 1960, le centre-ville de Cajamarca se limitait à quelques dizaines de *cuadras* (blocs) situées autour de la Plaza de Armas, et les maisons des familles les plus aisées de l'époque se trouvaient au cœur de la ville. Avec la réforme agraire, la ville s'agrandit, mais le centre urbain reste en grande partie associé aux élites. Depuis les années 1990, un certain nombre de résidences particulières du centre-ville ont été achetées ou louées par des commerces, des institutions de crédit, des institutions publiques et des compagnies privées. Certaines familles ont toutefois conservé leur résidence : à l'époque actuelle, vivre dans une maison (et non dans une chambre ou un appartement) dans le centre-ville, qui plus est avec un garage, constitue un signe d'aisance économique, ainsi que de continuité avec les élites de la période précédant la réforme agraire.

3.3.2 Une « perte » de coutumes : ordre social et normes ethniques

Tout autre est le discours de Martha, 50 ans, mère de deux filles, divorcée et militante féministe depuis les années 1990. Originaire de Cajamarca, cette femme engagée collabore avec une ONG locale dans le but de sensibiliser les habitants aux impacts de l'extraction minière dans la région, et plus particulièrement aux répercussions sur l'environnement et la condition des femmes. Pour m'expliquer ces impacts, Martha évoque la différence entre les habitants de la ville et ceux de la campagne – différence qu'elle illustre par l'accueil chaleureux « traditionnellement » fait aux visiteurs en milieu rural. Elle me fait ensuite part de son étonnement lors d'un baptême dans une communauté rurale dans la zone d'influence de MYSA auquel elle a été conviée : ici, on offre aux invités du pop-corn et des sodas industriels au lieu du maïs andin et de la *chicha morada*²⁹⁰; la famille possède une télévision avec lecteur DVD, où défilait une vidéo de la chanteuse de *huayno*²⁹¹ Dina Paucar ; les bébés portent des couches industrielles plutôt qu'en tissu ; on consomme des pâtes au lieu du blé décortiqué et de la bière au lieu de l'eau de vie (*aguardiente*) de production régionale²⁹². Tous ces changements s'accompagnent, selon elle, d'un changement des mœurs : les participants sont assis séparément, de façon à marquer la différence sociale entre eux. Passant de la campagne à la ville, Martha évoque alors la façon dont l'économie minière accentue les différences sociales, ce qu'elle illustre avec le commentaire d'une amie à elle mécontente de voir arriver au prestigieux Davy College « *unas cholos* [dénomination péjorative des migrants andins en milieu urbain] bien apprêtées pour amener leurs enfants [à l'école] »²⁹³. Martha condamne cette attitude hautaine envers les secteurs locaux émergents, fruit du mécontentement des élites locales face à l'ascension socio-économique des habitants des secteurs populaires : « ils disent : cet *indio* a de l'argent et il commence se la raconter ? »²⁹⁴.

À ces formes de racisme et de classisme, Martha oppose une vision de paysans concernés par les activités minières qui engendre chez elle un sentiment de pitié (*pena*). Au lieu

²⁹⁰ Boisson sucrée à base de maïs noir.

²⁹¹ Musique et danse populaires typique du Pérou andin.

²⁹² La province voisine de San Pablo est une grande productrice de *cañazo*, une eau de vie confectionnée à partir de la canne de sucre. Avec la *chicha* (boisson fermentée à base de maïs), le *cañazo* est la boisson alcoolisée consommée localement par la majorité de la population, à tout le moins jusqu'à la récente démocratisation des boissons industrielles ou d'importation tels la bière, le vin et le *pisco*, une eau de vie de raisin produite dans le sud du Pérou.

²⁹³ *Unas cholos todas arregladas para llevar sus hijos.*

²⁹⁴ *Dicen: "ese Indio tiene plata y ya se cree".*

de parler de ceux qui se sont enrichis avec l'activité minière, elle préfère évoquer ceux qui se sont laissés manipuler et déposséder de leurs terres par MYSA en échange de sommes dérisoires ou de promesses d'emploi qui ne seront jamais honorées. Très attentive à la condition féminine, Martha explique également que l'extraction minière creuse les inégalités hommes-femmes et déstabilise les bases de la famille paysanne : dans l'économie minière, les hommes ont « plus d'argent et plus de femmes », alors que leurs filles « travaillent ou se prostituent » ; les hommes sont prêts à faire l'impasse sur les impacts environnementaux de l'extraction en échange d'un emploi dans le secteur, alors que les femmes, en charge de la maison, des enfants et des activités agricoles, sont beaucoup plus affectées par la pénurie hydrique et « pleurent pour l'eau » ; « avant, [les femmes paysannes] ne savaient même pas ce qu'était une voiture », alors que « les hommes maintenant viennent même parfois *ici* ». Ici, c'est le lieu de notre rencontre, à « El Zarco », un restaurant qui, depuis 1979, se situe au coin de la Plaza de Armas, en plein cœur de la ville. Martha raconte avoir un jour observé « un paysan » déjeuner à ce restaurant avec un médiateur de la compagnie minière afin de conclure la vente de son terrain. L'homme, qu'elle décrit mal à l'aise avec sa veste usée dans le restaurant²⁹⁵, se serait laissé offrir un repas et, à la fin, aurait signé la vente de son terrain. En racontant cette scène, Martha met au jour la nature illusoire et passagère de l'élévation sociale offerte par l'extraction minière : un repas à « El Zarco » – chose auparavant inimaginable pour un « paysan » – ne signifie guère un accès à l'espace social que le restaurant représente – soit celui de la bourgeoisie urbaine.

La narration de Martha, qui appartient elle-même à la classe moyenne locale, alterne critique du racisme des élites et critique paternaliste des nouveaux modes de différenciation sociale au sein de la population rurale. Son discours témoigne de l'ambivalence des sentiments engendrés par les transformations socio-économiques de la région au cours des dernières décennies. Il faut souligner le choix qu'elle fait, celui de se focaliser sur les habitudes de consommation des habitants ruraux : les aliments tels le pop-corn ou les sodas constituent des marqueurs de statut, auparavant inaccessibles ou difficilement accessibles aux secteurs populaires du milieu rural. La désapprobation de Martha ne concerne pas tant la nature ou l'origine des aliments en question, dont l'utilisation en milieu urbain ne l'étonnerait pas, mais

²⁹⁵ Il convient de souligner que ce restaurant, situé à l'angle de la Plaza de Armas, est l'un des deux restaurants historiques de la ville qui existaient et étaient fréquentés par la bourgeoisie locale avant 1993, date à laquelle de nombreux autres restaurants ont ouvert – la plupart étant plus prisés et coûteux qu'El Zarco. Ce restaurant constitue cependant toujours une référence pour les habitants de Cajamarca qui continuent à le fréquenter et à l'associer à la période précédente.

plutôt le fait qu'ils ne soient pas « traditionnels », c'est-à-dire conformes à la catégorisation ethnique et de classe du groupe social en question²⁹⁶.

Ce type de discours n'est pas le seul fait des habitants « urbains » de la classe moyenne mais peut également être repris par des habitants des secteurs populaires émergents, issus du milieu rural. Dario Alvarez, 38 ans, est un professeur de quechua originaire de la vallée de Porcón, résidant aujourd'hui dans la communauté d'origine de sa femme, à l'autre bout de la ville de Cajamarca. Quechuaphone depuis sa petite enfance, Dario a appris à lire et à écrire dans sa langue maternelle, puis à l'enseigner, grâce à un couple de missionnaires de l'*Instituto Lingüístico de Verano*²⁹⁷ (ILV) qui travaillaient dans la vallée lorsqu'il était adolescent. Au moment où je l'ai rencontré, il enseignait le quechua dans la ville de Cajamarca et dans quelques communautés environnantes, et il animait une émission dans cette langue sur une radio locale. La trajectoire de Dario est celle d'une ascension sociale classique, c'est-à-dire par l'éducation et l'emploi salarié qui lui ont permis d'accéder à l'espace social urbain en vertu de son identification socio-professionnelle de professeur, plutôt que de rester associé à l'espace social rural en vertu de son identification ethnolinguistique comme *Porconero*. En même temps, Dario joue un rôle d'entrepreneur et de médiateur culturel : il collabore notamment avec des ONGs et institutions publiques locales – tel l'*Instituto Nacional de Cultura*²⁹⁸ – pour la promotion de la langue et de la culture quechuas chez les jeunes et est souvent sollicité pour officier dans des rituels ancestraux (les *pagos*) ou organiser des performances avec des instruments traditionnels (le *clarín*) pendant divers types d'évènements. Au même temps, il collabore parfois avec les écologistes locaux critiques à l'égard de l'activité minière. Lui-même se déclare opposé à cette activité en raison de ses impacts sur la « culture » andine locale :

Moi je suis contre la mine parce qu'elle abime les coutumes et détruit la culture andine : notre musique, notre langue quechua, les alcools traditionnels comme la chicha, la chakra (le champ) et les produits agricoles traditionnels – la pomme de terre, la oca, la mashua (tubercules andins). Aujourd'hui, tout le monde veut une maison de matériel noble [= en ciment et briques], une camionnette et travailler à la mine. Ici, on parle pas d' « Indigènes », à Porcón, on dit juste « *cholo* », « *quechuelero* » [=mot dérogatoire pour quechua phone], paysan. Et ils veulent tous être métis. À la mine, on leur dit : « Parler quechua ? Pour quoi faire ? ». Le quechua c'est la valorisation de la culture. Moi [dans mon émission], à la radio, je dis « On n'est pas Indiens, on est Incas ! »²⁹⁹ (entretien, 2011)

²⁹⁶ Les habitudes alimentaires – à la fois les aliments consommés et leur mode de consommation – constituent un important facteur de distinction sociale entre les acteurs, comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, encadré VI.

²⁹⁷ Institut Linguistique d'été. Organisation non gouvernementale évangélique, fondé en 1946 et présente à ce jour plusieurs localités du Pérou et du Mexique, ayant par but celui d'étudier et de répertorier les langues autochtones, pour faciliter la l'évangélisation et la traduction de la bible dans la langue maternelle des populations locales.

²⁹⁸ Institut National de Culture

²⁹⁹ *Yo estoy en contra de la mina porque malogra las costumbres y destruye la cultura Andina : nuestra música, nuestro idioma quechua, los tragos tradicionales como la chicha, la chakra y los cultivos tradicionales : la papa,*

La position de Dario dans sa vallée natale, où la plupart des habitants entretiennent des liens complexes faits de conflits et de coopérations avec la compagnie minière, est cependant minoritaire. De ce fait, candidat au statut de maire en 2009 dans la commune de Porcón Alto, il ne reçoit que peu de votes. Au sujet des mobilisations des habitants de la vallée contre la compagnie, Dario considère que :

La mine offre du travail à ceux qui protestent. Il y en a qui protestent juste pour avoir du travail. Moi, j'ai pas voulu soutenir les personnes dénoncées [les manifestants arrêtés pour un blocage de route dans la communauté de Porcón Bajo en 2007] parce qu'ils se battent juste pour [avoir du] travail³⁰⁰(entretien, 2011).

Dario, comme d'autres acteurs critiques à l'égard des activités minières dans la région, dont nous ferons la connaissance dans les prochaines pages, opère une distinction entre les « bonnes » raisons de manifester – la défense de l'environnement et de la « culture » locale – et les « mauvaises » raisons de protester – la demande d'emploi ou d'indemnisation économique. La distinction qu'il évoque dessine les termes d'un accès acceptable aux ressources : si les ressources naturelles sont « bonnes à penser » en relation à la paysannerie, les ressources économiques ne le sont pas³⁰¹. Manifester pour la terre, l'eau ou l'environnement est légitime et souhaitable, alors que manifester pour des bénéfices économiques ou pour des emplois dans le secteur est considéré comme illégitime et malhonnête. Les deux positions sont envisagées comme mutuellement exclusives et non négociables : la ligne qui les sépare est celle qui se trouve entre ruraux et urbains, salariés et paysans – une ligne qui ne doit pas être franchie sous peine de perdre la cohérence des formes d'identification sociale.

Dario conçoit comme « culture andine » un ensemble de pratiques (musicales, linguistiques) et de produits (agricoles, artisanaux) qu'il associe avec de la période précédant le début des activités minières. Il déplore donc l'abandon de ces pratiques, qu'il attribue à la

la oca, la mashua. Ahora todos quieren casa de material noble, camioneta, y trabajar en la mina. Acá indígena no se usa, en Porcón solo cholo, quechuelo, campesino. Ya todos quieren ser mestizos. En la mina les dicen: "El quechua, ¿para qué?". El quechua es la valoración de la cultura. Yo [en mi programa] a la radio digo "no somos Indios, ¡somos Inca!"

³⁰⁰ *La mina ofrece trabajo a los que protestan. Hay quien protesta solo por tener trabajo. Yo no quise apoyar a los denunciados porque ellos solo pelean por trabajo.*

³⁰¹ Il convient ici de souligner que, à la différence de la majorité de sa famille et de sa communauté d'origine, Dario ne réside et ne travaille pas dans la zone riveraine de la mine. Il réside en effet dans la localité d'origine de sa femme, et il enseigne et organise des événements autour de la langue et de la culture quechua locale dans la capitale régionale Cajamarca et quelques localités proches. Ses moyens d'existence dépendent ainsi de la reconnaissance de sa diversité culturelle, et de sa légitimité à l'« administrer », tout comme les moyens d'existence de sa famille et de leur communauté dépendent désormais majoritairement de l'emploi généré par la présence de la compagnie minière à proximité.

présence minière et aux nouveaux modèles sociétaux qu'elle propose. Lorsqu'il explique sa position, il distingue aussi les paysans de la vallée de lui-même, en s'auto-définissant comme « indigène » (*indígena*). Interrogé sur la différence entre ces deux termes, il répond ainsi :

Un Indigène vit de la terre, il protège la terre, l'eau, les montagnes... Sa vie lui importe peu, parce qu'il ne vit que pour sa terre. Le paysan... lui aussi il vit de la terre, il prend soin des montagnes..., mais le paysan, si on lui donne dix mille dollars, il vend tout !³⁰² (entretien 2011)

Ce que Dario trace est une distinction morale entre deux catégories sociales : l'« Indigène » est un acteur social supposé vivre en communion profonde avec son environnement naturel, auquel il accorde une valeur absolue et non négociable, alors que le « paysan » serait en quelque sorte une version corrompue ou corruptible de l'Indigène, prêt à renoncer à son mode de vie par amour de l'argent, et à migrer ou s'urbaniser perdant ainsi sa « culture » particulière. Ce qui sous-tend ce *distinguo* est une représentation normative de l'Indigène comme profondément ancré dans la terre et le territoire, fidèle à ses « traditions », imperméable aux tentations de l'ascension sociale et, par conséquent, « naturellement » opposé à l'exploitation minière. Dario se définit lui-même ainsi en raison de son opposition à l'activité extractive et de son attachement à la culture andine, alors même qu'il définit les autres habitants de la vallée comme des paysans, soit des indigènes inconscients et prêts à sacrifier leur culture et leur territoire en échange d'un bénéfice économique.

La différence entre ces deux catégories sociales est pour lui une question de positionnement, d'un choix entre la « culture » - associé à la terre, au mode de vie paysan, à la ruralité - et l'« argent » - associé à l'ascension sociale, la corruption morale, et l'urbanisation. L'idée selon laquelle les paysans « instrumentalisent » les protestations contre la compagnie minière pour en tirer des bénéfices constitue un leitmotiv pour les activistes locaux, qui distinguent entre ceux qui s'opposent aux activités extractives par « conviction » et ceux qui manifestent dans l'espoir d'en tirer des profits économiques ou politiques. Cette distinction est importante, dans la mesure où elle dessine une différence entre une opposition négociable et une opposition non négociable au secteur, mais aussi entre un rapport légitime aux ressources économiques et un autre illégitime. Plutôt que de considérer les différents modes d'interaction entre les habitants ruraux et la compagnie comme des stratégies économiques et politiques, alternant le conflit et la coopération, ceux-ci sont interprétés à la lumière de leur altérité

³⁰² *Un indígena vive de la tierra, protege la tierra, el agua, los cerros... No le importa de morir, porque vive solo por su tierra. El campesino... el también vive de la tierra, cuida las montañas... pero el campesino, si le das diez mil dólares lo vende todo !*

ethnique, jugée trop prononcée pour faire d'eux des partenaires fiables et trop défaillante pour construire une opposition efficace à l'avancée de l'extraction minière.

3.3.3 Une altérité excessive ou défaillante

Au cours des premières années d'activité de MYSA, nous l'avons vu, les plaintes envers la compagnie dérivent principalement des habitants de la zone d'influence minière directe, qui dénoncent l'achat des terres à bas prix, ainsi que l'affectation de leurs propriétés privée par les activités de construction, d'extraction et de transport de la compagnie. Dès le début des années 2000, les motifs des plaintes se concentreront au contraire sur le risque de pollution des ressources hydriques locales, qui desservent tant la vallée de Porcón que la capitale régionale Cajamarca. La transition de l'objet de la contestation de la ressource terre à la ressource en eau n'est pas anodine, mais coïncide avec le passage d'un leadership rural à un leadership urbain du réseau local critique des activités de MYSA. Ce passage, comme signalé dans le dernier chapitre, ne se fait pas aisément, car il implique un réaménagement des rapports de forces internes au mouvement social qui produit une marginalisation des acteurs et organisations rurales locales. À cette mise à l'écart, s'ajoutent les efforts redoublés de MYSA pour consolider son rapport avec les habitants ruraux. Ensemble, ces deux processus creusent le clivage entre le réseau de mobilisation urbain et les habitants ruraux de Porcón s'étant mobilisés en 2004 contre l'expansion des activités minières au mont Quilish, et alimentent une représentation urbaine de la paysannerie locale comme n'étant pas assez « traditionnelle » pour s'opposer efficacement à l'expansion des activités minières dans la région.

Au cours de mon travail de terrain, j'ai entendu nombre d'interlocuteurs appartenant aux à la classe moyenne locale faire référence aux habitants ruraux de la zone d'influence minière comme des alliés inconstants, facilement corruptibles et indignes de confiance, prêts à « changer de champ » selon l'intérêt du moment. Certains, tels Dario et Martha, voient la dégradation culturelle et morale de la société locale – associé avec l'abandon des pratiques « traditionnelles » pour des nouvelles pratiques et modes de consommation – comme la conséquence de la présence « polluante » des activités minières en milieu rural. Ce genre d'interprétations suggère que les habitants ruraux ne seraient en mesure de s'opposer efficacement à la compagnie minière en raison de leur « perte de coutumes », c'est à dire en conséquence d'un « défaut » d'altérité. D'autres acteurs locaux, identifient plutôt la perméabilité de la société rurale locale à ces nouveaux modèles à un « excès » de différence.

Mario, 44 ans, est l'un des membres fondateurs du *Frente de Defensa Ambiental de Cajamarca* (FDAC), une organisation écologiste militante née au début des années 2000 à l'initiative d'un groupe d'activistes et d'enseignants universitaires de Cajamarca. Très engagé dans les mobilisations contre le projet Quilish en 2004, Mario déclare avoir par la suite quitté la région pour son activité professionnelle, car « la mine m'avait fermé toutes les portes ». Il garde une vision très négative des habitants de Porcón, qui, d'après lui, se sont révélés être des alliés indignes de confiance dans l'organisation de l'opposition aux activités minières :

Les gens de Porcón sont volatiles : des fois ils sont contre la mine, d'autres fois ils sont pour. Les données [sur la pollution environnementale] ne les intéressent pas. Nous [le Front de Défense], on les informait, mais ça leur était égal. C'est des mendiants, toujours à tendre la main. Une fois, on est allés les informer, et il y en a un qui m'a dit « Toi t'as des chaussures, moi non » (entretien, 2011)³⁰³.

Homme de gauche et membre du parti nationaliste, Mario assimile la défense de l'environnement à l'amour pour la nation. Il attribue ainsi la supposée prédisposition à la trahison des paysans habitant la vallée à leur altérité ethnolinguistique, qui les situe en dehors de la communauté nationale :

Mario : Ces gens-là ne sont pas des Péruviens... Ce sont des Otavalos d'Équateur, amenés par les haciendas dans les années 1940-1950.

KG : Tu dis qu'ils sont d'Équateur, mais j'ai entendu dire que c'était des Cañarís [groupe ethnolinguistique présent dans plusieurs endroits du nord andin]...

Mario : Non, ce sont pas des Cañarís..., les Cañarís sont à Jaén, à Pucará, Chiclayo [= ce sont des Péruviens] (entretien, 2011)³⁰⁴.

Pour Mario, le manque de fiabilité des habitants de Porcón est lié à leur condition « allochtone ». Leurs origines non péruviennes (le fait qu'ils soient équatoriens constitue un facteur aggravant, compte tenu de la guerre qui a opposé le Pérou à l'Équateur en 1941-42), qu'il situe dans un passé bien plus récent que la conquête incaïque, expliquerait leur manque d'implication avec ce qu'il considère comme les intérêts de la région et de la nation péruvienne : s'opposer au « nouvel impérialisme » des corporations minières. L'allochtonie est d'ailleurs un élément qui rassemble implicitement les habitants de Porcón, les entreprises minières, dominées par des capitaux internationaux, et le personnel minier non-local, qui n'aurait pas de scrupule à exploiter l'environnement local de façon destructrice.

³⁰³ *La gente de Porcón es volátil... a veces están en contra de la mina, a veces a favor. Los datos no les importan, nosotros [(Frente de Defensa)] les íbamos informando pero a ellos no les importaba. Son mendigos, siempre a extender la mano. Una vez nos fuimos a informar, y uno me dijo: "tú tienes zapatos, yo no".*

³⁰⁴ *MB: Esa gente, no son Peruanos... son Otavalos de Ecuador, llevados por la hacienda en los años 1940-1950. KG : Dices que son de Ecuador, pero yo había escuchado que son Cañarís... MB: No, no son Cañarís... los Cañarís están en Jaén, Pucará, Chiclayo [son peruanos]*

Je reviendrai plus en détail sur les usages politique et symbolique de la catégorie d'Indigène dans la troisième partie de cette thèse. Ce qui intéresse ici est la façon dont l'altérité des habitants ruraux de la zone de directe influence minière de MYSA est évoquée pour expliquer leur perméabilité aux nouveaux modèles sociaux véhiculés par le développement minier. Au-delà des interprétations des activistes locaux, on retrouve des variantes de cette association entre altérité et opposition aux activités extractives dans la littérature scientifique. Dans leur article « *Yanacocha y los reiterados desencuentros : gran afectación, debiles capacidades de acción colectiva* »³⁰⁵, Martín Tanaka et Carlos Melendez expliquent par exemple les difficultés de créer une opposition locale compacte par le haut degré de métissage de la société locale :

à Cajamarca, à la différence des autres régions du pays, il n'existe pas d'identités communautaires fortes ; là-bas il n'existe pas de communautés paysannes comme dans les Andes centrales et du sud. Il s'agit d'une zone dans laquelle se trouve une tradition de grandes haciendas, qui se sont ensuite transformées en entreprises coopératives durant le gouvernement militaire, et qui, par la suite, ont disparu dans un processus de division des terres, avec des limites informelles, des problèmes pour la définition des limites des propriétés et un accès complexe aux sources et canaux d'eau. Il existe une tradition d'organisation des rondes paysannes, mais elle n'est pas aussi forte dans la zone d'influence minière et, de plus, on ne doit pas perdre de vue qu'il existe de nombreux types de rondes, avec différentes orientations politiques ; c'est pourquoi on ne peut pas en déduire, par sa seule présence, une forme d'orientation ou de pratique sociale. Ainsi, lorsque nous parlons de « population affectée par l'activité minière », nous parlons en réalité de multiples intérêts locaux, avec de rares agrégations et articulations (Tanaka et Melendez, in De Echave et al., 2009 : 81, italiques de l'auteur)³⁰⁶.

Les auteurs suggèrent que la faiblesse de l'action collective dans la région serait la conséquence, entre autres, de l'hétérogénéité et de la divergence d'intérêts chez les habitants ruraux de la zone. Cette divergence est expliquée par l'inexistence d'institutions paysannes communautaires, c'est à dire « indigènes », telles que celles des Andes centrales et du sud. Ce type d'analyse contient plusieurs postulats très discutables. Le premier consiste à assimiler l'existence d'institutions communautaires à l'inexistence d'intérêts opposés ou au dépassement de ces divergences : comme le montrent les travaux de Burneo et Chaparro (2011), les histoires de propriété et d'usage des terres témoignent d'intérêts fort différents dans une même

³⁰⁵ Yanacocha et les malentendus réitérés : grande impact, faibles capacités d'action collective

³⁰⁶ *En Cajamarca, a diferencia de otras regiones del país, no existen identidades comunitarias fuertes; allí no existen comunidades campesinas como en la sierra central y sur. Se trata de una zona en la que tenemos una tradición de grandes haciendas, que luego se convirtieron en empresas cooperativas durante el gobierno militar, y que luego terminaron en un proceso de parcelación de tierras, con límites informales, problemas para la definición de linderos y un acceso complejo a las fuentes y canales de agua. Existe una tradición de organización ronderil, pero no tan fuerte en la zona de influencia de la mina, y, además, no debe perderse de vista que existen muchos tipos de rondas, con diversas orientaciones políticas, por lo que no puede deducirse, por su sola presencia, algún tipo de orientación o práctica social. Así, cuando hablamos de la "población afectada por la actividad minera", en realidad estamos hablando de múltiples intereses localistas, con escasas agregaciones y articulaciones.*

communauté paysanne. Loin de constituer l'expression d'intérêts homogènes, les institutions communautaires sont elles-mêmes le produit de relations de conflit et d'alliance entre leurs membres³⁰⁷. Un deuxième postulat concerne le rapport entre l'existence d'institutions communautaires et l'action collective qu'elles sont censées faciliter et diriger. Comme le montrent d'autres travaux sur les communautés paysannes confrontées à l'installation d'un projet minier, les institutions communautaires sont un moyen d'organisation et d'action politique parmi tant d'autres en milieu rural, et peuvent être affaiblies ou bien renforcées par l'interaction avec les nouveaux acteurs économiques (Damonte, 2007). Le troisième postulat est le fait de considérer que les « multiples intérêts locaux, avec de rares agrégations et articulations », constituent un terrain défavorable à l'action collective. Bien au contraire, la sociologie des mouvements sociaux montre que les mobilisations politiquement plus efficaces sont celles qui parviennent à articuler différents groupes d'intérêt autour d'une cause commune (Cefai 2007 ; Della Porta et Diani 1997; Fillieule, Agrikoliansky et Sommier 2010; Mathieu 2004; McAdam, Tarrow, et Tilly 2001).

La principale limite d'une explication qui associe la capacité d'action collective d'un groupe à son homogénéité ou à son degré d'altérité ethnique est de ne pas rendre compte de la dimension dynamique des processus identitaires et politiques. Non seulement la communalisation est un processus hétérogène et dynamique (Diez, 1998), qui se produit en relation avec d'autres acteurs comme les compagnies minières et l'État (Burneo et Chaparro, 2011 ; Damonte, 2007), mais les processus de mobilisation participent activement de la production des identifications collectives (Holland, Fox et Daro, 2008 ; Polletta et Jasper, 2001). Comme nous le verrons dans la prochaine partie de cette thèse, les mobilisations sociales contre le projet Minas Conga rassembleront des acteurs divers par extraction socio-économique, territoriale et politique, autour d'une commune identité politique de « paysans ». En dépit de ces faiblesses théoriques, l'association entre la capacité d'action collective d'un groupe, son homogénéité ou cohésion sociale et l'existence d'institutions propres fait l'objet d'un consensus largement admis dans les cercles scientifiques et militants. Dans sa version vernaculaire, elle se traduit par une identification entre altérité culturelle, organisation communautaire et capacité de « résistance ». C'est à la lumière de ces associations que les affirmations des militants locaux sur l'altérité « défailante » ou « excessive » de la population locale – et notamment des habitants ruraux – prennent sens. L'altérité indigène est à la fois « externe » à la localité et

³⁰⁷ Sur le processus de « communalisation » comme processus dynamique, voir les travaux d'Alejandro Diez (1998).

« interne » à la nation, car elle occupe un espace d'altérité simultanément intime et éloigné (López Caballero, 2011). Alors que, pour Dario, lui-même originaire de la zone de direct impact minier, la frontière entre les catégories de paysan et d'Indigène peut être franchie grâce à un positionnement moral et politique individuel, d'autres interlocuteurs, tels Mario, un professionnel appartenant à la classe moyenne urbaine, voient cette frontière comme figée et définitive. Dans le deux cas, la capacité d'opposition locale à l'expansion minière sur le territoire est associée au degré d'altérité de la population rurale.

Dès lors, qu'est-ce qui explique, tant pour les acteurs locaux que pour les scientifiques, la mobilisation de larges secteurs de la population locale en 2004 et 2011 contre les activités minières de MYSA dans la région ? Comme précédemment vu, un réseau hydrique commun fournit, à l'occasion des mobilisations de 2004 contre l'exploitation du mont Quilish, le point de conjonction entre les habitants de la capitale régionale et les « paysans » habitant la zone de directe influence minière. En 2011, le projet Minas Conga fédère un réseau hétérogène d'acteurs appartenant à trois provinces, dont les approvisionnements hydriques sont susceptibles d'être affectés par l'exploitation minière. L'importance de la ressource hydrique pour mobiliser les habitants locaux par-delà les différences socio-économiques, ethniques et territoriales est évoquée par les militants comme la principale raison du succès de ces mobilisations. Reinhardt Seifert, un ingénieur allemand habitant la région depuis les années 1970 et ayant joué un rôle actif dans l'information et la sensibilisation aux impacts environnementaux des activités de MYSA, formule ainsi le phénomène :

L'eau unit la campagne et la ville, c'est la rencontre entre deux cultures : une culture andine et un usage rationnel de la ressource, en plus d'une façon de critiquer la mine. [...] C'est un thème ancien, une accumulation de forces sociales (intervention publique, 2012).

La ressource hydrique commune aurait donc, selon lui, fourni le chaînon manquant entre deux « cultures » différentes : celle des habitants de ville et celle des habitants ruraux de la zone d'influence minière, les uns caractérisés par leur « usage *rationnel* de la ressource » et les autres étant liés à une « culture andine ». Mais comme il l'exprime clairement, dans la question de l'eau il y a « quelque chose de plus » (Prévôt-Schapira 2008) que la seule ressource hydrique : il s'agit aussi d'une façon – légitime – « de critiquer la mine », et de fondre les forces sociales de deux secteurs socio-économiques et territoriaux auparavant distincts.

Conclusion

Dans la région réputée « métisse » de Cajamarca, les opportunités socio-économiques liées aux activités minières engendrent de nouveaux processus de différenciation sociale à l'intérieur de groupes socio-professionnels et territoriaux qui s'étaient constitués autour d'une économie agro-pastorale de type capitaliste. Ces processus ont pour effet de brouiller les frontières entre les catégories sociales qui distinguaient (et hiérarchisaient) les urbains des paysans, et les habitants des basses et des hautes terres. Dans le même temps, ils produisent de nouvelles représentations sociales – celles des « miniers » et « anti-miniers », des « paysans miniers » et « indigènes anti-miniers » – et renforcent des formes d'appartenance locale face aux migrants récemment arrivés.

Dans la mesure où les nouvelles opportunités et inégalités créées par l'économie minière ne correspondent pas aux formes légitimes d'ascension sociale, elles provoquent une perte de repères diffuse. Le sentiment croissant d'insécurité et de désordre social s'exprime à travers la mobilisation de trois figures paradigmatiques – la prostituée, le joueur de jeux de hasard et le voleur – unies par leur conduite immorale et leur rapport illégitime à l'argent. À ces figures et formes de déviance sociale associées à la population allochtone, les interlocuteurs opposent une représentation idéalisée de l'ordre social local traditionnel, qui se révèle ainsi associé à des normes ethniques spécifiques, légitimées par l'imaginaire d'une paysannerie éternelle et immuable, ancrée dans l'espace rural et la « culture » andine. Le changement social dans la société rurale populaire – en termes soit d'ascension sociale soit de prolétarianisation – est alors représenté comme une forme de pollution sociale ou d'aliénation culturelle.

Parmi les acteurs critiques à l'égard des activités extractives, on retrouve ainsi une représentation des effets socio-culturels de l'économie extractive, qui associe la présence minière à la dégradation morale et culturelle de la population locale. Les paysans « corrompus » et les industries minières font ainsi partie d'un même cercle vicieux de pollution culturelle et environnementale. Ce raisonnement est difficilement compréhensible si l'on ne prend pas en considération la façon dont l'altérité indienne est associée à l'immobilité sociale et géographique. Cette représentation hégémonique amène tant les activistes que certains observateurs à envisager la perméabilité de la société rurale à l'activité minière comme la

conséquence d'une altérité inadéquate – soit excessive, soit insuffisante - à générer des formes de résistance efficaces.

Malgré ce supposé « défaut d'altérité » qui freinerait la mise en place d'une résistance collective à l'expansion minière, en l'espace de moins de dix ans, la région de Cajamarca a été le théâtre de deux grandes mobilisations qui ont dépassé le cadre local pour atteindre l'échelle nationale. Dans les deux cas, ces mobilisations ont réussi à paralyser les projets miniers en question, en profitant de leur grande visibilité sur la scène politique locale et internationale. L'élément unificateur est constitué par un réseau hydrique commun qui lie différents groupes, organisations et localités. Cette mobilisation majeure et cet élément unificateur qu'est l'eau seront examinés de façon plus approfondie dans le prochain chapitre dédié à la mobilisation sociale contre le projet Minas Conga (2011-2013), mais aussi, à l'élargissement du mouvement social local grâce à de nouvelles alliances et à un nouveau réseau hydrographique.

CONCLUSIONS DE LA PREMIERE PARTIE

Les compagnies minières sont porteuses d'une logique entrepreneuriale exogène et de rapports au travail et à l'environnement qui diffèrent généralement de ceux en vigueur sur les lieux de leur installation. Ainsi, se créent souvent avec leurs voisins immédiats, des relations que l'on peut qualifier de conflictuelles. Les formes de cette conflictualité varient beaucoup en fonction de la politique entrepreneuriale des compagnies (Dolan et Rajak, 2016 ; Salas Carreño, 2007), du contexte socio-historique local (Damonte, 2006, 2007 ; Salas Carreño, 2008), de la capacité institutionnelle de régulation du secteur, de la redistribution des bénéfices, ainsi que de l'existence de dispositifs publics de captation, canalisation et médiation du mécontentement (De Echave et al., 2009 ; Bebbington, 2013). Il est cependant possible d'esquisser, sur la base de la littérature existante et de mes observations de terrain, trois axes principaux³⁰⁸ de transformations liées aux activités extractives au Pérou et constituant des sources de tension : le premier axe concerne l'usage des ressources naturelles, le second, la contrepartie de la valeur extraite, le troisième, les impacts socio-démographiques de la présence minière.

Le premier aspect concerne le changement des régimes d'accès, d'usage et de propriété des ressources naturelles, engendré par les activités d'un projet minier. Les processus d'exploration et de construction d'abord, puis ceux d'extraction et de clôture ensuite, impliquent de multiples acteurs (petits, moyens ou grands propriétaires pratiquant des activités agricoles, d'élevage ou autres) avec différentes logiques d'évaluation et d'usage du foncier, et dont les activités productives - plus ou moins compatibles entre elles - participent des rapports sociaux entre les acteurs. Ces liens sociaux et productifs sont bouleversés par le début des activités extractives à grande échelle, demandeuses de larges extensions foncières, d'un approvisionnement hydrique important et de petites quantités de main d'œuvre locale – essentiellement masculine – amenant à un réaménagement des activités productives des habitants (Bury, 2004 ; Himley, 2011 ; Salas Carreño, 2008). En même temps, l'interaction avec l'entreprise déclenche une reconfiguration des liens communautaires, et donc de nouvelles formes de différenciation sociale et d'alliance politique (Burneo et Chaparro, 2011 ; Damonte, 2007 ; Hervé, 2013). En cas de mésentente entre les parties, l'absence d'un cadre institutionnel de suivi et de médiation des accords de location, d'achat/vente et de relocalisation – entre deux parties fort inégales – contribue à faire monter le ton du débat (Diez et Revesz, 2006 ; De Echave

³⁰⁸ Ces catégories ne doivent pas être considérées comme étanches ou mutuellement exclusives; ces différentes dimensions, bien souvent, coexistent dans les expériences et revendications des acteurs locaux.

et al., 2009) et conduit à l'intervention d'autres acteurs – tels les églises ou les ONG – venant soutenir l'élaboration d'accords et/ou la publicisation des réclamations envers la compagnie.

Une deuxième raison aux tensions tient à la perception des habitants d'une contrepartie insuffisante par rapport à la valeur extraite. Celle-ci peut être revendiquée alternativement sous forme de « travail » – au sens d'une obligation de l'entreprise à employer les habitants locaux pour contribuer à la distribution des bénéfices par le rapport salarial (Burneo et Chaparro, 2011 ; Gil, 2009 ; Salas Carreño, 2008) – ou de « développement » – au sens de l'impératif des entreprises et du gouvernement de réinvestir une partie de la valeur extraite dans la création ou l'amélioration des infrastructures sociales et productives existantes, de façon à distribuer les bénéfices par la mise en place de services de santé, d'éducation et de transports, entre autres (Bebbington 2007, 2013). Les demandes de « compensation » sont accrues par l'accélération des processus de différenciation sociale provoqué par les activités extractives à l'échelle locale – écarts de salaires entre les secteurs ou les localités, compétition accrue pour les ressources naturelles et exacerbation du différentiel entre secteur privé et secteur public – qui génèrent de nouvelles formes d'ascension sociale, un clivage des classes moyennes, ainsi que des reconfigurations démographiques en milieu urbain comme rural.

Les nouvelles formes d'ascension sociale et de paupérisation liés à l'extraction minière constituent une troisième et importante source de conflit, dont le rôle est souvent insuffisamment approfondi. Les impacts environnementaux des activités extractives sont, notamment en milieu rural, difficilement distinguables des impacts sociaux et économiques : nous avons vu comment les transformations de l'environnement naturel (accès à la terre et à l'eau, modification du paysage et des voies de communication), celles des activités productives (agricoles et d'élevage) et celles des relations sociales (interfamiliales, de genre, ethniques et de classe) sont étroitement imbriquées les unes aux autres. Ces considérations sont aussi valables, pour le moins en partie, en milieu urbain, où les impacts démographiques de l'activité minière se conjuguent avec de nouvelles formes de différenciation socio-économique et spatiale, transformant les mécanismes d'ascension sociale, créant des nouveaux riches et nouveaux pauvres, et génèrent une compétition accrue pour les services qui est particulièrement ressentie par les secteurs populaires. Dans la région « métisse » de Cajamarca, où la distinction entre « urbains » et « ruraux » relève des rapports ethniques et de classe plutôt que du lieu de vie, les nouvelles formes de mobilité socio-économique liés à l'activité minière viennent désagréger la cohérence entre hiérarchies socio-économiques et ethno-territoriales. Aux processus légitimes d'ascension sociale et de « métissage » – entendu comme processus de longue durée, passant

par l'urbanisation, l'éducation et le travail salarié – se substituent des nouvelles formes d'ascension économique et sociale qui se caractérisent par un accès accru à la liquidité, la consommation de biens d'importation, et l'investissement dans les services privés auparavant réservés aux élites. Les plaintes relatives à la « perte des coutumes » des habitants ruraux est à entendre, dans ce contexte, comme symptomatique d'un ordre social en transformation et d'un effort de maintien de la distinction ethnique entre les groupes.

L'ensemble de ces processus créent un terrain fertile pour le développement de doléances qui, en l'absence de mécanismes publics adaptés et d'un environnement institutionnel favorable, donnent lieu à des mouvements de protestation contre les activités extractives existantes ou futures. L'identification de la compagnie minière MYSA comme l'agent d'une nouvelle conquête coloniale permet de fédérer les acteurs locaux marginalisés par la croissance minière - élites locales de longue date et migrants ruraux, classes moyennes et secteurs populaires - contre un ennemi commun, identifié comme « étranger » à la localité. Le discours local d'opposition aux activités extractives se combine ainsi avec les hiérarchies ethniques locales qui font de l'altérité « paysanne » le garant de l'ordre social. La résistance aux activités extractives est ainsi associée à une forme d'autochtonie – au sens d'originaire des lieux - ainsi qu'à un idéal d'Indigénité – au sens d'une l'altérité ethnique résistante aux changements engendrés par l'économie minière.

Les mobilisations de 2004 contre l'exploitation du Mont Quilish font de l'eau la question centrale des débats et controverses autour des activités minières dans la région, et plus généralement au Pérou. La question des ressources hydriques vient ainsi graduellement concentrer l'ensemble des facteurs de mécontentement, à savoir les politiques commerciales de la compagnie et ses conditions d'emploi, la gestion des relations institutionnelles et les programmes de responsabilité sociale, le partage des profits et les impacts environnementaux, etc. Dans ce contexte, la ressource en eau revêt plusieurs dimensions intangibles et hautement symboliques : un mode de vie pour certains, un ordre social pour d'autres, ou encore une demande de reconnaissance et de participation aux décisions concernant le développement du lieu de vie. La préservation de la ressource hydrique contre un ennemi commun crée ainsi un terrain d'entente pour des acteurs ayant auparavant peu d'intérêts en commun, tels les paysans quechuaphones et les élites urbaines métisses, dès lors réunis par un même réseau hydrique et par leur mécontent envers les effets de l'activité minière dans la zone. Au cours de la première décennie d'opérations de MYSA, les plaintes contre la compagnie évoluent ainsi des conditions d'achat et d'affectation de la terre, socle des liens productifs et sociaux locaux, vers la question

de la pollution des eaux. Ce passage, qui coïncide aussi avec la transition d'un leadership rural à un leadership urbain du réseau de mobilisation, a pour effet de marginaliser les habitants ruraux locaux du réseau militant en formation. Ce fait, combiné avec l'engagement accru de la compagnie minière sur son territoire d'influence, finit par accroître la dépendance des résidents ruraux aux politiques volontaristes de l'entreprise.

Tandis qu'en 2004 ce réseau d'habitants et d'organisations locales s'est mobilisé contre le projet d'extension des activités de MYSA au Mont Quilish, en 2011 une deuxième grande mobilisation surgit, contre un nouveau projet minier, Minas Conga. C'est ce mouvement social régional d'opposition que nous allons observer dans la prochaine partie de cette thèse.

DEUXIEME PARTIE

Activité militante et politique de l'altérité

INTRODUCTION DE LA DEUXIEME PARTIE

En 2011, une grande mobilisation paralyse Cajamarca. Il s'agit cette fois-ci d'un mouvement de protestation contre la mise en œuvre d'un nouveau grand projet minier du consortium MYSA : Minas Conga. Pendant près d'une année (de novembre 2011 à août 2012), ce conflit figure plusieurs fois sur les premières pages des journaux nationaux et marque un tournant important dans la politique nationale péruvienne. Initié à quelques mois de la prise de fonction du président Ollanta Humala Tasso (2006-2011), la mobilisation contre Conga met le nouveau gouvernement à rude épreuve, engendrant trois changements de cabinet, des fissures dans la majorité parlementaire, ainsi qu'une réponse répressive entraînant la proclamation de deux états d'urgence, avec un bilan de cinq morts et plusieurs centaines de blessés parmi les manifestants.

La deuxième partie de cette thèse sera entièrement dédiée à cette grande mobilisation régionale, dont la trajectoire et les évolutions relient les échelles locale et nationale. Elle s'intéressera à l'action contestataire en tant qu'outil heuristique permettant une meilleure compréhension du contexte social et politique dans lequel elle se produit (Touraine, 2000 [1965]). Plutôt que de porter sur les niveaux d'autonomie, la typologie d'affirmation identitaire ou la nature du changement social promu par les acteurs – thématiques centrales dans la littérature sur les mouvements sociaux latino-américains (Escobar et Alvarez, 1992) –, l'analyse reposera sur « une méthode qui donne la priorité à l'analyse de l'environnement politique des mobilisations, des interactions entre groupes contestataires et autorités, ainsi que de leurs modes d'action, le tout appuyé sur des observations de terrain qui ne se limitent pas aux directions des organisations du mouvement social » (Goirand, 2010 : 11). Il s'agit ainsi d'observer les organisations locales et les rapports que celles-ci entretiennent entre elles, les pratiques et trajectoires des militants « de base » - dont de nombreuses femmes –, et leur rapport au contexte politique national.

Avant de décrire et d'analyser cette mobilisation sociale, le chapitre 4 permettra d'introduire à son contexte, en présentant le projet Minas Conga, sa localisation et ses caractéristiques techniques, pour ensuite se pencher sur le réseau d'acteurs rassemblés par l'opposition, fruit du travail de ré-articulation des organisations locales et de la création de liens de collaborations à l'échelle nationale et internationale. L'élargissement de la participation au

réseau de mobilisation et à de nouvelles organisations et groupes socio-territoriaux explique l'impact du mouvement social local qui, entre 2011 et 2016, voit passer son répertoire d'initiatives de mobilisation dirigées vers les institutions nationales à des actions visant la présence médiatique et la solidarité internationale. Outre sa visibilité et son impact politique, ce mouvement social d'opposition présente plusieurs éléments de nouveauté par rapport aux mobilisations de 2004 dans la région, notamment dans sa composition et dans les formes de présentation de soi des militants, faisant de Minas Conga un conflit minier de « deuxième génération ».

L'étude des mouvements sociaux latino-américains a souvent tendance à s'intéresser moins aux organisations qu'aux discours, revendications et formes identitaires mises en avant par les militants eux-mêmes, privilégiant ainsi une analyse de leur opposition à l'État (Goirand, 2010b). Le chapitre 5, se centrera au contraire sur les rapports entre les organisations du mouvement social local. Se pencher sur la composition du réseau de la mobilisation et sur les relations d'alliance et de compétition qui le traversent permet d'éviter les simplifications homogénéisantes (« le » mouvement social) ou dichotomiques (les militants *versus* l'État). Cette approche permet également de mettre en lumière les « dynamiques dialogiques de l'identité collective » (Holland, Fox et Daro, 2008) par lesquelles les rapports de force entre les organisations traduisent leurs diverses formes d'appartenance sociale, politique et territoriale dans une identification « paysanne » commune. Les militants politisent en effet l'altérité ethnique locale afin de légitimer et signifier leur opposition au secteur minier et aux élites de la capitale. Cette politique de l'altérité ne correspond pas nécessairement à une démocratisation des rapports sociaux : au contraire, elle coexiste avec des discours et pratiques sociaux visant à ré-établir les hiérarchies sociales entre les militants.

La dimension sexuée des mobilisations sociales est souvent absente de l'étude des pratiques militantes, ce qui peut conduire à naturaliser les rapports sociaux de sexe et les représentations genrées mobilisées par les militants (Fillieule et Roux, 2009 ; Bereni et Revillard, 2012 ; Taylor, 1999 ; Kuumba, 2001 ; Falquet, 2005). Dans le chapitre 6, j'aborderai les mobilisations contre le projet Minas Conga au prisme du genre, en faisant de ce concept deux usages : l'un descriptif et l'autre analytique (Scott, 1988 ; Verschuur, 2009). En partant de la militance des femmes dans le mouvement social local, leurs formes de recrutement et d'organisation, j'analyserai les rôles et activités genrés dans le cadre de la mobilisation, ainsi que la politisation de la domesticité et de la maternité. Une attention portée sur les discours et les stratégies de mobilisation permettra de restituer au travail de militance féminin sa dimension

politique, sociale et symbolique, mais aussi de saisir le recours aux normes de genre pour signifier les rapports de pouvoir entre la société locale et le secteur minier.

CHAPITRE 4

MINAS CONGA, UN CONFLIT DE « DEUXIEME GENERATION »

Comme 1992, l'année 2011 est aussi une année riche en événements inattendus dans la vie politique péruvienne. Les premiers mois sont marqués par une intense campagne électorale, en vue du second tour des élections présidentielles qui opposent Keiko Fujimori, fille de l'ex-dictateur Alberto Fujimori (1990-2000) et ferme défenseuse de la politique néo-libérale de son père, à Ollanta Humala Tasso, un ancien militaire fondateur du Parti nationaliste, candidat « de gauche » et critique du modèle économique et social de ses prédécesseurs³⁰⁹. En juin, ce dernier remporte les élections, notamment grâce aux votes d'une partie de l'électorat séduit par la promesse d'un nouveau modèle de développement national³¹⁰. Mais, dès le mois de novembre, le gouvernement se voit confronté aux premiers défis issus de son programme électoral : dans la région nord-andine de Cajamarca, un réseau d'organisations locales et le président de la région demandent l'annulation du projet minier Minas Conga, de propriété du consortium Minera Yanacocha S.A. Le gouvernement Humala choisit d'honorer la concession attribuée au projet minier par son prédécesseur, plutôt que d'effrayer les investisseurs internationaux du secteur minier péruvien. Le refus de traiter avec les manifestants et la réponse répressive du gouvernement aux protestations révèlent ainsi dès les premiers mois les limites de la « grande transformation » promise par le président au cours de sa campagne.

Tant pour le moment où il apparaît que pour l'intensité et la variété des manifestations qui le caractérisent, ce conflit marque un tournant dans la politique nationale et inaugure l'une des périodes les plus intenses de ces deux dernières décennies en termes de mobilisation (Defensoría del Pueblo 2016). L'opposition au projet Conga, situé dans une zone hydrologiquement sensible et porté par l'une des compagnies phares de la croissance minière nationale, fédère un réseau d'acteurs de diverses appartenances sociales, politiques et géographiques. Avec un répertoire de mobilisation en constante évolution – grèves, marches pacifiques, occupations territoriales, campagnes de solidarité internationale, entre autres –, le

³⁰⁹ Humala, qui avait déjà été candidat en 2006, a entre-temps largement modéré son discours. Alors que, pendant la campagne de 2006, il tenait un discours anti-néolibéral plutôt proche de celui de Chavez (au Venezuela) ou de Morales (en Bolivie), en 2011 il emprunte un discours plutôt post-néolibéral, à l'instar de Lula (au Brésil) ou de Correa (en Équateur).

³¹⁰ Pour une analyse détaillée du second tour des élections présidentielles, voir Mesclier et Sierra (2012). Nous reviendrons plus en détail sur la question dans le chapitre 8.

« conflit Conga » fait régulièrement la une des journaux nationaux pendant près d'un an (novembre 2011 - août 2012). À la fin de cette période, après la mort de cinq manifestants et plusieurs centaines de blessés parmi les civils, mais aussi après le changement de trois cabinets du gouvernement et la déclaration de deux états d'urgence, la compagnie elle-même déclare la suspension du projet.

Sept ans après les mobilisations contre le projet Quilish³¹¹, la région de Cajamarca et l'entreprise Minera Yanacocha sont à nouveau projetées au centre du débat sur les activités minières au Pérou. Cependant, beaucoup de choses ont changé depuis 2004 à l'échelle locale – changements dont ce conflit minier « de deuxième génération » est révélateur. Le mouvement social « Conga No Va » permet d'apprécier d'une part les éléments de continuité dans la composition et les revendications du réseau local d'opposition aux activités minières, et d'autre part de relever des éléments de nouveauté, notamment l'émergence d'une nouvelle génération de militants, la formation de nouvelles organisations du mouvement et l'innovation des formes de contestation qui se développent à différentes échelles. Ce chapitre sera dédié à l'introduction du « conflit Conga » et des principaux éléments de nouveauté du mouvement social local. Je commencerai par présenter le projet minier en question et le réseau d'acteurs rassemblés dans l'opposition à celui-ci. J'aborderai ensuite les activités d'opposition locale au projet, de 2011 à 2016, en détaillant les principales étapes et les répertoires de la mobilisation qui les caractérisent. Pour conclure, j'introduirai les éléments de nouveauté du point de vue du réseau de mobilisation, de la présentation de soi des militants et de leurs stratégies de diffusion – thématiques qui seront davantage approfondies dans les chapitres suivants.

4.1 Minas Conga : du projet à la mobilisation

De par leur ampleur et leur durée, les mobilisations qui commencent en 2011-2012 contre le projet Minas Conga dans la région de Cajamarca ne peuvent être comparées qu'à peu d'autres conflits socio-environnementaux de l'histoire péruvienne de ces dernières années, tels

³¹¹ Pour rappel, ce conflit oppose en 2004 des institutions et réseaux de la société civile locale à la compagnie Minera Yanacocha, dont les opérations sont censées s'étendre au Mont Quilish, d'où dépendent une partie de l'approvisionnement hydrique local. Nous avons esquissé les origines et principaux événements de ce conflit dans le chapitre 2.

que ceux de Tambogrande³¹² (2003), de Rio Blanco³¹³ (2006) ou la grève amazonienne de 2009³¹⁴. La portée de l'opposition locale au projet ne peut être comprise qu'en considérant d'une part la nature particulière du projet minier en question et, d'autre part, le travail d'organisation mené par les acteurs locaux en amont des grandes mobilisations de 2011-2012. Dans les prochaines pages, je vais d'abord introduire le projet minier Conga, l'histoire de l'investissement, ses caractéristiques techniques, sa localisation et ses impacts potentiels. Par la suite, je présenterai la réarticulation du mouvement d'opposition local en 2011 qui, dans un contexte politique favorable, permet de tisser de nouveaux liens de collaboration entre organisations et d'identifier Minas Conga comme un enjeu prioritaire pour l'expansion minière dans la région. Finalement, je me pencherai sur la composition du mouvement social local, les affiliations organisationnelles des militants et, de manière plus générale, sur leurs collaborations avec d'autres acteurs se situant à plusieurs échelles.

4.1.1 Le projet minier

Les gisements de cuivre et d'or du projet Conga – Chailhuagón et Perol – sont découverts en 1991 par la compagnie publique *Compañía de Exploraciones, Desarrollo e Inversiones Mineras* (CEDIMIN), dans le but initial de localiser les gisements d'or proches de Minera Yanacocha, localisée à 25 km en direction du sud-ouest. Entre 1994 et 2000, CEDIMIN réalise l'étude des deux gisements pour évaluer leur potentiel. Après l'acquisition de CEDIMIN par la *Compañía de Minas Buenaventura* en 2001, le projet Conga fait désormais partie des opérations de Minera Yanacocha, sous la gestion de MYSA. La compagnie réalise les études géotechniques et hydrologiques, et négocie l'acquisition des terres et les permis nécessaires à l'exploration qui commence en 2004 (De Echave et Diez 2013). Initialement perçu comme peu

³¹² Petite ville de la région Piura, dont les organisations de producteurs agricoles parviennent à partir de 1999 à obtenir l'annulation du projet cuprifère Tambogrande, de propriété de Manhattan Minerals. Cf. chapitre 1, note 95.

³¹³ Précédemment dénommé Minera Majaz, Rio Blanco est un projet minier de Manhattan Minerals, situé entre les provinces de Huancabamba et Ayabaca (région Piura). Le projet fait l'objet d'une forte opposition locale à partir de 2003. En 2005, 28 manifestants sont arrêtés par les forces de police et le personnel de sécurité de la compagnie minière, détenus illégalement et torturés pendant plusieurs jours (Bebbington, Connarty, et al. 2007). En 2009, suite à l'incendie des bureaux de la compagnie minière, le gouvernement suspend le projet, qui sera repris en 2015 par la compagnie chinoise Xiamen Zijin Tongguan.

³¹⁴ Grève convoquée par la principale organisation indigène d'Amazonie – la *Asociación para el Desarrollo de la Selva Peruana* (AIDSESEP) - en opposition à des décrets législatifs facilitant la commercialisation d'amples portions du territoire Amazonien. La grève se conclut avec de violents affrontements entre manifestants et forces de police dans la petite ville de Bagua, région Amazonas, où le 5 juin 2009 34 personnes perdent la vie, civils et agents de l'ordre. Les événements tragiques de Bagua suscitent l'indignation de la société civile, ce qui contribue à impulser le processus de rédaction d'une loi de consultation préalable.

rentable, le projet est repoussé à plusieurs reprises au cours des années 2000 par la direction de la Newmont Mining Corporation, principal actionnaire de MYSA. En 2010, à la suite d'une hausse des prix du cuivre et en vue de l'épuisement à venir des réserves du projet Yanacocha, la compagnie relance le projet malgré les tentatives d'opposition des autorités locales³¹⁵. L'étude d'impact environnemental (EIE) est soumise au ministère de l'Énergie et des Mines (MINEM) qui l'approuve en un temps record de quatre mois, juste avant la fin de la présidence d'Alan García Perez (2006-2011) et le début de celle d'Ollanta Humala Tasso (2011-2016). Le 28 juillet 2011, jour de la prise de fonctions du nouveau président, Newmont annonce l'approbation du projet Conga par son comité de direction. La phase de construction est au départ prévue pour trois ans (2011-2014) et la production de cuivre (et d'or comme deuxième production) pour une période de 19 ans (2014-2033).

Le projet concerne une zone d'environ 5 000 hectares, située à une altitude comprise entre 3 700 et 4 262 mètres au-dessus du niveau de la mer (Knight Piésold Consulting, 2010) à proximité du projet Minera Yanacocha (en fin d'exploitation) et des projets Michiquillay et Galeno (en construction). Estimé à 4 800 milliards de dollars, ce projet constitue, en 2012, le plus important investissement minier national. Il s'agira d'une exploitation de cuivre et d'or par extraction à ciel ouvert, ce qui implique l'utilisation de cyanure et d'importantes quantités d'eau douce. Pour sa mise en œuvre, le projet prévoit l'assèchement de quatre lacs de montagne – El Perol, Laguna Azul, Laguna Mala et Laguna Chica (*ibid.*) – situés dans la future zone d'exploitation. Deux de ceux-ci devraient être asséchés en raison de leur localisation sur les gisements en question, alors que les deux autres serviraient d'emplacement pour l'accumulation des débris de l'excavation. Afin d'assurer le maintien de l'approvisionnement hydrique dans la zone, l'EIE prévoit le remplacement des sources d'eau par quatre réservoirs d'eau pluviale, dont la compagnie assurerait l'entretien pendant la durée des opérations pour ensuite laisser l'État en prendre la responsabilité (Fig. 48).

³¹⁵ Voir la prochaine section, « Chronologie du conflit et répertoires de la protestation ».

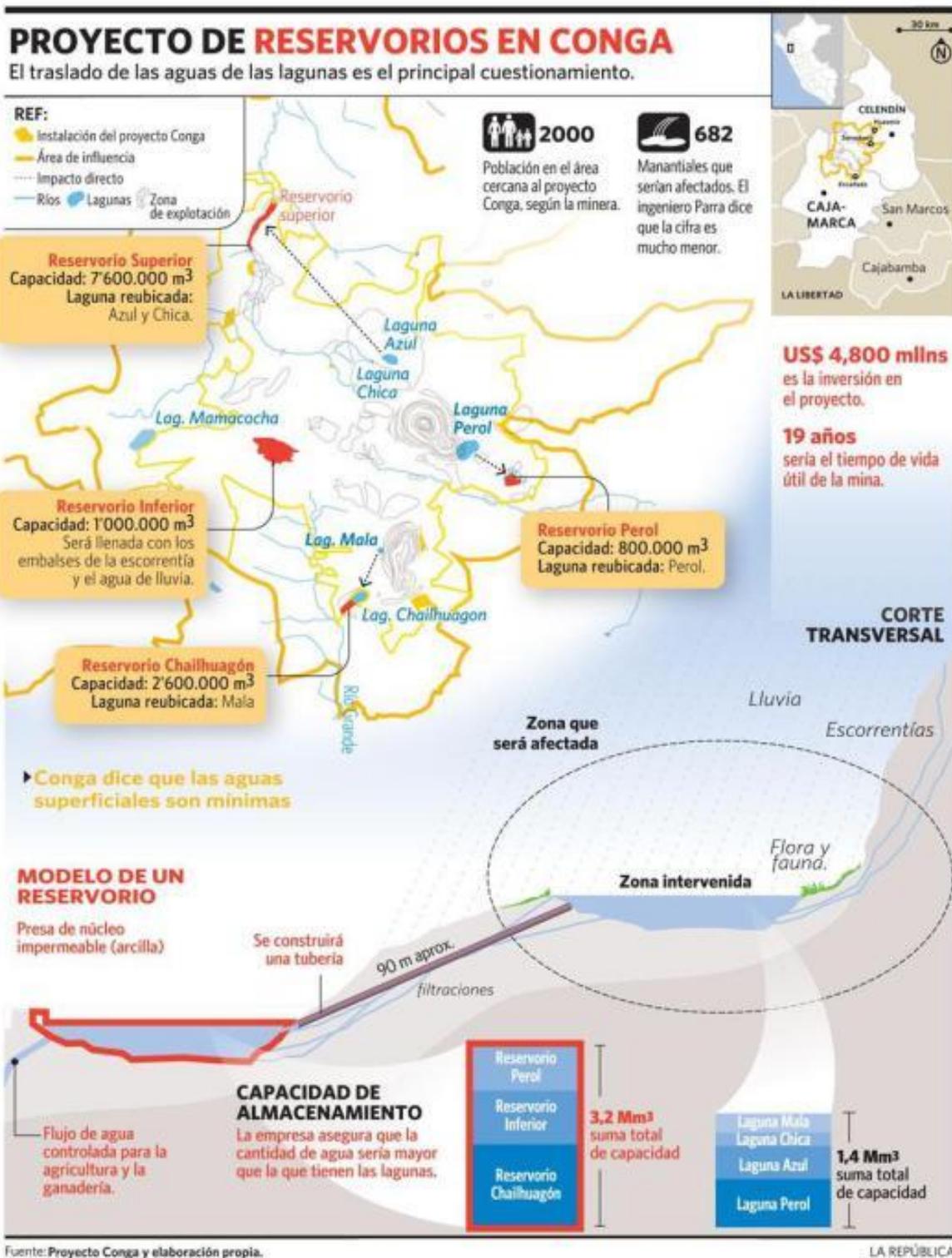


Fig. 48 : Carte et schéma illustrant le projet de construction des réservoirs de Minas Conga.
 Source : <http://larepublica.pe/amp/infografias/proyecto-conga-busca-reubicar-las-lagunas-de-cajamarca-06-11-2011> (dernier accès 22/02/2018)

Le projet minier, qui se situe à 73 km environ de la capitale régionale Cajamarca, s'étend sur trois districts, ceux de Sorochuco et de Huasmin (province de Celendín) et celui de La

Encañada (province de Cajamarca). Selon l'étude d'impact environnemental (EIE), la zone d'influence directe inclut 11 hameaux, pour un total d'environ 2 400 résidents³¹⁶, alors que la zone d'influence indirecte du projet s'étend à 21 hameaux (*ibid.*)³¹⁷. Cependant, pour ses opposants, les impacts potentiels du projet pourraient toucher une zone bien plus étendue. Selon l'ONG écologiste Grufides et le gouvernement régional, la future exploitation se situe dans une partie du haut plateau andin (*paramo* ou *jalca*) parsemée de lacs et identifiée comme la tête de bassin versant³¹⁸ de cinq micro-bassins hydriques (Jadibamba, Chugurmayo, Chirimayo, Chailhuagón et Toromacho) qui débouchent sur trois méso-bassins (Llaucan, Llanga et Cajamarca). Les cours d'eau correspondants – les fleuves Llaucano, Llanga et Cajamarquino – parcourent les vallées homonymes, correspondant *grosso modo* à trois provinces de la région : Cajamarca, Hualgayoc-Bambamarca et Celendín³¹⁹ (Fig. 49). De ces trois provinces, les deux premières souffrent déjà d'une situation de pénurie hydrique et d'une pollution des cours d'eau par les activités minières récentes (MYSA) et plus anciennes (Hualgayoc)³²⁰.

³¹⁶ Quengorío Bajo, Huasiyuc Jadibamba, Piedra Redonda Amaro, Chungurmayo, Namococha, El Porvenir de La Encañada, Lagunas de Combayo, Agua Blanca, Quengorío Alto, San Nicolás et Santa Rosa de Huasmín (Knight Piésold Consulting, 2010).

³¹⁷ Alto n° 8, Bako Coñicorgue, Chilac N°8, Cruz Pampa, El Alumbre, El Lirio, El Tingo, El valle, Faro Bajo, Huangashanga, Jadibamba Baja, Jerez - Shihuat, La Chorrera, Quinuapampa, San José de Pampa Verde, San Juan de Hierba Buena, Shanipata, Tablacucho, Uñigán Lirio, Uñigán Pululo et Yerba Buena Chica (Knight Piésold Consulting, 2010).

³¹⁸ La tête de bassin constitue une importante zone de captation hydrique hébergeant un écosystème fragile protégé par la loi de Ressources Hydriques et la loi générale de l'Environnement (Ley n° 29338). Cependant, les caractéristiques d'une tête de bassin versant ne sont pas définies dans la loi en question, ce qui laisse un flou quant à l'identification des zones à préserver. C'est notamment le cas pour la future zone d'exploitation de Minas Conga que l'EIE de la compagnie minière n'identifie pas comme tête de bassin, alors que le zonage écologique économique régional la définit comme tel (Preciado Jeronimo, Rap et Vos, 2015).

³¹⁹ Les fleuves Llaucan et Cajamarquino confluent vers le bassin du Jequetepeque, dont les eaux se déversent dans l'océan Pacifique, alors que le Llanga rejoint, de l'autre côté de la cordillère, le fleuve Marañon, l'un des principaux affluents de l'Amazonie.

³²⁰ En ce qui concerne la vallée de Cajamarca, nous faisons référence aux impacts des activités de MYSA depuis 1993. Pour ce qui est de la région de Hualgayoc-Bambamarca, il s'agit de passifs miniers historiques des mines d'argent de Hualgayoc, exploités depuis la fin de la période coloniale.

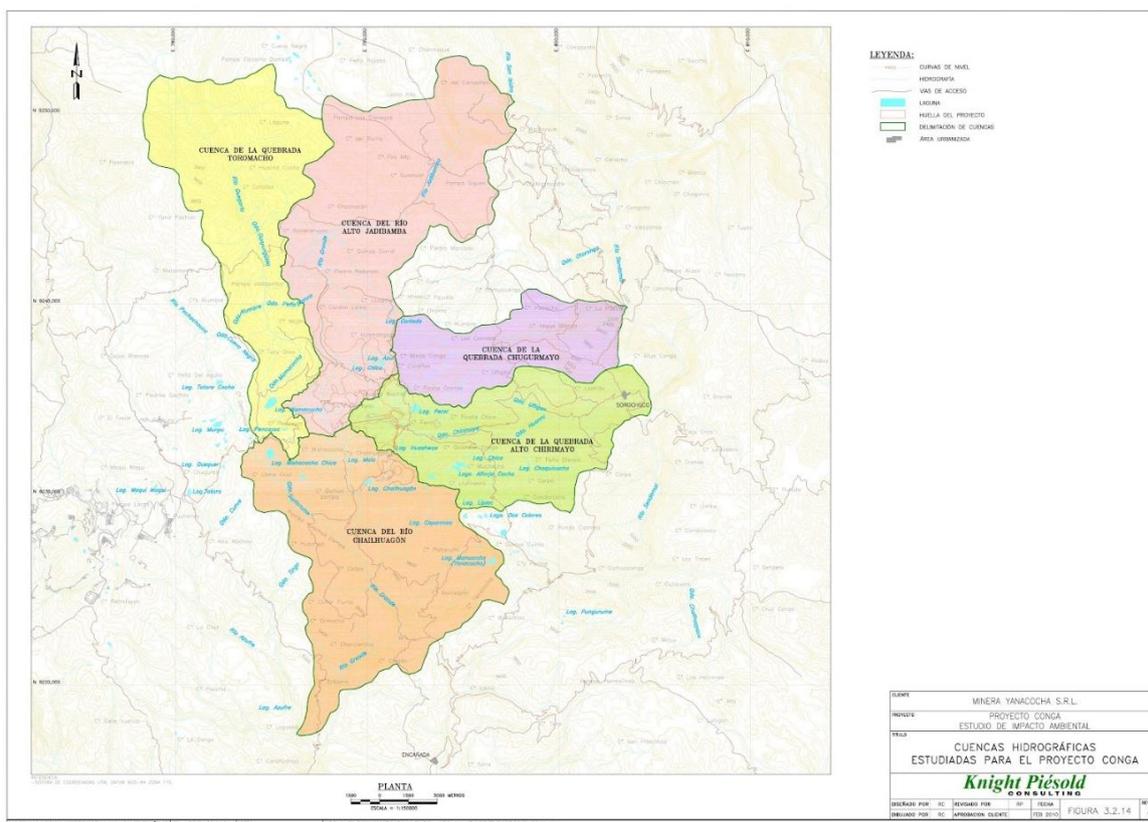


Fig. 49 : Carte des 5 bassins hydrographiques étudiés par le projet Conga. Source : Etude d'Impact Environnemental du projet Minas Conga (Knight Piésold, 2010)

Comme pour le projet Quilish, ce réseau hydrologique commun fournit la base matérielle et symbolique pour de nouvelles alliances : une pluralité d'acteurs et d'organisations – différents par leur condition sociale, économique et territoriale – convergent dans les mobilisations contre le projet Conga. Dans les pages qui suivent, je vais en fournir une vue d'ensemble.

4.1.2 À nouveau conflit, nouveaux acteurs : tisser le réseau de mobilisation

Après quelques années de relative inactivité, le réseau militant local commence un processus de reconstruction vers la fin des années 2000. L'annonce de nouveaux investissements miniers dans la région et une « structure d'opportunité politique » (McAdam, McCarthy, et Zald 1996) particulièrement favorable facilitent le processus. En 2010, un candidat avec une position critique à l'égard des activités minières est élu au gouvernement régional de Cajamarca : il s'agit de Gregorio Santos Guerrero, ancien cadre du Parti

communiste *Patria Roja*³²¹ et dirigeant régional des rondes paysannes à l'époque des manifestations dans le cadre du projet Quilish. En 2011, l'élection du président Ollanta Humala Tasso, complète le cadre. Les organisations du mouvement profitent du moment pour se réunir et élaborer des demandes ou propositions pour le nouveau gouvernement, notamment au sujet de la limitation ou de l'annulation de certains projets miniers particulièrement controversés. Avec le soutien du gouvernement régional, plusieurs « forums » s'organisent dans différentes provinces de la région³²², réunissant les organisations protagonistes des mobilisations contre le Quilish, ainsi que des organisations sociales nouvellement créées et des représentants d'institutions locales. L'objectif explicite de ces réunions est d'identifier les principales problématiques régionales liées à l'extraction minière et d'élaborer des propositions de développement régional alternatives à soumettre au nouveau gouvernement. Mais les réunions permettent aussi de tisser des alliances et de « prendre la température » des organisations et élus présents.

Au cours de l'année 2011, il devient progressivement évident que le nouveau gouvernement national est beaucoup moins réceptif de ce qu'il avait laissé entendre pendant la campagne électorale aux alternatives à l'extraction minière. L'échange entre les participants permet cependant d'identifier Minas Conga comme un enjeu stratégique, parmi une trentaine de projets miniers présents sur le territoire régional³²³, et de poser les bases pour une mobilisation d'opposition au projet. Ce processus de sélection ne se fait toutefois pas aisément : chaque organisation locale présente considère « son » projet minier comme le plus pressant et le plus potentiellement dangereux, et se propose comme la référente locale d'un réseau militant en (re)construction. Le *Frente de Defensa Ambiental de Cajamarca* (FDAC), une organisation de la société civile de la capitale régionale, ayant joué un rôle déterminant dans les mobilisations de 2004 contre le projet Quilish, propose, par exemple, de renouveler les mobilisations d'opposition à celui-ci, suite à la déclaration du vice-président de Newmont, en avril 2011, au sujet de la reprise du projet par la compagnie. La proposition n'est cependant pas retenue, car la majorité des participants considèrent que les conditions – en termes d'organisation locale, de visibilité et de priorité – ne sont pas réunies pour une mobilisation d'envergure comme celle de

³²¹ Patrie Rouge

³²² La première de ces réunions se tient en juin 2011, dans la province de San Pablo, la deuxième, en août 2011 à Bambamarca et la troisième et dernière au mois d'octobre de la même année, à San Marcos. L'apparition du conflit Conga en novembre 2011 met fin à cette série de réunions au cours desquelles se sont tissés les liens nécessaires à la réussite de la mobilisation.

³²³ Cf. Carte des projets miniers présents sur le territoire régional en 2014 (chapitre 1).

2004 et que le risque serait alors de renvoyer l'image d'une opposition locale affaiblie par le temps.

Au cours de ces réunions, le projet Minas Conga, dont le cas est porté, entre autres, par une organisation sociale récemment constituée, la *Plataforma Interinstitucional Celendina*³²⁴ (PIC), avec le soutien technique de l'ONG écologiste GRUFIDES de Cajamarca, fédère l'opposition à l'expansion des activités minières dans la région. Plusieurs caractéristiques lui valent ce rôle unificateur. Tout d'abord, les potentiels impacts du projet sur les cours d'eau concernent un territoire très étendu (trois vallées situées dans trois unités administratives) et sont donc susceptibles de mobiliser un grand nombre d'habitants. L'étude d'impact environnemental de Conga, approuvée hâtivement à la fin du gouvernement de García (2006-2011), a été révisée par GRUFIDES qui le déclare non conforme et plein d'omissions, donc facilement « attaquable ». De plus, Minas Conga est un nouveau grand investissement de la part d'une compagnie qui opère depuis 20 ans sur le territoire régional, MYSA ayant déjà une image négative auprès de la population locale et du public national³²⁵. *In fine*, la réalisation de Minas Conga est liée à celle de deux autres projets miniers : Galeno (de propriété de la corporation chinoise Lumina Cooper) et Michiquillay (de propriété de la corporation sud-africaine AngloAmerican), dont le prétraitement des matériaux extraits doit être assuré par les installations de Conga. Les organisations locales voient dans le développement de ces trois projets, à proximité des opérations de Minera Yanacocha, la consolidation d'un véritable district minier régional (Fig. 50 ci-dessous) dominé par la compagnie³²⁶. L'ensemble de ces caractéristiques font de Minas Conga, parmi tous les projets miniers en construction à Cajamarca, la cible principale de l'opposition locale à l'expansion des activités minières.

³²⁴ Plateforme Interinstitutionnelle de Celendín

³²⁵ La mauvaise image de MYSA à l'échelle nationale tient aussi à son association avec Vladimir Montesinos, directeur du service de renseignement sous le gouvernement d'Alberto Fujimori (1990-2000). En 2000, une cassette vidéo est diffusée, montrant Montesinos en train de corrompre des autorités publiques. Parmi les cas de corruption figure celui sollicité par Lawrence Kurlander, numéro 3 de Newmont, principal actionnaire de MYSA, qui aurait eu recours aux services de Montesinos pour s'assurer le contrôle de la compagnie au détriment de l'autre principal investisseur étranger, le français BRGM. Un résumé de ce cas et la transcription de l'entretien entre Kurlander et Montesinos sont disponibles en ligne, sur : <http://revistaideele.com/ideele/content/montesinos-el-amigo-de-toda-la-vida-de-newmont> (dernier accès le 07/11/2017).

³²⁶ Selon Chavez Ortiz (2015), il s'agirait potentiellement du plus grand district minier au monde, avec une étendue de 19 582.64 Ha.

LAS MINAS DE CAJAMARCA

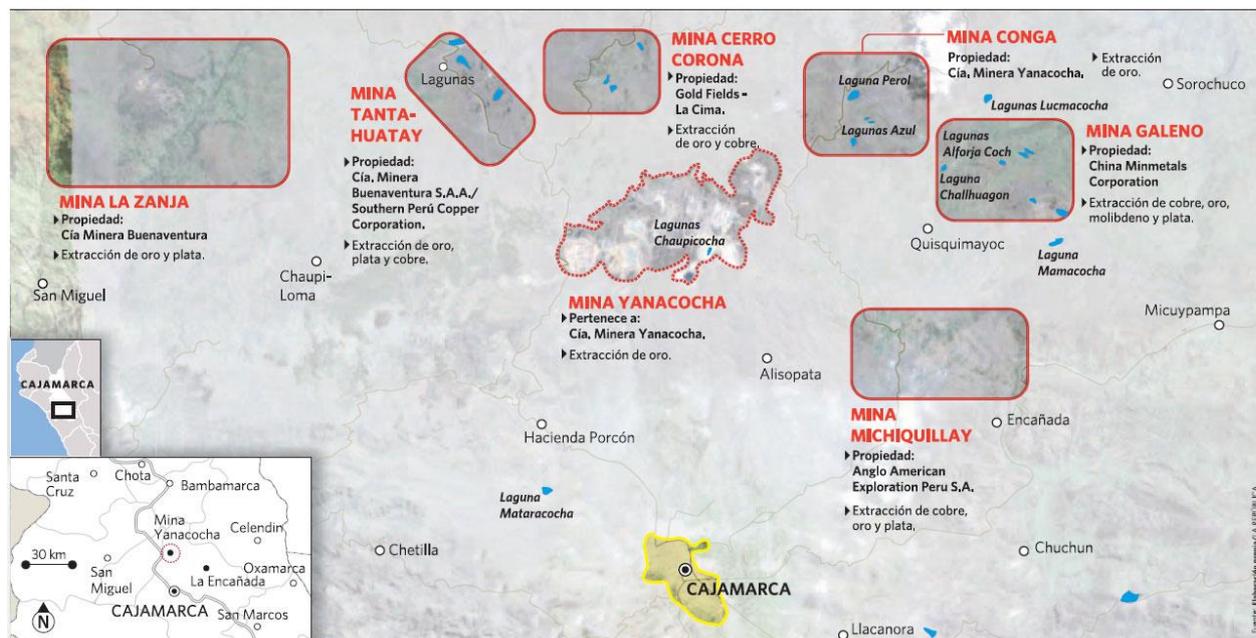


Fig. 50 - Carte Google Earth montrant la localisation des projets miniers Yanacocha (opérant depuis 1992) et des projets Conga, Galeno et Michiquillay (en construction) par rapport aux bassins hydrographiques Chonta et La Encanada, dans la ville de Cajamarca (en bas à gauche). Source : <http://larepublica.pe/amp/infografias/proyecto-conga-busca-reubicar-las-lagunas-de-cajamarca-06-11-2011> (dernier accès 22/02/2018)

4.1.3 Acteurs et organisations de l'espace du mouvement

Faire le portrait sociologique d'un mouvement social local n'est pas simple dans la mesure où cet objet est difficile à délimiter (Fillieule 2009). Si l'on considère, comme le font Della Porta et Diani (2005) qu'un mouvement social est constitué par un réseau informel de personnes, qui se mobilisent sur la base de croyances et de solidarités communes autour de thématiques conflictuelles, à travers l'usage de différentes formes de protestation, le périmètre de l'analyse n'en sera pas mieux défini. La description de ce réseau change en effet selon les limites qu'on lui confère : si l'on considère le mouvement comme limité aux activités de contestation « classiques » dans l'espace public (Tilly et Tarrow, 2006), comme des manifestations, des piquets de grève ou des blocages de routes –, la description relèvera d'une « sociologie du militantisme » ; si, au contraire, on considère le mouvement social comme étant également composé par tous ceux – journalistes, chercheurs, bloggeurs, artistes, ONG, citoyens – qui sympathisent avec les militants et apportent une contribution à leur cause par d'autres activités – rédaction d'articles, diffusion d'informations, soutien matériel, expressions de

solidarité, etc. –, on se trouve alors face à une « nébuleuse aux contours imparfaits » (Melucci, 1983) qui relève plutôt d'une « sociologie des réseaux » et des rapports sociaux entre acteurs.

La nature de mon enquête ethnographique (cf. méthodologie présentée dans l'introduction) m'oblige à privilégier la première approche, sans toutefois m'y borner. Dans les chapitres qui suivent, je vais effectivement présenter les militants locaux, leurs profils sociologiques, les organisations de référence et les discours de revendication, tout en prenant soin de restituer les formes de collaboration et de circulation dans lesquels leur action s'insère. Pour ce faire, je vais d'abord tracer un profil sociologique et organisationnel des militants locaux, puis donner un aperçu des collaborations entre ceux-ci et les organisations de différentes natures qui opèrent à l'échelle nationale ou internationale. Il ne s'agira pas, dans les deux cas, de fournir une définition exacte ou une liste exhaustive de tous les acteurs et organisations ayant participé au réseau d'opposition au projet minier pendant la période 2011-2016, mais plutôt de restituer, dans les grandes lignes, les caractéristiques du militantisme local, tel que j'ai pu l'observer pendant l'enquête de terrain, ainsi que les principaux axes de collaboration entre les militants locaux et leur réseau de soutien à différentes échelles.

La localisation du projet en tête de bassin versant et la conséquente multiplication de ses impacts potentiels contribuent à l'expansion et à la différenciation du réseau de mobilisation. Le « noyau dur » du réseau militant local est cependant constitué d'acteurs et d'organisations distribués dans trois unités administratives principales : la province de Cajamarca, celle de Celendín et le district de Bambamarca (province de Hualgayoc). Les militants appartiennent à tout groupe d'âge, sexe, groupe social, niveau d'étude et localisation territoriale : on y trouve des lycéens comme des militants du troisième âge, des élites locales et des personnes des secteurs populaires, des professeurs universitaires et des illettrés, des habitants des villes et des paysans des hautes terres, etc. J'ai cependant observé la prévalence d'un certain profil, notamment chez les leaders de deuxième et troisième rang, qui sont souvent des hommes et femmes âgés de vingt à quarante ans, résidant en milieu urbain mais issus du monde rural et ayant gravi les échelons socio-économiques en devenant des « professionnels » de la couche la plus haute des secteurs populaires urbains, sans pour autant avoir atteint le statut d'« urbains » de classe moyenne³²⁷. L'incidence de ce profil – dont les caractéristiques sont, par définition, contextuelles et relationnelles – varie légèrement d'une province à l'autre, notamment en

³²⁷ Dans le prochain chapitre, nous reviendrons davantage sur cette typologie d'acteurs, dont la position particulière « entre » l'espace urbain et le rural, et entre les catégories ethniques de Métis et d'Indiens, leur permet de faire une utilisation politique de leur altérité sans toutefois renoncer à leur statut.

fonction des rapports socio-économiques, ethniques et territoriaux internes. Dans la province de Celendín, les militants sont le plus souvent des résidents urbains appartenant aux classes moyennes et des habitants urbains et ruraux des secteurs populaires ; à Bambamarca, il s'agit plutôt de résidents urbains et ruraux issus des élites rurales locales, souvent des éleveurs, enseignants ou autres professionnels (agronomes, vétérinaires, personnel public de santé) ; dans la province de Cajamarca, finalement, on y trouve des élites urbaines (enseignants universitaires, professions libérales, entre autres) tout comme des secteurs urbains de classe moyenne ou populaire (enseignants, employés publics, travailleurs et travailleuses informels) et une petite partie du secteur rural populaire, appartenant notamment au district majoritairement quechuaphone de Chettilla.

Dans les trois provinces, on retrouve plus ou moins les mêmes organisations de référence : le *Sindicato Unitario de Trabajadores en la Educación del Perú*³²⁸ (SUTEP) ; des associations locales nommées « *Frente de Defensa* »³²⁹ de leur localité ; des *Rondas Campesinas* ; des associations professionnelles (commerçants, producteurs, personnel de santé), d'usagers (des canaux d'irrigation ou des réservoirs urbains) ou de proximité (voisinage, paroisse) ; des mouvements et partis politiques (le parti communiste *Patria Roja* et le parti écosocialiste *Tierra y Libertad*³³⁰) ; des élus locaux (le président de région, le maire de Bambamarca et celui de Sorochuco) ; certains curés et ordres religieux (l'ordre de Saint Francis et celui des Clarisses) ; des organisations de femmes (rondes paysannes de femmes, femmes écologistes) ; des étudiants (lycéens et universitaires) ; ou encore des ONG (écologistes ou œcuméniques). Alors que les organes de presse, radios et chaînes de télévision locaux sont généralement peu favorables à la mobilisation, les militants se servent des blogs des organisations du mouvement – notamment le blog *CelendinLibre*³³¹, celui de l'ONG écologiste *Grufides*³³², et celui du *Frente de Defensa Ambiental de Cajamarca*³³³ – ainsi que des réseaux sociaux pour diffuser leurs informations. Certaines radios locales, telles que *Radio Líder* à Cajamarca, servent aussi de relais aux informations et discours produits par l'opposition locale aux activités extractives.

³²⁸ Syndicat unique des travailleurs de l'éducation

³²⁹ front de défense

³³⁰ Terre et Liberté

³³¹ <https://celendinlibre.wordpress.com/>

³³² <http://www.grufides.org/blog>

³³³ <http://fdaccajamarca.blogspot.fr/>

Le réseau de mobilisation bénéficie aussi de la participation d'organisations agissant à l'échelle nationale et/ou internationale. À l'échelle nationale, on découvre une constellation d'organisations écologistes, indigènes et de droits humains : un réseau d'ONG écologistes anti-minières péruviennes³³⁴ (*Red Muqui*) ; la *Coordinadora Nacional de Derechos Humanos*³³⁵ (CNDDHH) ; des organisations paysannes et indigènes nationales, telles que la *Confederación nacional de comunidades afectadas por la minería*³³⁶ (CONACAMI), la *Federación Nacional de Mujeres Campesinas, Artesanas, Indígenas, Nativas y Asalariadas del Perú*³³⁷ (FEMUCARINAP) ; des ONG de Lima, à savoir le *Programa de Democracia y Transformación Global*³³⁸ (PDTG) et l'*Instituto internacional de derecho y sociedad*³³⁹ (IIDS) ; les directions nationales du mouvement politique *Tierra y Libertad* et du parti politique *Patria Roja* ; et les congressistes élus de la région de Cajamarca, Ricardo Riamarachín et Mesías Guevara Amasifuén. Tous ces acteurs et organisations agissent à un moment ou un autre comme des facilitateurs du mouvement local d'opposition, en apportant leur expertise en soutien aux stratégies de mobilisation et de revendication des acteurs locaux, notamment en participant à la diffusion des informations à travers leurs actions et canaux de communication. Les médias jouent également un rôle non négligeable dans ce dernier aspect : tandis que la plupart des grands groupes de presse nationaux et locaux ont une position critique vis-à-vis du mouvement social local (j'y reviendrai dans le chapitre 9), ce dernier profite tout de même de la couverture par certains médias « de gauche », sympathisants de la cause, comme, entre autres, le quotidien national *La República*, le collectif de journalistes indépendants *IDL Reporteros*³⁴⁰, le site d'information interculturelle *SERVINDI*³⁴¹, le portail web d'information *La Mula*³⁴², le bulletin d'information de l'association *Servicios Educativos Rurales*³⁴³ (SER) et la revue *Lucha Indígena* éditée par un militant politique historique, Hugo Blanco³⁴⁴.

L'opposition locale au projet Minas Conga profite aussi, je l'ai dit précédemment, d'une certaine visibilité à l'international – cause et produit des collaborations pluri-scalaires. À

³³⁴ Réseaux d'organisations (institutionnelles, civiles, religieuses), travaillant sur les relations entre extraction minière, environnement et communautés locales, créée en 2003 (<http://www.muqui.org/>).

³³⁵ Coordinatrice Nationale des Droits de l'Homme. Réseau d'organisations (institutionnelles, civiles, religieuses) fondé en 1995

³³⁶ Confédération nationale des communautés affectées par l'extraction minière

³³⁷ Fédération des femmes paysannes, artisanes, indigènes et natives du Pérou

³³⁸ Programme démocratie et transformation globale

³³⁹ Institut international droit et société

³⁴⁰ <https://idl-reporteros.pe/>

³⁴¹ <https://www.servindi.org>

³⁴² <https://lamula.pe/>

³⁴³ Services d'Education Rurale. <http://www.noticiasser.pe/>

³⁴⁴ Nous reviendrons sur la trajectoire de cet homme politique dans le chapitre 7.

l'échelle internationale, on observe : des ONG écologistes, anti-minières et de droits de l'Homme, telles que Catapa³⁴⁵ (Belgique), *Ingenieros Sin Fronteras*³⁴⁶ (Espagne), Acsur³⁴⁷ (Espagne) ou *Latinamerikagrupperna*³⁴⁸ (Suède) ; le soutien de nombreux comités de solidarité internationale spécifiquement créés pour la cause, tels que le Comité de solidarité avec Cajamarca³⁴⁹ (Paris), Cajamarca Solidarity Londres³⁵⁰ ; le Réseau union latino-américaine de femmes³⁵¹ (Red Ulam) ; et Amnesty International³⁵², qui mènera à partir de 2016 une campagne de soutien à Máxima Acuña de Chaupe, sur laquelle je reviendrai dans les prochaines pages.

A. Tableau récapitulatif des acteurs participant à l'espace de mouvement

Typologie d'organisation	Echelle locale	Echelle Nationale	Echelle internationale
<i>Organisations citoyennes et professionnelles</i>	Fronts de Défense Syndicat des Enseignants Rondes Paysannes Associations professionnelles, d'usagers, d'étudiants Organisations féminines Organisations religieuses		<i>Cajamarca Solidarity Londres</i> <i>Comité Solidaridad con Cajamarca</i>
<i>Acteurs institutionnels</i>	Maire de Bambamarca Maire de Sorochuco Gouvernement Régional Comités régionaux des partis <i>Tierra y Libertad et Patria Roja</i>	Congressistes Ricardo Riamarachin et Mesías Guevara Amasifuen (Cajamarca), Veronica Medoza (Cuzco) Direction Nationale Partis <i>Tierra y Libertad et Patria Roja</i>	
<i>Organisations non-gouvernementales</i>	Grufides	Red Muqui <i>Coordinadora Nacional de Derechos Humanos</i> CONACAMI FEMUCARINAP	Catapa <u><i>Ingenieros Sin Fronteras</i></u> ACSUR <u><i>Latinamerikagrupperna</i></u> <i>Amnesty International</i>

³⁴⁵ <http://catapa.be/en>

³⁴⁶ Ingénieurs Sans Frontières. <https://www.isf.es/>

³⁴⁷ <https://www.acsur.org/>

³⁴⁸ <http://www.latinamerikagrupperna.se/>

³⁴⁹ <http://solidaritecajamarca.blogspot.fr/>

³⁵⁰ <https://www.facebook.com/cajamarca.solidarity>

³⁵¹ <http://redulam.org/>

³⁵² <https://www.amnesty.org>

		PDTG IIDS	Red Ulam
<i>Presse et médias</i>	<i>Radio Lider</i> <i>Blog Celendín Libre</i> <i>Blog du Frente de Defensa Ambiental de Cajamarca</i>	<i>La Republica</i> <i>La Mula</i> <i>IDL Reporteros</i> <i>Servindi</i> <i>Noticias SER</i> <i>Nosotros los Indios</i>	<i>El Pais</i> Le Monde Autres (voir chapitre 9)

Elaboration par l'auteur

4.2 Chronologie du conflit et répertoires de la protestation

Le projet minier Conga faisait déjà l'objet d'une opposition locale avant son approbation officielle par les investisseurs. En 2004, la municipalité provinciale de Celendín émet une ordonnance (n° 020-2004-MPC) qui déclare les bassins hydrographiques et les lacs d'altitude situés dans l'enceinte du projet Conga « zones de réserve écologique et de conservation environnementale », interdisant ainsi explicitement toute activité minière dans la zone. Mais, en 2007, le gouvernement national d'Alan García Perez (2006-2011) promulgue un décret-loi qui annule le pouvoir des municipalités à déclarer des zones protégées, fonction attribuée désormais aux seuls gouvernements régionaux³⁵³. En 2010, dans le cadre du processus de zonage écologique et économique (ZEE) du territoire régional, le gouvernement régional de Cajamarca identifie la zone d'exploitation du projet Conga comme « zone de conservation en tête de bassin, avec flore et faune endémiques menacées » (Preciado Jeronimo, Rap et Vos, 2015). Le ministère de l'Environnement, alors présidé par Antonio Brack, émet une résolution (N° 026-2010-MINAM) qui oblige les gouvernements régionaux à obtenir l'accord du propriétaire de la concession pour pouvoir déclarer une zone protégée, invalidant ainsi la délimitation opérée par les autorités régionales.

³⁵³ Dans le chapitre 7, nous reviendrons plus en détail sur le tiraillement entre administrations locales et gouvernement régional en ce qui concerne les compétences d'émission d'ordonnances territoriales. Comme nous le verrons, à une première phase de la réforme de décentralisation (2001-2006), caractérisée par la délégation des pouvoirs de gestion territoriale, fait suite une deuxième phase (2007-aujourd'hui) de recentralisation des compétences de l'administration territoriale de la part du gouvernement central. La contestation autour des concessions minières est déterminante dans cet inversement de tendance.

Le processus de diffusion de l'EIE de Conga auprès de la population directement affectée par le projet commence le 31 mars 2010 : une première audience publique est réalisée dans la communauté de Chailhuagón, suivie de près par les premières actions d'opposition de la part de secteurs de la population locale. Dans la commune de Sorochuco (province de Celendín) en particulier, un réseau d'organisations civiles et d'autorités locales demande la protection des aquifères et des lacs des hauteurs de la zone, le respect de l'ordonnance n° 020, le droit à la consultation préalable et la réalisation d'audiences municipales. En même temps, la province de Bambamarca demande à la Direction générale des questions environnementales minières de réviser l'EIE (De Echave et Diez, 2013). Mais ce n'est que suite aux réunions régionales de l'été 2010 mentionnées précédemment que l'opposition au projet devient un enjeu prioritaire pour l'ensemble des organisations locales critiques à l'égard de l'expansion minière dans la région. Durant les premiers mois suivant l'annonce du projet (en juillet 2011), celles-ci mènent un travail appliqué de sensibilisation aux potentielles conséquences du projet auprès de leurs publics locaux, tissant ainsi un réseau de mobilisation qui rassemble des organisations professionnelles, citoyennes, paysannes, syndicales, politiques ou religieuses, ainsi que des élus locaux et des organisations non gouvernementales, entre autres. Ce réseau hétéroclite articule des acteurs aux visions et projets politiques différents, mais qui ont en commun une préoccupation pour l'environnement immédiat, une exigence de participation démocratique et institutionnelle et des aspirations de transformation sociétale (Merklen et Pleyers 2011).

Au fil des années, le mouvement d'opposition local a recours à un vaste répertoire d'actions (Tarrow, 1993) : piquets de grève, blocages de routes, manifestations, grèves de la faim, occupations de terres, pétitions internationales, marches à la capitale, etc. Les militants locaux sont aussi à l'origine de diverses initiatives de sensibilisation et de médiatisation : assemblées publiques, téléthons, initiatives artistiques (concerts, expositions photographiques, etc.), promotion d'initiatives archéologiques et écotouristiques (visite des lacs, valorisation du patrimoine naturel et historique local), veillées et messes en l'honneur des manifestants morts en 2012, ou encore des essais de consultation populaire. L'évolution du répertoire d'action du mouvement social permet d'apprécier la transformation du rapport entre protestataires et autorités nationales, ainsi que la mobilisation de diverses ressources et imaginaires politiques (Goirand 2010a). Je distingue, par souci de lisibilité, trois grandes phases de mobilisation : une première, qui consiste en des grèves et blocages de routes dans la capitale régionale et ses alentours ; une deuxième, caractérisée par de nouvelles stratégies non conflictuelles, telles que la marche vers la capitale et la production de savoirs indépendants ; et une troisième, qui vise à

l'occupation du territoire de future exploitation minière et sa diffusion dans les réseaux internationaux. Je vais présenter les événements de façon chronologique afin de restituer l'évolution de l'interaction entre le mouvement social local, la compagnie et l'État. Les sources de cette chronologie sont principalement les organes de la presse locale et nationale et les blogs militants, auxquelles s'ajoutent des informations fournies par mes interlocuteurs locaux. Une chronologie semi-détaillée, organisée chronologiquement par date et année, est également disponible dans les annexes (N°1).

4.2.1 Grèves et blocages de routes

Aux mois de septembre et octobre 2011, plusieurs organisations sociales et autorités locales manifestent leur refus du projet minier, dénonçant les impacts potentiels de ce dernier sur les réserves hydriques locales : le 21 septembre a lieu une manifestation du syndicat régional des professeurs (SUTEP) contre le projet minier Conga ; le 14 octobre, des habitants de la commune de La Encañada bloquent un tronçon de route pour protester contre MYSA et demander l'intangibilité des têtes de bassin versant ; le 24 octobre, une délégation d'habitants de la commune de Huasmín visite les lacs qui seront affectés par le projet minier et donnent huit jours à la compagnie minière pour retirer sa machinerie. Les organisations locales exercent des pressions sur le gouvernement régional³⁵⁴ (Melendez, 2014), lui demandant de se faire le porte-parole de l'opposition locale auprès du gouvernement national. Le 2 novembre, les ministres de l'Environnement, de l'Agriculture et des Mines visitent les lacs dans la future zone d'exploitation minière, mais le retour à Lima du ministre des Mines dans l'avion particulier de MYSA ne fait qu'alimenter l'image d'une complicité entre autorités étatiques et secteur minier, au détriment de l'opposition locale au projet. Le 7 novembre, le président régional de Cajamarca se rend à Lima afin de dialoguer avec le Premier ministre sur le refus local du nouveau projet minier. Son insatisfaction lors de cette rencontre l'incite à convoquer, le 9 novembre, une première grève qui paralyse la ville de Cajamarca, et à annoncer une grève indéfinie à partir du 24 novembre si le gouvernement refusait le dialogue à ce propos. Alors que les militants locaux et les autorités régionales s'organisent pour manifester leur désaccord avec le projet Conga, le

³⁵⁴ Certains membres de la PIC, ainsi que des représentants d'autres organisations sociales de la province de Bambamarca, racontent notamment avoir occupé, pendant une journée, la salle du conseil régional, menaçant de ne pas quitter les lieux tant que le président de région, Gregorio Santos Guerrero – ayant promis pendant sa campagne de s'opposer à l'expansion des investissements miniers sur le territoire régional –, ne les aurait pas reçus et ne leur aurait accordé son soutien dans les actions pour refuser le projet minier .

gouvernement national manifeste son soutien à ce dernier, et ce de diverses manières : le président Humala, en réponse au slogan des protestataires « Eau oui, or non ! », déclare « Nous voulons l'eau *et* l'or »³⁵⁵ ; le ministère de l'Énergie et des Mines confirme la conformité de l'EIE de Conga ; et le président du Conseil des ministres, Salomon Lerner Ghitis, annonce que « le projet minier sera mis en place, avec toutes les attentions à l'environnement »³⁵⁶. Le jour précédent la grève annoncée, le ministre de l'Intérieur, Oscar Valdés, se rend à Cajamarca pour négocier l'annulation de la protestation, mais aucun compromis n'est atteint.

Le 24 novembre 2011, plusieurs organisations sociales et politiques de Cajamarca entament une grève générale qui paralyse la capitale régionale pendant plus d'une semaine. Le président de région, Gregorio Santos Guerrero, se prononce en soutien aux manifestants et rejoint les activités de protestation. Le cinquième jour de grève, de violents affrontements opposent les forces de police aux manifestants dans la future zone d'exploitation minière. Dix-neuf civils sont blessés par les projectiles des forces de police (DINOES). L'un d'entre eux restera paralysé à vie. Ce même jour, des inconnus essayent de mettre le feu aux bureaux de l'entreprise minière dans la ville de Celendín (Fig. 51).



Fig. 51 - Bureaux de MYSA à Celendín, abandonnés le 29 novembre 2012 suite à des actes de vandalisme. Photo de l'auteure.

³⁵⁵<http://www.larepublica.pe/16-11-2011/ollanta-humala-sobre-conga-queremos-el-agua-y-el-oro> (dernier accès le 02/02/2018).

³⁵⁶<http://www.larepublica.pe/29-10-2011/premier-proyecto-conga-va-adelante> (dernier accès le 02/02/2018).

À la suite de ces épisodes de violence, l'entreprise décide de suspendre temporairement les activités. Le 4 décembre, les ministres de l'Intérieur, de l'Agriculture et des Mines se rendent à Cajamarca pour trouver un accord avec le président régional et mettre fin à la grève, mais les négociations échouent à nouveau³⁵⁷. Le président de la République déclare alors l'état d'urgence dans quatre départements (*provincias*) de Cajamarca - Cajamarca, Celendín, Bambamarca et San Marcos-, envoie l'armée sur place (Fig. 52) et suspend les droits de rassemblement et de manifestation pendant deux mois, étouffant ainsi les protestations.



Image 52 : militaires occupant la place centrale (Plaza de Armas) de Cajamarca, le lendemain de la proclamation de l'état d'urgence. Photo de Sophia Lorena Gonzales Banda.

Cette intervention autoritaire est suivie d'un changement du cabinet du gouvernement : l'ex-militaire et ministre de l'Intérieur Oscar Valdés remplace Salomon Lerner Ghitis au poste de Premier ministre. Valdés annonce une nouvelle stratégie de conciliation, consistant à convoquer un groupe d'experts internationaux pour évaluer la conformité de l'EIE du projet minier. Cette mesure ne rassure cependant pas les militants locaux qui, persuadés de la

³⁵⁷ La délégation du pouvoir exécutif refuse de recevoir les représentants des organisations sociales régionales, sous prétexte qu'il ne s'agit pas d'élus. Les négociations échouent lorsque le président de région, Santos Guerrero, refuse de signer un accord avant d'avoir consulté les organisations sociales à l'origine de la mobilisation.

complicité entre le gouvernement et le secteur extractif³⁵⁸ (Grieco et Salazar-Soler, 2013), annoncent de nouvelles initiatives de protestation.

4.2.2 De la « Marche de l'eau » à la guerre des expertises

Le cabinet de Valdés marque un changement dans la politique du gouvernement central, qui essaie dès lors de trouver une issue au conflit en convoquant des savoirs experts dans un premier temps, puis en ayant finalement recours à une main de fer dans un second temps. On observe aussi un tournant dans la stratégie de mobilisation des organisations du mouvement. Craignant la répression étatique, elles ont recours pendant les premiers mois de 2012 à des initiatives symboliques peu conflictuelles, à la production de savoirs indépendants et à des tentatives d'institutions locales d'imposer leur contrôle sur le territoire faisant l'objet de la controverse.

Le 28 décembre, le gouvernement régional de Cajamarca émet une ordonnance (n° 036-2011-GR.CAJ-CR) qui déclare la future zone d'exploitation de Minas Conga « aire protégée ». La compagnie minière annonce qu'elle compte entreprendre des recours légaux pour contester la validité de la démarche. Pour manifester leur opposition persistante au projet, les organisations du mouvement organisent en février 2012 une « Marche de l'eau » (Fig. 53), au cours de laquelle un millier de personnes de différentes organisations locales et nationales parcourent, en dix jours, les 870 kilomètres qui séparent les lacs de la zone de la future exploitation de Lima. Cette marche reprend le modèle des *Marchas Indígenas*³⁵⁹ organisées par les organisations indigènes de Bolivie et d'Équateur au cours des années 1990, la plus connue étant celle organisée par la *Confederación Nacional Indígena de Ecuador*³⁶⁰ (CONAIE) qui, en 2000, provoque la chute du gouvernement de Jamil Mahuad (Fontaine, 2004 ; García, 2008).

En même temps, l'initiative se propose, comme le suggère sa dénomination et sa devise « *Seamos un río* » (« soyons un fleuve »), de faire converger différents mouvements sociaux ayant

³⁵⁸ L'impression locale d'une connivence entre entreprises et État péruvien se renforce au fil des années avec les chevauchements de fonctions entre les compagnies minières et l'État, dont notamment les habitants de la zone de direct impact minier font l'expérience au quotidien : à partir des premières manifestations en 2011, la Direction des opérations spéciales de la police nationale (DINOES) garde les installations de la mine ; avec le temps, il n'est pas rare de voir des policiers participer au service de sécurité de la compagnie minière, durant leurs jours de repos – un double service rendu légal par le gouvernement d'Humala.

³⁵⁹ Marches Indigènes

³⁶⁰ Confédération Nationale Indigène

en commun la lutte pour les ressources hydriques, qu'elle soit menée contre les compagnies minières ou contre d'autres acteurs. À l'arrivée à Lima le 10 février, les délégations provenant du nord andin et côtier sont rejointes par les délégations de sympathisants de la capitale et du sud andin, donnant lieu à une manifestation d'environ 15 000 personnes. Le lendemain de la manifestation, les organisateurs mettent en place, toujours à Lima, un événement symbolique qu'ils dénomment « tribunal national de justice hydrique », pour discuter des conflits avec les usagers des ressources hydriques et proposer une réforme de la législation pertinente. La Marche de l'eau et les initiatives associées ont lieu sans affrontements et suscitent un certain intérêt de la part des médias et observateurs internationaux. Elles bénéficient en revanche de peu d'attention de la part des médias nationaux, alors occupés par la nouvelle de l'arrestation du « commandant Artemio », chef d'une cellule survivante du Sentier Lumineux.



Fig. 53 - Manifestation dans le cadre de la Marche Nationale de l'eau. Source : <http://www.isden.org.pe> (dernier accès le 02/02/2018).

Au mois de mars, le président régional, interrogé au sujet de l'expertise internationale commissionnée par le gouvernement, annonce l'existence d'une contre-expertise commissionnée par l'ONG Grufides à l'hydrologue Robert Moran, ayant déjà réalisé la révision

du projet minier Tambogrande (Moran, 2001)³⁶¹. Ce document, qui dénonce le risque d'impacts irréversibles sur l'approvisionnement hydrique dans la zone, est rendu public le 8 mars 2012 dans les locaux de la *Coordinadora Nacional de Derechos Humanos*³⁶² (CNDDHH). Le 17 avril, après avoir été reportée plusieurs fois³⁶³, l'expertise internationale est rendue publiquement par les experts au ministre Valdés, dans les locaux de la présidence des ministres : le rapport déclare l'EIE de Conga en accord avec les standards internationaux et ne suggère que des modifications mineures. Ce même jour, l'ordonnance régionale n° 036, qui déclare l'intangibilité des têtes de bassin versant dans la zone de Conga, est jugée inconstitutionnelle et définitivement invalidée.

À la suite des résultats de l'expertise internationale, les porte-paroles du mouvement social donnent un ultimatum au gouvernement national afin qu'il annule le projet Conga, menaçant d'une nouvelle grève générale. Face au silence des autorités nationales, le 31 mai 2012, les organisations sociales entament la grève. Dans plusieurs pays du monde (France, États-Unis, Canada, Belgique, Hollande, entre autres), des réseaux de solidarité internationale organisent des manifestations devant les ambassades péruviennes, demandant l'annulation du projet. Le 14 juin, la compagnie minière rend publique sa décision d'intégrer les améliorations proposées par l'expertise internationale et de reprendre les activités de construction du projet. Les acteurs du mouvement social voient dans cette annonce une provocation : les manifestations dans la capitale régionale Cajamarca et dans les provinces s'intensifient jusqu'au 4 juillet 2012, jour où de violents affrontements entre policiers et manifestants à Celendín se soldent par la mort de quatre civils. L'état d'urgence est à nouveau déclaré, mais les violences se poursuivent. Un cinquième décès dans la ville de Bambamarca le lendemain, ainsi que de nombreux blessés et plusieurs arrestations dans les trois villes, viennent s'ajouter au bilan du conflit. Le 6 juillet ont lieu les funérailles des victimes des affrontements à Celendín : les tensions entre les forces de police et le massif cortège funéraire ne sont documentées que par certains blogs et sites militants (Fig. 54).

³⁶¹ Moran, R. (2001). « An Alternative Look at a Proposed Mine In Tambogrande, Peru », Etude commissionnée par Oxfam America, Mineral Policy Center, Environmental Mining Council of British Columbia.

³⁶² *Coordinadora Nacional de Derechos Humanos*.

³⁶³ Les processus de sélection des experts internationaux et de rédaction du rapport sont critiqués pour leur opacité. Voir à ce sujet l'entretien de l'ancien Vice-ministre de l'Environnement, José de Echave, sur *Noticias SER* du 18/04/2012, consultable sur <http://www.noticiasser.pe/18/04/2012/entrevista/%E2%80%99Cel-proceso-del-peritaje-ha-sido-una-suma-de-absurdos%E2%80%99D> (dernier accès 01/03/2018).



Fig. 54 : Affrontements entre forces de l'ordre et cortège funéraire de l'une des victimes des affrontements de juillet 2012 à Celendín. Source : <http://blogs.larepublica.pe/pasado/2012/07/11/entierro-en-celendin/> (dernier accès le 01/03/2017).

Le 7 juillet, deux représentants de l'église sont invités à intervenir en tant que « facilitateurs » du dialogue : le père Gaston Garatea, dont la participation est souhaitée par les protestataires et le gouvernement régional de Cajamarca, *via* le ministre de la Justice, Juan Jiménez, et l'évêque de la ville de Trujillo, Miguel Cabrejos, dont la participation est directement demandée par le président de la République. Toutes les parties, ainsi que la presse nationale et locale, saluent avec satisfaction la reprise du dialogue. Les deux religieux se rendent le lendemain même à Cajamarca pour rencontrer les manifestants et entendre leurs revendications. Le 13 juillet, une manifestation d'environ 10 000 personnes a lieu à Lima³⁶⁴, en solidarité avec les manifestants de Cajamarca, pour demander au gouvernement l'annulation du

³⁶⁴ La portée de ce genre de manifestations pourra sembler peu de chose à certains lecteurs, il faut pourtant considérer qu'au Pérou – contrairement à d'autres pays latino-américains comme la Bolivie – les manifestations de grande envergure ne sont pas fréquentes. L'histoire récente du Pérou, marqué par la violence du conflit interne et par la criminalisation de toute activité politique populaire, a longtemps rendu la participation politique dans l'espace public peu attirante. Celle-ci réapparaît cependant au fil des années. En 2000, la participation à la « Marche des 4 Suyos », une manifestation nationale qui s'opposait à la réélection de Alberto Fujimori, est estimée à 20.000 personnes. En 2016 la manifestation nationale « Fujimori Nunca Mas », qui s'opposait à la candidature présidentielle de Keiko Fujimori, fille de l'ancien Président, est estimée à 50.000 participants. A ce sujet, voir <http://larepublica.pe/politica/757704-marcha-contra-keiko-fujimori-se-realizara-este-martes> (dernier accès 01/03/2018)

projet minier. Entre temps, les mobilisations se poursuivent en différents lieux de la région de Cajamarca, en dépit de l'état d'urgence. Le 23 juillet, le Premier ministre Oscar Valdés présente sa démission. Il s'agit du deuxième changement de cabinet dans la même année, la première du gouvernement Humala : encore une fois, le conflit Conga exerce une forte pression sur la vie politique nationale. Valdés est substitué à la tête de la PCM par Juan Jiménez, qui annonce être le Premier ministre du « Cabinet du Dialogue ».

Le 14 août, face aux demandes des autorités de Cajamarca et des médiateurs de l'église, Jiménez refuse de lever l'état d'urgence, affirmant que les conditions ne le permettent pas. Garatea et Cabrejos se réunissent à Lima le 16 août avec les représentants du pouvoir exécutif et de la compagnie minière MYSA, dans les locaux du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Le 18 août, suite à une visite des lacs menacés par le projet minier, tous deux déclarent conjointement à la presse nationale que le report du projet minier faciliterait le dialogue. Le 22 août, l'ensemble des principaux médias nationaux publient les résultats d'une enquête menée par l'entreprise Ipsos Apoyo, selon laquelle 78 % des habitants de Cajamarca (83 % dans les zones rurales) seraient opposés au projet minier Conga, tandis que seuls 15 % seraient en sa faveur³⁶⁵. Le lendemain, Jiménez annonce la suspension du projet par volonté de la compagnie³⁶⁶ pour une durée initiale de deux ans, à l'issue de laquelle MYSA devra fournir des garanties à la population locale concernant la préservation des réserves hydriques. Le 29 août, MYSA émet une déclaration dans laquelle elle communique officiellement sa décision de suspendre le projet à la demande du gouvernement et dans le but de « rétablir la tranquillité et la paix à Cajamarca ». La durée de la suspension n'est pas définie, mais le document précise que la compagnie s'engagera « à collaborer pour que, dans les plus brefs délais, toutes les conditions soient réunies afin que l'État, l'entreprise privée et la société civile reprennent une relation de transparence et de respect, au bénéfice de Cajamarca et du pays » (MYSA 2012)³⁶⁷.

³⁶⁵ L'étude, initialement publiée par *El Comercio*, indique que, parmi les opposants, 34 % considèrent que le projet minier ne doit pas être exécuté, car il polluerait et détruirait l'environnement, tandis que 23 % y voient une pollution des eaux, 22 % la disparition de l'eau dans le futur et 8 % la destruction des lacs et des sources d'eau dans la zone. Selon la même enquête, 36 % des opposants changeraient d'avis s'il y avait assez de garanties en ce qui concerne la pollution et la sauvegarde de l'eau. Parmi les 15 % favorables, 67 % s'appuient sur le fait que les activités minières génèrent de l'emploi, 24 % sur le développement qu'elles amènent et 17 % sur l'apport financier de l'impôt sur la rente (*canon minero*).

³⁶⁶ <http://elcomercio.pe/politica/gobierno/conga-entro-fase-suspension-decision-newmont-afirmo-primer-ministro-noticia-1459682> (dernier accès le 15/03/2017).

³⁶⁷ Communiqué de presse disponible sur : <http://archivo.elcomercio.pe/sociedad/lima/yanacocha-anuncio-suspension-proyecto-conga-noticia-1341224> (dernier accès 01/03/2018)

4.2.3 Des « gardiens des lacs » à Máxima Acuña de Chaupe

Le 2 septembre, l'état d'urgence est levé à Cajamarca, mais les forces de police et de l'armée restent sur place. Ce même jour, MYSA annonce une réduction de son personnel suite à la suspension du projet Minas Conga, ainsi que la poursuite des activités de construction des réservoirs d'eau afin d'améliorer l'approvisionnement en eau dans la zone et de rassurer la population quant à la préservation des ressources hydriques. Les porte-parole des organisations du mouvement déclarent qu'il s'agit là d'un mensonge et d'une façon de continuer les travaux en dépit de leur suspension officielle. En octobre 2012, les organisations du mouvement lancent une nouvelle initiative de résistance *in situ* : des délégations locales, organisées par les rondes paysannes, créent deux campements éphémères autour de la future zone d'exploitation minière, où des manifestants se relaient pour surveiller les lacs et les travaux de la compagnie (Fig. 55). Les porte-paroles du comité désignent les occupants de ces campements par une appellation évocatrice : *Guardianes de las Lagunas* (Gardiens des lacs), une expression qui se popularise rapidement dans les médias nationaux et alternatifs.



Fig. 55 - Campement des « Gardiens des lacs » de la province de Bambamarca. Photo de Mar Soler.

En novembre 2012, une délégation d'une centaine de « gardiens des lacs » se rend à Lima afin de promouvoir la lutte locale contre le projet minier. Reçus à Lima par la diaspora de Bambamarca et invités à exposer leur cas à l'Université Nationale de San Marcos, ils continuent leurs activités avec une petite manifestation dans les rues de la capitale et un piquet de grève devant les locaux de la Banque Mondiale (détentric, rappelons-le, de 5 % de la compagnie), et concluent leur visite par une conférence de presse donnée au Congrès en compagnie des congressistes Coco Rimarachin et Mésias Guevara Amasifuen (Cajamarca), et Veronika Mendoza (Cuzco). Les militants locaux continuent ainsi à manifester leur refus du projet minier, en cherchant un soutien institutionnel et des moyens de pressions sur les autorités étatiques et les investisseurs. Toujours en novembre, le *Tribunal Latinoamericano del Agua*³⁶⁸ (TRAGUA), une organisation de la société civile internationale qui, depuis 2000, organise des audiences publiques autour de conflits hydriques dans la région³⁶⁹, juge que le projet Minas Conga constitue une « menace certaine et imminente [...] au droit humain à l'eau et au droit à un environnement [sain] » et exhorte le gouvernement péruvien à annuler le projet³⁷⁰.

Au cours de l'année 2013, la collaboration avec les réseaux de solidarité internationale et le recours aux instances supranationales est au centre des stratégies de mobilisation pour soutenir la lutte locale lorsque les militants fatiguent. Certains réseaux de solidarité internationale – notamment celui de Paris – et certaines organisations internationales – telles que la Red Ulam –, ainsi que certaines ONG nationales – le PDTG, l'IIDS, et la CNDDHH – et internationales – Acsur, Latinamerikagrupperna –, continuent à mener des activités de soutien au mouvement social local : récoltes de fonds pour la défense légale des manifestants poursuivis, don de matériel pour une émission radiophonique dans la zone de Conga, documentaires sur la résistance locale, organisation d'échanges avec d'autres réseaux de lutte nationaux et internationaux, prix pour la défense des droits humains, etc. En 2014, la demande de *medida cautelar* déposée en 2011 auprès de la Cour interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) reçoit une réponse positive : la cour demande au gouvernement péruvien d'adopter les mesures nécessaires à la protection de la vie et de l'intégrité physique de 45 leaders sociaux et communautaires de Cajamarca, ayant fait l'objet de persécution judiciaire et de menaces de

³⁶⁸ Tribunal latino-américain de l'eau

³⁶⁹ Les lieux et dates des audiences du TLA : Costa Rica en 2000 et 2004, Mexique en 2006 et 2007, Guatemala en 2008, Turquie en 2009, Argentine en 2012, Guatemala en 2015, puis Salvador et Mexique en 2016. Pour plus d'informations, voir <http://tragua.com>

³⁷⁰ <https://www.servindi.org/actualidad/76425> (dernier accès le 19/12/2017).

mort pour leur implication dans les mobilisations contre Minas Conga (Résolution 9/2014 du 05/05/2014).

De 2012 à 2014, une « guerre de basse intensité », sans grande manifestation ni la reprise officielle des travaux, continue à opposer les maillons forts du réseau d'activistes locaux à la compagnie minière. Grande protagoniste de cette phase de la lutte, Máxima Acuña de Chaupe est une femme paysanne dont la famille occupe un terrain situé dans la future zone d'exploitation minière. De 2012 à 2015, une bataille légale l'oppose à MYSA qui réclame la propriété de ce terrain, ce qui a donné lieu à une intense campagne médiatique internationale. Mme Acuña déclare être victime de menaces, harcèlements et violences de la part de la compagnie minière qui nie toute implication. La rédaction, en 2014, d'une *medida cautelar* par la Cour interaméricaine des droits de l'homme (*idem*) ne change rien à sa situation. Porté par la Coordinatrice Nationale des Droits de l'Homme (CNDDHH) et par le Réseau union latino-américaine de femmes (Red Ulam), le cas de Maxima fait le tour du monde, contribuant à populariser le cas Conga et à encourager des manifestations de solidarité de la part de plusieurs organisations d'envergure, dont Amnesty International (Fig. 56). En 2016, elle reçoit le prestigieux prix international Goldman pour les défenseurs de l'environnement, ce qui donne une visibilité mondiale à l'opposition locale au projet. En avril 2016, Newmont Mining Corporation, la principale actionnaire de MYSA, annonce ne plus avoir l'intention d'exploiter le gisement dans un futur proche, en raison du climat social et politique local, ainsi que de l'échéance des conditions initiales d'investissement³⁷¹. Cependant, les organisations locales restent vigilantes, considérant que la reprise du projet n'est qu'une question de temps.

³⁷¹ <http://www.mining.com/community-opposition-forces-newmont-abandon-conga-project-peru/> (dernier accès le 02/02/2018).



Fig. 56 : Affiche de la campagne d'Amnesty International en solidarité avec Máxima Acuña de Chaupe. Source : <http://maximanoestasola.pe> (dernier accès le 02/02/2018). Auteur : Jorge Chavez Ortiz.

4.3 Évolutions du réseau et du discours militant

Au cours des deux décennies d'opérations de Minera Yanacocha S.A., comme indiqué supra (cf. 2.2.3), les plaintes envers la compagnie minière tout comme le réseau d'acteurs qui les porte évoluent considérablement. De 1992 à 1999, les premières plaintes au sujet des prix de vente des terres et des impacts des opérations sur les propriétés et activités des habitants sont portées par une organisation paysanne, la Fédération des Rondes Paysannes Féminines du Nord du Pérou (FEROCAFENOP), avec la facilitation de la paroisse locale et de l'ONG étatsunienne Project Underground. Vers la fin de la décennie, l'inclusion de la FEROCAFENOP dans le programme de micro-crédit de MYSA, le changement du curé de Porcón et le désengagement de Project Underground privent les habitants locaux d'une voie de canalisation de leurs mécontentements. Entre temps, des épisodes de pollution, comme le déversement de mercure à Choropampa, et la formation d'ONG écologistes, socialistes ou œcuméniques dans la capitale régionale Cajamarca commencent à sensibiliser la population urbaine au risque d'impacts de l'activité minière sur la quantité et la qualité de l'eau dans la zone. Aux nouvelles raisons du mécontentement correspond aussi une évolution des revendications qui passent de la demande d'emplois et d'indemnisations de la part des habitants ruraux à la demande d'un plus grand

contrôle ou d'une limitation des activités extractives dans la région de la part des institutions locales et étatiques (Bebbington *et al.*, 2007).

En 2004, l'articulation de différents réseaux d'acteurs permet une grande mobilisation contre l'exploitation du mont Quilish, un sommet situé à une trentaine de kilomètres de la capitale régionale, dont dépend une partie de l'approvisionnement hydrique urbain et rural. La portée de ces mobilisations, qui ont eu pour effet de pousser MYSA à abandonner le projet minier à cause de l'absence d'une « licence sociale », place durablement la question des ressources hydriques au centre de l'agenda politique local. Les années suivantes voient une progressive démobilité des acteurs locaux et la réduction du réseau militant à une poignée d'organisations³⁷², ainsi qu'une croissante déconnexion entre les organisations urbaines et les rurales³⁷³. Une nouvelle politique de responsabilité corporative entrepreneuriale de la part de MYSA contribue à positionner la compagnie comme la principale interlocutrice des habitants ruraux des alentours, à travers des programmes de développement qui contribuent à creuser plus encore le fossé entre habitants locaux et organisations urbaines, fossé qui se manifeste (cf. chapitres 2 et 3) par des accusations mutuelles d'abandon et de trahison.

Au vu de ce passé récent, l'extension des mobilisations contre Minas Conga surprend les observateurs. Dans sa composition en 2011, le mouvement social local révèle des nouveautés significatives par rapport à celui de 2004 : d'une part, on voit émerger de nouvelles organisations provinciales à la tête du réseau de mobilisation, où les habitants ruraux, sous la coordination de l'organisation des rondes paysannes, jouent un rôle important ; d'autre part, la militance féminine se développe, donnant naissance à de nouvelles organisations non mixtes spécifiquement dédiées à la question minière. Enfin, grâce à la démocratisation de l'accès aux nouvelles technologies d'information et de la communication, le mouvement acquiert une visibilité internationale sans précédent.

³⁷² Nous rappelons que dans les mois qui suivent les mobilisations contre l'exploitation du Quilish, un processus de concertation est entamé, mais la multiplication des espaces et l'absence de l'État central dans la gestion du dialogue finissent par invalider le processus (Tanaka et Melendez, 2009). Les différences entre les multiples organisations du mouvement, aux affiliations institutionnelles et politiques diverses, contribuent également à diviser l'opposition locale, éparpillant les efforts de négociation (Bebbington, Bury, et al. 2007).

³⁷³ Cette déconnexion, nous l'avons vu dans les chapitres 2 et 3, est la conséquence d'une part de la marginalisation des organisations rurales par le nouveau leadership urbain et, d'autre part, d'un effort redoublé de MYSA pour consolider les liens entre la compagnie et la population rurale riveraine.

4.3.1 De la capitale aux provinces : décentrement du mouvement social local

Au cours des mobilisations contre le projet Quilish, ce sont principalement les organisations de la capitale régionale, Cajamarca, et de ses alentours immédiats³⁷⁴ qui se mobilisent contre le projet en tant que bénéficiaires des ressources hydriques du sommet. Le réseau d'acteurs gravite, à ce moment-là, autour des organisations urbaines de la ville de Cajamarca – les ONG écologistes et œcuméniques GRUFIDES, ALDEA, ECOVIDA, des organisations universitaires et le *Frente de Defensa Ambiental de Cajamarca* (FDAC) (Bebbington, Bury, et al. 2007). Au cours des protestations de 2011-2012 contre le projet Minas Conga, deux nouvelles organisations émergent comme les référents de la mobilisation : la *Plataforma Interinstitucional Celendina* (PIC) et le *Frente de Defensa de Hualgayoc-Bambamarca*³⁷⁵ (FDHB). Ces organisations sont localisées dans les provinces de Celendín et de Bambamarca, deux unités administratives territoriales dont les ressources hydriques sont susceptibles d'être affectées par le projet minier³⁷⁶.

Si ces deux organisations adoptent des dénominations différentes (notamment la PIC choisit de ne pas adopter le nom de « Front de Défense », car ses fondateurs le considèrent comme trop politiquement connoté)³⁷⁷, leurs structures se ressemblent : toutes deux sont constituées par un réseau d'associations professionnelles (syndicats, associations de commerçants ou de producteurs), d'organisations de la société civile (rondes paysannes, organisations religieuses, associations de défense des droits humains, organisations féminines) et de partis ou mouvements politiques (régionaux et nationaux). Tout en ayant une orientation partisane (la PIC est proche du parti éco-socialiste *Tierra y Libertad*, et le FDHB du parti communiste *Patria Roja*), elles déclarent ne pas prendre part à la politique formelle et ne

³⁷⁴ Bien que des réseaux d'acteurs de deux autres provinces affectées par les activités de la compagnie minière, La Encanada et Hualgayoc-Bambamarca, aient participé aux mobilisations de septembre 2004, ils n'ont pas joué un rôle de premier plan dans la coordination des activités de protestation, ni même par la suite, autour de la table des négociations.

³⁷⁵ Front de Défense de Hualgayoc-Bambamarca

³⁷⁶ Il convient de souligner que la province de Bambamarca ne fait pas officiellement partie de la zone d'influence minière de Conga qui, selon l'EIE du projet minier, n'inclut que les communes de Sorochuco et de Huasmin (province de Celendin) et celle de La Encanada (province de Cajamarca). Cette divergence est le produit de la façon dont les zones d'influence sont définies : pour les compagnies minières et l'État, elles coïncident avec les découpages territoriaux où se situent l'exploitation ; pour les militants locaux, elles sont à étendre à toutes les zones desservies par les cours hydriques ayant leur origine dans la zone d'exploitation minière, ce qui implique un territoire beaucoup plus vaste.

³⁷⁷ Les premiers *Frentes* se forment en 1985, créés principalement par des organisations de gauche exclues par le processus électoral (Sulmont 1983). A la fin des années 1990, des mouvements régionaux naissent dans certaines régions péruviennes, dénommés *Frentes Regionales*, qui s'opposent au troisième mandat présidentiel de Fujimori (Planas Silva 1999). Nous reviendrons plus en détail sur ce type d'organisation dans le chapitre 7.

participent pas officiellement aux élections locales³⁷⁸. L'une et l'autre sont créées vers la fin des années 2000³⁷⁹ avec l'objectif d'organiser des initiatives locales contre l'extraction minière, avec, à leur tête, de nouveaux jeunes leaders : le président du FDHB, Edy Benavides Ruiz (35 ans), et le secrétaire général de la PIC, Milton Sanchez (31 ans), font leurs premiers pas dans l'activisme contre l'extraction minière avec le « conflit » Conga. Ces deux jeunes et les organisations qu'ils représentent s'affirment rapidement comme les référents locaux de l'opposition au projet, devenant de la sorte les principaux interlocuteurs locaux des organisations nationales et internationales critiques envers les activités extractives. La PIC et le FDHB intègrent ainsi le cercle décisionnel des organisations du mouvement à côté, et parfois à la place, d'organisations de la capitale régionale ayant participé aux mobilisations de 2004. Cette décentralisation du leadership, comme nous le verrons plus en détail dans le prochain chapitre, participe au rééquilibrage entre les organisations du mouvement qui privilégient un discours de légitimation opposant les provinces agro-pastorales à la capitale « minière ».

L'amplification du réseau militant, ainsi qu'une nouvelle hiérarchisation des participants, peuvent être observés si l'on compare la participation et l'ordre de parole dans des événements du mouvement social, avant et après les mobilisations contre Minas Conga (novembre 2011). Lors d'une manifestation de septembre 2011 à Cajamarca, organisée par le *Frente de Defensa Ambiental de Cajamarca* (FDAC) pour commémorer les mobilisations de 2004 pour le mont Quilish, les interventions (dans l'ordre de prise de parole publique) reflètent une hiérarchie entre l'organisation urbaine à l'origine de l'initiative – le FDAC – et les organisations de la zone directement impactée, soit une hiérarchie entre « basses » et « hautes » terres³⁸⁰. En mars 2012, lors d'une manifestation contre le projet Minas Conga organisée dans la capitale régionale, on peut apprécier l'extension du réseau d'acteurs aux trois provinces concernées, ainsi qu'une nouvelle hiérarchie entre organisations, mettant en valeur le découpage territorial, la distinction rural/urbain et le genre dans la hiérarchisation des participants. À cette occasion, l'ordre de parole va des organisations « mineures » aux organisations principales, commençant notamment par une organisation de femmes paysannes

³⁷⁸ Si les organisations ne prennent pas position, nombre de leurs membres participent ou vont prendre part à la politique locale. Edy Benavides, Président du FDHB, gagne notamment les élections locales et devient maire de Bambamarca en 2014. Pour sa part, Milton Sanchez, secrétaire de la PIC, hésite à se présenter comme maire de Celendín la même année, mais décide finalement de s'abstenir et de soutenir plutôt un autre candidat opposé au projet minier.

³⁷⁹ La PIC est formée en 2010 (voir chapitre 7). Pour le FDHB, nous n'avons pas de date précise, mais il s'agit vraisemblablement de la période située entre 2009 et 2011.

³⁸⁰ La communauté de Huambocancha se situe dans la partie « basse » de la vallée de Porcón, à proximité du centre urbain, alors que les communautés du Quilish se trouvent dans la partie « haute » de la vallée, à côté du projet minier.

des hautes terres et culminant par les interventions des élus locaux, nationaux et régionaux, tous des hommes (Tableau B).

B. Intervenants dans les réunions du mouvement social local, avant et après novembre 2011

Événement	Cérémonie de commémoration des manifestations contre le projet Quilish Communauté de Huambocancha (septembre 2011)	C C O N F	Manifestation contre le projet Minas Conga Centre-ville de la capitale régionale Cajamarca (mars 2012)
Principe de classement	<i>Par importance décroissante des organisations</i>	L I T	<i>Par importance croissante des organisations</i>
Intervenants (par ordre de prise de parole)	1. FDAC 2. Rondes paysannes urbaines de Cajamarca 3. Association d'étudiants universitaires 4. Centre régional des rondes paysannes 5. Communauté de Huambocancha (basses-terres rurales) 6. Association d'agriculteurs et paysans de la vallée de Porcón (basses et hautes terres) 7. Rondes paysannes de la zone du Quilish (hautes terres)	M M I N A S C O N G A	1. Rondes paysannes de Femmes et Quechuas de Chetilla (zone quechuaphone des hautes-terres) 2. Rondes paysannes de Huasmin (commune de direct impact du projet) 3. Association des commerçants de Celendín 4. <i>Frente de defensa de de Hualgayoc-Bambamarca</i> (organisation provinciale) 5. Plataforma Interinstitucional Celendina (organisation provinciale) 6. Frente de Defensa de los Intereses de la Región Cajamarca (organisation régionale) 7. Unité régionale du syndicat des professeurs (SUTEP) 8. Étudiants universitaires de Cajamarca 9. Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP) 10. Maires des communes et provinces d'impact du projet 11. Congressistes régionaux 12. Président de région

(Élaboration de l'auteure)

4.3.2 D'urbain à rural : le rôle des rondes paysannes

Au-delà de l'émergence et de l'affirmation de nouveaux leaders et organisations issus des provinces, les mobilisations contre Minas Conga sont caractérisées par une importante participation des habitants ruraux et des organisations paysannes, notamment celles de la Province de Bambamarca. Pendant les occupations du centre-ville et les réunions et manifestations qui se déroulent dans la future zone d'exploitation minière, la mobilisation des communautés paysannes des provinces concernées se fait principalement sous la coordination des rondes paysannes. Dans le chapitre 3, nous avons vu que cette organisation³⁸¹, née comme

³⁸¹ Starn (1999) définit les rondes paysannes comme un mouvement social, au sens d'une forme non institutionnelle et structurellement flexible d'action collective « par le bas ». D'autres auteurs ayant travaillé sur les rondes

mouvement social de base dans les années suivant la réforme agraire, s'est, au cours des années 1990, affaiblie en raison de luttes intestines entre deux affiliations politiques, l'une au parti Alianza Popular Revolucionaria Americana (APRA) et l'autre au Partido Comunista Peruano (PCP)³⁸². À partir des années 2000, les rondes paysannes reviennent cependant sur la scène politique locale grâce, d'une part, aux nouveaux besoins engendrés par l'expansion des activités extractives dans les aires rurales des hautes terres et, d'autre part, à un processus de réorganisation et de mise à jour des objectifs de l'organisation de la part des leaders des unités provinciales et régionales. On voit ainsi des communautés paysannes former pour la première fois leur ronde, et des organisations désaffectées renaître avec l'objectif de gérer les rapports avec les entreprises minières dans des aires rurales historiquement délaissées par l'État (Gitlitz, 1998, 2014). En même temps, les leaders visibles de l'organisation commencent à redéfinir l'identité *rondera* non seulement comme paysanne, mais aussi comme indigène, et réclament le droit des populations affectées par le projet minier à être consultées comme stipulé par la Convention n° 169 de l'OIT sur les droits autochtones³⁸³.

Dès le début des mobilisations, le rôle des rondes paysannes se révèle central dans les activités de mobilisation, et ce pour plusieurs raisons. D'un point de vue organisationnel, les rondes paysannes assurent un service de sécurité – gardant l'entrée des réunions et des espaces militants pour prévenir d'éventuelles infiltrations³⁸⁴ – et de discipline – en rappelant à l'ordre

paysannes n'utilisent pas cette dénomination et tendent plutôt, tout en mettant en lumière la dimension de l'action collective, à utiliser la dénomination d' « organisation », qui s'adapte mieux à la durée des rondes, aux tâches qu'elles assument et à leur reconnaissance institutionnelle depuis 1993 (Piccoli, 2011; Degregori, 1996; Degregori et Marinos, 2000; Gitlitz, 1998; Pérez Mundaca, 1997). Nous choisissons ici d'adopter le terme « organisation » pour les mêmes raisons, mais aussi parce que l'organisation des rondes à l'échelle régionale et provinciale présente, telle que nous avons pu l'observer, une structure hiérarchique et formelle qui s'adapte mal à la définition de mouvement social adopté par Della Porta et Diani (2005).

³⁸² Les rondes paysannes sont reconnues pour la première fois en 1986 avec la loi 24571 (Ley de Reconocimiento de las Rondas Campesinas) du gouvernement d'Alan García. En 1993, l'article 149 de la nouvelle Constitution reconnaît le principe du pluralisme juridique en ce qui concerne les communautés paysannes et natives. Finalement, en 2003, la loi n° 27908 reconnaît les rondes comme des formes d'organisations communales compétentes en matière de maintien de la paix et de la sécurité sur leur territoire. Pour une discussion des ambivalences et « mélanges » dérivant du pluralisme juridique dans la région de Cajamarca, voir Piccoli (2009b, 2014)

³⁸³ Nous reviendrons plus en détail sur cet aspect dans le prochain chapitre.

³⁸⁴ Après les mobilisations de 2004, plusieurs activistes locaux dénoncent être victimes de persécutions et de menaces de mort. En 2006, l'arrestation d'un individu suspect amène à dévoiler une opération de surveillance des activistes anti-miniers locaux de la part de la compagnie C&G Investigaciones, suspectée d'être une sous-traitante de Forza, l'entreprise de sécurité de Minera Yanacocha. Le 3 décembre 2006, *La Republica*, l'un des principaux quotidiens nationaux, publie un dossier sur ce cas et, en 2011 le documentaire « Opéracon Diablo » y est consacré (Boyd, 2010). Le lien entre la compagnie d'investigation et Forza ne sera jamais prouvé, mais l'épisode crée un précédent important à l'échelle locale et nationale, alertant les militants des dangers liés à leur engagement et de la possibilité réelle de l'usage de techniques contre-insurrectionnelles développées pendant le conflit interne pour la surveillance des manifestants de la part d'acteurs publics et privés. Pour les impacts de la surveillance sur la méthodologie d'enquête, nous renvoyons à l'introduction de la présente thèse.

les manifestants trop ou pas assez enthousiastes en les menaçant de leurs fouets³⁸⁵. Les activités de surveillance et de gestion des groupes par une discipline d'inspiration militaire³⁸⁶, dans laquelle les rondes sont spécialisées, confèrent à l'organisation une place particulière dans le réseau militant, caractérisée par un usage légitime de la violence. En ce qui concerne leur présence sur le territoire, les rondes possèdent une capacité de convocation de la population rurale régionale beaucoup plus étendue que n'importe quelle autre organisation. Bien que les rondes paysannes communautaires se différencient largement entre elles par leur composition et leur position territoriale, mais aussi par leurs fonctions et orientations politiques – rendant impossible de parler d'organisation au singulier³⁸⁷ –, leurs membres sont liés entre eux par des liens tant horizontaux, entre communautés, que verticaux, entre les niveaux communautaire et provincial : des liens de parenté, de sociabilité, commerciaux, religieux, tout comme des expériences communes de militance dans l'organisation sont les composantes d'une maille dense qui fait des rondes paysannes une organisation de référence dans certaines aires rurales. L'alliance entre les rondes paysannes et les organisations du mouvement rassemblant les militants appartenant aux classes moyennes urbaines est ainsi déterminante pour l'extension du réseau de mobilisation dans les zones rurales de la région³⁸⁸.

L'apport des rondes paysannes au mouvement social est important en terme de visibilité de l'organisation, de même que pour la participation rurale qu'elle garantit. Dans le nord andin « métis », où les habitants ruraux ne se reconnaissent pas comme des groupes ethno-linguistiques distincts et où il n'existe pas d'organisation à base ethnique, les rondes paysannes constituent la seule forme d'auto-organisation rurale avec une visibilité régionale et nationale. C'est d'autant plus remarquable qu'au cours du conflit Conga, le leadership régional de l'organisation commence à revendiquer des droits territoriaux en adoptant le langage du droit autochtone international. Cette évolution dans le discours juridique et identitaire des rondes paysannes, qui intervient juste après la ratification de la loi de consultation préalable par le gouvernement

³⁸⁵ En ce qui concerne le service d'ordre interne, les rondes paysannes s'occupent principalement de filtrer l'entrée et la sortie des réunions du mouvement et de prévenir d'éventuelles actions violentes pouvant déclencher une répression de la part de l'État.

³⁸⁶ L'apparition des rondes paysannes se doit en partie à l'expérience du service militaire de ses fondateurs, qui transposent en milieu rural la discipline militaire apprise (Piccoli 2011; Starn 1999).

³⁸⁷ Dans le réseau militant, les leaders sociaux se réfèrent aux rondes paysannes en les désignant au pluriel – les *Rondas Campesinas* – ou au singulier – la *Ronda Campesina* –, en fonction du contexte d'énonciation et de la distinction entre organisation et forme organisationnelle. Nous avons fait le choix de n'adopter que la première forme, pour rappeler la nature plurielle des formes organisationnelles tout comme des organisations dénommées par le terme général de « rondes paysannes ».

³⁸⁸ Les habitants des communautés directement affectées par le projet minier ne sont pas les seuls à se mobiliser, on trouve aussi, comme nous le verrons dans le dernier chapitre, ceux des communautés riveraines, ce qui laisse entrevoir la formation d'un discours politique centré sur les ressources hydriques.

d'Humala en septembre 2011, contribue à présenter, dans les médias nationaux et internationaux, la mobilisation locale comme un mouvement social « paysan », voire indigène. En dépit de l'auto-dénomination de « paysannes » – catégorie socio-professionnelle sans contenu ethnique explicite –, les mobilisations contre Minas Conga constituent l'occasion pour la direction « politique » des Rondes Paysannes³⁸⁹ de se positionner comme l'organisation paysanne, voir indigène, de référence pour le nord andin, en développant de nouvelles stratégies de mobilisation et en tissant de nouvelles alliances à l'échelle nationale. Comme nous le verrons plus en détail dans le prochain chapitre, le rôle renouvelé des Rondes Paysannes va se conjuguer avec le discours des organisations provinciales mentionnées auparavant, produisant une (re)valorisation des catégories de « rural » et « paysan », en opposition à celles de « urbain » et « minier ». Une nouvelle génération de militants issus des secteurs ruraux ou urbains populaires va notamment s'approprier ces identifications sociales précédemment dévalorisées afin de légitimer son engagement.

4.3.3 Une féminisation de la participation et de l'image

Au-delà de son leadership provincial et de son image paysanne, le mouvement contre Minas Conga connaît une importante participation féminine. De nombreuses femmes de tout âge et classe sociale rejoignent les activités d'opposition au projet, légitimant leurs activités militantes par un discours centré sur le rôle social de la mère et sur l'importance d'un approvisionnement hydrique sain et abondant pour mener à bien les obligations attribuées à ce rôle. Les militantes affirment être plus sensibles que les hommes aux difficultés posées par le manque d'eau en raison de leur rôle domestique et affichent, par conséquent, leur militance comme « moins politique » que celle de leurs compagnons de lutte masculins. Dans le cadre des mobilisations, des piquets de grève, des manifestations et des occupations, elles exercent différentes activités, allant de la défense des militants face aux forces de l'ordre au soin des blessés, de l'organisation des commémorations religieuses à la collecte et la préparation des repas pour les manifestants. Au cours des grèves, des occupations et des manifestations contre le projet minier, ces femmes occupent une place importante au sein de l'espace public et des

³⁸⁹ Nous faisons ici référence à l'association nationale des rondes paysannes, la *Central Única Nacional de Rondas Campesinas del Perú* (CUNARC-Perú), qui, en 2011, participe, avec les principales organisations indigènes et paysannes nationales, au processus de rédaction de la loi qui, en raison de son application très restrictive, ne leur sera pas destinée. Nous reviendrons sur ces questions dans les chapitres 5 et 7.

activités de protestation, dont elles constituent – avec leur travail de militance souvent peu visible – un maillon important.

Dans la première partie, j'ai souligné la dimension genrée des effets inégaux des activités minières, qui peuvent se résumer en une « masculinisation des gains » et une « féminisation des pertes ». Il serait cependant hâtif de conclure que cette inégalité – qui n'est par ailleurs pas mobilisée par les militantes - soit la seule raison de l'engagement féminin. Le discours de mobilisation féminin qui relie la participation des femmes à leur « nature » maternelle, représentée comme a- ou pré-politique, est vite déconstruit lorsqu'on regarde de plus près l'histoire des organisations féminines dans la région et les trajectoires des militantes. Celles-ci révèlent, dans la plupart des cas, un engagement de longue date dans l'espace public, tout comme de nouveaux processus d'organisation amorcés avec l'expérience de la mobilisation et une nouvelle génération de militantes. Dans le chapitre 6, l'analyse des formes et des discours de participation féminine permettra de relever à la fois les éléments de continuité et les nouveautés dans les formes et objectifs de la participation politique féminine, notamment par rapport à l'âge et à la classe sociale des militantes.

Se pencher sur le rôle de la militance féminine, mis en relation avec les activités militantes en général, permet également d'apprécier les contradictions entre une croissante valorisation de la participation féminine et la persistance d'obstacles matériels, sociaux et politiques à celle-ci. Au cours des années de mobilisation contre le projet Conga, la participation féminine aux mobilisations suscite une attention croissante de la part des leaders locaux et des organisations internationales avec lesquelles ils collaborent. Ceux-ci soutiennent notamment les organisations de femmes participant au mouvement et encouragent leurs activités visant à soutenir l'opposition au projet dans le moyen-long terme. Les organisations internationales facilitent d'ailleurs leur participation aux espaces et mouvements nationaux de femmes paysannes et indigènes mobilisées contre les activités extractives, favorisant ainsi l'évolution de leur socialisation politique dans ce sens. Cependant, les organisations locales masculines et mixtes peinent à leur faire une place dans le cercle des dirigeants du mouvement. Bien que l'image du conflit Conga à l'international se « féminise » de plus en plus – processus qui atteint son apogée avec la diffusion du cas de Májima Acuña de Chaupe comme « visage » international du conflit –, la représentation qui en ressort n'est pas celle de femmes et mères politisées qui se battent pour le respect de leurs droits individuels et collectifs, mais celle d'une « petite paysanne des Andes », victime des violences perpétrées par les grandes corporations internationales, qui défend l'eau et la terre indispensables à sa survie.

4.3.4 Un mouvement social « glocal » : circulations et nouvelles technologies

Si une approche du militantisme « au ras du sol » est indispensable à la compréhension des discours et des formes prises par l'opposition locale au projet minier, le succès du mouvement social contre Minas Conga ne peut être saisi sans aborder le travail de mobilisation dans une perspective multiscalaire. La visibilité et la résonance nationale comme internationale de la mobilisation est le produit de collaborations et de circulations « glocales », marquées par un double processus de territorialisation et de déterritorialisation de l'action militante. D'une part, l'occupation physique de la zone du futur projet minier et l'interaction des militants avec les lacs permettent d'ancrer l'action militante dans le territoire objet du conflit. L'action militante donne un nouveau sens au territoire en le dotant de caractéristiques particulières et, en même temps, elle se sert du système hydrique local pour dessiner une identité territoriale et politique inclusive. D'autre part, la circulation des acteurs, images et informations sur les réseaux sociaux et dans les circuits de solidarité internationale permet de rendre visible l'opposition locale au projet et de la soutenir sur le long terme. Cette circulation des représentations du conflit et des récits militants permet ainsi de construire un récit unitaire.

La démocratisation de l'accès aux nouvelles technologies d'information et de la communication (TIC) et la pluralisation des médias jouent ici un rôle fondamental dans ce processus, facilitant la circulation d'images et d'informations entre les échelles locale et internationale. Les jeunes militants urbains, qui ont un accès facilité aux TIC, en font notamment un usage généreux, contribuant de la sorte à « traduire » le conflit local en un format accessible au public national et international et, inversement, à « adapter » les matériaux circulant en ligne pour les rendre accessibles au public local. La pluralisation des médias, qui facilite la diffusion des matériaux produits par les militants, favorise aussi la diffusion de représentations et de récits différents de ceux offerts par les médias officiels, en proposant au public des images positives des manifestants. La production et diffusion d'une narration « universelle », qui peut être appropriée et interprétée par différents acteurs, permet de donner visibilité au conflit et à ses acteurs. Cependant, dans ces processus de traduction et d'adaptation à des fins de visibilité, certains éléments se perdent. La trajectoire de Máxima Acuña de Chaupe, sur laquelle je reviendrai davantage dans le dernier chapitre de cette thèse, permet d'apprécier à la fois le niveau d'exposition atteint par l'opposition locale au projet minier et la dimension

critique politique qui se perd dans le processus de traduction du conflit pour un public national et international.

Conclusion

Le conflit Minas Conga marque un moment clé dans l'histoire récente des conflits sociaux au Pérou à plus d'un titre. Tout d'abord, il s'agit de la deuxième grande mobilisation régionale contre la même compagnie minière qui, comme en 2004, s'est terminée non pas par un recul du gouvernement mais par la décision de l'entreprise de suspendre le projet. Deuxièmement, ce conflit dépasse l'espace local pour atteindre rapidement l'espace national : le fait qu'il se déroule à quelques mois de l'élection du gouvernement le plus progressiste depuis la transition démocratique de 2000 coûte au parti nationaliste une bonne partie de son électorat et de sa cohésion interne.

Les effets de ce conflit ne sont toutefois pas uniquement destructeurs : le projet minier Conga participe aussi au renouvellement du réseau militant local et à l'élaboration de nouveaux répertoires de protestation. L'évolution de ces derniers montre notamment une progression de l'échelle locale (grèves, occupations) à l'échelle nationale (Marche de l'eau, contre-expertise de l'EIE) et internationale (cas de Máxima Acuña, réseaux de solidarité internationale), qui sont autant d'indicateurs de la nature des rapports entre protestataires et autorités publiques (Goirand 2010a). À cet égard, la progression des espaces de la mobilisation est révélatrice : de l'occupation de la capitale régionale à la marche à Lima, pour déboucher finalement sur l'occupation du territoire local par les « gardiens des lacs », le mouvement social local formule diverses demandes – de représentation politique, de droits citoyens, de fiscalisation environnementale, de gestion du territoire – portées par différents groupes et organisations – résidents, électeurs, élus, militants écologistes, etc. L'évolution des répertoires est à comprendre à la fois comme une réaction d'adaptation à l'intransigeance du gouvernement et comme le produit innovateur des liens qui se sont progressivement tissés entre les organisations locales et leurs partenaires nationaux et internationaux (Tilly et Tarrow 2006)

Le conflit contribue ainsi à développer, chez les acteurs locaux, des compétences en matière de militantisme, de participation citoyenne, d'exercice de leurs droits, ou encore de connaissances techniques et technologiques : « Les répertoires ne nous informent pas que des stratégies mais aussi des imaginaires politiques des groupes mobilisés, de leurs représentations

de l'autorité du pouvoir et du politique » (Goirand 2010a). La transformation des discours de la mobilisation et des récits militants, au cours de leur trajectoire reliant l'espace physique local à l'espace virtuel mondial, tout comme l'évolution des autoreprésentations et des stratégies de diffusion, ne peut être réduit aux impératifs de la mobilisation. Au contraire, il s'agit également du produit des identifications des groupes, des rapports de pouvoir entre acteurs et organisations du mouvement et de la façon dont ceux-ci « conçoivent leur position dans leur société et dans leur système politique » (*ibid.* : 18). Les éléments de nouveauté qui font du mouvement social contre Minas Conga un conflit de « deuxième génération » sont ainsi à envisager comme le produit des contraintes rencontrées, mais aussi de processus d'apprentissage et d'innovation du réseau militant qui se déploient dans un contexte local, politique et international différent de celui de 2004.

CHAPITRE 5

UN MOUVEMENT SOCIAL « PAYSAN » :

ÉVOLUTION DU RESEAU ET DES IDENTIFICATIONS MILITANTES

En novembre 2011, la ville de Cajamarca est paralysée par la présence de milliers de manifestants ressortissant des provinces riveraines, attestant de la diffusion d'un refus de l'activité minière depuis le début des activités de MYSA. La grève est inaugurée par une assemblée réunissant des délégations d'habitants des trois provinces concernées par le projet Conga sur les rives du lac El Perol, dans la future zone d'exploitation minière. Les images de la réunion du 24 novembre 2011 (cf. fig. 57), auront une vaste circulation à l'échelle internationale³⁹⁰, au point de devenir le portrait visuel de la mobilisation. Ces photographies montrent une multitude de participants – parmi lesquels un grand nombre porte des *ponchos* et des *sombreros* (chapeaux de paille) caractéristiques du milieu rural andin – sur les rives du lac menacé par le projet minier. Au milieu des participants, on devine le cercle de parole où s'expriment les intervenants, selon la coutume des assemblés communautaires en milieu rural andin. L'image évoque ainsi un mouvement social populaire et homogène, où la participation se déroule conformément à la « tradition » paysanne. En même temps, la juxtaposition des manifestants au paysage alto-andin perpétue, dans l'imaginaire collectif, une association entre la petite paysannerie andine et son environnement physique, comme une forme sociétale et un milieu naturel demeurés intacts, et donc à préserver.

³⁹⁰ Initialement vendue à l'Agence France Presse (AFP), cette série d'images est reproduite et diffusée sur tous les sites de presse nationale et internationale, blogs de contre-information et sites d'ONG environnementalistes et/ou de solidarité internationale, de *corporate watch* et d'information sur le secteur minier qui couvrent le conflit. Elle est rapidement devenue la principale illustration de l'opposition locale au projet. Voici une liste non-exhaustive des sites sur lesquels est parue cette image : upsidedownworld.com (site international d'information militante sur l'Amérique latine) ; ejolt.org (Environmental Justice Organisations, Liabilities and Trade) ; mining.com (principal site d'information sur le secteur minier global), lexpansion.lexpress.com (site d'approfondissement de la presse française), alimenterre.com (plateforme d'organisations pour l'agriculture durable) ; catapa.be (organisation belge de solidarité internationale) ; revistaideele.com (site péruvien de presse indépendante) ; servindi.com (site péruvien d'information interculturelle) ; proceso.com.mx (site mexicain d'information) ; nuevamineria.com (journal en ligne spécialisé dans les secteurs minier et énergétique) ; updatednews.ca (presse canadienne) ; commonsblog.wordpress.com (blog allemand sur les biens communs) ; et plataformaapc.org (Plataforma de acuerdos públicos comunitarios de las Américas). Des articles sur le conflit, accompagnés d'images similaires, sont aussi parus dans *Le Monde* (24/08/2012), *El Pais* et tous les principaux quotidiens péruviens (*La Republica*, *El Comercio*, *RPP Noticias*, *Perú 21*, etc.).



Fig. 57 - Réunion du 24/11/2011 sur les rives du lac El Perol. Image d'Ernesto Benavides/AFP/Archives.

Cette image de l'opposition locale aux activités extractives illustre bien la présentation de soi qui sera adoptée par le mouvement social local, tout au long des mobilisations contre Minas Conga. Les porte-parole des principales organisations, souvent des résidents urbains, issues de la classe moyenne ou des secteurs populaires émergents, représenteront en effet la mobilisation comme l'expression d'une population rurale andine souhaitant défendre son mode de vie. Des affirmations telles « Sans nous, Lima ne mangerait pas ! », permettront de mettre en lien le « racisme » de Lima envers les élites locales avec les nouvelles inégalités associées à la marginalisation des activités agro-pastorales par les activités extractives (cf. chapitre 3). Loin d'être l'expression « spontanée » d'une opposition généralisée à l'expansion minière dans la région, ce discours militant et les représentations qui le régissent sont le produit d'un travail d'articulation entre différents groupes politiques, territoriaux et ethniques, permettant la mise en lien entre les préoccupations de différents groupes et leur « traduction » dans un discours unitaire.

Ce chapitre portera sur l'élaboration d'un discours de revendication et d'une identification militante commune à différents groupes socio-économiques et territoriaux. À l'encontre d'une tendance répandue à privilégier l'analyse des revendications et les formes identitaires mises en avant par les militants eux-mêmes à celle des organisations (Goirand 2010b), j'opterai pour donner la priorité à l'analyse des rapports entre les différents groupes

contestataires, afin de mettre à jour comment ces discours de revendication et identifications politiques communes sont produites. Placer la focale sur la composition du réseau de mobilisation, et les rapports d'alliance et de compétition qui le traversent, permet de ne pas homogénéiser les acteurs et de se concentrer sur la nature créative, plurielle et parfois contentieuses du travail de signification du conflit et des identifications militantes (Benford et Snow 2000 ; Kurzman 2008 ; Holland, Fox, et Daro 2008 ; Wolford 2010). Cette approche met également en lumière les rapports de pouvoir entre les acteurs mobilisés, et la façon dont le discours de mobilisation peut être adopté tant pour réaffirmer que pour défier les hiérarchies sociales entre eux.

Pour comprendre comment la mobilisation sociale contre le projet Minas Conga arrive à se doter d'une identification « paysanne » partagée par tous les militants, il faut d'abord se pencher sur le nouveau leadership des deux organisations provinciales récemment constituées, la *Plataforma Interinstitucional Celendina* (PIC) et le *Frente de Defensa de Huagayoc-Bambamarca* (FDHB), qui sera déterminant pour la succès des mobilisations. Bien qu'elles entretiennent un rapport de coopération et de conflit, qui s'exprime par des appartenances socio-ethniques et des alliances politiques diverses, ces organisations font front commun et légitiment leur position dans le réseau de mouvement par leurs différences avec la capitale « minière » de Cajamarca et ses élites. L'autre organisation déterminante pour la réussite et la signification du mouvement d'opposition est l'organisation des rondes paysannes, qui participe à la re-signification de la lutte contre l'extraction minière comme une mise à jour de la lutte pour l'émancipation de la paysannerie andine. La collaboration entre les leaders politiques des rondes paysannes et une ONG de Lima produit notamment un apprentissage local des principes du droit autochtone international et la traduction des marqueurs de l'altérité paysanne locale dans le langage du droit onusien. La représentation du conflit comme une opposition dichotomique entre la petite paysannerie andine et les élites financières internationales consolide davantage l'association entre l'altérité ethnique et la résistance aux forces destructrices de la modernité minière. La politisation de la catégorie sociale de « paysan » contribue ainsi à ce que les militants mobilisent leurs origines rurales afin de légitimer leur engagement contre le projet minier. La mise en exergue de l'appartenance au monde paysan dans le discours et les pratiques militantes n'entame pourtant pas les hiérarchies sociales entre les acteurs, comme le révèlent la persistance des discours et pratiques discriminatoire observables dans les interactions militantes.

5.1 Un nouveau leadership : décentralisation du mouvement social

Dans les mois qui suivent la grève générale de novembre 2011, les leaders de trois organisations locales - la *Plataforma Interinstitucional Celendina* (PIC), du *Frente de Defensa de Hualgayoc-Bambamarca* (FDHB) et du *Frente de Defensa de los Intereses de la Región Cajamarca* (FDIRC)³⁹¹ – deviennent les principaux porte-parole du comité directif du mouvement régional contre le projet Minas Conga, soit le *Comité Unitario de Lucha* (CUL)³⁹². L'intégration du cercle directif du mouvement social ne se fait pas toujours facilement, comme en témoignent les anecdotes racontées – strictement hors enregistrement – par les leaders des organisations provinciales. Esteban, leader d'une organisation sociale de Bambamarca, raconte par exemple qu'en février 2012, au cours de la Marche de l'eau³⁹³, des membres du *Frente de Defensa Ambiental de Cajamarca* (FDAC) se seraient opposés à ce que le FDHB se positionne à la tête du cortège avec les autres organisations, ou que son président prenne la parole en public lors des rassemblements. Les rapports seraient devenus progressivement plus tendus jusqu'au moment où Esteban et ses camarades de Bambamarca auraient menacé de rentrer à Cajamarca avec toute leur (nombreuse) délégation si on ne leur accordait pas une meilleure visibilité, compromettant ainsi le succès de la marche. Cette menace – qui m'a été rapportée par d'autres interlocuteurs - contribue à consolider le rôle du FDHB au sein du mouvement et à accélérer la marginalisation du FDAC, dont la position dans le réseau de mobilisation était déjà peu favorable.

Cette organisation, dont le rôle a été central dans la réussite des mobilisations de 2004, et qui est une des principales instigatrices de la grève régionale de novembre 2011, se voit en effet progressivement marginalisée au cours des mobilisations contre le projet Conga. Son éloignement par les autres organisations du réseau de mobilisation se fait sous prétexte de

³⁹¹ Front de Défense des intérêts de la région Cajamarca. Il s'agit d'une organisation très proche du gouvernement régional, que certains acteurs locaux dénoncent comme la mainmise du gouvernement régional sur le mouvement social. L'alignement politique et les liens personnels entre les deux sont évidents : le président du FDIRC, Idelso Hernandez Llamo, et l'actuel président régional, Gregorio Santos Guerrero, sont tous deux d'anciens militants du parti *Patria Roja*, du syndicat des professeurs (SUTEP) et de l'organisation des rondes paysannes, trois organisations au sein desquelles ils ont construit leur carrière politique (cf. chapitre 7).

³⁹² Font partie du *Comité Unitario de Lucha* : la PIC, le FDHB, le FDIRC, le *Frente de Defensa de San Marcos*, la Fédération Provinciale et Régionale des Rondes Paysannes, Urbaines et Indigènes de la Région Cajamarca, le syndicat des travailleurs de l'éducation (SUTEP) régional, la Fédération Universitaire, le *Frente de Defensa Ambiental de Cajamarca de Cajamarca* (FDAC), les associations de commerçants, et autres.

³⁹³ Marche pacifique des délégations locales à Lima pour manifester leur opposition au projet minier, du 01/02/2012 au 10/02/2012. Voir chronologie du conflit en annexe N°1.

l'attitude autoritaire (*caudillismo*) de son président, Wilfredo Saavedra Marreros. Néanmoins, il s'agit vraisemblablement de prévenir le risque d'accusations de terrorisme fréquemment adressées aux leaders des mouvements anti-miniers, accusation faisant de Saavedra une cible parfaite en raison de son passé dans le Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA)³⁹⁴. Une autre raison de sa marginalisation est l'incompatibilité politique entre le FDAC et le *Frente de Defensa de los Intereses de la Región Cajamarca* (FDIRC), une organisation concurrente fortement liée aux cadres de l'ancien parti communiste *Patria Roja* (PR), actuellement au gouvernement régional comme composante majoritaire du Mouvement d'Alliance Sociale (MAS). Entre les deux organisations du mouvement en opposition à Conga, de vieilles rivalités politiques³⁹⁵ se mêlent aux nouvelles, ce qui se traduit aujourd'hui par une incompatibilité entre leurs militants qui s'accusent les uns les autres de mener des projets « terroristes » ou de « récupérer » politiquement des luttes menées par la base.

Ces interactions parfois difficiles entre les militants permettent d'entrevoir l'existence de hiérarchies et rivalités entre les organisations du mouvement social. Celles-ci sont à la fois territoriales – car elles opposent des organisations « provinciales » à celles de la capitale – et politiques – car elles dérivent de différences idéologiques et pratiques de longue date. Loin d'être une prérogative des organisations de la capitale régionale, nous les retrouvons aussi bien à l'échelle locale et nationale qu'internationale. En dépit de ces rivalités, toutes ces organisations contribuent à fabriquer une identité militante partagée, sur la base de leur opposition commune au secteur minier.

³⁹⁴ Déjà en juillet-août 2011, au cours de mon premier terrain, des membres d'autres organisations du mouvement nous avaient fait part de leurs préoccupations face à l'éventualité de voir Saavedra devenir président du FDAC. En effet, à partir de la grève de novembre, les médias accordent beaucoup d'attention à Saavedra, pourtant marginalisé par les autres organisations du mouvement, et ne manquent pas d'évoquer le passé « terroriste » de ce leader local dans chaque article. Voir à ce titre : « Ex terrorista del MRTA lidera guerra a Conga », *Diario El Correo* du 17/11/2011 (<https://diariocorreo.pe/politica/ex-terrorista-del-mrta-lidera-guerra-a-conga-500747/>, dernier accès le 29/11/2017) ou « 'Camarada Rodrigo' manda en protestas Cajamarca », *Peru21* du 05/12/2011 (<https://peru21.pe/voces/camarada-rodrigo-manda-protestas-cajamarca-6246> dernier accès le 29/11/2017).

³⁹⁵ Le MRTA, organisation d'inspiration marxiste-léniniste née en 1982, s'est formé à partir de la convergence entre le Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR) – une branche du parti Alianza Popular Revolucionaria Americana (APRA) – et le Partido Socialista Revolucionario (PSR) – issu du gouvernement de Velasco Alvarado et d'un branchement du parti Démocratie Chrétienne. Ces deux organisations sont unies par leur inimitié envers le parti communiste péruvien (PCP) qu'elles considèrent comme sous les ordres des partis communistes d'Union Soviétique et de Chine (CVR, 1.4, « El Movimiento Revolucionario Tupac Amaru », pp. 379-435).

5.1.1 Des appartenances diverses : la « Rondera » Bambamarca et la « blanche » Celendín

Les relations entre les organisations combinent conflit et coopération. Ainsi, tout comme le nouveau leadership provincial et les organisations de la capitale régionale, la PIC et le FDHB entretiennent des relations fluctuantes. Une première raison de tension entre ces organisations apparaît lors des forums régionaux évoqués dans le chapitre 4, au sujet de l'appartenance administrative de certaines communautés situées dans la future zone d'exploitation, à la frontière entre les deux unités administratives. Cette différence d'opinion est rapidement dépassée au bénéfice d'une opposition commune au projet minier, mais une certaine rivalité politique continue d'opposer les acteurs des deux côtés de cette frontière administrative. Au sein de la région, ces localités ont effectivement des profils sociaux et économiques très différents. La district de Bambamarca, dans la Province de Hualgayoc (Fig. 58), se distingue par une riche économie d'élevage, dont la commercialisation est favorisée par un accès direct à la ville côtière de Chiclayo, via la province de Chota, mais aussi par une solide classe moyenne rurale et une forte présence des rondes paysannes qui, au cours des années 1970, se sont développées en lien avec la théologie de la libération et le mouvement des catéchistes ruraux (Osorio Torres, 2000). La province de Celendín (Fig. 59) est, au contraire, une province économiquement plus pauvre³⁹⁶, dont les élites sont principalement constituées de commerçants et de fonctionnaires résidant dans les centres urbains de Celendín et de Sucre. Porte de l'Amazonie, via l'axe routier qui la relie à la ville de Chachapoyas (région Amazonas), elle se caractérise par une histoire de migration nationale et internationale allant des communautés juives au XVII^{ème} siècle (Lausent-Herrera, 1994) aux chercheurs d'or et commerçants de caoutchouc du XIX^{ème}.

³⁹⁶ Selon la carte de la pauvreté élaborée en 2013 par l'*Instituto Nacional de Estadística y Informática* (INEI), dans la province de Celendín, entre 69,8 et 75,9 % de la population vivent dans une condition de pauvreté extrême. Celle-ci est définie par un revenu monétaire inférieur au prix d'un panier alimentaire de base (INEI, Metodología para la Medición de la Pobreza en el Perú, 2000). Dans le district de Sorochuco – zone d'influence du projet Conga –, la part des habitants vivant dans la pauvreté extrême se situe entre 80,5 à 91,3 % (intervalle de confiance). En revanche, dans le district de Bambamarca et plus généralement dans la province de Hualgayoc, le pourcentage est d'environ 56-64 % (approximation de l'auteur de 0,5 %), et 34,8 à 38,9 % de la population dans la province de Cajamarca. Source : INEI, Mapa de Pobreza Provincial y Distrital, 2013.

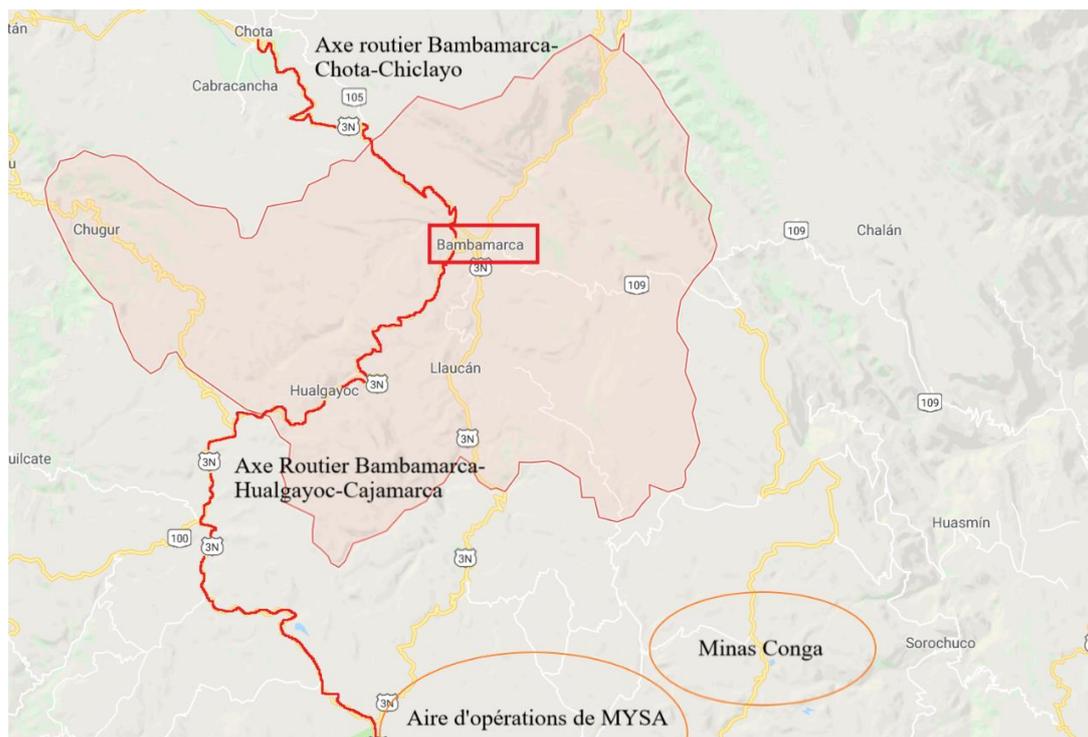


Fig 58 - Carte de la Province de Hualgayoc, avec marqués les principaux axes de communication (au nord vers la côte, au sud vers la capitale régionale) et l'emplacement des projets miniers MYSA et Minas Conga. Source : Googlemaps. Elaboration de l'auteur.



Fig 59 - Carte de la Province de Celendín, avec marqués la capitale provinciale, les principaux axes de communication (à nord-est vers l'Amazonie et à sud-ouest vers la capitale régionale et la côte) et l'emplacement des projets miniers MYSA et Minas Conga. Source : Googlemaps. Elaboration de l'auteur.

Ces différentes configurations socio-territoriales et économiques contribuent à ce que l'actualité renvoie des images sociales très différentes de ces deux localités. À Bambamarca, l'élite locale est principalement constituée d'éleveurs, dont la plupart participent à l'organisation des rondes paysannes, ce qui contribue à entretenir l'image d'une localité qui se distingue par sa paysannerie fière, forte et organisée. À Celendín, au contraire, l'élite locale est constituée de petits commerçants et de professionnels concentrés en milieu urbain, ce qui contribue à donner une image de province de « Métis » (les habitants, comme évoqué dans le chapitre 3, sont censés être les « plus blancs » de la région) urbanisés et éduqués. Les membres de la PIC et du FDHB tendent à évoquer leurs différences comme relevant de diverses appartenances ethniques et « culturelles » : les habitants de Bambamarca accordent à leurs compagnons de Celendín un statut d'experts dans les questions « techniques », tandis qu'ils revendiquent les rôles de coordination et l'exercice de la force au cours des manifestations, soulignant la solidité de leur organisation sociale et le courage de leurs membres ; de leur côté, les militants de Celendín vantent la force et le courage de leurs voisins, mais ne manquent pas de faire remarquer que ceux-ci n'ont pas suffisamment de rationalité et de capacité de calcul, ce qui en fait des alliées « forts mais un peu brutes » (militant de la PIC, entretien, 2013). Les rapports de genre servent aussi à marquer la différence ethnique entre les deux unités administratives : les militants de Celendín expliquent le fait que Bambamarca compte une organisation non mixte de longue date – les rondes paysannes de femmes – par le fait que les hommes de la localité voisine seraient « plus machistes » et qu'ils « ne permettent pas aux femmes de participer » (militante de la PIC, entretien, 2013)³⁹⁷. De leur côté, les participantes aux organisations féminines de Bambamarca considèrent l'œuvre de leur organisation comme complémentaire aux organisations masculines, et la non-mixité comme une garantie d'autonomie et d'attention aux questions spécifiquement féminines (membre des rondes paysannes de femmes, entretien, 2013).

Les relations de compétition entre les deux se manifestent de plusieurs façon : par des commentaires désobligeants au sujet des organisations et leaders de la Province rivale, des accusations de « s'accaparer » les ressources communes (telles les donations d'aliments pendant les occupations de la capitale régionale) ou de vouloir s'imposer aux autres de façon autoritaire. Ce dernier aspect m'apparut manifeste, au cours de mon travail de terrain, dans la manière dont certains leaders utilisaient leur pouvoir de désigner les interlocuteurs de confiance

³⁹⁷ Il convient de souligner qu'en 2014 certaines des femmes de la ville de Celendín ayant participé aux mobilisations contre Minas Conga créent une organisation non mixte, contredisant ainsi cette affirmation.

parmi les acteurs extérieurs au mouvement social local, comme en témoigne l'épisode qui suit (Encadré X).

X. Autorité et dynamique de confiance

En mars 2012, une réunion du réseau de mobilisation s'organisa sur le site du projet Conga, à l'occasion de la journée internationale de l'eau. Comme d'autres fois, je pris contact avec un leader local de la Province de Hualgayoc, Esteban, pour pouvoir faire le voyage en compagnie de sa délégation. Comme ce leader était connu pour faire des avances aux femmes étrangères, je pris soin de le prévenir que je serais accompagnée d'un collègue anthropologue états-unien, Santiago, qu'il connaissait bien. A ma grande surprise, Esteban me fit comprendre à demi-mots qu'il n'était pas possible de me rendre à la réunion car, selon un nouvel « accord » entre les leaders sociaux, aucun étranger ne serait bienvenu, puisqu'il était possible qu'il se « passe des choses » entre les manifestants et la police. Etonnée et inquiétée par cette annonce (on murmurait depuis quelques temps que les membres de sa délégation étaient armés et prêts à se servir de leurs armes si nécessaire) j'en discutai avec mon collègue, et ensemble nous décidâmes d'appeler notre contact dans la Province de Celendín, Manuel, pour savoir s'ils étaient au courant qu'il se tramait quelque chose. Manuel fut surpris de la nouvelle et appela Esteban pour avoir des explications. Il me rappela ensuite pour m'expliquer - toujours à demi-mots - que le problème n'était pas le risque d'affrontements, mais le fait qu'Esteban suspectait Santiago d'être un espion. Il ajouta qu'on ne pouvait pas parler de ça par téléphone, et que si Santiago voulait clarifier sa situation, le mieux était de se rendre à Celendín pour en discuter avec lui et d'autres leaders locaux. Cette nouvelle m'inquiéta beaucoup, car j'avais désormais compris que la méfiance - tout comme la confiance - agissait « par contagion » : l'accusation qui pesait sur mon collègue pesait ainsi aussi sur moi, du moment que je le côtoyais et que l'on me voyait aux réunions en sa compagnie. Avec Santiago, je pris donc la route pour rejoindre Manuel et dissiper les doutes qui jetaient une ombre sur nos réputations.

A notre arrivée, nous fumes surpris par l'accueil chaleureux de Manuel et de son camarade militant Nemesio, qui nous reçurent dans la maison de ce dernier avec du chocolat chaud, du pain et du fromage local comme pour une soirée entre amis. Manuel nous expliqua que lui et ses camarades de Celendín ne croyaient pas du tout aux insinuations d'Esteban, qu'ils les trouvaient infondées, et qu'en plus ils étaient vexés car la décision de nous interdire l'accès à la réunion avait été prise sans les concerter. L'organisation d'Esteban, et la délégation de sa Province, s'étaient ainsi arrogé le droit de décider pour les autres organisations et leaders du mouvement social. Manuel et Nemesio nous invitèrent donc à nous rendre à la réunion le lendemain avec eux, en contournant ainsi l'interdiction et en les plaçant sur un pied d'égalité avec Esteban et son organisation. La situation était délicate : alors que nous voulions participer à la réunion, arriver sur place avec l'organisation « rivale » allait décidément jeter un froid entre Esteban et nous. Après des heures de discussion, je décidai de faire « profil bas » et de ne y pas aller. Une fois cette décision prise, mon collègue partit se reposer.

Manuel et Nemesio profitèrent de ce moment pour me demander si je pouvais « garantir » sa fiabilité, remettant ainsi rapidement en question tout ce que je croyais désormais acquis. Leur demande revenait à attester de la fiabilité de mon collègue par la mienne, ce qui en même temps me désignait comme personne « plus fiable » (ou en tout cas « moins suspecte ») que lui. Hésitant à assumer pleinement la responsabilité qu'on m'attribuait, je leur dis que je ne le connaissais pas auparavant mais que toutes les références qu'il m'avait données (son université de rattachement, le nom de son directeur de thèse) étaient avérées, et que je ne *croyais pas* qu'il soit un espion. Ce faisant, je reproduisis instinctivement le mécanisme de la confiance « par contagion », n'acceptant pas de parier ma réputation pour la sienne sans toutefois refuser la position préminente que l'on m'attribuait dans le réseau militant.

Les enjeux de la confiance, comme avancé dans l'introduction, sont étroitement liés aux relations de pouvoir entre acteurs : la « fiabilité » est un bien qui circule de haut en bas, une onction donnée par les leaders locaux dont la proximité suffit à certifier la réputation d'un « étranger » pour les militants de base, dont elle ne s'émancipe qu'ensuite, par le tissage d'autres collaborations militantes. Pour cette même raison, la mise en doute de la fiabilité d'une personne par un leader local constitue une grave menace, pouvant entraîner sa délégitimation et son isolement parmi les autres acteurs du mouvement social. L'attribution et le déni de « confiance » constituent ainsi une preuve de l'autorité des leaders et des enjeux de pouvoir entre eux.

En plus de mobiliser des formes d'appartenance distinctes, les organisations de référence des deux provinces tissent, à l'intérieur de l'espace du mouvement³⁹⁸, des réseaux d'alliances divergents et parfois compétitifs. Le FDHB, par sa proximité avec l'organisation des rondes paysannes et le syndicat des professeurs, est proche du parti communiste *Patria Roja* et donc du gouvernement régional. Toujours par ce biais, l'organisation tisse des liens avec l'*Instituto Internacional de Derecho y Sociedad* (IIDS) – une ONG de Lima dont la fondatrice appuie, depuis les années 1980, les rondes paysannes au niveau juridique – et, par conséquent, avec leurs réseaux internationaux (ONG, chercheurs, péruviens expatriés, institutions internationales). Le discours du FDHB et les initiatives locales et internationales auxquelles l'organisation adhère se construisent ainsi principalement autour de la question des inégalités ethniques et de classe, par un discours centré sur la justice sociale, et ont recours au cadre juridique fourni par le droit autochtone international, dans le but de faire pression sur le gouvernement à partir des instances internationales – telle la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Au contraire, la PIC, dont le noyau dur est proche de l'ONG Grufides et de la « nouvelle gauche » éco-socialiste péruvienne – notamment du parti *Tierra y Libertad* (TyL) – entretient des liens de collaboration avec le *Programa de Democracia y Transformación Global* (PDTG) de Lima, un réseau d'organisations écologistes (Red Muqui), la *Coordinadora Nacional de Derechos Humanos*³⁹⁹ (CNDDHH) et des ONG internationales (Ingenieros Sin

³⁹⁸ Par l'expression « espace de mouvement » (Melucci, 1983), nous indiquons une « nébuleuse aux contours imparfaits » composée d'acteurs, d'institutions et d'organisations favorables ou soutenant les activités militantes, sans nécessairement y être directement engagés ». Voir aussi : Mathieu (2007).

³⁹⁹ Coordination Nationale des Droits de l'Homme. Réseau d'organisations (institutionnelles, civiles, religieuses) fondé en 1995, à la suite de l'homicide de neuf journalistes dans la communauté de Uchuraccay, région Ayacucho (<http://derechoshumanos.pe/>). Au sujet des faits de Uchuraccay et de leur pertinence pour le débat politique voir Theidon et Quinteros 2003; Otis 2012; Mayer 1991.

Fronteras, Catapa, Acsur). Par le biais de celle-ci, la PIC tisse des liens avec des réseaux de solidarité internationale d'inspiration socio-écologiste et altermondialiste. Leurs initiatives à l'échelle locale et nationale tendent ainsi à avoir recours aux cadres juridiques et discursifs de la justice environnementale et des droits de l'homme, afin de promouvoir la réforme de l'État en matière de droits citoyens et de régulation environnementale.

C. Tableau des organisations sociales selon l'échelle et le courant politico-juridique

Échelle	Justice environnementale et droits de l'homme	Justice sociale et droits autochtones
Locale	PIC (rondes paysannes, syndicats, associations professionnelles et de la société civile) GRUFIDES (ONG écologiste locale)	FDHB (rondes paysannes, syndicats, associations professionnelles et de la société civile) Rondes Paysannes (unités locales, provinciales et régionales)
Nationale	CNDDHH (ONG nationale des droits humains) <i>Tierra y Libertad</i> (parti éco-socialiste)	IIDS (ONG nationale de défense des droits autochtones) <i>Patria Roja</i> (parti communiste)
Internationale	<i>Ingenieros Sin Fronteras</i> , Catapa, Acsur (ONG internationales) Tribunal international de l'eau et réseaux de solidarité (société civile internationale)	Réseaux péruviens expatriés Cour interaméricaine des droits de l'homme (instance supranationale) et réseaux de solidarité (société civile internationale)

(Elaboration par l'auteure)

Les relations de compétition – voire de conflit – entre organisations ne sont pas seulement endémiques à tout groupe social, elles participent aussi à la production plurielle de celui-ci (Simmel, 1995 [1905]). En dépit de leurs différences en termes d'identification socio-territoriale et d'affiliation politique, la PIC et le FDHB sont rassemblés par leur condition de « nouvelles venues » dans le réseau de mouvement régional – en termes d'ancienneté des organisations comme d'âge de leurs leaders –, ce qui, dans un premier temps, les a placées dans une position d'infériorité par rapport aux organisations de la capitale régionale ayant plus d'expérience en matière de mobilisations anti-minières. En même temps, leur position d'organisations locales de référence et leur extériorité par rapport aux luttes intestines entre les

organisations de la capitale constituent leur force. En jouant de leur ancrage territorial et de leur capacité de mobilisation, tout comme des rapports entre les organisations historiques, ces deux organisations parviennent finalement à peser dans le réseau de mobilisation et à s'assurer une place dans le leadership du mouvement social régional. Cette décentralisation du leadership s'accompagne d'un discours de légitimation qui représente les provinces comme caractérisées par une économie agro-pastorale et une société andine « traditionnelle », en opposition aux élites de la capitale régionale associées à l'économie minière et à la pollution sociale.

5.1.2 Une altérité commune: provinces « agricoles » et capitale « minière »

Le poids accru des organisations provinciales dans le réseau de mouvement est légitimé par une représentation qui voudrait que les habitants des provinces se mobilisent plus que ceux de la capitale régionale. Cette différence supposée s'explique par le fait que la ville serait « corrompue » par et « dépendante » de l'activité minière, alors que les provinces seraient encore « pures » et non affectées par les transformations socio-environnementales liées au secteur extractif. Esteban, que j'ai évoqué plus haut, explique son opposition aux activités minières dans sa province par l'exemple de la commune de Chugur (province de Hualgayoc), un district parmi les principaux producteurs de fromage de la région et future zone d'influence du projet minier Tantahuatay⁴⁰⁰ :

Chugur a tout : les meilleurs fromages, de beaux villages, pas de discothèque, pas de bars ni de cybercafés. Les jeunes, après avoir fini leurs études, rentrent à leurs champs pour se dédier à l'agriculture et à l'élevage [...]. Nous, à Bambamarca, on est tranquille parce que la ronde [paysanne] aide à surveiller – c'est pas comme à Cajamarca où la mine a amené beaucoup de délinquance – les mineurs (*mineros*) ne se sont pas installés à Bambamarca (entretien 2012)⁴⁰¹

L'idylle bucolique évoquée par Esteban se caractérise par l'absence de délinquance et de lieux récréatifs (cybercafés, discothèques) associés à l'industrie minière *via* les transformations socio-économiques de la capitale régionale de Cajamarca depuis le début des années 1990. Mais plus importante encore est peut-être l'association entre un mode de vie rural idéal (« les plus beaux villages »), caractérisé par la production laitière (« les meilleurs

⁴⁰⁰ Le projet d'extraction d'or et d'argent, de propriété de Minera Coimolache (40 % Minas Buenaventura, 44 % Peru Southern Copper Corporation), est actuellement en phase de construction. Pour son emplacement, voir la carte des investissements miniers dans le chapitre 1.

⁴⁰¹ *Chugur reserva de todo : mejores quesos, lindos pueblos, no hay discotecas, no hay bares ni internet. Los jóvenes regresan después de estudiar a sus chakras, para dedicarse a la agricultura y a la ganadería, [...] Nosotros en Bambamarca estamos tranquilos porque la Ronda ayuda a controlar – no como en Cajamarca donde por la minera ha venido mucha delincuencia – los mineros no se han instalado en Bambamarca.*

fromages »), et la reproduction sociale du groupe. L'image des jeunes qui terminent leurs études en ville et reviennent s'occuper de l'activité familiale au village fait référence à une ascension socio-économique légitime - par l'éducation et l'application de ces savoirs sur la production laitière - opérée dans une continuité spatiale et temporelle. Ce sont ces formes de reproduction et d'ascension sociale intergénérationnelles qu'Esteban considère comme menacées par l'industrie minière. Sa préoccupation est double : d'une part, les activités extractives sont susceptibles d'affecter les cours d'eau et, avec eux, la production laitière, altérant ainsi les bases matérielles de la reproduction sociale locale ; d'autre part, les retombées socio-économiques de ces activités sont susceptibles d'introduire des formes de production et de consommation, associées à de nouveaux modèles sociaux qui pourraient altérer les rapports internes au groupe en produisant des formes de déviance sociale.

Les images de pollution environnementale et sociale évoquées dans le chapitre 3 reviennent alors sous forme d'une opposition non plus entre anciens et nouveaux habitants, mais entre l'espace « minier » de la capitale régionale et l'espace « agricole » des provinces. Victor, représentant d'une association étudiante de l'Université Nationale de Cajamarca et originaire d'une communauté paysanne de Bambamarca, explique les risques de l'expansion minière de la façon suivante :

Les espèces endogènes vont disparaître, en raison du bruit et de l'énorme moulin [plante de traitement des matériaux extraits, cf. chapitre 4] que la mine va installer en haut. Le *Cajamarquino* commun et sa famille seront désintégrés [...]. C'est comme pour le drogué : on attribue la faute à la famille, sans regarder le problème plus général [la société]⁴⁰² (entretien, 2012).

Dans le récit de Victor, le parallèle entre l'écosystème et la société locale est explicite : les espèces animales et végétales endogènes vont disparaître, tout comme la famille « traditionnelle », ce qui donnerait lieu à toutes sortes de déviances (exemplifiées par la figure du drogué). Esteban et Victor, comme bien d'autres autour d'eux, associent l'environnement naturel à l'environnement social à protéger : ils identifient les impacts de l'extraction minière à la société « polluée » de la ville de Cajamarca, et la société à préserver à un espace agro-pastoral provincial encore à l'abri de l'économie extractive. Cette « pureté » de la société rurale locale est représentée comme le moteur de la mobilisation des habitants provinciaux contre le projet minier. Le statut de « provincial » n'est, en effet, pas une question de résidence, mais avant tout une question d'appartenance, comme me l'explique Fabricio, 45 ans, habitant de la commune

⁴⁰² *La especies endógenas van a desaparecer, por razón del ruido del enorme molino que la mina va a poner arriba. El Cajamarquino común y su familia van a ser desintegrados (...) es como el drogadicto : se le da la culpa a la familia, sin mirar al problema más general.*

de Huasmín (province de Celendín) et participant du réseau local opposé au projet minier. Au sujet des occupations qui ont paralysé la capitale régionale en novembre 2011, il affirme que :

Cajamarca se mobilise parce qu'elle voit que les provinces se sont mises debout [= se sont mobilisées]. 70-80 % de Cajamarca sont mobilisés, aussi parce que à Cajamarca il n'y a que des provinciaux. Les *Cajamarquinos* n'existent plus, Cajamarca ce sont les provinces et les mineurs (entretien, février 2012, italiques de l'auteure)⁴⁰³.

Fabricio fait ici référence aux transformations qu'a connues la capitale régionale par la double migration de Péruviens liés aux activités extractives (les « mineurs ») et de ceux des secteurs populaires ou émergents de la région (les « provinces »), qui ont mis les habitants « originaires » de la ville dans une situation de minorité. Il divise ainsi la population de la capitale régionale entre ceux qui profitent des activités minières régionales et ceux qui n'en profitent pas et se mobilisent donc contre son expansion. Sociologiquement douteuse, cette affirmation n'est pas à prendre au pied de la lettre, mais doit plutôt être entendue comme une représentation territoriale des processus de différenciation socio-économique liés à l'économie minière : les *provincianos* sont identifiés comme ceux n'ayant pas accès aux trajectoires d'ascension sociale engendrées par le boom minier – ces migrants majoritairement arrivés après 1993 et issus des classes populaires et moyennes régionales, sont venus à Cajamarca attirés par les opportunités économiques et éducatives de la ville ; tandis que les *mineros* ne sont pas seulement les habitants venus d'autres régions du Pérou pour travailler dans le secteur minier ou les services qui y sont liés, mais aussi les locaux ayant bénéficié, directement ou indirectement, du secteur. De la même façon, les *Cajamarquinos* « en voie d'extinction », ne sont pas littéralement cette population « originaire » de la ville que la croissance démographique urbaine aurait mis en minorité, mais plutôt cette petite élite ou bourgeoisie régionale de la période précédant les années 1990, dont l'activité minière a engendré une marginalisation socio-économique.

Les militants issus des provinces soulignent la différence entre eux et les personnes de la capitale régionale non seulement en termes d'appartenance territoriale, mais aussi de valeurs liées à différentes activités productives. Selon Julieta, quarante ans, enseignante dans une communauté voisine de la petite ville de Bambamarca, les habitants de Cajamarca ne participent pas à l'opposition à Conga parce qu'ils « *se sont habitués à être inutiles* »⁴⁰⁴. Elle oppose la

⁴⁰³ *Cajamarca se moviliza porqué ve que las provincias se han puesto de pie. 70-80% de Cajamarca está de pie, también porqué Cajamarca es de todos los provincianos. Los Cajamarquinos ya no existen, Cajamarca son provincias y mineros.*

⁴⁰⁴ *se acostumbraron a ser inútiles.*

valeur du travail – à entendre comme la production matérielle associée aux professions « humbles », comme l’agriculture, l’élevage et l’artisanat – à l’opulence de la capitale minière, dont les habitants vivaient d’activités dérivées, tels les services ou le commerce. Elle ajoute « Pauvres gens de Cajamarca, c’est moche d’être aussi dépendants ; ils les obligent à manifester pour la mine, ils peuvent pas manifester contre »⁴⁰⁵. Membre du syndicat des professeurs et ancienne militante des rondes paysannes de femmes de sa province, Julieta évoque l’« inutilité » et la « dépendance » de Cajamarca pour mettre en valeur son opposé, à savoir l’autonomie des habitants ruraux, propriétaires de leurs moyens de production et de subsistance. Son discours devient plus clair lorsqu’on le situe dans le cadre d’une politisation du mode de vie et de production paysan, que l’on peut apprécier dans les mobilisations contre Minas Conga grâce à l’action des rondes paysannes.

5.2 De l’administration de la justice à la défense du territoire : l’évolution des rondes paysannes

En plus de voir l’émergence et l’affirmation de nouveaux leaders et organisations, les mobilisations contre Minas Conga sont caractérisées par une importante participation d’habitants issus des zones rurales des provinces impactées par le projet minier, dont l’activité militante se déroule principalement à travers les rondes paysannes communautaires et provinciales. Dès le début des mobilisations, nous l’avons vu, le rôle des rondes paysannes est central dans les activités de protestation. Du point de vue de l’organisation, les rondes assurent un service de sécurité et de discipline des militants, alors que, du point de vue de la présence et du contrôle du territoire, elles contribuent à élargir le réseau de mobilisation et à assurer l’occupation et le ravitaillement des campements des gardiens des lacs. La présence de l’organisation et la participation rurale qu’elles garantissent contribuent aussi à la visibilité du conflit, participant de la sorte à une présentation de la mobilisation locale dans les médias nationaux et internationaux comme un mouvement social de la paysannerie andine.

En même temps, le mouvement contre le projet Conga contribue aussi à donner aux rondes paysannes une légitimité locale et une visibilité nationale, consolidant ainsi le poids de

⁴⁰⁵ *Pobrecitos los de Cajamarca, que feo es depender tanto, los obligan a salir a favor de la mina, no pueden salir en contra.*

l'organisation dans les équilibres politiques locaux et nationaux. Pour apprécier ces dernières évolutions, il est nécessaire de les situer dans l'histoire de l'organisation qui, depuis les années 1970, joue un rôle central dans la politisation de la catégorie sociale de « paysan ». Comme nous le verrons, à partir des années 2000, les rondes paysannes entament une redéfinition de leurs objectifs et de leur identité organisationnelle, en lien avec l'expansion des activités minières dans la région. L'opposition aux mines et une nouvelle génération de leaders participent du renouvellement de l'organisation, de la mise à jour de son identité organisationnelle et de son répertoire d'action, notamment par l'intégration du droit autochtone international. Lorsque les leaders de l'organisation opèrent une « traduction » des caractéristiques de l'altérité ethnique locale vers celle de l'autochtonie onusienne, l'appartenance aux rondes participe aussi de la signification de la différence sociale en milieu rural, où les *ronderos* sont « plus » que des simples paysans.

5.2.1 Des voleurs de bétail aux « voleurs d'eau »

Les rondes paysannes, comme énoncé supra, naissent au milieu des années 1970 comme un mouvement d'auto-organisation rural pour la prévention du vol de bétail, qui s'était multiplié avec le vide de pouvoir laissé par la réforme agraire de 1969. Cette réforme a mis fin à la grande propriété foncière sans que l'État ne soit en mesure d'en remplacer les dispositifs de contrôle territorial. En même temps, elle a créé les conditions pour l'accès à la propriété foncière et au marché laitier pour une partie de la population rurale, engendrant de nouvelles formes d'ascension socio-économique. Les reconfigurations foncières et productives qui en sont issues produisent alors une nouvelle élite rurale – celle des éleveurs (*ganaderos*) – et une nouvelle forme d'organisation sociale et politique – les rondes paysannes. Reprenant la pratique des rondes de nuit déjà mobilisée dans les haciendas (Pérez Mundaca, 1997), des groupes d'habitants ruraux commencent à s'intéresser à la surveillance de leurs biens et de ceux de leurs voisins. En quelques années, la pratique se diffuse dans une bonne partie du nord andin (Gitlitz, 2014 ; Huber, 1995 ; Piccoli, 2011 ; Starn, 1999) et les rondes commencent à différencier leurs actions. Déçus de la justice d'État, qui ne prévoit que des petites peines pour les voleurs de bétail, auxquelles ceux-ci peuvent parfois échapper en corrompant les autorités, les membres de l'organisation commencent à administrer eux-mêmes une justice de type ordinaire. À travers la mise en place de tribunaux populaires sous la forme d'assemblés communautaires, les habitants jugent les voleurs et leur assignent pour peine la réalisation de travaux physiques ou

bien des sanctions (généralement des coups de fouet, des bains d'eau froide, des efforts et des formes d'humiliation physique) qui agissent comme moyen de dissuasion (*ibid.*). Lorsque les voleurs sont des membres de la communauté, ces peines sont conçues comme une expiation de la faute permettant la réintégration de l'individu au sein de la collectivité.

L'action des rondes se présente ainsi, au cours des premières décennies de leur existence, comme celle d'une organisation vouée à combattre le vol sous ses différentes formes – du vol de bétail à la corruption des autorités – et à assurer l'accès à la justice des populations paysannes délaissées par l'État (Piccoli, 2011 ; Starn, 1999 ; Gitlitz, 2014). Limiter notre attention à l'association des rondes avec la justice de et pour les paysans pourrait cependant amener à passer sous silence la valeur politique de cette organisation dans les décennies suivant la réforme agraire. Comme le résume John Gitlitz,

les rondes, cependant, n'ont jamais été simplement une affaire de justice. C'était aussi une question de dignité, de citoyenneté et d'*empowerment* politique. Traditionnellement, les paysans du nord péruvien ont été politiquement marginalisés, méprisés et exploités. Métis et hispanophones dans une région presque dépourvue de communautés indigènes, ils ont été gouvernés par des fonctionnaires nommés par l'État et non par leurs gens, et ont manqué d'une voix organisée à eux. L'émergence des rondes à Cajamarca à la fin des années 1970 leur donna un nouveau pouvoir, une présence et peut-être même plus, un nouveau respect. Pour la première fois, les politiciens locaux commençaient à les prendre en compte, non plus comme des hommes passifs qui peuvent être manipulés ou réprimés, sans être écoutés. Les paysans parlaient fièrement de comment ils avaient appris, avec les rondes, à « *levantar cabeza* », relever la tête⁴⁰⁶.

L'éradication progressive du vol de bétail dans la région et l'élargissement des actions des rondes paysannes à de nouvelles sphères rendent cette dimension politique de l'organisation apparente. Celle-ci se développe de façon alternativement conflictuelle et complémentaire avec la justice d'État, dont elle adopte certaines des formes et des normes (*ibid.*), mais elle peine cependant à obtenir une pleine reconnaissance. Le rapport entre l'organisation des rondes paysannes et l'État péruvien se caractérise par une tension entre autonomie et assujettissement, collaboration et concurrence, donnant lieu à une justice « mixte », située au croisement du droit ordinaire et du droit organique, des formes d'autorité communautaires et étatiques (Piccoli, 2014, 2009).

⁴⁰⁶ *The rondas, however, were never simply about justice. They were also about dignity, citizenship and political empowerment. The peasants of northern Peru have traditionally been politically marginal, despised and exploited. Mestizo and Spanish-speaking, in a region almost devoid of recognized indigenous communities, they have been governed by officials named by the state and not by the people and have lacked an organized voice of their own. The emergence of the rondas in Cajamarca in the late 1970s gave them a new power and a presence and perhaps even more, new respect. For the first time local politicians began to take them into account as something more than a passive mass to be manipulated and repressed but not heard. The peasants speak proudly of how, with the rondas, they had learned to "levantar cabeza" - hold up their heads.*

Les rondes sont d'abord institutionnalisées par la loi péruvienne en 1986, lorsque la *Ley de Reconocimiento de las Rondas Campesinas*⁴⁰⁷ (n°24571) issue du premier gouvernement d'Alan Garcia Perez (1985-1990), reconnaît les « rondes paysannes pacifiques, démocratiques et autonomes » comme des organisations « qui contribuent au développement et à la paix sociale, coopérant avec les autorités dans l'élimination de tout type de délit »⁴⁰⁸. Cependant, en 1988, le décret suprême n°12-88-MI ramène l'organisation paysanne sous le contrôle du gouvernement, instituant l'obligation d'une accréditation par décret de la préfecture locale, pour que les rondes puissent exercer leurs fonctions de façon légitime. Ces mesures participent d'un effort du gouvernement pour soumettre l'organisation paysanne au contrôle de l'État et la déployer dans la lutte contre la guérilla maoïste du Sentier Lumineux. En 1991, le décret législatif n° 740 stipule la distribution d'armes et de munitions aux rondes paysannes participant à la lutte contre-insurrectionnelle, alors même que le décret n° 741 reconnaît comme « comités d'auto-défense » toute organisation d'habitants réunis pour la défense de leur communauté, avec l'autorisation de l'armée. La promotion de la forme organisationnelle des rondes paysannes dans le cadre de la guerre contre-insurrectionnelle crée un flou entre les rondes paysannes du nord andin – nées de la protection contre les voleurs de bétail – et les comités d'auto-défense du centre et du sud andins – nés de la lutte anti-terroriste. Ce flou ne manque pas d'entamer l'image des rondes paysannes et d'engendrer des fractures profondes dans l'organisation au cours des années 1990⁴⁰⁹.

En 1993, l'article 149 de la nouvelle constitution reconnaît le principe du pluralisme juridique pour ce qui concerne les communautés paysannes et natives, ouvrant ainsi la porte pour que les rondes paysannes soient reconnues non plus comme soumises aux autorités étatiques, mais comme un soutien aux autorités communautaires elles-mêmes. Cette loi relie cependant la reconnaissance des rondes paysannes à la présence de communautés paysannes, ce qui pose problème dans une région où il existe très peu de communautés légalement reconnues (Piccoli, 2009). Finalement, en 2003, la loi n° 27908 reconnaît les rondes comme une forme d'organisation communale compétente en matière de maintien de la paix et de la sécurité sur leur territoire, ayant le droit de participer à l'élaboration de projets communaux, de

⁴⁰⁷ Loi de reconnaissance des Rondes Paysannes.

⁴⁰⁸ *Rondas campesinas pacíficas, democráticas y autónomas (...) que contribuyen al desarrollo y a la paz social, cooperando con las autoridades en la eliminación de cualquier delito*

⁴⁰⁹ Dans le sud andin, ravagé par le conflit entre le Sentier Lumineux et l'armée péruvienne, l'institutionnalisation des comités d'auto-défense contribue à légitimer et à occulter les violences perpétrées par la population civile au cours du conflit interne (CVR 2003). Le nord andin reste relativement peu atteint par le conflit, ce que les locaux expliquent par l'enracinement de l'organisation *rondera* dans le tissu social et son travail de vigilance.

soutenir juridiquement les communautés et – *dulcis in fundo* – de combattre la discrimination des paysans par les autorités étatiques (Piccoli, 2014). Ce dernier point est important, car il reconnaît explicitement la dimension politique des rondes paysannes auparavant évoquée, qui consiste à contrer l'exclusion et la discrimination des secteurs ruraux populaires par une articulation entre société rurale et institutions de l'État (Gitlitz, 2014 ; Piccoli, 2009 ; Starn, 1999).

Affaiblies au cours des années 1990 par les luttes intestines entre deux affiliations politiques, celle au parti *Alianza Revolucionaria Popular Americana*⁴¹⁰ (APRA) et celle au *Partido Comunista Peruano*⁴¹¹ (PCP), les rondes paysannes entament, à partir des années 2000, un processus de réorganisation et de mise à jour de leurs objectifs et identité organisationnelle en relation avec l'expansion minière dans la région. Des communautés paysannes forment alors pour la première fois leur ronde, et des organisations désaffectées renaissent pour constituer des interlocuteurs locaux ou des groupes d'opposition aux entreprises minières (Gitlitz, 1998). Si la renaissance de l'organisation est, en partie, liée à un contexte politique favorable (cf. chapitre 7), les membres de l'organisation attribuent principalement le réinvestissement de l'organisation aux nouveaux impératifs posés par la présence minière. Roberto, dirigeant du Centre des rondes paysannes de Celendín, raconte que, jusqu'en 2010, dans sa province, il y avait deux rondes, aux alliances politiques concurrentes. Selon Roberto les « *Apristas* » (du parti politique APRA), étant affiliés au parti de gouvernement d'Alan Garcia Perez (2006-2011), faisaient « *ce qu'ils voulaient* » (on ne sera pas surpris d'apprendre que lui-même appartenait à la section concurrente, affiliée au parti communiste). En mai 2010, Roberto et d'autres camarades décident de reprendre les rênes de l'organisation et convoquent un congrès d'unification pour réunir les rondes par-delà leurs affiliations politiques. Ni lui ni les autres organisateurs sont « paysans » au sens socio-professionnel, territorial ou ethnique du terme ; il s'agit d'enseignants, d'agronomes et de commerçants résidant dans la capitale provinciale et ses alentours immédiats, et qui ont tous des origines rurales et populaires dont ils se sont affranchis par la migration, les études et le travail, ce qui fait aujourd'hui d'eux des professionnels (*profesionales*) de la petite classe moyenne urbaine et provinciale. Roberto résume ainsi leur parcours : « On est de la campagne, mais on s'est formés ailleurs, on a décidé de revenir et d'unifier la ronde »⁴¹². En 2010, les membres de la récente Plateforme

⁴¹⁰ Alliance Populaire Révolutionnaire Américaine

⁴¹¹ Parti Communiste Péruvien

⁴¹² *Nosotros que somos del campo pero nos hemos formado por otro lado, hemos decidido de regresar y de unificar la Ronda.*

Interinstitutionnelle de Celendin (PIC) prennent contact avec les organisateurs du congrès d'unification des rondes paysannes et proposent de réaliser une « formation » sur l'activité minière. Roberto trouve l'initiative cohérente avec les objectifs de l'unification, qui sont que l'organisation

(...) accomplisse ses fonctions originelles de justice et protège l'eau contre les mines. Les membres de la PIC s'exprimaient bien parce qu'ils avaient le soutien de professionnels [l'ONG Grufides]. Au début, la PIC me plaisait pas ; ce qui m'a plu, c'est quand ils ont sorti des thématiques techniques et ont commencé à bien expliquer. Après qu'on ait rejoint la PIC, d'autres organisations se sont jointes... On a intégré la PIC en janvier 2011. (...) La PIC fait la partie technique, maintenant tout le monde parle de têtes de bassin versant, de puits ouverts... ; ce sont des choses qu'on connaissait pas avant (entretien 2012)⁴¹³.

Le récit de Roberto met en exergue les apports mutuels de la collaboration entre l'organisation des rondes paysannes et la PIC : l'une amène son capital social et le prestige d'une organisation historique bien ancrée dans le local – son adhésion poussant ainsi d'autres organisations à s'unir à la plateforme commune – ; l'autre fait au contraire le pont avec Cajamarca et les organisations « anti-minières » historiques, possédant le savoir-faire nécessaire à la mobilisation et pouvant fournir un apport « technique » sur les conséquences des activités extractives. Cette alliance contribue à renforcer le réseau local d'opposition au projet, ce qui motive les deux organisations à joindre leurs forces par-delà leurs différences en termes d'objectifs et de composition. Bien qu'il y ait certaines superpositions entre elles – notamment avec certains membres affiliés à la fois à la ronde paysanne et au syndicat des professeurs (SUTEP), qui participent de la PIC depuis sa constitution –, les deux organisations sont socialement et politiquement distinctes : le leadership des rondes paysannes, comme je l'indiquais plus haut, repose sur des « professionnels » issus du milieu rural intégrée à la classe moyenne, mais pas à l'élite locale. Le noyau dur de la PIC est, au contraire, formé d'habitants urbains de classe moyenne et de la petite élite locale, soit des urbains de « deuxième génération » au moins, fils d'artisans et de commerçants, eux-mêmes des professionnels travaillant dans l'éducation, l'administration publique, le commerce, etc. De plus, faut-il le rappeler, la nouvelle direction des rondes paysannes est proche du parti communiste *Patria Roja*, alors que les membres fondateurs de la PIC sont proches de son concurrent, le parti socio-écologiste *Tierra y Libertad*.

⁴¹³ *Cumpla son sus funcionarios originarias de justicia y de proteger el agua contra las minas. La PIC habló bien porqué tenían apoyo de profesionales. Al comienzo la PIC no me gustaba nada, lo que me gustó fue cuando sacaron temas técnicos y comenzaron a explicar bien. Después que nos juntamos (a la PIC) otras organizaciones se juntaron... conformamos la PIC desde Enero 2011. [...] La PIC hace la parte técnica, ahora toda la gente habla cabeceras de cuenca, tajo abierto... lo que antes no se conocía.*

Bien que les rondes paysannes de Bambamarca aient une structure et une histoire plus importantes que celles de la province de Celendín, les membres de l'organisation soulignent là aussi la centralité de l'industrie minière dans l'identité renouvelée de l'organisation. Manolo, éleveur et professeur de la vallée du Tambo (district de Bambamarca), s'accorde avec Roberto pour identifier la relation aux industries minières comme le principal objectif des nouvelles actions des rondes paysannes :

La ronde paysanne s'est formée pour les vols de bétail, il y avait des vols, de la délinquance..., La ronde paysanne s'est formée pour ça, alors que maintenant c'est parce que cette mine nous prend l'eau qu'on s'organise mieux⁴¹⁴ (entretien, 2013).

Le nouveau contexte marqué par les activités minières amène à adapter l'identité de l'organisation à ses nouveaux objectifs : née du besoin de protéger les paysans des voleurs de bétail (*abigeos*), la nouvelle mission des rondes se formule progressivement en termes de protection de l'eau. Cette association est diffusée par un article du journaliste et activiste local, Ibrahim Luna, au titre évocateur de « voleurs d'eau » (*abigeos del agua*), qui circule largement sur les blogs et sites d'information sympathisants du mouvement à partir d'octobre 2012. En voici un extrait :

Avec ce même élan de lutte et d'organisation, les rondes paysannes reprennent des énergies pour faire face aux nouveaux voleurs de bétail, qui ne volent plus de bétail, n'entrent pas dans les maisons, et ne sont pas non plus du lieu ; aujourd'hui ce sont des étrangers, bien habillés et très visibles qui, avec la complicité des gouvernements, viennent voler l'eau et détruire ses sources naturelles comme des omnipotents qui, grâce au dieu argent, peuvent tout faire. Ces voleurs d'eau, dont la seule philosophie est l'enrichissement, non seulement achètent les consciences des grands et des petits, mais imposent également leur loi par la fraude du supposé développement, avec l'aval des élus du moment qui profitent de cette forte dépendance directe de la plupart des Péruviens à l'eau pour gagner des votes et après les trahir⁴¹⁵ (Luna, 2012).

Dans le portrait que trace Luna, les rondes paysannes sont explicitement opposées aux entreprises minières, qui sont caractérisées en mobilisant ces éléments de « pollution sociale » introduits dans le chapitre 3 : l'allochtonie (des « étrangers »), le pouvoir socio-économique (« bien habillés et très visibles » ; « qui grâce au dieu argent peuvent tout faire »), l'immoralité

⁴¹⁴ *Si, la Ronda se conformó por motivo de los abigeatos, que había robo, delincuencias...por eso se formó la Ronda campesina, entonces ahorita, será de repente por esa minera que ya nos está quitando el agua, de repente quizás ya nos organizamos mejor.*

⁴¹⁵ *Con este mismo ímpetu de lucha y organización, las rondas campesinas vienen retomand energías para hacer frente a los abigeos modernos, quienes ya no roban ganado, ni ingresan a las viviendas, tampoco son como ellos ni del lugar; hoy son foráneos, bien vestidos y muy visibles, quienes en complicidad con los gobiernos de turno vienen robando el agua y destruyendo sus fuentes naturales como todopoderosos y omnipotentes que gracias al señor dinero todo lo pueden. Estos abigeos del agua, cuya única filosofía es el enriquecimiento, no sólo compran conciencias de grandes y chicos sino que además imponen su ley bajo el fraude del supuesto desarrollo avalados por los gobernantes de turno, quienes de valen de esta gran dependencia directa del agua de la mayoría de peruanos para ganar votos y luego traicionarlos. Texte intégral disponible sur : <http://caballeroredverde.blogspot.fr/2012/10/abigeos-del-agua.html> (dernier accès 21/12/2016).*

(« dont la seule philosophie est l'enrichissement »), et le rapport illégitime aux ressources (« ils viennent voler l'eau et détruire les ressources naturelles »). L'opposition entre ces « nouveaux voleurs » et les rondes paysannes dessine, sans toutefois l'explicitier, les nouveaux traits distinctifs de l'organisation : l'autochtonie, au sens d'originaire des lieux, l'appartenance aux secteurs populaires, les valeurs « traditionnelles » et « communautaires », et un rapport légitime aux ressources naturelles locales.

5.2.2 Pluralité juridique et droit autochtone

Ces associations deviennent plus explicites lorsque, au cours de l'année 2012, la nouvelle direction régionale des rondes paysannes de Cajamarca entame une collaboration avec l'ONG liménienne *Instituto Internacional de Derecho y Sociedad*. L'IIDS organise des formations à Cajamarca pour les délégués des unités provinciales des rondes paysannes, au cours desquelles les avocats de l'organisation initient les participants aux fondements du droit autochtone international et de la législation nationale concernant les Rondes Paysannes, ainsi qu'à la terminologie nécessaire pour « traduire » leurs revendications dans le langage du droit autochtone. La stratégie de l'IIDS consiste à faire le lien entre les articles 89 et 149 de la Constitution – reconnaissant la personnalité juridique des rondes paysannes et leur droit à administrer le droit coutumier sur les territoires communautaires – et la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail – signé par le Pérou en 1993 –, qui décrète le droit des populations autochtones à la consultation préalable pour tout projet concernant leurs territoires. L'initiative consiste donc à « traduire » l'altérité domestique des paysans et l'institution locale des rondes paysannes dans la terminologie onusienne de l'autochtonie⁴¹⁶, ce qui permet aux membres de l'organisation de s'approprier les concepts-clés de la législation internationale à travers le langage vernaculaire de l'ethnicité. Manolo, que j'ai présenté auparavant, fournit un aperçu du résultat :

Les rondes paysannes et les communautés paysannes, nous avons tous les droits que la Constitution reconnaît à tous les Péruviens, mais, en plus, on a les droits des peuples indigènes, on est reconnu par la Convention 169 de l'OIT. Autrement dit, au-delà de la Constitution politique du Pérou, ça c'est la loi qui nous protège aussi. Et [il y a] aussi la déclaration des Nations unies sur les droits des nations indigènes, la Convention américaine de droits humains, la doctrine et la jurisprudence de la commission interaméricaine des droits de l'homme, la constitution politique du

⁴¹⁶ Selon l'ONU, les critères de définition des peuples autochtones sont : l'auto-identification comme Indigènes ; la continuité historique avec les peuples précoloniaux ; la présence d'institutions propres ; la différence linguistique, culturelle ou religieuse ; une position non dominante par rapport à la société majoritaire de l'État ; et la volonté de préserver et transmettre cette position non dominante aux générations futures (Martinez Cobo, 1987).

Pérou, la loi des rondes paysannes, la n° 27908, c'est la loi qui établit la protection des connaissances collectives des peuples indigènes liées aux ressources biologiques... Quoi d'autre ? On a [des droits] en tant que peuples indigènes et ancestraux, c'est-à-dire que ces territoires ont été à nos ancêtres, on a droit à la libre auto-détermination, ça veut dire que les rondes paysannes peuvent décider... et contrôler nos propres modèles économiques de développement social et culturel, conformes à nos modes de vie... (entretien, 2013)⁴¹⁷.

En 2013, l'IIDS organise, à Cajamarca, une formation sur plusieurs jours en droit international autochtone, à laquelle participent les représentants provinciaux et régionaux de l'organisation des rondes paysannes. Les intervenants de l'IIDS apprennent aux participants : à substituer la formulation juridique nationale d' « *usos y costumbres* » (usages et coutumes) par celle d'« *instituciones propias* » (institutions propres) de l'ONU ; à identifier les rondes paysannes comme une organisation communautaire d'origine ancestrale, plutôt que datant de la période de la réforme agraire ; et à placer l'altérité « culturelle » des populations rurales dans la continuité des trois grandes civilisations pré-incaïques locales, à savoir les Caxamarcas, les Chachapoyas et les Coremarcas. Rappelons que Cajamarca est représentée comme une région où « il n'y a pas d'Indiens », où les langues indigènes sont peu parlées et les communautés paysannes peu nombreuses, autrement dit comme une région « métisse ». Cette représentation fait que les habitants du nord andin – quoique racialisés et occupant la position de l'Autre « indien » dans la société locale – ne sont pas dans une position favorable pour mobiliser le référent national de l'identité indienne, c'est-à-dire l'origine incaïque, qui est plutôt associée au sud andin. Lorsque les élites urbaines régionales et nationales ont recours à l'histoire de la mort d'Atahualpa pour souligner la nature coloniale des relations entre compagnies minières et population locale, les leaders politiques des rondes paysannes doivent faire référence aux grandes civilisations pré-incaïques⁴¹⁸ pour justifier d'une origine et d'une généalogie commune, légitimant ainsi leur altérité ethnique (Juteau, 1996, 2017).

La formation de l'IIDS – qui se déroule de façon intensive sur trois jours – précède la visite de Bartolomé Clavero, historien et juriste espagnol, membre de la commission

⁴¹⁷ *Las Rondas campesinas y comunidades campesinas tenemos todos los derechos que la Constitución nos reconoce a todos los Peruanos. Pero además, tenemos los derechos de los Pueblos Indígenas, que somos reconocidos en el Convenio 169 de la OIT...ósea esa es la ley que también nos ampara, a parte de la Constitución Política del Perú. Y además, la declaración de las Naciones Unidas sobre el derecho de las Naciones Indígenas, en Convenio Americano de derechos Humanos, la doctrina y la jurisprudencia de la comisión y de la corte Interamericana de Derechos Humanos, y la constitución política de Perú, la ley de Rondas campesinas, la numero 27908, es la ley que establece la protección de los conocimientos colectivos de los pueblos indígenas vinculados a los recursos biológicos... pero qué más? Nosotros tenemos como pueblo indígenas y ancestrales, ósea estos territorios han sido de nuestros antepasados, tenemos el derecho a la libre determinación, esto significa que las Rondas Campesinas podemos decidir...y controlar nuestras propias...nuestros propios modelos económicos de desarrollo social y cultural, conforme a nuestros modos de vida.*

⁴¹⁸ Au sujet de la mobilisation des civilisations pré-incaïques par les habitants des régions nord-andines et côtières de Piura et Lambayeque, voir Canghiari (2015) et Salazar-Soler (2009).

permanente sur les droits autochtones de l'ONU de 2008 à 2010, qui se rend en visite dans la région sous l'invitation de l'ONG pour se réunir avec les porte-parole de l'organisation. L'apprentissage des termes et catégories du droit onusien se révèlent être un défi pour certains, comme en témoignent les réponses « erronées » de participants à la formation lors de la révision du dernier jour. À la question « Quelle est votre culture ? » – à laquelle les participants sont censés répondre « Caxamarca, Chachapoyas ou Coremarcas » –, l'un des assistant répond enthousiaste « l'agri-culture ! ». D'autres incompréhensions importantes apparaissent autour de l'identification des « institutions propres », que les participants devraient illustrer avec des pratiques traditionnelles caractéristiques du milieu rural, mais qu'ils peinent à distinguer des institutions étatiques, finissant par mettre dans la même catégorie les rondes paysannes, le maire et le juge de paix. En revanche, le jour de la visite de M. Clavero, les participants présentent « correctement » le cas Conga comme un cas de violation du droit autochtone international, et la catégorie sociale de *Rondero* comme équivalente à la catégorie juridique d'autochtone. Par la suite, les participants s'occuperont de diffuser la terminologie apprise et le matériel informatif reçu dans leurs réseaux. Un entretien avec Manolo – Rondero, professeur et éleveur de la vallée d'El Tambo, ayant participé à la formation décrite ci-dessus – et les interventions de son ami Florencio – Rondero et éleveur auquel il a transmis les savoirs acquis –, illustre l'appropriation des concepts-clés de l'autochtonie onusienne par ces deux dirigeants des rondes paysannes de Bamabamarca :

Manolo : ...ce qui arrive ici, avec la présence des mines, c'est qu'elles vont changer nos modes de vie. Pourquoi ? Parce qu'ils vont nous apporter la délinquance, la prostitution, quoi d'autre..., ils vont aussi violer nos droits ancestraux, [les droits] de nos ancêtres.

KG : Quels sont vos droits ancestraux ?

Manolo : C'est-à-dire, par exemple, ici dans chaque village, chaque pays a ses coutumes, ici c'est le *paralaico*⁴¹⁹... le *perichi*⁴²⁰... plein de coutumes... Toutes ces coutumes c'est une culture à nous, elles vont disparaître et on va nous imposer un autre modèle de développement, selon leur idée. Nous aussi on est des peuples indigènes, parce qu'on est aussi des descendants des coremarcas, des Ilaucas, des Chachapoyas...

Florencio : Nos arrière-grands-parents ont gouverné⁴²¹ en quechua, en aymara [= langues préhispaniques]... C'est depuis que les Espagnols sont venus ici, à partir de là, ils nous ont appris l'espagnol. Ici, avant, c'était du quechua.

Manolo : On est donc ici depuis avant la conquête (entretien, 2013)⁴²²

⁴¹⁹ Synonyme de *landaruto* (cf. chapitre 2) : « baptême » d'un enfant consistant dans sa première coupe de cheveu à l'œuvre de ses parrains.

⁴²⁰ Nous n'avons pas pu identifier la pratique correspondant à ce terme, qui vraisemblablement n'a qu'une diffusion très locale.

⁴²¹ L'expression « han administrado » peut se traduire par les verbes « parler » (les langues quechua, aymara) ou « gouverner » (en langue quechua, aymara).

⁴²² M: *Lo que pasa acá con la presencia de las mineras, es que va a cambiar nuestros propios modos de vida. Porqué? porqué nos van a traer delincuencia, prostitución, que más nos van a traer...incluso van a violar nuestros*

Plutôt qu'une imposition « par le haut », l'appropriation des termes et des catégories du droit autochtone doit être conçue comme un apprentissage dont la réussite dépend en grande partie de la résonance entre celles-ci et les représentations de l'altérité ethnique des acteurs locaux. Dans l'entretien reporté supra, l'expression « droits ancestraux », les origines pré-incaïques et les langues indigènes viennent appuyer la particularité de la société locale conçue en relation à l'expansion des activités extractives. Ainsi, les « coutumes » locales et l'usage des langues indigènes – envisagés comme des marqueurs d'indianité et donc stigmatisés – acquièrent une nouvelle valeur : l'identification comme « paysan », marquée localement par la différence ethnique et « culturelle », passe de catégorie sociale à catégorie juridique, porteuse de droits à l'échelle nationale et internationale.

5.2.3 « Plus » que des paysans : rondes et stratification sociale en milieu rural

Bien que les rondes paysannes émergent dans le monde rural et que l'organisation s'auto-définisse comme « paysanne », la valeur sociale de la catégorie de *rondero* ne peut être réduite à celle d'un « simple » paysan. Dans le nord andin rural, l'appellation « *rondero* » désigne en effet un paysan politiquement organisé. Comme le formule Romero, 48 ans, enseignant et résidant de la ville de Celendín, la différence entre « le paysan » et « le *rondero* » est que :

Le *rondero* sait qu'il a des droits et [qu'il mérite] le respect, c'est un protagoniste [= un acteur politique]. Le paysan n'est pas informé et il ne s'accorde aucune valeur (entretien, 2013)⁴²³.

Membre du syndicat des professeurs et politisé dans une perspective classiste, Romero considère les rondes paysannes comme le sujet politique né de l'auto-conscience paysanne, tout comme pour Marx la classe ouvrière était le produit de l'auto-conscience du prolétariat. Sa

proprios derechos ancestrales de nuestros antepasados, entonces...

KG : Cuales son sus derechos ancestrales?

M: Es decir por ejemplo acá en casa pueblo, cada país cada país tiene sus costumbres, acá es el paralaico, en landaruto, el casamiento... el perichi... un montón de costumbres... Entonces todo estas costumbres es una cultura propia, van a desaparecer y nos van a imponer otro modelo de desarrollo, según para ellos.

M: Nosotros también somos pueblos indígenas, porque también somos descendientes de los coremarcas, de los llaucas, de los chachapoyas...

F: nuestros bisabuelos lo han administrado en idioma quechua... aymara... de lo que vinieron los españoles acá de allí nos enseñaron el castellano después acá antes era quechua.

M: Así, estamos antes de la conquista.

⁴²³ *El Rondero sabe que tiene derechos y respeto, es un protagonista. En campesino no está informado y no se valora. La Ronda sabe administrar la justicia, es justa.*

vision n'est pas nécessairement partagée par les membres de l'organisation même, qui refusent les représentations « misérabilistes » de la paysannerie, typique d'une vision « urbaine » du milieu rural. Osvaldo, la quarantaine, habitant la communauté d'El Tambo, affirme :

À Lima, il y a du racisme envers les paysans ; pour eux, on est des vaches, des chiens, des chevaux [...]. On se bat comme des éduqués, quand on est né dans la ronde, on peut pas oublier sa terre, qu'on soit professeur ou *rondero*. [...] Le paysan, on le considère comme illettré, isolé. Au contraire, le *rondero* est organisé, il a plus de connaissances⁴²⁴ (entretien, 2013).

Rondero de deuxième génération, Osvaldo a fait, dans sa jeunesse, une expérience de migration et de militance dans les basses terres amazoniennes, d'où il est revenu avec assez de capital pour investir dans l'élevage. Sa trajectoire ressemble à celle de nombreux autres membres de la ronde paysanne rencontrés lors de l'enquête de terrain : résidents de milieu rural ou urbain, fils de paysans ayant pu cumuler un capital économique et culturel plus important que celui de leurs parents et étant devenus des éleveurs et/ou des « professionnels », généralement des enseignants. Les figures du professeur et du *rondero*, auxquelles Osvaldo fait référence, sont représentatives des trajectoires d'élévation socio-économique qui ont caractérisé la société rurale locale entre 1970 et 1990. Lorsqu'il affirme que « nous combattons en tant qu'éduqués » et que l'« on ne peut pas oublier sa terre, que l'on soit professeur ou *rondero* », Osvaldo se positionne comme « plus » qu'un simple paysan : un habitant rural éduqué et politisé, qui s'engage contre « le racisme de Lima » envers son territoire et sa communauté d'origine, tout en ayant connu une ascension sociale par rapport à celui-ci.

À travers les figures du *rondero* et du professeur, Osvaldo évoque sa position dans la stratification sociale de la société rurale, dont les rondes paysannes sont aussi une expression. Il serait erroné d'affirmer que les rondes paysannes sont une organisation exclusivement composée d'élites rurales – les formes et la composition de l'organisation diffèrent beaucoup d'une localité à l'autre –, mais les leaders des unités de districts et de provinces de l'organisation confirment le profil sociologique tracé plus haut. Cela se doit sans doute aussi à la plus grande possibilité, pour certains acteurs, de libérer le temps et les ressources nécessaires aux activités militantes. Comme le formule Antonia, 81 ans, en évoquant son expérience de fondatrice des rondes paysannes de la communauté de son époux, en 1984 : « Le dirigeant devait dépenser son argent, il devait [bien] avoir quelque chose ! »⁴²⁵. Lorsque l'engagement dans les rondes

⁴²⁴ *En Lima hay racismo hacia los campesinos, para ellos somos vacas, perros, caballos. [...] Nosotros combatimos como educados, cuando uno ha nacido dentro de la Ronda no puede olvidar su tierra, aunque sea profesor es Rondero. [...] El campesino lo consideran analfabeta, aislado, en vez el Rondero está organizado, tiene más conocimiento.*

⁴²⁵ *El dirigente tenía que gastar su plata, algo debía que tener!*

paysannes est représenté par ses membres comme une forme de solidarité et d'altruisme, il ne faut pas oublier que l'organisation constitue aussi un espace de socialisation politique et d'opportunités, notamment pour les membres les plus jeunes, de créer des liens militants et institutionnels susceptibles d'accroître leur capital social et symbolique.

Si certains leaders des rondes paysannes, tel Osvaldo, appartiennent à l'élite rurale locale, cela ne fait pas pour autant d'eux des « urbains ». J'ai illustré auparavant comment l'opposition entre espace urbain et espace rural est constitutive des relations ethniques : quelle que soit leur activité professionnelle (enseignant, artisan, paysan, éleveur ou autre), leur condition socio-économique et le lieu de leur résidence principale, les membres des rondes paysannes s'identifient et sont identifiés – socialement et politiquement – au monde rural. Veronica, 32 ans, présidente des rondes paysannes de femmes d'une communauté de la vallée El Tambo, explique bien comment son identification « paysanne » est le produit de la relation avec la population « urbaine » :

Une personne ne peut pas renier d'où elle vient, on porte avec nous le sang, l'identité de la campagne. [...] Le *rondero* c'est comme un paysan ; en ville, ce [dernier] terme est péjoratif. On est des paysans, *c'est comme tels qu'ils nous traitent et c'est comme tels qu'on doit s'assumer* (entretien, 2013, italiques de l'auteure)⁴²⁶

Selon Veronica, l'appartenance rurale des rondes paysannes est un héritage biologique et social (« le sang, l'identité de la campagne ») dont l'on ne peut pas se défaire. L'appartenance rurale n'est cependant pas équivalente à la catégorie de « paysan » : celle-ci est au contraire le produit de l'identification des habitants ruraux se trouvant en milieu urbain où le terme « paysan » est péjoratif. L'assimilation des *ronderos* à la paysannerie serait donc le produit de cette relation (« On est des paysans ; ils nous traitent comme tels et c'est en tant que tels qu'il faut s'assumer »). L'ambiguïté de la formulation réside dans le rapport identité/altérité avec les « paysans », auxquels les membres des rondes paysannes peuvent être assimilés ou différenciés selon le contexte d'énonciation. Cela nous rappelle que « les identités ethniques possèdent conjointement, chez tout individu, une dimension héritée, non choisie, et une facette fondamentale de stratégie et de choix (Horowitz, 1985 *in* Maiz et Tournon, 2005 : 24). Elles ne sont toutefois jamais complètement libres ni complètement contraintes, mais constituent un « positionnement qui fait appel à des pratiques historiquement sédimentées, des paysages et

⁴²⁶ *Una persona no puede negar de donde es, nosotros llevamos la sangre, la identidad del campo. El campo es puro, la desnutrición no es por qué no lo alimentamos al niño si no porqué todo está envenenado. El Rondero es igual al campesino, ese término es despectivo en la ciudad. Nosotros somos campesinos, así nos tratan y así hay que asumirlo.*

répertoires de sens, et émergent à travers des modes particuliers d'engagement et de lutte »⁴²⁷ (Li 2000 : 151). Comme auparavant évoqué pour les organisations provinciales, les différences internes à la société rurale – formulées par la distinction entre « paysans », « éleveurs », « professeurs » et « *ronderos* », entre autres – disparaissent dans le rapport à l'espace et à la société « urbaine » – pour laquelle les habitants ruraux sont tous des « paysans ». En même temps, au moment où ce rapport d'altérité est assumé et sert de positionnement, la catégorie sociale de « paysans » constitue devient un espace social légitime à partir duquel avancer des demandes et des revendications.

Ces ambiguïtés – tel que nous le verrons dans le prochain chapitre – ne sont pas propres aux seules relations ethniques, mais peuvent être généralisées à d'autres formes de politiques identitaires. Lynn Stephen, à propos de l'identification politique de « mères » de différents mouvements sociaux latino-américains, affirme que :

S'organiser [politiquement] demande une projection d' « uniformité » (*sameness*) aux yeux des autres. Stratégiquement, les demandes doivent découler d'un espace social cohérent, compréhensible pour ceux qui sont dans le public – souvent les institutions ou l'État. La nécessité politique de projeter l' « uniformité » n'explique pas, pour autant, comment un mouvement social fonctionne ou ce qu'il est capable d'accomplir. (...) Nous devons examiner la tension entre la formation de l'identité politique, comme constante négociation de la différence dans les organisations et le besoin de projeter des identités unitaires qui produisent souvent une essentialisation (Stephen, 2001 : 54-55)⁴²⁸.

Cette « tension » entre la négociation des différences internes à tout groupe social, et le besoin de projeter une identité sociale et politique homogène pour être « pris au sérieux », permet de mieux comprendre la double dimension de la catégorie de « paysans » : sociale, dans la mesure où elle sert à illustrer une différence interne à la société rurale par laquelle certains acteurs sont « moins paysans » que d'autres ; politique, dans la mesure où elle sert de positionnement contre la discrimination des habitants ruraux – des secteurs populaires comme des élites – par les secteurs « urbains » régionaux et nationaux associés au secteur minier. L'identification politique qui se produit par l'activation de certains marqueurs ethniques – dans ce cas, la ruralité – au détriment d'autres (Maiz et Tournon 2005) n'amointrit pas pour autant

⁴²⁷ *a positioning which draws upon historically sedimented practices, landscapes, and repertoires of meaning, and emerges through particular patterns of engagement and struggle.*

⁴²⁸ *Organizing requires the projection of "sameness" to outsiders. Strategically, demands must stem from a coherent social location understandable to those who are the audience for them-often institutions or the state. The political necessity of projecting "sameness" does not, however, explain how a movement operates, what it means to those involved, or what it is able to accomplish. It is also not evidence of shared consciousness or identity. (...) We need to examine the tension between political identity formation as the constant and contingent negotiation of difference within organizations and the need to project unitary identities that usually result in essentialization.*

le poids de ces marqueurs dans la perpétuation de rapports sociaux inégaux entre acteurs – une contradiction que je vais maintenant approfondir.

5.3 Politiser l'altérité, naturaliser la différence : identifications et représentations militantes

Le nouveau leadership provincial, la réactualisation des rondes paysannes dans le réseau de mouvement, et les représentations mobilisées par ces organisations – soit l'opposition entre provinces « agricoles » et capitale « minière », entre justice paysanne/autochtone et « nouveaux voleurs » – convergent dans un discours militant commun, centré sur la défense des activités agropastorales et des valeurs « traditionnelles » du monde rural andin. L'ordre social à défendre est représenté à travers son altérité constitutive, celle de la petite paysannerie andine. Dans la région « métisse » de Cajamarca, comme indiqué dans le chapitre 3, les rapports sociaux et productifs issus de la réforme agraire de 1969 configurent une dichotomie socio-territoriale aux contenus ethniques implicites. Dans la catégorisation des habitants comme « ruraux » ou « urbains », la ruralité joue le rôle de principal marqueur ethnique et de classe. Le développement minier de la région vient altérer les bases matérielles de cette hiérarchie, générant un sentiment d'insécurité et de désordre social chez les habitants. Image du désordre social engendré par les activités minières, le « mauvais paysan » est celui qui cherche à profiter de la conjoncture pour s'élever socialement. Rusé, manipulateur et individualiste, ce paysan est écarté de son indianité originelle par la « perte » de sa culture et de son milieu social en raison de ses ambitions économiques qui lui feraient oublier les valeurs de la famille et de la communauté. À l'inverse, image de l'ordre social, le « bon paysan » ne cherche pas à tirer profit de l'économie minière sous la forme d'emplois ou d'indemnités, mais veut au contraire préserver son mode de vie et l'environnement naturel dont celui-ci dépend. Traditionnel, honnête et communautaire, ce paysan rassemble toutes les caractéristiques de l'indianité – une catégorie d'altérité nationale résistant au changement et à l'acculturation – et celles de l'autochtonie – une forme d'altérité globalisée liée à la conservation du territoire et de l'environnement (Tsing, 2007).

Ces représentations – que l’on pourrait qualifier d’ « indigénistes » dans la mesure où elles expriment une « vision urbaine des Andes » (Kristal, 1991)⁴²⁹ – sont employés, nous l’avons vu, pour délégitimer les stratégies économiques des habitants ruraux, lorsque ceux-ci essaient d’accéder aux nouveaux mécanismes d’ascension sociale. En même temps, quand ces mêmes représentations sont appropriées par des militants issus du milieu rural ou urbain populaire, elles sous-tendent des formulations que l’on pourrait qualifier d’ « indianistes »⁴³⁰, ayant pour objectif de légitimer l’engagement contre l’expansion minière au nom de la préservation de (l’altérité de) la société et de la « culture » paysannes. Dans ce dernier cas, l’engagement anti-minier est associé à une supériorité morale – consistant à privilégier le bien collectif à l’intérêt l’individuel, et la « culture » aux biens matériels – et, chez certains acteurs issus des secteurs ruraux populaires, à une « indianité » supérieure (cf. l’exemple de Dario, présenté dans le chapitre 3, qui se définit comme « plus indigène » que son milieu social en vertu de son positionnement politique).

Si ces différentes utilisations d’un même discours peuvent paraître contradictoires, dans le cadre des mobilisations contre Minas Conga, on les retrouve fréquemment tant dans les présentations de soi que dans les représentations de l’autre. Dans le réseau de mouvement, les activistes locaux issus des secteurs ruraux ou urbains populaires mobilisent leur appartenance « paysanne » pour légitimer leur engagement. Mon propos, dans les pages qui suivent, ne sera pas d’évaluer la supposée « authenticité » de ces formes d’identification, mais d’approfondir les caractéristiques et le sens qui leur sont attribués, afin de saisir le processus de politisation dont elles relèvent. Comme le souligne Julie Devineau :

La politisation des identités ethniques n’a cependant rien d’un processus linéaire, inéluctable. Pour expliquer l’apparition de ce processus, il faut prendre en compte comment l’ethnicité se transforme au contact de diverses organisations, qui encouragent de « nouvelles relations » avec les peuples indigènes : l’État, les églises, les organisations internationales, les associations, etc. (2009 : 74).

⁴²⁹ Il existe en réalité beaucoup de typologies différentes d’indigénisme, d’autant plus au Pérou où ce courant intellectuel, artistique et politique a connu un important développement, notamment entre 1929 et 1950 (cf. chapitre 8).

⁴³⁰ Je reprends ici une distinction simplificatrice, opérée par Choncol et Barre (1981) et Favre (1996), entre un « indigénisme » d’État et des élites – dominant jusqu’aux années 1970 – et un « indianisme » porté par les mouvements sociaux depuis cette période (Gaudichaud 2010; Lavaud et Lestage 2006; Le Bot 2004). Je reviendrai sur les limites de cette distinction – notamment où se situe la division entre « Indiens » et « non-Indiens » faisant la différence entre « indigénisme » et « indianisme » ? – dans le chapitre 8.

Je reviendrais ainsi sur les ambiguïtés du discours mobilisé, qui permet de politiser l'altérité des habitants dans la sphère politique, sans pour autant cesser de reproduire les inégalités entre acteurs et organisations dans leurs rapports sociaux quotidiens.

5.3.1 Tous des paysans : légitimer son engagement

La mise en lien de différents cadres d'action militante, rassemblés par le dénominateur commun des inégalités socio-territoriales et ethniques – celle entre les Andes et Lima, entre les provinces et la capitale régionale, les paysans et les miniers, etc. – favorise la (ré-)appropriation et la politisation de l'appartenance rurale par les militants. Il serait erroné de postuler une « ruralisation » de la participation au mouvement social – quantitativement non mesurable et qualitativement douteuse puisque la ruralité est, je le rappelle, une catégorie relationnelle –, toutefois une « ruralisation » de l'image de soi peut être observée chez les militants locaux engagés contre le projet minier. Celle-ci consiste à mettre en avant leurs origines rurales ou paysannes pour légitimer leur engagement. Il convient de rappeler qu'

Une identité collective se développe dans un monde imaginé – ou, pour utiliser un autre terme, un monde figuré – qui est un royaume d'interprétation et d'action généré par les participants d'un mouvement, à travers leurs activités et engagements partagés, qu'imaginent un terrain de lutte, le pouvoir de ses opposants et les possibilités d'un monde changé (Holland, Fox et Daro 2008 : 98)⁴³¹.

Le travail de signification des organisations de mouvement mentionnées supra met en lien différentes formes d'inégalité socio-territoriale et ethnique qui sont interprétées par les acteurs à la lumière de leurs expériences et parcours de militance. Le cas de Barbara, 42 ans, secrétaire de la section provinciale des rondes paysannes de Bambamarca, est exemplaire :

Quand j'étais petite, j'allais au marché les dimanches avec ma mère pour vendre nos produits. Les gens de la ville nous traitaient mal, car on était des paysans, ils nous appelaient « crasseux, ignorants »... [Un jour,] une femme de la ville a essayé de faire baisser le prix des petits pois, elle voulait payer deux soles le kilo, plutôt que trois. Je me suis fâchée et je lui ai dit « Tu devrais être reconnaissante qu'on te vende notre nourriture, voyons si t'arrives à manger ton argent ! ». [Durant la grève] à Cajamarca, je voulais raconter cette histoire. La ville doit se réveiller, c'est nous qui lui donnons à manger ! ⁴³² (entretien, 2011)

⁴³¹ *A collective identity develops within an imagined world – or, to use another term, a figure world – which is a realm of interpretation and action generated by participants of a movement through their shared activities and commitments that imagines a terrain of struggle, the powers of opponents, and the possibilities of a changed world.*

⁴³² *Cuando era niña venía al mercado los domingos con mi madre vender nuestros productos. La gente de la ciudad nos trataba mal a los campesinos, nos decían cochinos, ignorantes... una mujer de la ciudad quiso hacerme bajar en precio a de las alverjas, quería pagar 2 soles al kilo en vez que 3. Yo me he enojado y le he dicho “deberías agradecer que te vendemos nuestra comida, a ver si puedes comer tu plata! [En el paro] en Cajamarca quería contar esa historia. La ciudad tiene que despertarse, somos nosotros que le damos de comer!*

Barbara, fille d'une première génération de *ronderos* et elle-même membre de l'organisation depuis l'âge de treize ans, associe la militance dans les rondes paysannes à un parcours d'émancipation en tant que « paysanne ». Contrairement à beaucoup de femmes rurales de sa génération, Barbara a pu terminer son éducation secondaire, tout en continuant à participer aux activités de l'organisation. Son expérience de militance, soutenue par l'église catholique locale, lui a permis, au début des années 1990, de participer à plusieurs rencontres inter-régionales et nationales avec d'autres organisations paysannes. Aujourd'hui mariée à un *profesional* de la classe moyenne urbaine, qui travaille à Lima, Barbara habite avec sa fille dans une maison appartenant à son époux dans le centre-ville de Bambamarca, où elle continue à soutenir l'organisation des rondes et travaille comme conseillère adjointe du maire pour la question des femmes. Lorsqu'elle dit que « la ville doit se réveiller, [parce que] c'est nous qui lui donnons à manger », elle ne fait pas référence à sa situation personnelle actuelle, mais à ses origines rurales dont elle garde les signes et un sentiment d'appartenance. Son éducation et sa formation politique ressortent dans sa capacité à mettre en relation différentes formes d'inégalité dans un même récit : les discriminations dont elle a fait l'expérience petite, en tant que fille de paysans, face aux élites commerçantes de sa province ; et celles dont les agriculteurs et éleveurs de sa province font l'expérience aujourd'hui, face aux élites minières de la capitale régionale. À travers le récit de sa propre expérience des inégalités ethniques entre urbains et paysans, Barbara interprète les nouvelles asymétries de pouvoir – entre les secteurs dont la reproduction sociale est associée aux activités agro-pastorales et les nouvelles élites associées au secteur minier.

La ruralité, un marqueur ethnique dont, auparavant, on avait hâte de se débarrasser pour accéder à la petite bourgeoisie urbaine et métisse, constitue aujourd'hui, pour de nombreux militants des secteurs urbains populaires, une identification à mettre en avant pour motiver et légitimer sa participation politique. Victor, 25 ans, que j'ai déjà présenté (section 5.1.2), est le fils d'un dirigeant *rondero* de la province de Bambamarca, résidant depuis quelques années dans la capitale régionale, Cajamarca, où il fait ses études à l'Université Nationale et milite dans une organisation universitaire. Interrogé au sujet des motivations de son engagement dans le mouvement social, Victor explique avoir hérité d'une « vision » différente, propre au monde paysan et à l'organisation des rondes :

V : Quand j'étais au lycée, le problème de Quilish a explosé... Yanacocha avait pollué le fleuve Llaucano et nous avons pris part à la lutte. Moi, j'étais un petit garçon et je ne comprenais pas grande chose, pourquoi on luttait..., mais il y avait cette nécessité. Mes parents eux-mêmes, à ce moment-là, mon père par exemple était un dirigeant de la ronde paysanne, là, à Bambamarca...

donc ils avaient un style de vie, une vision, une façon de voir... et ça a aidé à faire avancer la famille... ça a fait que les enfants incarnent ce qu'ils [les parents] cherchent, veulent...

KG : Donc c'est un héritage que tu... ?

V : Disons que, d'une façon ou d'une autre, oui, c'est ça. Ils [les participants aux mobilisations] ont évidemment hérité d'un sentiment de leur... propre réalité. Et c'est comme si... le temps passe, les décennies, et ça nous rattrape ces... on va dire ces responsabilités, à l'université... et on commence à l'assumer. Avant qu'explose le thème de Conga, on a vu que là il y avait une injustice et on est sorti, on est sorti dans les rues. C'était un autre scénario. C'est pour ça que je te dis... tu me dis « la lutte contre les mines ou Conga elle vient de maintenant ou... elle existait à un moment spécifique » ; il n'y a pas de moment précis ! C'est que les gens ont ce sentiment, il arrive un certain moment où... ils luttent quoi. Si c'est pas tel secteur, ça sera un autre, mais le fait de mettre un drapeau à la lutte ou... de lutter pour quelque chose, ça existera toujours⁴³³.

Pour Victor, ses origines rurales, tout comme l'engagement de ses parents dans l'organisation des rondes paysannes, font partie d'un « style de vie, d'une vision, d'une façon de voir » distincte de celle des habitants de la ville. Comme lui, bien d'autres étudiants et jeunes professionnels issus du milieu rural mobilisent cet héritage, qui les amène à « incarner » la volonté de leurs parents, tant dans leur trajectoire d'ascension sociale par l'éducation, que dans leur engagement. Victor, à l'instar de Barbara, présente cet héritage comme le prolongement « naturel » de ses origines rurales, une forme d'appartenance qui motive et légitime son action militante, plus que sa formation militante dans les associations étudiantes ou ses liens avec le syndicat des professeurs et le parti communiste, qu'il préfère ne pas évoquer.

Ce genre de représentation de l'activité militante, qui passe sous silence le rôle des organisations politiques et de la société civile dans la structuration de l'engagement des individus, est indissociable d'une criminalisation du politique au cours des années 1990, sur laquelle je reviendrai davantage dans le prochain chapitre. Elles ne doivent pas pour autant être congédiées comme purement stratégiques et orchestrées. Ces récits doivent au contraire être pris au sérieux, notamment dans la mesure où ils fournissent un exemple d'alignement, soit de ce mécanisme par lequel les « processus discursifs qui se déroulent dans le groupe [...]

⁴³³ V: *Cuando yo estaba en el colegio, ha explotado el problema del Quilish... Yanacocha había contaminado el Rio Llaucano, y nosotros hemos salidos a luchas. Yo era chibolo y no entendía mucho, porque luchábamos. Pero se generaba esta necesidad. Mis mismos padres, que en este momento, por ejemplo, mi papá era dirigente de Ronda en un periodo allá en Bambamarca... entonces ellos tenían un estilo de vida, una visión, una forma de ver ...y eso a ayudado a como sacaban adelante una familia... y eso hace que los hijos encarnen lo que ellos buscan, anhelan... KG : Entonces es una herencia que tu..?*

V : Decimos de uno o otra manera es así. Que ellos obviamente han heredado un sentimiento de...de su propia realidad. Y como que...van pasando los tiempos, los decenarios, y nos encuentran estos...decimos estas responsabilidades adentro de la universidad...y empezábamos a asumirlas. Antes de que explote el tema de Conga. Y nosotros vimos que existía allí una injusticia y salimos, salimos a las calles. Eso ha sido otro escenario. Por eso te digo...Tú me dices : la lucha por las mineras o por Conga viene desde ahora o...existió un momento particular. No existió un momento en particular! Es que la gente tiene este sentimiento, llega un momento determinado en que...lucha, pues. Si no es un sector, será otro sector, pero de hecho la embanderacion de una lucha o luchar por algo siempre va a existir.

permettent d'aligner les interprétations biographiques des membres sur la perspective du mouvement » (Snow, 2001 : 2). L'alignement du vécu des militants sur un cadre d'interprétation de la réalité partagée est un mécanisme qui permet une identification commune au-delà les différences territoriales, ethniques et de classe, *via* une situation partagée de marginalité par rapport aux groupes de pouvoir.

Ce qui est décisif ici ce n'est pas que le concept évoque des caractéristiques objectives soi-disant évidentes, mais qu'il ait, de la part d'une partie conséquente de la population, (...) la perception subjective de certains de ces traits et que ceux-ci soient pris en considération en tant qu'identificateurs de ce groupe-là. [...] Ainsi, la croyance en l'existence d'un groupe ethnique homogène sur un territoire donné n'est pas le point de départ naturel et inéluctable [...] mais bel et bien le point d'arrivée d'un processus complexe de création sociale et politique (Maiz et Tournon 2005 :19).

Jamais tout à fait préexistantes à l'engagement mais jamais complètement nouvelles, les formes d'identification militantes sont (re)produites, (ré)interprétées et (ré)appropriées au cours de l'action collective (Polletta et Jasper, 2001 ; Taylor et Whittier, 2013 ; Melucci, 1991). Comme toute identité, elles sont désordonnées, multiples et complexes (Chatterton et Pickerhill, 2010) : il ne faut donc pas chercher la parfaite superposition des catégories sociales ou des cadres de l'action collective avec la réalité des acteurs⁴³⁴, mais plutôt se pencher sur le processus d'articulation entre différents discours de mobilisation, les images sociales qu'ils mobilisent et les formes d'appartenance individuelle et collective par lesquelles ils sont appropriés. Prendre les discours mobilisés par les acteurs au sérieux ne peut cependant pas se passer d'une observation concomitante de leurs pratiques, ce qui révèle, dans notre cas, différents raisons de recourir à l'altérité « paysanne ».

5.3.2 Altérité, engagement... et différence

Parmi les acteurs et les mobilisations contre le projet Minas Conga, on retrouve différentes formes d'interprétation et d'appropriation de l'altérité ethnique et socio-territoriale, dont l'élément unificateur est l'opposition aux agents et valeurs associés à l'activité minière. Cette identité militante est configurée par l'interaction entre différentes organisations et groupes à travers un engagement et des activités communes, au cours desquelles les militants imaginent leur statut partagé, les caractéristiques de leurs opposants et la société idéale qu'ils souhaitent

⁴³⁴ D'ailleurs, « les individus tendent généralement à empiler et à continuellement réorganiser leurs identités, en sorte que ni une identification dominante, ni la présence d'une identité excluant les autres ne sont des phénomènes "naturels" ; elles sont le produit du travail politique complexe des leaders, des organisations et du discours » (Fearon, Laitin, 2000, *in* Maiz et Tournon, 2005 : 25)

(ré)instaurer (Holland, Fox et Daro, 2008). En même temps, gages de légitimité, ces caractéristiques peuvent aussi être employées au sein du réseau de mouvement, pour se positionner en relation à d'autres acteurs. Esteban évoque par exemple ses origines paysannes pour différencier (et en même temps légitimer) son leadership de celui d'autres leaders qui l'ont précédé :

Nos élus en sont venus à la lutte [contre le projet minier] plus par obligation que par devoir. Nous, les dirigeants, on a naturellement émergé du peuple. Les anciens [dirigeants] avaient l'habitude de vendre les informations. On avait déjà compris qu'il fallait défendre ce qui nous concerne tous... C'est peut-être parce que, pour la plupart, *nous [leaders] on est des paysans ou des enfants de paysans, alors qu'avant ils étaient de la ville* (entretien, 2012, italiques de l'auteur)⁴³⁵.

Selon Esteban, il y aurait une différence substantielle, à l'intérieur du réseau de mouvement, entre les « élus » – amenés à participer aux mobilisations par obligation envers leurs électeurs – et les « dirigeants » – qui y participent par devoir envers leur collectivité. Cette différence – entre autorités corruptibles et leaders sociaux défendant « ce qui nous concerne tous » – est expliquée par les origines des leaders sociaux en question, qu'Esteban divise entre, d'un côté, sa génération de leaders – jeunes mais surtout provinciaux – et, de l'autre, celle ayant mené les mobilisations de début 2000 – principalement constituée, selon lui, d'« urbains » originaires de la capitale régionale. Il explique davantage son idée avec l'exemple de deux leaders visibles du mouvement social, le président régional Gregorio Santos Guerrero et l'ex-curé Marco Arana :

La vraie force c'est la campagne, mais la ville se mobilise plus. [...] Goyo [Gregorio Santos] est un campagnard (*campechano*), mais aussi un dirigeant. Arana ne s'implique pas beaucoup avec les gens, il s'intéresse plus à ce que le monde et Lima le connaissent, mais si t'as pas de racines, si t'as pas de bases... je le répète, tu t'effondres. Tu dois commencer d'en bas (*ibid.*)⁴³⁶.

Les sympathies d'Esteban vont clairement à Gregorio Santos, dont le statut de « campagnard » – Santos est issu d'une communauté rurale et a entamé sa carrière politique dans les rondes paysannes et le syndicat des professeurs – le rapproche de la condition de dirigeant (*dirigente*) populaire, tout en étant un élu. En revanche l'ancien curé de Porcón, Marco Arana, fondateur de l'ONG écologiste Grufides et du parti éco-socialiste *Tierra y Libertad*, issu d'une bonne famille de la capitale régionale et ayant mené des études supérieures, se voit

⁴³⁵ *Nuestras autoridades más que por deber por obligación han salido en la lucha. Nosotros dirigentes hemos salido naturalmente como parte del pueblo. Los antiguos (dirigentes) tenían la costumbre de vender informaciones. Nosotros ya tenemos el entendimiento de defender lo que nos involucra todos...Puede ser que la mayoría de nosotros nuevos dirigentes somos campesinos y hijos de campesinos, mientras antes eran de la ciudad.*

⁴³⁶ *La verdadera fuerza está en el campo, pero la ciudad se moviliza mas. [...] Goyo es más campechano, como un dirigente. Arana no se involucra mucho con la gente. Se dedica más a que el mundo y lima lo conozca, pero si no tienes raíces, no tienes bases...repito, te caes. Tienes que comenzar desde abajo.*

reproché par Esteban de se tourner plus vers « le monde et Lima » que vers la population locale, soit les « bases » et les « racines » d'un dirigeant. La légitimité qu' Esteban invoque à propos de lui-même et de Gregorio Santos est liée à leur origine rurale commune. À la question « Qu'est-ce qui fait de toi un "paysan" ? », Esteban – enseignant et agronome, résidant dans la petite ville de Bambamarca d'où il entretient des activités commerciales avec la ville côtière de Trujillo – répond qu'il est propriétaire d'une *chakra* (champ en quechua) dans sa communauté d'origine, qu'il cultive et récolte régulièrement avec sa famille. Le fait d'avoir des origines rurales et de garder un lien de propriété et d'usage avec la terre constituent donc, selon lui, le réquisit de base pour s'identifier comme « paysan ».

S'il n'est pas nécessaire, comme spécifié supra, de résider à la campagne et de pratiquer une agriculture de subsistance pour être défini – ou pour s'auto-définir – comme « paysan », la facilité avec laquelle Esteban, alors qu'il parle des paysans, bascule du « nous » au « eux » révèle une certaine ambiguïté du terme. Lorsqu'il évoque la cause commune aux militants locaux, qui les oppose aux intérêts de Lima et de la compagnie minière, Esteban utilise le « nous » et met en avant les principaux éléments de l'image sociale de la paysannerie andine : la relation à la terre, les valeurs « traditionnelles » et la continuité socio-territoriale. Cela ne l'empêche pas, à d'autres moments, de faire référence aux habitants occupant un espace socio-territorial autre que le sien, comme « eux » (les paysans), par exemple lorsqu'il se réfère aux membres de l'organisation des rondes paysannes ou aux résidents des communautés se trouvant aux alentours du projet minier.

Ce genre de positionnement est susceptible de susciter la critique d'autres militants, ayant plus difficilement recours à des identifications autres que celle de « paysan ». Au sujet des rapports entre acteurs et organisations du mouvement composant le *Frente de Defensa de Hualgayoc-Bambamarca*, Nilda, jeune leader des rondes paysannes de femmes ayant récemment migré en ville, considère que « la différence entre la campagne et la ville, entre les rondes et les professeurs (du *Frente*) c'est qu'ils parlent différemment »⁴³⁷. Par ce « parler différemment », Nilda fait référence à la distinction entre l'espagnol populaire, teinté de formes et de termes quechuas, parlé par les secteurs ruraux populaires, et l'espagnol plus « lissé » des urbains professeurs ou « professionnels » ayant fait des études (cf. chapitre 3). En raison de

⁴³⁷ *La diferencia entre el campo la ciudad, entre la Ronda y los Profesores (del Frente de Defensa) es que hablan diferente.*

cette distinction, Nilda s'oppose à un membre du syndicat des professeurs qui veut apprendre aux femmes de son organisation « à mieux parler en public » :

La professeure Rita veut qu'on parle différemment, mais moi je lui ai dit « Vous devez comprendre que nous on est de la campagne et on doit respecter les coutumes d'où nous avons grandi et appris nos choses. *C'est comme avec les mines, elles veulent changer nos coutumes* (entretien, 2013, italiques de l'auteure)⁴³⁸.

En établissant un parallèle avec l'économie minière, et la façon dont celle-ci « change les coutumes » en milieu rural, Nilda s'approprie l'image du « bon paysan » – inchangé et « inchangeant » – pour critiquer l'attitude d'une camarade qui se prévaut de sa position sociale supérieure.

Au sujet des rapports entre « ville » et « campagne » dans le réseau de mouvement, Julieta, ancienne cadre des rondes paysannes de femmes, issue d'une communauté voisine de la petite ville de Bambarmarca, où elle réside maintenant et travaille comme enseignante, considère que :

La lutte vient de la campagne, quand [les paysans] viennent [en ville], tout s'arrête... Moi, [je suis] de la campagne et de la ville, je réclame où il y a besoin. Les paysans servent plus pour le lacs, [ils sont] plus préparés à la pluie et au froid, la vie est plus dure. Le paysan, dans sa pauvreté, il est plus habitué... moi je peux pas aller à Conga parce que je fais de l'hypertension, mon mari il ne veut pas [y aller], il dit qu'il rentre à la maison. À la campagne, on est plus en relation avec la nature, ça c'est notre vie [...]. Moi, j'ai grandi là-bas, moi je le vois et je le sens que la vie c'est le champ (chakra), l'eau, les plantes... Pour nous, tout est agriculture, pour la ville, tout est argent [...] La lutte et les paysans... oui, il y a une réévaluation. C'est un procès de longue date qui a commencé avec la ronde paysanne [...] Tous les paysans sont *ronderos*, mais ils négligent un peu [l'organisation], les jeunes qui ne vivent pas à l'organisation veulent sortir de leur terre, faire des études, ils veulent plus être des dirigeants (entretien, 2013)⁴³⁹.

Dans cet entretien, Julieta s'identifie comme « rurale », un positionnement qui, comme je le précisais plus haut, est distinct de celui de « paysanne » : d'une part, elle affirme être issue du milieu rural et en avoir tiré une « conscience » spécifique – qu'elle conserve jusqu'à ce jour –, d'autre part, elle souligne la différence entre elle et les paysans, dictée par la pauvreté et la ruralité de ces derniers. Lorsqu'elle attribue la force du mouvement social local aux secteurs

⁴³⁸ *La profesora Rita quiere que hablamos diferente pero yo le he dicho "tiene que entender que nosotras somos del campo tenemos que respetar las costumbres de donde nos hemos criado y hemos aprendido nuestras cosas. Es como con las minas, quieren cambiar nuestras costumbres.*

⁴³⁹ *La lucha mueve del campo, cuando vienen [los campesinos] se cierra todo...Yo (soy del) campo y ciudad, reclamo donde hay necesidad. Campesinos sirven más para las lagunas, más preparados a la lluvia y al frío, la vida es más sufrida. El campesino desde su pobreza está más acostumbrado...Yo no puedo ir a Conga porque tengo presión alta, mi esposo no quiere, él dice que se va por la casa. El campo estamos más en relación con la naturaleza, esa es nuestra vida. [...] Yo me he criado allí, yo lo veo y lo siento más que la vida es la chakra, el agua, las plantas...para nosotros todo es agro, para la ciudad todo es plata [...] La lucha y los campesinos : si , hay una revaloración. Es un proceso largo que comenzó con la Ronda. [...] Todos campesinos son ronderos pero descuidan un poco, los jóvenes que no sienten la organización – quieren salir de su tierra, estudiar, ya no quieren ser dirigentes.*

ruraux populaires, en affirmant que « la lutte vient de la campagne, quand [les paysans] viennent tout s'arrêter », Julieta rend hommage à la participation politique des acteurs ruraux, sans toutefois s'y identifier. Selon elle, ceux-ci, habitués à la pauvreté, seraient mieux adaptés aux longues marches et aux nuits debout sur le site de développement du projet, alors qu'elle et son mari – des professionnels et résidents urbains - ne supporteraient pas l'altitude des hauts plateaux andins⁴⁴⁰. Si d'un côté elle se différencie des secteurs ruraux populaires en les désignant comme « paysans », d'un autre Julieta revendique une « sensibilité » et des valeurs propres à ceux ayant grandi en milieu rural. Son enfance et son éducation feraient qu'elle comprend mieux que les autres habitants de la ville – les urbains depuis plusieurs générations – que « la vie c'est le champ (*chakra*), l'eau, les plantes ». Cette « autre » vision est aussi fondatrice de valeurs non monétisables : « Pour nous, tout est agriculture ; pour la ville, tout est argent ».

La distinction avancée plus haut entre « indigénisme » et « indianisme », entre hétéro-dénomination et auto-identification, ne fait pas justice à la complexité du positionnement des acteurs locaux, comme Julieta et Esteban, des leaders locaux issus des élites rurales qui se sont urbanisés et professionnalisés, mais ne sont pourtant pas (encore) reconnus comme « urbains » par les classes moyennes et élites locales. Lorsqu'ils parlent de « paysans », ces militants basculent, selon le contexte d'énonciation, entre auto-identification et hétéro-dénomination. L'ambiguïté réside dans la double signification de la catégorie de « paysan », à la fois identité politique et marqueur de la stratification sociale. La différence entre « nous les paysans » et « eux les paysans » est celle entre une utilisation politique de la catégorie – le « paysan » comme identification militante opposée au « minier » – et un usage social – le « paysan » comme l'Autre subalterne de l'urbain, un statut social dont il faut s'émanciper. La non-équivalence entre ces deux emplois d'un même terme – et les rapports sociaux auquel il renvoie – nous rappelle que la politisation de l'altérité ethnique n'implique pas nécessairement un amoindrissement des rapports sociaux inégaux dont elle est le produit. En d'autres termes, le fait que les militants locaux recourent à leurs origines paysannes pour expliquer leur

⁴⁴⁰ À ma connaissance, aucun travail n'a encore été réalisé sur la construction sociale – et la perception – du mal d'altitude dans les pays andins. Ce serait pourtant un sujet passionnant à explorer : pendant mes séjours au Pérou, j'ai maintes fois rencontré des individus des classes moyennes et supérieures (nationales, régionales et locales) qui disaient être tellement affectés par l'altitude qu'ils auraient pu « en mourir ». Dans certains cas, il s'agissait de personnes originaires de l'espace andin, ayant connu une ascension sociale par la migration et l'urbanisation. Dans d'autres cas, comme celui de Julieta, il s'agissait d'élites rurales urbanisées, résidant en milieu andin, pour lesquelles un dénivelé de 1500 mètres était impossible. Si le mal d'altitude (*soroche*) est certainement une réaction physiologique qui frappe certaines personnes plus que d'autres (l'âge, le poids et la tension artérielle étant parmi les facteurs déterminants), il nous semble que le *soroche* est aussi associé à des espaces sociaux « autres » qui sont représentés comme dangereux (Douglas, 1966).

engagement, ou pour légitimer leur position par rapport à d'autres acteurs du mouvement, n'implique pas qu'ils se considèrent « paysans » au même titre que les acteurs qui leur sont socialement inférieurs. Bien au contraire, à l'intérieur du réseau militant, les degrés de ruralité restent opératoires et participent de la reproduction d'une hiérarchie sociale fondée sur l'altérité et la subalternité des « paysans ». Comme le résumait Lavaud et Lestage :

Cette extrême variété de positions intellectuelles et sociales permet – selon les cas et de manière très inégale – à certains (...) de développer de véritables jeux stratégiques d'identification, variables selon le contexte et l'interlocuteur : tel qui se veut Indien fier de ses coutumes, usages et traditions face à l'altermondialiste ou au bailleur de fonds occidental dont il cherche à recueillir l'appui ou les crédits, pourra dans les heures qui suivent se montrer méprisant vis-à-vis de ceux dont il se dit le représentant, au nom cette fois de son savoir intellectuel ou technique, ou tout simplement en se servant de sa position sociale supérieure et des pouvoirs qu'elle lui procure (2006 : 16).

Le processus de décentralisation et de « ruralisation » de l'image du mouvement social contribue à créer une identification militante partagée, fondée sur l'image sociale d'un monde andin, rural et paysan à protéger de l'influence néfaste des activités extractives. On voit ainsi des activistes aux profils sociologiques très différents - jeunes étudiants à l'Université de Cajamarca, enseignants habitant dans les centres urbains provinciaux, jeunes femmes professionnelles et urbaines, ou encore leaders d'organisations paysannes - mettre en exergue leurs communes origines rurales pour légitimer l'engagement individuel et collectif contre les activités minières vis-à-vis d'autres acteurs internes ou externes au réseau de mobilisation. Ces observations invitent à ne pas oublier que l'altérité ethnique – comme toute catégorie sociale – est relationnelle et en constante évolution : non seulement elle est mobilisée différemment selon le contexte d'interaction, mais elle peut aussi représenter des choses différentes pour les acteurs dans un même contexte. L'appartenance au monde paysan peut être identifiée au milieu rural ou bien au lieu de vie actuel, et celui-ci peut être mobilisée pour des finalités différentes : expliquer son engagement militant par son appartenance à un groupe social (Victor), réinterpréter son parcours militant à la lumière du conflit en cours (Barbara), légitimer sa position par rapport à des concurrents politiques dans le même réseau de mouvement (Esteban et Nilda). La même catégorie sociale peut ainsi être utilisée pour construire une identification militante commune ou bien pour ré-établir les frontières entre les groupes sociaux, afin de définir leurs différentes aires de compétence et de légitimité.

Conclusion

Le réseau de mobilisation contre le projet Minas Conga se compose de groupes et organisations diverses par appartenance socio-économiques et territoriales, qui tissent entre elles des relations d'alliance et de compétition. En dépit de leur hétérogénéité, les militants bâtissent une identification militante commune et inclusive, caractérisée par l'association entre le monde rural andin, les activités agro-pastorales et l'altérité ethnique « paysanne ». J'ai retracé les principales étapes de cette articulation – par les liens entre différentes organisations, l'entrechevauchement de leurs cadres interprétatifs et la mise en lien des expériences individuelles des militants avec les raisons de la mobilisation collective – afin de restituer la « fabrication » de ce discours d'identification militante, car « il n'existe ni un moment fondateur de l'ethnicité, ni une matrice sociale pré-politique d'intérêts communautaires qui se révélerait et s'extérioriserait avec le temps ; il y a seulement de la mobilisation ethno-politique qui produit (c'est à dire sélectionne, filtre et propage) une différenciation ethnique et des intérêts collectifs spécifique et contingents » (Maiz et Tournon 2005 : 23).

L'émergence de nouvelles organisations provinciales, qui prennent leur place au centre du réseau de mouvement, et une visibilité renouvelée de l'organisation des rondes paysannes amènent à une extension et à une pluralisation du réseau de mouvement. Les nouveaux équilibres sont en partie justifiés par la représentation de la ville de Cajamarca comme icône de la pollution hydrique et sociale engendrée par les activités minières, contre laquelle se dessine l'image des territoires agro-pastoraux et des sociétés traditionnelles à préserver. Si les organisations provinciales se conçoivent comme différentes, voire opposées, entre elles, l'image qu'elles projettent vers l'extérieur est celle d'une appartenance commune à un monde provincial et bucolique, « autre » que celui de l'espace minier de la capitale. Ce travail de signification est davantage consolidé par l'organisation des rondes paysannes, dont les objectifs organisationnels sont redéfinis en relation avec les « nouveaux voleurs » et l'image sociale est traduite dans le langage du droit autochtone onusien.

En creusant davantage les dichotomies agriculture/mine, paysans/miniers, autochtone/étranger et secteurs populaires/élites, ces organisations contribuent à représenter l'opposition à Minas Conga comme la résistance d'un monde agro-pastoral traditionnel et socialement homogène, soucieux de préserver son mode de vie. Ces représentations facilitent à leur tour la (ré)appropriation par les militants de l'altérité ethnique associée à l'espace rural et à la société paysanne, afin de légitimer leur engagement. Plus qu'un objet, l'ethnicité est ici à

concevoir comme une catégorie adoptée par les acteurs pour appréhender le monde social (Brubaker 2001; Avanza et Laferté 2005). Restituer ce travail d'articulation, de (re)signification et d'appropriation de l'altérité ethnique par les acteurs locaux est indispensable à ne pas réduire l'ethnicité à un stigmate produit par la marginalisation sociale et économique du groupe (Juteau, 1999). Au contraire :

En adoptant une sociologie de l'ethnicité résolument relationnelle, on pourra mieux saisir, d'une part, le vécu et l'agentivité des membres des groupes minorisés, appréhendés alors comme des acteurs et non uniquement comme des victimes de ces rapports ethniques [...] Seule une telle perspective permet d'étudier les groupes majoritaires/minoritaires comme constitutifs l'un de l'autre, comme les artisans de relations qui les lient et de frontières qui les séparent (Bertheleu, 2007 : 11).

En même temps, il est important de relever l'ambigüité avec laquelle l'appartenance rurale et les marqueurs ethniques sont mobilisés selon le contexte d'énonciation et d'interaction, tant pour revendiquer l'égalité que pour réaffirmer la différence. Cette ambigüité est révélatrice de la double signification de l'altérité ethnique dans le contexte de la mobilisation analysée. Identification politique d'une part, elle permet d'attribuer certaines caractéristiques porteuses de légitimité à l'ensemble des secteurs sociaux mobilisés, en vertu de leur marginalisation par les activités extractives et dans le but de redresser une condition perçue comme injuste et inégale. Formes de catégorisation sociale d'autre part, elles permettent d'identifier des individus ou groupes comme inférieurs, en vertu des mêmes caractéristiques socio-économiques, territoriales, linguistiques auparavant politisées, et de ré-établir ainsi les hiérarchies sociales à l'intérieur du réseau de mouvement.

Ainsi, une analyse de l'activité militante « au ras du sol » permet d'observer comment les réseaux et représentations de l'action collective évoluent dans le dialogue entre différents groupes et organisations. L'emploi des catégories sociales qui sont mobilisées et mises en relation par la construction de liens d'association (urbain-minier-élite, rural-paysan-populaire) et d'opposition (paysan/minier, provinces/capitale, rural/urbain) contribue en même temps à leur reproduction et re-signification (Snow, 2001). Ce processus n'est pas libre de contradictions et d'effets pervers. Toujours Lavaud et Lestage nous rappellent que :

Et il est toujours bon d'en revenir aux leçons de G. Balandier et de R. Bastide qui invitent à sortir d'une ethnologie « savoureusement exotique » pour resituer dans leur contexte ou leur cadre social, les cultures – on devrait dire les ajustements et les bricolages culturels – pour sortir de l'image par trop figée et schématique que véhicule un culturalisme simplifié. *Or ce cadre est toujours celui de la stratification, de la compétition et du conflit.* (Lavaud et Lestage 2006, je souligne).

Si l'appartenance rurale fait l'objet d'une (re)appropriation de nature politique dans le cadre des mobilisations contre Minas Conga, l'altérité ethnique à laquelle celle-ci renvoie n'est

pas la seule forme d'altérité à être politisée par les opposants au projet. La différence sexuelle fait aussi l'objet d'un processus de politisation, comme nous allons le voir dans le prochain chapitre.

CHAPITRE 6

LE GENRE DE LA RESISTANCE :

MILITANTISME FEMININ ET REPRESENTATIONS SEXUEES DE L'OPPOSITION LOCALE AUX ACTIVITES MINIERES

En Janvier 2013, la première réunion officielle de l'association *Mujeres en Defensa de la Vida y de la Naturaleza*⁴⁴¹ compte avec six participantes : Laura, la trentaine, célibataire, enseignante en art ; sa sœur aînée Lena, elle aussi célibataire, qui travaille dans une ONG œcuménique locale ; Diana, amie et camarade d'études de Lena, trentenaire célibataire travaillant comme enseignante pour une ONG locale d'inspiration religieuse ; Carla, cinquante ans, célibataire, enseignante dans un lycée catholique de Cajamarca ; Armanda, célibataire, même âge, artisane originaire de Bambamarca, et sa fille Stefania, la quarantaine, dont le mari a émigré vers l'Europe, mère de deux enfants et employée dans l'administration publique. Ces femmes partagent un certain profil sociologique ainsi qu'un engagement commun : femmes actives issues des secteurs populaires de Cajamarca et de ses provinces, proches des institutions et organisations religieuses locales, la plupart célibataires et sans enfants, elles se sont toutes activement engagées contre le projet Minas Conga. Fait curieux, elles expliquent toutes leur engagement de la même façon : celui-ci serait le résultat de l'« instinct maternel », commun à toutes les femmes, qui les motiverait à s'intéresser davantage que les hommes au bien-être des futures générations menacées par l'expansion minière dans la région.

Dans la première partie de cette thèse, j'ai montré comment les impacts socio-économiques et environnementaux de l'activité minière se répercutent différemment selon les sexes, se traduisant par une masculinisation des gains et une féminisation des pertes à l'échelle locale et régionale. Pourtant, considérer les femmes uniquement comme les « victimes » de l'extraction minière revient à courir le risque de perpétuer un « déterminisme biologique et essentialiste [...] dénué des spécificités des contextes socio-historiques et matériels » et de « dépolitiser les relations environnementales, communautaires et de genre [...] autour des industries extractives » (Lahiri-Dutt 2012 : 8)⁴⁴². Les mobilisations contre Minas Conga, nous

⁴⁴¹ Femmes pour la Défense de la Vie et de la Nature

⁴⁴² *The literature that equates patriarchy and capitalist accumulation in mining is reminiscent of biological determinism and essentialism, moralistic, and devoid of specificities of social and material contexts (...) Such*

l'avons vu, comptent une importante participation féminine : de nombreuses femmes, de toute catégorie sociale, se joignent aux activités d'opposition au projet, légitimant leur activité militante par un discours centré sur leur rôle social de mères. Si les inégalités matérielles et sociales creusées par l'économie minière contribuent certainement à créer un terrain fertile pour la participation féminine, elles ne suffisent pas à l'expliquer. Celle-ci ne devient compréhensible que si l'on considère les ressources et les cadres mobilisés par les manifestantes, ainsi que la relation entre le militantisme féminin et le mouvement social dans son ensemble.

Dans ce chapitre, j'examinerai les mobilisations contre le projet Minas Conga au prisme du genre. L'intérêt de cette perspective est double. D'une part, placer la focale sur la militance sexuée permet d'étendre l'analyse du militantisme au-delà des discours et des pratiques dominantes et spectaculaires, pour inclure des formes et pratiques d'engagement quotidien autrement invisibilisées (Jenkins, 2017). D'autre part, porter une attention particulière à la dimension du genre dans la représentation du conflit permet d'élargir l'analyse du discours militant et d'appréhender les usages politiques des normes de genre, telle la représentation sexuée des parties en conflit. Afin de procéder à l'analyse de la participation féminine aux mobilisations, je me centrerai d'abord sur les formes de recrutement et d'organisation, autrement dit sur les réseaux de proximité qui facilitent et encadrent la militance des femmes à l'échelle locale. Par la suite, il conviendra de se pencher sur les rôles et activités genrés auxquels ils donnent lieu, afin de mettre en lumière les normes implicites de la présence sexuée dans l'espace public, ainsi que la division sexuelle du travail militant (Falquet 2005; Fillieule et Roux 2009). Finalement, la façon dont les stratégies et discours de participation genrés s'insèrent dans la structure d'opportunités politiques est indispensable à la compréhension de leur visibilité. La portée symbolique de la participation féminine au mouvement social contre Minas Conga apparaît notamment lorsque on élargit sa compréhension du genre au-delà de la seule différence sexuelle, pour l'appréhender comme une « façon première de signifier les rapports de pouvoir » (Scott 1988 : 141).

interpretative frameworks risk depoliticizing environmental, community and gender relations in and around mining.

6.1 Militer en tant que mères : recrutement et organisation de la participation féminine

Le 18 avril 2012, dans le cadre des manifestations qui s'organisent depuis plusieurs mois en opposition au projet minier Minas Conga, une « Marche des femmes enceintes »⁴⁴³ défile dans les rues du centre-ville de la capitale régionale, Cajamarca. Organisée par les étudiantes d'obstétrique de l'Université Nationale de Cajamarca, cette petite manifestation rassemble de nombreuses femmes, certaines enceintes et d'autres représentant la grossesse avec des coussins sur le ventre. Les protestataires scandent des slogans tels « Eau et cyanure, mon fils sans futur »⁴⁴⁴. Elles manifestent ainsi leur opposition au projet minier en raison de ses impacts potentiels sur les réserves d'eau de la région, et par là sur la santé des habitants, notamment des bébés dont elles sont – symboliquement ou littéralement – porteuses (Fig. 60 et 61).



Fig. 60 - Jeunes manifestantes participant à la « Marche des femmes enceintes » à Cajamarca.
Source : <http://prensaitvperu1.blogspot.fr> (dernier accès le 21/12/2016).

⁴⁴³ *Marcha de las Embarazadas*

⁴⁴⁴ *Agua con cianuro, mi hijo sin futuro*



Fig. 61 - Manifestantes participant à la « Marche des femmes enceintes » à Cajamarca. Source : <http://peru.com/> (dernier accès le 21/12/2016).

Ce défilé suscite de violentes réactions de la part de la presse et des autorités nationales : le président de la République, Ollanta Humala Tasso, déclare ne pas partager « l'utilisation de femmes gestantes dans des manifestations politiques »⁴⁴⁵ ; la ministre de la Femme, Ana Jara, déclare que les participantes sont en train de commettre un délit punissable d'un à trois ans de réclusion – « Il ne s'agit pas d'une décision propre [de la mère]. Le fait est qu'on expose au danger la santé et l'intégrité du conçu (*concebido*), et rien ne peut justifier de cautionner cette mesure »⁴⁴⁶. De son côté, le Premier ministre, Oscar Valdés, considère que cette initiative témoigne du « désespoir » des leaders du mouvement social, obligés d'organiser une manifestation de femmes comme dernier recours d'une lutte perdue d'avance. De son côté, le journal national *El Comercio* prend soin de préciser que seules cinq des participantes étaient vraiment enceintes tandis que les autres « simulaient une grossesse »⁴⁴⁷.

⁴⁴⁵ « Ollanta Humala condenó marcha de embarazadas en Cajamarca », *El Comercio* du 19/04/2012.

⁴⁴⁶ *Acá no cabe que sea por decisión propia (de la madre). El hecho es que se expone a estado de peligro la salud e integridad del concebido, y no existe justificación alguna que pueda avalar esta medida.* « Madres embarazadas que participan en protestas incurrir en delito », *RPP Noticias* du 19/04/2012.

⁴⁴⁷ « Cajamarca: gestantes y mujeres simulando embarazo marcharon contra Conga », *El Comercio* du 19/04/2012.

Le 29 juin 2012, une deuxième manifestation de femmes inonde les rues de Cajamarca. Pour les organisatrices, la *Marcha de Mujeres* (Marche des femmes) constitue une réponse des militantes et sympathisantes du mouvement social aux violentes critiques suscitées par la « Marche des femmes enceintes ». Le degré d'adhésion à cette deuxième marche (Fig. 62 et 63) est une surprise, tant pour le public national que pour les leaders locaux, et marque le début d'une médiatisation importante de la participation féminine au mouvement social contre Minas Conga.



Fig. 62 : Rondes paysannes de femmes de Chetilla (commune à majorité quechuaphone de la province de Cajamarca) pendant la « Marche des femmes ». Auteure : Sofia Lorena Gonzales Banda.



Fig 62- Religieuse avec le drapeau péruvien, défilant avec la « Marche des femmes ». Auteure : Sofia Lorena Gonzales Banda.

À la suite de la « Marche des femmes », les médias comme les leaders sociaux commencent à mettre en avant la participation féminine dans la lutte contre l'expansion minière⁴⁴⁸. Le discours militant présente la participation féminine aux mobilisations comme une prolongation de leur rôle maternel, qui les doterait d'une plus grande sensibilité au bien-être d'autrui, et du lien privilégié des femmes avec les ressources en eau. Cette représentation contribue à donner une aura d'exception à l'engagement féminin, qui relèverait ainsi d'une spécificité des mobilisations contre les activités extractives. S'intéresser qu'aux éléments de nouveauté de la participation féminine aux mouvements sociaux anti-extractifs amènerait cependant à passer à côté d'une riche histoire de militance féminine au Pérou - des mouvements féministes aux mouvements des femmes populaires (Blondet et Montero 1995; Henriquez 1996; Vargas 1992) et des ONG féministes institutionnalisées à la participation féminine aux guérillas (Boesten 2010; Boutron 2009; Stephanie Rousseau 2012)⁴⁴⁹ – et des rapports entre le

⁴⁴⁸ Ce phénomène n'est guère propre à la région de Cajamarca : depuis les années 2000, les mobilisations de femmes – et notamment celle de femmes autochtones – contre les activités extractives ont pris de l'ampleur, au Pérou comme ailleurs dans la région andine. À ce sujet, voir Ulloa (2016).

⁴⁴⁹ Les femmes ont vraisemblablement participé également à d'« anciens » mouvements sociaux, tels les mouvements paysans et ouvriers, mais leur présence est très peu documentée et souvent occultée par la narration officielle de ces mouvements, dont l'identité sociale reposait sur un modèle de masculinité bien défini (Kuumba, 2001 ; Fillieule et Roux, 2009).

militantisme féminin et le monde minier – tel exemplifié par le *Comité de Amas de Casa*⁴⁵⁰ en Bolivie (Chungara 1978; Gransac 1985; Viezzer, Dietz, et Tuchman 1979). Dans les prochaines pages, un regard attentif sur l’histoire des organisations féminines dans la région et sur les trajectoires des militantes permettra de resituer cette participation « exceptionnelle » dans son contexte.

6.1.1 L’engagement des femmes et l’Eglise

Toutes les femmes que j’ai pu rencontrer en 2012-2013 dans le cadre des activités de mobilisation expliquent leur militance comme le résultat direct de leur sexe, qu’elles conçoivent alors comme indissociable de leur rôle familial et communautaire. Être femme c’est être mère, et être mère c’est s’occuper des autres. Le soin de l’autre, évoqué en référence aux enfants biologiques, est ensuite élargi aux « futures générations » et à l’entourage social en général. L’engagement féminin contre l’expansion minière est aussi relié à la sauvegarde des ressources hydriques locales : la dépendance à l’approvisionnement en eau potable pour la bonne exécution des tâches ménagères (préparation et cuisson des aliments, nettoyage des espaces et des objets, hygiène corporelle) est au centre du discours des militantes⁴⁵¹. Selon Jessica, 32 ans, commerçante de Celendín :

La femme s’engage automatiquement parce qu’on utilise l’eau à chaque pas qu’on fait dans notre domicile et en dehors... L’eau est très nécessaire pour les femmes... Les hommes n’exercent pas à 100 % le rôle des femmes, le rôle familial, parce que les hommes ont d’autres types de travail, ce qui veut dire qu’ils ne croisent pas une goutte d’eau, ne serait-ce que pour la boire... alors que la femme doit s’occuper des enfants, laver le linge du mari et des enfants, son linge à elle... et laver les légumes pour préparer des aliments bons et sains (entretien, 2013)⁴⁵².

⁴⁵⁰ Comités des femmes au foyer. Organisation féminine bolivien fondé en 1961 dans le centre minier *Siglo XX*. Composé principalement pas des femmes de travailleurs miniers, ce comité est initialement formé pour demander la libération d’un groupe de mineurs arrêtés à la suite d’une grève. Le succès de l’initiative motive les participantes à donner suite à leur action, constituant une organisation qui sera déterminante pour le futur des luttes syndicales minières en Bolivie. Pour plus d’informations, voir Chungara (1978); Gransac (1985); Viezzer, Dietz, et Tuchman (1979).

⁴⁵¹ De nombreuses participantes déclarent aussi se sentir plus vulnérables aux changements sociaux engendrés par l’activité minière, comme l’augmentation de la délinquance et de la prostitution, mais cette thématique est moins souvent et moins clairement affichée dans les protestations.

⁴⁵² *La mujer se involucra automáticamente en que nosotras utilizamos en agua en cada paso que damos dentro del domicilio, fuera de él... porqué es muy necesario el agua para las mujeres...el hombre no desempeña al 100% digamos...el rol de la mujer, y tampoco el rol familiar. Porqué a veces el hombre tiene otros tipos de trabajo que a veces ni siquiera se cruza con una gota de agua, no? Que no se para beberlo... en cambio la mujer tiene que estar pendiente de los hijos, de lavar la ropa del esposo y de los hijos, de uno mismo... de lavar nuestras verduras, de preparar un buen alimento sano.*

Dans le discours de Jessica, le sexe féminin est associé à un impératif, celui du rôle familial, qui impliquerait « automatiquement » un engagement pour la préservation de l'eau. Comme l'appartenance ou les origines rurales que nous avons vues dans le chapitre précédent, le sexe féminin est conçu comme une condition entraînant « naturellement » le militantisme, en raison de l'importance de la ressource en eau pour mener à bien le travail de reproduction sociale de compétence des femmes. Le rôle social maternel se trouve ainsi au centre d'un discours qui distingue l'engagement féminin de l'engagement masculin, représenté, pour sa part, comme découlant d'une pluralité de sources de motivation, comme le « devoir », la « responsabilité » ou l' « intérêt » :

Parfois, les hommes le font pour faire leur devoir, d'autres [hommes] parce qu'ils y voient une responsabilité, d'autres pour leur propre intérêt... , parce qu'il y a de tout. Par contre, les femmes sont pas comme ça, les femmes, moi je le vois, elles le font plus par conviction, à cause de la réalité, parce que tous les jours on voit qu'on vit dans la souffrance (*ibid.*)⁴⁵³.

Contrairement à l'engagement masculin, la militance féminine est représentée comme quelque chose qui naît dans l'espace privé et familial, c'est à dire dans le domaine de la reproduction sociale dont relève l'identité sociale sexuée des femmes qui en sont les principales responsables. Cette représentation met en évidence l'indépendance de la militance féminine vis-à-vis des intérêts ou enjeux politiques qui peuvent orienter la participation des hommes. En même temps, cette image de « naturalité » a pour effet de dépolitiser la participation féminine, en l'attribuant uniquement à un rôle social et au souci du bien-être d'autrui qui en résulte, plutôt qu'à une revendication autodirigée. Il s'agirait alors implicitement d'une réponse « émotionnelle » plutôt qu'une forme de « rationalité » politique⁴⁵⁴.

Vue du terrain, la militance des femmes révèle cependant bien d'autres aspects. Si le mouvement contre Minas Conga n'a pas manqué d'attirer de « nouvelles » militantes vers leur première expérience de mobilisation collective, la participation féminine aux activités de mobilisation constitue, le plus souvent, la prolongation de formes d'engagement social ou politique préexistantes : réseaux de lutte contre la traite des femmes, activité syndicale, militance politique, participation aux rondes paysannes de femmes, personnel de santé (*Promotoras de Salud*), entre autres. On voit ainsi militer, aux côtés des jeunes étudiantes

⁴⁵³ *A veces el hombre lo hace por cumplir, otros porqué ven una responsabilidad, otros por interés propio... por qué hay de todo. En cambio la mujer no es así, la mujer yo lo he visto che más lo ha hecho por convicción, por la realidad, por lo que se ve a diario que se vive el sufrimiento.*

⁴⁵⁴ Cette opposition entre « rationalité » et « sentiments » est problématisée par la sociologie des mouvements sociaux qui met en exergue la dimension politique et sociale des sentiments (Goodwin, Jasper, et Polletta 2009; Jasper 2011; Sommier 2010).

universitaires, d'anciennes membres d'organisations féministes, de la *Confederación Campesina del Perú*⁴⁵⁵ (CCP) ou du syndicat des professeurs (SUTEP), mais aussi d'anciennes membres du mouvement des catéchistes rurales et des rondes paysannes de femmes des années 1970-1980, ou encore des cantines populaires (*Comedores Populares*) des années 1980-1990. La continuité des formes d'organisation et d'engagement confirme l'hypothèse d'un engagement féminin lié à l'espace public qui, dans la deuxième moitié du XX^{ème} siècle, fluctue sans pour autant s'éclipser (Jelin 1990; Safa 1990; Taylor 1989).

Dans la région de Cajamarca, un support important à la formation des organisations féminines est fourni, au cours des années 1970, par l'Eglise catholique. À partir de 1963, l'église locale entame un processus de renouvellement, sous l'influence des réformes promues par le 2^{ème} Concile du Vatican (1962-1965) et la conférence des évêques latino-américains de Medellín qui, en 1968, définit « l'option pour les pauvres », localement organisée par un nouvel évêque inspiré de la théologie de la libération⁴⁵⁶ : José Dammert Bellido (1917-2008). Durant les trois décennies de son archevêché à Cajamarca (1963-1993), Dammert promeut une nouvelle Eglise qui évolue du modèle « missionnaire » (1963-1969) vers un modèle « paysan » (1970-1978) déléguant l'œuvre évangélisatrice à des catéchistes et baptiseurs appartenant aux communautés paysannes (Osorio Torres 2000). Dans la province de Bambamarca, ces catéchistes ruraux, parmi lesquels figurent de nombreuses femmes, sont à l'origine de l'organisation des rondes paysannes (Gitlitz 1998; Starn 1999), au point que les deux « missions » - évangélisatrice et émancipatrice - s'identifient progressivement dans ce qu'Osorio Torres (*ibid.*) dénomme la « Pastoral Rondera » (1973-1993).

La fin de l'évêché progressiste de Monseigneur Dammert coïncide avec le début des activités minières dans la zone. Ses successeurs, Angél Simon Piorno (1995-2004) et José Martino Lazaro (2004-), tous deux appartenant à des branches plus conservatrices de l'Eglise, se montrent beaucoup moins enclins à soutenir les organisations paysannes et la société civile locale⁴⁵⁷. En dépit du changement de tendance dans les hautes sphères ecclésiastiques, le lien avec certaines organisations et autorités religieuses demeure central pour la militance des femmes à l'échelle locale. L'ordre Franciscain et celui des Carmélites notamment, mais aussi de nombreux religieux et laïques proches de l'évêché précédent, continuent à fournir un soutien

⁴⁵⁵ Fédération Nationale de Paysans du Pérou.

⁴⁵⁶ Gustavo Gutierrez théorise ce courant dans son ouvrage *Théologie de la libération* (1971).

⁴⁵⁷ Alors que Piorno manque à ses promesses de médiation entre organisations paysannes et compagnie minière, Lazaro parvient à expulser le curé Marco Arana, en raison de son engagement contre l'extraction minière depuis les années 1990 (Chacón, 2005).

matériel et logistique aux organisations de femmes et aux organisations critiques envers l'activité minière. L'association *Mujeres en Defensa de la Vida y de la Naturaleza*, auparavant évoquée, en est un exemple. Pendant les six premiers mois de ses activités (février-juillet 2013), l'association prend en charge les initiatives suivantes : une exposition photographique pour la journée internationale des femmes, une collecte d'aliments pour le campement des « gardiens des lacs »⁴⁵⁸, une veillée commémorative et une messe pour les victimes des affrontements de juillet 2012 (voir figures 63 et 64 ci-dessous). Toutes ces activités se déroulent dans la cour de l'église de *San Francisco*, l'abbé étant solidaire avec le mouvement social⁴⁵⁹, et sont réalisées en collaboration avec d'autres réseaux et organisations du mouvement liés aux institutions religieuses et à la théologie de la libération.



Fig. 63 - Marche commémorative tenue le 3 juillet 2013 à Cajamarca pour l'anniversaire de la mort de cinq manifestants dans les affrontements avec la police en 2012. Photo de l'auteur.

⁴⁵⁸ Manifestants occupant de la zone de future exploitation minière (voir chapitre 4).

⁴⁵⁹ Rappelons que, pendant les occupations du centre-ville en novembre 2011 et mai 2012, le couvent Franciscain héberge les manifestants dans ses locaux pendant plusieurs semaines. À l'occasion des affrontements avec la police, les manifestants se réfugient dans la cours de l'église, et l'abbé intervient personnellement dans plusieurs cas d'arrestations de civils.



Fig. 64 - Veillée commémorative devant l'église San Francisco, à la fin de la marche *supra*.
Photo de l'auteur.

Parmi les six fondatrices de l'association, aucune n'a d'expérience de militance analogue. Cinq d'entre elles font cependant partie d'organisations sociales d'inspiration religieuse : Lena et Laura appartiennent à un réseau contre la traite des femmes, hébergé par l'ordre des carmélites ; Laura et Diana travaillent dans une école pour enfants défavorisés fondée par une ONG catholique ; Carla travaille dans un lycée catholique ; et Lena dans une ONG financée par la coopération internationale et fondée par un curé d'origine allemande appartenant au courant de la théologie de la libération. Les liens entre les membres de l'association et les organisations religieuses, qui datent d'avant la création de l'organisation, en encadrent et en facilitent le travail. Leur profil, loin d'être atypique, ressemble à celui de nombreuses femmes rencontrées dans le réseau militant. Toutes les femmes interviewées se déclarent croyantes (la plupart sont catholiques, certaines évangélistes ou adventistes), et la grande majorité d'entre elles tient un discours de militance qui s'entremêle à la foi religieuse. Fréquemment les arguments avancés par les militantes mêlent engagement politique et morale chrétienne ou épisodes de la Bible. Nilda, 45 ans, commerçante de la ville de Cajamarca, affirme :

Est-ce-que c'est technique et sérieux de laisser toute une population sans maison, sans futur et sans eau ? Ceux qui parmi nous croient en Dieu, [pensent qu'] il a mis l'or sous les lacs pour voir jusqu'où peut aller l'ambition et la tyrannie de l'être humain (entretien, 2012).

Par les mots « technique » et « sérieux », Nilda fait référence au discours des institutions étatiques, qui disqualifie les raisons des manifestants en les catégorisant comme « politiques » - au sens de biaisés – et en leur opposant une expertise technoscientifique supposément « neutre » (Grieco et Salazar-Soler, 2013). Aux logiques « techniques » des experts internationaux commissionnés par le gouvernement afin d'évaluer l'étude d'impact environnemental de Minas Conga (cf. chapitre 4), Nilda oppose un discours d'ordre moral et religieux, qui conçoit l'opposition à l'extraction minière comme une preuve de foi. Dans la même logique, Jessica, commerçante de Celendín citée supra, présente cette lutte locale comme une forme de « martyr » :

Il s'agit de récupérer notre morale, nos valeurs, notre formation. Par exemple, dans ma communauté, on est chrétiens ; dans les réunions [de la communauté], on parle du Christ. Et on s'identifie comme des éleveurs ; c'est notre culture, la culture de nos ancêtres [...]. Il y a la loi de Dieu, la loi de l'Homme et la Constitution. La lutte [contre Minas Conga] n'est pas anodine, c'est pas un hasard si on nous tue, peut-être que tout ça c'est le destin, comme Judas qui a trahi le Christ et Saint Pierre qui l'a renié trois fois... (entretien, 2013)⁴⁶⁰

Comme nous venons de le voir, loin de constituer une réponse « réactive » ou « naturelle », la participation des femmes aux mobilisations contre Minas Conga est le produit d'une organisation dont les bases ont été posées dans les années 1970 et qui ne cesse d'évoluer autour de l'engagement social de l'Eglise catholique. Cette dernière continue à encadrer et à faciliter en partie l'activité militante des femmes à l'échelle locale, non seulement dans sa dimension matérielle (prêt de locaux et de matériaux, support logistique), mais aussi dans sa dimension discursive (élaboration d'un discours de revendication, légitimation de l'action militante). Si la participation féminine est facilitée par les institutions religieuses, dont l'idéologie permet d'interpréter le militantisme comme un prolongement de la foi – la résistance à la tentation de l'or, le respect des lois divines et naturelles, le martyr comme rédemption –, ces femmes participent aussi à des organisations mixtes et non mixtes qui organisent la militance féminine dans des formes qui varient d'une localité et d'un groupe social à l'autre.

⁴⁶⁰ *Se trata de recuperar nuestra moral, nuestros valores, nuestra formación. Por ejemplo en mi comunidad somos cristianos, en las reuniones primero hablamos de Cristo. Y no identificamos como ganaderos. Esa es nuestra cultura, la cultura de nuestros ancestros... La lucha es para un crecimiento a largo plazo, en vez que para diez años de minería. Si sigues en lo mismo, sembrando y poniendo abono natural, tu tierra nunca se acaba. Si no tienes lo básico, principios, una formación, no tienes clase, capacidad para nada. [...] Hay la ley de Dios, y la Ley del Hombre que es la constitución. La lucha no es casualidad, que nos maten no es un caso, de repente todo está predestinado, como Judas que traicionó Cristo y San Pedro que lo reniego tres veces.*

6.1.2 Les formes de l'organisation féminine

Dans le cadre des mobilisations contre Minas Conga, la participation des femmes se fait au sein d'organisations mixtes (syndicats, comités de quartier, associations d'usagers, d'étudiants et de commerçants, organisations culturelles, etc.) et non mixtes (rondes paysannes de femmes, organisations féministes, ordres religieux, associations de femmes, etc.). Les femmes que j'ai rencontrées lors des manifestations appartiennent à un large éventail de catégories socio-professionnelles et d'âges : jeunes étudiantes universitaires, enseignantes de tout âge, mères célibataires aux emplois informels, paysannes, migrantes rurales en milieu urbain, employées d'ONG, commerçantes, femmes au foyer, féministes, religieuses et élues locales. Elles participent à des marches, des piquets de grève, des occupations, ainsi qu'à des activités de soin (collecte et préparation d'aliments, soins médicaux, etc.). Les normes de la sociabilité féminine régissent la participation des femmes aux manifestations : les participantes voyagent et manifestent rarement seules ou en compagnie des hommes, leur préférant la compagnie d'autres femmes (camarades, membres de la famille, voisines, membres d'autres organisations). Des réseaux familiaux, religieux, ou de voisinage encadrent souvent leurs activités militantes : migrantes de première ou deuxième génération des provinces concernées résidant à Cajamarca, membres d'un même groupe catéchiste, voisines appartenant à un comité d'irrigation, amies, collègues ou parents d'autres manifestants, etc. La participation est généralement facilitée par d'autres femmes (mère, sœur, voisine, compagne de lutte), qui se chargent de leur foyer pendant leur absence pour les activités de mobilisation, qui fournissent l'hébergement ou la restauration sur place, ou bien qui participent aux frais du voyage.

Comme évoqué dans le chapitre précédent, le profil socio-professionnel des militants, tout comme leurs formes d'organisation et d'appartenance socio-territoriale, changent d'une unité administrative à l'autre. Il en va de même pour l'engagement féminin qui présente des formes très diverses dans les provinces de Bambamarca, de Celendín et de Cajamarca. On ne peut définir une forme unique de militance féminine pour chaque unité territoriale, puisque, tel que spécifié supra, les femmes sont présentes dans la quasi-totalité des organisations du mouvement. Il est toutefois possible d'esquisser certaines des principales caractéristiques des formes de l'engagement féminin dans chacune des provinces, sur la base des militantes et des organisations « de référence » dans le réseau de mobilisation. Autrement dit, quelles sont les figures et les organisations féminines avec lesquelles les acteurs du mouvement social prennent contact lorsqu'il s'agit de compter sur la participation des femmes à un événement ou manifestation ?

Dans la province de Bambamarca – bastion des rondes paysannes depuis les années 1970 –, on trouve la *Central Provincial de Rondas Campesinas de Mujeres*⁴⁶¹, formé par les représentantes de différentes communautés paysannes du territoire, dont certaines continuent à résider en milieu rural alors que d'autres habitent dans le centre urbain. Les femmes de cette organisation conçoivent leur rôle comme complémentaire à celui de leurs compagnons masculins. La date de naissance des premières rondes paysannes de femmes n'est pas connue, mais les interviewées la rattachent à celle des rondes paysannes masculines, quand les épouses des premiers *ronderos* se chargeaient à tour de rôle du ravitaillement des patrouilles nocturnes et s'assuraient de la participation des hommes aux rondes en allant chercher et réprimander les absents⁴⁶². Lorsque les rondes paysannes commencent à se charger de la résolution des conflits et contentieux communautaires, les femmes occupent un rôle actif dans l'administration de châtiments corporels et dans le jugement des cas d'infidélité ou de violence conjugale⁴⁶³. À présent, les délégations de la ronde paysanne féminine accompagnent celles des rondes paysannes masculines dans les activités de mobilisation (Fig. 65), auxquelles elles participent en tant que manifestantes, cuisinières et « boucliers » en cas d'affrontement entre les forces de l'ordre et leurs camarades.

⁴⁶¹ Comité provincial des rondes paysannes de femmes.

⁴⁶² Selon Barbara, que nous avons présentée dans le chapitre précédent, les femmes allaient chercher chez eux les hommes qui manquaient à leur tour de ronde, les obligeant à se lever et à rejoindre la patrouille. Pour elle, ce sont les femmes qui imposent la discipline dans la ronde paysanne masculine, car les réprimandes d'une femme sont moins offensives que celles d'un homme qui pourrait faire naître des conflits entre les membres masculins de l'organisation (entretien, 2012).

⁴⁶³ Les interviewées affirment que remettre les cas d'infidélité ou de violence conjugale au jugement des rondes paysannes masculines reviendrait à accepter un biais masculin dans les sentences. En participant activement aux assemblées populaires où ces cas sont discutés, les rondes paysannes de femmes auraient, au contraire, contribué à faire respecter l'intégrité physique et morale des femmes, tout comme à « corriger » celles qui étaient jugées coupables.



Fig. 65 - Membres des rondes paysannes de femmes à la tête d'un cortège de manifestants sur les rives d'un des lacs de Conga. Source : www.americaeconomia.com/ (dernier accès le 21/12/2017).

Dans la province de Celendín, comme mentionné dans le chapitre 5, l'organisation des rondes paysannes est beaucoup moins présente. Ici, la participation féminine aux mobilisations entre 2011 et 2013 se fait principalement au sein d'organisations mixtes : associations de producteurs et de commerçants, SUTEP et organisations d'étudiants, entre autres. En 2014, on voit cependant apparaître une organisation de femmes spécifiquement dédiée à la lutte contre l'expansion minière. Les participantes, qui continuent à s'impliquer dans d'autres organisations du mouvement, se rassemblent dans le but de créer un espace non mixte de réflexion et d'organisation, justifié, par certaines, par la spécificité de l'engagement féminin et, par d'autres, par leur marginalisation dans les autres organisations militantes.

Le cas de Cajamarca est similaire. Les participantes aux mobilisations de 2011-2012 appartiennent à différentes organisations : comités d'usagers des canaux d'irrigation, associations professionnelles (enseignants, commerçants, personnel de santé) et de voisinage, organisations écologistes ou œcuméniques, partis politiques, etc. S'il existe, dans la capitale régionale, des organisations non mixtes de femmes, celles-ci n'ont pas beaucoup de visibilité et leurs objectifs relèvent plutôt de la promotion des droits des femmes que de l'opposition aux

activités minières. Pourtant, en 2013, l'association *Mujeres en Defensa de la Vida y de la Naturaleza*, mentionnée plus haut, voit le jour, rassemblant un petit groupe de femmes liées entre elles par leur foi et leur engagement contre l'expansion minière. L'une des fondatrices, Armanda, artisane soixantenaire, explique ainsi le besoin de constituer un espace militant non mixte :

Nous, les femmes, on a parfois du mal à parler (en public)... c'est pour ça qu'on se sent plus à l'aise entre femmes et que, parfois, [dans les manifestations], on chante ! (entretien, 2013)⁴⁶⁴.

Si les femmes appartenant aux organisations provinciales et/ou paysannes – comme Barbara que nous avons rencontrée dans le chapitre précédent – s'identifient comme paysannes, rurales, ou *ronderas*, ce n'est pas le cas des femmes de la ville de Cajamarca. La plupart d'entre elles ont des origines rurales auxquelles elles peuvent avoir recours pour expliquer leur engagement, mais elles n'ont cependant aucunement tendance à s'identifier comme rurales ou paysannes. À ce titre, au moment où les membres de l'association en question doivent choisir un logo pour leur organisation, toutes les images représentant des femmes avec les marqueurs ethniques de la paysannerie (deux tresses, le *sombrero* ou chapeau de paille, et le *fondo* ou jupon) sont rapidement écartées. Après une brève discussion, les fondatrices optent pour l'image d'un bébé dormant au creux des mains, avec en arrière-plan l'image d'un des lacs menacés par le projet minier en question (Fig. 66), une image illustrant l'identité militante partagée par toutes les participantes au mouvement social – rurales comme urbaines, de l'élite comme des secteurs populaires –, à savoir celle de mères vouées à protéger les générations futures.



Fig. 66 - Logo de l'association Femmes en Défense de la Vie et de la Nature. Source : Profil Facebook de l'association⁴⁶⁵

⁴⁶⁴ *Nosotros las mujeres, a veces no sabemos hablar (en público)... es por eso que estamos más a gusto entre mujeres y que, a veces, en vez de hablar cantamos.*

⁴⁶⁵ www.facebook.com/photo.php?fbid=1403179469919641&set=a.1395935383977383.1073741827.100006828042663&type=3&theater (dernier accès le 25/11/2017).

6.2 Protéger, prier, soigner : rôles et activités des femmes militantes

Dans le cadre des mobilisations contre Minas Conga, les femmes participant au mouvement social recouvrent différents rôles dont les trois principaux sont : défensif, commémoratif et de soin. Le rôle défensif ne concerne pas des activités fixes ou prévues à l'avance, mais consiste plutôt en une initiative « spontanée » prise par des femmes en présence d'une menace envers leurs compagnons de lutte masculins. Dans les situations avec des risques d'arrestation ou d'affrontement entre les manifestants et les forces de l'ordre, les femmes s'interposent car « les policiers [leur] montrent un peu plus de respect » (Barbara, membre des Rondes Paysannes de Bambamarca, entretien, 2012). Ce rôle n'est pas organisé à l'avance ; il s'agit plutôt d'une initiative spontanée en réponse aux violences policières. Ainsi, au cours d'une tentative de délogement d'un barrage routier coordonné par les rondes paysannes sur l'axe routier Cajamarca-Bambamarca en novembre 2011, les femmes présentes s'interposent entre les forces de l'ordre et leurs camarades masculins. Un épisode similaire se produit lors de la visite de la ministre de la Femme, Ana Jara, à Celendín en juin 2013 : un groupe d'activistes locaux organise une manifestation lors de l'intervention publique de la ministre, demandant que le gouvernement ouvre une enquête sur la mort de quatre manifestants au cours des affrontements ayant eu lieu dans le centre-ville en juillet 2012. Alors qu'ils protestent face à l'estrade où se trouve la ministre, la police intervient et essaye d'arrêter trois leaders locaux à l'origine de l'initiative : certaines des femmes présentes interviennent alors pour bousculer les policiers et permettre aux militants de s'enfuir.

Bien que ces épisodes fassent l'objet de narrations récurrentes et triomphales, le rôle défensif des femmes dans les affrontements avec la police ne constitue qu'un phénomène marginal dans l'économie générale de l'expérience sexuée de mobilisation. D'autres activités, moins visibles et moins célébrées, constituent le principal répertoire d'action des femmes dans le mouvement social. Parmi celles-ci figurent les activités de nature commémorative, qui sont principalement réalisées en collaboration avec des acteurs et institutions religieuses : messes d'anniversaire de décès ou veillées de solidarité. En juillet 2013, des événements religieux et commémoratifs sont organisés régulièrement pour célébrer l'anniversaire de la mort de cinq manifestants dans les affrontements de 2012, auxquels – cela ne surprendra pas le lecteur – les militants locaux se réfèrent comme « les martyrs de l'eau ». Les organisations féminines et religieuses sont à l'origine de ces initiatives, et les femmes composent la plus grande partie du

public. Des veillées religieuses publiques, des messes dans les églises de la ville et des cortèges silencieux (à l'instar des cortèges funéraires) sont organisés pour commémorer les défunts et demander justice⁴⁶⁶ (Fig. 67, 68, 69). Y participent certaines des veuves et mères des hommes décédés, auxquelles les organisations de femmes apportent leur soutien⁴⁶⁷.



Fig. 67,68,69 - Veille et marche commémorative organisée le 3 juillet 2013 à Cajamarca pour l'anniversaire de la mort de cinq manifestants dans les affrontements avec la police en 2012. Photos de l'auteur.

Mais le rôle des femmes le plus visible dans le mouvement social est de loin celui du soin de l'autre, qui se traduit dans plusieurs activités planifiées et coordonnées entre les organisations. Au cours des grèves, des occupations et des manifestations, les femmes sont celles qui sont principalement chargées de soigner les blessés, de collecter les aliments pour les repas communs et de préparer les repas pour les autres manifestants. La nature de ces tâches, généralement peu visibles et valorisées, pourrait laisser penser que la division sexuelle du travail ne fait que se reproduire dans le travail militant, et que l'apport des femmes au réseau de mobilisation est uniquement logistique. Bien au contraire, comme nous le verrons dans les

⁴⁶⁶ Les décès des 5 manifestants, il faut le rappeler, n'a jamais fait l'objet d'une enquête officielle visant à éclairer les faits.

⁴⁶⁷ En 2017, lors d'un bref retour sur le terrain, je rencontrais une adhérente de l'organisation de femmes de Celendín qui était en train de recueillir des dons pour un panier (*canasta*) alimentaire à offrir aux mères et veuves des manifestants décédés pour la Fête des mères. Ce type d'initiatives est précieux pour le maintien de la cohésion du réseau militant, dans la mesure où les familles des victimes, en plus d'avoir perdu un être cher, se trouvent privées d'une source de revenu importante. Offres d'emploi temporaire, contributions économiques et biens alimentaires servent ainsi à ce que les familles des victimes ne se sentent pas « oubliées », mais aussi à garantir leur solidarité et soutien continu au réseau de mobilisation local.

pages qui suivent, l'accomplissement de ces tâches dans l'espace public produit une politisation de la domesticité, entraînant de multiples effets. Dans ces espaces et pendant l'exécution des tâches « féminines », les participantes du mouvement social font connaissance aussi les unes avec les autres, échangent leurs savoir-faire militants et (ré)apprennent à militer. La préparation des repas collectifs (Fig. 70. ci-dessous) constitue un moment particulièrement central.



Fig. 70 - Préparation d'un repas commun pour les manifestants sur la Plazuela Bolognesi (place secondaire de la capitale régionale) pendant la grève de novembre 2011. Source : <http://fdacajamarca.blogspot.fr> (dernier accès en février 2017).

6.2.1 Une domesticité politisée

Les *ollas comunes*, d'énormes marmites dans lesquelles sont préparés les repas pour des centaines de manifestants, occupent une place privilégiée dans la mémoire des participants et participantes aux mobilisations de novembre 2011 : situés au cœur de l'espace public, les repas collectifs constituent un moment de partage, de détente et de sociabilité militante. Ces cuisines communautaire n'assurent pas seulement l'alimentation des manifestants n'ayant pas les moyens de se nourrir pendant les longs jours de grève mais, bien au-delà, elles constituent la mise en scène d'une « domesticité publique politisée » (Jelin 1990). L'histoire des mouvements de femmes latino-américaines abonde d'exemples de cette sortie de la sphère privée à des fins politiques (*ibid.* ; Henriquez, 1996 ; Miller, 1991 ; Safa, 1990 ; Stephen, 1997), qui a trois effets principaux : imposer la reconnaissance publique d'un travail de reproduction sociale qui est normalement invisible ; créer des espaces de sociabilité militante sexuée au cœur de l'espace

public, où les participantes peuvent échanger des savoirs et des pratiques d'organisation et de mobilisation ; et ouvrir des canaux pour que ces nouvelles formes d'association et d'expression s'insèrent dans l'espace du mouvement et dans les relations sociales qui le caractérisent (Jelin, 1990). L'importance de ces « espaces libres » (Evans 1980) pour la participation féminine est attestée par les participantes elles-mêmes, qui rapportent avoir rencontré d'autres *compañeras* (camarades) pendant la préparation de ces repas communs réunissant des femmes de différentes organisations et localités. De l'espace sexuée formé autour des *ollas communes* naît notamment l'association *Mujeres en Defensa de la Vida y de la Naturaleza*⁴⁶⁸, et commencent à se tisser des collaborations qui seront déterminantes pour le succès d'initiatives telles la « Marche des femmes enceintes » ou la « Marche des femmes ».

La valeur symbolique des *ollas comunes* est confirmée par la gravité qui est accordé, dans les récits des militants et militantes, à l'épisode du renversement des marmites par les forces de l'ordre, au cours des mobilisations de 2011. Cet acte, commis pendant un affrontement entre officiers de police et manifestants (Fig. 71), est évoqué par les participantes comme un geste suprême de mépris et d'inhumanité⁴⁶⁹ : « Ils nous feraient même mourir de faim »⁴⁷⁰ (Armanda, entretien, 2013). En témoigne la banderole réalisée par les étudiants de l'école d'art Mario Urteaga, à l'occasion de la deuxième grève régionale (Fig. 72). On y observe la représentation des marmites renversées par les forces de police, accompagné par le slogan « les marmites renversés ne seront jamais oubliés »⁴⁷¹, adaptation d'un autre slogan répandu : « le sang versé ne sera jamais oubliée »⁴⁷². Une autre illustration encore de cet événement marquant est celle du dessinateur satirique liménien Markus, qui réalise entre 2012 et 2013 une série d'illustration du conflit Conga en imitant le style du chroniqueur Felipe Guamam Poma de Ayala (1550-1615) dans son œuvre *Nouvelle chronique et bon gouvernement*⁴⁷³ de 1615 (Fig. 73).

⁴⁶⁸ Les six fondatrices, faut-il le rappeler, sont toutes des résidentes de la capitale régionale Cajamarca, reliées entre elles par des liens familiaux et amicaux : Laura et Lena sont demi-sœurs ; Anna et Roberta sont mère et fille ; Dinah est une amie de Lena depuis leur petite enfance ; et Claudia et Anna appartiennent au même groupe de prière. Bien que certaines d'entre elles se connaissaient déjà, elles affirment que c'est au cours des mobilisations de novembre 2011 que leur engagement et les liens qui les unissent se sont renforcés, les motivant à créer une organisation de femmes à Cajamarca.

⁴⁶⁹ À ce sujet, voir le récit de l'événement fait dans le documentaire participatif « *Memorias de Fuego* » (Mémoires du feu) de la trilogie « *Tejiendo Resistencias* » (Tissant les résistances), réalisée par des militantes locales avec l'ONG *Programa de Democracia y Transformación Global* (PDTG) de Lima :

<https://generoymineriaperu.wordpress.com/videos-2/> (dernier accès le 25/11/2017).

⁴⁷⁰ *Incluso nos harían morir de hambre !*

⁴⁷¹ *Las ollas derramadas, jamás serán olvidadas*

⁴⁷² *La sangre derramada, jamás será olvidada*

⁴⁷³ *El primer nueva corónica y buen gobierno*



Fig. 71 - Séquence d'images du renversement des marmites de la cuisine collective sur la *Plazuela Bolognesi* (Cajamarca, novembre 2011). Source : <https://cuestionatodo.wordpress.com> (dernier accès le 20/12/2017).



Fig. 72 - Banderole réalisée par les étudiants de l'école d'art Mario Urteaga, à l'occasion de la deuxième grève régionale (31 mai - 2 juillet 2012). Source : <https://celendinlibre.wordpress.com/> (dernier accès le 20/12/2017).



Fig. 73 - Illustration du renversement des marmites et des violences policières pendant la grève, par le dessinateur Markus. Source : <http://grancomboclub.com> (dernier accès le 20/12/2017).

Les femmes ne sont pas les seules à tisser des nouvelles collaborations au sein des espaces de socialisation militante créés autour des repas collectifs. L'ensemble des manifestants se réunissent à ce moment, et cet espace-temps partagé contribue à créer une identité militante dont les femmes constituent le cœur en tant que facilitatrices ou « mères » universelles. Les *ollas comunes* participent en effet à la reproduction d'une appartenance ethnique et sociale commune. Si le modèle libéral de féminité – dont les activités et la visibilité sont limitées à l'espace privé – est dominant chez les femmes des classes moyennes et supérieures, il n'en va pas de même pour les classes populaires, urbaines comme rurales⁴⁷⁴. Dans les communautés paysannes, ainsi que dans les quartiers populaires, les repas communautaires accompagnant les rites familiaux (mariage, pose des tuiles sur une nouvelle maison, baptême, anniversaire d'un décès) ou communautaires (fête des saints, fête de voisinage ou *unsha*) sont fréquents. Au cours de la crise économique des années 1980, des cantines populaires (*comedores populares*) ont été mises en place dans les quartiers populaires des villes péruviennes pour faire collectivement face à la crise alimentaire (Blondet et Montero 1995; Blondet 2004). Or, certaines de ces cantines sont devenues des foyers d'organisation et de formation politique pour les participantes (Henriquez, 1996). La mise en place d'une cuisine collective en plein air – caractéristique des espaces ruraux et populaires – sur la place principale de la capitale régionale – lieu symbolique des élites sociales et économiques locales – ne constitue donc pas seulement la mise en scène d'une domesticité genrée, mais aussi la politisation d'une pratique associée aux secteurs populaires tant urbains que ruraux, c'est à dire au monde « paysan », comme l'illustre bien l'image reproduite ci-dessous (Fig.74) . C'est à ce type d'occupation symbolique que réagissent des acteurs tels que Jaime (cf. chapitre 3) qui, tout en sympathisant avec le mouvement social, s'inquiète du « débordement populaire » en ville. L'occupation de l'espace par les cuisines et les cuisinières participe ainsi au processus, analysé dans le chapitre précédent, de mise en valeur du mode de vie rural populaire et des pratiques qui lui sont associées, lequel véhicule une critique des modèles économiques et sociaux associés aux activités minières (Jenkins, 2017).

⁴⁷⁴ Marisol de la Cadena (2000) a brillamment décrit le profond malaise des élites Cuzquéniennes, au début du siècle, face aux *mestizas*, ces femmes urbanisées d'origine rurale ou autochtone, dont l'activité marchande et la féminité publique défiaient les règles de la « décence » des classes dominantes. Les mères des classes populaires n'ont jamais eu le privilège de se reposer dans l'espace domestique : ces femmes sont accompagnées de leurs enfants et nouveaux nés pendant leurs journées de lavandières, commerçantes de rue, nourrices ou femmes de ménage. En Amérique latine, la maternité n'a jamais été une « question privée », à part pour une élite minoritaire, ce qui amène à interroger la pertinence de la dichotomie public-privé dans l'interprétation du maternalisme politisé.

Socialement et géographiquement moins mobiles que leurs compagnons masculins (cf. chapitre 2 et 3), les femmes jouent un rôle de premier plan dans la représentation de la société rurale⁴⁷⁵.



Fig.74 - Femmes des Rondes Paysannes en train de préparer le repas pour les manifestants sur la place centrale (*Plaza de Armas*) de Cajamarca, novembre 2011. Auteure : Sofia Lorena Gonzales Banda.

6.2.2 Rapports ethniques et de classe

Dans le chapitre précédent, nous avons vu que l'autoreprésentation des militants comme un ensemble homogène d'acteurs partageant une identification « paysanne » n'empêche pas que les différences socio-professionnelles, ethniques et territoriales jouent un rôle important. La politisation de l'altérité paysanne andine et la mise en exergue des marqueurs ethniques associés coexiste ainsi avec une reproduction des inégalités ethniques et de classe. Cela est vrai tant pour les militants hommes que pour les femmes : en dépit de leur commune identification politique en tant que mères, les militantes sont soucieuses de garder et de reproduire les frontières entre différents groupes sociaux et territoriaux. Jessica, commerçante trentenaire que nous avons déjà mentionnée, nous raconte son expérience de la grève de novembre 2011,

⁴⁷⁵ La notoriété de Máxima Acuña de Chaupe, sur laquelle je reviendrai davantage dans le dernier chapitre, est illustrative à cet égard.

lorsqu'elle participait aux activités de protestation dans la capitale régionale avec d'autres militants de sa province (Celendín), qui étaient hébergés dans le couvent de *San Francisco* avec des manifestants venant de la localité voisine de Bambamarca :

Moi, aux camarades, je leur donnais l'ordre qu'à 6 heures du matin, quand j'arrivais, après avoir vérifié les autres pièces des camarades de Bambamarca et des autres provinces, ils devaient être propres, avec toutes leurs affaires rangées, et ils devaient s'occuper d'eux et de leurs affaires entre eux..., et rien du tout, moi j'arrivais et il y avait des trucs jetés par terre, des feuilles de coca par terre... parce-que les *ronderos* mâchaient (*chachaban*) la coca pendant la nuit, mais ils avaient leur petit sac et leur récipient pour la jeter... En vrai, avec ma province, je n'ai pas eu de problème, mais, quand j'allais dans les pièces des camarades *ronderos* hommes, ceux de Bambamarca ! La première chose que je sentais c'était qu'ils ne se lavaient pas les pieds le soir, que la coca ils la jetaient n'importe où, leurs t-shirts par terre... Je veux dire que ce genre de choses c'est dégradant pour une vraie hygiène, non ? (Jessica, entretien, 2013)⁴⁷⁶.

Nous avons vu comment les membres masculins des organisations provinciales de Celendín et de Bambamarca soulignent la différence ethnique entre eux par l'opposition entre « intellect » et « force » : les premiers seraient des « éduqués un peu mous » et les seconds des « courageux un peu brutes ». Or, la différence ethnique est aussi évoquée par les normes d'hygiène, c'est-à-dire les soins du corps individuel et social. Les thématiques du savoir et de l'hygiène (cf. chapitre 2) évoquées par Jessica sont les mêmes que celles soulevées par les programmes de développement publics ou privés⁴⁷⁷ dont l'objectif est d'enseigner aux femmes rurales à être de « bonnes mères ». Ce genre d'interventions relève d'une longue histoire en Amérique latine où, depuis le début du XX^{ème} siècle, elles sont mobilisées dans l'effort jamais accompli de « moderniser » et « civiliser » les Indiens (Stephenson, 1999 ; Li, 2015 ; Vergara, 2013 ; Drinot, 2011 ; Núñez Vega, 2006)⁴⁷⁸. Mécontente du manque d'entretien des locaux communs, Jessica décide d'assurer l'« ordre » et de coordonner l'ensemble des délégations de manifestants hébergés par l'ordre franciscain :

Je devais arriver à 6 heures du matin pour réveiller les camarades pour qu'ils se lèvent, secouent leur matelas, qu'ils fassent le ménage ; et, à 7 heures et demi, ils prenaient le petit-déjeuner et, avant ça, [il fallait que] les camarades femmes achètent [de quoi préparer] le petit-déjeuner. Après, ils allaient à la manifestation, et moi je devais les former [mettre en ligne] tous par province pour qu'on leur serve leur repas... parce que, si je ne mettais pas un peu de discipline, ils

⁴⁷⁶ *Yo a los compañeros les daba orden que a las 6 de la mañana que yo llego después de verificar a los demás patios de los demás compañeros de Bambamarca y de las otras provincias, ellos deberían estar limpios todas sus cosas ordenadas y que se debían cuidar ellos y sus cosas entre ellos...y no pasada nada, yo llegaba y habían cosas botadas, habían hojas de coca tiradas...porqué los Ronderos chachaban (masticaban) coca en la noche, pero tenían su bolsita y un tazoncito donde botar... ósea con mi provincia yo no tenía ningún problema en realidad. Pero me iba a los cuartos de los compañeros Ronderos varones, los de Bambamarca! Lo primero que olía era que no se lavaban los pies en las noches, que la coca lo botaban por allí, su polo por el piso...ósea son cosas denigrantes para una realidad de higiene, no?.*

⁴⁷⁷ A ce sujet voir les travaux de Bradshaw (2008), Cookson (2016, 2018), Grieco (2016), Nagels (2011), Smith-Oka (2013), entre autres.

⁴⁷⁸ Sur le lien entre l'hygiénisme et l'eugénisme, comme deux facettes des politiques d'amélioration de la « race » dans le Pérou de la première moitié du XX^{ème} siècle, voir Yzú Rossini (2016).

s'agglutineraient tous et ils monteraient sur les cuisinières, il n'y avait aucune discipline. Tu sais, c'est difficile de s'identifier, il y avait plus de 8 000 personnes, ce n'est pas facile (*ibid.*)⁴⁷⁹.

Jessica assume ainsi une charge « féminine » – la gestion de l'espace commun et de la distribution des repas – qui lui confère aussi une certaine autorité. Étant elle-même formée à la discipline semi-militaire des rondes paysannes de sa communauté, elle fait de la « discipline » un point d'honneur. Si son genre la met dans une position d'inégalité par rapport aux hommes de son milieu social, elle peut en revanche affirmer son autorité sur les hommes et les femmes de rang social plus bas. Fouet à la main⁴⁸⁰, elle dirige les occupants du couvent San Francisco, hommes et femmes, pour la plupart issus des zones rurales de la province de Bambamarca, comme une mère ou une maîtresse sévère le ferait avec des enfants. En même temps qu'elle marque son statut social supérieur par rapport aux hommes des rondes paysannes de Bambamarca, elle marque la distance entre elle et les autres femmes en se chargeant d'« éduquer » les paysannes avec lesquelles elle se retrouve à militer :

Alors on a géré ça comme ça et, dès la deuxième semaine, c'était plus ordonné, plus organisé... même plus propre. Parce que moi j'allais aussi voir la camarade au centre de santé publique (*posta medica*) et je lui disais « S'il vous plaît, formez les cuisinières ». Et elles allaient leur dire comment cuisiner, comment elles devaient se laver les mains pour prendre les fruits et les légumes, comment elles devaient cuisiner pour les camarades hommes pour que ça ne leur fasse pas mal ou que ce ne soit pas lourd, des choses comme ça.⁴⁸¹ (entretien, 2013)

Dans cette division du travail militant, qui n'est pas seulement sexuelle mais aussi ethnique et de classe, les tâches les plus humbles sont donc réservées aux femmes ayant un statut inférieur :

La première semaine, beaucoup de gens de Bambamarca et d'autres provinces sont arrivés, et le lendemain c'était vraiment indécemment... dégoûtant, je vais aux toilettes et ils avaient fait jusqu'à par terre, sur la cuvette... c'en était trop ! Alors je me suis sentie obligée de mettre un frein en mettant un papier [avec des tours de service], en mettant du personnel de ménage... il y avait même une camarade à qui je donnais un pourboire (*propina*) pour qu'elle nous rende le service de faire le ménage, pour qu'on nous aide comme ça... et qu'il y ait des femmes là où il faut des femmes, et

⁴⁷⁹ *Yo tenía que llegar a las 6 a despertar a los compañeros para que se levanten, sacudan sus colchones, para que hagan el aseo, a las 7 y media tomar desayuno, y antes que las compañeras compren el desayuno. Luego ellos se iban a la marcha...después de la marcha yo tenía que formarlos toditos sus provincias para que se le dé su comida...porque si yo no hacia la disciplina se amontonaban y se iban sobre las cocineras, no había disciplina, tú sabes es difícil identificarse, porque éramos más de 8000 personas, no es fácil.*

⁴⁸⁰ Le fouet est un objet distinctif des Rondes Paysannes, tant masculines que féminines, qui s'en servent pour imposer les châtements corporels dans le cadre de leur administration de la justice coutumière.

⁴⁸¹ *Entonces así se ha manejado y a partir de la segunda semana ya había más orden, más organización... incluso mejor higiene. Porque también yo me iba a la compañera de posta, y le decía por favor les capacite a las cocineras. Y ella se iba decirles cómo debían cocinar, como debían lavarse las manos... para coger una fruta o una verdura...como tenían que cocinarles a los compañeros para que no les caiga mal o pesado por el estilo.*

ceux qui sont de Celendín avec Celendín, et les autres provinces avec les autres provinces.... chacun dans son espace pour pas nous mélanger et éviter le désordre et surtout la saleté, non ?⁴⁸² (*idem*)

Les activités de Jessica ne concernent donc pas uniquement la gestion de l'espace et des taches communes, mais elle s'attache aussi à rappeler les frontières entre les groupes, ce qu'elle associe toujours à la question de l'« ordre » et de l'« hygiène ». Militer ensemble ne signifie donc pas se mélanger, le risque étant celui de la contamination mutuelle. Ainsi, la division sexuelle et ethnique de l'espace – les femmes séparées des hommes, les militants « Métis » de Celendín séparés de ceux, « plus Indiens », des autres provinces – est réaffirmée. On retrouve ici les mêmes représentations – séparation des espaces, apprentissage des normes d'hygiène, etc. – que celles rencontrées dans le *Programa de Seguridad Alimentaria* analysé dans le chapitre 2. Il est essentiel pour Jessica que les femmes proposent une nourriture adaptée aux hommes et à leurs activités militantes. On voit là une similitude avec les enseignements hygiénistes et nutritionnels des programmes sociaux, consistant à enseigner aux femmes paysannes comment bien alimenter leurs enfants pour en prévenir la dénutrition. Toutefois, ces discours peuvent faire l'objet d'une opposition ou d'un détournement « silencieux » par les personnes auxquelles elles sont adressées (cf. toujours chapitre 2) – et sont ouvertement contestées par certaines militantes. Veronica, la trentaine, leader des rondes paysannes d'une communauté de la vallée El Tambo (Bambarca), elle-même référente locale du programme social *Juntos*⁴⁸³, déclare :

La dénutrition, ce n'est pas parce qu'on ne nourrit pas bien les enfants, c'est parce que tout est envenimé ! (entretien, 2013)⁴⁸⁴.

Veronica s'approprie le discours officiel sur les dangers de la dénutrition infantile pour suggérer que le problème ne vient pas des pratiques des femmes rurales mais plutôt de la présence des compagnies minières qui polluent l'air et l'eau. Contrairement à Veronica, qui réside encore dans sa communauté natale et qui n'a pas de mal à « assumer » son identification en tant que « paysanne » (cf. chapitre 5), Jessica, elle aussi *rondera* dans sa communauté natale, appartient à une élite rurale urbanisée. Adolescente, elle est envoyée chez une tante à Lima, où

⁴⁸² *La primera semana, llegaron cantidad de gente de Bambamarca y de otras provincias, y al siguiente día algo indecoroso...algo asqueroso, voy a los baños, y habían hecho uso hasta por el piso, sobre la taza...y era un exceso, pues! Entonces me sentí obligada a ponerles un altro poniendo un papel, poniendo personas de limpieza....incluso había una compañera que yo le daba sus propinas para que nos haga el favor de hacer la limpieza, para que de esa manera nos apoyen...y que entre donde deben los que son mujeres, mujeres, y los que son de Celendín, con Celendín, y las otras provincias con las otras provincias.... cada quien con su espacio. Para no mezclarnos y evitarnos desorden y sobre todo mala higiene, no?.*

⁴⁸³ Programme de Transfer Monétaire Conditionnel (TMC) péruvien. Cf. chapitres 2 et 7.

⁴⁸⁴ *La desnutrición no es por qué no lo alimentamos al niño si no porqué todo está envenenado!*

elle entame des études supérieures qu'elle ne parvient pas à poursuivre, se marie et a un enfant. Elle revient à Celendín à l'âge de trente ans, après sa séparation du père de sa fille et une tentative échouée de migration vers l'Italie où réside sa sœur aînée. À son retour dans sa province d'origine, Jessica ne rentre pas dans sa communauté, elle loue un appartement dans le centre urbain et mène diverses activités commerciales entre Celendín et Lima. Tout en possédant du bétail et de la terre dans sa communauté natale, elle ne s'identifie pas comme paysanne, mais plutôt comme « montagnarde » (*serrana*). On retrouve chez elle le même discours que celui observé chez certains habitants de la capitale régionale, Cajamarca (cf. chapitre 3), qui considèrent que les programmes sociaux, tout comme la présence minière, seraient en train de rendre les secteurs populaires « dépendants » et « paresseux » :

Maintenant, ils sont en train d'arriver avec plein de programmes sociaux, ils sont en train d'offrir de l'argent, des objets, d'autres trucs... C'est les entreprises minières qui paient ça, et le gouvernement, et, dis-moi, en quoi ça peut être une base pour produire quelque chose ou pour le développement du pays ? Au contraire, ils sont en train de les rendre dépendants d'eux, et les gens sont en train de devenir paresseux, des fainéants⁴⁸⁵ (entretien, 2013)

Beaucoup de militants dénoncent ces programmes sociaux privés et publics comme une façon d'« acheter » le consensus pour les activités minières dans les campagnes, et créent des amalgames entre les programmes de responsabilité sociale d'entreprise et les programmes sociaux de l'État. Le lien entre les programmes de développement social et l'expansion des activités extractives – qui, à première vue, pourrait paraître un peu « complotiste » – est en réalité justifié tant par l'expérience locale des programmes sociaux mis en place par MYSA suite aux mobilisations de 2004 (cf. chapitre 2) que par le lien explicitement formulé par le gouvernement d'Humala entre les contributions fiscales du secteur minier et le financement des programmes sociaux de l'État – sur lequel nous reviendrons dans le chapitre 7. Mais il convient ici de souligner l'ambiguïté entre la critique des programmes sociaux et la reproduction, au sein des élites rurales urbanisées, de leur projet raciste et classiste : le besoin d'« éduquer » les secteurs ruraux populaires, de maintenir une claire séparation des espaces et des individus au nom de l'hygiène et de la santé du corps social, et d'apprendre aux femmes pauvres à s'occuper de leurs maris et de leurs enfants. La diffusion de ces discours justifiant et reproduisant les hiérarchies sexuelles, ethniques et de classe ne doit pas surprendre, dans la mesure où ceux-ci circulent dans un même espace social, celui d'acteurs pouvant se distinguer – par l'éducation,

⁴⁸⁵ *Ahora están entrando cantidad de programas sociales, que están regalando dinero, artefactos, otras cosas...los está pagando la minería y el gobierno y eso imagínate, eso en que puede dar una base para producir algo o para el desarrollo del país. Al contrario...los están haciendo dependientes de ellos, y la gente se está volviendo haragana, vaga.*

le lieu de résidence, l'activité professionnelle et le statut économique – des populations pauvres et racisées auxquelles ces interventions sont destinées. Ces mêmes représentations peuvent cependant aussi faire l'objet d'une appropriation et d'un détournement de la part des acteurs sociaux qui s'en servent pour créer des espaces légitimes d'action, comme nous allons le voir par la suite.

6.2.3 Militance et normes de genre

En dépit du consensus dont elle semble faire l'objet, la participation des femmes aux mobilisations n'est pas toujours bien perçue, notamment quand elle repousse les limites des normes genrées de comportement dans l'espace public. Lena, trente ans, salariée d'une fondation œcuménique de Cajamarca, raconte sa participation à la Marche de l'eau en février 2012 en compagnie de sa sœur :

À la Marche de l'eau, on a commencé à crier des slogans. C'était quelque chose de nouveau. Au début, les hommes s'étonnaient « Qu'est-ce que tu fais là ? T'as pas des choses à faire ? » (entretien, 2013)⁴⁸⁶.

Au cours des onze jours de marche, les compagnons de voyage acceptent peu à peu les deux sœurs. Lena souligne la manière dont le partage des repas crée de la camaraderie entre les participants : alors qu'au début tous ont leurs propres provisions, après quelques jours, les réserves s'épuisent, faisant ressortir les différences socio-économiques entre les militants : d'une part ceux qui ont les moyens de s'acheter des aliments et d'autre part ceux – que Lena dénomme « paysans » – qui n'en ont pas. Ce sont alors les réseaux de solidarité qui les accueillent à chaque étape de la marche, leur offrant des repas et des provisions pour le voyage. Mais la distribution des aliments est gérée séparément par chaque délégation. Lena raconte avoir pris possession d'un sac de pommes et en avoir profité pour dire aux compagnons « Soit on partage tout, soit on ne partage rien », imposant ainsi – selon elle – un partage équitable favorable à la solidarité entre les manifestants. Le récit de Lena révèle la nécessité, pour les femmes participant du mouvement social, de trouver un équilibre entre leurs nouvelles activités militantes (crier des slogans pendant les marches est perçu comme une activité peu féminine) et le ré-établissement des normes de genre dominantes (veiller à la répartition des aliments

⁴⁸⁶ *A la marcha del agua hemos empezado a gritar unas arengas. Era algo nuevo. Al principio los varones se sorprendían « porque estas acá, acaso no tienes que hacer? ».*

comme une bonne mère de famille) afin de rendre acceptable leur participation aux activités de mobilisation. Sa participation à la Marche de l'eau aide aussi Lena à se rendre compte de l'importance de la sociabilité féminine pour sa sécurité : après un différend avec le leader d'une organisation locale, qui la menace en l'attrapant par le cou (comme pour l'étrangler), Lena et sa sœur cherchent la compagnie et la protection de la délégation des rondes paysannes de femmes de Bambamarca. Ce n'est pas un hasard si au retour de la marche les deux jeunes femmes décident de fonder à leur tour une organisation non-mixte dédiée à l'opposition aux activités minière, l'association *Mujeres en Defensa de la Vida y de la Naturaleza*.

La possibilité d'explorer les limites des normes régissant l'accès sexué à l'espace public – dont témoignent Lena et sa sœur qui aiment « crier » pendant les marches – est en partie liée à leur statut social : trentenaires, célibataires et actives, elles se situent à la frontière entre les secteurs populaires les moins pauvres et la petite classe moyenne – aux origines populaires et rurales – de la capitale régionale. Elles appartiennent également à une nouvelle génération de femmes militantes qui accèdent au politique pour la première fois dans l'après-transition démocratique de 2000. En tant que participantes d'un réseau de lutte contre la traite des femmes, elles conçoivent la problématique minière comme étant liée à des problématiques proprement féminines, telles que le harcèlement, la violence sexuelle et les grossesses non désirées, qu'elles aimeraient inclure dans les objectifs de l'association. Leur proposition fait par contre l'objet d'opinions divergentes parmi les autres fondatrices, dont l'engagement naît de leur convictions sociales et religieuses. Durant la réunion convoquée pour officialiser la fondation de l'organisation, les participantes se trouvent en désaccord quant aux objectifs et aux activités à poursuivre : alors que Lena et Laura, les deux jeunes, célibataires et sans enfants, considèrent qu'il serait souhaitable de se centrer sur les problèmes des femmes – ce qui inclut pour elles tant la problématique minière que la violence sexuelle ou la décriminalisation de l'avortement pour les victimes de viol – Armanda et Carla, la cinquantaine, l'une célibataire et active, l'autre grand-mère et travailleuse informelle, considèrent ces thématiques comme trop chargées politiquement et incompatibles avec leur convictions religieuses. Finalement, ces dernières l'emportent et, à l'issue de la réunion, il est communément convenu que l'association ne se consacrera qu'à la problématique minière et environnementale, à la seule exception des cas de violence ou de harcèlement – comme un cas récemment couvert par la presse – perpétrés par des employés de la compagnie minière sur des filles encore mineures.

Le débat entre les fondatrices de l'association est symptomatique d'une tendance plus générale rencontrée au moment de l'enquête. Contrairement aux « féminismes territoriaux »

(Ulloa, 2016) reliant la protection des territoires vis-à-vis la violence capitaliste néo-libérale avec celle des corps des femmes indigènes de la violence patriarcale coloniale, les militantes rencontrées lors de l'enquête de terrain ont tendance à séparer la problématique extractive des problématiques qu'elles rencontrent en tant que femmes. Pendant les premières années de l'opposition locale au projet minier (2011-2013), les organisations du mouvement tendent à esquiver les problématiques spécifiquement féminines lorsque celles-ci surgissent au sein des activités de mobilisation, pour se concentrer davantage sur les problématiques communes liées à l'activité minière. Plusieurs participantes déclarent cependant rencontrer d'importantes difficultés pour concilier leurs activités militantes avec leurs activités génératrices de revenu et obligations familiales. Dans les entretiens, nombre d'entre elles évoquent les réveils avant l'aube, pour préparer à manger à leurs enfants et leur époux avant de partir aux mobilisations, et les retours au foyer la nuit tombée, les feux éteints et les casseroles vides. À ce propos, les réseaux féminins d'entraide sont déterminants, car ils permettent de léguer temporairement la responsabilité de leur foyer, de leurs enfants ou des animaux à d'autres femmes (voisine, mère, sœur ou amie) et de se libérer pour les activités de mobilisation.

Tandis que certaines femmes militent avec des hommes de leur famille ou avec leur consentement, d'autres disent subir des pressions de la part de leurs époux pour abandonner leur pratique militante et se consacrer davantage à la famille et aux enfants. Nouvelle présidente des rondes paysannes de femmes de Bambamarca, Nuria, 28 ans, venait d'abandonner sa communauté paysanne pour emménager dans la capitale provinciale de Bambamarca afin que ses deux filles et le neveu dont elle avait la charge puissent aller à l'école secondaire. Bien que sa famille lui envoyait régulièrement des produits de son terrain (*chakra*), ses besoins économiques avaient augmenté avec le coût de la vie en ville (loyer, charges, matériel scolaire). Nuria déclarait que, depuis son emménagement et sa prise en charge de la direction de l'organisation, elle subissait une pression croissante de la part du père de ses enfants, dont elle était séparée depuis quelques années, et qui résidait à Lima. L'espace urbain étant réputé pour être plus dangereux pour les filles, car plus libéré en matière de mœurs, son mari menaçait de couper l'aide économique qu'il lui envoyait si elle n'arrêtait pas de « délaissier les enfants pour aller aux réunions »⁴⁸⁷ (entretien, 2013). Membre des rondes paysannes depuis son enfance, Nuria hésitait à renoncer à son rôle dans l'organisation pour se dédier davantage à son activité de vente ambulante, qui subviendrait à ses besoins au cas où le père mettrait sa menace à

⁴⁸⁷ *Dejar los niños para ir a las reuniones*

exécution. Cependant ses camarades de lutte refusaient d'accepter sa démission, sans toutefois proposer de solution à son problème.

Ce genre de situation, fréquent tant dans les organisations aussi bien féminines que mixtes, a pour effet d'occulter les obstacles structurels à l'engagement féminin, tout comme les formes de violence auxquelles les militantes sont exposées (Falquet, 2005). Pour la plupart des femmes, les activités de mobilisation viennent s'ajouter à la double charge des tâches auxquelles elles sont contraintes par leurs nécessités matérielles tout comme par les normes de genre dominantes. Au-delà de l'image de « mères courage » mise en avant dans le discours de la mobilisation, le poids accru de l'engagement féminin n'est soulevé que par de rares voix qui se chargent de souligner, lors des entretiens et des réunions du mouvement, les difficultés de gérer de front l'engagement et les obligations familiales et productives. C'est le cas notamment d'une exposition photographique, organisée en 2013 par l'association Femmes en Défense de la Vie et de la Nature, en collaboration avec l'ONG écologiste Grufides et une référente locale de la *Marcha Mundial de las Mujeres*⁴⁸⁸, pour la journée internationale de la femme. L'exposition, mise en place dans la cour du couvent San Francisco, était composée de photographies venant d'une ONG œcuménique locale, organisées de façon à présenter le « triple rôle de la femme » : mère, travailleuse et militante.

La mobilisation d'un discours maternaliste, nous l'avons vu, garantit la légitimité de l'engagement féminin tout en contribuant à l'« invisibilisation des hiérarchies de genre et de leurs effets dans la sphère des activités militantes » (Fillieule et Roux, 2009 : 13). La représentation de l'engagement féminin comme une prolongation du rôle social maternel a pour effet d'occulter les obstacles à la participation des femmes, ainsi que leur rôle dans la (re)production du réseau militant. Alors que l'investissement de l'espace public par les femmes *via* leurs tâches domestiques participe d'une politisation de la domesticité, la réduction de leur participation au seul rôle maternel ré-établit les limites d'un accès genré à la vie politique. De plus, l'identification du militantisme féminin à une supposée « nature » maternelle perpétue l'idée selon laquelle la participation des femmes au mouvement social se ferait *ex nihilo*, occultant l'histoire des organisations de femmes et leur rôle dans l'articulation du réseau de mobilisation. Tel que nous l'avons vu, la plupart des participantes comptent avec des expériences précédentes de participation à des organisations sociales et politiques de diverses

⁴⁸⁸ Marche Mondiale des Femmes (MMM). Organisation internationale féministe constitué en 1996 au Québec et s'étant par la suite répandue dans plusieurs pays. Pour plus d'informations, voir <http://www.marchamujereschile.cl/> (dernier accès 31/05/2018)

natures – groupes religieux, organisations paysannes, etc. – qui leur ont « appris à participer ». L’invisibilité de ces espaces, organisations et trajectoires militantes contribue d’une part à l’exclusion des femmes des cercles décisionnels du mouvement social, et leur confère d’autre part une fonction particulière.

6.3 « Les femmes sont moins politiques » : discours et stratégies d’action

Les militantes du mouvement social légitiment leur activisme en le reliant à leur « être femme ». Cette identité sexuelle est directement associée au rôle social de mère, à son tour caractérisé par un souci pour le bien-être d’autrui : les mères seraient « naturellement » vouées à leurs enfants et aux autres. La participation politique des femmes est donc représentée comme le prolongement de leur identité de genre, qui les amènerait à se préoccuper plus que les hommes du bien-être des générations futures et à revendiquer un environnement « sain » non pas pour elles-mêmes, mais pour leur descendance. Nous avons retrouvé ces représentations normatives de la féminité chez toutes les participantes avec lesquelles nous avons pu échanger, y compris chez celles pour lesquelles la maternité biologique n’est pas un désir ou une possibilité, comme Lili, une religieuse d’environ soixante ans résidant à Celendín :

Les femmes ont un rôle important..., elles sont derrière les leaders hommes, elles s’occupent de l’argent et de la nourriture. Les femmes ont une autre vision, elles sont plus pragmatiques, moins corrompues. Nous, on voit plus loin... C’est pour ça qu’on est beaucoup mises en valeur⁴⁸⁹ (entretien, le 24 mai 2013).

L’enjeu de la préservation de l’environnement naturel pour les générations futures est un thème également présent dans le discours des acteurs hommes et des organisations du mouvement masculins ou mixtes, mais il occupe souvent une position secondaire par rapport aux revendications portant sur les inégalités socio-territoriales ou ethniques (cf. chapitre 5). Au contraire, la question de la justice intergénérationnelle est centrale, voire unique, dans les discours de mobilisation des militantes et organisations féminines. L’engagement féminin, représenté comme découlant d’une « nature » maternelle, est ainsi accompagné d’un discours qui voudrait que les femmes soient « moins politiques » que leurs co-militants masculins, car elles agiraient en tant que mères, hors de tout cadre idéologique ou partisan. Ce genre de

⁴⁸⁹ *Las mujeres tienen un papel importante... están detrás de los líderes, se encargan de la plata y de la comida. Las mujeres tienen otra visión, son más prácticas, menos corrompidas. Nosotras vemos más lejos... es por eso que somos muy valoradas.*

représentations a pour effet de dépolitiser la participation des femmes et donc de minimiser leur apport aux activités de mobilisation. Elle présente en même temps l'avantage de légitimer leur participation face à leurs camarades et entourage. L'image de la participation féminine comme apolitique protège notamment les militantes et leurs organisations des formes de criminalisation de la protestation dont sont victimes les leaders masculins. Ces représentations sont révélatrices du rôle des normes de genre dans la critique militante des activités minières, par lesquelles les femmes, dans leur rôle de mères, incarnent plus que tout autre acteur ou institution l'ordre social « traditionnel » et la reproduction du groupe social et ethnique (Anthias et Yuval-Davis, 1992 ; Juteau, 1999 ; Stoler 1989).

6.3.1 Continuité du réseau de mobilisation

Le référent maternaliste ou marianiste – qui représente les femmes comme plus « pures » et plus « altruistes » que les hommes – renvoie à une longue histoire d'interaction genrée avec l'État en Amérique Latine (Dore et Molyneux 2000). La citoyenneté des femmes – et notamment celle des femmes « pauvres » – n'est concevable que par le biais de leurs rôles sociaux d'épouses et de mères (Jelin 1990). Comme le souligne Nagels (2014:18), « les femmes sont sujettes à la loi principalement en tant que mères », et « leurs droits de citoyenneté ne leur sont octroyés qu'en tant que dépendantes d'autres et non pas en tant que citoyennes à part entière »⁴⁹⁰. Dans le même temps, comme le montrent les travaux de Stephen (1997) et de Jelin (1990) l'idéologie de la maternité a également nourri la construction de nouvelles identités et demandes politiques⁴⁹¹. Le rôle social de mère, légitime pour les femmes de toute classe sociale, forme alors un « espace social cohérent, compréhensible pour ceux qui en sont le public » (Stephen, 2001 : 54) et à partir duquel certaines demandes sont légitimes⁴⁹². En revendiquant les conditions nécessaires à la réalisation des responsabilités attribuées aux mères, les militantes

⁴⁹⁰ Nagels utilise le cadre théorique de la citoyenneté élaboré par Jane Jenson (2006, 2010) qui définit la citoyenneté par « la double relation des membres d'une communauté à l'autorité politique et des rapports entre ces membres, en vertu de leur appartenance à une communauté spécifique » (2011 : 115).

⁴⁹¹ Le paradigme maternaliste a longtemps constitué, pour les femmes latino-américaines, une forme privilégiée d'interaction avec l'État, et ce aussi bien dans les mouvements conservateurs que dans les mouvements révolutionnaires (Stephen, 1997 ; Koven et Michel, 1993 ; Mooney, 2009 ; Molyneux, 2007 ; Van der Klein *et al.*, 2012 ; Dore et Molyneux, 2000).

⁴⁹² Cette « essentialisation stratégique » (Spivak 1988) permet à la fois de légitimer l'activisme féminin face aux autres organisations du mouvement, de tisser des liens avec d'autres acteurs politiques tels que les ONG et l'État, et de faire le lien avec différents mouvements de revendication, tel celui des droits autochtones (Jenkins 2014)

transforment leur rôle domestique en un rôle public, élargissant leurs responsabilités du milieu familial à l'entourage social et à la nation tout entière⁴⁹³. En ce sens, « les mouvements [sociaux de femmes] ne sont pas seulement symptomatiques de la rupture de la division traditionnelle entre les sphères publique et privée en Amérique latine mais sont eux-mêmes en train d'accélérer le processus »⁴⁹⁴ (Safa, 1990 : 355). Les formes de l'engagement féminin ont longtemps défié les dichotomies privé/public et autonomie/institutionnalisation, centrales à la théorie des mouvements sociaux (Bereni et Revillard, 2012). Elles sont aujourd'hui le reflet d'un ancrage plus important des mouvements sociaux dans les pratiques locales et quotidiennes (Pleyers, 2015 ; Zibechi, 2013). Si l'engagement des femmes dans le mouvement social est représenté comme jaillissant de la sphère privée et du domaine de la vie quotidienne, c'est à dire de leur rôle de mères et des pratiques de soin qui y sont associées, leur participation aux mobilisations n'est pas à concevoir comme une « abdication » du politique, mais plutôt comme une politisation de rôles et fonctions sociales normalement relégués à la sphère privée et familiale.

Les conditions de l'engagement féminin ne sont donc pas dictées uniquement par les rapports entre organisations et individus à l'échelle locale, mais aussi par les relations entre le réseau militant et l'État. Nous avons vu la violence des réactions institutionnelles à la « Marche des femmes enceintes », notamment celle de la ministre de la Femme, Ana Jara, qui menaçait les participantes de détention pour avoir mis en péril la vie de leurs bébés. L'importance accordée par les institutions et les médias à cette initiative, pourtant limitée en termes de participation et de visibilité, est à rechercher dans la caractérisation de la militance féminine comme moins « politique » que celle masculine, et pour cette raison *plus légitime*. Comme je l'ai détaillé ailleurs (Grieco et Salazar-Soler, 2013) la connotation fortement péjorative de l'adjectif « politique » dans le Pérou contemporain, hérite de la guerre interne et du démantèlement des syndicats au cours de ce que Carlos Ivan Degregori (2000) dénomme « la décennie de l'antipolitique » (1990-2000). Selon Javier Torres (2012), le Pérou est encore aujourd'hui un pays « où la politique est considérée par nombre de gens comme une activité

⁴⁹³ Je fais ici référence à l'idée développée par Anthias et Yuval-Davis (1992) au sujet de la place du genre dans les processus de construction nationale. La maternité joue un rôle central dans la fondation des États-nations, ce qui est d'autant plus évident dans le cas des États latino-américains postcoloniaux au moment des indépendances (Dore et Molyneux, 2000). La place accordée aux femmes dans l'entreprise de construction nationale est centrale dans la compréhension des modes d'interaction féminins avec l'État (Molyneux, 2001).

⁴⁹⁴ *In this sense, movements not only are symptomatic of the breakdown between the public and private spheres in Latin America but are themselves furthering the process.*

presque délictueuse »⁴⁹⁵. Accuser un leader social ou un élu d’avoir des intérêts « politiques » ou de politiser une controverse constitue à ce jour, au Pérou comme ailleurs, un moyen efficace de le délégitimer et de l’affaiblir (Grieco et Salazar-Soler, 2013). La critique des mouvements d’opposition aux activités extractives formulée par les médias et les représentants institutionnels consiste souvent à accuser les leaders sociaux de cacher des objectifs « politiques » derrière des revendications « sociales » ou « écologistes ». Pendant les manifestations contre le projet Conga, la tendance à accuser le mouvement et ses principaux meneurs d’avoir des intérêts politiques personnels a été récurrente dans la presse⁴⁹⁶, ainsi que parmi les porte-parole du gouvernement⁴⁹⁷. Dans ce contexte, la représentation de l’engagement féminin comme « moins politique » confère aux organisations de femmes un rôle de garant face à la criminalisation croissante de l’opposition aux activités extractives (Schild, 2015), et ce notamment à des moments charnières – comme les élections locales – quand les aspirations politiques des leaders sociaux les exposent à la critique. Laura, présidente de l’association de *Mujeres en Defensa de la Vida y de la Naturaleza*, répète dès qu’elle en a l’occasion que leur organisation ne veut surtout pas « faire de politique ». Leur seul but, déclare-t-elle, est celui de lutter contre les compagnies minières :

Si les hommes veulent faire de la politique, laissons-les faire. Nous, les femmes, on va relever (*levantar*) la lutte !⁴⁹⁸ (déclaration publique, 2013).

Moins « politique » – et donc plus difficile à délégitimer –, l’activité militante des femmes joue aussi un rôle central dans le soutien des activités du mouvement sur le long terme (Jenkins, 2017). Le fait que les femmes soient présentées comme des militantes « novices » ou « apolitiques » leur garantit donc une place particulière dans le réseau et les activités du mouvement. Josepa et Francisca, deux jeunes femmes ayant participé aux mobilisations en tant que membres de l’association d’étudiants de l’Université Nationale de Cajamarca, déclarent :

⁴⁹⁵ Javier Torres, « El conflicto es político », *Diario16* du 05-06-2012 : <http://diario16.pe/columnista/6/javier-torres/1761/el-conflicto-es-polaitico> (page consultée le 14 mai 2013)

⁴⁹⁶ Dans les médias, il est surtout fait allusion aux intérêts politiques du président régional Gregorio Santos Guerrero et du leader écologiste Marco Arana – sur lesquels je reviendrai dans le prochain chapitre –, tous deux étant des candidats potentiels aux élections présidentielles de 2016. Dans les milieux médiatiques plus conservateurs, tels *El Comercio* et *Peru21*, des journalistes ont décrit certains leaders et groupes du mouvement social comme des extrémistes, des idéologues et/ou des terroristes. Il existe une forte tendance à assimiler toute opposition aux projets miniers à une stratégie insurrectionnelle ou, dans les cas plus extrêmes, au narcotraffic (voir l’article « Narcos vs Conga », *Peru21* du 25/04/2012).

⁴⁹⁷ Les autorités gouvernementales, comme le président de la République et les ministres, ont accusé à plusieurs reprises les contestataires d’utiliser le conflit Conga à des fins idéologiques ou politiques personnelles, et les ont exhortés à « laisser de côté le message politique et à dialoguer sur les questions techniques » (Premier ministre Oscar Valdés, le 21/04/2012).

⁴⁹⁸ *Si los varones quieren hacer política, que lo hagan. Nosotras, las mujeres, vamos a levantar la lucha !*

Au bout d'un mois [de grève], les gens fatiguaient. La marche des femmes c'était pour que la lutte ne s'estompe pas⁴⁹⁹ (entretien, 2013).

Ces deux jeunes femmes suggèrent ainsi que la mise en valeur de l'engagement féminin contre le projet Minas Conga aurait été une façon d'inciter et de soutenir la participation (implicitement masculine) au mouvement social local. Si la visibilité de la participation féminine locale pendant la Marche des femmes peut inciter les militants à persévérer⁵⁰⁰, il me semble que, de façon plus générale, la participation des femmes au mouvement social contribue à soutenir la continuité de l'engagement partagé, dans un environnement politique devenu hostile (Taylor, 1989). Alors que, d'une part, la militance féminine est moins durement réprimée, en raison des représentations et normes de genre qui opposent les femmes faibles et inoffensives aux hommes forts et potentiellement dangereux, d'autre part, ces mêmes normes déterminent une division sexuelle du travail militant qui attribue aux femmes des activités moins valorisées et moins visibles, bien qu'essentielles au maintien et à la reproduction du réseau militant. Ainsi, par exemple, ce sont les femmes et les organisations féminines qui s'occupent de demander justice et indemnisation pour les blessés et les familles des victimes des affrontements avec les forces de l'ordre (certaines poursuivent ces activités jusqu'à aujourd'hui) et qui sont à l'origine de petites initiatives, telles que la récolte de donations pour les familles des victimes ou pour les soins des blessées. Toutes ces activités de soin et de socialisation, qui passent inaperçues dans la plupart des analyses de l'activité militante, sont indispensables pour la viabilité de l'opposition aux activités minières (Jenkins, 2017).

Alors que certains leaders masculins ont participé aux élections locales, régionales et nationales qui ont suivi les mobilisations, les militantes féminines sont, pour la plupart, exclues de ce processus d'institutionnalisation, restant ainsi - bon gré mal gré - associées aux activités de mobilisation « de base ». Il ne faut cependant pas imaginer les organisations féminines comme étant pour autant complètement externes aux enjeux de pouvoir entre les organisations du mouvement. Plutôt que « moins politiques », les femmes peuvent simplement compter sur moins de ressources et d'alliances que les hommes, ce qui limite leur possibilité de peser sur

⁴⁹⁹ *Después de un mes la gente estaba cansada. La marcha de mujeres fue para que la lucha no se caiga.*

⁵⁰⁰ L'idée que la participation féminine incite la participation masculine rappelle le récit de la fondation des rondes paysannes de femmes, qui attribue la naissance de l'organisation féminine au besoin de soutenir les hommes dans leur œuvre de vigilance nocturne et de s'assurer que les membres de l'organisation fassent « leur devoir » à tour de rôle. Il existe cependant une différence qui n'est pas de moindre importance. Si, dans le cas des rondes paysannes, le rôle des femmes consistait à aller chercher et punir les absents, le lien postulé est celui de l'exemple : dans la mesure où la mobilisation serait une chose d'« hommes », le fait que les femmes prennent le relai (ne serait-ce que pour un jour) constitue une incitation à affirmer sa masculinité par la militance. Nous reviendrons plus en détail, dans la prochaine section, sur les féminités et masculinités normatives dans le cadre du conflit.

les initiatives collectives du mouvement social. Leurs interventions sont donc plus facilement orientées ou accaparées par d'autres acteurs politiquement plus puissants. Dans le meilleur des cas, elles peuvent jouer de la compétition entre les différents leaders et organisations pour gagner du terrain. Une collecte de dons, que j'ai contribué à organiser en 2013, en fournit un bon exemple.

XI. Collecter pour les gardiens des lacs

Le 17 Juin 2013, les militants se rassemblent sur le site de Minas Conga pour manifester leur refus persistant du projet minier. L'association féminine *Mujeres en Defensa de la Vida y de la Naturaleza* de Cajamarca, qui ne peut pas participer à cette action, décide d'organiser une « journée de solidarité » avec les « gardiens des lacs » dans le centre-ville de Cajamarca. Les membres de l'organisation féminine annoncent donc une quête d'aliments, de matériaux et de fonds au profit des campements, le jour même du rassemblement, ainsi qu'une « veillée » le soir précédent la journée de solidarité. Elles décident spécifiquement de faire cette veillée, car le *Frente de Defensa Ambiental de Cajamarca* (FDAC) a annoncé une marche à Cajamarca pendant la journée du rassemblement général et de la récolte de fonds, et les femmes de l'organisation ne veulent pas être associées à cette organisation qui est mal vue et marginalisée par les autres organisations de mouvement.

En dépit de ces précautions, la première arrivée sur les lieux de la collecte trouve les membres de la FDAC qui lui annoncent vouloir y participer. Laura, présidente de l'association organisatrice, refuse de partager l'activité, car elle ne veut pas que son organisation soit assimilée au FDAC. Afin d'affirmer son autorité, elle affiche sa relation de proximité avec les « dirigeants d'en haut », déclare avoir leur « autorisation » pour organiser cet événement, et que son organisation « se coordonne » avec eux en permanence. Les membres du FDAC considèrent que cet argument n'est pas valable, et lui répondent : « Oui mais nous on est Cajamarca. », c'est à dire une organisation de la capitale régionale plutôt que des provinces. Après une discussion animée, les deux organisations s'accordent pour qu'à tout moment un de leurs membres soit sur place pour recevoir les dons et représenter chacune des deux organisations.

Au cours de la journée, Walter, un des membres du FDAC, me fait part du fait qu'un camion viendrait récupérer les dons le lendemain –matelas, couvertures, sacs de riz et vêtements en grande quantité - pour les amener aux campements des « gardiens des lacs ». Il me demande de ne pas le dire à mes camarades car il « ne veut pas que la presse le sache », mais aussi de lui en indiquer quelques-unes qui puissent accompagner le transport sur place. En s'adressant à moi, Walter essaye ainsi de contourner l'obstacle posé par la Présidente de l'association, Laura, et de maintenir le contrôle de l'initiative. Cela ne prend cependant pas en compte les autres organisations qui sont en train de s'y intéresser.

Dans l'après-midi Marco, un membre de la *Plataforma Insterinstitucional Celendina* (PIC), vient rendre visite à l'association de femmes. Informé des événements du matin et du projet d'amener les dons aux campements, il déconseille à Laura de faire le voyage avec le FDAC, pas plus que d'accepter l'offre de son organisation rivale, le *Frente de defensa de los Intereses de la Región Cajamarca* (FREDIRC), de mettre à disposition de l'association un moyen de transport. Il lui suggère au contraire de prendre entièrement en charge la livraison, faute de quoi leur travail serait récupéré les leaders masculins, qui n'auraient plus qu'à sortir « pour se faire prendre en photo ». Marco propose ensuite aux femmes de l'association de l'aider à faire parvenir les dons de Celendín, où il réside, à Sorochuco, l'un des villages les plus proches des campements, dont le Maire se serait engagé à financer

le transport. Il s'agit alors de trouver les moyens d'emmener le produit de la collecte à Celendín, alors que l'association de femmes ne dispose pas de ressources propres.

Peu après cette discussion avec Marco, Laura m'appelle pour me dire qu'une organisation de Lima avec laquelle elle collabore en tant que référente locale de la jeunesse militante, et qui est proche du gouvernement régional de Cajamarca, se propose de contribuer au transport à hauteur de 600 soles, à condition d'une part que l'« on n'amène avec nous aucun des "politiciens" (*politicos*) », c'est à dire aucun des leaders visibles du mouvement social et, d'autre part, que les dons soient amenées directement aux campements via un contact sur place, sans passer par Celendín, pour que le mérite de l'initiative n'aille pas à la PIC ni au maire de Sorochuco. Laura souhaitant renforcer ces liens de collaboration avec cette organisation de Lima, et la perspective de pouvoir faire parvenir les biens collectés directement aux campements étant l'option la plus valorisante pour l'association, c'est finalement cette proposition qui l'emporte.

Comme cet épisode le montre, la réputation d'apolitisme des organisations de femmes est plutôt due à un manque de moyens propres et à des difficultés pour « marquer leur territoire », qu'à un manque d'intérêt pour les enjeux politiques locaux et les rapports de force entre organisations. Au contraire, l'agentivité politique de l'organisation de femmes se manifeste à travers la capacité de ses membres à agir au sein du mouvement en tenant compte des rapports entre les principaux leaders et organisations, sans entrer ouvertement en conflit ni se mettre sous l'aile protectrice d'un leader en particulier. L'issue de la longue concertation entre les organisations de Laura, de Walter et de Marco, entre autres, non seulement n'est pas « neutre » par rapport aux enjeux politiques de la mobilisation (le choix final de l'itinéraire marginalise des organisations et des leaders au profit d'autres), mais elle témoigne aussi d'une stratégie pour acquérir de la visibilité de la part des associations de femme. En jouant des rivalités entre les organisations du mouvement de soutien aux gardiens du Lac, Laura arrive à la fois à renforcer son alliance personnelle avec l'organisation liménienne et à garantir la reconnaissance de son organisation de femmes comme étant à l'initiative de l'action de solidarité.

6.3.2 Masculinités, féminités et ordre social

L'idéologie maternaliste, nous l'avons vu, crée une identification inclusive pour toutes les femmes participant au mouvement social, ainsi qu'un cadre légitimant leur engagement politique. Cela est d'autant plus évident lorsqu'on considère les conditions de vie réelles des militantes, qui ne sont pas toutes mères factuelles ou en devenir : parmi les participantes figurent en effet des femmes célibataires jeunes ou moins jeunes, des religieuses, et même un transsexuel. Le fait que ces femmes ne soient pas biologiquement mères ne les empêche pas de

se saisir de l'identité sociale maternelle, ce qui les rend légitimes tant vis-à-vis de leurs camarades que de leurs adversaires politiques. Célibataire et sans enfant, Laura raconte avoir reçu des messages Facebook de la part d'un inconnu – « Pour aller protester, tu dois être, à coup sûr, une vieille stérile sans enfant, aigrie de la vie »⁵⁰¹ – à quoi elle ne se prive pas de répondre en mentant :

J'ai trois enfants, ça doit plutôt être ta femme [qui est stérile], parce que t'as sûrement du mercure dans le sang. Mes enfants vont mieux que les tiens parce qu'ils sont en train de penser à la vie alors que les tiens n'ont que du mercure dans le cerveau (Laura, entretien, 2013)⁵⁰².

Dans sa réponse, Laura se sert des normes de genre – la femme prolifique, l'homme sexuellement puissant et fertile – pour développer une critique des activités minières et de leurs défenseurs. Elle fait le lien entre les deux en faisant référence au mercure, un produit hautement toxique dérivé de l'extraction d'or et qui est ensuite transporté dans des centres de traitement spécifiques. En 2000, comme auparavant évoqué (cf. chapitre 2.2.2), le camion-citerne d'une entreprise sous-traitante de MYSA déverse accidentellement du mercure le long de la route traversant trois villages, ce qui provoque l'intoxication de centaines de personnes. Durant les années suivantes, la médiatisation de l'activité minière artisanale en territoire amazonien, notamment dans la région de Madre de Dios, a servi à sensibiliser le public national aux taux élevés de plomb et de mercure rencontrés dans le sang des habitants de la zone et des mineurs illégaux. Le mercure est ainsi « gravé » dans la mémoire locale et dans l'opinion publique nationale comme une substance associée à la menace que l'extraction minière constitue pour la santé humaine. En évoquant la contamination par le mercure et en suggérant sa transmissibilité à la femme et aux enfants (telle une pathologie sexuellement transmissible ou héréditaire), Laura attaque son interlocuteur à travers son identité sexuelle d'homme – associée à la fertilité et à la puissance sexuelle (« Ça doit plutôt être ta femme [qui est stérile] parce que t'as sûrement du mercure dans le sang ») – et son identité sociale de père – associée à la transmission et à l'élévation sociale par l'éducation (« Mes enfants vont mieux que les tiens qui n'ont que du mercure dans le cerveau »).

Attaquer la virilité des opposants, comme illustré par la réponse de Laura, ne se comprend que dans un contexte plus vaste d'utilisation généralisée des normes de genre comme forme de disqualification des opposants politiques. Dans le chapitre 3, nous avons vu comment

⁵⁰¹ *Seguro debes ser una solterona estéril sin hijos amargada de la vida por estar protestando.*

⁵⁰² *Yo tengo 3 hijos, más bien debe ser tu mujer porque tu seguro tienes mercurio en tu sangre. Mis hijos están mejor que los tuyos porque ellos están pensando en la vida en vez los tuyos tienen mercurio en su cerebro.*

les transformations socio-économiques et spatiales de la capitale régionale donnent naissance à deux figures emblématiques du désordre social : « la prostituée » et « le mineur ». Rassemblés par la transgression des normes sociales et un rapport illégitime à l'argent, la prostituée et le mineur représentent la « pollution sociale » lié à l'activité minière comme la déviance des normes de genre. Dans les mobilisations contre Minas Conga, on retrouve ces deux figures sous forme de critique dans les représentations féminisées de personnalités politiques et entrepreneuriales locales. On peut apprécier ci-dessous des pancartes portées par des manifestants, l'une représentant le président de la Chambre de commerce de Cajamarca, Jorge Vergara, et l'autre le maire de Cajamarca, Luis Guerrero, deux personnages politiques locaux s'étant prononcés en faveur du projet minier et contre le mouvement social local (Fig. 75 et 76)



Fig. 75 - Caricature de Jorge Vergara – président de la Chambre de commerce de Cajamarca – représenté comme une prostituée entourée de billets de banque et de lingots d'or. Source : fdacajamarca.blogspot.com (dernier accès le 27/11/2017).



Fig. 76 - Caricature du maire de la province, Luis Guerrero, représenté comme une prostituée avec des billets à la main et des lingots d'or aux pieds. Source : fdacajamarca.blogspot.com (dernier accès le 27/11/2017).

Ces caricatures ont pour objectif de souligner à la fois une masculinité défailante chez ces personnages publics – représentées comme des femmes – et leur immoralité – car représentés comme des prostituées. On peut apprécier une autre image de masculinité et de moralité défailantes dans la pancarte reportée ci-dessous (Fig. 77), où l'on voit le président Ollanta Humala Tasso représenté comme un travesti et une prostituée, comme le suggèrent sa jupe courte et les billets dans sa main. La représentation du président est accompagnée de l'inscription « la grande transformation », expression qui tourne en dérision le discours politique du président – ayant fait campagne en promettant de rompre avec le modèle économique et social de ses prédécesseurs – et évoquant le changement de sexe. Dans la même veine, plus bas (Fig. 78), on peut voir le logo électoral du président – le « O » d' « Ollanta » inscrit sur le mur d'une maison – auquel quelqu'un a ajouté en noir « pédé » (*maricon*) et en bleu « oui à l'eau, non à l'or » (*agua sí, oro no*).



Fig. 77 - Caricature du président de la République, Ollanta Humala Tasso, représenté comme un travesti prostitué. Source : fdacajamarca.blogspot.com (dernier accès le 27/11/2017).



Fig.78 - Graffiti sur le mur d'une maison à Celendín. Photo de l'auteure.

L'idée qui traverse toutes ces images est que ces hommes ne seraient pas de « *vrais* hommes », ni des « bonnes femmes », car ils auraient changé de sexe, auraient des formes de sexualité déviante et accepteraient de vendre leur corps – et, implicitement, leur territoire ou patrie - par amour de l'argent. Autrement dit, les masculinités et féminités déviantes sont ici utilisées comme un instrument de critique politique, pour symboliser la trahison des promesses électorales et de l'appartenance locale.

En même temps, ce type de représentations réaffirme les normes de genre hégémoniques, opposant à ces figures déviantes des identités militantes caractérisées par la virilité des hommes « défenseurs de la patrie » et la chasteté des femmes-mères. Le recours aux masculinités et féminités normatives dans le discours de mobilisation constitue ainsi à la fois une critique des transformations de la société locale et une réaffirmation des normes sociales « traditionnelles ». L'adhésion des militants aux normes de genre est opposée à la déviance sociale et sexuelle associée au secteur minier. Pour revenir à l'échange cité *supra* entre Laura et son interlocuteur anonyme, on comprend mieux la valeur de l'insulte qu'il lui adresse, ainsi que de la réponse : accuser Laura de ne pas être une « vraie femme », à savoir une mère douce et prévenante, et d'être une femme stérile et aigrie, constitue à la fois une attaque envers la légitimité de Laura comme femme militante et envers les normes sociales qu'elle défend ; de même, accuser son interlocuteur de n'être pas un « vrai homme » est une attaque, *via* les normes de la masculinité, tant contre l'individu que contre le modèle de masculinité associé à l'activité minière.

Ce genre de confrontations quotidiennes, qui pour certaines militantes sont l'occasion de renouveler et de renforcer leur positionnement militant (Jenkins, 2017), ne manque pas d'en décourager d'autres. Pour certaines, les « rappels à l'ordre » de la part des opposants politiques ou des compagnons de lutte ne se limitent malheureusement pas aux invectives verbales. Josepa, 23 ans, est une jeune mère célibataire sans revenu fixe qui habite chez ses parents avec son enfant de trois ans et son frère aîné, aux abords de la petite ville de Celendín. Elle participe aux mobilisations, ce qui l'amène à être en désaccord avec son frère aîné qui est plutôt favorable à la perspective de l'exploitation minière dans la zone. Les tensions entre les deux vont crescendo jusqu'au jour où, ivre, il l'agresse avec une hache et la blesse à la tête. Ces faits se produisent dans l'après-conflit, lorsque la petite ville de Celendín est encore occupée par les militaires et les forces de police dont les habitants, et notamment les militants, se méfient. Ne voulant pas aller porter plainte aux institutions de l'État, Josepa fait appel aux rondes paysannes,

dont l'une des fonctions est de résoudre les conflits domestiques. De plus, ces hommes ayant été ses co-militants, Josepa est confiante quant à leur capacité à la défendre. Les *ronderos* auprès desquels elle dépose plainte se montrent très compréhensifs et condamnent verbalement le geste de son frère, qu'ils décrivent comme un délinquant (il a des précédents pour trafic de drogue) et un alcoolique avéré. Ils assurent Josepa qu'ils vont s'occuper de la situation et « lui donner une [bonne] raclée »⁵⁰³. Mais, une semaine plus tard, après avoir écouté les raisons du frère en question, les membres de la Ronde changent d'avis et décident ne pas intervenir. Interrogé sur la raison de cette décision, l'un des *ronderos* chargé de la plainte me répond que Josepa a aussi sa part de responsabilité dans les violences qu'elle a subies, car, à une autre occasion, elle s'était défendue en renversant sur son frère une casserole de *chicha morada* (=boisson à base de maïs noir) bouillante – dont il ajoute avoir vu les brûlures- et, qui plus est, la jeune femme ne serait effectivement pas « une bonne mère », car elle « traînerait » dehors toute la journée, délaissant son fils. L'exemple de Josepa montre comment la féminité normative dont relève le discours de mobilisation peut servir à légitimer la militance féminine, tout comme à la discipliner. L'accusation de ne pas être une « bonne mère », qu'elle soit utilisée par des opposants politiques ou des compagnons de lutte, entraîne la suspension des droits auxquels la maternité donne accès, à savoir la légitimité de la présence sexuée dans l'espace public, et peut déclencher des formes violentes de normalisation sociale.

6.3.3 Féminité et reproduction sociale

Les cas de Josepa et de Laura illustrent la façon dont les normes de genre qui fondent l'idéologie maternaliste peuvent être employées à la fois pour légitimer l'engagement des femmes et pour discipliner l'action des militantes. Ce registre consiste, nous l'avons vu, à représenter les militantes comme des femmes « déviantes » : des mauvaises mères, des femmes stériles ou sexuellement disponibles, etc. Parmi les insultes qui leur sont adressées pendant les mobilisations, un autre registre apparaît, relevant des normes ethniques, qui consiste à racialiser les militantes de façon à délégitimer leur action et leur présence même dans l'espace public.

⁵⁰³ *Darle su paliza*. En réalité, la coutume des rondes paysannes n'implique pas de punition corporelle immédiate, mais une peine négociée avec les parties en cause au cours d'un procès impliquant les déclarations des deux parties et l'émission d'un jugement partagé par la majorité des participants (Starn, 1999).

Josepa et Francisca me relatent leur expérience des violences policières survenues en juin 2012 dans la ville de Cajamarca, après les affrontements dans la ville de Celendín et la déclaration du deuxième état d'urgence :

Les policiers nous couraient après, "Indiens, rentrez chez vous" [ils nous criaient], ils tabassaient tout le monde, mais surtout ceux avec un *fondo* et un *sombrero* [jupon et chapeau distinctifs des habitants ruraux andins], parce qu'ils ne savent pas se défendre.⁵⁰⁴ (entretien, 2013)

Laura, à son tour, raconte les insultes reçues de la part de civils à Lima, alors qu'elle participait à la Marche de l'eau :

"Mouton de Goyo [surnom du président régional, leader du mouvement d'opposition]", "Indien sans cerveau". J'ai répondu "Indien oui et fière de l'être, mais du cerveau j'en ai plus que toi !" ⁵⁰⁵ (entretien, 2013)

Lena, sa sœur, restitue les insultes de la part des forces de l'ordre pendant la manifestation à Lima : « Ils [les policiers] nous traitaient d'indiennes. Aux femmes, ils nous disaient "*serrana* [montagnarde, terme péjoratif pour désigner les Andins], tu te crois dans ta *jalca* [haute-terre andine] ?" »⁵⁰⁶ (entretien, 2013). Carla, une camarade de Lena qui était présente pendant l'entretien, ajoute : « Moi, je lui ai dit : "Et ta mère, elle est d'où ?" »⁵⁰⁷. Lena ajoute triomphalement : « Je l'ai rencontré une autre fois [ce policier], pendant une manifestation à Cajamarca, et je lui ai dit "Maintenant je suis sur ma terre [chez moi] !" »⁵⁰⁸ (*ibid.*).

Ces expressions de racisme sexué ne sont pas sans intérêt, car elles permettent d'appréhender à la fois l'expérience de la racialisation et la réaction à celle-ci de la part des manifestantes. Les insultes qui leur sont adressées visent toutes, d'une façon ou d'une autre, à délégitimer leur présence dans l'espace public, non seulement en tant que femmes, mais aussi et surtout en tant que femmes « andines », dont l'altérité ethnique est signifiée par le recours à l'appellation d' « Indien ». D'une part, des expressions telles « mouton de Goyo » ou « Indiens sans cerveau » sont des insultes qui visent à délégitimer la rationalité politique de la participation locale aux manifestations contre le projet minier⁵⁰⁹. D'autre part, des expressions comme « Rentrez chez vous » ou « Tu te crois dans ta *jalca* ? » révèlent la dimension spatiale

⁵⁰⁴ *Los policías nos corrían "Indios vayan a su tierra", les pegaban a todos...más a los que estaban de fondo y sombrero, abusaban de ellos por qué no sabían defenderse.*

⁵⁰⁵ "*Borrega de Goyo*", "*Indio sin cerebro*". *He dicho: "Indio sí, y de honra, pero cerebro tenemos más que tu".*

⁵⁰⁶ *Nos trataban de indias a las mujeres, nos decían « serrana, piensas estar en tu jalca! ».*

⁵⁰⁷ *Yo le he dicho: "y tu madre de donde es?".*

⁵⁰⁸ *Lo he vuelto a ver en los paros en Cajamarca, le he dicho "ahora estoy en mi tierra ! ".*

⁵⁰⁹ Nous reviendrons sur ces représentations, et plus largement sur la criminalisation et la racialisation de la protestation, dans le chapitre 8.

des normes ethniques, selon lesquelles la place des Indiens est uniquement dans les hauts plateaux andins ruraux, et non dans les centres urbains, encore moins dans la capitale nationale. Le manque de légitimité des habitants andins dans l'espace urbain de la capitale est intériorisé et en partie reproduit par les manifestants eux-mêmes dans la gestion de leurs activités de protestation. Le dernier jour de la Marche de l'eau, à la fin du rassemblement sur la place San Martin à Lima, les dernières consignes des organisateurs étaient de rassembler et d'emporter leurs déchets avant de quitter la place, afin de laisser l'espace urbain bien propre, pour que l'on ne puisse pas ensuite accuser les provinciaux de « salir » la capitale. De même, lorsque les femmes interviewées répondent « Indien oui et fière de l'être », ou encore « Là je suis sur ma terre », elles s'approprient et détournent ces formes d'identification discriminatoires. L'invective de Carla – « Et ta mère, elle est d'où ? » –, suggère au policier en question qu'il aurait, comme la plupart des employés des forces de l'ordre issus des milieux populaires, des « origines » andines qu'il renierait ou méconnaîtrait.

Dans le troisième chapitre (cf. 3.1.2), j'ai évoqué les raisons pour lesquelles les femmes rurales sont considérées comme « plus indiennes » que leurs compagnons masculins. Si Marisol de la Cadena (1995) fournit une analyse matérialiste de ce phénomène, ancré dans les processus de mobilité socio-spatiale issus de la réforme agraire, la racialisation des femmes appartenant aux groupes ethniques minoritaires est centrale à la réflexion d'auteurs du féminisme « noir » et *chicana* (Anzaldúa, 1987 ; Hooks 1987; Moraga et Anzaldúa 1981;)⁵¹⁰, ainsi que des travaux sur l'intersection de genre et ethnicité (Juteau, 2017 [1983]; Rousseau 2009; Boesten 2010) Que l'on choisisse de l'aborder par sa dimension matérielle ou sociale, force est de constater la racialisation dont les femmes appartenant aux groupes minoritaires font l'objet, ce qui, au Pérou, s'exprime par l'association des femmes andines à l'indianité, d'autant plus lorsqu'elles appartiennent aux secteurs ruraux et populaires. Les normes de la féminité et de la sexualité féminine sont centrales dans la définition du groupe (Stoler 1989), ce qui fait des femmes des actrices essentielles au maintien des frontières entre les groupes ethniques (Juteau, 2017 [1983]). On comprend ainsi mieux pourquoi les missions « civilisatrices » en tout genre – des entreprises coloniales au paternalisme industriel, en passant par les programmes de développement actuels – se sont souvent attachées à réformer les pratiques populaires de la

⁵¹⁰ Cf. Hooks (1987), Moraga et Anzaldúa (1981), et notamment Moraga (1983 : 90-94), « My brother's sex was white. Mine, brown ».

maternité (Grieco, 2016 ; Koven et Michel, 1993 ; Molyneux, 2007 ; Ram et Jolly, 1998 ; Smith-Oka, 2013).

Si les initiatives visant à « moderniser la race » (Nagels, 2011 : 125) privilégient l'intervention sur les femmes et la maternité, celles qui font un usage politique de la féminité et de la maternité occupent une place privilégiée lorsqu'il s'agit de personnifier une société andine « traditionnelle », menacée par l'avancée de la frontière minière. La visibilité dont profite la participation féminine dans les mobilisations contre le projet Minas Conga est à rapprocher de la place qu'elle prend aussi dans les discours de mobilisation. Cette place provient de l'association entre la maternité ou, plus généralement, la féminité normative, et l'ordre social « traditionnel » – régi par les normes ethniques et de genre – supposé être en danger. « Plus indiennes » que leurs compagnons hommes, les femmes incarnent et reproduisent l'ordre social, en tant que militantes et en tant que mères. Leur rôle de socialisation et de reproduction du réseau militant, à travers le développement d'activités domestiques politisées et la gestion des militants comme une famille, contribue à réaffirmer, par la pratique, un modèle social « autre » que celui associé aux activités minières : la reproduction sociale intergénérationnelle opposée au bouleversement des rapports socio-territoriaux ; des normes de genre « traditionnelles » opposées à la déviance sociale et sexuelle ; l'esprit communautariste et familial opposé à l'ambition individuelle. La maternité politisée des militantes n'est donc pas seulement une forme légitime de participation à l'espace public et l'expression d'une citoyenneté sexuée, mais aussi la représentation d'un ordre social qui est centrale à la critique locale des activités extractives.

Conclusion

Si, au cours des mobilisations contre le projet Minas Conga, le militantisme des femmes a gagné en visibilité, ce serait une erreur d'y voir le résultat de leur exclusion des bénéfices de l'économie extractive, tout comme il serait réducteur d'assimiler la visibilité de leurs actions à la nouveauté de la participation féminine dans l'espace public local et national. Les raisons de l'engagement féminin dans le réseau de mobilisation, et notamment de la visibilité accrue de celui-ci dans les médias, sont plutôt à chercher dans les formes et caractéristiques spécifiques de leur engagement à l'échelle locale et nationale, ainsi que dans le rapport entre leur participation et le mouvement social dans son ensemble.

J'ai anticipé, dans l'introduction de ce chapitre, que la valeur politique et l'intérêt scientifique de la participation des femmes aux mobilisations contre Minas Conga apparaissaient lorsqu'on élargissait le concept du genre au-delà des différences entre « hommes » et « femmes ». Quand on considère le genre uniquement comme la différence socialement construite entre les sexes, on en fait un usage « descriptif » (Verschuur, 2009). Cela n'est pas sans intérêt, dans la mesure où cette approche permet de mettre en lumière les impacts différentiels de l'économie minière, traités dans les chapitres 2 et 3, et de l'activité militante, qui fait l'objet de ce chapitre. Placer la focale sur les trajectoires militantes féminines permet notamment de démystifier certains discours et certaines représentations – comme la nature inédite de la participation politique féminine, dictée par un « instinct » maternel – qui sont (re)produits par les militantes elles-mêmes, et de déceler les éléments de continuité et de nouveauté dans les formes et les objectifs de l'engagement féminin. Retracer la riche histoire de l'organisation féminine dans la région, qui n'a cessé d'évoluer depuis les années 1970 sous l'égide de l'Eglise catholique, permet de mettre en lumière les conditions qui rendent possible la participation des femmes aux mobilisations contre Minas Conga, tout comme d'en dégager les innovations. Ainsi s'organisent des groupes de femmes spécifiquement dédiés à la problématique minière et se joue l'élaboration d'un discours « anti-minier » sexué, axé sur les ressources hydriques et le rôle social de mère.

La maternité constitue une identification partagée à laquelle peuvent recourir toutes les femmes, indépendamment de leur âge et de leur statut social ou marital, pour légitimer leur participation à l'espace public et la constitution de lieux de sociabilité militante telles les cuisines en plein air, les veillées, etc. Dans un contexte politique marqué par le durcissement de la répression étatique et une croissante criminalisation des manifestants au travers d'accusations de calcul politique ou de terrorisme, l'action militante des femmes, moins spectaculaire et moins visible que celle de leurs compagnons masculins, permet d'assurer la survie du réseau d'opposition local et de ses activités. L'idéologie maternaliste est ainsi à la fois la condition de visibilité de l'engagement féminin et la raison de sa banalisation – par la représentation des femmes comme « moins » ou « pré » politiques. Alors qu'il légitime la participation féminine à l'espace public, le maternalisme peut aussi servir d'instrument de répression – l'accusation d'être des « mauvaises mères », toujours latente - révélant ainsi l'ambiguïté des normes sociales et leurs multiples emplois.

Cependant, ce n'est qu'à la lumière de l'autre sens du concept de « genre » comme « façon première de signifier les rapports de pouvoir » (Scott, 1988 : 141), que celui-ci dégage

tout son potentiel analytique (Verschuur, 2009). Lorsqu'on considère le genre comme ne relevant pas exclusivement des rapports entre hommes et femmes d'un même groupe, mais aussi des rapports entre les groupes sociaux, un autre niveau d'analyse se fait jour dans les discours et représentations sexuées mobilisées par les militants. Cette approche permet, d'une part, de voir dans la représentation des masculinités déviantes ciblant des personnalités locales et nationales une forme de critique politique populaire, qui renforce les normes de la masculinité et de la féminité comme les piliers de l'ordre social local. D'autre part, cette focale aide à comprendre les raisons de la visibilité inédite des femmes dans le réseau et les activités du mouvement social : la participation des femmes à la reproduction sociale du groupe les situe dans une position favorable pour représenter – par leur seule présence dans l'espace public – un ordre social, régi par des normes ethniques et de genre, perçu comme en « voie de disparition ». On peut ainsi lire la « féminisation » de l'image du réseau de mobilisation comme une forme de présentation de soi du mouvement social, qui sert à mettre en lumière des modèles et des rapports sociaux qui ne relèvent pas tant de la différence sexuelle, mais plutôt des rapports ethniques et territoriaux inégaux entre « locaux » et « étrangers », « mineurs » et « agriculteurs », « côtiers » et « andins », qui sont signifiées par l'opposition entre « féminin » et « masculin ». Lorsque les rapports sociaux de sexe, ethniques et de classe marginalisent les femmes des secteurs ruraux et populaires dans un contexte marqué par l'expansion de l'économie minière, cette marginalité et les représentations qui y sont associées font de ces femmes les mieux placées pour incarner l'ordre social que les militants évoquent en opposition aux bouleversements socio-économiques et territoriaux engendrés par les activités extractives.

CONCLUSIONS DE LA DEUXIEME PARTIE

Quand, en 2011, un deuxième conflit minier de grande envergure secoue la région Cajamarca, les évolutions du réseau militant et de la société civile locale produites par vingt-cinq ans d'économie minière deviennent évidentes. La mobilisation contre Minas Conga est le produit d'un apprentissage en matière d'opposition aux activités extractives, entamé par les acteurs locaux au début des années 1990 en réaction aux transformations socio-économiques et environnementales engendrées par la présence de Minera Yanacocha dans la région. Pour sa résonance politique, ce conflit de « deuxième génération » permettra au réseau de mobilisation d'évoluer par la mise en place de nouvelles initiatives, de nouveaux répertoires de protestation, d'alliances et de collaborations inédites à l'échelle nationale et internationale. La participation aux mobilisations contre le projet Minas Conga révèle l'extension et le renouveau de l'opposition locale aux activités minières, par l'émergence d'une nouvelle génération d'organisations sociales et de militants, en grande partie composée de jeunes urbains et professionnels, issus des secteurs ruraux ou populaires. Localement, ce nouveau leadership s'accompagne d'une importante présence de l'organisation des Rondes Paysannes dans les mobilisations. La mise en lien des identifications militantes de ces différentes organisations amènera à développer un discours de revendication axé sur l'opposition binaire entre provinces et capitale, espace rural et urbain, paysans et mineurs. Ce discours militant produit une mise en valeur de l'altérité ethnique locale, représentée comme opposée à l'économie et aux valeurs associées avec le « monde minier », facilitant l'appropriation d'une identification « paysanne » par les manifestants.

Dans cette région censée être parmi les plus « métisses » du Pérou Andin, les discours militants contribuent ainsi à politiser ces marqueurs de la différence ethnique qui sont sinon dévalorisés par la société locale. Alors que le recours explicite à la catégorie d'indigène – telle que définie par le droit international - reste un phénomène minoritaire, limité aux directions Provinciales et régionales des Rondes Paysannes et à leurs défenseurs légaux, l'on retrouve souvent parmi des militants « de base », qui ne s'auto-définissent habituellement pas comme des « paysans », un renvoi aux marqueurs de l'altérité ethnique pour légitimer leur engagement. Ce renvoi aux origines sociales ou « culturelles » de la militance a deux effets principaux : d'une part, il dépolitise l'engagement en occultant le rôle des organisations politiques, paysannes, ou d'étudiants dans le développement des trajectoires militantes ; d'autre part, il

politise la catégorie de « paysans » comme identification sociale « par nature » incompatible avec le développement minier de la région.

En ce qui concerne la participation genrée au mouvement social, l'on observe un procédé similaire, consistant à représenter l'activité de mobilisation des femmes comme la conséquence « naturelle » de leur rôle social en tant que mères factuelles ou potentielles. Ce discours de type maternaliste caractérise la militance féminine comme « moins politique » que la militance masculine, et représente l'engagement féminin comme naturel, instinctif et pré-(voir anti-) politique. Alors que ce discours de mobilisation occulte les processus de socialisation politique des femmes et les organisations qui en encadrent l'action, la « mise en scène » de la domesticité dans l'espace public et la légitimation des activités militantes par les droits des générations futures font de la catégorie sociale de mère une identification éminemment politique. Comme pour les « origines paysannes », la maternité sert en même temps à « dépolitiser » la militance, par une représentation de la participation féminine comme pré-politique, et à « politiser » la catégorie sociale de la femme-mère, présentée comme la gardienne de la continuité biologique, sociale et culturelle locale, garante des normes de genre régissant l'ordre social traditionnel.

Si les rapports ethniques et de genre sont au cœur du discours de revendication local, ce qui implique leur re-signification et réappropriation de la part des acteurs mobilisés, il serait hâtif d'en déduire que les rapports de pouvoir inégaux qu'ils expriment en ressortent nuancés. Bien au contraire, l'on observe dans les deux cas une certaine ambiguïté des discours, par lesquels l'emploi des catégories de « paysan » ou de « mère » comme identifications politiques coexiste avec des formes de discrimination et/ou de marginalisation des acteurs en vertu de leur appartenance ethnique ou de genre. L'apparente contradiction entre le fait de « politiser l'altérité » paysanne ou féminine et de « naturaliser l'inégalité » ethnique ou sexuelle n'en est pas une pour les acteurs sociaux concernés. En effet, pour eux, les formes d'identification dépendent du contexte d'interaction et la dénonciation de leur marginalité politique est tout à fait compatible avec le maintien d'une « saine » différence sociale, c'est à dire d'un ordre social régi par les normes ethniques et de genre « traditionnelles » .

La raison de cette non-correspondance entre les usages sociaux et politiques de l'altérité sont à rechercher dans la valeur du genre et de l'ethnicité, en tant que *signifiants* de la différence (Scott, 1988 ; Juteau , 1989 ; Delphy 2008). Le recours à l'altérité ethnique par les opposants au secteur minier est à comprendre avant tout comme une façon de signifier leur marginalisation

du fait des transformations socio-économiques et territoriales associées à l'activité minière, qui soudainement rassemblent des acteurs divers dans une position subalterne commune par rapport aux nouvelles élites liées au secteur. S'auto-proclamer comme « paysan », « Andin », ou « rural » revient donc à se positionner comme un autochtone – au sens d'originaire des lieux – ayant perdu son statut ou ayant été mis à l'écart par le développement minier régional. Dans ce contexte, la militance des femmes populaires – doublement « autres » – vient incarner et reproduire le modèle sociétaire que les opposants au secteur minier se proposent de préserver. Les normes ethniques et de genre « traditionnelles » sont ainsi opposées aux masculinités et féminités « déviantes » associées, dans l'imaginaire local, à la présence minière. Associé à la reproduction biologique et sociale locale – *via* la figure de la mère – et à l'ordre social traditionnel qui le caractérise – *via* les normes ethniques et de genre – la participation des femmes prend ainsi un rôle central dans la représentation de l'opposition locale aux activités extractives.

Dans le mouvement social contre Minas Conga, les rapports sociaux ethniques ou de genre ne sont pas remis en question. Ceux-ci ne constituent pas l'objectif principal de l'activité de mobilisation - au contraire de ce que ferait un mouvement « féministe » ou « indianiste » – mais sont plutôt les moyens par lesquels des processus sociaux et économiques sont appréhendés, interprétés et opposés. Il serait donc erroné de s'attendre à voir une démocratisation des rapports sociaux (Melucci, 1988) au sein du mouvement social local. Toutefois, nous l'avons vu, l'emploi politique de l'altérité ethnique et de genre fait l'objet d'un consensus et d'une légitimité telles que les militants et militantes peuvent s'en servir pour légitimer leur position – en tant que « mères » ou « paysans » - au sein du réseau de mobilisation, tant face à leurs opposants politiques qu'à leurs alliés des secteurs sociaux supérieurs.

L'altérité affichée par les militants locaux est donc à entendre comme une critique politique, dont le sens ne peut être pleinement saisi qu'en se penchant sur la transformation des rapports sociaux à l'échelle locale. Le mouvement d'opposition au projet Minas Conga a cependant d'importantes répercussions politiques, ce qui amène à une vaste circulation médiatique des discours et des identifications militantes au-delà du contexte local voire même au-delà des frontières nationales. Dans la prochaine partie, je vais me centrer sur les enjeux politiques nationaux de l'opposition locale aux activités minière, ainsi que sur la traduction des représentations locales de l'altérité à l'échelle nationale et internationale.

TROISIEME PARTIE

Entre les mines et le militantisme : l'Etat-nation

INTRODUCTION A LA TROISIEME PARTIE

Le 18 avril 2016, à la Maison de l'Opéra de San Francisco, la cérémonie annuelle de la Fondation Goldman pour l'environnement est célébrée devant un public d'activistes, d'élus, de célébrités et de mécènes. Comme chaque année, la fondation remet son prix à six « défenseurs de l'environnement » du monde entier. Cette année-là, parmi les gagnants de ce prix renommé, se trouve Máxima Acuña de Chaupe, que la fondation présente ainsi : « Agricultrice de subsistance des hauts plateaux du nord du Pérou, Máxima Acuña s'est battue pour son droit de vivre pacifiquement de sa terre, une propriété convoitée par Newmont et Buenaventura Mining pour développer la mine d'or et de cuivre Conga » (Goldman Foundation, 2016)⁵¹¹. Une courte vidéo de présentation résume, pour le public présent, le contentieux entre Mme Acuña et la compagnie minière, ainsi que les impacts des activités de MYSA sur les ressources hydriques locales et les mobilisations de rejet du projet Minas Conga⁵¹². Aux images de Máxima et de sa famille en train de travailler leur terrain, de sources et de cours d'eau, ainsi que d'habitants en lutte, sont opposées celles des cratères de Minera Yanacocha et des policiers en tenue anti-insurrectionnelle en train de garder les installations minières, illustrant de la sorte l'antagonisme entre la paisible vie d'une famille paysanne et la présence agressive d'une entreprise minière. Puis, devant la salle remplie, Máxima monte sur scène. Habillée comme toujours d'un *fondo* (jupon) et d'un *sombrero* (chapeau de paille) – marqueurs vestimentaires de l'altérité paysanne andine –, Máxima, au lieu de faire un discours, interprète une chanson traditionnelle, dont les mots ont été adaptés pour raconter les abus dont elle souffre de la part de la compagnie minière :

⁵¹¹ « A subsistence farmer in Peru's northern highlands, Máxima Acuña stood up for her right to peacefully live off her own land, a property sought by Newmont and Buenaventura Mining to develop the Conga gold and copper mine ». Disponible en ligne sur : http://www.goldmanprize.org/wp-content/uploads/2016/03/2016PressKit_online.pdf (dernier accès le 26/02/2018).

⁵¹² Goldman Environmental Prize, « Máxima Acuña, 2016 Goldman Environmental Prize, South and Central America », 17 Avril 2016. Disponible en ligne sur : <https://www.youtube.com/watch?v=Gz8eZx8V4Uo> (dernier accès le 26/02/2018).

Je suis une petite femme des hautes terres,
Je vis dans les montagnes,
Élevant mes brebis
Avec le brouillard et la pluie.
Quand mon chien aboie,
La police arrive.
Mes petites huttes ils ont brûlées,
Mes petites choses ils ont prises.
Je n'avais pas de nourriture,
Seulement l'eau je buvais.
Avec de la paille je me réchauffais,
Parce que je défendais mes petits lacs.
La vie ils ont voulu m'enlever,
Ingénieurs et prêtres,
Ils m'ont volé mes brebis,
Ils ont bu de la soupe de tête [de brebis]
Dans le campement [minier] de Conga.
Et avec ça adieu adieu,
Beau laurier
Tu restes dans ta maison,
Moi je pars souffrir⁵¹³

À la fin de sa chanson, avant d'être applaudie et de recevoir le prix, elle explique :

C'est pour cela que je défends la terre, je défends l'eau parce que c'est la vie. Je n'ai pas peur du pouvoir des entreprises, je vais continuer à lutter [pour] les camarades qui sont morts à Celendín et à Bambamarca, et pour tous ceux qui continueront de lutter à Cajamarca⁵¹⁴.

L'attribution du prix Goldman grave ainsi dans le marbre une représentation du conflit Conga qui s'est progressivement consolidée au fil des années, dans les cercles militants et les médias internationaux, comme la lutte entre un David andin et un Goliath international. L'histoire de la petite paysanne andine, pauvre et illettrée, qui parvient à entraver les activités de l'une des compagnies

⁵¹³ *Yo soy una jalquenita / Que vivo en las cordilleras / Criando mis ovejas / En neblina y aguacero / Cuando mi perro ladraba / La policía llegaba / Mi chocita lo quemaron / Mis cosas le llevaron / Comida no tenía / Solo aguita yo tomaba / Camita yo no tenía / Con pajita me abrigaba / Por defender mis lagunitas / Mi vida quisieron quitarme / Ingenieros e curitas / Mis ovejas me robaron / Caldo de cabeza tomaron / En el campamento de Conga / Y con eso adiós adiós / Hermosísimo laurel / Tú te quedas en tu casa / Yo me voy a padecer*

⁵¹⁴ *Por eso definiendo la tierra, definiendo el agua, porque eso es vida. Yo no tengo miedo al poder de las empresas, seguiré luchando (por) los compañeros que han muerto en Celendín y Bambamarca, y por todos los que seguimos luchando en Cajamarca.* Disponible en ligne sur : <https://www.youtube.com/watch?v=orxv3jPsOgM> (dernier accès le 26/02/2018).

minières les plus riches et les plus puissantes de son pays, par amour pour sa terre et l'eau qui en émerge, fera le tour du monde. Si ce récit destiné au grand public mondial survole inévitablement plusieurs aspects du conflit Conga – la complexité du rapport local au secteur minier, la diversité des acteurs et les multiples raisons de l'opposition –, il résonne en même temps avec certains éléments du discours d'opposition au projet : la politisation de la catégorie sociale de paysan, la mise en valeur de l'engagement féminin local et le rôle central de la ressource hydrique. La persistance de ces éléments n'est ni le fruit du hasard, ni celui d'un processus de sélection prémédité : elle est plutôt le résultat du travail de politisation des conflits autour de l'extraction minière, produit par des processus politiques et sociaux qui caractérisent l'histoire récente du Pérou et qui font du conflit Conga un moyen de rendre visibles des enjeux allant bien au-delà du projet minier et de la résistance locale à celui-ci.

La troisième partie de cette thèse sera dédiée à la manière dont cette « montée en généralité » du Conga a eu lieu, c'est-à-dire aux processus par lesquels l'opposition locale au projet minier devient un enjeu politique à l'échelle nationale et atteint ensuite une visibilité internationale. Au lieu d'opposer les activités minières aux activités de mobilisation, comme le font les critiques tout autant que les apologistes du secteur, il me semble souhaitable de se pencher sur le rapport entre ces deux phénomènes. Je vais donc traiter l'expansion des activités extractives et les mobilisations qu'elles engendrent comme deux facettes d'un même processus, celui d'une reconfiguration du rapport entre les habitants des nouvelles régions extractives et l'État-nation. Pour saisir le lien entre le débat autour des activités minières et le régime de citoyenneté péruvien, il convient de faire quelques pas en arrière et d'élargir la focale à l'échelle nationale, afin de mettre en lumière un ensemble de phénomènes qui constituent les conditions *sine qua non* de l'impact politique du conflit Conga : le renouvellement politique et institutionnel suivant la transition démocratique, la relocalisation du sujet Indien « national », et l'activité de représentation du conflit opéré par les militants et les médias à différentes échelles.

La première de ces conditions consiste dans la reconfiguration institutionnelle et politique du Pérou depuis le début des années 2000, qui est produit par la convergence de plusieurs processus : d'une part, la transition démocratique et la réforme de décentralisation de l'État et, de l'autre, la croissance économique liée aux activités extractives et la multiplication des mouvements d'opposition. La littérature sur les mobilisations contre l'extraction minière tend à identifier celles-ci comme les expressions d'un mécontentement qui ne trouve pas de canaux institutionnels (De Echave

et al., 2009), ce que certains ont identifié plus largement comme une « absence » de l'État (Diez et Revesz, 2006). Il me semble, au contraire, que l'État est clairement « présent » dans les conflits miniers et que ces conflits occupent désormais une place déterminante dans les enjeux politiques nationaux – deux aspects que j'aborderai dans le chapitre 7.

Ce chapitre analysera d'abord les contradictions de la réforme de décentralisation, afin de mettre au jour la tension entre un centralisme politique persistant – essentiel au maintien du modèle primo-exportateur – et les nouvelles compétences octroyées aux gouvernements locaux – déterminantes pour l'institutionnalisation d'une critique des activités extractives. L'émergence progressive d'un débat national sur le modèle économique péruvien actuel amène à constater le poids politique qu'acquièrent les activités minières et la façon dont leur critique vient créer un terrain commun pour d'anciens et de nouveaux acteurs sur la scène électorale nationale. Finalement, un retour sur le mouvement social de Cajamarca me permettra d'identifier les liens entre les organisations locales et l'opposition politique nationale au modèle primo-exportateur. Les fractures de la nouvelle « gauche » péruvienne seront alors analysées au prisme du local, comme le produit de différentes histoires politiques et organisationnelles, mais surtout comme le résultat d'inégalités sociales persistantes, qui déterminent un accès différentiel au politique.

Cet accès différentiel procède d'une caractérisation, en amont, de certains acteurs et de certaines logiques politiques comme illégitimes en vertu de leur marginalité socio-économique et territoriale, qui est identifiée avec l'« indianité ». Le chapitre 8 rendra compte des origines de ces représentations, partagées tant par les institutions que par les militants eux-mêmes. Pour ce faire, il portera d'abord sur les évolutions du régime d'altérité nationale (Caballero et Giudicelli 2016) depuis la fin du XIX^{ème} siècle, lorsqu'une vision racialisée de la géographie nationale caractérisa les Andes soit comme « prisonnières du passé », soit comme « berceau » de l'identité nationale (Mesclier 2001). Ces deux représentations se réactualisent en partie avec l'expansion contemporaines des activités minières, à la fois dans la légitimation du modèle primo-exportateur comme unique moyen de « développer » les zones économiquement pauvres et socialement marginales, et dans l'opposition aux activités extractives comme mouvement de résistance d'une « culture Andine » particulière. Si le rôle de l'État est central dans la définition des caractéristiques et prérogatives de l'altérité indigène (Salazar-Soler 2013; Caballero 2012), exemplifiée notamment par le processus d'application de la loi de consultation préalable en 2011, les catégories officielles ne rendent pas compte de l'appropriation et de l'usage qui en sont faits par les acteurs sociaux (Rousseau 2016; Caballero 2012; De La Cadena 2000). En

effet, les politiques répressives de l'Etat envers les oppositions locales aux activités minières – qui se justifient par l'altérisation politique et raciale des protestataires - contribue à produire, à l'échelle locale, des nouvelles formes d'identification militante, partagées par les groupes socio-territoriaux marginalisés par le modèle primo-exportateur. Réunis par leur condition commune d'« Autres » face à l'avancée du front minier, ces acteurs donnent du sens à leur nouvelle marginalité, quant à l'État-nation péruvien, en recourant à l'altérité indigène.

Dans le chapitre 9, cette activité de « signification » de l'opposition aux activités minières sera illustrée par la construction et la circulation d'une représentation du conflit comme une opposition entre deux « mondes ». La mobilisation contre le projet Minas Conga ne se borne pas à l'espace national, mais le dépasse grâce aux nouvelles technologies et au soutien de réseaux et organisations internationales, dont l'action conjointe permet aux acteurs et organisations locales d'élargir leurs stratégies de mobilisation, de lancer des campagnes de solidarité internationale et d'assurer la continuité de leur lutte par la visibilité du conflit local. L'« internationalisation » progressive du conflit, grâce à la médiatisation de l'action militante, ne peut cependant pas être traitée séparément des processus se déroulant « au ras du sol ». De ce fait, je m'attacherai à illustrer la complémentarité entre les formes d'occupation et de production territoriale mobilisées par les activistes (Melé, 2008 ; Merklen et Pleyers, 2011) et la circulation virtuelle de discours et récits visuels militants dans les médias (Cardon et Granjon, 2013 ; Cardoso, 2012). Ces deux stratégies, qui pourraient sembler contradictoires à première vue, sont reliées par une préoccupation de visibilité commune, comme « preuve d'existence » dans l'espace public (Voirol, 2005) à la fois matérielle et virtuelle.

La circulation des représentations et récits militants à plusieurs échelles permet également d'apprécier le succès plus ou moins important des différentes mises en récit du conflit. Les lectures « politiques », mettant l'accent sur le rapport aux institutions étatiques, ne connaissent qu'une circulation marginale, tandis que celles mettant l'accent sur l'altérité résistante de la population paysanne locale bénéficient d'une plus grande visibilité auprès du public national et international. Cette représentation du conflit devient particulièrement évidente lorsqu'on se penche sur la trajectoire notoire de Máxima Acuña de Chaupe, femme paysanne devenue la personnification de l'opposition au projet Conga et, plus largement, des oppositions locales à l'expansion minière. Un retour sur cette trajectoire et une analyse de la présentation de son cas par les organisations militantes et les médias permettra de revenir sur la « politique de l'empathie » (Dunn 2004) qu'elle suscite. Son statut de

femme, de pauvre et de paysanne, s'avère être la condition *sine qua non* de sa légitimité aux yeux du public national et international. La représentation de l'opposition locale aux activités extractives comme le produit d'une altérité ethnique, de genre et de classe est ainsi réaffirmée. Cependant, avec le désancrage du discours militant de son contexte de production, l'exotisation et la féminisation du milieu socio-naturel Andin pour le public international, se perd la dimension politique de l'altérité mobilisée par les militants locaux au profit d'une naturalisation des inégalités que y sont associées.

CHAPITRE 7

LE RETOUR DU POLITIQUE, ENTRE LA CROISSANCE MINIERE ET LA TRANSITION DEMOCRATIQUE

La première mobilisation locale aboutissant à l’annulation d’un projet minier depuis le début des années 1990 est celle de Tambogrande, dans la région de Piura. Entre 1999 et 2003, ce mouvement, initié par des organisations de producteurs agricoles et d’irrigants (*juntas de regantes*) réunis dans le *Frente de Defensa del Valle de San Lorenzo et Tambogrande*⁵¹⁵, parvient à impliquer les institutions locales et plusieurs ONG dans l’opposition au projet d’extraction de cuivre de Manhattan Minerals. Le succès de la mobilisation est en partie dû à une campagne de communication très efficace, lancée en 2003 avec l’aide de partenaires internationaux, sous le slogan « Il n’y a pas de *ceviche*⁵¹⁶ sans citrons ». Les habitants de la zone, qui cultivent principalement des agrumes, relient ainsi leur production au plat emblématique de la cuisine nationale, soulignant de la sorte la valeur tant économique que symbolique de leur activité. Le lien entre les agrumes et la cuisine péruvienne – qui fait l’objet d’une patrimonialisation de l’identité nationale destinée à la consommation des élites de Lima (Matta, 2010 ; Wilson, 2011) – permet de revendiquer leur place au sein de la communauté nationale (Haarstad et Fløysand 2007; Arce 2014). L’image reportée ci-dessous (Fig. 79) donne un exemple de ce message – qui fait l’objet d’une intense campagne d’affichage dans la capitale – en énumérant, sur le drapeau péruvien qui fait office de toile de fond, une liste des produits de la consommation quotidienne à base de citrons : « *ceviche*, pisco sour⁵¹⁷, *emoliente*⁵¹⁸, limonade, tu imagines une vie sans citrons ? Non à l’exploitation minière à Tambogrande »

⁵¹⁵ Front de Défense de la Vallée de San Lorenzo et Tambogrande.

⁵¹⁶ Plat emblématique de la cuisine nationale à base de poisson cru mariné dans du jus de citron vert.

⁵¹⁷ Cocktail alcoolisé à base de pisco (eau de vie), citrons verts, sucre et œuf.

⁵¹⁸ Boisson médicinale très diffusée dans les pays Andins, dont les ingrédients peuvent inclure des graines de lin, de l’aloe vera, ou d’autres plantes et céréales aux vertus bénéfiques, que l’on consomme typiquement le matin ou le soir.



Fig. 79 - Affiche contre l'exploitation minière à Tambogrande. Source : <http://nodirtygold.earthworksaction.org> (dernier accès le 15/08/2016).

L'opposition au projet Tambogrande inaugure un nouveau répertoire de mobilisation au Pérou (Tarrow 1993), ainsi qu'un nouveau cadre de revendication (Benford et Snow 2000), que l'on retrouve aujourd'hui encore dans des mobilisations contre l'extraction minière. Ce cadre repose notamment sur deux thèmes : l'un consiste à dénoncer la mise en danger des activités agricoles par l'industrie extractive, source de pollution potentielle ; l'autre revient à dénoncer le centralisme péruvien qui sacrifie les activités productives locales au profit du développement extractif dont le principal bénéficiaire est la capitale. Dix ans plus tard, dans le cadre des mobilisations contre le projet Minas Conga, ce sont les mêmes thèmes qui reviennent : les porte-parole des organisations paysannes déclarent « Sans nous, Lima ne mangerait pas », tandis que les secteurs urbains et professionnels dénoncent le peu d'égard des élites liméniennes envers le reste du pays. La nouvelle satirique intitulée

Aïe, si Cajamarca était Lima (*Ay, si Cajamarca fuera Lima*) en est une bonne illustration. Ecrite par le journaliste et écrivain Jorge Pereyra, elle circule sur les réseaux sociaux solidaires avec le mouvement d'opposition de Minas Conga,. En voici un extrait évocateur⁵¹⁹ :

XII. Aïe, si Cajamarca était Lima

Par Jorge Pereyra

Information de dernière minute : une entreprise minière internationale aurait découvert de grands gisements d'or et de cuivre sous les quartiers les plus aisés de la capitale (Miraflores, La Molina, Surco, San Borja et San Isidro). [...] La compagnie minière suggère d'utiliser le stade national comme puit de lixiviation et de s'approvisionner avec les eaux du fleuve Rimac qui dessert la ville. Cependant, les habitants bourgeois (*pitucos*) sont en train de protester, car ils n'ont pas été consultés et craignent l'expropriation de leurs propriétés par l'État. Face à cette insurrection des élites, les médias de droite les désignent comme des « anti-miniers », des « terroristes » et des « subversifs », ennemis de la patrie, de l'investissement et du développement du pays. [...] On leur reproche aussi un manque de sensibilité car, selon eux, le Pérou est un pays minier depuis 500 ans et le modèle macro-économique néolibéral ne doit en aucun cas s'arrêter [...]. Par conséquent, le gouvernement a prévu le déplacement de la population de ces districts vers le nord du pays [...] et autorise les habitants à occuper n'importe quel terrain de sable (*arenal*) qu'ils rencontrent. D'un autre côté, les voisins des quartiers populaires de San Juan de Miraflores et de Villa El Salvador ont commencé une série de marches de protestation face aux rumeurs d'une probable relocalisation dans leurs quartiers des habitants délogés de Miraflores, San Isidro, Surco et La Molina. Les habitants de ces zones populaires ont commencé à ériger de grandes grilles et des barbelés piquants pour empêcher l'entrée dans leur voisinage, car, selon ce qu'ils écrivent sur leurs pancartes, les « bourges » sont des gens de mauvaise vie (*gente de mal vivir*).

L'humour de la nouvelle joue sur un renversement entre Lima et Cajamarca, ainsi qu'entre les élites de la capitale et les secteurs populaires du reste du pays. En mettant en scène une situation absurde – un projet minier dans les quartiers les plus aisés de Lima, la criminalisation des élites opposées au projet et leur déplacement dans les terrains désertiques de la côte nord, tandis que les habitants des quartiers populaires érigent des grilles pour éviter l'invasion des bourgeois⁵²⁰ –, la nouvelle met en lumière la réalité inverse, qui voit les activités extractives se multiplier dans des territoires pauvres et marginalisés. Le modèle économique primo-exportateur péruvien, nous l'avons vu dans le premier chapitre, voit effectivement une expansion significative des activités extractives, en particulier dans les régions rurales isolées, situées notamment dans les hautes-terres andines, les basses-terres amazoniennes et la côte nord désertique.

⁵¹⁹ Voir le texte intégral en annexe (N° 3)

⁵²⁰ La pratique d'ériger des grilles aux limites entre les quartiers résidentiels et les quartiers populaires est réellement adoptée dans certains quartiers de Lima, mais l'objectif réel est de freiner la circulation de la population dans l'autre sens.

Ce texte est disponible sur une page Facebook créée en 2012 par un activiste de Cajamarca afin de diffuser les images et informations concernant la mobilisation contre Minas Conga. La page, « República Independiente del Perú Profundo », a pour image de profil une carte du Pérou divisée en deux (voir Fig. 80) : une petite partie de couleur grise correspond au département de la capitale, Lima, alors que le reste du pays, de couleur verte, constitue la « République indépendante du Pérou profond ». L’auteur ironise sur un thème récurrent dans les milieux littéraire et politique péruviens, à savoir l’opposition entre un Pérou « officiel », moderne et intégré, et un Pérou « profond », archaïque et isolé⁵²¹. En identifiant ce « Pérou profond » à la totalité du pays, à la seule exception du département d’El Callao où se situe Lima, l’image illustre le paradoxe d’un pays « officiel » qui ne correspond qu’à une minorité sociale et territoriale très réduite, face à un pays « profond » qui serait en réalité la quasi-totalité du pays, réclamant son indépendance.



Fig. 80 - Image de profil de la page Facebook « República independiente del Perú profundo » créée en 2012, disponible en ligne sur : www.facebook.com/RepublicaIndependienteDelPeruProfundo/ (dernier accès le 13/09/ 2014).

⁵²¹ L’expression “*Perú Profundo*”, initialement formulée par l’historien Jorge Basadre (1978) pour différencier le Pérou des institutions étatiques de celui de la nation péruvienne, est mieux connue pour son usage dans le rapport de la Commission d’investigation sur les faits d’Uchurracay (1983), présidée par l’écrivain et homme politique Mario Vargas Llosa, ainsi que dans le roman de ce dernier, *Lituma de los Andes* (1983). Pour une discussion critique du leitmotiv des « deux Pérou » et de son usage dans l’analyse des faits d’Uchurracay, voir : Mayer (1991).

Cette nouvelle, comme l'image qui l'accompagne, constitue des dénonciations de la logique différentialiste sous-jacente au développement des activités extractives, qui sont présentées comme imposée par les élites de la capitale tout en leur bénéficiant principalement. Cette critique mobilise une thématique récurrente dans la politique péruvienne depuis le XIX^{ème} siècle (Mesclier, 2001), à savoir la critique du centralisme politique et social de Lima. En mettant en relation les activités extractives avec l'élitisme de la capitale, les auteurs politisent la question minière et représentent l'opposition populaire à l'expansion des activités extractives comme une question de justice sociale.

Ce chapitre portera sur la politisation de la critique au modèle primo-exportateur, qui implique le renouvellement du débat politique sur le modèle de développement national. Ce phénomène est le produit de plusieurs processus convergents: les aspirations d'une réforme de décentralisation issue de la transition démocratique et sa limitation par les impératifs politiques du modèle primo-exportateur ; l'expression à travers les espaces et institutions locales des oppositions locales à l'expansion minière ; l'inégale répartition socio-territoriale des bénéfices de la croissance économique, qui favorise l'émergence de candidats critiques du modèle économique ; l'alliance des anciennes organisations et partis de gauche avec de nouvelles organisations sociales et politiques, qui contribuent à faire remonter le mécontentement local à l'échelle nationale. Je détaillerai ces processus à l'échelle nationale puis j'illustrerai leur déclinaison dans le contexte local qui fait mon objet d'étude. Une focale sur le réseau de mobilisation de Cajamarca permettra de souligner la porosité entre espaces institutionnels et « de mouvement », les rivalités politiques et les différences sociales qui traversent l'opposition au modèle primo-exportateur de l'échelle locale à l'échelle nationale.

7.1 Centralisme et décentralisation à l'époque néolibérale

Profondément ancré dans une longue histoire nationale d'exploitation des matières premières – dont la tendance est de concentrer les gains et de diffuser les pertes d'un régime économique dépendant et aléatoire (Contreras, 2000) –, le centralisme politique péruvien est l'un des aspects les plus dénoncés de l'histoire républicaine du pays (Mesclier, 2001). Héritage de l'époque coloniale, il se maintient tout au long des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles en dépit de nombreuses tentatives de réforme (cf. encadré XIII), et se conjugue, au cours du XX^{ème} siècle, à des processus de concentration économique et démographique (Gonzales de Olarte, 2000).

XIII. Tentatives de décentralisation dans l'histoire républicaine du Pérou

Le premier projet de décentralisation, entrepris par Manuel Pardo (1872-76), est interrompu par la guerre du Pacifique (1879-1884), qui prive la jeune république péruvienne d'une partie de ses gisements de *guano* et de salitre, mettant à mal son économie. La défaite péruvienne met en exergue la dépendance du gouvernement central vis-à-vis de l'exportation de matières premières, ainsi que la précarité de son contrôle sur le territoire national, ce qui contribue à l'instauration d'un tribut universel masculin et à la décentralisation fiscale sous le premier gouvernement du maréchal Caceres (1886-1890). Ce régime tributaire, fragile et peu avantageux pour les provinces, prend fin sans beaucoup de résistance avec la révolution de Nicolas de Pierola (1895). La République aristocratique (1899-1919) entreprend alors une œuvre de reconsolidation de l'État national par la promotion des investissements étrangers et l'exclusion des élites locales de la collecte d'impôts. Au cours des années 1920, plusieurs courants pour la décentralisation émergent dans le sud andin du pays (tel le courant indigéniste d'auteurs comme Abelardo Gamarra, Luis Valcarcel, ou Emilio Romero), dont certains représentants participent du gouvernement de Leguía (1919-1930) et exercent leur influence pour promouvoir la création de conseils départementaux chargés de la collecte des impôts en 1933. La crise de 1929 amène une nouvelle centralisation et la création d'autorités fiscales, tel le *Banco central de Reserva*, ou la *Superintendencia de bancos y seguros*, localisées dans la capitale. Le gouvernement de Manuel Pardo (1939-1945) perpétue ce centralisme politique à l'aide de la croissance économique d'après-guerre, qui consolide le pouvoir central et permet d'apaiser temporairement les aspirations d'autonomie des provinces (Contreras, 2000 ; Planas Silva, 1998).

Entre 1940 et 1980, des milliers d'habitants ruraux des Andes migrent vers Lima et les grandes villes de la côte, poussés par la sécheresse et l'accaparement des terres des grands propriétaires terriens, mais aussi attirés par les possibilités d'emploi et d'éducation offertes par la capitale, ou bien fuyant la violence politique (Matos Mar, 1990). La population urbaine de Lima se multiplie par dix en cinquante ans, pour atteindre, en 1993, 40,9 % de la population nationale (INEI). Pendant la seconde moitié du XX^{ème} siècle, la population péruvienne passe d'être majoritairement rurale à principalement urbaine. En 1940, les habitants des villes représentaient à peine 35 % de la population nationale ; en 2007, ils en constituent 75 % (INEI). L'industrialisation du pays depuis les années 1950 se concentre ainsi dans la capitale et les grands centres urbains de la côte, qui comptent une abondante main-d'œuvre et un accès direct au commerce par voie maritime. La réforme agraire du gouvernement militaire de Juan Velasco Alvarado (1968-1975) sape irrévocablement le pouvoir des élites provinciales andines qui étaient à l'origine des courants pour la décentralisation. Bien que celle-ci figure dans la Constitution de 1979 comme dans celle de 1993, sa mise en place reste lettre morte jusqu'à la chute du gouvernement de Fujimori en 2000 (Contreras, 2000).

Dans ce contexte, le régime politique autoritaire de Fujimori entreprend, au cours des années 1990, une concentration inédite du pouvoir politique, administratif et économique dans la capitale. L'auto-coup d'État de 1992 met fin au processus de décentralisation initié par le premier gouvernement de García (1985-1990) auquel est substituée une stratégie de gestion favorisant les liens directs entre un État centralisé et un tissu social atomisé, au détriment des institutions et organisations intermédiaires (Huber, 2003 ; Degregori, 2000). Cette version verticale et technocratique de l'État affaiblit considérablement les partis politiques et les organisations de la société civile, favorisant la création de liens directs entre le gouvernement et les organisations sociales de base (Tanaka et Trivelli, 2002)⁵²². À partir de 1990, la croissance économique du pays creuse davantage encore

⁵²² Cette stratégie de gouvernance est bien illustrée par l'image, évoquée par Avila (2003), d'Alberto Fujimori qui arrive en hélicoptère dans les villages et communautés rurales, en y amenant l'État « pour la première fois ». Ce fonctionnement

les différences économiques entre Lima et le reste du pays (Lavrad-Meyer et Bos, 2015), car les revenus sont principalement réinvestis dans les importations et les services de la capitale (Gonzales De Olarte et Rossi, 2001). La combinaison⁵²³ du centralisme politique avec la croissance économique génère ainsi ce que Gonzales de Olarte (2000) définit comme un « cercle vicieux » de concentration du pouvoir.

Au début du nouveau millénaire, la concentration économique du Pérou est plus évidente que jamais : réunissant environ un tiers de la population nationale, la capitale héberge 60 % des activités industrielles et commerciales, produit 50 % du PIB national et 85 % des impôts à l'échelle nationale. Le gouvernement central perçoit 90 % des impôts et gère 92 % des dépenses publiques nationales (Olarte, 2001). Toutefois, les scandales de corruption et d'espionnage qui accompagnent la fin du gouvernement de Fujimori et la participation des mouvements régionaux à sa chute contribuent à relancer un processus de décentralisation désormais perçu comme nécessaire (Huber, 2003). Si le contexte international y est favorable et que les bailleurs de fonds se montrent enthousiastes, ce sont cependant les impératifs de la politique interne – notamment ceux d'une démocratisation de la part de la gauche et d'une flexibilisation de la part des technocrates – qui priment dans le processus de rédaction de la loi de Décentralisation (McNulty, 2015). La décentralisation semble offrir une solution globale : allègement de la charge fiscale de l'État, dynamisation des secteurs productifs locaux et consolidation de l'appareil démocratique (Grindle, 2009). En 2001, la loi des Bases de la Décentralisation (Loi n° 27783) voit le jour et, en 2002, des gouvernements régionaux et municipaux sont élus, impliquant dans un même mouvement le début d'un processus de transfert de compétences et de ressources. La réforme se voit cependant rapidement confrontée aux défis de devoir déléguer les pouvoirs dans un contexte de croissance économique et de conflit social. La sécurisation du modèle primo-exportateur engendre des « forces centripètes » dans la gestion territoriale, tandis que sa critique investit les nouveaux espaces créés par la réforme, engendrant ainsi des « forces centrifuges » internes à l'appareil étatique.

fait la force du gouvernement pour lequel clientélisme politique et populisme étatique se présentent comme des stratégies de choix pour avoir le soutien des groupes sociaux les plus pauvres et marginalisés, soit ceux qui, aujourd'hui encore, constituent le « socle » de l'électorat fujimoriste.

⁵²³ Alors que Gonzales de Olarte postule le caractère synchronique des deux phénomènes, Ramon Pajuelo (2016) suggère que le centralisme politique constitue la condition *sine qua non* de la réforme néolibérale de l'État et de la concentration économique qu'elle engendre.

7.1.1 Forces « centripètes » : la décentralisation face au modèle primo-exportateur

À la veille de la réforme, Efrain Gonzales de Olarte (2000) préconise deux solutions face au centralisme politico-économique péruvien : une décentralisation productive, qui viserait à différencier les secteurs et à attirer les investissements privés au niveau local, ou une décentralisation distributive qui chercherait à atteindre un partage plus équitable des ressources financières par le biais de politiques publiques. Finalement, le second modèle l'emporte : la réforme de décentralisation pose les bases pour une dévolution fiscale aux nouvelles institutions locales, mais ne touche que marginalement la question de la génération de revenus. À partir de 2004, l'application de la loi sur la Rente (*Ley de Canon*) donne lieu à un important transfert de ressources financières et de compétences vers les gouvernements infranationaux⁵²⁴. Ces transferts ne s'accompagnent cependant pas d'une délégation de la planification des activités productives locales : ce nouvel apport est au contraire strictement destiné à la construction d'infrastructures, ce qui limite les possibilités des gouvernements locaux d'investir dans le développement de leurs capacités institutionnelles ou dans la promotion des activités productives locales⁵²⁵ (Arellano Yanguas, 2011 ; Bey, 2010).

La décentralisation distributive ne fait ainsi que consolider l'activité minière comme principale ressource financière à l'échelle régionale, aggravant par là ce qu'Arellano Yanguas (2011) désigne comme la « malédiction *locale* des ressources »⁵²⁶. Bien que les attributions financières aux régions connaissent une hausse notable entre 2004 et 2008, celles-ci restent fortement dépendantes des aléas du marché des matières premières, qui affectent de façon inégale les revenus à l'échelle nationale et régionale⁵²⁷ (Arellano Yanguas et Mejía Acosta, 2014). De plus, l'agenda fiscal

⁵²⁴ La Ley de Canon (Loi n° 27506/2001) attribue 50 % des impôts sur les rentes minières aux régions d'extraction (dont 25 % au gouvernement régional, 10 % aux communes, 25 % aux municipalités provinciales et 40 % aux municipalités départementales).

⁵²⁵ L'extraction minière à ciel ouvert, nous l'avons vu dans le premier chapitre, n'a qu'un faible effet de dynamisation des marchés locaux, car elle requiert peu de main d'œuvre et les minerais sont exportés sans aucune transformation, alors que les profits générés sont principalement utilisés pour l'importation de biens « finis » (Gonzales de Olarte, 2000).

⁵²⁶ Contrairement aux attentes, l'attribution de l'impôt sur la rente à l'échelle locale a nourri la conflictualité sociale autour des activités minières, notamment les conflits « horizontaux » entre citoyens et administrations locales pour le contrôle de celle-ci, bien plus que les conflits « verticaux » entre les administrations locales ou les citoyens d'un côté et le gouvernement central ou les compagnies minières de l'autre (Arellano Yanguas, 2011 ; Remy, 2010).

⁵²⁷ Suite à la baisse des revenus miniers due à la crise financière de 2008, le gouvernement d'Alan García procède à une partielle « recentralisation » budgétaire qui pénalise les transferts d'argent vers les régions tout en maintenant les taux de croissance du gouvernement national (Paulini, 2010).

« localiste »⁵²⁸, qui encourage les acteurs privés à participer au développement local à travers le réinvestissement direct de leurs impôts⁵²⁹, contribue à la fragilisation des institutions locales de plus en plus dépendantes des capacités techniques et de gestion des entreprises (Arellano Yanguas, 2011 ; Eaton, 2015). Dix ans après cette législation, le bilan de la réforme est loin d'être positif. Le manque d'une correspondance claire entre les transferts financiers et les fonctions, ainsi que l'inadéquation avec les priorités locales et l'absence d'un cadre de formation des administrations, entraînent une superposition des compétences, un usage insuffisant ou inefficace des budgets attribués (Cotler, 2009) et une prolifération des cas de corruption⁵³⁰. Les contraintes pour l'emploi des fonds ont nourri une tendance à la réalisation de grands travaux à l'utilité limitée⁵³¹ et de projets de collecte de la rente minière, qui contribuent à la distorsion des marchés locaux du travail et des services en fonction des activités extractives (Arellano Yanguas, 2011). La répartition de la rente a d'ailleurs créé d'importantes inégalités budgétaires entre les différents gouvernements infranationaux, augmentant les raisons de conflit entre administrations locales pour la collecte des ressources financières (*ibid.* ; Remy, 2010). Ces considérations semblent confirmer celles de Marguerite Bey (2010 : 135), qui observe qu'« il est finalement plus aisé, pour un gouvernement, de décentraliser dans un contexte de pauvreté que de forte croissance économique ».

L'on pourrait convenir, avec Gonzales de Olarte (2006), que, en l'absence d'une différenciation des activités productives, toute décentralisation politique et administrative reste précaire car elle est finalement dépendante de la volonté politique du gouvernement central. Mais, si les ressources financières provenant du secteur minier ne favorisent pas le processus de décentralisation du pays, cela n'est pas exclusivement lié aux facteurs économiques. Arellano-

⁵²⁸ Arellano-Yanguas (2011) parle d'un nouveau paradigme « localiste » dans les politiques de développement des pays primo-exportateurs. Celui-ci consiste en : 1) la redistribution des rentes minières à l'échelle locale par l'intermédiaire des gouvernements infranationaux ; 2) la création d'instances de participation de la société civile, afin de décider comment employer la rente ; et 3) la promotion de l'engagement actif du secteur privé à l'échelle locale.

⁵²⁹ Cette politique fiscale encourage les compagnies minières à développer des stratégies d'intervention locale visant le développement économique et productif local, telles celles analysées dans le chapitre 2.

⁵³⁰ En 2014 et 2016, plusieurs scandales de corruption concernant les gouvernements régionaux éclatent. L'année 2014 s'achève avec l'emprisonnement de trois présidents régionaux (de Cajamarca, d'Ancash et de Puno), l'arrêt domiciliaire de celui de Cusco, la fuite de celui de Tumbes et l'arrestation du maire de Chiclayo. En 2016, des scandales de corruption frappent les gouvernements régionaux du sud andin (Cusco, Arequipa, Puno et Moquegua). Pour une carte des autorités enregistrées en 2017 pour avoir été mises en examen, voir : « Corrupción en Perú: el mapa de los gobernadores y alcaldes procesados », *AmericaTV* du 11.04.2017 (, dernier accès le 28/06/2017).

⁵³¹ Les critiques concernant l'efficacité des dépenses des gouvernements régionaux, souvent décrites comme des « cathédrales dans le désert », sont aussi à lire à la lumière de la collaboration manquée entre autorités régionales et nationales (Azpur, 2010). Pour une analyse des logiques locales de ces formes d'investissement infrastructurel, voir : Vincent (2014).

Yanguas et Mejía Acosta (2014a ; 2014b) montrent que, dans les économies primo-exportatrices, l'attribution des ressources financières relève principalement de l'alignement politique et de la capacité de négociation entre gouvernement national et gouvernements infranationaux. La limitation des transferts et des autonomies locales peut effectivement constituer, pour le gouvernement central, un moyen de s'assurer l'alliance politique des gouvernements infranationaux ou de contrôler l'action de ses adversaires politiques à l'échelle locale. Dans le cas péruvien, l'absence de débat institutionnel autour du modèle primo-exportateur (Azpur, 2010) contraint les gouvernements locaux désireux de s'assurer la continuité des transferts financiers à adhérer à la politique économique du gouvernement. La réforme distributive des rentes minières introduite après la suspension des projets Tambogrande en 2003 et Quilish en 2004 aurait, selon Arellano-Yanguas (2013), eu l'effet pervers de ralentir le processus de modification fiscale et institutionnelle du secteur minier. De fait, lorsque les administrations locales prennent parti contre les activités extractives, elles sont alors accusées de freiner le développement économique local (ce qui est, en l'absence d'alternatives économiques viables, assez vrai) et risquent de voir leurs fonds « gelés » par le gouvernement central.

Ces considérations aident à comprendre pourquoi la réforme de décentralisation semble procéder à reculons : le gouvernement García émet, notamment en 2008, des décrets qui vont dans le sens d'une limitation de certaines autonomies initialement attribuées aux régions⁵³², tel le processus de Zonage écologique et économique (ZEE)⁵³³, sur lequel je reviendrai dans la prochaine section. Le gouvernement d'Humala, qui lui fait suite, combine une « main de fer » face aux mobilisations sociales avec une politique axée sur les politiques sociales⁵³⁴, réaffirmant ainsi une approche de la décentralisation en termes de (re)distribution fiscale plutôt que de différenciation productive⁵³⁵. Le discours politique d'Humala – qui, au cours de trajectoire politique, passe d'un projet de « grande

⁵³² Il me semble important d'appréhender les délais d'application et les inversions de tendance comme les manifestations d'une volonté politique plutôt que comme des « erreurs » de fonctionnement. À ce sujet, je rejoins Nicolas Merveille qui déclare : « J'appréhende, quant à moi, le dysfonctionnement de l'administration péruvienne non comme le symptôme d'une quelconque "pathologie" du régime politique mais plutôt comme l'expression symptomatique de logiques sociales qui découlent des règles de la vie collective au Pérou » (2014 : 61).

⁵³³ Mécanisme participatif prédisposé par le décret suprême n° 087-2004-PCM, visant à fournir une base technique pour l'aménagement territorial (*Proceso de Ordenamiento Territorial*) à la charge des administrations locales.

⁵³⁴ Le gouvernement d'Humala fait partie de ceux ayant connu les taux les plus élevés de protestations violentes depuis la transition démocratique. La première année de son mandat est marquée par 15 morts et plusieurs blessés graves, tous victimes de l'action policière et des forces armées. Durant cette période, trois protestations font la une : la mobilisation contre Minas Conga (région de Cajamarca), celle contre la compagnie Xstrata Tintaya (province d'Espinar, région de Cuzco) et celle de la communauté de Cañaris contre le projet Cañarico (région de Lambayeque). Dans les trois cas, le gouvernement opte pour l'envoi des forces de l'ordre sur place et l'arrestation des manifestants et des autorités impliquées.

⁵³⁵ Pour une discussion au sujet de la décentralisation productive, voir : Gonzales de Olarte (2001).

transformation » anti-néolibéral à un projet d' « inclusion » que l'on pourrait qualifier de post-néolibéral⁵³⁶ – est consacré par la création du ministère du Développement et de l'Inclusion Sociale (MIDIS) en octobre 2011. Les trois programmes « phares » du gouvernement – *Beca 18*⁵³⁷, *Juntos*⁵³⁸ et *Pensión 65*⁵³⁹ – dépendent directement du ministère, dont l'action contourne les instances locales et établit un lien direct avec les bénéficiaires – logique qui rappelle fortement la politique centraliste de Fujimori. Le financement de ces programmes est de plus explicitement lié à la rente minière, comme illustré dans la figure ci-dessous (Fig. 81) qui montre la contribution fiscale du secteur minier au budget des trois programmes sociaux du gouvernement (à droite) et des travaux d'infrastructure et d'éducation (à gauche)⁵⁴⁰. Cela explique alors pourquoi, à l'occasion des mobilisations en opposition au projet Conga, le président Humala souligne la volonté du gouvernement de garantir que « la croissance se convertisse en des opportunités pour tous », et pourquoi il rappelle « l'importance de l'investissement minier pour atteindre la croissance souhaitée avec inclusion »⁵⁴¹.

⁵³⁶ Par « post-néolibéralisme » nous faisons référence à un nouveau consensus, issu de la critique du Consensus de Washington, dont l'élément peut-être le plus distinctif est le « retour » de l'État dans la gestion de l'économie nationale et dans l'implantation des politiques sociales. Ce consensus trouve notamment son expression dans les nouvelles politiques de développement et dans l'action des gouvernements de gauche latino-américains depuis la fin des années 1990. Le post-néolibéralisme, comme le néo-libéralisme, est constitué d'un ensemble de pratiques économiques et de gouvernance productrices de nouvelles subjectivités et formes de citoyenneté (Radcliffe, 2012).

⁵³⁷ Bourses et prêts dans l'enseignement supérieur destinés à de jeunes ayant d'excellents résultats scolaires et vivant dans des conditions de pauvreté ou d'extrême pauvreté.

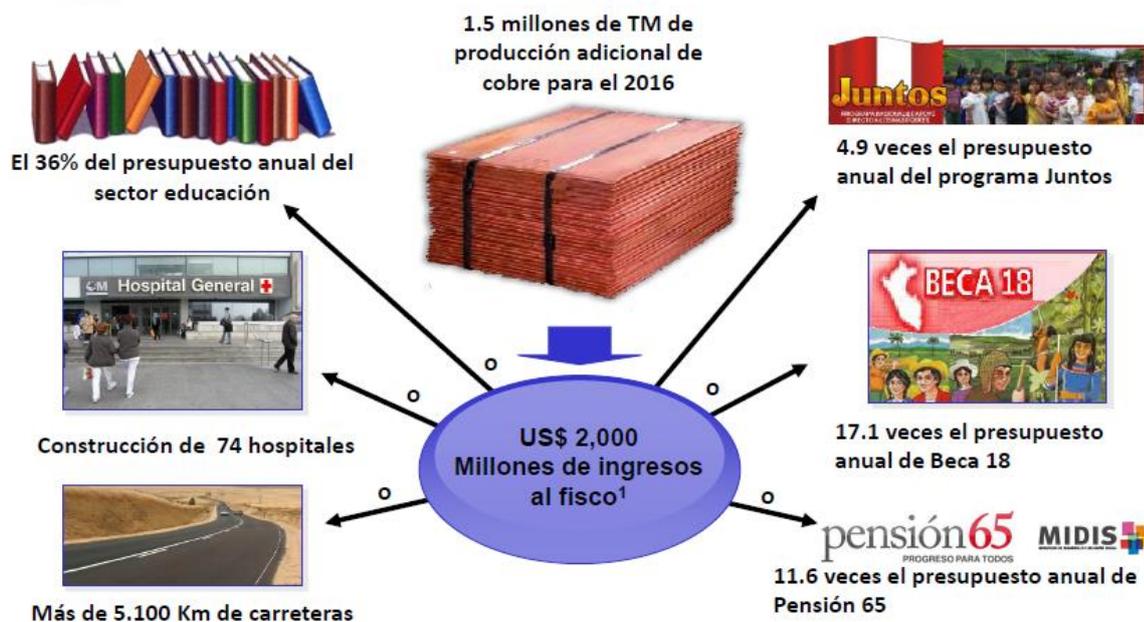
⁵³⁸ Transfert conditionnel de fonds aux familles se trouvant en situation d'extrême pauvreté.

⁵³⁹ Aide destinée aux citoyens de plus de 65 ans vivant dans une situation d'extrême pauvreté.

⁵⁴⁰ Ce choix d'investir une partie des profits du secteur extractif dans les programmes sociaux fait écho à la stratégie idéologique et électorale déjà mise en place par Morales en Bolivie (Humphreys Bebbington et Bebbington, 2010) et par Correa en Équateur, soit ce que Gudynas (2009) dénomme « néo-extractivisme ».

⁵⁴¹ « *Que el crecimiento se traduzca en oportunidades para todos* » et « *La importancia de la inversión minera para alcanzar el crecimiento deseado con inclusión* ». Source : www.presidencia.gob.pe/pronunciamiento-del-presidente-de-la-republica-ollanta-humala-tasso-sobre-el-proyecto-minero-conga (dernier accès le 24/10/2014).

El ciclo virtuoso de la minería fomenta la inclusión social



1 Average price of copper 2013 of the main Investment Banks – Bloomberg assumed: \$ 8,000 /ton

Fig. 81 – Illustration « Le cercle vertueux de l'extraction minière nourrit l'inclusion sociale ». Source : Rapport d'Edgardo Alva Bazán, Directeur général des Mines, « Aspectos Generales de Regulación sobre Seguridad y Salud Ocupacional en el Sector Minero », Ministère de l'Énergie et des Mines, 2014. Disponible sur (dernier accès 02/06/2018)

Comme évoqué supra, en 2001, la réforme de décentralisation naît d'une volonté politique de consolider la démocratie et de réduire les inégalités sur le territoire national (Bey, 2010). Le consensus autour de la réforme est ainsi le produit tant d'une vision de justice sociale que des principes de gouvernabilité néo-libérale : optimisation des ressources locales, flexibilisation de l'apparat bureaucratique et *empowerment* des électeurs au travers des gouvernements locaux (Remy, 2008). Alors que ces deux paramètres convergent dans le sens d'une délégation de l'État vers le secteur privé, la société civile et les instances locales, leur traduction locale varie considérablement d'une localité à une autre (Grindle, 2009), en fonction du contexte productif et organisationnel de chacune d'elles (Arce, 2014). Dans certaines régions qui ont déjà expérimenté la participation citoyenne, les espaces et ressources engendrés par la décentralisation favorisent alors une certaine institutionnalisation du mécontentement envers le modèle primo-exportateur et des demandes de plus grande autonomie des gouvernements locaux dans les politiques de gestion territoriale.

7.1.2 Forces « centrifuges » : les institutions locales face à l'expansion minière

La loi des Bases de la Décentralisation, promulguée en 2001, décrète la création de gouvernements régionaux, établissant ainsi une échelle supplémentaire de gouvernement entre les administrations locales municipales et provinciales et le gouvernement national. Dès le début du processus de rédaction de la loi, les enjeux politiques internes priment sur les orientations indiquées par les bailleurs de fonds. Dès lors, la question de comment déléguer « sans perdre le contrôle » s'impose (McNulty, 2011). La conception des espaces de participation citoyenne est notamment influencée par la volonté des partis nationaux d'assurer leur présence au sein des gouvernements régionaux et de limiter l'ingérence des organisations liées à la gauche extra-parlementaire, telles les Tables de concertation (*Mesas de Concertación*) décrites dans l'encadré XIV.

XIV. Les *Mesas de Concertación*

Les premières *Mesas de concertation* naissent dès les années 1980, principalement à l'initiative de la « Gauche Unie » (*Izquierda Unida*), ou en lien avec celle-ci. *Izquierda Unida* est une coalition de mouvements et partis de gauche constituée suite aux élections présidentielles de 1980, emportés par Fernando Belaúnde Terry et son parti Acción Popular. A ce moment, les tables de concertation sont principalement une manière de consolider la présence de la gauche dans la politique locale, ce qui vaudra effectivement à la coalition la place de troisième force politique nationale dans les élections municipales de 1981.

La refondation des Tables de concertation au cours des années 1990 est en revanche principalement liée aux ONG travaillant sur les questions de participation citoyenne et de développement, dans une optique de consolidation du capital social (Avila, 2003). En 2001, ces espaces sont institutionnalisés par décret suprême comme *Mesa de Concertación de Lucha contra la Pobreza*⁵⁴² (MCLP). La création et le financement des *Mesas* sont représentatifs de la première phase après la transition démocratique, marquée par la promotion des organisations de la société civile et l'encouragement de la participation citoyenne à la politique locale. Les MCLP constituent des forums hybrides, réunissant des acteurs institutionnels, du secteur privé et de la société civile. Elles s'articulent à l'échelle locale, provinciale et régionale, et sont financées avec un petit budget public issu de dons, de fonds propres et de financements de la coopération internationale. Dans certaines régions, les MCLP ne se forment qu'à partir de 2001, alors que dans d'autres elles héritent directement des expériences des *Mesas de Concertación* au cours des années 1990. Tel est le cas de Cajamarca où, depuis 1993, une *Mesa* opère en coordination avec la municipalité provinciale. À partir de 2001, cette MCLP constitue notamment un espace de discussion et de collaboration important pour les organisations de la société civile et les ONG critiques envers l'activité minière dans la région (Diez 2003).

⁵⁴² Tables de Concertation de Lutte à la Pauvreté

Si ces espaces de concertation sont conçus de façon à en restreindre l'impact dans les enjeux électoraux, cela n'a pas empêché les partis nationaux d'assister à l'érosion de leur présence politique à l'échelle régionale. En 2002, lors des premières élections des gouvernements locaux, les partis nationaux remportent 17 des 25 présidences régionales, mais les élections de 2006 et 2010 voient leur déclin au bénéfice de coalitions politiques régionales rassemblant des candidats de différents horizons politiques. Des mouvements régionaux très différents les uns des autres obtiennent la présidence de 8 régions en 2002, de 21 en 2006 et de 19 en 2010. La crise des partis politiques nationaux – fruit de la déstructuration politique des années 1980⁵⁴³ – témoigne d'un paysage politique fragmenté et d'une brèche entre les échelles politiques locale et nationale qui ne semble pas se réduire avec le temps⁵⁴⁴. Généralement identifiée comme une limite ou un dysfonctionnement de l'appareil démocratique (Crabtree, 2011 ; Vergara 2012), c'est précisément cette brèche entre les deux échelles qui permet l'institutionnalisation d'une critique des activités extractives.

Au vu de la remarquable continuité de la politique économique nationale depuis les années 1990 et de l'absence d'un débat politique à ce sujet, c'est dans les « failles » entre l'échelle nationale et la locale, ainsi que dans les nouveaux espaces ouverts par la décentralisation, que s'exprime la critique du modèle primo-exportateur. On observe ainsi, dans certaines municipalités ayant connu d'importantes mobilisations contre les activités extractives, des militants accéder aux mairies et des hommes politiques ayant pris position contre l'extraction minière accéder aux gouvernements régionaux. Le premier cas est celui de Francisco Ojeda Riofrío, président du *Frente de Defensa del Valle de San Lorenzo y Tambogrande* et leader local de l'opposition au projet minier de Manhattan Minerals, qui est élu maire de la ville de Tambogrande (région de Piura) en 2002. De la même manière, Edy Benavides Ruiz, président du *Frente de Defensa de Hualgayoc-Bambamarca* (FDHB)

⁵⁴³ Suite à la transition démocratique des années 1978-1980, la politique péruvienne entre dans une phase de dynamisation et de renouvellement. Un certain nombre de représentants des secteurs « émergents » accèdent alors à la politique formelle (Avila, 2003). Cette démocratisation de la représentation politique est ralentie, notamment dans les Andes centrales et du sud, par le conflit interne (1980-2000). Au cours des années 1990, sous le gouvernement autoritaire de Fujimori, on observe une émergence renouvelée de candidats d'origine paysanne et populaire à l'échelle locale (García 2005). La vivacité de la politique locale ne constituait vraisemblablement pas une menace pour le régime de Fujimori – raison pour laquelle elle a pu se développer sans grandes difficultés. Cependant, vers la fin des années 1990, certaines de ces organisations locales servent de base à la formation de réseaux et d'ONG ayant pour objectif la promotion de la démocratisation et de la participation citoyenne par le bas, dans un contexte de critique croissante du régime de Fujimori. De ces réseaux émergent notamment les *Mesas de concertación*.

⁵⁴⁴ Certains expliquent cette brèche par l'incapacité des partis à se rallier aux organisations politiques et civiles présentes sur le territoire (Crabtree, 2010), tandis que d'autres y voient plutôt le signe de la pauvreté du débat politique et des limites de la participation politique de la société civile (Vergara 2012).

et leader de l'opposition locale au projet Conga, est élu maire de la commune de Bambamarca en 2014. Pour sa part, Juan Manuel Guillén, élu de la province d'Arequipa pour la période 1998-2002, a été élu à la présidence régionale deux fois consécutives, en 2006 et 2010, grâce à sa participation à l'*Arequipazo*⁵⁴⁵. De même, Gregorio Santos Guerrero, dirigeant syndical ayant participé aux mobilisations contre le projet Quilish en 2004 et contre le projet Conga en 2011, est élu président régional de Cajamarca à deux reprises, en 2010 et 2014. Si les positionnements des leaders et des candidats ne sont certainement pas libres de tout calcul politique, leur élection n'en est pas moins un indice important du poids des postures critiques envers les activités extractives auprès d'une partie de l'électorat local. Ainsi, à partir de 2002, quatre principaux modes d'intervention des institutions locales dans la limitation des activités extractives se dessinent : la convocation à des référendums populaires (*consultas populares*), la création de réserves naturelles, la mise en œuvre de politiques d'aménagement territorial et le soutien aux mobilisations sociales. La reproduction de ces modes opérationnels dans différentes localités laisse entrevoir la constitution d'un véritable « répertoire d'action » (Tarrow, 1993) institutionnel dans le cadre des oppositions locales aux projets miniers.

La première *consulta popular* est organisée en 2002 par le maire de Tambogrande, dans la région de Piura, au sujet du projet minier de Manhattan Minerals : 74 % de la population participe au référendum, et 98 % des votants se prononcent contre le projet minier. Bien que ce vote ne soit juridiquement pas valide – car, au vu de la loi régulant l'activité minière, la consultation de la population n'a pas de valeur légale – l'évènement bénéficie d'une forte visibilité à l'échelle nationale et internationale. Plusieurs ONG internationales participent notamment à l'organisation et à l'observation des votes. En 2003, suite à la campagne de communication mentionnée plus haut, le ministère de l'Énergie et des Mines (MINEM) annule le projet minier, justifiant sa décision par le fait que la compagnie ne remplisse pas tous les prérequis fiscaux. Il s'agit là d'une victoire inédite, qui crée un précédent important au Pérou, ainsi que dans d'autres pays latino-américains⁵⁴⁶. En 2007, trois maires de la région de Piura appellent à des référendums sur le projet Minera Majaz-Río

⁵⁴⁵ En 2002, ces mobilisations ont paralysé la région d'Arequipa, pour lutter contre la décision du gouvernement d'Alejandro Toledo de privatiser trois entreprises publiques : EGASA, EGESUR (entreprise d'électricité) et SADAPAR (eau potable).

⁵⁴⁶ Walter et Urkidi (2015), dans un article sur les consultations populaires au sujet des projets miniers en Amérique latine, mentionnent les cas suivants : Pérou (2002, 2007, 2008, 2009 et 2012), Argentine (2003 et 2012), Équateur (2011), Colombie (2009), Guatemala (57 référendums municipaux entre 2005 et 2012).

Blanco⁵⁴⁷ ; en 2012, une consultation est organisée dans la région de Lambayeque au sujet du projet Cañarico⁵⁴⁸ ; puis une autre en 2013 dans la région de Tacna pour le projet Pucamarca⁵⁴⁹.

Une autre façon, pour les gouvernements locaux et régionaux, de participer à l'opposition aux projets miniers est de créer des réserves naturelles dans les zones de future exploitation, afin d'empêcher les activités d'extraction. À ma connaissance, le premier cas de ce mode d'opposition au Pérou est celui de l'Ordonnance provinciale n° 012 de la municipalité de Cajamarca qui déclare le Mont Quilish, zone de future expansion des activités de Minera Yanacocha S.A., « réserve naturelle protégée ». L'entreprise fait appel en justice pour faire valoir ses droits de concession⁵⁵⁰. Elle obtient ainsi en 2004 le feu vert du MINEM. Cependant, suite aux manifestations qui paralysent la région pendant plusieurs jours, le Ministère fait marche arrière et interdit la poursuite des travaux de la compagnie qui, peu après, renonce au projet. Une situation similaire se produit quelques années plus tard, nous l'avons vu, avec le projet minier Minas Conga : l'Ordonnance municipale n° 020 de la mairie provinciale de Celendín, en 2004, et l'Ordonnance régionale n° 036 en 2011, qui déclarent la zone des lacs de Conga « réserve naturelle », sont invalidées par le tribunal constitutionnel⁵⁵¹, mais, suite aux mobilisations locales, le gouvernement et la compagnie optent finalement pour la suspension du projet.

Les institutions et organisations locales essayent aussi de circonscrire les activités minières par les politiques de planification et gestion territoriale décrétées par la réforme de décentralisation, qui offrent un nouveau moyen d'action face aux concessions minières qui sont quant à elles de

⁵⁴⁷ Projet minier de Manhattan Minerals qui fait l'objet de plusieurs manifestations d'opposition à partir de 2003. En 2005 se produit un fait qui suscite l'indignation du public national et international : 28 manifestants sont arrêtés par les forces de police et le personnel de sécurité de la compagnie minière, puis sont détenus illégalement et torturés pendant plusieurs jours (Bebbington et al. 2007). En 2009, suite à l'incendie des bureaux de la compagnie minière, le gouvernement suspend le projet jusqu'en 2015 – année durant laquelle il reçoit l'autorisation d'entamer les travaux de construction.

⁵⁴⁸ Projet minier de la compagnie Candente Copper, localisé dans les communes d'Incahuasi et de Cañaris (région de Lambayeque), sur un territoire appartenant à la communauté paysanne Cañaris. La communauté organise, en 2012, un référendum sur l'exploitation : 95 % des votants se prononcent contre le projet en question.

⁵⁴⁹ Projet minier de la compagnie Minsur, situé à la frontière entre le Pérou et le Chili, à une altitude d'environ 4 000 mètres, dans la région de Tacna. En 2013, la mairie de la capitale régionale convoque à une consultation populaire sur le projet : 70 % de la population y participe, dont 98 % se prononçant contre le projet minier.

⁵⁵⁰ La compagnie a initialement recours au tribunal de Cajamarca qui, en 2001, juge la motion irrecevable. En 2003, le gouvernement régional de Cajamarca fraîchement élu valide le décret par l'émission d'une résolution régionale (Resolución 007-2003-GRCAJ-CR). Cependant, MYSA présente l'ordonnance au tribunal constitutionnel qui, au mois d'avril de la même année, donne raison à la compagnie et l'autorise à entamer les travaux d'exploration dans la zone.

⁵⁵¹ La sentence est justifiée sur la base de deux éléments : la régulation des activités minières à moyenne et grande échelle relève des compétences du gouvernement national, et non pas des gouvernements régionaux ; par ailleurs, seule l'Autorité nationale de l'eau (ANA) a la faculté de déclarer des aires protégées pour leur potentiel hydrique. En substance, le tribunal réaffirme l'autorité exclusive des instances nationales dans la régulation des activités minières.

compétence nationale. Le processus de Zonage écologique et économique (ZEE) régional, établi en 2004, a pour but de fournir une base « technique et participative » au processus d'aménagement territorial de l'échelle locale à l'échelle nationale⁵⁵². En 2007, la région de Cajamarca fait partie des premières régions à entamer ce processus : l'équipe technique de la ZEE, une unité détachée de la *Gerencia Regional de Recursos Naturales y Medio Ambiente*⁵⁵³ (RENAMA), a le soutien technique de la coopération allemande et de plusieurs ONG locales et internationales⁵⁵⁴. En 2009, l'Association des entreprises minières actives dans la région, le *Grupo Norte*⁵⁵⁵, rejoint le processus. Les divergences ne tardent pas à émerger : en 2010, le modèle hydrologique adopté par l'équipe technique fait débat. L'importance du modèle consiste dans le fait d'identifier et de localiser les têtes de bassin versant, zones de captation des eaux protégées par la loi des Ressources Hydriques (n° 29338) de 2009. Les têtes de bassin ne sont par contre pas clairement définies par la loi, ce qui laisse une marge d'interprétation assez ample. Le modèle retenu par l'équipe technique de la ZEE identifie la zone de tête de bassin à un vaste territoire sur lequel se trouvent deux projets miniers déjà en marche et d'autres en phase d'exploration ou de construction⁵⁵⁶. Suite à ce choix, le *Grupo Norte* abandonne le processus et adresse une lettre au gouvernement régional demandant l'invalidation du document pour des erreurs dans le calcul de l'approvisionnement pluvial de la zone. Le gouvernement régional valide tout de même le document⁵⁵⁷, s'attirant ainsi les critiques du ministre de l'Environnement (MINAM) et du *Grupo Norte*, qui accusent le document d'être incomplet et biaisé, et le gouvernement régional de s'arroger les compétences du gouvernement national. En 2011, un décret ministériel modifie la réglementation relative au ZEE, obligeant à ce que toutes les étapes du processus soient validées par le MINAM (Preciado Jeronimo, Rap et Vos, 2015).

⁵⁵² Le ZEE a notamment pour but d'identifier et de caractériser les territoires destinés de préférence à différentes activités productives (agriculture et élevage, industrie, tourisme, extraction), à la conservation (parcs et réserves naturelles) ou à la patrimonialisation (patrimoine archéologique et/ou culturel). L'élaboration du ZEE relève des gouvernements régionaux, et compte avec la participation des municipalités et des habitants.

⁵⁵³ Bureau de gestion régionale des ressources naturelles et de l'environnement

⁵⁵⁴ La Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), Ingenieros sin Fronteras (IST), le Grupo de Formación e Intervención para el Desarrollo Sostenible (Grufides), le Centro Ecuémico de Promoción y Acción Social (CEDEPAS), l'Instituto CUENCAS et le Consorcio Interinstitucional para el Desarrollo Regional (CIPDER) font partie du conseil consultatif (Preciado Jeronimo, Rap et Vos, 2015).

⁵⁵⁵ Groupe Nord.

⁵⁵⁶ Projets déjà en marche : Minera Yanacocha et Cerro Corona. Projets en phase d'exploration : Minas Conga, Galeno, Michiquillay, La Zanja et Tantahuatay. Le document indique que les activités extractives sont « déconseillées » sur ce territoire en raison de la « haute valeur écologique » de la zone (Preciado Jeronimo, Rap et Vos, 2015).

⁵⁵⁷ OR N.018-2010-RGCAJ-CR.

Un dernier moyen par lequel les élus locaux et leur administration s'opposent à l'expansion des activités extractives est le soutien des mouvements sociaux locaux. Dans de nombreuses localités, les autorités locales ont participé aux manifestations et à l'organisation des consultations populaires. Tel est le cas pour les projets Tambogrande (2002), Quilish (2004), Majaz (2007), Conga et Tantahuatay (2012). Les élus locaux ont parfois pris personnellement part aux mobilisations et contribué aux activités de protestation (mise à disposition d'espaces, de moyens de transport, etc.), bien que leur participation soit interdite et l'emploi de fonds publics à cette fin soit illégal. Cela a conduit à l'arrestation de certains hommes politiques locaux : en 2012, Oscar Mollohuanca, maire de la province d'Espinar (région de Cuzco), est arrêté et placé en détention préventive durant cinq mois pour sa participation aux mobilisations contre le projet Tintaya de Minera Xstrata. De même, Gregorio Santos Guerrero, président régional de Cajamarca, accusé de corruption passive, d'association illégale et de collusion contre l'État⁵⁵⁸, est arrêté et emprisonné préventivement en mai 2014 pour une durée de 14 mois.

Les réactions à ces stratégies politiques locales illustrent bien les tentatives des gouvernements nationaux de limiter les poussées « centrifuges ». Pour cela elles en réduisent les initiatives administratives et les budgets à disposition des gouvernements locaux, elles interdisent aux élus de participer ou de soutenir les mobilisations et re-centralisent les compétences concernant l'aménagement territorial. D'une part, les réactions de l'État central aux initiatives locales témoignent de l'ambiguïté de la réforme de décentralisation, par laquelle on crée des espaces d'autonomie pour ensuite tenter de les contrôler et, d'autre part, elles permettent d'apprécier l'initiative des acteurs locaux qui, tout en disposant d'une marge de manœuvre très limitée, se saisissent des institutions et compétences locales créées par la réforme afin d'augmenter leur implication dans les décisions qui concernent leur territoire. En dépit de toutes ces limites structurelles et politiques, la décentralisation a mis de nouvelles ressources et compétences à la disposition des acteurs locaux. Ainsi elle fournit de nouveaux instruments d'opposition à l'expansion des activités minières, en particulier dans les régions où l'organisation de la société civile se conjugue à la critique des activités extractives.

⁵⁵⁸ L'accusation de collusion contre l'État (*colusión en agravio del estado*) survient directement des propos tenus par Santos dans ses interventions publiques lors des mobilisations contre Minas Conga. Les accusations de corruption (*cohecho pasivo*) et d'association illégale (*asociación ilícita*) ont, en revanche, un lien moins direct avec les manifestations, bien que, parmi les chefs d'accusation, figure aussi l'usage de fonds publics pour les activités de mobilisation.

La décentralisation des politiques publiques implique des formes de socialisation et d'action politiques qui ne se cantonnent pas à négocier un plus grand contrôle sur le territoire local mais visent aussi à exercer « un rôle politique et réformateur sur la politique nationale » (Pleyers et Merklen, 2011 : 27). Effectivement la création d'instances et de processus participatifs par le biais de la réforme conduit à une certaine institutionnalisation de la critique des activités minières, ce qui contribue à créer un espace de débat sur le modèle primo-exportateur. Ce changement d'échelle – de la critique locale vers le débat national – ne serait cependant pas possible en l'absence d'organisations intermédiaires qui permettent de « cumuler » les expériences politiques locales et de les faire « remonter » vers les institutions de l'État. Ces intermédiaires sont, à l'heure actuelle, constitués d'anciennes organisations communistes et corporatistes, et de nouvelles organisations éco-socialistes et indigènes qui canalisent les oppositions locales aux activités extractives dans une critique plus large du modèle primo-exportateur. Ainsi faisant, ces organisations se positionnent dans les enjeux électoraux nationaux et constituent une nouvelle opposition politique dans l'arène nationale.

7.2 Anciens et nouveaux acteurs sur la scène nationale

Pour autant, l'intensification des activités extractives depuis les années 1990 et les limites de la décentralisation n'expliquent pas à elles seules l'augmentation des conflits sociaux et l'effervescence de la société civile dans le Pérou actuel. Ce phénomène, que l'on peut appréhender comme une re-politisation de l'action collective (Arce 2014), doit être situé dans un contexte d'ouverture du champ politique qui s'est produite depuis la transition démocratique de 2000. Le retour à la démocratie a permis à la fois la réactivation d'organisations politiques affaiblies au cours de la décennie précédente et la naissance de nouvelles formes d'organisations sociales et politiques progressistes.

En dépit de l'effondrement du Sentier Lumineux et de l'arrestation de son principal idéologue, Abimael Guzmán, en 1992, la peur de la violence politique hante le Pérou jusqu'à ce jour. Ainsi, l'usage politique du spectre terroriste par le gouvernement de Fujimori a contribué à marginaliser les principales organisations syndicales et politiques progressistes tout au long des années 1990 : la gauche péruvienne, deuxième bloc électoral pendant les années 1980, se voit alors minée à sa base. Si, ailleurs en Amérique latine, les années 1990 sont une période d'intense mobilisation sociale, au

Pérou elles sont au contraire marquées par la déstructuration et la démobilisation des organisations de la société civile. Ce n'est qu'avec la chute du gouvernement de Fujimori, dans un contexte d'ouverture démocratique du pays, que s'ouvre un processus de reconstruction de l'aile progressiste. La forte croissance économique – dont la répartition inégale rend la question de la redistribution d'autant plus prégnante – contribue à créer le besoin d'un nouveau langage de justice sociale. Or, au Pérou, toute lecture classiste de la société renvoie inévitablement au terrorisme, et les principaux syndicats et partis de gauche sont profondément délégitimés par leur criminalisation ou cooptation sous le régime de Fujimori. Dans ce cadre, les mobilisations sociales contre les activités extractives offrent depuis le début du millénaire un terrain fertile à l'articulation entre anciennes et nouvelles aspirations de changement social. Le cadrage (Benford et Snow, 2000) de la critique du modèle primo-exportateur met en lien les inégalités socio-territoriales internes avec l'impérialisme économique et le néo-libéralisme, combinant ainsi une revendication de souveraineté nationale avec des demandes de justice sociale et environnementale. Outre le fait de rassembler plusieurs mouvements sociaux – agraires, *cocaleros*, écologistes, féministes, de droits humains, indigènes, syndicaux, régionaux et de femmes populaires (Scurrah et Bielich, 2010) – les mobilisations contre l'extraction minière et, par extension, contre le modèle primo-exportateur fournissent une plateforme commune tant pour les « habitués » de la gauche politique que pour les nouveaux acteurs et partis politiques.

Ces mobilisations, qui, au cours de la dernière décennie, ont dépassé le niveau local, ont notamment favorisé la formation de nouvelles alliances politiques intersectorielles et inter-régionales, qui se sont par la suite engagées dans le jeu électoral national. D'abord, la grève amazonienne de 2009⁵⁵⁹ conduit à la naissance du parti socio-écologiste *Tierra y Libertad*, puis l'affaire Conga contribue à la formation d'une l'alliance électorale, le *Frente Amplio*⁵⁶⁰, qui se positionne à la troisième place aux présidentielles de 2016. Le conflit Conga, premier conflit social sous le gouvernement d'Humala (2011-2016), contribue notamment au lancement de deux candidatures aux élections présidentielles de 2016. L'une est celle du président régional de Cajamarca, Gregorio Santos

⁵⁵⁹ Grève décrétée en 2009 par la principale organisation indigène d'Amazonie, AIDSESEP, contre un projet de loi visant la commercialisation d'amples portions du territoire amazonien. Voir chapitre 4.1.1, note 313

⁵⁶⁰ Le Frente Amplio compte : le *Movimiento Nueva Izquierda* (MNI), le parti *Frente Popular*, le *Partido Comunista Peruano* (PCP), le *Partido Comunista del Perú - Patria Roja* (PCP-PR), le parti *Frente Obrero Campesino Estudiantil Popular* (FOCEP), le *Partido Socialista Revolucionario* (PSR), le *Comité Malpica*, le *Movimiento Pueblo Unido*, le *Partido Nacionalista de las Comunidades Andinas* et le *Frente Democrático Popular* (FDP). Pour plus d'informations, voir <http://www.frenteamplio.pe/> (dernier accès 18/05/2017).

Guerrero, et l'autre est celle de la congressiste Cuzquénienne, Verónica Mendoza. Si Santos est un homme politique formé au sein du parti communiste *Patria Roja*, Mendoza est une jeune femme cosmopolite issue de la petite bourgeoisie de Cuzco qui s'est initiée à la politique en milieu universitaire. Or, le succès électoral de ces deux candidats est lié au rôle que chacun d'eux a joué dans les conflits miniers et les mobilisations sociales au cours de la législature précédente. Leurs trajectoires politiques permettent d'observer les convergences et les divergences entre « ancienne » et « nouvelle » gauche⁵⁶¹ dans la politique nationale, ainsi que le rôle de la critique du modèle primo-exportateur dans le « retour » de la gauche au Pérou.

7.2.1 « Retour de la gauche » et critique du modèle primo-exportateur

« L'ancien communiste anticapitaliste du XIX^{ème} siècle s'est déguisé en protectionniste durant le XX^{ème} siècle, pour changer une fois de plus de costume au XXI^{ème} siècle et prendre celui de l'environnementaliste »

(Alan García Perez, 2007)

En 2007, dans son article aussi célèbre que controversé, « *El Síndrome del Perro del Hortelano* » (Le syndrome du chien du potager), le président Alan García faisait état du programme économique de son gouvernement : commercialisation des ressources naturelles, formalisation de la propriété foncière, encouragement des investissements étrangers, priorité aux grandes entreprises pour la création d'emplois, etc. García identifiait deux entraves à ce projet de développement national : d'une part, les populations indigènes et les « fausses communautés paysannes » possédant de grandes étendues de terre dont elles ne font un usage que marginal ; d'autre part, les « communistes » reconvertis en « environnementalistes » qui empêcheraient les régions riches en ressources minières de « sortir de la pauvreté » en les exploitant (García Perez 2007). Dans ce manifeste néo-libéral aux tons autoritaires et racistes (Drinot, 2011), le président García fait

⁵⁶¹ Le concept même de « gauche » devient difficile à définir. D'une part, la remise en question du projet marxiste à l'échelle globale a affaibli l'infrastructure idéologique de la gauche historique (socialiste ou communiste), amenant de nombreux partis à adopter la dénommée « troisième voie », soit la réconciliation de la pensée néo-libérale avec la pensée social-démocrate. D'autre part, la diffusion de certaines revendications historiquement de gauche (telle la laïcité en France) sur l'ensemble de l'éventail politique et l'essor du populisme de droite en Europe ont privé les partis réformistes de leur identité propre, ainsi que d'une partie de leur électorat. Suivant Norberto Bobbio (1996), nous pouvons définir la « nouvelle gauche » comme une pluralité de discours et d'affiliations politiques que l'on peut distinguer par leur rapport à l'égalité : alors que la « nouvelle droite » aurait adopté un discours d'égalité exclusive (où l'égalité de certains se fait au prix de l'exclusion d'autres), la « nouvelle gauche » continuerait à avoir un discours d'égalité inclusive (où l'égalité est un horizon commun pour tous les êtres humains au-delà de leur classe, race, genre, sexualité, religion, etc.).

l'amalgame entre ennemis sociaux (peuples indigènes de l'Amazonie, communautés paysannes andines et côtières) et ennemis politiques (communistes, protectionnistes et environnementalistes). Extrêmement réducteur quant à la complexité sociale et politique nationale, cet amalgame évoquait une crainte issue des derniers résultats électoraux, où les départements andins et amazoniens avaient montré un certain penchant pour les candidats critiques envers le modèle primo-exportateur. Au moment où García écrivait son texte, ce vote de défiance s'exprimait notamment dans les résultats obtenus par le candidat du parti Nationaliste, Ollanta Humala Tasso, aux élections de 2006⁵⁶².

La tendance du vote des années 1980, selon laquelle les électeurs des régions du sud andin votaient à gauche alors que ceux de la côte votaient à droite, s'est interrompue avec l'arrivée de l'« outsider » politique Alberto Fujimori qui, en 1990, était parvenu à fédérer le vote majoritairement progressiste des provinces andines avec celui plus conservateur des secteurs populaires de Lima. Au cours des années 1990, dans un climat de crise des partis traditionnels, les affiliations politiques laissent la place à des affiliations reposant sur le statut socio-économique, la « pauvreté » orientant alors le vote vers des candidats promettant de répondre aux besoins des classes populaires (Lavrard-Meyer, 2007). Si, pendant ces périodes, les départements andins privilégient les « outsiders » politiques – Fujimori en 1990, Toledo en 2001, Humala en 2006 et 2011 –, dont les origines provinciales ou « andines » les rendent impopulaires auprès des élites et des classes moyennes des grandes villes et des régions côtières⁵⁶³ (Mesclier et Sierra, 2012), un nouveau facteur paraît différencier à partir de 2006 le vote côtier de celui des départements andins et amazoniens. Dans les élections de 2006, 2011 et 2016, la majorité du vote rural des hautes et basses terres andines, ce « Pérou profond » ironiquement évoqué en introduction, souligne l'inégale répartition des bénéfices

⁵⁶² En 2006, Humala obtient 70 % des votes dans les régions andines et connaît un succès considérable dans les départements amazoniens du centre et du sud du pays. Pour une analyse de la campagne d'Humala et des résultats des élections de 2006, voir : Durand et Godard (2007), Tanaka et Vera (2007).

⁵⁶³ Dans le cas de Fujimori, son identification comme « outsider » n'était pas due à des origines andines mais à ses origines japonaises qui lui ont valu le surnom d'« El Chino » (le Chinois). Le programme conservateur et populiste de Fujimori lui a permis de gagner les élections de 1990 en rassemblant une partie du vote andin et celui des secteurs populaires de Lima. En ce qui concerne le président Alejandro Toledo (2001-2006), ses origines provinciales et populaires (ainsi que son usage généreux de la symbolique inca) lui ont valu l'appellatif « *cholo* » et la sympathie de l'électorat du sud andin, tandis que son expérience et son éducation à l'étranger (Université de Stanford), ainsi que son programme libéral, lui ont permis d'obtenir les faveurs des élites liméniennes. Dans le cas d'Ollanta Humala, au contraire, ses origines provinciales et son programme « post-néolibéral » ont fait de lui un candidat beaucoup plus clivant. Alors qu'il l'emporte largement dans le sud andin, dans certains départements du nord et dans quelques quartiers populaires de Lima, la majorité du vote côtier et de la capitale lui a préféré son opposante, Keiko Fujimori, fille et ancienne première dame de l'ex-président Alberto Fujimori (Mesclier, 2001). Au sujet de la représentation d'Humala comme « ennemi interne » durant la campagne présidentielle de 2011, voir : Mendez (2011).

de deux décennies de croissance économique⁵⁶⁴ en privilégiant des candidats qui se montrent critiques envers le modèle primo-exportateur.

La candidature d'Humala, un ancien militaire au discours nationaliste et anti-néolibéral⁵⁶⁵, canalise ce vote de mécontentement dans les élections de 2006 et 2011. Sa victoire⁵⁶⁶ permet de songer à un changement radical de la politique économique nationale et à une inclusion des populations indigènes et paysannes auxquelles le gouvernement d'Alan García n'avait pas manqué de rappeler le statut de « citoyens de seconde zone ». Durant les élections de 2011, la coalition d'Humala, *Gana Perù*, gagne notamment du terrain dans les régions⁵⁶⁷ ayant vécu d'importantes mobilisations sous le gouvernement de son prédécesseur⁵⁶⁸ (Durand, 2011). Avec son élection en 2011, l'envie de changement semble ainsi l'emporter sur la continuité du modèle primo-exportateur (Evelyne Mesclier et Sierra, 2012). Cependant, dès le second tour des élections présidentielles, Humala modère son discours, reformulant sa promesse d'un « grand changement » vers une politique d'« inclusion sociale ». Comme je l'indiquais plus haut, les politiques d'inclusion sociale sont explicitement reliées aux rentes minières, faisant ainsi des activités extractives la « condition » de l'intégration socio-économique des couches sociales les plus pauvres, et légitimant de la sorte le modèle économique actuel. Si cette évolution de la politique d'Humala a coûté au parti Nationaliste une grande partie de son électorat, les élections de 2016 voient les électeurs des régions andines et

⁵⁶⁴ Pour plus d'informations sur la répartition des bénéficiaires de la croissance, voir : Lavrad-Meyer et Bos (2015). Pour une analyse de la répartition territoriale des votes lors des élections présidentielles de 2011, voir : Evelyne Mesclier et Sierra (2012)

⁵⁶⁵ Si la conjugaison d'un ancien militaire nationaliste avec un discours anti- ou post-néolibéral pourrait surprendre un observateur peu accoutumé à la politique latino-américaine, il convient de se rappeler que l'« expérience historique du XX^{ème} siècle montre qu'en Amérique latine le nationalisme a tendu vers la gauche et s'est généralement exprimé comme "anti-impérialisme" » (Mendez, 2011 : n.d). Quoiqu'avec des exceptions notables, tel le nationalisme argentin du début du XX^{ème}, les gouvernements de « gauche », et notamment ceux de la « nouvelle gauche » latino-américaine des années 1990-2000, font un usage généreux de la rhétorique nationaliste qui, lorsqu'elle est appropriée par des groupes marginalisés, traduit une volonté d'inclusion et de démocratisation (*ibid.*).

⁵⁶⁶ Alors que sa victoire au premier tour est obtenue grâce au vote du sud andin, ce n'est que grâce aux provinces du nord andin et à certains secteurs populaires de Lima qu'Humala remporte les élections face à son opposante Keiko Fujimori au second tour. Au sujet de la stratégie électorale d'Humala entre les deux tours, voir : Mesclier et Sierra (2012).

⁵⁶⁷ Dans ces mêmes régions, le parti d'Humala est directement suivi de celui de Fujimori, montrant un rapprochement entre vote progressiste et vote conservateur, allant ainsi dans le sens de la corrélation entre vote et pauvreté postulée par Lavrad-Meyer (2011).

⁵⁶⁸ La convergence d'organisations et mouvements indigènes, de *cocaleros*, d'agriculteurs et d'environnementalistes vers le parti Nationaliste ne doit pas être considérée comme un choix d'ordre idéologique, mais plutôt comme un phénomène issu de la combinaison de plusieurs facteurs : le vote contestataire de groupes sociaux exclus ou marginalisés par la croissance économique, un candidat « outsider » peu aimé par les classes moyennes et les secteurs conservateurs, un discours politique populiste et nationaliste s'adressant principalement aux secteurs populaires, ou encore le rapprochement du parti avec certaines organisations sociales (Durand et Godard 2007; Durand 2011).

amazoniennes s'exprimer à nouveau pour des candidats critiques à l'égard de l'actuel modèle économique. Au premier tour, cela vaut 18,78 %, des suffrages pour la candidate du *Frente Amplio*, Verónica Mendoza, dont l'accès au second tour aurait pu se concrétiser⁵⁶⁹ si la candidature « autonome » de Gregorio Santos, deux fois élu président de la région de Cajamarca, n'avait pas emporté le 4,02 % des votes. Si Santos ne joue qu'un rôle marginal dans les résultats électoraux nationaux, il convient toutefois de s'arrêter sur cet homme politique, dans la mesure où sa trajectoire illustre bien le retour d'un « spectre » qui hante le Pérou, ainsi que l'importance des conflits miniers dans la revitalisation des anciens partis de gauche.

XV. Gregorio Santos Guerrero, dit « Goyo »

Gregorio Santos Guerrero (1966-) est un homme politique d'origine populaire, issu d'une communauté paysanne de la province de San Ignacio (région de Cajamarca). Il est présenté dans le journal national *La República* comme « le Humala de Cajamarca » tandis qu'Humala le compare en 2012, au dictateur cambodgien Pol Pot⁵⁷⁰. Étudiant et militant connu sous le surnom de « camarade Marañón »⁵⁷¹, il intègre le syndicat des professeurs (SUTEP), obtient une Licence en Education à l'Université nationale de Cajamarca et une Maîtrise en gestion publique à la Pontificia Universidad Católica del Perú (PUCP). En 2004, il participe des mobilisations contre l'exploitation du mont Quilish en tant que dirigeant régional du SUTEP. En 2006, il postule au congrès avec le parti Movimiento Nueva Izquierda (MNI), mais ne parvient pas à être élu. En 2010, il gagne la présidence régionale à la tête du parti Movimiento de Alianza Social (MAS), dont l'homonymie avec le parti bolivien d'Evo Morales n'a rien d'hasardeux. Ayant soutenu la candidature d'Humala aux élections nationales, Santos prend ses distances avec le parti Nationaliste suite à l'« affaire » Minas Conga. Pris entre l'indifférence du gouvernement national et les revendications des organisations locales, Santos se met à la tête du mouvement social contre le projet minier⁵⁷² (Fig. 82). Ce geste lui vaut une grande popularité dans la région, mais aussi une véritable persécution judiciaire : accusé de corruption passive, d'association illégale et de collusion contre l'État, Santos est emprisonné préventivement en mai 2014 pour une durée de 14 mois. Depuis la prison, il participe aux élections régionales qu'il remporte au premier tour, en octobre 2014, avec 44 % des votes. En août 2015, sa détention préventive est prolongée de 18 mois en raison de « difficultés dans le processus d'investigation »⁵⁷³.

⁵⁶⁹ Keiko Fujimori, candidate du parti Fuerza Popular, obtient 39,85 % au premier tour, alors que Pedro Pablo Kuczynski, candidat de Peruanos por el Cambio, obtient 21,01 %. Ces deux candidats accèdent ainsi au second tour que Kuczynski remporte avec 50,12% des voix (Source : ONPE). Précisons aussi qu'au premier tour Verónica Mendoza (de Frente Amplio) obtient 18,78 %, Alfredo Barnechea (d'Acción Popular) 6,97 %, Alan García (d'Alianza Popular) 5,83 %, Gregorio Santos (de Democracia Directa) 4,02 %, Fernando Olivera (du Frente Esperanza) 1,32 % et Alejandro Toledo (de Perú Posible) 1,30 %. L'écart entre Mendoza et les autres coalitions présentes au premier tour confirme le poids de son électorat et sa position comme troisième force électorale lors de ces présidentielles.

⁵⁷⁰ Voir : <http://larepublica.pe/25-05-2012/goyo-un-politico-muy-habil> (dernier accès le 15/05/2016).

⁵⁷¹ Affluent de l'Amazone qui donne le nom à la vallée homonyme.

⁵⁷² Comme nous l'avons vu dans le chapitre 4, initialement, le président régional ne s'engage pas auprès des réseaux de la société civile mobilisés contre le projet minier. Ce n'est que suite à des pressions des organisations sociales qu'il est obligé de se positionner. Pour une chronologie des relations entre Santos et les organisations du réseau de mouvement, voir : Melendez (2014).

⁵⁷³ Source : <http://larepublica.pe/impres/politica/399427-amplian-prision-preventiva-de-gregorio-santos-por-dieciocho>

Il participe néanmoins aux présidentielles de 2016, où il obtient 4 % des voix au niveau national et 39,3 % dans sa région. Son succès électoral montre que sa détention – que ses électeurs voient comme une criminalisation de l’opposition aux activités extractives (Fig. 83) – n’a que très peu affecté sa popularité⁵⁷⁴. Il est libéré le 28 juillet 2016 (en attente de jugement), jour de la prise de fonction du nouveau président Pedro Pablo Kuczynski.



Fig. 82 (à gauche) : Gregorio Santos pendant la grève de novembre 2011 à Cajamarca. Source : (dernier accès le 15/05/2016). Fig. 83 (à droite) : Affiche du Movimiento de Afiracion Social (MAS) demandant la fin de la « persécution politique » de Gregorio Santos, dit « Goyo ». Source : (dernier accès le 15/05/2016).

Dix ans plus tôt, Santos représentait une figure politique indésirable à la tête d’un gouvernement régional, et sa candidature aux élections présidentielles aurait été inconcevable. Tout semblait le mettre à l’écart des élites politiques traditionnelles : ses origines populaires, son éducation technique et sa formation politique au sein du parti communiste. Avec ses chemises rouges et son discours anti-impérialiste décomplexé, Santos exemplifie une « présentabilité » renouvelée de la gauche marxiste à l’échelle infranationale, en lien avec les mobilisations contre l’extraction minière.

Si on peut parler d’un « retour de la gauche », ce phénomène ne se limite pas à la politique institutionnelle. Dans le cadre des mobilisations, on voit également réapparaître d’anciens syndicalistes et leaders du mouvement agraire. Tel est le cas d’Hugo Blanco, syndicaliste agraire de

meses-mas (dernier accès le 13/05/2016).

⁵⁷⁴ Certains médias nationaux présentent le succès électoral de Gregorio Santos comme une aberration, une preuve de l’ignorance politique et du pouvoir du populisme : comment expliquer autrement qu’une autorité régionale corrompue bénéficie d’un appui si important ? La cause est à chercher dans la grande popularité acquise par son alignement avec le mouvement social et par les poursuites judiciaires encourues, mais aussi par la convergence des différents courants locaux s’opposant aux activités extractives dans le soutien à Santos – l’élection d’un candidat « anti-minier » au gouvernement régional étant servant aussi de stratégie pour freiner l’expansion minière. Nous reviendrons plus en détail sur ces questions à la fin du présent chapitre.

filiation trotskiste et figure emblématique du mouvement d'occupation des terres qui a agité le sud andin pendant les années 1960. Arrêté et condamné à 25 ans de prison (Fig. 84), Blanco bénéficie d'une amnistie en 1970, sous la dictature militaire de Juan Velasco Alvarado. Exilé au Mexique, où il publie son premier ouvrage, *Tierra o Muerte !* (Terre ou Mort !), Blanco part ensuite en Argentine où il est incarcéré par le gouvernement militaire puis déporté au Chili. Il s'engage alors dans une organisation ouvrière, les *Cordones Industriales*, sous le gouvernement de Salvador Allende. Suite au coup d'État de Pinochet en 1973, il va chercher refuge en Suède, où il travaille comme ouvrier et participe à la création d'un réseau de solidarité internationale avec ses camarades latino-américains. En 1976, il rentre au Pérou, où il participe à l'Assemblée constituante en tant que candidat du *Frente Obrero Campesino, Estudiantil y Popular*⁵⁷⁵ (FOCEP). Député pour le *Partido Revolucionario de los Trabajadores*⁵⁷⁶ (PRT) de 1980 à 1985 et secrétaire de la *Confederación Campesinas de Perú*⁵⁷⁷ (CCP) de 1980 à 1990, il participe à la récupération de plusieurs milliers d'hectares de terre par des communautés indigènes de Puno. Congressiste pour *Izquierda Unida* de 1990 à 1992, suite à l'auto-coup d'État de Fujimori⁵⁷⁸, il se consacre à la promotion des droits des communautés paysannes et à la lutte contre la criminalisation de la feuille de coca. Blanco déclare avoir pris conscience du nouveau rôle des peuples indigènes avec la rébellion zapatiste de 1994 au Mexique, ce qui l'a amené en 2007 à fonder une revue, *Lucha Indígena* (Lutte Indigène), et à publier en 2010 son deuxième livre, « *Nosotros los Indios* » (Nous les Indiens), où il rassemble différents écrits et échanges épistolaires sur 50 ans d'engagement politique. Depuis 2010, Hugo Blanco se déclare « éco-socialiste » et s'est activement engagé dans la défense des droits autochtones. Il se solidarise notamment avec le mouvement social de Cajamarca contre le projet Minas Conga, en participant à la Marche de l'eau en 2011 et à la Marche du drapeau de la Terre-Mère (*Mamapacha Unancha* en quechua) en 2012. Il se rend dans la région à plusieurs reprises et mobilise ses réseaux à l'échelle nationale et internationale

⁵⁷⁵ Front ouvrier paysan, étudiant et populaire

⁵⁷⁶ Parti Révolutionnaire des Travailleurs

⁵⁷⁷ Confédération paysanne du Pérou

⁵⁷⁸ En 1992, Fujimori, avec le soutien des forces armées, proclame un auto-coup d'État : après avoir créé un gouvernement d'urgence et de reconstruction nationale, le président dissout le Congrès et convoque les élections d'un Congrès constituant démocratique qui, en 1993, promulgue une nouvelle Constitution nationale.

pour soutenir la résistance locale aux activités minières⁵⁷⁹, à l'occasion d'événements comme le « *cumbre de los pueblos* » (sommet des peuples)⁵⁸⁰ qui se tient à Lima en 2017 (Fig. 85).



Fig. 84 (à gauche) : Hugo Blanco pendant son procès dans la ville de Tacna, en 1966. Source : losmovimientoscontraatacan.wordpress.com (dernier accès le 21/06/2017). Fig. 85 (à droite) : Hugo Blanco pendant la « Marcha de los Pueblos » contre la Cop20 à Lima en 2014, avec, à sa gauche, Máxima Acuña de Chaupe. Source : centrodelfiume.wordpress.com (dernier accès le 21/06/2017).

Les mobilisations contre les activités extractives occupent de toute évidence une place centrale dans la critique du néo-libéralisme « à la péruvienne », critique qui a donné un nouvel objectif à l'action de la gauche parlementaire et extra-parlementaire des années 1970. Il serait pourtant erroné d'affirmer, à l'instar de García, que les acteurs sociaux n'ont fait que « changer de costume », en changeant leurs chemises rouges – représentant l'idéologie communiste – pour des chemises vertes – représentant l'environnementalisme. De fait, l'évocation du spectre des guérillas maoïstes dans un pays souffrant encore des blessures du conflit interne, le propos réducteurs de García – tout comme les plus récentes déclarations d'Hernando de Soto⁵⁸¹ sur ce qu'il appelle le « *Sendero Verde* »⁵⁸² –

⁵⁷⁹ L'organisation de l'une de ses filles en Suède, *Solidaridad Suede-Amerique Latine (SAL)*, collabore avec des organisations locales de Cajamarca depuis 2013.

⁵⁸⁰ Réunion Latino-américaine de mouvements sociaux et acteurs politiques d'inspiration socialiste et communiste, qui se tient annuellement depuis 2005 dans les capitales de la région.

⁵⁸¹ Économiste péruvien et auteur d'*El otro sendero: la revolución informal* (1986), De Soto est internationalement connu pour son travail sur l'économie informelle et l'octroi de droits de propriété aux pauvres. Conseiller de Fujimori pendant la réforme néo-libérale du Pérou au début des années 1990, il travaille ensuite pour plusieurs pays latino-américains et pour la Banque mondiale. Sa doctrine néo-libérale orthodoxe est également à l'origine du projet de libéralisation des territoires amazoniens sous le gouvernement García (2006-2011). Fidèle à la ligne tenue au début des années 1990, De Soto théorise un lien direct entre expansion capitaliste et lutte contre le terrorisme, ce qu'il a notamment appliqué au Pérou dans les années 1990 et plus récemment suggéré comme une solution possible aux problèmes posés par l'État Islamique (De Soto, 2014).

⁵⁸² Le « Sentier Vert » est une dénomination qui suggère l'existence d'une variation écologiste de la guérilla maoïste du Sentier Lumineux. De Soto utilise l'expression pour se référer à ceux qu'il considère comme d'anciens terroristes devenus écologistes. Source : <http://elcomercio.pe/politica/elecciones/hernando-soto-hay-diversos-tipos-ex-terroristas-noticia-1900582> (dernier accès le 26/06/2016).

ont pour effet de criminaliser toute opposition au modèle dominant, et révèlent une vision qui ne considère pas la capacité de renouvellement social et politique du pays. Et pourtant, contrairement à ce que le président suggérait, l'arène politique nationale voit, depuis 2000, d'importantes évolutions. De nouvelles organisations et acteurs politiques issus des secteurs sociaux émergents de la capitale, ainsi que des classes moyennes provinciales, y contribuent en relayant de nouvelles identifications, revendications et stratégies politiques.

7.2.2 La « nouvelle gauche » d'une société en recomposition

L'éducation et la participation politique des secteurs sociaux marginalisés – classes populaires, populations paysannes ou indigènes – ont constitué, tout au long du XX^{ème} siècle, la « mission » de la gauche péruvienne⁵⁸³. Aux activités des organisations politiques progressistes à l'œuvre depuis les années 1930, s'ajoutent celles menées depuis 1950 par les missionnaires et secteurs progressistes de l'église catholique, qui ont contribué à la formation d'élites indigènes et paysannes lettrées qui allaient être à l'origine des organisations ethniques et corporatistes des années 1970 (Favier 2014; Romio 2014; Piccoli 2011; Chacón 2005). L'apprentissage et la revendication des droits citoyens demeurent à ce jour un enjeu central pour les secteurs populaires ruraux et « racisés », et ce notamment dans le cadre de l'expansion des activités extractives. À partir des années 1990, le rôle de facilitateur dans ce domaine a été repris par les ONG, que les bailleurs de fonds identifient comme les vecteurs préférentiels d'une consolidation démocratique dans la région latino-américaine⁵⁸⁴. La collaboration (inter)nationale entre ONG et organisations paysannes et/ou indigènes a contribué à donner de la visibilité et à promouvoir la participation politique de ces dernières à l'aide de nouveaux dispositifs juridiques internationaux.

⁵⁸³ Comme le rappelait Carlos Ivan de Gregori dans un entretien avec Marisa Remy (2013 : 19), les « rouges » apprenaient aux paysans et aux Indigènes à se déclarer « Péruviens », ce qui équivalait à affirmer leur droit à l'égalité en tant que citoyens de la république (Mendez, 2011).

⁵⁸⁴ La décennie 1990 coïncide avec le « boom » des ONG. Ce phénomène, qui se décline sous différentes formes selon le contexte national, répond principalement à deux tendances globales : la précarisation de l'emploi, qui mine les bases des organisations corporatives, syndicales et politiques, faisant émerger de nouvelles organisations qui prennent appui sur une base territoriale ou thématique ; et l'enracinement d'un consensus néo-libéral autour de la bonne gouvernance, qui amène les bailleurs de fonds à privilégier, en vue de la promotion de politiques de développement, les organisations de la « société civile » aux institutions étatiques (Fisher, 1997)

Au Pérou des organisations paysannes et/ou indigènes émergent sur la scène nationale dans l'après réforme démocratique comme de nouveaux acteurs politiques, en mobilisant notamment les catégories du droit onusien pour revendiquer un plus grand contrôle sur les territoires concernés par les activités extractives. . L'une de celles-ci est la *Confederación Nacional de Comunidades Afectadas por la Minería* (CONACAMI), une organisation de la société civile qui, au début des années 2000, se positionne comme la principale coordinatrice des luttes paysannes contre les projets miniers à l'échelle nationale. Fondée en 1999 sur la base des comités régionaux des communautés affectées (CORECAMI), à partir de 2001, l'organisation transforme son discours qui d'écologiste devient « indigène ». Ce virage traduit le passage d'une revendication concernant la défense de l'environnement, avec une stratégie de résolution de conflit, à une revendication d'auto-détermination basée sur la reconnaissance internationale des droits des peuples autochtones (Salazar-Soler, 2011). L'adoption du concept d'autonomie territoriale, déjà mobilisé par les organisations amazoniennes mais absent dans celles des Andes (Paredes, 2006), s'opère suite à un rapprochement avec le mouvement indigène équatorien, permettant de jeter les bases pour une alliance entre la CONACAMI et la principale organisation amazonienne du Pérou, la *Asociación Interétnica de desarrollo de la Selva Peruana*⁵⁸⁵ (AIDSESEP) (Salazar-Soler, 2011). Au-delà de leurs conflits internes⁵⁸⁶, ces deux organisations constituent les organisations sociales de référence en ce qui concerne la revendication des droits autochtones à l'échelle nationale.

Cette demande prend notamment de l'ampleur après le 5 juin 2009, lorsque de violents affrontements entre manifestants et forces de l'ordre entraînent la mort de 34 personnes près de la petite ville de Bagua (région Amazonas)⁵⁸⁷. Cet évènement tragique, mieux connu par l'appellation de *Baguazo*, se produit après deux mois de grève – convoquée par l'AIDSESEP – en opposition à des

⁵⁸⁵ Association Interethnique de Développement de l'Amazonienne Péruvienne. Fondé en 1979, AIDSESEP réunit les 64 peuples indigènes Amazoniens du Pérou et plusieurs fédérations ethniques existant depuis les années 1960, tel le Consejo Aguaruna-Huambisa (CAH). Pour plus d'informations, voir Favier (2014), Morin (1992), Romio (2017) et Chaumeil (1984), entre autres.

⁵⁸⁶ Depuis 2010, la CONACAMI vit une profonde crise institutionnelle suite à des luttes intestines entre deux factions soutenant l'une l'ancien président Miguel Palacin et l'autre l'ancien président Magdiel Carrion, qui s'alternent à la tête de l'organisation depuis sa fondation. L'AIDSESEP vit aussi des tensions grandissantes en raison de sa croissante visibilité depuis la grève amazonienne de 2009 : l'organisation, supposée être représentative de tous les peuples amazoniens, est en réalité dominée par les peuples awajun et huampis (Romio, 2010).

⁵⁸⁷ Les données officielles se basent sur le rapport de la Defensoría del Pueblo du 19 janvier 2010. Ces données ne font pas consensus, et d'autres rapports remettent en question certaines données, comme c'est le cas de « La verdad de Bagua: informe de la Comisión Especial para investigar los sucesos de Bagua » de Jesús Manacés Valverde et Carmen Gómez Calleja (2010).

décrets législatifs facilitant la commercialisation de larges portions du territoire amazonien. La violente réponse du gouvernement et l'abondance de commentaires racistes qui accompagnent la controverse⁵⁸⁸ suscitent l'indignation de la société civile nationale et internationale, rendant la rédaction d'une loi de Consultation préalable – comme exigé par la Convention n° 169 de l'OIT – d'autant plus nécessaire, voire incontournable. Afin de participer à la rédaction de ladite loi, les principales organisations paysannes et/ou indigènes péruviennes se réunissent dans le *Pacto de Unidad*⁵⁸⁹ où l'on trouve à la fois des organisations paysannes et agricoles « historiques » – la *Confederación Campesina del Perú* (CCP) fondée en 1947, la *Confederación Nacional Agraria*⁵⁹⁰ (CNA) fondée en 1969 et le *Central Única Nacional de Rondas Campesinas del Perú*⁵⁹¹ (CUNARC) fondé en 1977 –, des organisations ethniques – l'AIDSESEP fondée en 1979 et l'*Unión Nacional de Comunidades Aymaras*⁵⁹² (UNCA) créée en 1985 –, ainsi que des organisations plus récentes formées autour de la problématique minière – la CONACAMI fondée en 1999 – ou des droits des femmes – l'*Organización Nacional de Mujeres Indígenas del Perú*⁵⁹³ (ONAMIAP) créée en 1995 et la *Federación de Mujeres Campesina, Rurales, Indígenas, Nativas, Asalariadas del Perú*⁵⁹⁴ (FEMUCARINAP) fondée en 2006.

Il convient d'attirer l'attention sur les différences entre ces organisations, dans la mesure où elles permettent de mettre en lumière l'évolution des formes d'organisation politique au cours du XX^{ème} siècle. Pendant la période 1950-1980 la politisation des inégalités en termes de classe prime dans le milieu andin, ce qui favorise la création d'organisations paysannes ou agraires. Au cours des années 1980, les premières organisations ethniques voient le jour dans des zones de frontière (le territoire aymara est près de la Bolivie et le territoire awajún-huampis se situe à la frontière avec l'Équateur et le Brésil) habitées par des groupes fortement racisés, parlant des langues indigènes et partageant une identité commune avec des groupes situés au-delà des frontières nationales. En revanche, dans les années 1990-2000, apparaissent des organisations faisant le lien entre différentes identités ethniques et territoriales : la CONACAMI, dont les bases se situent principalement dans les Andes et sur la côte nord, est une organisation de communautés paysannes qui revendiquent des droits

⁵⁸⁸ Nous reviendrons plus en détail sur ces questions dans le prochain chapitre.

⁵⁸⁹ Pacte de l'unité.

⁵⁹⁰ Confédération nationale agraire.

⁵⁹¹ Centre unique des rondes paysannes du Pérou.

⁵⁹² Union nationale de communautés aymaras.

⁵⁹³ Organisation nationale des femmes indigènes du Pérou.

⁵⁹⁴ Fédération de femmes paysannes, rurales, indigènes, natives et salariées du Pérou.

autochtones ; l'ONAMIAP qui, tout en se définissant comme une organisation de femmes « indigènes », propose une définition inclusive de l'indigénéité qui inclut tant le milieu andin que l'amazonien ; la FEMUCARINAP, quant à elle, opte pour une vision pluraliste incluant les identités tant socio-professionnelles (femmes paysannes, rurales, salariées) qu'ethniques (femmes indigènes et natives). Cette évolution des thèmes donnant naissance à des organisations – le genre et la condition d'affectés par les activités minières venant s'ajouter, voire se substituer, à l'appartenance socio-professionnelle – montre une évolution du contexte social, ainsi que des catégories pour l'appréhender. Cette évolution ne peut être uniquement attribuée à l'expansion des activités extractives à l'échelle nationale qui, nous l'avons vu, creuse les inégalités socio-économiques entre les zones rurales et urbaines (Lavrard-Meyer et Bos, 2015), ainsi qu'entre hommes et femmes (Grieco 2016). Elle doit aussi être contextualisée dans les nouvelles politiques du développement et de la solidarité internationale qui, depuis les années 1990, montrent une attention accrue aux droits des populations locales affectées par les grands projets extractifs et infrastructurels, notamment les autochtones et/ou les femmes « pauvres » (Ballard et Banks 2003; Jackson 1996).

Tel que suggéré plus haut, l'action de ces nouveaux acteurs ne se limite pas nécessairement à la politique locale et peut participer aux enjeux institutionnels nationaux. Ceci est notamment le cas du parti *Tierra y Libertad* (TyL), fondé par un petit groupe de chercheurs et d'hommes et femmes politiques - dont l'ex-curé de Porcón Marco Arana, que nous avons rencontré dans le chapitre 2 - qui s'auto-définit comme socialiste, écologiste, pluri-nationaliste, dé-centraliste et radicalement démocratique⁵⁹⁵. Né dans la période suivant la grève amazonienne de 2009, l'objectif initial de TyL était de former une alliance électorale avec l'AIDSESEP afin de soutenir la candidature présidentielle du leader indigène Alberto Pizango en 2011, mais la fuite de celui-ci en Équateur après les événements tragiques de Bagua⁵⁹⁶ met un terme à ce projet. TyL participe toutefois aux élections de 2016 comme membre de l'alliance gouvernementale *Frente Amplio*, dont la candidate est une ex-congressiste de la région de Cuzco, Verónica Mendoza, que j'ai évoquée supra. Je vais m'arrêter brièvement sur le profil de cette jeune femme, candidate aux élections présidentielle à l'âge de 36

⁵⁹⁵ *Tierra y Libertad* est fondé en 2010 par Marco Arana Zagarra, un ancien curé, théologien de la libération et sociologue né à Cajamarca, l'économiste Pedro Francke, l'anthropologue et historien Carlos Monge, la sociologue et ancienne conseillère municipale de Lima, Marisa Glave, la sociologue Marfil Francke (tous professeurs à la Pontificia Universidad Católica del Perú - PUCP), l'ancien vice-maire de Lima, Hernán Nuñez, et celui de Cuzco, Anta Wilbert Rozas Beltrán. La déclaration d'intentions du parti est disponible en ligne sur : <http://tierraylibertad.pe/> (dernier accès le 15/05/2016).

⁵⁹⁶ Petite ville amazonienne où, le 05 juin 2009, ont lieu de violents affrontements entre les forces de police et les manifestants de la grève amazonienne mentionnée supra.

ans, dans la mesure où cette politicienne à la fois provinciale et cosmopolite, issue du milieu politique universitaire, illustre bien les caractéristiques de la « nouvelle gauche » péruvienne, inspirée des valeurs de l'éco-socialisme, du multiculturalisme et du féminisme.

XVI. Verónica Mendoza, dite « Vero »

Verónica Mendoza (1980-), de nationalité franco-péruvienne, est originaire du district de San Sebastián, dans la région de Cuzco. Mendoza fait ses études primaires et secondaires à Cuzco et ses études supérieures en France. Elle obtient une Licence de psychologie à l'Université Paris 7 - Denis Diderot (2003) et une Maîtrise de sciences sociales à l'Université Paris 3 - Sorbonne Nouvelle (2006). Pendant son séjour en Europe, Mendoza soutient la campagne du parti Nationaliste et, une fois de retour au Pérou, elle est nommée secrétaire de presse pour les jeunes du parti, puis porte-parole de la commission des femmes.

En 2011, elle est candidate au Congrès pour le parti Nationaliste. Congressiste de 2011 à 2016 pour la région de Cuzco, vice-présidente de la Commission de la culture et du patrimoine et membre de la Commission des peuples andins, amazoniens et afro-Péruviens, elle abandonne en 2012 les rangs du parti Nationaliste suite à la détention arbitraire du maire d'Espinar (région de Cuzco) et à la violente répression d'une mobilisation contre le projet minier Tintaya, au cours de laquelle deux manifestants sont tués. Pendant son premier mandat au Congrès, Mendoza se fait la porte-parole de nombreux conflits miniers et mobilisations sociales dans le sud et le nord andins, parmi lesquelles celles de Cuzco et de Cajamarca. Elle demande aussi au Congrès une révision de la loi pénale sur l'avortement, gagnant ainsi la faveur des organisations féministes.

En 2015, Mendoza devient la candidate de la coalition *Frente Amplio* aux présidentielles (Fig. 86). Dans sa campagne, elle reprend certaines des promesses « trahies » par le gouvernement d'Humala : révision de la Constitution de 1993 et des accords commerciaux, nouvelles obligations et sanctions environnementales pour les compagnies minières et consultation préalable des peuples affectés, entre autres. Ses promesses électorales incluent également la hausse du salaire minimum, l'investissement dans l'éducation, la dépénalisation de l'avortement suite à un viol et l'union civile pour les personnes de même sexe.

Face à la provocation d'un journaliste, qui s'adresse à elle en français lors d'un débat télévisé, elle répond en quechua. Cet épisode lui vaut une grande popularité sur les réseaux sociaux, et a probablement contribué à gagner les sympathies d'une partie de l'électorat quechuaphone. Il est très rare d'entendre parler quechua (ou tout autre langue indigène) dans les débats politiques nationaux, non seulement parce que peu de candidats maîtrisent les langues indigènes, mais aussi parce que ces dernières sont encore porteuses d'une forte stigmatisation en raison de leur association aux secteurs populaires et ruraux racisés.



Fig. 86 – Affiche électorale de Verónica Mendoza pour les élections présidentielles de 2016. Source : <http://frenteamplioperu.blogspot.fr/p/directiva-de-campana-primera-etapa.html> (dernier accès le 02/02/2018).

Au premier tour des élections, Mendoza obtient un résultat inespéré pour une si jeune candidate, soit 18,78 %, la majorité des votes se situant dans le sud andin⁵⁹⁷. Dans la mesure où les 4 % remportés par Santos auraient potentiellement permis à Mendoza d'accéder au second tour, les sympathisants de Mendoza reprochent à Santos d'avoir dispersé le vote avec sa candidature indépendante du *Frente Amplio* auquel participait pourtant son parti⁵⁹⁸. Le journaliste conservateur Aldo Mariategui, qui en 2014 avait interprété la réélection de Gregorio Santos comme un cas d'« *electarado* » (jeu de mot combinant les termes « électorat » et « taré »)⁵⁹⁹ se réjouit cette fois-ci du succès électoral de Santos, en le désignant comme le « cheval de Troie » de la gauche⁶⁰⁰. Enfin, le programme « *cuarto poder* » (America TV) reprend le slogan électoral de Gregorio Santos pour qualifier le vote de la région de Cajamarca de « vote rebelle » (« *Voto rebelde* »)⁶⁰¹. À droite comme à gauche, le vote pour Santos apparaît comme une erreur, un dysfonctionnement de l'appareil

⁵⁹⁷ Elle obtient notamment la majorité des voix dans les régions de Cuzco, d'Apurímac, d'Ayacucho, de Huancavelica, de Puno, de Moquegua et de Tacna.

⁵⁹⁸ Rocío Silva Santisteban, « Exacta Dimension », disponible sur : <http://larepublica.pe/impresa/opinion/759280-exacta-dimension> (dernier accès le 02/06/2018) ; Rocío Silva Santisteban, « Las cosas que digo son ciertas. Sobre el resultado de las elecciones por una activista del Frente Amplio », disponible sur : <https://kolumnaokupa.lamula.pe/2016/04/11/las-cosas-que-digo-son-ciertas/rociosilva/> (dernier accès le 02/06/2018).

⁵⁹⁹ Aldo Mariategui, « El electarado », *El Comercio*, 28 septembre 2014. Disponible sur : <http://elcomercio.pe/opinion/columnistas/electarado-aldo-mariategui-368673> (dernier accès le 02/06/2018)

⁶⁰⁰ Source : <http://www.tarata21.com/2016/04/aldo-mariategui-alaba-gregorio-santos.html> (dernier accès le 02/06/2018)

⁶⁰¹ Source : <http://www.americatv.com.pe/cuarto-poder/reportaje/cajamarca-voto-rebelde-noticia-50546> (dernier accès le 20/06/2017).

démocratique plutôt que comme un vote contestataire. Si ces interprétations se centrent sur l'échelle nationale et sur la majorité électorale, il est intéressant d'interroger les origines et les enjeux infranationaux du phénomène. La popularité de Santos à Cajamarca, ainsi que les raisons de sa candidature, sont plutôt à chercher dans l'articulation entre politique régionale et politique nationale, mais aussi dans les enjeux d'alliance et de concurrence entre les organisations mettant en lien ces deux échelles. Se pencher sur les enjeux politiques de l'opposition au projet minier Conga, sur les différentes stratégies mises en place par les acteurs sociaux et sur les différences socio-territoriales entre leurs bases sociales, permet de mettre à jour la nature des divergences entre représentants de l'« ancienne » et de la « nouvelle » gauche.

7.3 Acteurs et organisations du mouvement social local

Les processus abordés jusqu'ici – décentralisation administrative et recentralisation politique, retour de la gauche et émergence de nouveaux acteurs politiques – pourraient amener le lecteur à imaginer une nette distinction entre les espaces de la politique institutionnelle et ceux des mouvements sociaux, ainsi qu'entre une « ancienne » gauche marxiste et nationaliste et une « nouvelle » gauche multiculturaliste et écologiste. Or, cette lecture ne rendrait pas justice à la capacité de renouvellement des acteurs, ni à la porosité qui existe entre les différentes organisations, espaces et discours politiques. Un regard plus poussé sur le réseau local de mobilisation contre le projet Minas Conga révèle à la fois des éléments de continuité dans les formes d'organisation et d'appartenance politique et des nouveautés en termes de discours et de stratégies mobilisés. Les différences qui émergent reposent non pas tant sur des différences idéologiques ou des discours de revendication, que sur des rapports d'alliance et de compétition entre différents groupes socio-économiques et territoriaux qui héritent d'expériences organisationnelles différentes et mobilisent des alliances politiques concurrentes.

Depuis les années 1970, la région de Cajamarca – lieu de deux importantes mobilisations contre l'extraction minière depuis le début des années 2000 – connaît une intense activité organisationnelle locale. Dans ce continuum, on peut distinguer deux principales périodes et formes d'organisations. La première période correspond aux années 1970-1980 lorsque, suite à la réforme agraire, les élites régionales privées de leur base matérielle migrent vers la capitale. À ce moment-là,

la société paysanne est en pleine effervescence : la redistribution des terres permet une démocratisation de l'accès au marché, notamment celui des produits laitiers (Rodriguez Villa, 2002), les partis de gauche consolident leur présence et se voient de plus en plus soutenus par les secteurs ruraux, et la théologie de la libération œuvre pour la diffusion d'une église émancipatrice (cf. chapitre 6). C'est dans ce cadre que naît et se consolide l'organisation des rondes paysannes, que j'ai abordée dans les chapitres précédents. La deuxième période coïncide avec les années 1990 et la constitution, sous le gouvernement de Fujimori, d'ONG locales et d'espaces de participation citoyenne en relation avec les institutions locales. L'organisation des rondes paysannes est alors divisée par des luttes internes ; la théologie de la libération a perdu la faveur de Rome⁶⁰² ; et la gauche politique est divisée et délégitimée par le conflit interne. Alors que l'activité des organisations dans les campagnes est fragmentée, en milieu urbain, des ONG œcuméniques et écologistes commencent à se constituer et s'intéressent progressivement à la problématique environnementale et minière. En 1993, une *Mesa de Concertación* se forme, dans la capitale régionale, avec l'appui du maire provincial de Cajamarca, Luis Guerrero. Elle réunit des représentants institutionnels et de la société civile, principalement issus des classes moyennes urbaines, afin de « se concerter » sur les initiatives d'intérêt collectif (Diez 2003). Cette organisation, institutionnalisée en 2001 dans le cadre de la réforme de décentralisation, constitue une importante expérience de participation citoyenne qui permet un investissement rapide des nouveaux espaces participatifs créés par la réforme de décentralisation.

En 2011, le réseau de mobilisation contre le projet Minas Conga hérite de cette double filiation. Si le mouvement social local compte un certain nombre d'acteurs issus des organisations de l'ancienne gauche politique – militants et syndicalistes communistes, catéchistes laïques formés par la théologie de la libération et rondes paysannes renaissantes –, on y retrouve aussi des acteurs formés à la participation citoyenne au cours des années 1990 – des membres d'ONG, d'associations et d'institutions locales. Tout en montrant des éléments de continuité avec les expériences organisationnelles précédentes, le mouvement social contre Minas Conga est aussi un mouvement « jeune », où se trouvent de nombreux militants des deux sexes, âgés de 20 à 40 ans et aux affiliations politiques et organisationnelles diverses. Certains d'entre eux évoluent des organisations de la société civile vers les institutions locales, tandis que d'autres font le chemin inverse, passant des institutions

⁶⁰² À partir de 1985, le Vatican commence à regarder les adhérents à la théologie de la libération avec méfiance, favorisant l'ascension dans les hiérarchies catholiques nationales d'une organisation bien plus conservatrice, l'Opus Dei (Löwy 1992; Compagnon 2006).

aux organisations sociales. Leurs trajectoires témoignent de la continuité entre les mobilisations contre les activités extractives et d'autres formes d'engagement religieux, politique, citoyen ou écologiste. Elles restituent la complexité des affiliations sociales et politiques, ainsi que la difficulté à séparer clairement les institutions étatiques de la société civile, la politique institutionnelle des mobilisations sociales, mais aussi les « anciennes » idéologies (marxiste, nationaliste, religieuse) des « nouvelles » (écologiste, autochtone, féministe).

7.3.1 Les rondes paysannes, des luttes agraires aux institutions internationales

Comme nous venons de le voir, trois types d'organisations reflètent l'effervescence de la société civile qui caractérise les espaces ruraux de la région de Cajamarca au cours des années 1970-1980 : les mouvements et partis de gauche, les secteurs progressistes de l'église catholique et les rondes paysannes. Il convient maintenant de se concentrer sur ces dernières qui, depuis 2000, connaissent une réorganisation liée à l'expansion des activités extractives dans le milieu rural andin. Les portraits de certains activistes permettront d'apprécier les éléments de continuité dans la militance et les alliances politiques de l'organisation, ainsi que l'évolution de sa présence politique et de ses stratégies de revendication.

La naissance des rondes paysannes, je l'ai évoqué dans le chapitre précédent, est étroitement liée aux secteurs progressistes de l'église catholique, tout comme à la politique corporatiste de l'époque. C'est ce dont atteste le parcours de Beatriz, résidente de la ville de Bambamarca, qui pendant les années 1970 intègre un groupe de catéchistes et baptiseurs organisés par un groupe de religieux et religieuses locales appartenant à la « pastorale paysanne »⁶⁰³. En tant que catéchiste, Beatriz visite différentes communautés et « apprend le travail de l'organisation ». C'est à partir de ce milieu religieux que se sont formés, au cours des années 1970, les rondes paysannes à Bambamarca⁶⁰⁴, auxquelles Beatriz et son mari participent. Le couple milite également au sein de la CCP, organisation syndicale paysanne d'ampleur nationale qui, dès sa fondation, entretient une relation de proximité avec l'extrême gauche.

⁶⁰³ Avec l'autorisation de l'évêque, les religieux pouvaient déléguer la diffusion de l'évangile et le baptême à des catéchistes laïques - telle Beatriz - qui parcouraient les campagnes et rejoignaient ainsi les communautés les plus éloignées (Cf. Chapitre 6).

⁶⁰⁴ Au sujet de la naissance des rondes paysannes à Bambamarca et ailleurs dans la région de Cajamarca, voir : Starn (1999), Gitlitz (1998), Degregori (1996), Pérez Mundaca (1997) et Piccoli (2011).

Catéchiste, *rondera* et syndicaliste, Beatriz poursuit son activité militante jusqu'à aujourd'hui. Désormais septuagénaire, je fais sa connaissance en 2011, à l'occasion d'une réunion des organisations de femmes mobilisées contre l'extraction minière. Elle adresse alors au public une chanson révolutionnaire des années 1970, sur la mélodie de la chanson équatorienne « *Vasija de Barro* »⁶⁰⁵:

Le jour où je mourrai / Je veux qu'on m'enterre / Comme le révolutionnaire / Enveloppé dans un drapeau rouge / Et avec le fusil à la main / Quand le peuple se lèvera / Les oligarques mourront / De la côte et des Andes / Quand le peuple s'organisera / Les oligarques mourront / De la côte, des Andes et de l'Amazonie / Je veux qu'on m'enterre / Comme le révolutionnaire / Enveloppé dans un drapeau rouge / Et avec un fusil à la main⁶⁰⁶ (intervention publique, 2012)

Si l'origine des rondes paysannes à Bambamarca est indéniablement liée au mouvement de la théologie de la libération dans la province, dans d'autres zones, la naissance de cette organisation est liée à un autre type de « catéchistes », à savoir les adhérents, sympathisants et militants du parti communiste (Starn, 1999). Pendant ma première visite dans la zone prévue pour l'exploitation minière, en compagnie d'une délégation nationale de la FEMUCARINAP venue rendre visite aux réseaux activistes de Celendín, j'ai rencontré David, 50 ans, habitant de l'une des communautés riveraines du projet minier et leader des rondes paysannes locales. David, dont on murmure qu'il est le fils illégitime d'un *hacendado* (propriétaire d'hacienda), a migré dans sa jeunesse vers la ville côtière de Trujillo pour ses études secondaires. À l'université, il milite dans ce qu'il appelle la « *Izquierda Estudiantil* » (gauche étudiante)⁶⁰⁷, vraisemblablement le Front ouvrier et paysan, étudiant et populaire (FOCEP), et se rend, dans ce cadre, en Allemagne de l'Est au début des années 1980. Expulsé de l'université pour ses activités politiques, il trouve un emploi à l'usine et commence à s'engager dans un syndicat. Il parle peu des années suivantes, mais il déclare avoir décidé, à un

⁶⁰⁵ Chanson équatorienne composée par l'artiste socialiste Osvaldo Guayasamín en 1950. La chanson originale dit : « *Yo quiero que a mí me entierren/Como a mis antepasados/En el vientre oscuro y fresco/De una vasija de barro* » (« Je veux que l'on m'enterre/ Comme mes ancêtres/ Dans le ventre obscur et frais/ D'un pot d'argile »). Certaines des versions révolutionnaires des années 1960-1970 contredisent explicitement le texte original, en disant, par exemple, « *Yo quiero que a mí me entierren/ Como a un revolucionario/ Envuelto en bandera roja/ Y con mi fusil a lado // No quiero que a mí me entierren/ Como a mis antepasados/ En el vientre oscuro y fresco/ De una vasija de barro* » (« Je veux qu'on m'enterre/ Comme un révolutionnaire/ Enveloppé dans un drapeau rouge/ Et avec mon fusil à côté // Je ne veux pas qu'on m'enterre/ Comme mes ancêtres/ Dans le ventre obscur et frais/ D'un pot d'argile ») (chanson « *El Guerrillero* », citée par Anaya, 1998).

⁶⁰⁶ *El día que yo me muera / Quiero que a mí me entierren / Como al revolucionario / Envuelta en bandera roja / Y con el fusil en mano/ Cuando el pueblo se levante / Morirán los oligarcas / De la costa y de la sierra / Cuando en pueblo se organice / Morirán los oligarcas / De la costa sierra y selva / Yo quiero que a mí me entierren / Como a un revolucionario / Envuelta en bandera roja / Y con el fusil en mano.*

⁶⁰⁷ *Izquierda Estudiantil.*

moment donné, de revenir dans sa communauté, car la vie à la campagne est « plus tranquille »⁶⁰⁸. Le retour signifie pour lui une reconversion de son activité de militance : revenu dans la communauté, il prend contact avec une ONG hollandaise pour réaliser des canaux d'irrigation et des projets de développement agricole ; avec son frère, il met en place une petite station d'émission de radio qu'il dédie à la diffusion de musique et d'un bulletin d'information locale ; il continue à entretenir des relations avec ses anciens camarades, et devient un référent local concernant les activités de mobilisation contre le projet Minas Conga.

La réorganisation des rondes paysannes doit être placée dans un contexte plus large, caractérisé par la transition démocratique et le « retour » de la gauche péruvienne, mais aussi par l'émergence d'un indianisme politique caractéristique des pays andins (Favre, 1996 ; Poupeau et Alto, 2009). Effectivement l'émergence et l'institutionnalisation de mouvements ethniques s'opèrent également dans d'autres pays de la région (Bengoa, 2009). Au cours des années 2000, les réunions de l'organisation se multiplient, et sont créés des centres provinciaux et régionaux de rondes, proches du parti politique *Patria Roja* et du SUTEP. Si l'on se penche sur la présidence de ces organisations depuis 2000, on y retrouve souvent les mêmes noms : Gregorio Santos a été président du SUTEP puis de l'organisation régionale des rondes paysannes, avant d'être élu au gouvernement régional. La présidence régionale et celles des rondes sont reprises en 2006 par Ydelso Hernandez Llamo, précédemment « bras droit » de Santos au SUTEP. Hernandez est réélu président régional en 2008 et 2010, et ne renonce qu'en 2011 pour devenir président de l'organisation nationale des rondes paysannes, la *Central Única de Rondas Campesinas del Perú* (CUNARC). En 2011, il est aussi à l'origine de la fondation du *Frente de Defensa de los Intereses de la Región Cajamarca* (FREDIRC) dont il est toujours le président à ce jour. En janvier 2017, sa pré-candidature aux élections régionales de 2018 est annoncée, reprenant ainsi la place de Santos qui ne peut pas se présenter pour un troisième mandat consécutif. Pendant les mobilisations contre le projet Conga, le discours officiel des rondes paysannes, alors sous la présidence d'Hernandez, commence à évoluer d'une identification

⁶⁰⁸ Le fait que ses activités militantes, qui l'ont amené à avoir des ennuis avec la justice, et/ou la criminalisation de la gauche communiste au cours des années 1990 aient joué sur sa décision, reste à vérifier. Au moment de cette rencontre, les craintes d'une surveillance – et notamment celle des dirigeants de la part des services de renseignement publics et privés – étaient vives. C'est pour cette raison que je n'ai pas approfondi le passé de David en posant davantage de questions qui auraient pu être perçues comme une forme d'« espionnage ». Le passé des anciens militants communistes – dont certains étaient très proches ou ont même participé des mouvements guérilleros à un moment donné – est particulièrement sensible et « tabou », car ce type de révélation a un effet explosif sur l'opinion publique péruvienne, très marquée par la mémoire du conflit interne.

strictement « paysanne », présente dans l'acte de fondation de l'organisation⁶⁰⁹, vers une dénomination plus inclusive des « peuples communautaires, rondes, originaires et indigènes de la région de Cajamarca »⁶¹⁰. Les communications du Front régional invitent en même temps à exiger le respect de l'autonomie territoriale des communautés « paysannes et natives » :

Dans le cadre de la reconnaissance du droit à l'usage et à la libre disposition du territoire et du droit à l'auto-détermination des peuples indigènes et *ronderiles* de Celendín, Hualgayoc-Bambamarca, Cajamarca et de toute la région, nous exigeons du gouvernement central qu'il se conforme à ce qui est établi dans la Déclaration des Nations unies sur les peuples indigènes et qui concerne aussi les peuples *ronderiles* [...]. Le respect de leur autonomie pour définir leur propre destin, ainsi que leur idée et projet de développement [...], envisagé aussi dans l'article 89 de la Constitution politique, [qui déclare que] les communautés paysannes et natives décident librement de leurs terres, il en ressort leur capacité à décider de qui rentre sur leurs territoires, avec un droit légitime, en vertu du droit de propriété (Déclaration du FREDIRC, 01/11/12)⁶¹¹.

Cette reformulation des droits des rondes paysannes dans les catégories onusiennes de l'autochtonie est le produit, nous l'avons vu, d'un rapprochement entre l'organisation et l'*Instituto Internacional de Derecho y Sociedad* (IIDS), une ONG fondée en 2000 par un groupe d'avocats spécialisés dans les plaidoyers internationaux concernant le droit autochtone⁶¹². Cette évolution du discours de revendication ne doit pas être vue comme contradictoire avec le sentiment d'appartenance et les objectifs initiaux de l'organisation, mais plutôt comme une adaptation de sa présentation au langage du droit onusien, tel qu'observé par Carmen Salazar-Soler (2011) dans l'évolution des revendications de la CONACAMI au début des années 2000. Dans ce processus, les caractéristiques de l'altérité locale et nationale du paysan/indien se traduisent dans les catégories de l'altérité globalisée, celle de l'Indigène/autochtone. Le renvoi à la différence culturelle, aux civilisations précolombiennes et aux institutions internationales n'empêche nullement les adhérents de l'organisation de cultiver un fort sentiment nationaliste, bien au contraire : l'identification au passé

⁶⁰⁹ Source : <http://cunarcperu.org/> (dernier accès le 21/06/2017).

⁶¹⁰ *Pueblos comuneros, ronderos, originarios e indígenas de la Región Cajamarca.*

⁶¹¹ *En el marco del reconocimiento al derecho al uso y libre disposición de su territorio y el derecho a la autodeterminación de los pueblos indígenas y ronderiles de Celendín, Hualgayoc - Bambamarca y Cajamarca y en toda la región, exigimos al gobierno central para que cumpla con lo establecido, en la Declaración de Naciones Unidas sobre los Derechos de los Pueblos Indígenas y que alcanza también a los pueblos ronderiles-DNUDPIR. [...] El respeto de su autonomía para definir sus propios destinos, así como su idea y proyecto de Desarrollo [...] contemplado también en el artículo 89 de la Constitución Política, que las comunidades campesinas y nativas deciden de su libre disposición de sus tierras, desprendiéndose de ello la facultad para decidir quienes ingresan a sus territorios, con legítimo derecho, en virtud del derecho a la propiedad* (Déclaration du FDIRC, 01/11/12).

⁶¹² Voir chapitre 5, section 5.2.2 « Pluralité juridique et droit autochtone ».

préhispanique et pré-incaïque est le moyen de se « réapproprier le passé » (Canghiari, 2015) local, et de gagner ainsi une position légitime dans le présent national.

Depuis leur création, les rondes constituent une organisation permettant une inclusion sociale et politique de la population rurale andine, ce que Starn (1999) définit comme une forme d'intégration de l'État « par le bas ». A ce jour, les réunions des rondes sont toujours inaugurées par l'hymne national, chanté en présence d'un drapeau péruvien et saupoudrées de références à la grandeur de la nation péruvienne. Les manifestations et occupations contre le projet minier sont toujours accompagnées, elles aussi, de drapeaux du Pérou, comme on peut le voir sur les photographies suivantes (Fig. 87 et 88), une pratique déjà répandue dans les mouvements d'occupation de terres par les secteurs populaires urbains et ruraux au cours du XX^{ème} siècle (Mendez, 2011).



Fig. 87 et 88 - Manifestants dans la zone du projet minier. Sources (de gauche à droite) <http://fdacajamarca.blogspot.com> ; <http://grufidesinfo.blogspot.com>. Dernier accès le 07/08/2016.

Dans le cadre des mobilisations contre l'extraction minière, l'utilisation du drapeau national renvoie principalement à deux dimensions. D'un côté, il atteste du patriotisme des manifestants, face aux accusations d'égoïsme antinationaliste qui leur sont adressées par la presse et leurs opposants politiques (cf. Alan García). De l'autre, il symbolise le fait que les manifestants soient en train de « reprendre » et de « nationaliser » des territoires illégitimement confisqués au Pérou par l'investissement étranger, comme en atteste un commentaire à l'image ici-haut à droite, publiée sur le site du Frente de Defensa Ambiental de Cajamarca (FDAC), qui affirme : « Le drapeau représente notre souveraineté » (*La bandera representa nuestra soberanía*).

7.3.2 ONG et *Frentes de Defensa*, de la participation citoyenne à la politique professionnelle

Dans le paysage des organisations mobilisées contre les activités minières, on trouve également des associations trans-sectorielles réunissant plusieurs organisations de la société civile à l'échelle locale : les *Frentes de Defensa* (Fronts de défense). Dans certaines localités, ils héritent directement d'organisations liées à la gauche extra-parlementaire des années 1980⁶¹³. Les fronts de défense s'organisent le plus souvent sur la base d'une unité administrative, mais peuvent aussi s'identifier à d'autres unités territoriales et productives (une vallée agricole ou un bassin hydrique). Parfois dénommés Fronts de défense « environnementale » ou « des intérêts » de l'unité territoriale en question – telles les deux organisations de Cajamarca (cf. chapitre 5) – leur composition varie selon la localité : elles peuvent rassembler des associations de producteurs, des commerçants, des ONG, des syndicats, des organisations paysannes et/ou indigènes, ainsi que des entrepreneurs, chambres de commerce, etc. Toutefois, on y retrouve souvent un « noyau dur » composé de représentants du syndicat des professeurs (SUTEP) et d'autres organisations sociales ou professionnelles proches de partis de gauche. Bien que ces organisations puissent être le fruit d'un regroupement d'organisations préexistantes (syndicats, organisations paysannes, etc.), les *Frentes* se sont multipliés depuis les années 2000 et jouent souvent un rôle de premier plan dans l'articulation des mobilisations d'opposition aux projets miniers. Ces organisations naissent et prospèrent souvent sous le leadership d'acteurs issus des organisations de la société civile, qui, parfois se dirigent ensuite vers les arènes de la politique partisane. Comme nous le verrons par la suite, à cette échelle, on observe une circulation des acteurs entre organisations sociales et institutions locales, permettant d'apprécier les éléments de continuité entre la sphère politique institutionnelle et « de mouvement ».

Contrairement à d'autres régions, à Cajamarca, aucun *Frente Regional* ne s'est formé à la fin des années 1990 en opposition au gouvernement de Fujimori. Cependant, à partir de 2000, plusieurs *Frentes* voient le jour dans les provinces concernées par les activités extractives. Alors que les rondes paysannes occupent une place centrale dans la participation rurale aux manifestations de 2011-2012 contre le projet Minas Conga, ce sont les *Frentes de Defensa* qui font le lien entre les différentes

⁶¹³ Les premiers *Frentes* sont formés à partir de 1985, principalement par des organisations de gauche exclues du processus électoral (Sulmont, 1983). À la fin des années 1990, se forment, dans certaines régions péruviennes, des mouvement régionaux, dénommés *Frentes Regionales*, qui se réunissent en 1999 dans une organisation nationale et participent à la « Marche des quatre *Suyos* » en opposition à la troisième candidature présidentielle de Fujimori (Planas Silva, 1999).

organisations rurales et urbaines mobilisées, à l'intérieur des différentes unités administratives ainsi qu'entre chacune d'elles. Du fait de leur structure, qui rassemble différents types d'organisations de la société civile, et de leur proximité avec les institutions locales, les *Frentes* constituent en effet le centre névralgique du mouvement social. Ce n'est pas un hasard si, suite aux mobilisations de novembre 2011, ceux des trois provinces concernées par le projet minier prennent l'initiative de constituer une commission centrale réunissant toutes les organisations engagées dans le mouvement social, le *Comité Unitario de Lucha*, dont les trois présidents deviennent les porte-parole officiels. En dépit de leurs différentes appellations, les organisations de ces trois provinces du mouvement se ressemblent de par leur composition. On retrouve ainsi dans le *Frente de Defensa de Bambamarca-Hualgayoc* (FDBH) les rondes paysannes, le syndicat des professeurs (SUTEP), ainsi que des organisations d'habitants, de producteurs et de commerçants. La *Plataforma Interinstitucional Celendina* (PIC) compte pour membres le SUTEP, les rondes paysannes, les vendeurs du marché, des associations de producteurs de la zone et le personnel de santé (*promotoras de salud*), entre autres. Enfin, parmi les adhérents du *Frente de Defensa de los Intereses de la Región Cajamarca* (FDIRC) – fondé en 2011 –, on trouve le syndicat de professeurs, les rondes paysannes et d'autres organisations sociales ayant des liens historiques avec le parti politique *Patria Roja*.

Comme déjà évoqué, les frontières entre ces organisations du mouvement social, les partis politiques et les institutions publiques sont poreuses. Les trajectoires des trois porte-parole du CUL illustrent bien ce point. Nous avons vu comment Ydelso Hernandez, appartenant au parti *Patria Roja*, passe de l'organisation régionale des rondes paysannes à l'organisation nationale, avant de devenir pré-candidat au gouvernement régional de Cajamarca pour les élections de 2018. Le président du FDHB, Edy Benavides Ruiz, ancien membre du parti Nationaliste et candidat perdant à la mairie de Bambamarca en 2010, est élu maire en 2014, après trois ans de leadership dans le mouvement social. Milton Sánchez, secrétaire général de la PIC, qui passe de l'organisation à une expérience professionnelle dans les instances participatives de l'État, décide de ne pas s'engager directement dans le jeu électoral de 2014 comme candidat de *Tierra y Libertad* et préfère apporter son soutien au candidat de *Patria Roja*.

Si les Fronts de défense se chargent de coordonner les activités du mouvement social – notamment en ce qui concerne les pratiques contestataires (manifestations, occupations, blocages de rues), la communication (radio, internet, interventions dans les débats publics) et la présence

institutionnelle locale (travail de réseau, pression sur les élus, etc.) – un important rôle de soutien à la mobilisation sociale est aussi assuré par les ONG. Celles-ci contribuent, selon leur spécialisation, aux nécessités juridiques, techniques ou financières du mouvement social, soit directement soit en faisant le lien entre les organisations locales et d'autres ONG nationales ou internationales. De nombreuses ONG de Lima soutiennent l'opposition à Minas Conga : le *Programa de Democracia y Transformación Global* (PDTG) produit des matériaux audiovisuels et s'engage dans des ateliers participatifs sur les thématiques du genre et de l'extraction minière ; l'*Instituto Internacional de Derecho y Sociedad* (IIDS) amène le cas Conga devant la Cour interaméricaine et réalise des formations sur le droit international autochtone sur place. Mais la principale référente locale est l'ONG GRUFIDES, fondée à la fin des années 1990 par un groupe d'étudiants de l'Université nationale de Cajamarca, réunis autour de la théologie de la libération et du religieux Marco Arana. Initialement créée pour intervenir auprès des communautés paysannes de la zone d'impact minier de Minera Yanacocha, où Arana était curé au début des années 1990, GRUFIDES a créé au fil du temps, des partenariats internationaux avec des ONG telles qu'Oxfam et *Ingenieros Sin Fronteras*, se spécialisant ainsi sur la thématique minière. L'ONG intègre notamment les réseaux nationaux qui travaillent sur les problématiques liées à l'extraction minière – la Red Muqui⁶¹⁴ – et aux droits humains – la CNDDHH – ce qui facilite le recours des organisations locales à l'expertise et au soutien de celles-ci. GRUFIDES, peut compter sur une infrastructure, des outils et des financements pour ses activités, mais aussi pour soutenir certaines activités du mouvement social, notamment les collaborations entre les groupes d'activistes locaux et les groupes nationaux, ou encore la production d'un savoir expert sur les impacts de l'activité minière et sa diffusion à l'échelle nationale et internationale (Grieco et Salazar-Soler, 2013).

En 2013, l'action de GRUFIDES s'articule principalement autour de trois axes : la représentation légale des paysans et/ou manifestants qui font l'objet de poursuites judiciaires en raison de leur participation aux mobilisations contre l'extraction minière ; la production et révision d'études techniques sur les impacts environnementaux des projets miniers ; et le renforcement institutionnel local. Dans le premier de ces domaines, l'activité de GRUFIDES se superpose et entre en concurrence avec celle d'une autre ONG spécialiste en droit : l'IIDS. La stratégie de litige international de l'IIDS est en quelque sorte exclusive, car l'une des conditions pour recourir aux

⁶¹⁴ Réseau d'organisations (institutionnelles, civiles ou religieuses) travaillant sur les relations entre extraction minière, environnement et communautés locales, créé en 2003. Voir : <http://www.muqui.org/> (dernier accès le 02/06/2018)

instances internationales est l'épuisement de la voie légale nationale. Le « dédoublement » de la défense des activistes locaux dans les cours nationales et internationales risque donc d'affaiblir les cas portés par l'IIDS. Cependant, GRUFIDES mène depuis sa fondation un travail de défense des droits humains, citoyens et environnementaux, à travers la promotion et le renforcement des instances nationales. Dans le domaine de la production de savoirs et du soutien institutionnel, GRUFIDES trouve au contraire un créneau exclusif. L'ONG fournit notamment son soutien au processus de Zonage écologique et économique (ZEE) régional et participe aux forums plurisectoriels de développement local, telle la Mesa de Concertación de Lucha contra la Pobreza. L'organisation constitue ainsi un référent à l'échelle locale, où elle agit comme un pont entre les activités extra-institutionnelles du réseau de mobilisation et les espaces institutionnels réservés à la participation de la société civile.

Organe « technique » du mouvement social local, GRUFIDES ne participe pas à la politique locale en tant qu'organisation ; cependant, certains de ses membres ont à un moment ou un autre tenté l'aventure électorale. L'ancien curé Marco Arana, religieux progressiste et fondateur de l'ONG, fait notamment partie des fondateurs du parti *Tierra y Libertad* (TyL). Celui-ci compte avec un soutien local minoritaire mais fidèle, principalement composé par des professionnels urbains de classe moyenne qui travaillent dans les ONG et dans le secteur public. À l'échelle locale, il est à la fois un allié et un rival du parti communiste *Patria Roja* (PR) : lors des élections régionales, TyL soutient la candidature du candidat PR Gregorio Santos – choix stratégique pour adresser un message au gouvernement central et décourager les nouveaux investissements miniers régionaux – alors que dans le réseau de mobilisation, les deux partis sont en concurrence. Leurs différences tiennent tout d'abord à une distinction d'ordre socio-territorial : alors que l'électorat de TyL est principalement issu des secteurs urbains, de classe moyenne, et engagés dans des organisations de la société civile nées dans les années 1990, celui de PR est principalement composé d'électeurs issus des secteurs ruraux et des secteurs populaires urbains d'origine rurale participant d'organisations syndicales et paysannes des années 1970-80. Les profils des candidats décrits plus haut illustrent bien cette différenciation entre une « ancienne » gauche d'origine populaire et rurale et une « nouvelle » gauche urbaine et de classe moyenne – différenciation sociologique que l'on retrouve aussi parmi les militants de base. Alors que les leaders sociaux issus du PR semblent viser l'intégration du jeu électoral et des espaces institutionnels, ceux venant du TyL font le chemin inverse, passant des espaces institutionnels à ceux

extra-institutionnels des organisations sociales. C'est par exemple le cas de Milton Sanchez, président de la Plateforme interinstitutionnelle de Celendín (PIC), décrite dans l'encadré XVII qui suit.

XVII. Trajectoire d'un engagement citoyen : Milton Sanchez

Fils d'un maire provincial, Milton mène des études de comptabilité à Cajamarca, où il s'intéresse surtout aux projets de développement. Au début des années 2000, il commence à travailler pour l'Association des municipalités de la province afin de développer des projets financés par le budget participatif (*Presupuesto Participativo*) mis à disposition par la réforme de décentralisation. Dans le cadre de sa formation à l'élaboration et au suivi de projets, il est amené à voyager en Espagne, en Allemagne et en Colombie. Pendant son travail avec les municipalités, il observe, chez une ONG locale, un manque de transparence dans les comptes-rendus des réunions : alors que, lors des réunions, les participants se déclaraient préoccupés par les conséquences de l'activité minière, dans le rapport final, il était indiqué qu'ils voyaient l'extraction minière comme « une possibilité » (parmi d'autres). Milton écrit un article à ce sujet, qu'il publie dans un journal local. Peu après, il perd son travail, selon lui suite à des pressions exercées sur son employeur par l'*Asociación Los Andes de Cajamarca* (ALAC), la fondation pour le développement de Minera Yanacocha⁶¹⁵. Suite à son licenciement, il est approché par le comité provincial de *Tierra y Libertad*, un petit groupe de professeurs, artistes et commerçants locaux qui lui demandent d'organiser un événement autour de l'environnement. Cet événement allait entraîner la création de la PIC, dont Milton est élu président. Avec cette organisation, et grâce au soutien de GRUFIDES, il commence à se rendre dans les communautés rurales de la province pour présenter les risques liés à l'activité minière. Milton est essentiellement autodidacte : il commence à lire tout ce qu'il peut sur l'activité minière et les mouvements sociaux – des traités techniques aux travaux du géographe Anthony Bebbington – il s'approprie la terminologie scientifique et la traduit dans des formes facilement accessibles et se sert des nouvelles technologies et des réseaux sociaux pour diffuser l'information. Lorsque commencent les protestations contre Minas Conga, Milton a 33 ans : il est alors le plus jeune leader du mouvement social.

Le cas de Milton est assez exceptionnel dans le cadre du mouvement social local : fils d'une autorité élue, il s'agit d'un jeune provincial éduqué et cosmopolite, dont l'activité militante l'a souvent conduit à se déplacer à l'international. Si ces caractéristiques ne sont généralement pas celles des autres militants rencontrés au cours de mon travail de terrain, le cas de Milton permet toutefois d'illustrer un profil de leader social différent des jeunes issus des secteurs ruraux ou populaires émergents, dont il a été question dans le chapitre 5. Ceux-ci ont pour la plupart grandi en milieu rural puis migré en ville à la suite de leurs parents ou bien par eux-mêmes pour mener des études et débiter une carrière professionnelle. En tant que militants, ils continuent à entretenir un rapport privilégié

⁶¹⁵ Voir chapitre 2, section 2.2.4.

avec l'organisation des Rondes Paysannes⁶¹⁶, et ont recours de façon sélective et politiquement stratégique à une identification en tant que « paysans ». Issu du milieu de la petite bourgeoisie locale, ayant grandi dans le centre urbain de Celendín, Milton n'est aucunement un habitant que l'on qualifierait localement de « paysan » ou de « rural ». Il n'a d'ailleurs pas recours à cette identification, mais s'identifie plutôt comme un « écologiste » et un défenseur de la démocratie. Sa trajectoire est donc en quelque sorte l'inverse de celle de ses « co-militants » qui passent du mouvement social aux institutions locales tandis que Milton vient d'instances participatives de l'Etat à la mobilisation locale. Elle illustre cependant la difficulté de mener une activité critique du modèle primo-exportateur de l'intérieur des institutions publiques, ce qui amène à questionner leur autonomie. Cela confirme aussi la nécessité, évoquée plus haut, des acteurs locaux de passer par l'activité politique extra-institutionnelle afin de pouvoir ouvrir des créneaux pour la critique du modèle économique dominant.

Porter un intérêt aux trajectoires d'engagement des militants locaux permet d'illustrer plusieurs aspects éclairant les modalités d'organisation et les contextes des mobilisations locales contre l'extraction minière. Le premier est le poids des histoires des organisations sociales et politiques locales dans l'émergence de nouvelles formes d'engagement contre l'expansion des activités minières. La porosité qui existe, à l'échelle locale, entre espaces institutionnels et espaces extra-institutionnels, ainsi qu'entre les discours de revendication socio-professionnelles et ethniques, permet de dépasser les dichotomies théoriques pour se centrer davantage sur les pratiques des différents groupes et organisations. Celles-ci, nous l'avons vu, adoptent des stratégies d'action parfois complémentaires – telle la collaboration entre ONGs et gouvernement régional dans le cadre de la ZEE - parfois concurrentielles, tel l'emprunt de différentes voies juridiques par GRUFIDES et par l'IIDS. Ces observations obligent également à nuancer la distinction entre espace de la politique institutionnelle et espace de la mobilisation, entre revendications « ethniques » et « de classe », ou encore entre les différentes affiliations organisationnelles. Ce sont au contraire des différences sociales d'une autre nature qui sont en jeu : celle entre, d'une part, les organisations sociales et politiques principalement « rurales » et populaires, issues de la décennie 1970 et qui optimisent aujourd'hui leurs chances de participation politique nationale en mobilisant le droit international, et d'autre part, les organisations sociales et politiques principalement « urbaines » et de classe moyenne qui, fortes d'expériences de participation citoyenne dans les années 1990, se constituent en ONG ou

⁶¹⁶ Tel est le cas, rappelons-le, de Victor et de Barbara, présentés dans le chapitre 5, ainsi que d'autres jeunes rencontrés au cours de l'enquête de terrain.

mouvements politiques en prônant un renforcement des institutions nationales et des mécanismes de contrôle environnemental. Tant les unes que les autres se retrouvent à investir les institutions locales et le champ de la politique institutionnelle, venant ainsi ouvrir un espace de débat sur le modèle primo-exportateur.

À l'échelle locale, ces deux secteurs socio-politiques sont opposés par une rivalité qui relève plus des affiliations socio-économiques et territoriales que de désaccords idéologiques, ce qui souligne la persistance des différences sociales entre secteurs populaires ou émergents d'origine rurale et les classes moyennes urbaines, en dépit de leur alliance face à l'expansion minière. La candidature indépendante de Santos Guerrero aux élections présidentielles de 2016 est révélatrice de la compétition non résolue entre ces deux courants politiques, tout comme de leur intégration différenciée au système politique national : alors que le président de Cajamarca gagne la majorité absolue des voix dans les zones rurales de sa région, où il est soutenu par les secteurs des rondes paysannes et les bases de son parti, sa candidature passe pratiquement inaperçue dans le reste du pays, où le vote critique envers le modèle primo-exportateur s'exprime en faveur de la candidature de Mendoza. Plus révélatrices encore sont peut-être les réactions engendrées par la candidature de Santos aux élections présidentielles, dont le succès local et l'échec national sont interprétés presque univoquement par les médias et les commentateurs comme un « dysfonctionnement » du système électoral, créé par le vote électoral des secteurs populaires locaux. Des partisans de Mendoza – qui l'accusent d'avoir fait le jeu de la droite – à ses critiques – qui ironisent sur le « cheval de Troie » et sur son électorat « illettré-taré » – l'(auto)dénomination du vote pour Santos comme « rebelle » est révélateur d'un accès différencié au politique. Si les acteurs issus des classes moyenne, urbaine et métisse, ont un accès légitime au politique, qui est représenté comme étant conforme aux règles du jeu démocratique national, ceux issus des secteurs populaires, ruraux et racisés, ne tiennent leur légitimité dans l'espace public que par leur altérité, tandis que leur action politique est qualifiée d' « ignorante » ou « rebelle » dès lors qu'elle s'exprime à l'encontre des attentes des groupes dominants.

Conclusion

Depuis la transition démocratique du début des années 2000, les conflits liés à l'expansion des activités minières sont venus occuper une place centrale dans les enjeux politiques et électoraux péruviens. Si la croissance engendrée par l'exploitation des ressources naturelles a limité la délégation des compétences de contrôle territorial et entravé le débat politique autour du modèle primo-exportateur, la décentralisation a tout de même ouvert de nouveaux espaces et octroyé de nouvelles compétences aux gouvernements locaux, qui ont été saisis par les acteurs de la société civile désireux d'exercer un plus grand contrôle sur les territoires concernés par l'expansion extractive. Les reconfigurations engendrées par la décentralisation se sont conjuguées à l'ouverture renouvelée du champ politique national, ce qui a constitué une situation politique favorable à l'émergence et à l'institutionnalisation d'une opposition à l'expansion des activités extractives. La convergence de ces mobilisations locales en une alliance politique nationale, participant du processus électoral, n'aurait cependant pas été possible sans l'action d'organisations sociales et politiques ayant servi d'intermédiaires entre les échelles locale et nationale. Ces organisations – les ONG IIDS et GRUFIDES, les leaders politiques des rondes paysannes et les partis Tierra y Libertad et Patria Roja, entre autres – possèdent les moyens, les partenariats et l'expertise nécessaires pour faire le lien entre les raisons locales de l'opposition aux activités minières et le contexte politique national, voire mondial. En formulant l'opposition au projet Minas Conga comme une question de droits autochtones et/ou citoyens, comme une question avant tout sociale ou environnementale, elles contribuent tout à la fois à la « montée en généralité » du conflit local et à l'« enracinement » de leurs projets politiques. A travers la critique des activités extractives, c'est ainsi la convergence de plusieurs projets politiques et formes d'engagement qui s'expriment, allant du nationalisme aux droits autochtones internationaux des organisations paysannes, et de l'écologisme aux stratégies de renforcement institutionnel des nouvelles organisations de participation citoyenne.

S'intéresser au réseau de mouvement contre Minas Conga permet d'observer des convergences et divergences à l'œuvre sur le terrain et d'éviter de verser dans des lectures simplistes de la réalité sociale. Si les trajectoires des acteurs témoignent de la continuité des formes d'engagement dans le temps, leur circulation entre différents espaces institutionnels et de mouvement permet de concevoir le réseau de mobilisation contre les activités extractives comme un continuum entre les espaces de la politique institutionnelle et ceux des mobilisations sociales (Bereni et Revillard

2012 ; Taylor et Whittier 1992). Les processus d'apprentissage et d'articulation entre anciennes et nouvelles organisations montrent que les affiliations sont sociales et organisationnelles avant d'être idéologiques. Les leaders politiques des rondes paysannes n'ont aucune difficulté à « traduire » l'image sociale de leur organisation dans le langage onusien des droits autochtones, dans la mesure où ce qui prime est le sentiment d'appartenance à l'organisation : identités nationale, socio-professionnelle et ethnique sont ainsi aisément réconciliées. Les rivalités entre stratégies d'action et acteurs ne relèvent pas non plus de différences idéologiques, mais plutôt de l'opposition entre deux groupes socio-territoriaux : l'un, issu du milieu social rural et/ou populaire, dont la participation politique passe par les organisations paysannes, corporatives ou religieuses présentes à l'échelle locale depuis la décennie 1970, et l'autre issu davantage des secteurs urbains et professionnels de classe moyenne, dont l'engagement est le produit d'expériences de citoyenneté participative dans les années 1990. La persistance des différences socio-économiques et territoriales entre ces deux groupes se traduit notamment dans une concurrence – tant à l'échelle locale que nationale – entre deux réseaux sociaux et politiques agissant à diverses échelles.

Si la pluralité politique est généralement le signe d'une bonne santé du système démocratique, il convient de souligner que ces deux secteurs concurrents ne sont ni intégrés ni représentés de manière égale dans l'arène politique nationale. Alors que le courant politique principalement rural et populaire est majoritaire à l'échelle locale et régionale, celui du milieu urbain et des classes moyennes est dominant à l'échelle nationale, où il intègre pleinement le processus électoral et obtient de bons résultats. Rappelons que la participation aux élections présidentielles du président régional de Cajamarca est présentée comme illégitime, tant pour son non-alignement avec la coalition nationale qu'en raison du secteur social dont il incarne la volonté politique. La participation des secteurs ruraux et populaires andins, légitime lorsqu'elle se borne aux activités et aux demandes de reconnaissance de leur altérité culturelle, devient « rebelle » lorsqu'elle s'introduit dans le système politique formel et national. L'interprétation du vote, expression *a minima* de la participation citoyenne, comme une forme de « rébellion » permet de relever les traces d'une vision différentialiste du politique dès lors qu'il s'agit d'électeurs socialement catégorisés comme « autres » en vertu de leur situation socio-économique (« pauvre »), territoriale (« rural »). Cette situation voit une autre condition s'y associer, celle de l'indianité, une forme d'altérité ethno-raciale dont la construction sociale et historique fera l'objet du prochain chapitre.

CHAPITRE 8

REACTUALISATION, USAGES ET APPROPRIATIONS DE L'ALTERITE INDIGENE

Lorsqu'on est une jeune chercheuse et que l'on travaille sur un sujet fortement politisé, on est rarement prise au sérieux. Tout au long de mon travail de terrain, ainsi que les années suivantes, je rencontrais des personnes, jeunes et âgés, qui voulaient m'expliquer ce qui se passait « vraiment » dans le conflit que j'étudiais. Parmi ces nombreux conseillers improvisés, l'un a particulièrement retenu mon attention : je vais l'appeler Jésus. J'ai rencontré ce jeune artiste liménien à l'anniversaire d'une collègue à Lima. Après m'avoir avoué n'avoir jamais posé les pieds à Cajamarca, il m'expliquait quel était « le problème » de la région : l'altitude. Celle-ci, selon lui, nuit à l'intellect humain, car le cerveau ne reçoit pas assez d'oxygène. Il s'appuyait alors sur sa propre expérience d'enseignement avec de jeunes marginaux de Morococha, ville minière des Andes centrales, où il avait pu constater la « lenteur » de leur apprentissage. Il se réjouissait donc de savoir que les habitants de cette ville située à 4 500 m. d'altitude allaient être relocalisés dans un autre site à une altitude inférieure (3 500 m. environ), en raison d'un nouveau projet minier. Ce déplacement allait permettre aux habitants d'« avancer », soutenait-il. Il ajoutait qu'il trouvait ridicule l'opposition de certains acteurs locaux au relogement puisque, de toute façon, à cette altitude, « on ne peut rien produire à part des minéraux ».

Jésus interprétait son expérience à la lumière d'une représentation des andins comme « lents », pauvres et misérables, ce qu'il expliquait par les caractéristiques physiques et climatiques de leur milieu naturel. Pour lui, le seul espoir des habitants des Andes pour évoluer intellectuellement et économiquement était de quitter ces lieux pour aller à une altitude plus basse, afin d'« aérer leur cerveau ». Dans ce cas, l'activité minière offrait cette possibilité. Son déterminisme géographique est révélateur d'une conception racialisée de la géographie péruvienne, dont les contenus furent définis entre la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle, dans le cadre d'un projet de modernisation et de construction nationale.

Dans ce chapitre, un retour sur l'histoire de ces représentations permettra de mettre en lumière le rapport entre cette conception racialisée de la géographie nationale et les projets de modernisation

libérale dans l'histoire du Pérou républicain, ainsi que leur réactualisation dans le cadre des discours de développement néolibéral actuellement liés à la promotion des activités extractives. La criminalisation des mouvements d'opposition au modèle primo-exportateur met tout particulièrement en lumière ces nouvelles formes d'altérisation⁶¹⁷ politique et raciale liés à l'expansion de la frontière extractive. Enfin, nous verrons que la racialisation des acteurs sociaux mobilisés contre les projet miniers par leurs promoteurs provoque en réaction une appropriation de l'indigénéité. En effet, l'altérisation des mobilisations d'opposition aux politiques néolibérales contribue en même temps à la réactualisation et à la réappropriation de l'imaginaire de l'Indien « rebelle ». Ce processus permet de saisir les effets d'une reconfiguration du régime d'altérité nationale (Caballero et Giudicelli, 2017) qui, à partir des années 1970, a fait des peuples Amazoniens les principaux référents de l'indianité péruvienne.

Les propos tenus par Pedro, travailleur dans une ONG et originaire de Cajamarca, que je rencontrais au tout début de mon terrain en juillet 2011, en constituent un exemple. Pedro comptait alors une dizaine d'années d'activisme contre l'extraction minière dans sa région et à l'échelle nationale, ayant pris part aux mobilisations contre le projet Quilish en 2004 alors qu'il était encore étudiant à l'Université nationale. Il se disait déçu des résultats de ces mobilisations. Si, à ce moment-là, il avait eu l'impression que « tout pouvait changer », par la suite, « tout était redevenu comme avant ». En 2011, il essayait de rediriger le travail de son ONG vers les basses terres amazoniennes car « là-bas », il voyait davantage de potentiel de mobilisation qu'« ici », à Cajamarca. Frustré par les faibles résultats de ses années de militance, Pedro voyait la révolution ailleurs, dans les basses terres amazoniennes où, deux années plus tôt, les peuples Indigènes avaient organisé une grève qui avait marqué un tournant dans la politique nationale⁶¹⁸. Selon lui, les Indigènes d'Amazonie seraient « unis » dans la lutte contre les politiques néolibérales visant leurs terres alors que, dans les Andes du

⁶¹⁷ Par « altérisation », je fais référence à l'ensemble des processus de production ou reproduction de l'Autre qui naturalisent les hiérarchies sociales par les différences de sexe, de classe, d'ethnie ou de « race ». Ce processus fait l'objet de travaux précurseurs tels ceux de W.-E.-B du Bois et de Frantz Fanon, et ont notamment été développés par des auteurs postcoloniaux anglophones, tels Edward Saïd et Gayatri Spivak. En anthropologie, la contribution de la discipline à la production de l'altérité (« *othering* » en anglais) est au centre des travaux de Johannes Fabian, de Renato Rosaldo, de James Clifford et de George Marcus, entre autres. En milieu francophone, le concept d'altérisation est développé en particulier par Christine Delphy (2008). Au sujet de la production de l'Autre Indien en Amérique latine, il existe une vaste littérature tant historique d'anthropologique. Pour plus d'informations, voir les travaux de Briones (1998), de Manrique (1999) et de Lopez Caballero et Giudicelli (2017). Au sujet de l'évolution de la catégorie d'Indien au Pérou, voir Salazar-Soler (2013) et Greene (2010).

⁶¹⁸ Je fais ici référence à la grève amazonienne de 2009 contre un ensemble de lois proposées par le gouvernement de García (2006-2011), qui prit fin le 5 juin 2009 à l'issue de violents affrontements entre manifestants et forces de l'ordre dans la ville de Bagua. Cf. chapitre 4.1.1, note 313.

nord, les gens seraient trop « divisés » face à l'avancée minière pour constituer un mouvement d'opposition efficace. Au cours des mobilisations contre le projet Minas Conga, nous verrons cependant que certains des acteurs sociaux mobilisés s'approprient cet imaginaire d'altérité « résistante » ou « rebelle », dont les peuples indigènes d'Amazonie sont les fers de lance, pour légitimer leurs demandes et donner un sens à leur marginalisation politique.

8.1 Régime d'altérité national et projets de modernisation libérale (XIX^{ème}-XX^{ème} siècles)

Loin de constituer une exception, les affirmations de Jésus font écho à des représentations largement répandues dans les élites sociales et politiques de la cote péruvienne. L'exemple peut-être le plus significatif de cet imaginaire est offert par les remarques de l'ancien président Pedro Pablo Kuczisnski (2016-2018), mieux connu sous son acronyme PPK. En 2006, alors qu'il était Premier Ministre, Kuczisnski affirmait publiquement que renégocier les contrats miniers était une idée « d'une partie des Andes, des lieux où l'altitude empêche que l'oxygène arrive au cerveau »⁶¹⁹. Né au Pérou d'un père allemand et d'une mère française⁶²⁰, PPK se voyait alors reprocher par ses opposants son origine non péruvienne. Or, comme l'observait Carlos Ivan Degregori (2006), la déclaration de PPK exprime une forme de racisme si parfaitement péruvien qu'elle a eu pour conséquence de faire taire toute accusation concernant le fait d'être « étranger » à la nation⁶²¹. Cet incident est révélateur de la diffusion d'une vision déterministe en termes environnementaux, selon laquelle l'air raréfié des hauts plateaux andins entraverait la rationalité de leurs habitants. Pour Kuczisnski, comme pour Jésus, la mise en place des activités extractives dans ces territoires constitue, pour les populations andines, une opportunité de sortir de leur isolement et de leur misère.

Cet imaginaire « néo-développementaliste » accompagne l'expansion des activités extractives au Pérou, comme ailleurs en Amérique latine, dans des territoires auparavant économiquement

⁶¹⁹ Cette remarque est prononcée à la conférence « *Perú: Desarrollo e inversión con equidad social* ». Kuczisnski se référait au président bolivien Evo Morales, mais ses propos sont facilement transposables au candidat Ollanta Humala Tasso, dont la campagne de 2006 proposait précisément la renégociation des contrats et des conditions de l'exploitation minière au Pérou.

⁶²⁰ Kuczisnski est né au Pérou et cumule les nationalités péruvienne et étatsunienne, mais il renonce à la dernière en 2015, en début de campagne électorale, avant de remporter les élections en mai 2016.

⁶²¹ Carlos Ivan Degregori, « Inclusion vs. Racismo », *Perú21* du 15/07/2006, disponible en ligne sur : <http://peru21.pe/imprensa/noticia/inclusion-vs-racismo/2006-07-15/5423> (dernier accès 22/04/2016).

marginalisés qui doivent alors être « développés » par la mise en production de leurs matières premières. Selon Maristella Svampa,

le déplacement des frontières de l'exploitation menace de tels territoires sur lesquels est porté un regard misérabiliste (populations attardées, économies souterraines) ou sacrificiel (envisagés comme des « déserts » ou des « territoires susceptibles d'être vidés socialement » dans la mesure où, à l'exception de leurs ressources stratégiques, ils ne contiendraient aucun élément ou aucun bien susceptible d'être mis en valeur par le capital) (2011 : 123)

Au Pérou, ce regard « misérabiliste ou sacrificiel » – qui légitime le modèle économique et développementiste primo-exportateur – se construit sur une image des territoires ruraux andins comme monétairement « pauvres », ayant besoin d'être développés et intégrés à la communauté nationale. A cette représentation, les mobilisations d'opposition aux activités extractives en opposent une autre, consistant à représenter les hautes terres andines comme culturellement « riches » et à l'origine même de l'identité nationale. Pour comprendre l'origine de ces représentations opposées, il faut revenir sur l'histoire républicaine péruvienne pour voir comment le régime d'altérité nationale – c'est à dire l'éternelle reconstruction de la frontière entre le « nous national » et l'« Autre » Indien ou Indigène (Caballero 2011, Caballero et Giudicelli 2016) – s'est articulé avec différents projets de modernisation libérale, donnant lieu à deux images symétriques mais dissimilaires : les Andes comme « obstacles » à la modernisation du pays, et les Andes comme « berceau » du passé incaïque de la Nation.

8.1.1 Une géographie racialisée : les Andes « obstacles au progrès »

Ceux qui cherchent des informations sur le Pérou découvriront rapidement que le pays est composé de trois zones naturelles : la côte, les Andes et l'Amazonie. Ces trois zones géographiques et climatiques, disposées en trois bandes parallèles qui longent le pays, sont conventionnellement indiquées par les couleurs jaune, marron et vert (Fig. 89). Cette représentation, que les Péruviens apprennent dès les premières années d'école, est loin d'être neutre ou naturelle. Elle est le produit d'une production de savoirs géographiques et d'une confection cartographique mises au service de la gestion territoriale et de la modernisation de l'État à partir de la fin du XIX^e siècle (Dagicour 2016)⁶²².

⁶²² Sur la relation entre géographie et construction nationale en Amérique Latine, voir Akerman (2017), Anderson (1991), Dym et Offen (2011).



Fig. 89 – Carte du Pérou, divisé en trois régions naturelles (cote, Andes, Amazonie). Source : <http://www.contactustouropérateur.com> (dernier accès le 16/05/2017).

Durant l'époque coloniale, l'extrême variété climatique et biologique du territoire péruvien est conçue et représentée comme un ensemble relevant des principes complémentaires de la théorie humorale (sec et humide, froid et chaud). Ces représentations ont donné lieu à des rapports et descriptions, de nature principalement textuelle, illustrant le climat, les caractéristiques physiques ainsi que les ressources et villages d'un territoire spécifique, ou encore la distance en lieues entre ceux-ci. Seules de rares sources mentionnent l'existence de trois espaces naturels – la côte chaude et sèche, les Andes froides et humides, l'Amazonie chaude et humide –, louant dès lors la divine Providence d'avoir doté le Pérou d'un territoire si riche et si varié (Orlove, 1993).

Pendant les premières décennies de l'Indépendance (1821-1840), marquées par les luttes intestines entre grands propriétaires terriens pour le contrôle de l'État, la production de savoirs géographiques reste très limitée. Durant les décennies suivantes, la restructuration étatique liée au boom du *guano* (1840-1879) voit se consolider le pouvoir l'élite commerciale de la côte au détriment des grands propriétaires terriens des hautes terres andines. Au cours de cette période, le clivage entre d'une part, un Pérou côtier, urbanisé et commercial et, d'autre part, un Pérou andin, principalement

rural et agricole, se creuse⁶²³. Les projets d'infrastructure ferroviaire, pendant l'époque du boom du *guano*, contribuent à consolider une image de la modernisation comme d'un processus « qui procède de la côte »⁶²⁴ (Galindo 1987; Méndez 2012). Cette représentation se consolide ultérieurement, après la guerre du Pacifique (1879-1883), dans le cadre d'une volonté renouvelée des élites politiques et socio-économiques liméniennes d'industrialiser le pays (Orlove 1993; Dagicour 2017)

Près d'un siècle après l'Indépendance, alors que la différence juridique entre Indiens et Espagnols disparaît en faveur de la catégorie commune de citoyen, le territoire national devient la toile de fond sur laquelle se redessine la différence (Orlove, 1993). L'enracinement des identités raciales sur le territoire devient hégémonique, notamment du fait de la confection des premières cartes nationales et atlas géographiques, à l'instar de l'Atlas publié en 1865 par Mariano Felipe Paz Soldan (1821-1886)⁶²⁵ puis du naturaliste d'origine italienne Antonio Raimondi (1826-1880), auteur en 1875 d'une œuvre monumentale intitulée *El Peru*, dans laquelle il synthétise le résultat de ses dix-huit expéditions à travers le pays (Dagicour 2017). De même, la circulation d'images photographiques contribue à construire dans les imaginaires le portrait de l'Indien andin « triste » et « méfiant » qui, à l'époque, connaît une vaste diffusion (Poole, 1997). Dans le sens commun et le langage courant s'impose ainsi, au cours du XIX^e siècle, une superposition entre la catégorie territoriale de *serrano* – littéralement montagnard, donc andin – et celle ethno-raciale d'Indien (Méndez, 2012).

Comme le montre Dagicour (*idem*), la fondation de la Société Géographique de Lima en 1888 marque le début d'une nouvelle époque pour la géographie péruvienne, dont le développement et la professionnalisation sont étroitement liés au projet de modernisation de l'État⁶²⁶. Dès sa fondation, la société a pour principaux objectifs d'accumuler des connaissances et de promouvoir des interventions

⁶²³ Ce clivage socio-territorial entre groupes d'intérêts se trouvait en l'état embryonnaire pendant les premières années de la république. Le premier président péruvien-bolivien, Carlos Santa Cruz, visait la création d'un État confédéré basé sur le marché interne unissant les territoires péruviens et boliviens à l'époque coloniale. Ce programme, favorablement reçu par les élites du sud andin péruvien, n'était pas favorable aux intérêts commerciaux des élites liméniennes et de la côte nord du Pérou, dont les activités commerciales avec le Chili constituaient la principale source de revenus (Gootenberg, 1989). Les adversaires politiques de Santa Cruz mettaient en avant sa condition d'« étranger » (car né en Bolivie) et ses origines indiennes, soulignant ainsi son altérité par rapport à une identité nationale créole en construction et caractérisée par le rejet de tout élément indien, tout en se référant aux Incas comme l'emblème du passé national (Méndez, 1996).

⁶²⁴ Selon Galindo (1987, cité par Méndez, 2012), les profits du *guano* auraient contribué à l'abolition de l'esclavage en faveur d'un marché croissant de travailleurs domestiques d'origine andine dans la capitale, constituant une prolongation du système du *pongaje* (forme de servitude domestique à laquelle les Indiens se prêtaient au bénéfice des propriétaires terriens) et de la hiérarchie ethnique sur laquelle il se basait.

⁶²⁵ Historien et géographe péruvien, auteur de *Historia del Perú independiente 1819-1827* (Lima, 1868-1874) et du *Atlas geográfico del Perú* (Paris, 1865). L'atlas a été réédité en 2012 par Jean-Pierre Chaumeil et Juan Manuel Delgado Estrada, avec le soutien de l'Institut Français d'Études Andines, l'Ambassade de France du Pérou et l'Université San Marcos.

⁶²⁶ Au sujet de la société géographique de Lima, voir aussi Cueto (1992), Palacios Rodriguez (1988) et López-Ocón (2001).

pour développer l'industrie minière, promouvoir l'immigration européenne et défendre les frontières nationales. Bien insérés dans la circulation internationale des savoirs dans l'espace euro-américain, les membres de la société géographique adaptent les principes de la géographie allemande d'inspiration humboldtienne à leur vision du territoire national. Celle-ci impose l'altitude comme un critère déterminant du paysage et théorise la non-séparation des milieux physique et humain : les caractéristiques physiques et climatiques de l'environnement sont ainsi considérées comme façonnant les sociétés humaines y résidant – déterminisme que les membres de la société géographique, principalement issus des élites côtières, interprètent à la lumière des catégories raciales de l'époque (Dagicour 2017; Mesclier 2001; Orlove 1993).

À chacune des régions naturelles du Pérou – côte, montagnes et forêt – est ainsi attribué un groupe racial spécifique : les blancs et *mestizos* sur la côte, les Indiens dans les Andes et les « sauvages » en Amazonie (Orlove, 1993). Le contraste avec la période coloniale est flagrant : la population indienne, précédemment représentée comme habitant l'ensemble du territoire national, est désormais univoquement associée à la cordillère des Andes, où un territoire âpre et un climat difficile deviennent les conditions environnementales d'un mode de vie représenté comme « pauvre » et « victimaire »⁶²⁷ (Mendez, 2012). Cette image d'un territoire divisé en trois régions et d'une nation divisée en deux populations⁶²⁸ – image qui, au XIX^e siècle, circule principalement chez les élites lettrées – se voit diffusée à partir des années 1920 par les atlas géographiques et scolaires (Dagicour, 2017 ; 2016 ; Méndez, 2012) et continue de constituer un leitmotiv dans l'éducation et l'imaginaire national (voir Fig. 90). Consacrée par le mouvement indigéniste – sur lequel je reviendrais dans la prochaine section – et par la pensée socialiste andine au cours du XX^e siècle, cette géographie racialisée s'instaure comme le point de départ de différentes stratégies de modernisation et d'intégration nationales (Mesclier, 2001). Pour les oligarchies du gouvernement de la première période républicaine, la question de comment « surmonter » l'obstacle physique des Andes vient se

⁶²⁷ Cecilia Mendez (2012) se sert de l'illustration photographique « Un indio » de l'Atlas de Paz Soldan (1865) pour illustrer le fait que, à la fin de l'époque coloniale, les Indiens, représentés dans les *cuadros de castas*, soient réduits à une seule image, celle de l'Indien au singulier et au masculin, habitant les Andes et caractérisé par sa condition de victime. Mendez remarque qu'un processus similaire a lieu pour ce qui concerne les chaînes montagneuses des Andes : des *cordilleras* (chaînes montagneuses au pluriel), on passe à la *cordillera* (au singulier) comme une région géographique et une réalité physique unitaire.

⁶²⁸ Les peuples amazoniens sont, à cette époque, totalement absents du projet de construction nationale qui envisage les basses terres amazoniennes comme un immense territoire « vide » à peupler et à apprivoiser. Cette représentation tend à occulter l'importance de l'Amazonie péruvienne dans l'histoire nationale, en tant que « marges » et terres de colonisation (Favier, 2014). Shane Greene (2010 : 118) estime qu'il y a une origine coloniale à l'andino-centrisme péruvien car, sous la colonie, les amazoniens et les Afro-péruviens étaient catégorisés comme « sauvages » et « esclaves », alors que les andins se voyaient concéder une certaine autonomie par la reconnaissance de la « *República de los Indios* ».

superposer à la question indienne (Orlove, 1993). L'assimilation de la population indienne par un processus d'industrialisation et d'urbanisation d'inspiration européenne devient alors un élément central du projet de modernisation nationale. Il en découle tout un éventail de politiques de planification économique et sociale qui, pendant la première moitié du XX^e siècle, visent à « désindianiser » la population paysanne andine en la transformant en une force moderne de travail industriel (Drinot, 2011).



Fig. 90 – Couverture d'un livre de coloriage pour enfants, illustrant les trois groupes ethno-raciaux associés aux trois régions naturelles péruviennes (côte, Andes et Amazonie). Source : pinterest.co.pe (dernier accès le 29/04/2018).

Les représentations des hautes terres andines comme pauvres et archaïques, habitées par des Indiens « tristes » et « méfiants », accompagnent également la promotion et la modernisation de l'extraction minière au début du XX^e siècle⁶²⁹. Alors que les élites côtières et le gouvernement du début du siècle conçoivent les activités extractives comme un vecteur de « blanchissement » et de dés-indianisation par le travail (Drinot, 2011) les intellectuels progressistes des années 1930 - tels César Vallejo, Jorge del Prado y José Carlos Mariátegui⁶³⁰ - y voient des vecteurs de conscientisation et d'émancipation des masses indiennes, *via* la lutte des classes (Bonilla, 1974 ; Galindo, 1974). Tant les élites conservatrices que réformistes et révolutionnaires partagent donc une vision de la modernité qui passait par la dés-indianisation des Andes. Cet imaginaire de la modernité est épousé du moins en partie par les indiens mêmes. Véritables enclaves urbaines en milieu rural, les campements miniers sont en effet des espaces de travail et d'organisation politique, qui constituent un moyen d'émancipation économique et sociale pour les travailleurs (Salas Carreño, 2008 ; Salazar-Soler, 2002 ; Nash, 1979)⁶³¹. D'un côté du spectre politique à l'autre, et de « haut » en « bas », des narrations de progrès accompagnent ainsi les activités des centres miniers dans les hautes terres andines. La ville de la Oroya, dans la région centre-andine de Cerro de Pasco, devient l'icône de ce projet : site du plus grand centre métallurgique national, alimenté par les mines des Andes centrales dont le transport jusqu'au port du Callao (Lima) est assuré par la ligne ferroviaire des Andes centrales, cette ville constitue jusqu'aux années 1970, le modèle par excellence de l'industrialisation des Andes péruviennes (Li, 2015).

8.1.2 Une indianité spatialisée : les Andes « berceau du passé inca »

La représentation des Andes comme obstacle à la modernisation et à l'intégration nationale a pour contrepartie une image des Andes comme le berceau de l'identité nationale (Mesclier, 2001). La distinction entre noblesse inca et sujets indiens, établie par le régime colonial⁶³² est primordiale pour

⁶²⁹ Comme en témoignent les travaux de l'école de Chicago sur les mines du Copperbelt à la même époque, le discours de modernisation lié aux activités minières ne concerne pas uniquement le Pérou.

⁶³⁰ Au sujet du rapport entre le parti socialiste et les syndicats miniers, voir Sulmont (1980), del Prado, Galindo, et Sulmont (2010). Sur la place des ouvriers miniers dans l'œuvre de Vallejo, voir Galdo (2007)

⁶³¹ Les compagnies exerçaient aussi un contrôle important sur le mode de vie des travailleurs, et l'apprentissage des pratiques hygiénistes aux ouvriers servait tant des fins sanitaires que civilisatrices (Li, 2015).

⁶³² À l'arrivée dans le Nouveau Monde, les Espagnols retrouvaient dans la société incaïque une stratification sociale qui séparait nettement la noblesse des Indiens communs – hiérarchie similaire à celle qu'ils connaissaient. Le régime colonial s'approprie cette distinction entre noblesse et *Indios mitmaes* : les premiers sont exonérés du paiement du tribut et de la

la république péruvienne qui, dès les premières années suivant l'Indépendance, développe une nette scission entre l'exaltation du passé inca et le mépris pour le présent indien (Mendez, 1996). Si l'après-guerre du Pacifique voit l'essor de « la question indienne » - donc l'identification de l'Indien comme objet de réforme politique et sociale (Dagicour 2017; Larson 2002; Wilson 2017), l'idéalisation du passé incaïque en opposition aux masses indiennes contemporaines se consolide entre la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle, avec la production artistique et littéraire de l'indigénisme, un mouvement politique et culturel qui connaît son apogée dans la ville de Cuzco⁶³³ pendant le premier tiers du siècle⁶³⁴.

Très hétérogène, l'indigénisme rassemble des écrivains et hommes politiques de différents courants, unis par la volonté de réhabiliter le prestige des élites Cuzquéniennes face aux oligarchies de la capitale⁶³⁵ (De La Cadena, 2000). Les *indigenistas* élaborent l'idée d'une « race »⁶³⁶ indigène, vidée de son référent biologique et dotée de nouveaux référents culturels, et la situent dans un contexte social et géographique précis : la région de Cuzco, ancienne capitale de l'Empire Incaïque. Comme l'indique Marisol de la Cadena (2000), l'indigénisme « culturalise la race et racialise la culture » : les intellectuels indigénistes affirment la supériorité de la « pure » race incaïque, supposément incarnée par les élites de l'ancienne capitale de l'empire, sur l'idéologie du métissage biologique et culturel propre aux élites liméniennes de l'époque. Ils donnent ainsi un nouveau sens au métissage – idéologie de référence des indépendances latino-américaines et des nouvelles élites républicaines – qu'ils

mita (tribut de travail) auquel les autres sont soumis. De plus, l'élite indigène joue un rôle important en tant qu'intermédiaire entre l'administration coloniale et la population, au travers de charges politiques et administratives (*caciques* et *curacas*) héritées de génération en génération. Après la rébellion du cacique José Gabriel Condorcanqui (1790-1792), mieux connu sous le nom de Tupac Amaru II, le vice-royaume supprime la transmissibilité héréditaire des charges, éliminant ainsi le privilège de naissance.

⁶³³ Sur les origines de l'indigénisme, voir Kristal (1991). Au sujet des différents courants internes à l'indigénisme, voir Lauer (1997) et De La Cadena (2000). Sur les répercussions politiques de la pensée indigéniste, voir Martinez et Samaniego (1977).

⁶³⁴ Certains acteurs et revendications de l'indigénisme seront notamment institutionnalisés par le gouvernement d'Augusto Leguía (1919-1930), qui mettra en place des nouvelles agences étatiques comme la *Seccion de Asuntos Indigenas du Ministère du Fomento* en 1921 ou encore le Patronat de la Race Indigène, avec appui de l'Eglise dès 1923 (Dagicour 2017).

⁶³⁵ L'idéologie du *mestizaje* constituait, dans l'Amérique des indépendances, un outil de critique des catégories raciales coloniales et le moyen d'affirmer une nouvelle forme d'authenticité latino-américaine et républicaine hégémonique (Canepa Koch, 2008). Au Pérou, le monopole des élites liméniennes incarnant cette identité nationale métisse, au cours de ce que Jorge Basadre appelle la « République Aristocratique » (1895-1919), est mis à mal par l'indigénisme qui lui oppose une nouvelle forme d'authenticité raciale et culturelle (De La Cadena, 2000).

⁶³⁶ Il est important de remarquer que, tout en reprenant l'acception positive de « race pure » et la négative de « métissage » des théories scientifiques de la race, les indigénistes n'adhèrent pas à sa formulation en termes biologiques et proposent plutôt une interprétation culturaliste. En parlant de « corruption de la race », les *indigenistas* se réfèrent avant tout à la corruption « morale » des Indiens, dont l'urbanisation, les activités commerciales et la visibilité dans l'espace public défiaient le code de « décence » des classes dominantes (De La Cadena, 2000).

représentent comme une forme de corruption morale dérivant non pas du mélange biologique, mais de l'éloignement des Indiens de leur milieu social et géographique « naturel ». Le « bon Indien » est donc celui qui est resté à sa place d'origine, en milieu rural et andin, alors que le mauvais Indien – dénommé *mestizo* – est celui qui a abandonné ses champs pour migrer en ville et se consacrer au commerce. Cette configuration – qui rappelle les discours analysés dans le chapitre 3 sur le « bon paysan » traditionnel et du « mauvais paysan » socioéconomiquement mobile – conjugue efficacement les hiérarchies d'origine coloniale avec les notions libérales d'égalité, permettant de maintenir à distance élite locale et Indiens urbanisés. Cette distance est principalement construite autour des mœurs, notamment féminines, et des exploits intellectuels, notamment masculins, de la « *gente decente* »⁶³⁷. Celles-ci sont opposées à la prétendue immoralité des *mestizas*, visibles et économiquement actifs dans l'espace urbain, et à l'analphabétisme ou au faible niveau d'éducation des *mestizos* (De La Cadena, 2000)⁶³⁸.

Dans ce système, la supposée continuité socio-spatiale des élites Cuzquéniennes avec la noblesse inca est alors la garante de leur « pureté » raciale. L'appropriation de l'héritage incaïque leur permet en même temps de se légitimer par rapport aux élites créoles côtières et de se distinguer des Indiens des classes populaires. Le mouvement indigéniste « ancre » ainsi l'héritage incaïque dans le sud andin, afin de légitimer les aspirations politiques des élites de la ville andine vis-à-vis des élites du gouvernement de Lima⁶³⁹. L'identification de la culture préhispanique aux hautes terres andines

⁶³⁷ La valeur de la « décence », marqueur de distinction de l'élite économique et culturelle, était implicitement associée à la blancheur, à l'éducation (plus familiale qu'institutionnelle) et à la « pureté du sang » qui distinguait les chrétiens « autochtones » des immigrants juifs ou musulmans arrivés à Cuzco à partir des années 1940. Ces représentations ont aussi fait l'objet d'une appropriation et (ré)interprétation de la part des *mestizos* eux-mêmes, comme le révèle le travail ethnographique de De la Cadena (2000) à Cuzco au cours des années 1980. L'auteure analyse le code moral contemporain du « respect » comme une adaptation ou alternative populaire au code élitiste de la « décence », et montre l'utilisation de cette catégorie pour réinterpréter le patrimoine folklorique institutionnalisé par les indigénistes. De la Cadena met également en exergue la façon dont ces nouveaux habitants urbains affirment leurs origines rurales comme une source d'authenticité – d'où l'expression qui donne le titre à son ouvrage *Indigènes métisses* (2000) – défiant ainsi l'exclusion mutuelle ruralité/urbanité qui est à l'origine de la pensée indigéniste.

⁶³⁸ Pour une sociohistoire du traitement différentiel de « Métis » et « métisses » dans le contexte colonial latino-américain, voir : Boidin (2008).

⁶³⁹ Si, à l'origine, le courant indigéniste se compose aussi d'une minorité à la pensée radicale, ce secteur se voit rapidement isolé dans le processus d'institutionnalisation de l'indigénisme sur la scène politique nationale, qui commence dans les années 1920 avec le gouvernement d'Augusto Leguía (1919-1930). Les idées promues par l'indigénisme, ainsi que l'alliance avec les élites provinciales péruviennes au sein desquelles ce courant est né et peut trouver un écho, sont rapidement intégrées par le gouvernement de Leguía dans la mesure où elles se prêtent bien à l'affirmation de nouveaux groupes de pouvoir face aux oligarchies terriennes dont le gouvernement était porteur. La Constitution de 1920, qui déclare inaliénable la terre des communautés indigènes, unit ainsi le besoin de préserver le pouvoir des grands propriétaires terriens, d'une part, et celui de contenir les révoltes indigènes, de l'autre. Une fois les alliances nécessaires à l'exercice du pouvoir consolidées, le gouvernement de Leguía réprime les révoltes populaires et isole les secteurs plus radicaux de l'indigénisme en faveur d'un « indigénisme d'État » économiquement libéral et politiquement conservateur.

n'agit cependant pas uniquement en direction du passé. L'indigénisme, comme évoqué plus haut, est un courant très hétérogène qui, tout au long du XX^e siècle, a beaucoup d'influence sur la politique nationale péruvienne. Pour les courants plus « radicaux » de ce mouvement⁶⁴⁰, ainsi que pour les intellectuels qui y puisent leur inspiration, le passé incaïque constitue également le projet d'un futur utopique à construire.

La pensée indigéniste a notamment une forte influence sur la pensée des intellectuels radicaux de l'époque, en particulier dans l'élaboration des mythes fondateurs du mouvement politique *Alianza Popular Revolucionaria Americana* (APRA) (Iglesias, 2013) et dans le matérialisme historique de José Carlos Mariátegui, fondateur, en 1928, du *Partido Socialista Peruano*⁶⁴¹ (PSP) ensuite renommé comme *Partido Comunista Peruano*⁶⁴² (PCP). Mariátegui substitue au paradigme « culturel » de l'indigénisme un paradigme matérialiste centré sur le régime de la propriété foncière dont la redistribution lui semble la seule solution possible face à la domination sociale et symbolique des élites locales (*gamonales*) sur les populations rurales andines. La question de la terre est en effet centrale dans les préoccupations des communautés indiennes rurales de l'époque. Pendant la première moitié du XX^e siècle, notamment sous les gouvernements d'Augusto Leguía (1919-1930) et de Manuel Odría (1950-1956), le sud andin est le théâtre d'importantes mobilisations paysannes, revendiquant des droits fonciers face à l'accaparement des terres par les grands propriétaires terriens. Ces « révoltes » renforcent une association entre le sud andin et l'imaginaire d'origine coloniale de l'Indien « rebelle »⁶⁴³, déjà bien présente suite aux rébellions indigènes du XVIII^e siècle, et en particulier à celle de Tupac Amaru II. Les mobilisations rurales de 1950-1960, facilitées par de nouvelles élites paysannes urbanisées et éduquées, proches du Parti communiste, contribuent à la fois à l'appropriation de l'idéologie marxiste par les organisations paysannes et à l'affirmation de la question agraire comme une arène de la lutte des classes, contribuant à la mise en place en 1963 d'une première réforme agraire dans la vallée de La Convención, située dans la région de Cuzco. Le gouvernement militaire révolutionnaire de Juan Velasco Alvarado, qui en 1969 met en œuvre l'une des réformes agraires les plus radicales d'Amérique latine, fait de cette figure de l'« Indien insurgé »

Le pouvoir matériel et politique de l'oligarchie nationale survit tout de même à Leguía, dont le gouvernement est renversé par un coup d'État en 1930 (De la Cadena, 2000 ; Lauer, 1988).

⁶⁴⁰ On fait généralement référence à ce courant avec les appellations « *Neo-indianismo* » (De la Cadena, 2000 ; Poole, 1997), « *Indigenismo practico* » (Tamayo, 1981) ou « *Indigenismo* » (Lauer, 1997).

⁶⁴¹ Parti Socialiste Péruvien

⁶⁴² Parti Communiste Péruvien.

⁶⁴³ A ce sujet, voir Giudicelli et Havard (à paraître).

son emblème, en érigeant Tupac Amaru II – leader d’une insurrection contre la couronne d’Espagne en 1780 dans le sud andin – en héros de la patrie⁶⁴⁴.

Si l’indigénisme des élites cuzquéniennes et des intellectuels socialistes relève d’une « vision urbaine » des Andes (Kristal, 1991), leur relation à la temporalité témoigne en revanche d’une différence substantielle : alors que le premier est un mouvement qui s’attache au passé pour justifier le présent, l’autre prend le passé comme modèle pour construire le futur. Cette dernière aspiration se rapproche de ce qu’Alberto Flores Galindo (1987) dénommait l’« utopie andine »⁶⁴⁵ : « un royaume sans faim, sans exploitation et où les hommes andins reviendraient gouverner. La fin du désordre et de l’obscurité »⁶⁴⁶ (1987 :49). Tout au long du XX^e siècle, l’association entre le passé incaïque, le territoire andin et un modèle social utopique joue un rôle important dans la politique et la littérature péruviennes. Les sciences sociales ont également contribué à légitimer cette association entre les Andes et le passé préhispanique : dans les années 1950-1970 notamment, on observe une certaine fascination des anthropologues pour « l’Andin » (Degregori, 2000) comme vestige d’un passé précolonial conservé par l’isolement et le retrait (volontaire ou involontaire) face au pouvoir colonial (Mesclier, 2001). En même temps que l’anthropologie établit « l’Andin » comme un objet d’études, l’espace social andin et national subit de profondes reconfigurations : entre les années 1940 et 1970, des migrations massives des haute-terres vers les grandes villes côtières ont porté à l’émergence de nouveaux quartiers populaires, alors que la démocratisation de l’éducation et un certain dynamisme économique engendraient de nouvelles formes d’ascension sociale (Mar 1984).

⁶⁴⁴ Le cacique José Gabriel Condorcanqui (1738-1781), mieux connu sous le nom de Tupac Amaru II, est le principal instigateur d’une rébellion contre la couronne espagnole qui eut lieu en 1780. Enrique Mayer (2009) souligne comment cette relecture de l’histoire nationale est influencée par la littérature indigéniste des années 1950 et par la représentation du paysan triomphant sur les classes dominantes.

⁶⁴⁵ Utopie sociale et politique que Galindo (1987) identifie dans un ensemble de projets messianiques, millénaristes et politiques ayant leur origine au XVI^e siècle, dans les séquelles du traumatisme de la conquête. Il s’agirait d’une utopie spécifique au Pérou (car nulle part ailleurs en Amérique latine on ne retrouve des projets semblables) qui, selon Galindo, reviendrait cycliquement et sous différentes formes, à des moments de profonde crise politique. L’idéalisation du passé préhispanique – représenté comme un temps d’égalité et de communion entre les hommes – devient ainsi un modèle de futur. La persistance des utopies andines seraient, toujours d’après Galindo, prouvée par le mythe cyclique d’Inkarri, les représentations de la mort d’Atahualpa (Wachtel, 1971) et les grandes rébellions paysannes. L’œuvre de Galindo a largement fait débat lors de sa première publication en 1986. Il suggère que l’on puisse interpréter les projets intellectuels et politiques, tant historiques que contemporains – de la rébellion de Tupac Amaru (1780) aux guérillas du Sentier Lumineux et du MRTA (1980), en passant par la pensée de Mariategui (1928) –, comme différentes formes de l’utopie andine. Si l’œuvre de Galindo aborde cette utopie exclusivement comme un projet des élites intellectuelles nationales, son approche « par le haut » est complétée par l’œuvre contemporaine de Manuel Burga (1987) qui traite de la même thématique « par le bas », en analysant son incarnation dans les pratiques folkloriques et rituelles des secteurs populaires. Pour une discussion de l’ouvrage de Galindo, des réactions à sa publication et des liens entre cette œuvre et celle de Burga (1988), voir Manrique (1991).

⁶⁴⁶*Un reino sin hambre, sin explotación y donde los hombres andinos vuelvan a gobernar. El fin del desorden y la obscuridad*

Ce processus de reconfiguration économique et sociale, qui brouille les frontières des espaces et les populations andines et côtières, est couronné en 1969 par la réforme agraire de Juan Velasco Alvarado (1968-1975). En plus de redistribuer « la terre à ceux qui la travaillent », le gouvernement de Velasco supprime, en milieu andin, le terme péjoratif de « communautés indiennes » (*indias*), lui préférant la terminologie moins connotée de « communautés paysannes » (*campesinas*), et reconnaît les communautés natives (*nativas*) en milieu amazonien. Tout en ayant déclaré Tupac Amaru II « héros de la patrie », lancé un programme d'éducation bilingue et officialisé le quechua comme langue d'État, le gouvernement de Velasco porte un regard classiste et promeut une organisation corporatiste de la société péruvienne. La catégorie socio-professionnelle de « paysan » se substitue ainsi à la catégorie ethnique d'« Indien », ce qui, à l'époque, correspond aux aspirations d'intégration de ces secteurs paysans (Robin 2004). Au cours des années 1970, les deux principaux syndicats paysans nationaux – la *Confederación Nacional Agraria* (CNA) et la *Confederación Campesina del Perú* (CCP) – mènent leurs activités sur la base d'une lecture classiste de la société. Les inégalités ethniques – quoique toujours présentes dans tous les aspects de la vie sociale péruvienne – deviennent, à partir des années 1970, un « impensé » de la politique nationale⁶⁴⁷, alors même que le politique devient un impensé pour les anthropologues atteints d'« andinisme »⁶⁴⁸.

Tel que nous venons de le voir, tout au long du XX^e siècle, les caractéristiques physiques de la cordillère – en tant qu'obstacle à la modernisation du pays – et raciales ou culturelles de l'altérité indienne – en tant qu'obstacle à l'intégration nationale – servent à légitimer divers projets politiques : l'hégémonie politique des élites côtières et la promotion d'une révolution industrielle sur le modèle européen, l'hégémonie culturelle des élites cuzquéniennes et le contrôle des révoltes agraires dans le sud andin, ou encore le matérialisme historique des intellectuels d'inspiration indigéniste et la mise

⁶⁴⁷ La « nationalisation » de la paysannerie andine a pour effet de gommer toute reconnaissance officielle des formes d'inégalité et de discrimination ethnique. Un cas illustrateur est le conflit armé interne entre la guérilla du Sentier Lumineux et les forces de l'armée péruvienne qui, de 1980 à 2000, a déchiré le pays. Le rapport final de la Commission de la vérité et réconciliation (Comisión de la Verdad y Reconciliación - CVR, 2003) conclut que, si l'on ne peut parler de « conflit ethnique », les inégalités ethniques ont eu un rôle déterminant dans l'impact de la violence sur la vie des victimes et la conscience du public national : sur près de 70 000 victimes estimées, 79 % résidaient en milieu rural et 75 % étaient quechuaphones, mais ces victimes ont été en grande partie invisibilisées dans la couverture médiatique du conflit à l'époque. Le rapport de la CVR marque une étape fondamentale dans le « retour de l'Indigène » (Robin et Salazar-Soler, 2009) dans le débat public péruvien. A ce sujet, voir Delacroix et Robin (2017).

⁶⁴⁸ Orin Starn (2013) s'interroge notamment sur la façon dont les anthropologues travaillant dans les Andes dans les années 1970-1980 ont pu « rater » les signes de la naissante organisation du Sentier Lumineux et du conflit armé à venir. Les hypothèses qu'il avance sur les causes de cette cécité portent essentiellement sur ce qu'il dénomme, à la suite des travaux de Said (1978), « andinisme », soit un imaginaire qui situe la paysannerie andine en dehors de l'histoire et des processus politiques contemporains.

en place de la lutte des classes. Les profondes transformations de la société péruvienne entre 1940 et 1970 produisent cependant une majeure intégration socio-économique de la paysannerie andine et favorisent la diffusion de formes d'interprétation et d'organisation corporatistes et de classe. La réforme agraire « nationalise » officiellement les indiens des Andes par l'effacement de tout référent ethnique les concernant. Le régime de Velasco est en ce sens un moment fort de développement de l'appareil d'Etat, corporatiste, et de consolidation nationale centrée sur les Andes. En instaurant en même temps l'appellation de « communautés natives » en Amazonie, la réforme destine en revanche les indiens d'Amazonie à la « case indigène » (Li, 2000, 2010) nationale. Ces transformations d'ordre politique, économique et social contribuent, au cours des années 1970, à poser les bases d'une reconfiguration du régime d'altérité nationale (Caballero et Giudicelli, 2016) dont les effets ne deviendront visibles qu'à la fin du siècle, en lien avec le nouveau paradigme économique et gouvernemental qu'est le développement néolibéral.

8.2 Politiques néolibérales et criminalisation de la protestation (XX^e-XXI^e siècles)

L'altérité ethnique andine fait son « retour » dans la sphère politique péruvienne à partir des années 2000, notamment dans le cadre de la mise en place des politiques néolibérales et des conflits sociaux qui y sont reliés . Le modèle primo-exportateur adopté par le Pérou dès le début des années 1990 est associé, nous l'avons vu, à un discours développementiste qui vise l'intégration de territoires et de populations marginales par le marché. L'expansion des activités minières est ainsi légitimée par la représentation, évoquée plus haut, de ces territoires comme pauvres, isolés et mal adaptés à toute activité productive autre que l'extraction de minerais. Ces représentations ne sont pas neutres car, comme l'indique Evelyn Mesclier,

les représentations qui font paraître « naturel » l'ensemble géographique andin ont des conséquences économiques, politiques et sociales. Elles interviennent dans la description des phénomènes, et amènent à des généralisations dans leur analyse et interprétation. Elles ont un rôle dans l'appréciation des inégalités spatiales, par elles-mêmes indéniables mais qui sont ainsi interprétées comme les conséquences des caractéristiques physiques de la cordillère plutôt que celles d'un processus de centralisation qui affecte tout le pays. Au-delà des inégalités spatiales, ces représentations interviennent dans la détermination des causes des inégalités sociales, dans la mesure où la population andine, peu importe où elle se trouve, est supposée porter avec elle certaines caractéristiques : culture propre et folklore, mais aussi pauvreté, anarchie, et même rudesse et violence, etc.). (...) Ainsi, comme elles ont une influence

sur l'analyse des phénomènes, les représentations peuvent avoir une influence sur les politiques qu'on adopte pour y faire face, et sur la justification de celles-ci⁶⁴⁹ (2001 : 558-559)

Comme spécifié dans le premier chapitre, depuis la fin des années 1980, l'innovation technologique et la transformation des relations productives dans le secteur minier conduisent à l'expansion des activités extractives à l'échelle mondiale. Les innovations techniques, qui permettent l'exploitation de sols à faible teneur en minéraux, amènent un déplacement de la production vers des territoires socioéconomiquement marginaux et difficiles d'accès auparavant. Ces nouvelles « frontières » extractives – au Pérou, les hauts plateaux andins, les basses terres amazoniennes et les zones côtières désertiques – sont souvent habitées par des populations aux marges du marché comme de l'identité nationale hégémonique. Alors que les projets de modernisation libéraux de la fin du XIX^e - début XX^e visaient l'intégration des Indiens via l'emploi dans le secteur industriel ou minier, la promotion des activités minières s'accompagne désormais d'un discours de développement centré sur l'intégration des territoires et des populations marginales par le marché. L'exploitation des ressources naturelles est présentée comme le moyen privilégié d'atteindre cet objectif, compte tenu des caractéristiques physiques des territoires en question qui ne permettent pas le développement d'exploitations agricoles intensives comme celles présentes sur la côte. Il devient alors légitime, pour l'ancien président, Alan García (2006-2011), de déclarer que, « si le Pérou était plat, nous aurions déjà rattrapé notre retard »⁶⁵⁰ (cité par Mendez, 2012 : 91), ou, pour une œuvre d'économie publiée en 1998, de porter le titre évocateur de « Aplatir les Andes et autres propositions »⁶⁵¹ (cité par Mesclier, 2001).

En dépit d'un discours de « rupture » avec les mauvaises pratiques sociales et environnementales associées aux activités minières historiques, la promotion institutionnelle du secteur et les pratiques des entreprises révèle plusieurs éléments de continuité avec les imaginaires de modernité mentionnés supra. Dans le contexte péruvien, l'association entre les investissements

⁶⁴⁹Las representaciones que hacen parecer “natural” el conjunto geográfico andino tienen consecuencias políticas, sociales y económicas. Estas intervienen a la vez en la descripción de los fenómenos, pues llevan a generalizaciones en su análisis e interpretación. Así, tienen un rol en la apreciación de las desigualdades espaciales, en sí mismas innegables pero que a menudo son interpretadas como consecuencias de las características físicas de la sierra en vez que de un proceso de centralización que afecta todo el país. Más allá de las desigualdades espaciales, estas representaciones intervienen en la determinación de las causas de las desigualdades sociales, en la medida que la población Andina, esté donde esté, se supone llevaría consigo sus características : cultura propia y folklor, pero también pobreza, anarquía, y hasta rudeza y violencia.(...) Así como tienen una influencia sobre el análisis de los fenómenos, las representaciones pueden tener una influencia sobre las políticas que se adoptan para enfrentarlos, y sobre la justificación de aquellas.

⁶⁵⁰ Si el Perú fuera plano ya hubiéramos salido del atraso.

⁶⁵¹ Javier Iguiniz Echeverría, 1998, *Aplanar los Andes y otras propuestas*, Instituto Bartolome de las Casas – Rimac/Centro de Estudios y Publicaciones (CEP).

miniers et la stabilisation économique et politique du pays (cf. chapitre 1) contribue notamment à ce que les oppositions locales au secteur minier fassent l'objet de discours et de pratiques de criminalisation de la part des institutions nationales. Les formes et les caractéristiques de celles-ci permettent d'apprécier des processus d'altérisation politique et raciale des protestataires, révélant la persistance d'une vision racialisée de la géographie nationale.

8.2.1 La « nouvelle » activité minière

S'il existe une partie de la population péruvienne – dont Jésus et l'ex-Président PPK font partie - qui considère que dans les Andes « on ne peut rien produire à part des minéraux », au début du nouveau millénaire, l'industrie minière péruvienne n'as pas une très bonne réputation. Au cours des années 1990, les activités minières historiques – caractérisées par l'extraction sous-terrainne et un emploi important de main d'œuvre non qualifiée – deviennent en effet l'icône d'un passé industriel socialement et écologiquement irresponsable. Déclaré « ville la plus polluée du monde » par le Blacksmith Institute⁶⁵² en 2006, La Oroya – précédemment symbole du développement industriel dans les Andes – devient l'emblème de ce passé national devenu gênant⁶⁵³. C'est pour cette raison que tant les institutions nationales que les compagnies minières prennent soin de souligner la différence entre les techniques d'extraction à ciel ouvert et celles des époques précédentes. La distinction entre « anciennes » et « nouvelles » mines devient ainsi central dans le discours de légitimation des activités extractives à ciel ouvert⁶⁵⁴. La préservation de l'environnement par celles-ci est censée être assurée par des technologies d'avant-garde, alors que les politiques de développement constituent une nouvelle forme d'engagement « responsable » avec la population locale. La *nueva minería* (nouvelle activité minière) – caractérisée par une technologie « moderne »

⁶⁵² Organisation non gouvernementale fondé en 1999, dont le nom a été changé depuis 2015 à *Pure Earth*. Pour plus d'informations, voir <https://www.pureearth.org/> (dernier accès 10/07/2017).

⁶⁵³ Tout comme la nouvelle sensibilité environnementale dont elle relève, cette requalification est le produit de l'action conjointe d'études scientifiques, de campagnes d'organisations non gouvernementales, de la couverture médiatique et des nouvelles politiques du secteur minier (Li, 2015).

⁶⁵⁴ Il convient ici de souligner que les compagnies péruviennes partenaires des nouveaux investisseurs internationaux dans le secteur minier sont, pour la plupart, des compagnies nationales qui existent depuis le XX^e siècle et qui ont déjà été titulaires d'« anciens » projets miniers industriels nationaux.

et des entreprises « responsables » – s'impose ainsi comme un nouveau récit du progrès (Salas Carreño, 2008)⁶⁵⁵.

Les pratiques qui accompagnent ce discours, nous l'avons vu dans le chapitre 2, sont cependant souvent contradictoires, tant pour le personnel des compagnies - qui perpétue des logiques de négociation basées sur les primes et les menaces (Szablowski, 2002) -, que pour les habitants locaux dont les attentes en termes de patronage et d'emploi à long terme sont alimentés par les discours de développement et de responsabilité sociale des entreprises (Salas Carreño, 2008). Les ambiguïtés de la distinction entre « anciennes » et « nouvelles » activités minières sont bien illustrés par le processus de socialisation du projet Minas Conga mené par l'équipe de « communication rurale » de la compagnie minière auprès de la communauté de Santa Rosa de Huasmín dans la province de Celendín (Cajamarca), et que j'ai pu observer en juillet 2011, quelques mois avant que les mobilisations locales provoquent la suspension du projet. L'équipe est conduite par Francesco, âgé d'une quarantaine d'années, et qui connaît bien la zone d'opération pour y avoir travaillé auparavant pour l'ONG CARE⁶⁵⁶. La présentation est faite quant à elle par Carmen, une jeune femme de 23 ans, étudiante en communication, ancienne Miss Cajamarca et fille d'un cadre local de l'entreprise minière. L'équipe se rend à la communauté de Santa Rosa de Huasmín, le principal centre habité (*centro poblado*) de la zone d'impact directe du projet Minas Conga, à l'occasion de la fête du saint patron. Les habitants du village et des communautés riveraines s'y trouvent tous rassemblés, ce qui facilite le travail de communication de l'équipe. Dans un coin du grand champ où se dispute le

⁶⁵⁵ Salas Carreño (2008) synthétise les principaux éléments d'opposition entre « ancienne » et « nouvelle » extraction minière, évoquées par les compagnies du secteur. La première est supposée se caractériser par une technologie avec un impact environnemental plus important, des conditions de travail précaires et insalubres, l'emploi de mineurs et de personnes non qualifiées (normalement des paysans de la zone), une rémunération insuffisante (rendue possible par la coexistence avec une économie paysanne subsidiaire), la création d'un espace social « urbain » (avec des écoles, des centres médicaux, etc.) en milieu rural et paysan, la présence de syndicats comme moyen de négociation directe entre travailleurs et compagnie, l'absence d'un canal de communication entre compagnie et communautés paysannes riveraines et le recours aux forces de police et à l'usage de la force en cas de conflit avec les communautés riveraines. Les mines « modernes » se caractériseraient au contraire par une technologie plus sophistiquée avec un impact environnemental moindre, un petit nombre de travailleurs hautement qualifiés, l'absence de conflits liés au travail, un espace social autour des opérations et une médiation entre habitants locaux et compagnie assurée par les institutions étatiques et la mise en relation des compagnies avec la population (vs les travailleurs) par le biais des programmes de responsabilité sociale et environnementale des entreprises censées promouvoir le développement durable de la zone d'opération. Le travail de Salas Carreño met en lumière les incongruités et attentes contradictoires engendrées par cette opposition entre « vieille » et « nouvelle » activité minière dont l'opposition est, dans les faits, moins nette que l'on pourrait le supposer tant pour les habitants locaux que pour les travailleurs de la compagnie.

⁶⁵⁶ Les ONGs qui, comme CARE, ont déjà une présence dans les aires rurales où les projets miniers sont mis en place, sont des partenaires de choix pour les entreprises minières qui cherchent à créer rapidement un rapport avec les habitants. Si, d'une part, les ONG servent comme « médiateurs » entre les habitants et la compagnie minière, il n'est pas rare de voir des travailleurs comme Fabio passer de l'ONG à l'entreprise, dont les salaires sont bien plus intéressants.

match de foot (Fig. 91), autour duquel flânent des groupes de personnes, l'équipe installe une énorme pancarte avec pour titre « L'activité minière responsable vs l'ancienne activité minière » (*La minería responsable vs la minería antigua*) et le logo de Minera Yanacocha-Proyecto Conga (Fig. 92).



Fig. 91 – Habitants rassemblés au bord du terrain de foot. Photo de l'auteure



Fig. 92 – Installation de la pancarte « activité minière respnsable vs ancienne activité minière » pour la présentation de l'équipe de communication rurale de Minas Conga. Photo de l'auteure.

La pancarte détaille en sept points – sécurité, travail, environnement, eau, extraction, fermeture des mines et traitement des résidus – les différences entre l’activité minière « responsable » et l’« ancienne » (lire « irresponsable ») activité minière. Chaque point occupe une « case » dans laquelle deux images illustrent la différence entre « ancienne » extraction (en sépia) et extraction responsable (aux couleurs vives). Je fournis ci-dessous une retranscription de la pancarte (tableau D) dont les images sont disponibles en annexe (N°2).

D. L’extraction minière responsable vs l’ancienne extraction minière

<i>L’activité minière et la sécurité</i>	
<p>Avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Outils Manuels -Sans équipement de protection -Dangereux et désagréable -Non-respect des normes et des lois (travail infantile) <p>Image : Mineurs artisanaux sans équipement de sécurité, travaillant en milieu naturel (carrière).</p>	<p>Aujourd’hui :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Technologies avancées -Accent mis sur la sécurité <p>Image : Mineurs avec équipement de sécurité, travaillant en espace clos (industriel).</p>
<i>L’extraction minière et l’environnement</i>	
<p>Avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Pas de suivi -Pollution des eaux -Risques pour la santé des personnes et des animaux <p>Image : Chemin boueux, tuyaux abandonnés (aucune végétation).</p>	<p>Aujourd’hui :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Suivi rigoureux de la qualité du sol et de l’eau, jusqu’à cinq ans après la fin des activités -Adoption de mesures pour éviter et éliminer la pollution <p>Image : Ancienne mine reboisée (espace vert).</p>
<i>L’extraction minière et l’extraction de minéraux</i>	
<p>Avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Sale et poussiéreux -Polluant <p>Image : Carrière à ciel ouvert (pas de végétation).</p>	<p>Aujourd’hui :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Respect des lois de protection de l’environnement -Contrôle méticuleux -Propre <p>Image : Opérations minières dans des espaces verts.</p>

<i>L'extraction minière et l'emploi</i>	
<p>Avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Principalement non qualifié -Faible rémunération, longues journées -Dangereux et dégradant <p>Image : Enfant maigre et sale.</p>	<p>Aujourd'hui :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Mise en place de formations -Bonne rémunération, journées plus courtes -Bonnes conditions de travail <p>Image : Homme adulte travaillant devant plusieurs écrans.</p>
<i>L'extraction minière et la gestion de l'eau</i>	
<p>Avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Eau non traitée déversée dans l'environnement -Trop de consommation d'eau <p>Image : Réservoirs d'eau « anciens » (en sépia).</p>	<p>Aujourd'hui :</p> <ul style="list-style-type: none"> -L'eau du processus (extractif) est recyclée, elle est traitée avant d'être restituée à l'environnement - L'eau est collectée et administrée <p>Image : Réservoirs d'eau « modernes » (en couleurs).</p>
<i>L'extraction minière et la fermeture des mines</i>	
<p>Avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Les puits restaient ouverts -Résidus miniers exposés aux intempéries -Eau polluée -Équipement abandonné <p>Image : Paysage minier désertique, sans végétation, ni présence humaine ou animale.</p>	<p>Aujourd'hui :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Les puits sont remplis ou convertis en lacs -Les zones où se trouvent les sables de broyage sont restaurées -Les terrains sont aptes au pâturage -Retrait des équipements <p>Image : Mineur entouré de brebis, avec en arrière-fond un paysage avec un lac au milieu.</p>
<i>L'extraction minière et la gestion des résidus</i>	
<p>Avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Les résidus étaient directement jetés dans les fleuves -Sans aucun traitement préliminaire -Hautement polluants -En contact avec des sources d'eau et des terrains fertiles <p>Image : Bassin de traitement des eaux résiduelles vide (couleur sépia).</p>	<p>Aujourd'hui :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Usage de processus pour traiter les résidus -Ceux-ci sont disposés dans des barrages qui n'ont pas de contact avec les sources d'eau -La disposition permet une gestion environnementale adéquate (et) la préservation de l'environnement agricole et productif <p>Image : Bassin de traitement des eaux résiduelles plein (eau de couleur verte).</p>

Elaboration per l'auteur

Une fois la pancarte installée à la vue de tous, Carmen se charge d'expliquer aux personnes qui commencent à se rassembler qu'il y aura une petite présentation des différences entre « nouvelle » et « ancienne » extraction minière, suivie d'un jeu avec des prix. Elle lit ensuite le texte au public afin de faire part du contenu aux assistants complètement ou partiellement illettrés, montrant en même temps du doigt les photos qui illustrent les différences expliquées dans le texte (Fig. 93).



Fig. 93 – Début de la présentation de l'équipe de communication rurale. Photo de l'auteur.

S'ensuit le jeu avec les prix : Carmen jette un dé géant en l'air et, selon le numéro qui sort, elle pose à des volontaires du public des questions sur les contenus qu'elle vient de présenter : comment se caractérise aujourd'hui le rapport entre extraction minière et travail ? Comment utilise-t-on l'eau après l'extraction ? Les membres du public, surtout des femmes et des enfants, répondent timidement, avec l'aide de Francesco qui leur suggère quelques mots-clés. Lorsqu'ils ont bien répondu, ils gagnent des objets avec le logo de Mina Conga : une tasse, un stylo, un cahier d'école ou une casquette.

L'activité de Carmen et Francesco est cependant bientôt interrompue par des membres du public – des hommes ayant tous entre trente et quarante ans - qui les questionnent sur la raison de leur présence. Voici une transcription de l'échange :

Francesco : Notre fonction c'est de vous informer, pour que la population connaisse les travaux qui seront faits, ce qu'on est en train de faire... les projets qu'on va développer. C'est ça [le but de notre visite] : vous informer.

Anonyme 1 (homme, la trentaine) : Oui mais quand c'est déjà tout... quand c'est déjà tout programmé, c'est-à-dire... vous venez informer parce-que vous avez déjà tout programmé. Vous auriez dû informer avant que la mine arrive, vous deviez nous informer avant... de l'environnement, par exemple, de l'air ! Comment l'air sera traité !

Carmen : Je vous dis, nous avons eu une audience publique...

Anonyme 1 : En fait, vous venez faire des formations, mais des formations de quoi ? En fait, vous allez nous employer comme ouvriers... Ils vont former [les gens] pour les machines et leur donner du travail.

Carmen : Attendez ! Ne déformez pas tout : la formation il faut la faire pour préparer nos employés quand il y a une demande de travail... Tout est progressif, les formations sont progressives en accord avec la capacité [d'emploi] du projet... Toutes les opportunités que nous sommes en train d'offrir, nous sommes en train de vous les communiquer à travers vos autorités... ; c'est graduel, il y a des opportunités pour tout le monde.

Anonyme 2 (homme, la quarantaine) : Moi, par exemple, j'ai mon terrain là-haut... vous êtes venus faire des analyses, et moi je dois vous prier pour travailler sur mon terrain. C'est logique selon vous?

Francesco : Ils peuvent pas rentrer dans votre terrain s'il y a pas de *servidumbre*⁶⁵⁷... non, non, on y rentre pas...

Anonyme 2 : Et vous avez l'autorisation d'être ici?

Anonyme 3 (homme, la trentaine) : Pour que vous veniez donner ça [il indique l'affiche] ou n'importe quoi d'autre.

Carmen : L'important c'est que vous soyez informés, c'est ce que nous sommes en train de faire, de vous informer. Et actuellement on a créé une équipe d'intégration et de gestion sociale. Qu'est-ce que ça veut dire ? Venir au village, nous réunir avec vous...

Anonyme 1 : Vous auriez dû le faire avant !

Carmen : Mais on est en train de le faire, on est en train de le faire... c'est ça l'important. L'important c'est d'apprendre des erreurs, n'est-ce pas ? Et là on est en train de le faire, ce que nous n'avons pas fait avant, on est en train de le faire maintenant, et c'est ça qu'il faut retenir.

Francesco : Tous les projets, depuis des années, on les a faits de façon participative. Pendant le processus d'étude de l'état des lieux initial, nous avons visité plusieurs communautés et nous avons fait des études des eaux, du sol, de la flore, de la faune, et nous avons informé les autorités avant. Nous avons demandé l'autorisation, nous avons fait ces études avec eux parce-que qui connaît mieux la communauté que les gens de la communauté ? Et ils nous indiquaient par exemple que là il y a une source d'eau, il y a plusieurs types de plantes, tels poissons, il y a... les animaux, les plantes. Tout ça on l'a fait de façon participative avec toutes les communautés.

Anonyme 4 (homme, la quarantaine) : Regardez, moi je veux vous raconter comment ça s'est passé... Un jour, ils sont venus prendre des échantillons et après ils m'ont dit « Tu sais quoi, on va te payer, va encaisser là-haut [à la mine] », et on ne sait rien ! On est allés encaisser là-haut, des analyses et tout, et

⁶⁵⁷ Loi de servitude minière permettant l'expropriation en cas de projets miniers d'intérêt national (cf. chapitre 1).

ils nous ont dit « Ils vous ont donné un document, pour certifier qu'ils sont passés par là ? Sinon, on ne peut pas vous payer ». C'était une arnaque, c'est tout...

Carmen : Il faut voir, tout a une procédure

Anónimo 4 : Oui mais vous ne devez pas nous mentir !

Carmen : Ce n'est pas mentir ! Quand on va faire des études à un endroit, la première chose qu'on fait c'est de contacter le propriétaire. Si nous n'avons pas l'autorisation, nous ne pouvons pas entrer sur le terrain. Ça fait partie de notre politique, d'avoir une bonne relation avec vous. Si un inconnu rentre dans ma maison, bien sûr que je me fâcherais. C'est la même chose avec vous... (discussion inaudible, Anonyme 4 insiste pour dire que son cas n'est pas un cas isolé)⁶⁵⁸.

⁶⁵⁸ *Francesco: nuestra función es informarlos, para que la población sepa los trabajos que se van a hacer, lo que se viene haciendo... los proyectos que se van a desarrollar ... esto (es), informarles a todos.*

Anónimo 1: si pero cuando ya está todo.... Cuando está todo ya programado ósea... que vienen a informar porqué ya lo programan todo. Primero debían informar antes que...entren a la mina, debían informar eso...del medio ambiente por ejemplo, del aire! Como es tratado en aire!

Carmen: Les comento, nosotros tuvimos una audiencia pública ...

Anónimo 1: Al final vienen para capacitación pero capacitación qué? Al final nos mandan para obreros...se van a capacitar para maquinaria y le dan trabajo...

Carmen: esperen! Para no distorsionar : la capacitación se tiene que dar, para capacitar a nuestra gente cuando haya el frente de trabajo que se requiere... todo es progresivo, todo es progresivo... las capacitaciones son progresivas de acuerdo a la capacidad del proyecto...todas las oportunidades que nosotros estamos dando se les está comunicando a través de sus autoridades...es progresivo, la oportunidad está para todos.

Anónimo 2: Yo por ejemplo tengo mi terreno allí arriba...y han venido sacar análisis, que yo tengo que rogar para trabajar mi terreno, será lógico?

Francesco: No pueden ingresar a su terreno si no hay servidumbre...no, no, no se ingresa...

Anónimo 2: Y Ustedes tienen autorización acá?

Anónimo 3: Para que vengan a dar esto o...cualquier cosa.

Carmen: Lo importante es que Ustedes están informados, esto estamos haciendo nosotros, informarles a ustedes. Y actualmente se ha creado un equipo de integración y gestión social, que quiere decir eso? Venir al caserío, reunimos con Ustedes...

Anónimo 1: Lo hubieran hecho más antes!

Carmen: pero se está haciendo, se está haciendo...eso es importante. Lo importante es aprender de los errores, no es cierto? Y ahora se está haciendo, lo que no se ha hecho antes se está haciendo ahora y eso es lo que hay que rescatar.

Francesco: Todos los proyectos desde años atrás los hemos hecho de una manera participativa. Durante el proceso de estudio de la línea de base, hemos visitado diferentes comunidades donde hicimos estudios de agua, estudios de suelos, de flora, de fauna, y previamente los informamos a las autoridades que vamos a visitar a su comunidad, hemos pedido permiso, hemos hecho estos estudios juntamente con ellos porqué quien conoce más la comunidad que la gente de la comunidad? Y nos indicaban por ejemplo allá hay una fuente de agua, tenemos plantas, cuales, que peces hay...animales, plantas, todo esto se ha hecho y de una manera participativa con todas las comunidades.

Anónimo 4: Mire, yo le quiero contar como ha sido...un día han venido a sacar muestras y luego me han dicho "sabes que, te vamos a pagar, vas y cobras arriba", y nosotros no sabíamos nada! Nos vamos a cobrar arriba de lo que hicieron los análisis todo y nos dijeron "les han dado algún documento, que han pasado por allí? Y si no hay documento, no pueden cobrar", fue un engaño no más...

Carmen: A ver, todo tiene un procedimiento

Anónimo 4: Si pero no tienen que engañar!

Carmen: No es engañar! Cuando nosotros vamos a hacer estudios en algún lugar, lo primero que hacemos es contactar al propietario. Ahora, si nosotros no tenemos en permiso, no podemos ingresar. Y como parte de nuestra política, es que nosotros tengamos una buena relación con ustedes. Si entrara a mi casa un desconocido, obviamente me enojaría. Entonces así con ustedes....

Après avoir dialogué brièvement avec eux au sujet de la politique de l'emploi et d'information de la compagnie, Carmen et Francesco décident de reprendre le jeu, retournant à un registre de communication où ce sont eux qui posent les questions auxquelles le public doit (bien) répondre.

Carmen : Il faudrait que j'évalue ça... je vais faire parvenir vos inquiétudes, le problème que vous nous indiquez... Voyons, quelqu'un d'autre veut jouer ?! Voyons madame... madame ou mademoiselle ? Mademoiselle... Six ! Quelle est la question numéro six, voyons : quelle est la caractéristique, exactement, de l'extraction minière face au travail, voyons, l'extraction minière formelle et le travail.

Femme 1 : [...]

Carmen : Qu'est-ce qu'on fait avec le personnel ?

Anonyme 5 (femme, la trentaine) : On l'informe...

Carmen : Pardon ?

(rires)

Carmen : Ils vous mentent, on ne les informe pas... Ton nom ? Jorgesita ? Voyons, que ferait une extraction minière responsable avec le travail, le personnel ? Qu'est-ce qu'ils font avec les gens ?

Anonyme 6 (femme, la vingtaine) : On doit informer le personnel...

Carmen : Oui, les informer, n'est-ce pas ? C'est une chose, l'autre chose ? ... On leur offre une *formation*, n'est-ce pas ? On *forme* notre personnel. Voilà, Jorgesita (elle lui donne son prix). Voyons, qui d'autre veut jouer ?

Anonyme 7 (femme, la vingtaine) : Moi je veux une petite tasse... (rires des femmes assistant à la réunion)

Carmen : Voyons, cinq !

Francesco : Après des opérations, après avoir utilisé l'eau, comment on s'en débarrasse ? Juste comme ça dans les fleuves (*quebradas*) ? Directement comme ça, ou bien on fait un traitement... ?

Anonyme 8 (homme, la quarantaine) : Aujourd'hui ou bien...

Francesco : Oui, aujourd'hui.

Anonyme 8 : Actuellement... il faut la traiter après avoir... avant de la mettre dans le fleuve.

Francesco : Exactement. On traite l'eau avant de la mettre dans les cours d'eau. L'eau qui va dans les fleuves doit être apte à l'usage agricole et à la consommation du bétail. De cette façon, il n'y a pas d'impact sur la qualité et la quantité d'eau dans chacun des fleuves⁶⁵⁹.

⁶⁵⁹ Carmen: *Tendría que evaluarlo...Yo voy a hacer llegar sus inquietudes, la incomodidad que usted señala.... a ver, alguien más quiere jugar?! A ver senito...señorita o señora? Señorita...6! cual es la pregunta numero 6: a ver, cual es la característica, exactamente, de una minería en la situación del empleo, a ver, minería formal en empleo.*

(...)

Carmen: *Que se hace con el personal?*

Mujer 1: *Informarse...*

Carmen: *Que cosa es?*

(risas)

Carmen: *Los engañan, no se les informa, no se les informa ...Tu nombre? Jorgesita ?A ver, que haría una minería responsable en el trabajo? Con el personal. Que pasa con la gente?*

Mujer 1: *Tenemos que informar por el personal...*

Carmen: *Si informar, no es cierto? Eso es un punto, otro punto?... se capacita, no es cierto? Se capacita el... personal. Toma, Jorgesita. A ver, quien más quiere jugar ?*

Mujer 2: *Yo quiero una tasita... (rires de femmes)*

De l'échange entre l'équipe de communication rurale et les participants, on peut constater que les frontières entre « ancienne » et « nouvelle » extraction minière sont beaucoup moins claires que leur présentation sur la pancarte le voudrait. Le discours de responsabilité environnementale et entrepreneuriale au centre du discours de légitimation de la compagnie minière, est ainsi questionné par les habitants qui : manifestent leurs craintes au sujet des impacts des activités minières sur l'environnement ; se plaignent du protocole du secteur qui consiste à « informer » plutôt qu'à « consulter » la population ; désignent les emplois offerts par le terme « ouvriers », dénigrant le discours sur la « formation du personnel » avancé par l'équipe de communication ; et dénoncent des incompréhensions ou abus du personnel de la compagnie minière en matière de respect de la propriété privée et d'indemnisation des propriétaires.

Le fait que ces critiques soient principalement soulevées par des jeunes hommes adultes, alors que les participantes au jeu à prix sont principalement des femmes, n'est pas sans importance. Cela est révélateur, certes, des rapports de genre, pour lesquels les hommes se sentent plus en droit de parler en public, d'avancer des critiques et de « marquer leur territoire ». Mais il est aussi symptomatique d'une stratégie de communication qui, en dépit de la rhétorique des « leçons apprises » par la compagnie, s'adresse aux habitants locaux en les infantilisant. Plutôt qu'une réelle réunion d'information, où les habitants seraient mis au courant des pratiques de l'entreprise et auraient le droit de poser des questions et proposer des améliorations, l'action de l'équipe consiste à s'assurer que les participants « apprennent » le discours officiel du secteur, en les gratifiant avec des petits prix. Ce procédé rappelle de près celui du « concours d'allaitement » décrit dans le deuxième chapitre. Alors que les femmes et les enfants sont plus susceptibles – du fait de leur position dans les rapports de pouvoir d'âge et de sexe – de se « prêter au jeu », ce mode d'interaction peut être perçu par les hommes adultes – notamment ceux avec une position de pouvoir économique ou politique - comme condescendant et offensif. Effectivement, dans les questions et critiques adressées par les hommes du public à Francesco et Carmen, on discerne clairement une demande d'information, voire de

Carmen: a ver, 5!

Francesco: Después de las operaciones, después de utilizar en agua, como lo disponemos, así a las quebradas? Directamente, se le da un tratamiento...? cómo es?

Anónimo 5: En actualidad o...

Francesco: Sí, actualmente.

Anónimo 5: Actualmente...disponen de tratarlo después de...antes de ponerlo a la quebrada.

Francesco: Exacto. Se le da un tratamiento al agua antes de disponerlo en las quebradas. El agua que ingresa a las quebradas debe ser apta para el uso agrícola y animal. De esta forma no estamos impactando la calidad y la cantidad del agua de cada una de las quebradas.

consultation préalable (« vous deviez nous informer avant !»), ainsi qu'une revendication de leur autorité sur le territoire (« vous avez l'autorisation d'être ici? »). Ce type d'interaction est incompatible avec le *modus operandi* de l'entreprise, comme le témoigne la réaction de l'équipe de communication rurale.

Les réponses de Carmen et de Francesco à ces critiques consistent essentiellement à contourner les questionnements pour revenir à leur discours de départ. Ils remettent constamment au centre de leurs propos l'activité d'« information » qu'ils mènent, soulignant la capacité d'apprentissage de la compagnie au détriment de ses éventuelles erreurs (« L'important c'est d'apprendre des erreurs, n'est-ce pas ? [...] C'est ça qu'il faut retenir »). Ils renvoient également aux mécanismes corporatifs et institutionnels locaux dans la régulation du travail, se dégageant ainsi des questionnements, et nient la possibilité d'abus de la part du personnel minier en affirmant que la compagnie a tout intérêt à bien s'entendre avec ses voisins (« Ça fait partie de notre politique d'avoir de bonnes relations avec vous »). La nature du rapport entre la compagnie et les habitants, tout comme les pratiques de recrutement de l'entreprise, demeurent toutefois floues, comme en témoignent les réponses des femmes du public ayant assisté à l'échange. Notamment la différence entre l'information (des habitants) et la formation (des travailleurs) pose problème. Plutôt que le fruit d'un malentendu entre les deux parties ou d'une faible capacité de compréhension des habitants, ce « flou » doit être compris comme un élément constitutif du rapport entre les entreprises et la population locale.

La distinction entre « ancienne » et « nouvelle » extraction minière constitue en effet un discours de légitimation bien plus qu'un réel changement de protocole et de relations. Les procédures restent éminemment verticales et non-participatives : la compagnie informe à son gré, après l'obtention des permis d'exploitation, et aucune instance de consultation de la population, ni même aucun mécanisme d'adaptation des pratiques n'est prévu. Les critiques des assistants sont donc niées ou « ultérieurement transmises » à des instances supérieures. Comme analysé par Li (2015), ce fonctionnement est caractéristique des mécanismes de participation citoyenne établis par le secteur minier et l'État péruvien, qui ne créent aucun espace ou dispositif d'opposition légitime à la mise en place d'un projet minier, mais uniquement des instances « participatives » consistant à incorporer les critiques de façon à légitimer le processus déjà en marche (cf. chapitre 1). Ce mode opératoire a pour effet de pousser les acteurs critiques du secteur vers des formes d'opposition non institutionnalisées, telles les manifestations ou les blocages de rue. Du fait de l'importance du secteur minier pour le

modèle de développement national, ces dernières stratégies n'ont cependant pas la vie facile, mais sont confrontés à des diverses formes de criminalisation.

8.2.3 Altérisation des oppositions au modèle primo-exportateur

À partir des années 1990, aux idées de progrès historiquement liées au secteur minier viennent s'ajouter de nouvelles représentations. Comme nous l'avons vu, le gouvernement de Fujimori (1990-2000) promeut des réformes néolibérales orthodoxes qui modifient radicalement la structure économique et politique du pays, dans laquelle les activités extractives commencent à jouer un rôle de premier plan (Bury, 2007, 2005). Les réformes de Fujimori s'accompagnent d'une politique sécuritaire tout aussi agressive, ayant pour finalité d'éradiquer la guérilla du Sentier Lumineux. La renaissance économique des années 1990 est alors discursivement reliée à la pacification du pays : si, d'une part, le gouvernement de Fujimori légitime son autoritarisme par les nécessités d'un pays déchiré par la guerre interne, de l'autre, la stabilisation politique du Pérou rassure les instances financières internationales et permet au pays de devenir une destination privilégiée pour les investissements étrangers. Ce lien entre néo-libéralisation et le processus de paix va jouer un rôle central dans la criminalisation des mobilisations anti-extractives, comme nous le verrons ultérieurement.

Les gouvernements qui succèdent à celui de Fujimori consolident, au-delà des clivages politiques, cette stratégie de développement économique qui ne connaît que de minimes variations. À l'expansion des activités extractives vers les territoires marginaux, désormais fronts pionniers du développement économique, s'ajoute une politique institutionnelle qui voit dans l'exploitation des ressources naturelles un moyen de dynamiser l'économie et de lutter contre la pauvreté⁶⁶⁰. Les mobilisations d'opposition aux activités extractives qui ne cessent de se multiplier depuis les années 2000 (Bedoya et Hurtado 2013; Arce 2008) sont ainsi souvent qualifiées par le gouvernement et certains médias nationaux comme des luttes « anti-développement » et antipatriotiques, privilégiant

⁶⁶⁰ Le passage d'un discours d'intégration sociale à un discours sur la lutte contre l'exclusion sociale et la pauvreté n'est pas propre au Pérou, mais caractéristique de la période 1970-1990. Cela rejoint le fait que les années 1960-1970 aient été marquées par des politiques volontaristes de l'État telles les réformes agraires, tandis qu'à partir des années 1980-1990 les États se contentent de promouvoir l'investissement privé dans des secteurs estimés « stratégiques » et auxquels est laissé le soin de générer des revenus permettant de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (Gardner et Lewis 1996; Edelman et Haugerud 2005).

dès lors des intérêts particuliers ou locaux aux intérêts de la nation⁶⁶¹. Les acteurs sociaux qui prennent part à ces mobilisations sont ainsi représentés comme des individus idéologisés, et donc manipulateurs, ou à l'inverse, des ignorants, forcément manipulés. Or, ces discours trouvent une certaine résonance auprès du public national car ils évoquent non seulement le spectre de la récente violence politique, mais font plus largement écho aux stéréotypes racistes dont souffrent les populations rurales andines et amazoniennes, considérées comme politiquement incapables et facilement manipulables.

D'éminents personnages publics péruviens font alors le lien entre la critique de la politique néolibérale et la pensée maoïste du Sentier lumineux. Tel est le cas d'Hernando de Soto qui dénomme les leaders des mobilisations anti-extractives de « *Sendero Verde* »⁶⁶², suggérant qu'ils constitueraient une incarnation écologiste du Sentier Lumineux⁶⁶³. Dans l'un de ses commentaires, le président Alejandro Toledo assimile pareillement les protestations à une posture idéologique, implicitement classiste : « Ne freinez pas le désir du peuple de sortir de la pauvreté, n'utilisez pas des idéologies démodées »⁶⁶⁴. Mais la criminalisation des protestataires ne passe pas uniquement par les mots : durant le gouvernement de Toledo (2001-2006), marqué par une conflictualité accrue dans l'ensemble du pays, le Parlement approuve l'aggravation des peines pour destruction des propriétés et blocage des voies publiques (loi n° 27686). Dans les années qui suivent, le gouvernement d'Alan García Pérez (2006-2011) intensifie les mesures répressives envers les manifestants et promulgue des décrets législatifs autorisant l'intervention de l'armée dans les conflits sociaux, établissant le délit d'extorsion (correspondant à une peine allant jusqu'à 25 ans de prison) pour les manifestants et l'interdiction aux élus de participer aux protestations⁶⁶⁵.

⁶⁶¹ Comme l'indique Bos (2018 : 515), « les conflits qui refusent la marchandisation de la nature, remettant profondément en cause le modèle de développement économique national en désirant une (re)négociation des arrangements qui définissent la relation société-nature, ils sont perçus comme une menace à son maintien par les acteurs qui y sont favorables, particulièrement par l'exécutif central, voire comme une menace à l'ordre démocratique ».

⁶⁶² Voir chapitre 7, section 7.2.1.

⁶⁶³ Comme nous l'avons vu dans le chapitre 4, la couverture médiatique dédiée à un leader local de Cajamarca, Wilfredo Saavedra Marreros, ne manque pas de rappeler son passé dans le Movimiento Revolucionario Túpac Amaru (MRTA). Voir : « Ex Terrorista Del MRTA Lidera Guerra a Conga », *Diario Correo* du 17/11/2011. Disponible en ligne sur : <http://diariocorreo.pe/politica/ex-terrorista-del-mrta-lidera-guerra-a-conga-500747/> (dernier accès le 18/04/2017).

⁶⁶⁴ Toledo, Alejandro (2005), « Mensaje a la Nación del Señor Presidente de la República, Alejandro Toledo, con ocasión de las fiestas patrias », Congreso de la República, 28 de julio del 2005. Disponible en ligne sur : http://www4.congreso.gob.pe/congresista/2001/lguerrero/documentos/Mensaje_Presidente_de_la_Rep%fablica.pdf (dernier accès le 18/04/2017).

⁶⁶⁵ APRODEH, « Serios peligros para los derechos humanos: los 11 decretos del gobierno de Alan García », Lima, Agosto 2007.

Ces lois, dignes d'un contexte politique contre-insurrectionnel, entraînent une avalanche de condamnations de militants et leaders visibles des mobilisations contre les activités extractives, comme l'illustrent les peines demandées par le bureau du procureur pour les participants aux mobilisations contre le projet Minas Conga de 2011-2012 : entre 30 et 37 ans de prison pour séquestration aggravée, coercition et outrage aux symboles de la patrie⁶⁶⁶. Que ce soit pour leur participation à des barrages de rue, des dommages à la propriété privée ou l'incitation à la violence et à la subversion, les leaders sociaux croulent sous le poids de procédures judiciaires souvent longues et coûteuses. Les acteurs de la société civile ne sont pas les seuls à faire l'objet des différentes pratiques de criminalisation: les élus ayant pris part aux manifestations sont également la cible de mesures de plus en plus répressives, à l'instar de Gregorio Santos Guerrero, président de la région de Cajamarca, que j'ai évoqué dans le chapitre précédent. De plus, les discriminations ethno-raciales imprègnent l'appareil judiciaire, comme en témoignent les procès-verbaux des procès et les entretiens avec les juges (Saldana, 2016), ou encore les marques de racisme subies par les manifestants de la part des forces de l'ordre, au sujet desquelles je renvoie au chapitre 6.

La délégitimation institutionnelle et médiatique des protestations contre les activités minières prend essentiellement deux formes : l'une est de criminaliser les militants en les accusant de tenir des propos « radicaux » et « terroristes » ; l'autre consiste à les qualifier d'« ignorants » ou de « sauvages » opposés au progrès de la nation. Alors que la première représentation s'appuie sur un passé ensanglanté et récent, marqué par le conflit interne entre l'armée péruvienne et la guérilla du Sentier Lumineux, la seconde mobilise la figure de l'Indien archaïque et révolté, dont les origines remontent à l'époque coloniale (Espinosa de Rivero, 2009 ; Giudicelli, 2018). Les sujets désignés par ces deux représentations appartiennent à des catégories sociales différentes : si l'accusation de terrorisme est principalement adressée aux militants issus des classes moyennes ou supérieures, principalement des professionnels résidant en milieu urbain – ces leaders sociaux visibles auxquels fait référence De Soto –, la racialisation vise au contraire les populations paysannes ou autochtones, ainsi que les secteurs populaires urbains récemment installés – cette « masse » de militants de base inconnus des médias. Ces deux formes d'altérisation – l'une politique, l'autre ethno-raciale – ont pour

⁶⁶⁶ *Secuestro agravado, coacción, ultraje a los símbolos patrios*. Source : Celendín, Libre. 17/03/2017. « Cajamarca: Absuelven a Los Dieciséis Líderes Sociales de Celendín ». Disponible en ligne sur : <https://celendinlibre.wordpress.com/2017/03/17/cajamarca-absuelven-a-los-dieciseis-lideres-sociales-de-celendin/> (dernier accès le 18/04/2017).

effet d'occulter la logique politique des acteurs et de délégitimer leurs actions, en les représentant comme incompatibles avec l'ordre démocratique républicain, car « subversifs » ou « primitifs ».

On doit au président Alan García l'expression sans doute la plus connue et la plus décomplexée de criminalisation et de racialisation de l'opposition aux activités extractives dans son « manifeste » néolibéral et développementiste intitulé « *El síndrome del perro del hortelano* ». Publié en 2007 sous la forme d'un article d'opinion dans le quotidien national *El Comercio*, celui-ci désigne, par l'expression de « syndrome du chien du potager », l'attitude de ceux qui empêchent les autres de profiter des biens dont ils ne sont pas eux-mêmes en mesure de profiter⁶⁶⁷. García attribue ce syndrome, nous l'avons vu dans le chapitre précédent, aux populations indigènes et aux « fausses communautés paysannes », possédant des terres dont elles ne font qu'un usage marginal, ainsi qu'aux anciens « communistes » reconvertis en « environnementalistes » qui empêchent les régions riches en ressources minières de profiter de ces dernières pour « sortir de la pauvreté »⁶⁶⁸ (García Perez, 2007).

Si, d'un côté, le discours de García se situe dans la continuité des représentations raciales de l'« Indien primitif, opposé à la modernité, au progrès et au développement » (Espinosa de Rivero, 2009 : 125-126), de l'autre, il dessine un projet de gouvernementalité néolibérale dont l'Indien constitue – selon l'expression de Paulo Drinot (2011) – l'« Autre anticapitaliste et récalcitrant »⁶⁶⁹. L'intransigeance du gouvernement García envers la grève amazonienne de 2009 constitue le prolongement de cette logique. Alors que le ton du débat politique de l'époque révèle le néo-racisme péruvien dans toute sa splendeur, la « massacre de Bagua » (Favier 2013) constitue une preuve de ses effets. Les violents affrontements dans lesquels 34 personnes – entre manifestants et policiers – perdirent la vie se produisirent, nous l'avons vu, après deux mois de grève convoquée par l'*Asociación Interétnica de Desarrollo de la Selva Peruana* en opposition à un ensemble de décrets législatifs ouvrant la voie à l'exploitation de larges étendues du territoire amazonien. La grève et ses organisateurs deviennent alors la cible de commentaires et de représentations racistes de la part des

⁶⁶⁷ L'expression est tirée de la comédie intitulée *Le chien du jardinier* du dramaturge espagnol Lope de Vega (1562-1635) imprimée à Madrid en 1618. Elle fait référence au comportement indécis de Diana, comtesse de Belflor et héroïne de la pièce qui, incapable d'avouer ou de renoncer à son amour, Teodoro, est comparable au chien du jardinier qui, « sans manger les choux, interdit qu'un autre les mange ».

⁶⁶⁸ Il convient de remarquer que, dans le texte, García fait aussi référence aux petits pêcheurs artisanaux qui protestent contre la modernisation de la pêche dans leurs baies « sous prétexte qu'elle est polluante », ce qui témoigne de la continuité d'un modèle de développement néo-libéral et extractiviste à travers différents secteurs.

⁶⁶⁹ *Recalcitrant, anti-capitalist Other*.

médias et des porte-paroles du gouvernement, menant une véritable campagne de délégitimation qui nie le droit des Indigènes à participer aux décisions qui concernent leur territoire et refuse tout dialogue avec eux :

Ces personnes n'ont pas de couronne, ce ne sont pas des citoyens de première zone. [Seuls] 400 000 natifs (nativos) n'ont pas le droit de nous dire, à nous les 28 millions de Péruviens, « Tu n'as pas le droit de venir ici » (déclaration d'Alan García du 5/6/2009).

Ce genre de commentaires trahissent une vision différentielle de la citoyenneté selon laquelle les peuples indigènes d'Amazonie ne sont pas des Péruviens comme les autres. L'incompatibilité affichée entre la catégorie d'Indien et celle de citoyen, qui est à l'origine même de la république péruvienne, est ainsi révélée et mise à jour (Bernex, 2013 ; Espinosa de Rivero, 2009 ; Favier, 2014). La dureté de la répression et les commentaires discriminants au sujet indigènes d'Amazonien, qui accusent les manifestants de « sauvagerie » et de « barbarie »⁶⁷⁰, suscitent l'indignation de la société civile tant nationale qu'internationale, contribuant ainsi à relancer le processus de rédaction d'une loi de consultation préalable concernant les peuples indigènes péruviens. La réverbération médiatique du *Baguazo* rompt ainsi avec une logique d'invisibilisation des peuples Amazoniens dans la politique et la société Péruvienne (Favier 2014), mettant à jour les profondes contradictions entre l'idéal égalitaire prôné par l'État républicain et celle les nouveaux impératifs de l'économie néolibérale (Dagicour 2017 ; Vergara 2013).

À la suite de la massacre de Bagua, le gouvernement de Garcia (2006-2011) commence en effet à élaborer une loi de consultation préalable conforme à la Convention n° 169 de l'OIT ratifiée par le Pérou en 1995, mais jamais retranscrite dans la loi⁶⁷¹. En 2011, le projet de loi occupe une place centrale dans la campagne électorale d'Ollanta Humala Tasso. Deux mois après son élection, en septembre 2011, la loi de Consultation Préalable (n° 29785) est promulguée. Au mois de novembre de la même année, une Commission multisectorielle est formée, à laquelle participent les principales organisations indigènes péruviennes, rassemblées par le Pacte d'Unité⁶⁷², afin d'établir la

⁶⁷⁰Voir : <http://gestion.pe/noticia/296943/garcia-policias-fueron-victimas-barbarie-salvajismo> (dernier accès le 18/05/2018).

⁶⁷¹ En juillet 2009, la *Defensoría del Pueblo* – une organisation constitutionnelle autonome ayant pour but de protéger les droits constitutionnels – présente au Parlement un premier projet de loi de consultation préalable. En mai 2010, une première version du texte de loi est présentée, mais les discussions traînent en raison du débat sur l'exclusion du droit de veto. Le président García déclare : « Nous défendons le concept de consultation préalable internationalement ratifié par le Pérou, mais en aucun cas cela ne peut signifier un droit de veto » (*El Comercio*, 2010, cité par Comisión de Investigaciones de Polítai, 2012).

⁶⁷² *Pacto de Unidad*. Formé en 2011, y participent l'*Asociación Interétnica para el Desarrollo de la Selva Peruana* (Aidesepe), la *Confederación Nacional de Comunidades Afectadas por la Minería* (Conacami), l'*Organización Nacional de Mujeres Andinas y Amazónicas del Perú* (Onamiap), la *Confederación Campesina del Perú* (CCP) et la *Confederación*

réglementation pour la mise en pratique de la nouvelle loi. Si les problématiques inhérentes au texte de loi et à ses possibles interprétations conduisent les organisations du Pacte d'Unité à abandonner la table des concertations, le règlement est tout de même approuvé par l'exécutif en avril 2012. Entre-temps, le ministère de la Culture constitue – sans la soumettre à l'évaluation de la commission – une « base de données » des peuples indigènes péruviens qui auraient droit à la consultation préalable. Le procédé est obscur car les critères de définition des ayant droit ne sont pas diffusés, et ce n'est qu'un an après l'approbation de la loi, le 26 octobre 2013, que la base de données est publiée sur le site du ministère.

Au moment de sa publication, la base de données n'inclut aucun groupe ethnique andin dans la liste des peuples indigènes nationaux (Sanborn, Hurtado et Ramirez, 2016). C'est seulement en 2015 que les groupes quechuas et aymaras sont inclus : à ce jour, seuls 4 des 55 peuples indigènes de la liste se trouvent dans les Andes, les autres étant situés en Amazonie (Vargas, 2016). Le processus d'application de la loi de Consultation Préalable reproduit ainsi une vision – la même qui est à l'origine de la dés-indianisation des peuples andins au cours du XX^e siècle – de l'Indigène comme un sujet non intégré par la société dominante (Rousseau, 2012). Cette représentation réaffirme l'impossibilité d'être en même temps indigène (soit archaïque, isolé et pauvre) et citoyen (soit moderne, intégré et prospère)⁶⁷³. Mais, encore plus, l'identification des peuples ayant droit de recourir au dispositif de consultation préalable révèle une conception sous-jacente de l'indigénité péruvienne contemporaine comme principalement située en Amazonie. Avec la création de la base de données, l'État réaffirme son monopole historique dans la définition de la citoyenneté et, par conséquent, du sujet indigène (*idem* ; Salazar, 2013). Ce type de politique institutionnelle est à la fois révélateur des transformations du régime d'altérité nationale et déterminant dans sa (re)production. Les catégories officielles ne rendent cependant pas compte de la complexité des rapports sociaux, ni de la capacité des acteurs à interpréter, s'approprier et donner sens aux catégories juridiques ou identifications sociales dominantes. Alors que le gouvernement restreint l'accès au droit de consultation par la reconnaissance officielle des peuples Indigènes, on observe, à l'échelle locale, un recours croissant

Nacional Agraria (CNA). À la commission multisectorielle participent aussi la *Confederación de Nacionalidades Amazónicas del Perú* (Conap) et les représentants des 14 vice-ministères. La direction de la Commission est confiée au vice-ministère de l'Interculturalité (Salazar-Soler, 2013).

⁶⁷³La complexité de la négociation d'une identité ethnique ou indigène dans un système de citoyenneté excluant est bien illustrée dans les travaux ethnographiques sur la citoyenneté multiculturelle, tels ceux réalisés par García (2005), García et Lucero (2011), Postero (2007), Warren (1998), Canessa (2015) et Gros (2002).

aux symboles et identifications ethniques de la part des acteurs et organisations sociales mobilisées contre l'expansion des activités extractives.

8.3 Reconfigurations et appropriations de l'altérité « résistante »

En 2000, à la suite de lourds soupçons de fraude lors de la réélection de Fujimori, le leader de l'opposition politique, Alejandro Toledo, appelle à une marche nationale à Lima le jour de l'inauguration du nouveau mandat – marche qui prend le nom de la « Marche des Quatre *Suyos* », en référence aux quatre parties de l'Empire Inca (Greene, 2005). Suite à la chute du gouvernement et à la fuite de Fujimori au Japon, le « *cholo* » Toledo⁶⁷⁴ est élu président en 2001. Il célèbre sa prise de fonction par une cérémonie sur le site archéologique de Machu Picchu où il fait la promesse, aux divinités incas, d'amener un temps de changement (*pachacuti*) et d'être un « guerrier » contre la pauvreté⁶⁷⁵. Le recours aux symboles de l'ethnicité andine et de l'empire Inca ne se limite pas à l'échelle politique nationale et peut également être observée pendant la même période post-transition démocratique à l'échelle locale dans l'incorporation sélective des symboles et répertoires ethniques par les nouvelles formations politiques qui accèdent aux municipalités en milieu andin (Durand, 2006). Au lieu de conduire à une plus grande inclusion politique des groupes sociaux marginalisés et de leurs pratiques, cette « ethnicisation du politique » révèle une contradiction entre les discours d'inclusion culturelle et les pratiques d'exclusion sociale, caractéristiques du multiculturalisme néolibéral (Hale 2005; Boccara 2011). La politique du gouvernement de Toledo (2001-2006), plutôt que de créer des espaces institutionnels pour les organisations indigènes, se traduit par une appropriation de ces derniers dans le cadre d'un nouveau multiculturalisme d'État (Greene, 2006)⁶⁷⁶. D'une façon similaire, à l'échelle locale, l'adoption des discours ethniques est liée à un processus de

⁶⁷⁴ Durant sa campagne électorale, Toledo met en avant ses origines andines et une identité « *chola* » (littéralement de migrant rural andin en milieu urbain côtier, cf. chapitre 3), à laquelle les électeurs des secteurs ruraux et populaires peuvent s'identifier. À ce sujet, voir : Greene (2006), Mesclier et Sierra (2012).

⁶⁷⁵ Voir : <http://www.lanacion.com.ar/323707-toledo-juro-ante-los-dioses-incas> (dernier accès le 18/05/2018).

⁶⁷⁶ Pendant le gouvernement de Toledo (2001-2006), Eliane Karp, épouse du président et anthropologue de formation, crée la Commission nationale des peuples andins, amazoniens et afro-Péruviens (CONAPA). Cette institution, placée sous la tutelle du Conseil des ministres, est chargée de promouvoir des politiques d'État pour le développement des peuples indigènes. Suite à plusieurs scandales et désaccords avec les organisations indigènes péruviennes existantes, Eliane Karp démissionne en 2004 et la CONAPA est dissoute pour être remplacée par l'Institut national de développement des peuples andins, amazoniens et afro-Péruviens (INDEPA). En 2007, l'INDEPA est absorbé par le ministère de la Femme et du Développement Social (MIMDES) et se transforme en Direction nationale des peuples originaires et afro-péruviens (DGPOA), malgré l'opposition des organisations indigènes nationales. Pour plus d'informations, voir Shane Greene (2006).

renouvellement de l'image des élites sociales et professionnelles locales, au détriment de la participation des secteurs populaires (Durand, 2006).

Si l'ethnisation du discours politique dans les milieux institutionnels ne se traduit donc pas nécessairement par une inclusion des groupes sociaux populaires et/ou racisés, parmi les organisations sociales paysannes et populaires, il est en revanche possible de repérer un autre processus, que je dénommerai « politisation de l'ethnique », lequel consiste à mettre en avant l'altérité ethnique pour revendiquer des droits. Si les caractéristiques de l'autochtonie onusienne ne coïncident pas exactement avec celles de l'altérité locale ou nationale, certaines organisations se sont spécialisées dans la traduction et l'adaptation de celles-ci dans les catégories vernaculaires de la différence ethnique, facilitant ainsi leur (ré)appropriation par les acteurs sociaux locaux (cf chapitre 5). Ce travail de traduction, conjointement aux pratiques d'altérisation des mouvements d'opposition aux activités minières par les discours médiatiques et les pratiques institutionnelles nationales, contribue à la diffusion d'une lecture ethnique des nouvelles formes d'exclusion associées à l'expansion de la frontière extractive. Si, dans le champ de la politique institutionnelle, les espaces alloués aux peuples autochtones relèvent de ce que Charles Hale dénomme l'« *indio permitido* »⁶⁷⁷ (Hale 2002, 2005; Boccara 2011) – un Indigène « domestiqué », culturellement exotique et politiquement inoffensif –, celui des mouvements sociaux et de la politique informelle est représenté comme le domaine de l'« *indio alzado* » – un Indigène belliqueux, culturellement et politiquement incontrôlable. Cette distinction contribue à « dessiner une territorialité différentielle dans la même nation : un territoire pacifique et pacifié des bons indiens et clients exotiques d'un côté, et un territoire de frontière, belliqueux, celui des indiens terroristes soumis à la loi de sécurité interne de l'État, de l'autre (Ayala et Boccara 2011 : 290)⁶⁷⁸. L'« indianité rebelle » des opposants au modèle primo-exportateur n'est cependant pas uniquement le produit de l'activité institutionnelle et médiatique, mais elle fait aussi l'objet d'une revalorisation et d'une réappropriation de la part des acteurs sociaux mobilisés.

⁶⁷⁷ Hale (2004) attribue l'expression à la sociologue bolivienne Silvia Rivera Cusicanqui.

⁶⁷⁸ *Estas dos configuraciones contribuyen a dibujar una territorialidad diferenciada dentro de la misma nación : un territorio pacífico y pacificado de los indios buenos o clientes exóticos por un lado, y un territorio de frontera, bélico, el de los indios terroristas sometidos a la ley de seguridad interior del estado, por el otro.*

8.3.1 Transformations du régime d'altérité nationale

Nous avons vu comment la cordillère des Andes et les « andins » font l'objet d'une double représentation : d'une part, territoire pauvre et inhospitalier, prisonnier du passé ; de l'autre, le cœur du passé pré-incaïque, voir le berceau d'un futur égalitaire et utopique. Alors que le premier imaginaire sous-tend et légitime une politique développementiste qui représente et érige l'extraction minière comme un vecteur de développement et de dynamisation économique, le second constitue une ressource importante pour les acteurs qui s'opposent à l'extraction minière. J'avais avancé que, depuis la transition démocratique de 2000, les thèmes et symboles ethniques sont de plus en plus mobilisés dans l'espace politique formel. Il en va de même pour les mouvements sociaux, où l'adoption d'éléments « ethniques » dans les discours de revendication va croissant. Ce phénomène amène certains scientifiques à s'interroger, depuis le début des années 2000, sur la possibilité de voir les conflits miniers produire de nouvelles formes d'identification et d'actions d'ordre « ethnique » en milieu andin (Paredes, 2006). Ce questionnement est notamment lié au rôle politique de la *Confederación Nacional de Comunidades Afectadas por la Minería* (CONACAMI), organisation andine fondée en 1999 et ayant par la suite développé un discours de revendication d'inspiration onusienne (*idem*; Salazar-Soler 2011), qui ne parvient pas à s'implanter en raison d'un trop grand éloignement vis-à-vis des représentations locales de l'ethnicité⁶⁷⁹. En 2010-2011, une crise interne finit par affaiblir la CONACAMI et par compromettre sa légitimité à l'échelle nationale, enterrant définitivement le projet d'une alliance entre cette organisation et la fédération des peuples indigènes Amazoniens du Pérou – la *Asociación Interétnica de Desarrollo de la Selva Peruana* (AIDSESP) – sous une identité autochtone commune.

Les événements de Bagua en 2009 constituent un tournant dans la politique nationale péruvienne récente. Cette tragédie clôt une décennie marquée par la multiplication des conflits sociaux et le durcissement de la répression étatique. Son impact sur l'opinion publique nationale et internationale met le gouvernement devant l'impératif de créer un dispositif de loi pour garantir le droit de consultation préalable des peuples indigènes disposé par la Convention n° 169 de l'OIT. Mais le massacre de Bagua a aussi d'autres conséquences politiques et sociales plus subtiles. D'une part,

⁶⁷⁹ Selon Paredes (2006), cela serait la conséquence des divergences entre les demandes concrètes des populations affectées et les demandes d'autonomie territoriale de la CONACAMI. Dans un travail postérieur, Paredes (2010) affirme que la « politisation de l'Indigène » au Pérou s'est historiquement faite par une inclusion « par le haut », plutôt que par une mobilisation « par le bas », créant ainsi un climat peu propice à un processus d'organisation et de représentation de la population indigène nationale.

il révèle l'émergence des organisations amazoniennes comme des acteurs-clés sur la scène politique nationale (Favier, 2014), résultant d'un processus d'organisation de longue durée entamé dans les années 1960 (Romio, 2017). D'autre part, il rend visible un renouvellement du régime d'altérité nationale par lequel les Indiens d'Amazonie sont devenus les nouveaux « modèles » de l'Autre indigène (Greene, 2006). Ce phénomène – qui n'est pas propre au Pérou mais s'insère au contraire dans un contexte global de convergence entre activisme écologique et autochtone en Amazonie (Conklin et Graham, 1995) - contribue à reconfigurer l'image de l'indianité « à la péruvienne », historiquement construite sur l'altérité sud-andine et le passé Incaïque de la nation (Greene, 2006)⁶⁸⁰.

Les stéréotypes raciaux sur les Indiens d'Amazonie ne sont pas les mêmes que ceux associés aux populations andines. Alors que les premiers sont représentés par une image de tropicalité (la chaleur et l'humidité de l'environnement étant supposée déterminer leur précocité sexuelle, indisposition au travail et un caractère impulsif ou violent) tout autre est pas le cas des Andins « tristes et méfiants », dont les ancêtres glorieux sont les Incas⁶⁸¹. Cependant, suite aux événements tragiques de Bagua, plusieurs observateurs font le lien entre les mobilisations actuelles des natifs amazoniens et les mobilisations paysannes qui ont secoué le sud andin au cours des années 1960. Irène Favier illustre ce phénomène à travers l'image évocatrice faisant la couverture de la *Revista Agraria* de juin 2009 (Fig. 94), qui représente un « Indigène », moitié paysan andin (daté de 1969, année de la réforme agraire) et moitié natif amazonien (daté de 2009, année de la grève amazonienne). Comme le souligne Favier « quoique fort discutable du point de vue de l'historiographie, cette prétendue continuité historique revêt des enjeux idéologiques importants. Elle renforce l'hypothèse du déplacement géographique du centre de gravité des luttes sociales contemporaines » (2014 : 92).

⁶⁸⁰ Greene suggérait en 2006 que ce glissement défie les fondements de l'identité nationale construite à partir du passé inca et de l'opposition Indigène andin/Espagnols.

⁶⁸¹ Ces différences sont du moins en partie le résultat de différentes logiques de contrôle territorial mises en place par les élites nationales au long de la période républicaine, qui ont participé de la création d'une dichotomie persistante entre monde andin et monde amazonien. A ce sujet, voir Dagicour (2017).



Fig. 94 - Couverture de la *Revista agraria*, CEPES, n° 108, juin 2009. « Paysan andin 1969 ; natif amazonien 2009 : 40 ans après la réforme agraire, d'autres Indigènes demandent à être citoyens » (Favier, 2014 : 92).

L'inscription « 40 ans après la réforme agraire, d'autres Indigènes demandent à être citoyens » fait écho à ce que Stéphanie Rousseau (2012 : nd) dénomme la « prophétie auto-accomplie de la paysannisation de la population rurale andine et côtière ». Selon cette « téléologie de la modernisation » précédemment évoquée, les paysans andins auraient acquis la pleine citoyenneté grâce aux luttes agraires et à la réforme de 1969, suite à laquelle ils ont perdu leur statut d'« Indiens », alors que les natifs amazoniens seraient, aujourd'hui encore, en train de revendiquer leur pleine intégration à la communauté nationale. Le nouvel épicode des luttes subalternes, supposé se situer en Amazonie, est donc relié à l'altérité radicale du sujet indigène, cet Autre constitutif du Soi national. L'incompatibilité entre les catégories d'Indigène et de citoyen est ainsi réaffirmée tant par les sympathisants des acteurs mobilisés⁶⁸² que par leurs opposants. Cependant, plutôt que d'une intégration « réussie » des populations andines à la communauté nationale, le déplacement géographique du référent indigène des Andes du sud vers les territoires amazoniens est révélateur d'une reconfiguration de ce que Caballero et Giudicelli (2017) appellent le « régime d'altérité nationale ». Ce processus de (re)définition de l'Autre, indispensable à la définition du « nous »

⁶⁸² La *Revista Agraria* est une publication du Centro Peruano de Estudios Sociales (CEPES), une institution privée fondée en 1975 et spécialisée dans les études sur le développement agricole et rural. Le CEPES s'engage notamment dans les thématiques de la sécurité alimentaire, du changement climatique et des droits fonciers des populations paysannes et indigènes du Pérou.

national, devient particulièrement apparent dans les processus d'application de la loi de consultation préalable.

La récente identification des peuples amazoniens comme les seuls « vrais » Indigènes péruviens contemporains est le résultat de processus économiques et politiques qui, pendant la seconde moitié du XX^e siècle, ont creusé les différences sociales et ethniques entre les Andes et l'Amazonie, conduisant à une « nationalisation » des premières et à une « altérisation » de la seconde. De ces processus complexes⁶⁸³, qui ne font cependant pas l'objet de ce travail, il convient de souligner deux composantes principales : les flux migratoires internes et les formes d'organisation politique. Pour ce qui est des flux migratoires, on assiste, à partir des années 1950, à de grands mouvements de population, notamment des régions andines rurales vers les centres urbains de la côte (Matos Mar, 1990, 1984), un processus souvent dénommé par le terme de « *cholification* »⁶⁸⁴, qui accélère l'intégration socio-économique des populations andines à la société péruvienne majoritaire. Bien que des flux migratoires relient aussi l'Amazonie aux villes côtières, ceux-ci sont largement inférieurs aux migrations qui, pendant la même période, s'orientent vers les régions amazoniennes, encouragées par une politique de titrage des terres mise en place par le gouvernement dans les décennies précédant la réforme agraire (Favier, 2014). Ces mouvements migratoires favorisent le tissage de liens économiques, politiques et sociaux entre les régions andines et côtières, « rapprochant » ainsi les Andes de la côte, alors que les basses terres amazoniennes sont en train de vivre une dynamisation économique et sociétale propre (*ibid.* ; Romio, 2017). En ce qui concerne les formes d'organisation politique, nous avons vu que depuis les années 1950, les communautés paysannes andines comptent d'importantes organisations syndicales⁶⁸⁵, qui facilitent la formulation de revendications de type corporatiste et la diffusion d'un discours politique de « classe ». En Amazonie, au contraire, à partir des années 1960, une nouvelle activité religieuse et éducative ainsi que les opportunités ouvertes par la *Ley de Comunidades Nativas* de 1974 – permettant d'enregistrer la propriété collective des

⁶⁸³ Parmi les principaux facteurs de changement, on compte : les migrations internes qui, depuis 1940, conduisent des millions de Péruviens, notamment andins, à migrer vers les centres urbains de la côte ; la massification de l'éducation ; la densification des réseaux de la société civile, notamment dans les nouveaux quartiers populaires des villes côtières ; la diffusion de nouveaux moyens de communication (radio, télévision) ; et la naissance de nouvelles élites commerçantes (Mar, 1984). Au sujet des processus de transformation au cours du XX^e siècle en Amazonie péruvienne, voir : Favier (2014), Espinosa de Rivero (2009), Greene (2006), Romio (2014), Chaumeil (2009) et Varese, Delgado et Meyer (2008).

⁶⁸⁴ Processus de « devenir *cholo* », migrant rural ou andin en milieu urbain, généralement côtier (cf. chapitre 3.1.1, note 252).

⁶⁸⁵ Pour rappel, il s'agit ici de la *Confederación de Comunidades Campesinas* (créé en 1946) et la *Confederación Nacional Agraria* (créé en 1974).

territoires indigènes –, contribuent à la naissance d’une élite politique indigène⁶⁸⁶ et à la fondation des premières organisations ethniques (Favier, 2014 ; Romio, 2014). En 1964, la confédération Shuar est la première organisation à regrouper plusieurs familles d’un même groupe ethnolinguistique. Au début des années 1970, d’autres groupes ethniques (Awajún, Huampis, Shipibo-Konibo, Ashaninka et Cocama-Cocamilla) se constituent en fédérations, souvent avec l’appui de l’*Instituto Linguístico de Verano*⁶⁸⁷. En 1980, la première organisation interethnique nationale, dont le siège se trouve à Lima, voit le jour : il s’agit de l’AIDSESEP, à l’origine de la grève amazonienne de 2009.

Pendant la même période, si l’action collective des populations andines se développe ainsi dans un cadre de type corporatiste, celle des populations amazoniennes se structure sur la base des identités ethnolinguistiques. De plus, durant les années 1960-1980, les syndicats paysans et agraires andins sont proches des organisations politiques et syndicales nationales, alors que celles d’Amazonie sont plutôt liées aux organisations religieuses et de développement international, ce qui les amène à développer davantage de collaborations de type transnational. Dès les années 1980, ces partenariats, auxquels s’ajoutent par la suite des ONG internationales à l’image d’Oxfam, contribuent à ce que les organisations amazoniennes élaborent un discours politique de type ethnique et mobilisent le droit autochtone international. Tandis qu’en milieu andin, les différences ethniques, nous l’avons vu dans le chapitre 3, se reconfigurent dans les termes d’une opposition entre habitants urbains et ruraux, la situation diffère en milieu amazonien, où les catégories ethniques demeurent explicites et sont centrales dans les processus d’identification et d’opposition entre groupes sociaux. Ceci explique pourquoi les peuples amazoniens, contrairement à leurs homologues andins, se sont vus érigés au début des années 2000 comme l’incarnation, non seulement de l’altérité indienne nationale, mais également de l’altérité autochtone mondialisée (Greene, 2006).

L’Indien étant l’Autre inassimilable et en même temps indispensable à la définition de la citoyenneté et de l’identité nationale péruvienne, l’altérité indienne ne disparaît pas ; elle se transforme et se déplace. À partir des années 1970, les processus décrits précédemment contribuent au glissement du référent géographique de l’Altérité des Andes vers les basses terres amazoniennes. Les caractéristiques définissant le sujet indigène restent cependant relativement inchangées : des peuples amazoniens, on déplore l’ignorance et on loue l’exotisme, on regrette la sauvagerie et on

⁶⁸⁶ Sur le rôle des élites indigènes dans l’émergence de mouvements ethniques les pays Andins, voir Montoya (2014) et Lomné (2014)

⁶⁸⁷ Organisation missionnaire et d’éducation bilingue étatsunienne (cf. chapitre 3.3.2, note 297). Pour plus d’informations sur l’ILV en Amazonie péruvienne, voir : Favier (2014), Romio (2017) et Greene (2006).

glorifie l'attachement à leur « culture » et au mode de vie traditionnel, représenté comme archaïque et « hors du temps ». La caractérisation de leur Altérité ne fait que renforcer l'association – instaurée par une géographie racialisée et consacrée par l'indigénisme – entre espace géographique et appartenance ethnique, homogénéité sociale et action collective. J'avais soulevé les évidentes limites de ces associations lorsque je les avais présentées dans le chapitre 3. Quoique difficilement défendables d'un point de vue scientifique, les origines de ces amalgames en expliquent le succès tant auprès des hommes politiques que des médias, mais aussi des militants et des scientifiques. En lien avec les imaginaires écologistes et indigénistes contemporains (Tsing, 2007 ; Li, 2000, 2010), ces représentations issues de l'histoire républicaine péruvienne dessinent un nouveau sujet indigène : l'Indien amazonien fier, belliqueux et résistant. C'est de cet imaginaire de l'altérité indigène, consolidé par les pratiques d'altérisation de protestataires mises en place par le gouvernement national, que se saisissent certains des acteurs mobilisés contre les activités minières afin de légitimer leur action comme une forme de « résistance » *dictée par leur indianité*. Ainsi, suite aux événements de Bagua, l'altérité radicale des peuples amazoniens devient un « modèle » pour ceux qui, dans une région andine historiquement représentée comme « métisse », s'opposent à la mise en place d'un nouveau projet minier.

8.3.2 Appropriation d'une indianité « rebelle »

La région de Cajamarca a la réputation d'être l'une des plus « métisses » du Pérou andin. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 3, les langues indigènes y sont peu parlées, les communautés paysannes officielles peu nombreuses, et les habitants ne manquent pas de souligner que, « même » chez les paysans, on peut observer des individus aux yeux et aux cheveux clairs. Contrairement aux régions du sud andin, Cajamarca n'a jamais été le théâtre de grandes révoltes indiennes, de projets révolutionnaires ou nationaux contre-hégémoniques (Mallon, 1994), ou du moins celles-ci n'ont pas retenu l'attention des historiens. Sans prétendre à l'exhaustivité, ces éléments aident à comprendre pourquoi l'opposition entre nord et sud andins – entre « Indiens insurgés » et « Métis pacifiques » – continue, aujourd'hui encore, à se reproduire dans l'imaginaire politique national. L'association entre indianité et insurrection fait partie du sens commun, comme le révèle l'entretien avec Pedro évoqué en introduction de chapitre, et comme en témoignent les représentations des peuples indigènes d'Amazonie qui se multiplient après le massacre de Bagua. Une image diffusée par les médias et

réseaux sociaux solidaires avec la grève Amazonienne, représentant un enfant indigène avec une lance et l'inscription « *Amazonas Resiste* », ainsi que la couverture d'un ouvrage collectif publié par le *Programa de Democracia y Transformación Global* (PDTG), avec pour titre « L'Amazonie Rebelle », en sont une illustration (Fig. 95 et 96). Ces images traduisent également l'imaginaire de Pedro qui, en 2011 (avant les mobilisations contre Minas Conga), estimait qu'en Amazonie les habitants étaient plus « unis » pour faire face aux compagnies minières qu'ils ne l'étaient à Cajamarca.

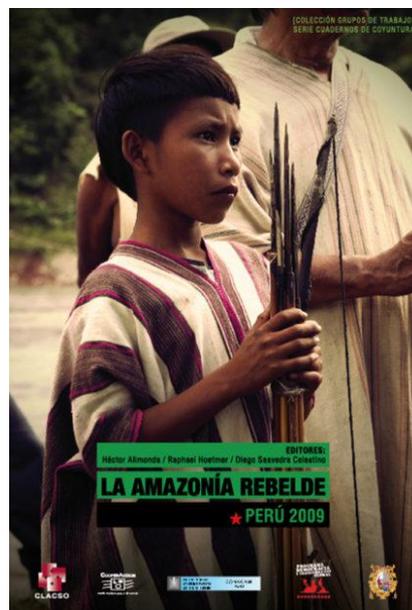


Fig. 95 (gauche) – Illustration reproduite sur différents supports (t-shirts, murs) au Pérou et sur les sites d'organisations militantes solidaires avec la lutte des Indigènes amazoniens. Source : <http://cslaper.ot.fr/> (dernier accès le 17/05/2018) Fig. 96 (droite) – Couverture de l'ouvrage *Amazonia Rebelde*, paru en 2009 aux éditions du *Programa Democracia y Transformación Global* (PDTG). Source : <http://democraciaglobal.org/> (dernier accès le 17/05/2018).

L'association entre « plus d'indianité » et une meilleure capacité de « résistance » ou de « rébellion » - telle incarné par les peuples indigènes d'Amazonie - ne circule pas uniquement au sein du personnel des ONG et chez certains chercheurs. Au contraire, de nombreux militants « de base », activistes locaux et sympathisants de la mobilisation contre le projet Minas Conga, expriment l'idée que les peuples amazoniens auraient une meilleure capacité d'action collective que les habitants du nord andin. Le succès de leurs mobilisations est explicitement attribué à leur « indianité », gage d'une altérité radicale et inassimilable. Alternativement formulé comme « culture » ou « identité », cette altérité est jugée insuffisante chez les habitants du nord andin, lesquels auraient « perdu leur identité » à cause de leur acculturation (cf. entretien avec Dolores et Dianira, chapitre 3). Or, si une identité est

perdue, on devrait toutefois pouvoir la retrouver. C'est ce m'explique Jessica, commerçante de Celendín, que nous avons déjà rencontrée dans le chapitre 6 :

Jessica : [La dignité] ça signifie respecter ce que Dieu t'a donné, consommer avec dignité ce que ma région produit, me reconnaître citoyenne et être fière de la race de mes parents. Ça serait autre chose que d'être une citoyenne médiocre.

KG : Qu'entends-tu par « race » ?

Jessica : La race au sens génétique... S'il n'y avait pas eu les Espagnols, on serait peut-être plus moches mais on serait plus justes. On est des *cholos* [migrant rural andin] fiers et dignes ; le *cholo* c'est du pur Cajamarquino. Les habitants de la côte exploitent, ils se moquent des montagnards... La côte s'est distinguée grâce au paysan⁶⁸⁸ (entretien, 2013).

Dans cet extrait d'entretien, Jessica avance une différence entre « Indiens » et « Métis », à la fois biologique et morale. Comme les indigénistes en leur temps, Jessica considère que le métissage implique une déchéance biologique de la « race » indienne andine, à l'origine de sa déchéance morale. Quoique jugée esthétiquement plus belle, la « race » européenne serait porteuse du gène de l'injustice, raison pour laquelle les habitants de Cajamarca seraient plus « beaux » (lire « Blancs » ou « Métis ») mais aussi moins « justes » que leurs ancêtres. En même temps, pour Jessica, reconnaître et honorer sa « race », c'est-à-dire son origine « indienne », n'est pas incompatible avec le fait d'être une bonne citoyenne. Au contraire, les deux vont de pair. Selon elle, la déchéance morale issue du métissage serait en quelque sorte réparable par la « dignité », soit la prise de conscience de ses origines et leur mise en relation avec l'identité nationale. L'altérité « originaire » des andins est ainsi (re)mise au cœur même de l'identité nationale, dans cet espace que Paula Lopez dénomme l'« altérité intime » du sujet indigène (López Caballero 2011).

Dans le chapitre 3, j'avais présenté Dario, professeur de quechua originaire de la vallée de Porcón, qui s'auto-définit lui-même comme « Indigène » en raison de son opposition aux activités minières. À l'instar de Jessica, Dario opère une distinction d'ordre moral entre Indigènes et paysans, entre ceux qui « valorisent » (*valoran*) leur altérité - comme lui - et ceux qui, au contraire, souhaitent s'en défaire. Au moment où je l'avais rencontré, en 2011, je pensais me trouver devant un cas exceptionnel, déterminé par son engagement dans la transmission de la langue quechua, car aucun de

⁶⁸⁸ J: (*La dignidad*) Significa respetar lo que dios nos ha dado, consumir con dignidad lo que mi tierra produce, reconocerme ciudadana y estar orgullosa de la raza de mis parientes. Otra cosa seria insultar a mi región, ser una ciudadana mediocre.

KG: *Que entiendes por raza?*

J: *La raza en sentido genético... si no hubiera habido los españoles, de repente seriamos más feos pero seriamos más justos. Cholos somos con orgullo y dignidad, el cholo es puro cajamarquino. El costeño explota, se burla del serrano....la costa ha sobresalido gracias al campesino .*

mes autres interlocuteurs ne portait ce discours. Ce n'est qu'avec les mobilisations que je retrouvais cette identification « Indigène-car-résistant », reformulée et reprise à leur compte par nombre de militants locaux. La suite de mon entretien avec Manolo et Florencio (cf. chapitre 5.2.2), respectivement enseignant et élèveur sur la quarantaine, *Ronderos* de la vallée d'El Tambo ayant participé aux formations en droit international autochtone organisées par l'IIDS, en fournissent un exemple parlant :

Manolo : Nous aussi on est des peuples Indigènes, parce qu'on est aussi des descendants des *Coremarcas*, des *Llaucas*, des *Chachapoyas* [civilisations pré-incaïques de la région].

Florencio : Nos arrière-grands-parents ont gouverné en quechua, en aymara... C'est depuis que les Espagnols sont venus ici, depuis ce moment qu'ils nous ont appris l'espagnol. Ici avant c'était du quechua.

Manolo : C'est ça, on était ici avant la conquête.

KG : Mais vous vous considérez Indigènes comme les Aymaras, ceux de Cuzco, et ceux d'Amazonie ?

Florencio : Je pense parfois qu'on est égaux...

Manolo : *Leur race est encore indienne.*

Florencio : *On porte une race, ne serait-ce qu'un minimum... On peut encore parler quechua, non ? Par exemple, pour leur dire que les entreprises minières nous rendent la vie impossible, comme on dit, en nous tirant des coups de canon, on dit en quechua [il parle en quechua puis rigole]. Ça, c'était notre langue, mon père était encore légitimement *quechuelero* [mot vernaculaire, généralement péjoratif, pour quechuaphone], alors là où je vais je le parle avec certains, comme ça je l'oublie pas. En fait, je vous le dis, vous l'avez enregistré, peut-être il y aura d'autres personnes ailleurs qui vont comprendre le quechua et ils vont vous dire ce que je vous ai dit, ce que je vous ai dit en quechua c'est « nous, on est allés à nos lacs, mais ils [les forces de police] nous ont tiré dessus avec leurs armes et, en nous tirant dessus avec leurs armes, ils nous ont fait fuir »⁶⁸⁹ (entretien, 2013, italiques de l'auteure).*

⁶⁸⁹ *Manolo : Nosotros también somos pueblos indígenas, porque también somos descendientes de los coremarcas, de los llaucas, de los Chachapoyas...*

Florencio: Nuestros bisabuelos lo han administrado en idioma quechua... aymara... de lo que vinieron los españoles acá de allí nos enseñaron el castellano después acá antes era quechua.

Manolo: Así, estamos antes de la conquista.

Yo: Pero ustedes se consideran indígenas como los Aymaras, los del cuzco, y los de la selva...?

Florencio: Yo creo que somos iguales porque todavía a veces...

Manolo: Su raza (es) India, todavía

Florencio: Llevamos una raza en que todavía aunque no a lo mínimo... nosotros todavía podemos hablar en quechua, no? por ejemplo diciéndole para las empresas mineras que nos están haciendo la vida imposible, como dicen canonandonos, se dice en Quechua : " (habla quechua" (se ríe). Esto ha sido nuestro idioma, entonces mi padre todavía ha sido quechuelero legítimamente, entonces yo siempre adónde voy lo practico con algunos, así no lo olvido. Entonces le digo, acaso lo ha grabado, de repente hay otra gente que en otros lugares en quechua lo va a entender y le va a decir que es lo que dijo, entonces lo que le estoy diciendo en Quechua es "nosotros en nuestras lagunas nos hemos ido y sin embargo nos han disparado con sus armas y disparándonos con sus armas nos han corrido.

Manolo et Florencio mettent en avant les marqueurs ethnolinguistiques de l'altérité (« Nos arrière-grands-parents gouvernaient en quechua, en aymara ») et la continuité culturelle et territoriale avec les peuples pré-incaïques⁶⁹⁰ (« On est des descendants des *Coremarcas*, des *Llaucas*, des *Chachapoyas* ») afin d'affirmer leur statut de peuple autochtone (« On était ici avant la conquête »). Afin de faire valoir leurs droits en tant qu'habitants de la zone de future expansion minière, ils s'approprient alors l'altérité radicale – cette « race » indienne – communément associée avec les Indigènes du sud andin et des basses terres amazoniennes. Lorsqu'ils évoquent l'idée que cette indianité partagée ait été biologiquement et culturellement « rallongée » par le métissage (« On porte une race, ne serait-ce qu'un minimum »), le renvoi aux populations pré-incaïques leur permet de certifier de l'altérité qui leur est propre. À la fois différente de l'identité « métisse » nationale, de l'indianité du sud andin et de la « sauvagerie » amazonienne, l'altérité nord-andine émerge en dialogue avec l'avancée des activités extractives. Ainsi, lorsque Florencio décide d'envoyer un message à d'autres quechuaphones imaginés, en se servant de mon magnétophone, le message de fraternité qu'il choisit de faire passer concerne la répression étatique de leur opposition au projet Minas Conga (« On est allés à nos lacs mais ils nous ont tiré dessus avec leurs armes et, en nous tirant dessus avec leurs armes, ils nous ont fait fuir »). On retrouve donc, une fois de plus, l'altérité ethnique associée à l'action « rebelle » et à sa répression. Cependant, dans ce cas, l'action collective n'est pas imaginée – comme c'est le cas pour les militants et intellectuels des classes moyennes urbaines – comme une *conséquence* de l'altérité radicale, mais c'est plutôt l'altérité radicale qui est produite par les pratiques répressives de l'État, c'est à dire par l'altérisation ethno-politique de l'opposition locale au projet.

Pour Manolo, Florencio, et bien d'autres militants locaux, les « Indiens rebelles » ne sont donc pas uniquement ceux qui habitent les espaces historiquement construits comme les « marges » de la civilisation, ces « sauvages » pré-politiques incarnés par les populations autochtones des basses terres amazoniennes, mais aussi ceux qui, comme eux, se retrouvent soudainement à occuper une position marginale face à l'impératif des activités extractives et voient leur action politique réprimée et criminalisée comme la « rébellion » d'un Autre racialisé.

⁶⁹⁰ Le renvoi aux origines pré-incaïques pour légitimer la participation locale aux processus politiques et économiques liés à l'expansion minière et aux processus de patrimonialisation est observable dans d'autres contextes du nord péruvien andin et côtier. Voir notamment Canghiari (2015) et Salazar-Soler (2009).

Conclusion

Depuis les années 1990, l'expansion renouvelée des activités minières au Pérou s'accompagne d'un discours institutionnel qui identifie les activités extractives comme le seul moyen de développer des aires socialement et économiquement marginales du pays. La représentation des régions andines comme « pauvres » et sous-développées, tout comme celle de l'activité minière moteur de leur développement, puisent leurs origines dans une vision racialisée de la géographie nationale. Entre la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle, celle-ci configure des hiérarchies territoriales entre la côte – l'espace dont procède la modernité et le métissage-, les Andes – conçues comme l'espace de l'Indien archaïque – et le bassin amazonien – territoire « vide » et « sauvage » à conquérir et apprivoiser. J'ai exploré les racines de ces représentations, ainsi que leurs reconfigurations suite aux transformations politiques et sociales de la fin du XX^e siècle. Si certains éléments de continuité avec le discours de modernité libéral du siècle dernier sont évidents – notamment l'altérité inconciliable entre Indien et citoyen et les différentes temporalités qui leur sont attribuées-, des éléments de nouveauté voient également le jour - notamment le référent géographique de cette altérité, qui se déplace des Andes vers l'Amazonie. La récente identification de l'altérité indienne avec les basses terres amazoniennes est la conséquence de processus sociaux qui, depuis les années 1970, ont contribué à la reconfiguration des formes d'organisation des populations indigènes des Andes et d'Amazonie ainsi que de leur rapport à la communauté nationale. Ce ne sont cependant pas uniquement les processus sociaux et les formes d'organisation propres aux groupes qui déterminent les modes d'identification de ces derniers : les instances de l'État jouent aussi un rôle déterminant dans la définition de qui est et qui n'est pas indigène. Dans l'actualité, les institutions étatiques renouvellent la distinction, opérée avec la réglementation de la loi de Consultation Préalable, entre les rares groupes pouvant y avoir recours – principalement amazoniens – et ceux qui seraient trop « intégrés » à la société nationale pour y aspirer – notamment andins.

Il convient en même temps de ne pas homogénéiser l'action de l'État ni de réduire ses actions aux seules initiatives juridiques officielles. La position officielle du gouvernement a été de limiter l'identification d'« Indigène », et donc l'application de la loi de Consultation Préalable à une poignée de groupes identifiés par des critères stricts, en renforçant ainsi la dichotomie entre Indigène et citoyen. Cependant, les pratiques répressives du pouvoir envers les mouvements d'opposition aux activités extractives se sont légitimés, depuis le début des années 2000, au moyen d'une altérisation politique et raciale des acteurs sociaux mobilisés. C'est ainsi que se manifeste une autre

dimension de ce processus : celui qui voit la reconfiguration des identifications sociales produites par le rapport – tant officiel qu’officieux – entre les institutions étatiques et les « marges » de la société nationale. Les interprétations institutionnelles, médiatiques et militantes de la grève Amazonienne de 2009 certifient du rôle des populations amérindiennes d’Amazonie comme les nouveaux référents de l’altérité indienne, qui est « prise à modèle » par les acteurs critiques du modèle primo-exportateur. Dans la région andine « métisse » de Cajamarca, ces représentations de l’altérité « résistante » donnent lieu, d’une part, à une image de l’altérité des populations locales comme insuffisante pour créer une résistance efficace à l’avancée de la frontière extractive (Pedro) et, d’autre part, à des formes de (ré)appropriation de l’indianité comme une forme d’altérité co-produite par l’activité d’opposition locale aux activités extractives (Manolo et Florencio). L’altérité commune aux habitants d’un nord andin « métis » et aux peuples amazoniens ou andins du sud s’appuie sur un discours tant historique – portant sur les « origines » pré-incaïques des acteurs locaux – que politique – portant sur leur répression et criminalisation à la suite des mobilisations contre le projet Minas Conga.

On se retrouve ainsi face à un processus de « politisation de l’ethnique » par les acteurs sociaux, revers non symétrique du processus d’« ethnicisation du politique » que l’on observe dans les sphères institutionnelles péruviennes depuis le début des années 2000. Au lieu d’« ethniciser » un accès déjà légitime au politique, comme le font les acteurs appartenant aux élites locales et nationales, les acteurs critiques envers les activités minières issus des secteurs populaires ruraux et urbains « politisent » leur altérité pour revendiquer un accès légitime au politique. Loin d’être historiquement ancrée ou immobile, leur altérité est (re)produite et (re)interprétée en lien avec l’expansion de la frontière extractive et les formes d’exclusion sociale et politique qu’elle génère. Dans le prochain chapitre, nous verrons comment cette politisation de l’altérité ethnique est médiatisée et diffusée à l’échelle nationale et internationale, ainsi que les effets de sa diffusion notoriété sur le contenu critique de ces représentations.

CHAPITRE 9

NATURALISER LA RESISTANCE : ANCRAGE TERRITORIAL ET CIRCULATIONS VIRTUELLES DE L'ACTION MILITANTE

Suite à la suspension du projet Minas Conga en 2012, la compagnie minière MYSA annonce vouloir poursuivre les travaux de construction des réservoirs d'eau prévus par le projet, afin de rétablir la confiance des habitants locaux en la compagnie. Les porte-parole des organisations du mouvement, réunis dans le Comité Unitaire de Lutte, déclarent s'opposer aux travaux, avançant que MYSA va ainsi à l'encontre de la décision du gouvernement de suspendre le projet pendant deux ans. Craignant que les excavations à proximité affectent les cours d'eau souterrains, et que les activités de responsabilité sociale de la compagnie apaisent la colère des résidents, dont une partie est déjà favorable au projet, les organisations du mouvement lancent, en octobre 2012, une nouvelle initiative, consistant à occuper le territoire de la future exploitation. Une fois localisés deux terrains à proximité du futur projet minier, n'appartenant pas à MYSA, les militants construisent deux campements éphémères où, pendant les mois suivants, des délégations d'habitants opposés au projet se relaient. Les porte-parole du mouvement social désignent les occupants de ces campements comme les « Gardiens des Lacs »⁶⁹¹, une expression évocatrice qui se popularise rapidement dans les médias et réseaux sociaux militants. Par cette occupation et leur autodénomination comme gardiens, les opposants au projet prennent symboliquement possession de l'espace et participent de la (re)signification de la zone de future exploitation comme d'un territoire à protéger. Cette initiative vient consolider l'image du mouvement social local comme mouvement « paysan » – les gardiens sont vêtus de *ponchos* et de *sombreros* – et renforcer la centralité sociale et symbolique de l'eau dans le conflit.

Alors même que l'opposition au projet s'ancre dans le territoire, symbole du contentieux, les stratégies de mobilisation s'envolent vers l'international. La démocratisation de l'accès aux nouvelles technologies et la transnationalisation de l'action militante jouent ici un rôle central : alors que les réseaux de solidarité en Europe et en Amérique du Nord facilitent les déplacements internationaux

⁶⁹¹ *Guardianes de las Lagunas*

de certains leaders locaux, les réseaux sociaux et les médias indépendants rendent possible une large circulation d'images et d'informations sur le conflit entre les militants restés sur place, les organisations de solidarité internationale et différents médias. Blogs, pages internet et réseaux sociaux virtuels consacrés au conflit vont alors se multipliant, assurant de la sorte la visibilité de l'opposition locale au projet au moment même où la participation aux mobilisations commence à décliner. Dans les images et récits du conflit en circulation, on peut cependant observer différentes « lectures » et représentations faites par les acteurs locaux et nationaux. Toutefois, une image du conflit prévaut : celle d'une opposition entre petite paysannerie andine et le pouvoir destructeur du capital international. Se réaffirme ainsi l'association entre altérité ethnique et résistance aux forces dévastatrices de la modernité : ce récit visibilise l'opposition locale au projet minier tout en la « naturalisant » comme le produit de la localisation géographique et sociale des acteurs.

Le moment où l'opposition locale au projet connaît sa plus forte visibilité à l'international ne correspond donc pas au moment de fortes mobilisations, mais, au contraire, à une phase de relative démobilitation, à laquelle les organisations du mouvement font face par le biais de la médiatisation et de l'individualisation du conflit. Dans ce contexte, Máxima Acuña de Chaupe, femme paysanne protagoniste d'un contentieux juridique avec MYSA, devient le visage internationalement connu du mouvement social local et, plus généralement, des oppositions locales à l'extraction minière. En litige avec MYSA entre 2012 et 2015, « Máxima » se trouve au centre d'une campagne médiatique qui, en peu d'années, la porte de Cajamarca à Lima, et de Lima à San Francisco. La façon dont son cas est construit et présenté permet d'apprécier la co-production « globale » d'une « victime résistante » à destination d'un public national et international. La légitimité de Máxima, nous le verrons, est indivisible de son altérité, à la fois ethnique, de genre et de classe, qui est de l'ordre de la subalternité.

Ce chapitre vient ainsi conclure cette thèse par une vue d'ensemble sur l'évolution des actions de l'opposition locale au projet minier dans les années qui suivent les mobilisations de 2011-2012. Il couvrira notamment la période allant de 2012 – année de suspension formelle du projet – à 2016 – année de l'octroi du prix Goldman à Máxima Acuña de Chaupe et de la suspension du projet minier pour une durée indéterminée. Pour ce faire, je mobiliserai, dans un premier temps, les données issues de l'enquête de terrain (2012-2013) et, par la suite, des articles, blogs, documentaires et vignettes satiriques dédiés au conflit Conga sur les réseaux sociaux, ainsi que dans les médias nationaux et étrangers (2012-2016). Le croisement de l'ensemble de ces données permettra de mettre en lumière

le travail de signification mené par les militants locaux, ainsi que la traduction de cette mise en récit à l'échelle nationale et internationale. L'analyse des modes de présentation du cas de Maxima Acuña me permettra finalement de revenir sur la mise en avant de l'altérité par l'opposition locale dans la diffusion médiatique internationale, mais aussi d'identifier ce qui se perd dans ce processus de traduction du discours de mobilisation local à l'échelle nationale et internationale.

9.1 Une nouvelle stratégie de mobilisation : les « gardiens des lacs »

Nous avons vu, dans la première partie, que les impacts des activités de MYSA sur les ressources hydriques locales contribuent à engendrer le sentiment d'un destin commun pour des secteurs auparavant distincts de par leurs intérêts et/ou position sociale. De la même façon, l'opposition au projet Minas Conga contribue à créer une identification militante commune, sur la base de l'appartenance à un territoire défini par un réseau hydrographique partagé. Dans cet espace territorial et de mouvement coexistent, rappelons-le, différentes formes d'identification et d'appartenance qui se rallient à une cause commune, par-delà leurs différentes idéologies politiques, sociales et religieuses. La zone de futur impact minier, comme « lieu » matériel et symbolique du conflit, permet de les rassembler et de réunir les manifestants sous une identité publique nouvelle et transversale (Snow, 2001), celle des « gardiens des lacs ».

« Le territoire tient à la projection sur un espace donné des structures spécifiques d'un groupe humain [...]. Il contribue en retour à fonder cette spécificité, à conforter le sentiment d'appartenance, à cristalliser les représentations collectives » (Jean 2013 : 11). L'occupation de la zone de future exploitation minière vient ainsi renforcer l'imaginaire d'un mouvement de résistance « paysan » et participe, en même temps, à la re-signification de ce territoire destiné à l'exploitation comme un « paradis sur terre », un « don de dieu » à l'humanité. Dans ce cadre, les militants développent différentes formes d'interaction avec le paysage en question, et notamment avec la ressource hydrique. Ces formes d'interaction permettent d'apprécier différentes visions de l'environnement et des ressources, une complexité que le discours militant – axé sur les dichotomies eau/or et vie/mort – tend à occulter.

9.1.1 « Connaître les lacs » : conflit et production du territoire

Au cours de la première année de mobilisation contre le projet minier, la visite aux lacs constitue un véritable rite de passage pour les militants locaux. Outre le fait de permettre aux opposants au projet minier de faire l'expérience du territoire concerné, l'accès difficile à la zone fait aussi de ces visites des preuves de leur engagement dans cette cause commune : se définir comme militant c'est « savoir » les impacts de l'activité minière, et « connaître » la zone des lacs c'est être (ou devenir) militant. Il est ainsi fréquent d'entendre les militants se poser l'un à l'autre la question « tu *connais* les lacs ? »⁶⁹², et de voir ceux ayant réalisé le pèlerinage militant partager leur expérience et louer la beauté intouchée de la zone. Les organisations du mouvement social agissent comme facilitatrices de ces visites, en fournissant des moyens de transport pour accéder aux manifestations et réunions sur place. La Plateforme interinstitutionnelle de Celendín organise notamment des visites entre 2010 et 2011 dans le cadre de son travail de sensibilisation, résumé par la devise « On ne défend pas ce que l'on ne connaît pas »⁶⁹³. La connaissance du territoire, que les activistes affichent comme une marque de leur engagement, est indissociable de la sociabilité militante au sein de laquelle elle se développe. Ensemble, les dimensions spatiale et sociale de la militance participent à la création d'une nouvelle territorialité, c'est-à-dire d'une nouvelle relation des habitants à l'espace (Melé 2008)⁶⁹⁴.

Il ne s'agit pas *stricto sensu* d'un territoire vécu comme dépositaire d'un sentiment d'appartenance – tel que cela était par exemple le cas de la vallée agricole de Tambogrande⁶⁹⁵ –, mais plutôt d'une « friche » investie et resignifiée par les militants. « Le territoire qu'il s'agit de défendre ne préexiste pas au conflit : il est construit au moment de devoir le défendre » (Melé 2008). La participation aux « visites » et aux mobilisations permet de créer une proximité sociale entre militants, sur la base d'une proximité spatiale identifiée à un bassin hydrographique commun. Dans ce

⁶⁹² Nous employons ici la traduction littérale de l'expression « *conoces las lagunas?* » (« *connais-tu les lacs* » - plutôt que la formule, plus usuelle en français, de « es-tu allé aux lacs ? », en raison de la nature interactive de ce processus, sur lequel nous reviendrons dans la prochaine section.

⁶⁹³ *Uno no defiende lo que no conoce*. Source : <https://celendinlibre.wordpress.com/> (derniers accès le 18/05/2017).

⁶⁹⁴ Selon Patrice Méle « les conflits instituent une forme de territorialisation parce qu'ils produisent des groupes, conscients d'une solidarité de destin reposant sur leur inscription spatiale, qui s'approprient matériellement, par une veille de terrain et, idéalement, par un travail de nomination et de valorisation, un espace. [...] Les habitants mobilisés mettent en avant, pour défendre leur position, des qualités, valeurs de l'espace concerné, et effectuent ainsi un travail de production d'une certaine représentation de leur espace résidentiel. Cette production/promotion du territoire vient renforcer la territorialité spécifique produite par l'action collective » (2008 : 15).

⁶⁹⁵ Localité de la vallée de San Lorenzo, dans la région de Piura, lieu de résistance au projet minier Tambogrande de l'entreprise Manhattan Minerals (cf. chapitre 1, note 95).

processus, l'espace local est lui-même redéfini par l'action de différents acteurs et dispositifs à la fois juridiques, scientifiques et pratiques. Du point de vue juridique, ce territoire fait l'objet – nous l'avons dans le chapitre 7 – de plusieurs tentatives de préservation de la part des autorités locales : la municipalité de Celendín en 2004 et le gouvernement régional de Cajamarca en 2010 et 2012 essaient, par des processus de zonage, de délimiter un territoire dans lequel les activités minières seraient interdites – pouvoir qui leur est ensuite nié ou révoqué par les instances nationales. Ces tentatives de délimitation territoriale s'accompagnent d'une production de savoirs sur la zone de la part d'organisations écologistes locales, d'institutions régionales et d'activistes internationaux, ainsi que de leur diffusion au travers de reportages photographiques, d'études et de documentaires attestant de la variété de l'écosystème local⁶⁹⁶. En ce qui concerne la dimension pratique, je l'ai également mentionné, l'opposition au projet s'exprime, entre autres, par une fréquentation accrue de la zone de futur impact minier : visites, réunions militantes et, finalement, une occupation de longue durée. Toutes ces formes d'interaction avec le territoire participent de la re-signification de l'espace, au moyen d'une pluralité de répertoires symboliques et politiques allant de la religion à l'histoire et de l'écologie aux mythes fondateurs. Manolo, que nous avons déjà rencontré pour son rôle de leader des rondes paysannes, nous offre un exemple de la panoplie de thématiques mobilisées par les acteurs du mouvement :

C'est pour ça qu'on dit que nous, les *ronderos*, on est les yeux et les oreilles de nos lacs, on est en train de démontrer au Pérou et au monde qu'on a une dignité et qu'on est ceux qui accompagnent notre terre-mère dans la défense de nos lacs, de nos zones humides (*bofedales*), des fleuves et des sources, en dépit des adversités climatiques [...]. Défendre nos lacs est un droit culturel, parce que c'est des lacs que sont sortis nos premiers pères du Pérou, Manco Capac et Mama Occllo⁶⁹⁷, alors on a donc largement assez de raisons de défendre nos racines, notre héritage, notre culture, notre terre et notre eau. Nous, les *ronderos* des lacs, on condamne ceux de Yanacocha qui, pour de l'or, veulent détruire notre maison. S'ils trouvaient de l'or dans le ventre de leur mère ou de leur fiancé, ils seraient capables de tout... t'imagines ! Les *ronderos* des lacs, la seule chose qu'on fait, c'est de poursuivre l'œuvre libératrice du Christ et des autres martyrs de notre patrie. Si le Christ était vivant il dirait « Conga no va ! ». Si Túpac Amaru était vivant il dirait la même chose, nos héros, nos martyrs... tout comme nous qui sommes ici on le pense, tout comme comme nous disons « Conga no va ! » [ils le diraient]⁶⁹⁸ (entretien, 2013).

⁶⁹⁶ Voir par exemple le documentaire « La Jalca Cajamarquina », produit par Grufides en 2013 (<https://www.youtube.com/watch?v=bH4FTcoR9cc>, dernier accès le 09/05/2018) ou bien le documentaire « En el Corazón de Conga » (2012), d'Isabel Guarniz Alcántara, Andrea Valencia Rivero, Walter Canchanya Sánchez et Raúl Cartajena Chungue (<https://www.cineaparte.com/p/948/en-el-corazon-de-conga>, dernier accès le 09/05/2018).

⁶⁹⁷ Protagonistes du mythe fondateur le plus connu de l'origine des Incas, qui voit le couple émerger des eaux du lac Titicaca pour fonder la ville de Cuzco et donner naissance à la noblesse incaïque.

⁶⁹⁸ *Por eso decimos nosotros Ronderos de las lagunas que somos ojos y oídos de nuestras lagunas, estamos demostrando al Perú y al mundo que tenemos dignidad, y somos quienes acompañamos a nuestra Madre Tierra en defender nuestras lagunas, bofedales, ríos y manantiales, a pesar de la adversidad del tiempo [...] Defender nuestras lagunas es un derecho cultural, porque del agua salieron nuestros primeros padres del Perú, Manco Capac y Mama Occllo, entonces hay razones más que suficientes para defender nuestras raíces, nuestro legado, nuestra cultura, nuestra tierra y nuestra agua. Los*

Les arguments avancés par Manolo – qui, rappelons-le, prône la reconnaissance des rondes paysannes comme institution autochtone, et des habitants locaux comme « Indigènes » ayant droit à la consultation préalable – touchent plusieurs des cadres et discours de la mobilisation. On y retrouve des éléments de la « cosmologie andine » (la Terre-Mère), le Christ et le héros national Túpac Amaru II, mais aussi les ancêtres mythiques des Incas (Manco Capac et Mama Occlo) par lesquels les origines de la nation sont reliées à la ressource hydrique. Toutes ces thématiques viennent constituer le « cadre majeur » de l’opposition au projet minier⁶⁹⁹, un « ensemble de croyances et de significations émergentes, qui articulent des idéologies de manière innovante et en amplifiant des aspects » (Snow, 2001 : 10) afin de représenter l’activité militante en rapport au territoire en conjuguant les altérités andine, paysanne et indienne avec la nation péruvienne.

Cette activité de signification du territoire ne serait pas complète ni efficace si elle ne comptait pas aussi avec une composante émotionnelle, autrement dit un rapport affectif que les militants créent et entretiennent avec cet espace :

La première fois [que j’ai été] au Perol [un des lacs menacés par le projet minier]... j’ai pleuré. Comment ce gouvernement peut être aussi insolent ?! Cette solidarité... beaucoup de peine, beaucoup d’amour. La façon dont les gens se donnaient la main... !!!⁷⁰⁰ (Dolores, 40 ans, enseignante de Celendín, 2013).

Ça faisait un moment que j’entendais [parler] de Conga et je voyais les gens que la mine emportait. Un jour, avec ma fille, on est allées à Conga. Quand j’ai vu cet endroit, j’ai été impressionnée par sa taille... Il y avait une Canadienne qui s’est mise à pleurer en voyant les gens pêcher des truites dans la Mamacochoa⁷⁰¹ (Bertha, 60 ans, enseignante à la retraite, Celendín, 2013).

Ronderos de las lagunas condenamos a los de Yanacocha que por la ambición del oro quieren desaparecer a nuestra casa. Que si encontraron oro en el vientre de su madre o de su novia, son capaces de todo...te imaginas. Los Ronderos de las lagunas lo único que estamos haciendo es continuar la obra liberadora de Cristo, y de más mártires de nuestra patria. Si Cristo estuviera vivo diría Conga No Va. Si Túpac Amaru estuviera vivo igual diría, nuestros héroes, nuestros mártires... como igualito los que estamos acá lo pensamos, igualito decimos Conga no va.

⁶⁹⁹ « Les cadres de l’action collective peuvent alors être définis comme des ensembles de croyances et de significations émergentes, qui articulent des idéologies de manière innovante et en amplifiant des aspects. On trouve des exemples de tels processus dans le mouvement non violent de Ghandi ou dans le mouvement des droits civiques de Martin Luther King. Ainsi, si l’on se réfère aux principes énoncés par Ghandi dans ses écrits et discours, qui se sont mués en un cadre majeur de mobilisation essaimant dans le monde, on constate qu’ils se présentent comme un assemblage hétéroclite d’idées issues de l’hindouisme, du bouddhisme, du christianisme. Ses biographes ont relevé ce qu’il a puisé dans des traditions différentes, et qu’il a articulé de manière inédite. On trouve chez M. L. King le même genre d’assemblage puisque s’y sont amalgamés des principes du ghandisme, du christianisme, de la constitution américaine. Ils forment un cadre majeur puissant, reformulant la question des “droits” (le cadre majeur des droits civiques) » (Snow, 2001 : 10).

⁷⁰⁰ *La primera vez al Perol... lloré. Como puede ser tan insolente este gobierno. Una solidaridad...tanta pena, tanto amor. Como se daba la mano la gente...!!!*

⁷⁰¹ *Yo llevaba desde tiempo escuchando de Conga y viendo gente que la llevaba la mina, Un día con mi hija nos fuimos a Conga, viendo el lugar me quedé asombrada del tamaño ... Había un(a?) canadiense que se puso a llorar al ver cómo la gente saca truchas de la Mamacochoa.*

Les récits que ces militantes font de leur première « rencontre » avec les lacs évoquent une catharsis sociale et religieuse : la beauté, la grandeur et l'abondance de la zone, mais aussi la solidarité entre les militants qui participent à la réunion, sont autant d'éléments qui laissent les observateurs émus et émerveillés. Ces sentiments, qui participent à plusieurs niveaux à leur expérience et motivations pour s'engager⁷⁰², sont la preuve « tangible » de la fabrication de sens (Kurzman 2008) produite par l'activité militante, qui parvient à resignifier un espace « vide », destiné à l'exploitation minière, comme un paradis sur terre, la manifestation de la grandeur d'un dieu créateur, ou encore le lieu de naissance de la nation. Interagir avec les lacs ne revient cependant pas seulement à les « connaître », mais il s'agit aussi, parfois, de les « incorporer ».

9.1.2 Boire l'eau des lacs et autres pratiques militantes

Si la « connaissance » de la zone des lacs est un rituel d'initiation pour la communauté militante et une forme de légitimation de l'engagement, d'autres formes de savoirs viennent aussi légitimer l'opposition locale au projet. Grâce au travail de diffusion et de vulgarisation des savoirs scientifiques mené par les ONG locales (Grieco et Salazar-Soler, 2013), une grande partie des activistes apprennent à employer des termes « techniques » tels que « tête de bassin versant »⁷⁰³ ou « zone de captation hydrique »⁷⁰⁴, pour légitimer leurs craintes au sujet de l'affectation des ressources hydriques de la zone. Au fil des ans, ces notions d'hydrogéologie se sont effectivement ancrées dans le vocabulaire militant local et se sont traduites par des métaphores corporelles accessibles à tout public. Ces savoirs experts devenus savoirs ordinaires (et vice-versa⁷⁰⁵) sont mobilisés pour contredire les expertises techniques qui affirment que l'exploitation minière n'affecterait pas l'approvisionnement hydrique de la zone. L'illustrent bien les interventions des membres d'une délégation d'habitants de l'aire d'influence du projet minier, pendant une présentation publique qui a lieu dans l'Université de San Marcos, Lima, en octobre 2012 :

⁷⁰² Au sujet des dimensions émotionnelles du militantisme, voir : Goodwin, Jasper et Polletta (2009), Jasper (1998), Sommier (2010) et Traini (2009).

⁷⁰³ *cabecera de cuenca*

⁷⁰⁴ *colchón acuífero*

⁷⁰⁵ Comme développé ailleurs (Grieco et Salazar-Soler, 2013), l'ONG Grufides s'est aussi occupé de recueillir et de légitimer les observations des habitants locaux des modifications produites par l'activité extractive, en traduisant ainsi dans un langage « expert » des savoirs « ordinaires ».

La tête de bassin... c'est une tête : si on coupe la tête, comment le corps peut continuer à vivre ? (Juan, habitant d'une communauté riveraine Minas Conga, 40 ans, présentation publique)⁷⁰⁶.

Un lac reçoit l'eau [des pluies] et donne l'eau [aux sources], c'est comme notre cœur. Dieu a créé la Nature avec toutes ses veines et on ne peut pas permettre à l'homme de la détruire (Marcos, habitant d'une communauté d'influence du projet, 40 ans, présentation publique).

Dans le même ordre d'idées, pour contredire les résultats des études de MYSA qui déclarent l'eau des lacs impropre à la consommation humaine (Knight Piésold, 2010), plusieurs protestataires se font photographier en train de boire leur eau (Fig. 97,98,99 et 100), ou bien de pêcher des truites dans le lac Namococha. À certaines occasions, des poissons sont même offerts publiquement aux autorités en visite, comme preuve de la pureté de l'eau, la truite étant un poisson sensible à la pollution⁷⁰⁷. Ces gestes participent – tout comme l'occupation et autres pratiques militantes – de la construction du territoire, qui « se spécifie par des pratiques et des représentations : c'est un rapport collectif à l'espace et il participe à l'élaboration de comportements spécifiques et d'images collectivement admises, qui renforcent la cohésion du groupe » (Jean, 2013 : 16). Ces actes symboliques réaffirment la priorité accordée aux savoirs locaux sur le savoir scientifique venant de Lima, et expriment la volonté de reprendre le contrôle des territoires et ressources en question. Dans cette perspective, l'opposition entre savoirs « scientifiques » et savoirs « locaux » est à lire, plutôt que comme un débat épistémologique, comme un questionnement de l'autorité sur le territoire, remettant ainsi en question les pouvoirs qui les définissent.

⁷⁰⁶ *La cabecera de cuenca... es una cabeza. Si cortamos la cabeza como puede el cuerpo seguir viviendo?*

⁷⁰⁷ Lors de la visite de deux religieux, Monseigneur Cabrejos et le père Gaston Garatea, envoyés pour faire la médiation entre les protestataires et le gouvernement suite aux grèves de 2011 (cf. chapitre 4), les leaders locaux ont publiquement offert des poissons du lac à leurs hôtes. Voir à ce sujet les images de l'événement publiés sur <https://celendinlibre.wordpress.com/2012/07/19/> (dernier accès 10/06/2018).



Fig. 97 (à gauche) : Manifestant buvant l'eau du lac Azul recueillie dans une bouteille. Source : « Visita a las lagunas, crónica de una catarsis popular », *La Mula*, 18/07/2012⁷⁰⁸.

Fig. 98 (à droite) : Mesías Guevara Amasifuen, congressiste de la région de Cajamarca, en train de boire l'eau du lac El Perol. Source : « Región Cajamarca: Entre la codicia, la indiferencia y la ignorancia » de Mesías Guevara Amasifuen, publié sur Celendín Libre Wordpress, 11/10/2011⁷⁰⁹.



Fig. 99 et 100 (de gauche à droite) : Manifestants en train de boire l'eau des lacs dans leurs *sombreros*, pendant un rassemblement dans la zone de future opération minière. Source : « Enfrentamientos entre comuneros y policías dejó 2 decenas de heridos en 6° día de Paro en Cajamarca », *La Mula*, 29/11/2011⁷¹⁰ (gauche); Photo de Ofelia Vargas, Grufides (droite)

Si ces gestes symboliques servent à mettre à mal les expertises officielles et demandent par conséquent d'être « vus » par le public local et national – d'où les images photographiques et la mise en ligne –, il existe aussi, en parallèle, d'autres modes d'interaction avec l'eau des lacs, destinés à un public plus « intime ». Jessica, commerçante de Celendín que j'ai présentée dans le chapitre 6, avait

⁷⁰⁸ <https://lamula.pe/2012/07/18/visita-a-las-lagunas-cronica-de-una-catarsis-popular/AlanEle/> (dernier accès le 21/06/2016).

⁷⁰⁹ <https://celendinlibre.wordpress.com/2011/10/11/congresista-de-la-republica-se-pronuncia-frente-a-proyecto-conga-de-minera-yanacocha/> (dernier accès le 18/05/2018).

⁷¹⁰ <https://malcolmallison.lamula.pe/2011/11/29/enfrentamientos-entre-comuneros-y-policias-dejo-2-decenas-de-heridos-en-6-dia-de-paro-en-cajamarca/malcolmallison/> (dernier accès le 28/06/2016).

l'habitude de ramener une bouteille d'eau des lacs à chacune de ses visites à la zone de future exploitation minière, en raison de ses supposées propriétés thérapeutiques. Elle en offrait parfois une gorgée aux amis et invités solidaires avec la lutte. Ce geste témoignait de son autorité de « passeuse » entre ses pairs et l'espace de l'occupation – symbolisée par l'eau des lacs –, mais aussi de son rôle d'initiatrice au réseau de mobilisation. Boire l'eau des lacs relève, dans ce contexte, d'une forme d'incorporation semi-ritualisée, à l'image d'un baptême unissant les initiés au territoire du conflit, ainsi qu'à la communauté militante. Jessica n'était pas seule à accorder des propriétés thaumaturgiques à l'eau des lacs. Josepa, une jeune femme de Celendín, âgée de 23 ans, explique avoir pris la décision de militer parce que l'eau de la Laguna Azul lui avait « sauvé la vie » : au moment de sa première visite à la zone de future exploitation minière, Josepa venait de découvrir une boule sous son aisselle, qu'elle considérait être un cancer. Une fois sur les lieux, elle a nettoyé son aisselle avec l'eau du lac et, les jours suivants, la boule a disparu :

Mon petit lac m'a sauvé la vie pour que je continue à le protéger. Et moi je vais continuer à le protéger avec ma vie⁷¹¹ (Josepa, 2013).

Jeune femme issue d'une famille urbaine de classe populaire, Josepa ne compte pas d'expérience de militance derrière elle et n'a pas recours à un discours politique articulé, tel celui de Barbara, que nous avons rencontrée dans le chapitre 5. Le procédé est pourtant le même : avec ce récit, Josepa « donne du sens » à ce qui est en train de se passer et à ses actions, reliant ainsi son expérience personnelle à une cause commune⁷¹². Dans la déclaration de Josepa, on peut voir émerger non seulement l'attribution d'une agentivité au lac qui l'a soignée, mais aussi l'idée d'une obligation de réciprocité entre êtres humains et non-humains. Son récit vient ainsi rappeler une réalité bien connue dans les Andes, où le paysage est peuplé d'êtres non-humains de différentes natures avec lesquels l'interaction est codifiée. Il est d'ailleurs fréquent que l'on attribue des pouvoirs de guérison aux lacs andins (Camino 1992) dont l'eau, pure ou bien associée à des plantes ou à des racines, fait partie de la pharmacopée des populations locales (Robert de, 1993)⁷¹³. Les représentations d'éléments

⁷¹¹ *Mi lagunita me ha salvado la vida para que continúe a protegerla. Y yo voy a seguir protegiéndola con mi vida!* .

⁷¹² L'élaboration de récits constitue un aspect central des activités de mobilisation, fournissant un cadre interprétatif et une incitation à l'action (Polletta 2011; Davis 2012). Il convient pourtant de noter que les récits n'ont pas tous le même succès : alors que les plus efficaces – tel celui de Barbara – peuvent articuler et amplifier le cadre de l'expérience individuelle, le mettant ainsi en lien avec des cadres collectifs et politiques, d'autres, moins faciles à monter en généralité – tel celui de Josepa –, restent au rang d'épisodes anecdotiques ou personnels venant expliquer l'engagement individuel (Snow 2001).

⁷¹³ Ailleurs dans les Andes, ces vertus peuvent avoir un pendant économique, via le tourisme (mystique) par exemple, comme dans la localité de Huancabamba, dans la province d'Ayabaca, région de Piura, où un circuit de 14 lacs constitue, depuis les années 1990, une destination touristique gérée par des guérisseurs (*curanderos*) locaux.

naturels humanisés (Fig. 101) se rajoutent ainsi aux représentations humanisées du paysage – les fleuves pollués par les activités minières sont dits « morts », tandis que les lacs et fleuves encore non pollués sont encore « vivants » – et aux analogies corporelles du territoire – la tête de bassin comme une tête humaine, les cours d'eau comme des veines, etc. – décrites plus haut.

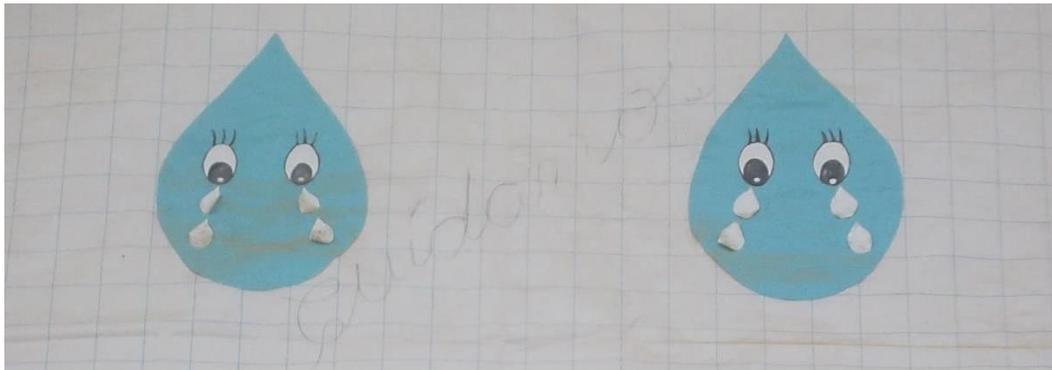


Fig. 101 – Pancarte affichée sur une maison privée de la ville de Celendín, montrant deux gouttes d'eau en train de pleurer et un seul mot : «prends soin de nous» (*cuidanos*). Photo de l'auteure.

Ces « ontologies multiples » (Li 2015) sont à entendre non seulement comme différentes formulations et représentations du conflit en question, mais aussi comme différents sens attribués aux « choses ». Veillés comme une personne sans défense, protégés car protecteurs, ou vénérés comme des repositoires d'eau bénite, les lacs sont, dans le discours militant, bien plus qu'un symbole de la mobilisation ; ils deviennent acteurs à part entière, le produit de l'interaction entre humains et non-humains (Callon, Lascoumes et Barthe, 2001 ; Latour, 1999).

9.1.3 Des lacs « méchants » : agentivité et normes d'interaction avec le paysage

Si la « protection » de l'eau et son opposition aux ressources minières traversent les discours et les pratiques du mouvement social, force est de constater que les représentations locales de la ressource hydrique et aurifère sont moins manichéennes. Effectivement, la nécessité d'axer le discours militant sur l'image d'une ressource pure et sans défense, à protéger à tout prix, contribue à occulter d'autres représentations, notamment celles qui circulent chez les habitants appartenant aux secteurs populaires et ruraux locaux (Bos et Grieco, 2018). Dans la cosmologie andine, les éléments

naturels, et notamment l'eau, sont dotés d'intentions propres et capables de donner la vie et de protéger, tout autant que de blesser ou de donner la mort (Arguedas et Izquierdos Ríos, 2009 [1947] ; Poupeau, 2011 ; Salazar-Soler, 2002). Il en va de même à Cajamarca où les légendes au sujet des montagnes ou des « méchants lacs », que les humains doivent respecter, ne manquent pas⁷¹⁴.

Ils disent du lac El Perol qu'il y avait deux marmites d'or dans un coin. Un monsieur les a sorties de l'eau et elles étaient de plus et plus lourdes... Il est revenu [à l'eau] et les marmites étaient déjà sous [l'eau], et El Perol l'a mangé (Bernarda, 45 ans, résidente de Sorochuco, 2012)⁷¹⁵.

Ou encore :

Le lac El Perol était vraiment méchant, il a mangé deux femmes qui allaient à Combayo, c'est ma mère m'a raconté ça. Maintenant, il est plus si méchant (*brava*). Avant, il y avait moins de monde qui passait par là, maintenant, il est docile (*mansa*). Dans El Perol, il y a un canard : quand il nage, il flotte sur l'eau, mais [en réalité] c'est pas un canard, c'est le Perol, l'or. On sait qu'il y avait de l'or avant, mais personne n'osait [aller le chercher]... (Dora, paysanne de Bambarca, 42 ans, 2013)⁷¹⁶.

La morale de ces histoires, dans lesquelles la transgression de la norme d'interaction avec les éléments non-humains est punie de mort, ne postule pas nécessairement que l'eau et l'or soient incompatibles ou opposés, comme c'est le cas dans le discours militant dominant. De fait, l'opposition entre ces deux ressources, ainsi que leur analogie avec la vie et la mort, est constamment réaffirmée par des slogans comme « *Agua sí, oro no !* » (L'eau oui, l'or non), « *La vida es un tesoro, que vale más que el oro* » (l'eau est un trésor qui vaut plus que l'or), ou encore « *Mi sangre, mi vida, todo por el agua !* » (mon sang, ma vie, tout pour l'eau !). Au contraire, les extraits d'entretien suivants semblent suggérer que l'eau des lacs est dotée d'une agentivité, vouée à protéger l'or se trouvant dans leurs fonds :

El Perol s'appelle comme ça à cause d'une marmite (*perol*) d'or. L'eau devient sauvage, si tu t'approches elle t'attire [dans le lac], c'est pour ça qu'ils disent que l'eau, elle a sa mère... (Bertha, enseignante à la retraite, Celendín, 60 ans, 2013)⁷¹⁷.

⁷¹⁴ À noter que l'un des quatre lacs s'appelle « Mala » soit « Méchante ».

⁷¹⁵ *De la Laguna el Perol dicen que habían dos peroles de oro en el canto. Un señor los saco arriba y pesaban más y más... vuelve y los peroles ya estaban abajo (del agua), y el Perol lo comió.*

⁷¹⁶ *La laguna el Perol ha sido bien brava, tragó dos señoras que iban a Combayo, mi mamá me contó. Ya no es brava, antes pasaba menos gente, ahora ya está mansa. En el Perol hay un pato: cuando nada flota el agua, pero no es un pato es el perol, el oro. Sabíamos que había oro antes, pero nadie se atrevía.*

⁷¹⁷ *El Perol se llama así por un perol de oro. El agua se pone brava, si uno se acerca te jala por eso dicen que el agua tiene su madre.*

On compte de nombreuses variations des histoires sur les êtres non-humains qui peuplent le paysage, dont la présence est généralement associée, d'une façon ou d'une autre, à l'eau et à son pouvoir de vie et de mort :

Pencayo, c'est une montagne qui cache un lac en dessous. Les gens qui savent soigner vont là-bas. Tu dois amener du sucre, avec lequel tu traces un chemin. Si le chemin s'ouvre, tu peux passer et [la montagne] va te donner le médicament, s'il ne s'ouvre pas, tu peux passer et elle te mange (Horacio, enseignant et éleveur de Bamabamarca, entretien 2013)⁷¹⁸.

Dans la Namococha... il y a une orange : si tu la manges, tu meurs un an plus tard. Il faut tracer une croix dans la pierre pour pas prendre peur (*asustarse*)⁷¹⁹ (Bertha, enseignante retraitée de Celendín, 2013)⁷²⁰.

Dans le contexte social local, ces histoires transmettent deux enseignements principaux : le respect des normes d'interaction avec les êtres du paysage et les dangers de la cupidité humaine (parfois représentée comme de la gourmandise). La « méchanceté » des lacs ou des montagnes n'est pas à comprendre comme un jugement de valeur ou un trait de caractère, mais plutôt comme une ambivalence du pouvoir⁷²¹, qui peut être un allié des humains ou bien punir leur insolence. Loin de représenter des « vestiges » du passé précolonial, ces récits sont le produit de l'hybridation entre différents éléments sociaux et historiques. Reinaldo, la soixantaine, résident de la communauté de Wayrapampa rencontré dans le chapitre 2, me parle de Kunguna, un sommet local ayant la réputation d'être « méchant » :

Ils disent qu'avant les montagnes cachaient les personnes, quand il y avait de la pluie ou du brouillard, les gens se perdaient, ils te faisaient apparaître un joli chemin et t'allais donc par là et tu te perdais... Kunguna était méchant mais [uniquement] avec les gens de l'extérieur. Ils disent que, quand les Chiliens sont venus attaquer les Incas, s'ils le regardaient, ils tombaient des montagnes en face et ils mouraient... Ils disent que Kunguna était tellement méchant qu'un prêtre de Cajamarca est venu le baptiser, comme ça il a été domestiqué, et on l'a appelé San Francisco (entretien, 2012)⁷²².

⁷¹⁸ *Pencayo, es un cerro que debajo tiene una laguna. Por allí se va la gente que sabe curar. Tienes que llevar azúcar, con el cual haces un camino. Se abre el camino puedes pasar, y te va a dar la medicina, si no se abre puedes pasar y te come.*

⁷¹⁹ Dans une grande partie des Andes, la peur ou *susto* est considéré comme une maladie : une peur improvisée peut en effet induire l'âme à s'échapper du corps, et ce dernier à tomber malade. Il existe toute une série de pratiques médicales populaires pour soigner le *susto*, et ramener ainsi l'âme dans le corps.

⁷²⁰ *En la Namococha.... Hay una naranja, que si la comes al año te mueres. Hay que rajar una cruz en la piedra para no asustarse.*

⁷²¹ La croissante population de la Jalca depuis les années 1970 participe d'une « domestication » du paysage andin, ce qui explique pourquoi la plupart des références aux pouvoirs des lacs et des montagnes utilisent le temps passé. Au sujet des figures du Sallqa (sauvage) et de sa nature ambiguë – à la fois créatrice et destructrice –, voir (Riva 2003).

⁷²² *Antes los cerros dice que escondían a la gente, cuando había lluvia o neblina la gente se perdía, te hacían aparecer un camino bonito cosa que te ibas por allá y te perdías... Kunguna era malo pero con gente de afuera, dice que cuando vinieron los chilenos a atacar a los incas si no miraban caían de los cerros al frente y se morían... Dicen que Kunguna era tan malo que vino un cura de Cajamarca a bautizarlo, así se amanso, y lo llamaron San Francisco.*

Le récit de Reinaldo, qui mélange différentes époques historiques et narratives d'invasion – de l'arrivée des Espagnols en 1532 à l'occupation chilienne du sud du Pérou pendant la guerre du Pacifique (1879-1884) –, représente Kunguna comme une entité à la fois dangereuse et protectrice, capable d'exercer ses pouvoirs à l'encontre des habitants locaux mais aussi en vue de contrer les « envahisseurs ». La présence minière participe dans l'actualité de la mise à jour de ces récits, à travers lesquels les habitants interprètent le rapport des nouveaux acteurs à l'environnement. Si l'action des compagnies minières, disposant des moyens techniques et économiques nécessaires pour domestiquer ou dominer les êtres du paysage, peut transformer des lacs « méchants » en « pauvres » « petits » lacs (*lagunitas*) à protéger, les êtres ne perdent pas pour autant leurs caractéristiques ni leur pouvoir : selon Horacio, éleveur, enseignant et *rondero* de la vallée du Tambo (Bambamarca) la compagnie minière a dû apaiser le lac avec de généreuses offrandes – y compris humaines.

On offre du sucre, des animaux et des personnes pour apprivoiser les lacs.... Tu peux leur dire le nom d'une personne et cette personne disparaît... La compagnie [minière] vient et indemnise la famille, ça veut dire que [la personne] n'y est plus... les lacs pourraient manger la mine, mais ils l'apprivoisent en lui offrant du sucre et des gens (Horacio, 2013)⁷²³.

Alors que le discours dominant du mouvement d'opposition présente les lacs soit comme des éléments inanimés du paysage soit comme des victimes ayant besoin d'un secours humain, ces récits illustrent une autre conception du rapport entre ressources, et entre acteurs humains et non-humains, sous la forme d'une interaction. Si Horacio suppose que la compagnie minière s'est conformée aux normes locales de l'interaction avec les êtres non-humains, en « payant » les lacs pour pouvoir en exploiter les richesses, il existe aussi d'autres interprétations. María, paysanne de la communauté de Sorochuco, émet par exemple l'hypothèse que l'action humaine des militants soit elle-même produite par le pouvoir du lac El Perol :

Mon beau-père m'a raconté... qu'il y avait une plante de *lúcuma* sur la rive. Dès qu'on la touchait, la plante réapparaissait au centre du lac... [et la personne se noyait]. C'est peut-être le lac lui-même qui appelle les gens pour le défendre... parce qu'il était vraiment méchant (María, 2012)⁷²⁴.

On trouve aussi des variations de l'enseignement moral des histoires des lacs – où la transgression de la norme d'interaction est punie de mort – dans des anecdotes directement liées à

⁷²³ *Azúcar, animales y personas se regalan para amansar las lagunas...puedes decir un nombre y la persona desaparece... la compañía viene y indemniza a la familia, eso significa que ya no hay (la persona)...la Mina se las comerían, pero con azúcar y regalando gente las amansan.*

⁷²⁴ *Mi suegro me ha contado.... que había una planta de lúcuma en la orilla. Ni bien la tocaban y la planta resultaba al centro de la laguna.... (y se ahogaban) De repente es la misma laguna les llama a la gente a que la defiendan....porqué era bien mala.*

l'activité minière. Ana, éleveuse quarantenaire et habitante de la vallée d'El Tambo, raconte qu'en 1995 des « gens de la zone » ont voulu essayer de pratiquer l'extraction minière artisanale dans les zones riveraines (Jadibamba o Quengorio) :

Ils ont essayé avec du mercure et tout, ça marchait bien, ils ont créé une « entreprise », jusqu'à ce qu'un jour tombent des pluies torrentielles et le bétail de ce monsieur meure, cinq têtes de bétail. Il appelle ses associés, il leur montre le bétail et leur demande une compensation... Ils ouvrent le bétail pour regarder à l'intérieur – peut-être que les vaches ont mangé une araignée ? – et, à l'intérieur, les entrailles sont toutes détruites. À partir de là, ils ont arrêté d'exploiter, ils ont pris leur argent et c'était fini. [Tout ça] pour en vouloir plus... Le monsieur lui-même m'a raconté ça, en haut [dans la zone de Conga], maintenant il est dans la lutte [contre le projet minier] (entretien, 2013)⁷²⁵.

La morale de cette histoire fait écho aux discours militants sur l'incompatibilité entre activité minière et élevage, et sur les périls de l'ambition humaine. Du fait de « vouloir plus », les miniers artisanaux sont punis par la perte de cinq têtes de bétail, ce qui correspond à un capital économique et social considérable⁷²⁶. Le propriétaire du bétail lui-même serait alors passé de « minier » à opposant, en ayant vu de ses yeux les effets dévastateurs de la pollution liée aux activités extractives. Une histoire similaire est racontée par Dolores, enseignante de la ville de Celendín, qui évoque un « minier repenté » qui ne peut plus dormir la nuit en pensant aux :

petites truites qu'ils ont tuées avec les perforations... Ils les ont enterrées, 30 000 truites, à San Nicolás de Chuallagon. Ils les ont enterrées vivantes dans un petit trou. Il était employé à la mine, il a travaillé à minuit [=il a travaillé pendant la nuit]⁷²⁷. (entretien, 2013)

Ces histoires, qui postulent des formes de « punition » ou de « repentance », reproduisent une représentation dichotomique de l'opposition locale au projet minier comme une opposition entre le bien et le mal, la vie et la mort, la vertu et le péché, et contribuent ainsi à diffuser une lecture morale du conflit. En avertissant leur public des dangers de l'ambition humaine, ces récits soulignent aussi les risques moraux de la « pollution sociale » minière. Le processus de moralisation, nous l'avons vu, est indissociable de la (re)définition des frontières ethniques entre « paysans » et « miniers », « locaux » et « étrangers », de façon à associer les premiers et leur mode de vie « traditionnel » avec

⁷²⁵ *Trabajaban con mercurio y todo eso, les iba bien, hicieron una empresa. Hasta que un día llueve torrencialmente y muere en ganado del señor, 5 cabezas de ganado. El llama a sus socios, les ensena en ganado y pide reparación.... Lo cortan para ver adentro ("de repente ha comido araña" dicen) y está todo destruido sus entrañas. De allí' no volvieron a explotar, recogieron su plata y ya. Por querer más.... El mismo señor me conto arriba, (el) está en la lucha (contra Conga).*

⁷²⁶ J'ai déjà illustré l'importance du bétail comme capital et source de statut dans le chapitre 3.

⁷²⁷ *Unas truchitas que había matado con las perforaciones.. las enterraron, treinta mil truchas, a San Nicolás de Chuallagon. Las han enterrado vivas en un huequito. Él trabajaba por la mina, ha trabajado a la media noche.*

le bien, la vie et la vertu, et les deuxièmes avec leurs « modernité » destructrice le mal, la mort et le péché (Meudec 2015).

Dans le cadre des mobilisations contre le projet Minas Conga, les lacs menacés par le projet minier se trouvent – comme le mont Quilish en 2004 (Li 2015) – au cœur d’une controverse qui en reconfigure la valeur et les significations. Le pouvoir des êtres du paysage peut ainsi se manifester par la mobilisation des hommes et des femmes dans la défense de l’environnement, ou bien par des « accords » entre les lacs et la compagnie minière au détriment des travailleurs. Dans l’un et l’autre cas, les éléments du paysage sont des acteurs dont l’action doit être prise en compte. Les participants aux mobilisations contre Minas Conga interagissent avec les lacs et envisagent l’agentivité de ces derniers de différentes manières, mélangeant plusieurs formes de savoirs (technoscientifique, expérientiel) et de pratiques (politiques, religieuses, symboliques). Comme l’ont observé d’autres auteurs ayant travaillé sur les conflits autour du contrôle et de l’usage de l’eau dans les Andes (Boelens, 2014 ; Li, 2015), ces différents registres ne sont pas mutuellement exclusifs : les métaphores du corps servent tant à « illustrer » qu’à « affirmer » des représentations des systèmes hydriques, qui combinent, de façon variable et adaptable, selon les acteurs et les situations, les langages de la réciprocité, de la science et de la religion.

Ils sont en train de faire des petits réservoirs dans les *bofedales* (zones humides alto-andines), des tuyaux pour commencer à dévier l’eau. Il y a des tuyaux dans le Perol, le réservoir est déjà en construction. Ils ouvrent la montagne par derrière pour la vider, le Perol... c’est les veines, c’est son cœur. En faisant comme ça, les points d’eau et les sources vont disparaître. Le lac donne [l’eau] aux sources, on peut pas la transpercer. C’est une création de Dieu pour ses gens, pour qu’ils ne manquent pas d’eau en été [saison sèche]. Regarde... ils veulent exploiter et s’étendre jusqu’ici. Cette montagne avec un bouclier produit du kérosène, une autre montagne pourrait être un volcan d’eau, c’est-à-dire qu’en bas il y a un lac. C’est possible parce qu’en haut il y a un lac et il y a un ruisseau qui vide par derrière. Là-bas, il y a de l’or aussi. Dans l’autre montagne, il y a du kérosène. S’ils exploitent, El Tambo deviendra comme une île au milieu du désert (Horacio, 40 ans, professeur, élèveur et *rondero*, résident de la communauté El Tambo)⁷²⁸.

Tous ces registres contribuent à caractériser les lacs comme des « êtres » (corps d’eau, symboles, esprits, dons de dieu) plutôt que comme des « objets » que l’expertise scientifique peut qualifier, quantifier et en établir l’équivalence avec les réservoirs qui devraient les remplacer. Par

⁷²⁸ *Están haciendo pequeños reservorios en los bofedales, tubos para comenzar a desviar el agua. Hay tubos en el Perol, el reservorio ya está en construcción. Abren por atrás del cerro para vaciarlo al Perol.... Son venas, es su corazón, así se desaparecen los puquios, los manantiales. A laguna les da a puquios, no se le puede traspasar. Es una creación de dios, para su gente, para que no le falte agua en el verano. Mira... quieren explotar y ampliar hasta acá. Este cerro con escudo produce kerosene, otro cerro podría ser volcán de agua, ósea que abajo hay una laguna. Podría ser porque arriba hay laguna y quebrada que bota por atrás. Allí hay oro también. En el otro cerro hay kerosene. Si explotan, el Tambo se queda como isla en el medio del desierto.*

leurs pratiques et leur utilisation de métaphores corporelles, les opposants au projet contestent le savoir technoscientifique sur l'eau des lacs qui légitime le projet Conga. Les métaphores corporelles – comme « un cœur naturel et un cœur artificiel, ce n'est pas la même chose » ou « un corps sans tête ne peut pas vivre » – permettent à la fois d'invalider la rationalité d'une vision objectiviste et managériale de la nature, et d'y substituer une conception de l'environnement comme quelque chose de vivant et/ou un don de dieu qu'il faut conserver. Si les lacs acquièrent évidemment une valeur symbolique pour l'ensemble des acteurs du mouvement social local, celle-ci se manifeste à travers différents cadres interprétatifs, mélangeant la science à l'agentivité du paysage, la foi à la politique, l'histoire à la mémoire populaire. Or, tous ces cadres ne rencontrent pas le même succès, ni à l'échelle locale ni à l'extérieur : la résonance plus ou moins importante de ces grilles de lecture avec la représentation médiatique de la mobilisation engendre une diffusion sélective des images et discours de la mobilisation à l'échelle nationale et internationale, privilégiant une certaine mise en récit du conflit plutôt qu'une autre.

9.2 « Le monde nous regarde » : images et récits militants

Du point de vue de la mise en visibilité et du maintien de l'opposition locale au projet, la stratégie d'occupation territoriale des « gardiens des lacs » se révèle tout aussi efficace que coûteuse. D'une part, l'initiative contribue à consolider l'image d'un mouvement de résistance rural et andin : les « gardiens » entrent rapidement dans l'imaginaire national et international, et nombre d'articles et de projets (documentaires, reportages photographiques, web-doc, entre autres) leurs sont dédiés, suscitant la solidarité du public et motivant les militants, péruviens comme internationaux, à se rendre sur les lieux du conflit. D'autre part, les campements étant situés dans une zone difficile d'accès – à 4 200 mètres d'altitude sur la cordillère des Andes, soit à plusieurs heures de marche du village le plus proche, dans des zones uniquement accessibles à cheval ou à pied, car les routes sont contrôlées par le personnel de sécurité de la compagnie minière –, leur permanence et ravitaillement pèsent lourdement sur les ressources du réseau de mobilisation : malgré l'écho de l'initiative, les actions des protestataires ont une visibilité limitée dans les médias nationaux, peu de journalistes et militants nationaux atteignent les campements, les communications avec les occupants sont difficiles, et les images et les nouvelles se font rares. L'endurance de la résistance locale au projet devient ainsi de plus en plus dépendante de la circulation d'acteurs, mais aussi d'images dans les réseaux

internationaux, qui viennent intégrer (et parfois se substituer à) la présence physique des protestataires sur le territoire.

À ces circulations « immatérielles » correspondent aussi des circulations matérielles d'acteurs et de ressources entre différentes localités. Cependant, à la différence des circulations d'images et de discours, celles-ci ne sont pas diffusées, en raison d'une double gêne : celle, interne au mouvement, de la perte de légitimité des dirigeants locaux dont les activités seraient trop tournées vers l'échelle nationale ou internationale, et celle, externe au mouvement, des accusations de financement par des ONG ou pays étrangers voulant entraver le développement économique national⁷²⁹. Pour ces deux raisons, il nous est impossible de retracer les circulations d'acteurs et de ressources pendant la période où nous n'étions pas sur le terrain, ce qui nous oblige à nous limiter aux circulations « visibles ». Faute de données exhaustives sur les premières⁷³⁰, nous nous centrerons donc sur ces dernières.

La démocratisation de l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) joue ici un rôle fondamental. Plutôt que d'envisager l'activisme en ligne comme un repli de l'action militante de l'espace public vers l'espace privé, il convient de considérer ces différentes stratégies, médias et modes d'engagement comme complémentaires. Geoffrey Pleyers nous rappelle que,

pour comprendre le rôle d'internet [...], il faut dépasser les oppositions binaires entre le monde « virtuel » du cyberactivisme et le monde « réel » des mobilisations dans les rues et sur les places. Activisme en ligne et ancrage territorial, connexions globales et cadres nationaux, usages des médias alternatifs et références aux mass media se sont articulés plutôt qu'opposé (2013 : 10)

⁷²⁹ Des articles de presse critiquant le mouvement d'opposition local indiquent que les organisations locales bénéficient du soutien d'organisations internationales (<https://elcomercio.pe/politica/actualidad/antimineros-son-financiados-organizaciones-internacionales-375962>, dernier accès le 09/05/2018) ou bien que les protestataires et la « nouvelle gauche » seraient les meilleurs alliés du Chili, rival du Pérou en termes de production minière et de croissance économique (<http://www.lampadia.com/opiniones/aldo-mariategui/parecen-chilenos/>, dernier accès le 09/05/2018).

⁷³⁰ Il convient tout de même de préciser qu'en 2014 trois militants locaux – le secrétaire général de la PIC, Milton Sanchez, le président du FDHB, Edy Benavides Ruiz, et la paysanne devenue défenseure des droits humains, Máxima Acuña de Chaupe, que nous retrouverons dans les prochaines pages – se rendent en Europe pour témoigner au sujet de la lutte locale contre Minas Conga et rencontrer les comités de solidarité internationale. Les acteurs locaux ne sont pas les seuls à se déplacer pour défendre leur cause ; en sens inverse, nombre d'activistes, chercheurs, journalistes et touristes étrangers se rendent dans la région et parfois même dans la zone des lacs. Au fil des années, la région voit défiler des visiteurs de tout âge et nationalité, sous divers étendards : féministes, écologistes, défenseurs des droits humains, défenseurs des droits autochtones, altermondialistes, anticapitalistes, etc. Peu d'entre eux vont jusqu'aux campements, pour des questions de temps et de distance, mais les militants s'étant rendu dans la région et les provinces de Celendín et de Bambamarca parlent de leur visite comme d'un rituel de « confirmation » militante, de la même manière que les habitants locaux parlent de leur visite aux lacs de Conga.

Comme nous le verrons dans les prochaines pages, la circulation virtuelle des images et discours dans les médias implique un travail de « traduction » des discours et des identités militantes pour s'adresser à un public international. Cette « lutte pour la visibilité » est essentielle dans la mesure où « les médias de communication opèrent comme des dispositifs de mise en discours et de production de catégories hiérarchisées distribuant la reconnaissance sociale à des types d'acteurs individuels ou collectifs, à leurs interprétations et argumentations, à leurs activités sociales » (Voirol 2005 : 114). En tant que lieux de représentation des catégories sociales et des hiérarchies symboliques, les médias constituent des espaces privilégiés de la lutte pour la (re)définition du conflit et de ses acteurs. À l'encontre des récits dominant la presse nationale et le discours institutionnel, qui tendent à représenter l'opposition locale au projet comme le fruit de peurs irrationnelles ou d'un calcul politique, les opposants à l'activité minière construisent le conflit comme une opposition dichotomique et manichéenne entre une société paysanne « traditionnelle » et les forces destructrices du capital international. Cette mise en récit, qui devient finalement dominante dans la diffusion nationale et internationale du conflit, va prendre le dessus sur d'autres représentations plus politiquement « contentieuses » ou « complexes » circulant à l'échelle locale et nationale.

9.2.1 Narrer le conflit : mise en récit de l'opposition locale pour le public national

Des mobilisations contre Minas Conga émerge une nouvelle génération d'organisations sociales et d'activistes des deux sexes (cf. chapitres 5 et 6), dont l'activité militante est caractérisée par la démocratisation de l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) qui, à l'époque des mobilisations contre le projet minier Quilish (2004), étaient encore le privilège d'une minorité⁷³¹. En milieu urbain, un nombre croissant de militants entre vingt et quarante ans se servent de Facebook et autres réseaux sociaux pour communiquer entre eux, mais aussi pour diffuser images et informations concernant les activités de mobilisation en ligne, à destination de publics situés à plusieurs échelles. Entre 2011 et 2013, on voit ainsi se multiplier des groupes et pages

⁷³¹ L'accès aux TIC a été considérablement facilité dans les provinces et zones rurales du pays à partir de 2006, suite aux effets du Traité de libre commerce signé avec les États-Unis : en l'espace d'une décennie, le marché national s'est vu inondé de nouveaux biens et fournisseurs technologiques à des prix de plus en plus abordables. En 2011, la plupart des foyers ruraux et populaires comptent alors avec un portable, voire plusieurs, même dans les zones rurales et les quartiers urbains populaires. En milieu urbain, les adolescents peuplent les cyber-cafés et de plus en plus d'adultes de 20 à 40 ans, appartenant à la classe moyenne locale, ont un téléphone avec un accès internet. Or, pour les militants locaux, les nouvelles technologies « changent tout » en termes de communication, de visibilité et d'impact potentiel.

Facebook aux noms évocateurs : « *CongaConflict* », « *CelendínLibre* », « *Conga Patrimonio Ecológico de la Humanidad* », « *Celendín resistente* », « *Dignidad Celendína* », « *Bambamarca Siempre Libre* », « *Bambamarca Cuna de los Coremarcas* » ou « *Dignidad Bambamarquina* »⁷³². Ces pages permettent aux militants locaux de faire circuler des images et des informations sur le conflit aux organisations de solidarité internationale et/ou aux artistes, journalistes et chercheurs sympathisants du mouvement local qui, au cours des années, ont visité la zone, attirés par le conflit : nous trouvons, entre autres, « *Conga No Va, Artistas del Mundo* », « *Cajamarca Solidarity Londres* », le « *Comité de Apoyo a Celendín* »⁷³³ et le « *Comité de Solidarité avec Cajamarca* ». Les réseaux sociaux permettent aussi de diffuser une grande quantité de vidéos téléchargées sur YouTube : diaporamas, chansons de geste autour du conflit, vidéos amateurs et professionnelles, documentaires sur la biodiversité dans la zone, dénonciations des violences policières, entretiens, etc.⁷³⁴.

Ces espaces, les informations et les images qui y circulent contribuent à diffuser un récit du conflit, consistant en la « traduction » du discours militant local pour un public national et international. À ce titre, l'exemple d'une vidéo téléchargée anonymement sur YouTube en novembre 2011 est illustrateur. Il s'agit d'un extrait de « *Braveheart* », film biographique sur la vie du héros des guerres d'indépendance écossaises du XIII^{ème} siècle, William Wallace, interprété et tourné par le réalisateur australien Mel Gibson. L'extrait en question constitue des scènes-clé du film, où l'on voit William Wallace entraver les négociations de capitulation entre les chefs de clans écossais et les

⁷³² « *Conflit Conga* », « *Celendín libre* », « *Conga Patrimoine Ecologique de l'Humanité* », « *Celendín résistante* », « *Dignité de Celendín* », « *Bambamarca Toujours Libre* », « *Bambamarca berceau des Coremarcas* », « *Dignité de Bambamarca* ».

⁷³³ « *Conga No Va, Artistes du Monde* », « *Londres Solidarité avec Cajamarca* », le « *Comité de soutien a Celendín* »

⁷³⁴ Il s'agit d'un ensemble extrêmement hétéroclite, avec des degrés de visibilité très variables. Parmi les plus vus sur YouTube figurent : 1) le reportage du programme Punto final « *Cajamarca: entre el oro y el agua* » transmis le 28/11/2011 sur la chaîne Frecuencia Latina et mis en ligne par Ronald Ivan Alcantara Quispe le 27/11/2011, 97K de vues (https://www.youtube.com/watch?v=mu_7PZT3GmA, dernier accès le 16/12/2017) ; 2) une vidéo « artisanale » faite d'images des lacs de Conga et de slogans militants, « *Lagunas Conga Cajamarca* », ajoutée par José Wilson Pompa Huaman le 01/12/2011, 97K de vue (<https://www.youtube.com/watch?v=8CS1VPKldtA>, dernier accès le 16/12/2017) ; 3) le documentaire « *En el corazón de Conga* » (2012), avec 87K vues (<https://www.youtube.com/watch?v=t22XFJGnC6I>, dernier accès le 16/12/2017) ; 4) la vidéo d'une petite fille paysanne qui récite un poème en opposition au projet minier, « *Niña recita hermoso poema contra proyecto Conga (Cajamarca)* », mis en ligne par MAS Cajamarca le 06/08/2014, 67K de vues (<https://www.youtube.com/watch?v=wpuh4usKiE8>, dernier accès le 16/12/2017). Les vidéos concernant le cas de Máxima Acuña de Chaupe – sur lequel je reviendrai en fin de chapitre –, qui a profité d'une grande visibilité à l'international, ne comptent en revanche « que » : 79k vues pour « *Máxima Acuña - Goldman Environmental Prize 2016* », mis en ligne par PeruCultural le 18/04/2016 (https://www.youtube.com/watch?v=C_qt3D19ENY, dernier accès le 16/12/2017), 75K vues pour « *Alerta Máxima Acuña de Chaupe Chaupe* », mis en ligne par Guarango Cine y Video le 24/07/2014 (<https://www.youtube.com/watch?v=pEVX3hauuIQ>, dernier accès le 16/12/2017) et 60K pour « *Testimonio de Máxima Acuña contra la Minera Yanacocha* » mis en ligne par Andrea Valencia le 09/11/2012 (<https://www.youtube.com/watch?v=USk4XOByu48>, dernier accès le 16/12/2017).

émisaires de la couronne britannique, pour ensuite encourager les troupes écossaises à engager les hostilités – finalement victorieuses – de Stirling Bridge. Dans cette version, la vidéo en VO est sous-titrée en espagnol, de façon à en changer les noms et les échanges entre les personnages : les chefs écossais deviennent le président péruvien Ollanta Humala Tasso et l'ex-Premier ministre, Salomon Lerner Ghitis, tandis que les émissaires de la couronne sont identifiés à Newmont Mining Corporation (principale actionnaire de Minas Conga), Minera Yanacocha et Carlos Santa Cruz (alors directeur général de MYSA). La capitulation négociée devient alors celle de l'exploitation de Conga. Au début de la scène, le protagoniste interprété par Mel Gibson arrive au galop tandis que les troupes écossaises, découragées à la vue du contingent militaire britannique, se préparent à rompre leurs rangs et à rentrer chez elles. Wallace prononce un discours d'incitation pour persuader les hommes de se battre : alors que, dans l'original, tout le discours tourne autour du mot « liberté », ici le mot-clé est « eau ». En voici la transcription⁷³⁵ :

XVIII. BRAVEHEART dit « Conga No Va ! »

(Scène initiale : William Wallace s'adresse aux troupes écossaises, prêtes à battre en retraite)

WW : Je suis William Wallace et je vois des Cajamarquinos, mes compatriotes (*paisanos*), ici réunis contre la tyrannie. Vous êtes venus pour lutter pour l'eau : On ne touche pas à l'eau ! Qu'est-ce que vous feriez sans eau ? Vous allez la défendre ?

Habitant 2 : Contre Yanacocha ? Non, qu'ils exploitent et nous vivrons.

WW : Lutte et il est possible que vous mourriez. Partez et vous vivrez. Au moins pour quelques temps. Et, en mourant dans notre lit, d'ici de nombreuses années, ne serez-vous pas prêts à échanger tous les jours [de votre vie], à partir d'aujourd'hui, contre une opportunité, juste l'opportunité de revenir ici et de boire de l'eau propre, pure, et de laisser ça à vos enfants ? Il est possible qu'ils nous ôtent la vie, mais ils nous enlèveront jamais notre liberté !

Foule : On ne touche pas à l'eau ! Non à l'or ! Conga n'exploite pas ! Oui à l'eau ! L'eau c'est la vie !

(Pendant ce temps, de l'autre côté du champ de bataille)

Newmont : Ils semblent très optimistes ces débiles de *Cajachos* [Cajamarquinos].

Santa Cruz : Laissez-moi offrir 4 800 millions de dollars. De toute façon, Ollanta ne connaît que les armes.

Newmont : Dis-leur qu'ils nous doivent le progrès. Hahahaha.

Santa Cruz : Ce sont des *cholos* [terme péjoratif pour les migrants andins en ville].

(Les leaders écossais et britanniques se rencontrent pour traiter la capitulation. WW les rejoint)

⁷³⁵ Vidéo disponible en ligne sur <https://www.youtube.com/watch?v=foLITj0Vbn8&feature=youtu.be> (dernier accès 06/07/2018).

Santa Cruz : Ici nous avons les termes de Newmont. Retirez-vous et laissez-nous exploiter, nous vous donnerons des terres, 4 800 millions de dollars, plus le renflouement de vos comptes courants. Nous l'avons déjà fait avant, personne ne le saura.

WW : Moi j'ai une offre pour vous.

Lerner : Santa Cruz, lui c'est William Wallace.

Santa Cruz : Tu penses que ça nous intéresse ?!

William Wallace : J'ai dit que j'avais une offre pour toi.

Lerner : Tu rejettes son offre.

WW : De Yanacocha ? Bien sûr que oui. Écoutez les conditions de Cajamarca. Enlevez vos machines et allez exploiter dans votre pays. Arrêtez-vous dans chaque maison pour demander pardon pour 18 ans de vol et d'exploitation sur notre population, en amenant la prostitution et la délinquance, faites donc ça et nous arrêterons le conflit, sinon nous nous battons contre vous.

Santa Cruz : hahaha... hahaha... Vous n'avez aucune chance, débile de *cholo*. Aucun président n'a pu nous virer, toi encore moins !

WW: Je n'ai pas fini ! Avant de vous permettre de vous en aller, nous vous offrons tous les fonctionnaires corrompus, pour que vous les ameniez avec vous.

(Énervés, les émissaires du roi s'en vont. WW se retourne vers les leaders écossais)

Ollanta : T'es un *senderista* [membre du Sentier Lumineux], paysan !

WW : Bats-toi avec ton peuple et ils te soutiendront, sinon tu peux partir avec les miniers.

Ollanta : Tu ne peux pas me virer.

WW : Le peuple t'a élu, travaille pour lui.

Ollanta : Tu n'as pas d'ordre à me donner.

WW : Ton peuple l'exige, arrêté de mentir⁷³⁶(fin de l'extrait)

⁷³⁶ WW : Yo soy William Wallace y estoy viendo a cajamarquinos paisanos míos, aquí reunidos contra la tiranía. Habéis venido a luchar por el agua. Y el agua no se toca! Que haríais sin agua? La defenderán ?

Poblador 2 : Contra Yanacocha ? No, que exploten y viviremos.

WW: Luchad y puede que mueran. Vayan y vivirán. Un tiempo al menos. Y al morir en nuestro lecho, dentro de muchos años, no estarán dispuestos a cambiar todos los días desde hoy, por una oportunidad, solo una oportunidad de volver aquí y beber agua limpia, pura, y heredad eso a sus hijos? Pueden que nos quiten la vida, pero jamás nos quitaran la libertad!

Multitud: El agua no se toca! Oro No! Conga no se explota! Agua sí! El agua es vida!

Newmont: Parecen muy optimistas. Cajachos cojudos.

Santa Cruz: Déjenme ofrecer 4.800 millones de dólares, total Ollanta solo conoce de armas.

Newmont: Dile que nos deben su progreso. Jajaja.

Santa Cruz: Son cholos.

Santa Cruz: Aquí tienen los términos de Newmont. Retírense y déjenos explotar, y les daremos tierras, 4,800 millones de dólares, más en crecimiento de sus cuentas bancarias. Ya lo hicimos antes, nadie lo sabrá.

WW: Yo tengo una oferta para Ustedes.

Lerner: Santa Cruz, esto es William Wallace.

Santa Cruz: Crees que nos importa.

William Wallace: Dije que tengo una oferta para ti.

Lerner: Desprecias su oferta.

WW: De Yanacocha? Claro que sí. Escuchen los términos de Cajamarca. Saquen sus machinas y exploten en su país. Deteniéndose en cada hogar a pedir perdón por 18 años de robo y explotación de nuestra gente, llevando la prostitución y la delincuencia, háganlo y acabemos el conflicto, si no los enfrentaremos.

Cette vidéo reprend tous les éléments distinctifs du discours de l'opposition locale aux activités extractives : le racisme envers les andins (« ces débiles de *cajachos* »), les promesses frustrées de développement (« dis-leur qu'ils nous doivent le progrès. Hahaha »), la corruption des élus (« le renflouement de vos comptes courants. Nous l'avons déjà fait avant, personne ne le saura »), la pollution sociale (« 18 ans de vol, de prostitution et de délinquance »), la criminalisation des manifestants locaux par le gouvernement (« tu es un terroriste, paysan ») et enfin la demande de représentation (« le peuple t'a élu, travaille pour lui »). Il reprend ainsi les principaux éléments de la critique sociale et politique de l'extraction minière et les traduit en un format « grand public » auquel d'autres personnes que les habitants locaux peuvent s'identifier : un « peuple » qui se soulève contre un pouvoir illégitime, exercé par des envahisseurs étrangers, et met ses élus face au choix de prendre parti ou de laisser leur place. Cela ne surprend pas de trouver la personnification des compagnies minières et de l'un de ses représentants les plus visibles chez les « envahisseurs », tout comme de reconnaître les hauts dirigeants du gouvernement national dans les habits des leaders écossais tentés de capituler devant les menaces et promesses de leurs ennemis. Il est cependant curieux de constater que le personnage de William Wallace n'est identifié à aucun leader spécifique, mais continue à être le héros écossais du film original. Alors que son nom demeure inchangé, la position de Wallace est esquissée par les insultes que lui adressent les représentants des compagnies minières – « *cholo* », terme péjoratif pour désigner les andins – et la remarque que les leaders nationaux lui adressent : « tu es un *senderista* [terroriste, membre du Sentier Lumineux], paysan ». Or, si identifier ce personnage à un leader social ou politique particulier aurait teinté la narration d'une couleur partisane⁷³⁷, l'identifier à un paysan anonyme assure le consensus et permet l'identification de différents secteurs socio-territoriaux et politiques au personnage. William Wallace n'est donc pas une personne

Santa Cruz: jajaja...jajaja... no son rivales, cholo cojudo. Ningún presidente nos votó, menos tú.

WW: No he acabado! Antes de permitirles que se vayan, le regalamos a todos los corruptos funcionarios, para que se los lleven con ustedes.

Ollanta: Eres un senderista, campesino.

WW: Lucha con tu pueblo y te respaldara, si no puedes ir con los mineros.

Ollanta: No me puedes votar.

WW : El pueblo te eligió, trabaja para él.

Ollanta: No me vas a dar órdenes.

WW: Tu pueblo te lo exige, no nos sigas mintiendo.

⁷³⁷ Je n'ai pas pu identifier l'auteur de la vidéo. Il semble cependant fort probable qu'il ne s'agisse pas d'un militant local, mais plutôt d'un sympathisant localisé ailleurs au Pérou, possiblement à Lima. En ce qui concerne l'orientation politique de l'auteur, on peut supposer qu'il s'agit d'un adhérent du parti communiste Patria Roja et d'un partisan du président régional, Gregorio Santos Guerrero. Ce qui m'amène à cette hypothèse est l'existence d'un photomontage superposant le visage de Gregorio Santos et l'affiche d'un autre film de (et avec) Mel Gibson – « le patriote ».

spécifique – ni un leader du mouvement social local, ni un élu –, mais plutôt une incarnation de l'identification collective mobilisé par les manifestants locaux : un homme andin, d'extraction populaire et rurale, politiquement et racialement altéré par les élites minières et politiques nationales. Cette mise en récit s'adresse visiblement à un public national connaisseur du conflit et des personnages mentionnés. En dépit de son adhérence avec le discours de la mobilisation locale, elle n'a pourtant qu'une circulation limitée sur les réseaux sociaux et militants : ce sont au contraire d'autres types de représentations, diffusées par les blogs militants et relayées par les médias nationaux, qui connaissent une vaste diffusion et participent de la constitution d'un imaginaire du conflit comme une opposition entre « deux mondes ».

9.2.2 Représenter la résistance : l'imaginaire médiatique à l'échelle nationale

Les médias et acteurs nationaux sympathisants avec le mouvement social local tendent à reproduire les grands axes du discours de mobilisation local, notamment par la représentation d'un conflit opposant des pouvoirs inégaux incarnés par les miniers d'un côté et les « paysans » de l'autre. L'interaction entre le secteur minier et la société locale est ainsi souvent représentée comme celle entre une élite financière (inter)nationale et une petite paysannerie andine, comme c'est le cas dans l'image ci-dessous (Fig. 102), réalisée par le caricaturiste officiel du quotidien national progressiste *La República*, Carlos Tovar. L'image fait un portrait ironique de la rencontre inégale entre le capital minier et la société paysanne andine, représentée par un « minier » en costard-cravate, assis sur sa tractopelle et une famille paysanne andine, debout devant sa hutte. L'entrepreneur dit : « Tu es pauvre. Si tu me vends ta montagne et ton lac, tu auras de l'argent ». Le paysan, père de famille, lui répond : « Quand il n'y aura plus d'argent, je n'aurais ni montagne ni lac », ce qui déplaît à son interlocuteur, qui le traite alors d' « ignorant ! ».



Fig. 102 – Caricature de Carlos Tovar, alias Carlin, dans *La República* du 05/03/2012. Source : www.larepublica.pe/carlinaturas (dernier accès le 13/12/2017).

Outre souligner l'asymétrie de pouvoir – social et économique – entre les acteurs, l'illustration se moque des accusations d'« irrationalité » énoncées par leurs critiques à l'encontre des mouvements d'opposition à l'extraction minière. Aussi, le dessinateur représente la posture des paysans comme dérivant d'un « sens commun » tout à fait rationnel et intuitif. Il convient cependant de remarquer que l'opposition au secteur minier est représentée comme celle d'une « paysannerie » alto-andine et non pas comme relevant de plusieurs secteurs de la société civile locale. Cette représentation du mouvement social local comme une « résistance paysanne » est aussi observable dans la communication visuelle d'un groupe de jeunes militants de Lima, consistant principalement en la production de peintures murales. Dans les images reportées ci-dessous (Fig. 103 et 104), on peut observer deux « paysans », reconnaissables par des habits (*poncho* et *sombrero*) et coiffures (deux longues tresses) caractéristiques des habitants ruraux des Andes.



Fig 103 (à gauche) : Graffiti sur le mur d'une maison dans la ville de Cajamarca. Source : <http://aguamina.blogspot.pe/> (dernier accès le 16/12/2017). Fig. 104 (à droite) : Graffiti sur le mur d'une maison dans la ville de Celendín. Source : image de l'auteur.

Dans l'image de gauche, on peut voir un homme portant une pancarte avec écrit « la résistance continue », maculée de taches de peinture rouge qui renvoient au sang des manifestants décédés lors des affrontements de juillet 2012. Ses habits – un chapeau à larges bords distinctif du milieu rural et une chemise avec un *poncho* par-dessus – laissent deviner au spectateur son origine sociale rurale et populaire. L'image de droite, accompagnée du slogan « Oui à la vie, non à la mine », est au contraire celle d'un squelette – dont le chapeau à larges bords et les deux tresses laissent deviner qu'il appartient à une femme paysanne – symbolisant la mort biologique et sociale associée à l'économie minière. Sur les deux images, les principales victimes de l'activité minière, tout comme les premiers résistants à son expansion, sont représentés comme des paysans andins. Ce type d'images contribue à représenter le conflit comme une forme d'injustice spécifique, par l'identification des victimes de la situation (Gamson *et al.*, 1992 in Benford et Snow, 2000) comme appartenant aux secteurs ruraux et populaires locaux. Ce n'est pas un hasard si le statut de victime est associé à la féminité, alors que la résistance est représentée comme masculine : comme nous l'avons vu dans le chapitre 6, l'activité « politique » de résistance est associée à la masculinité, tandis que le statut de « victime » est conjugué au féminin.

Une autre thématique récurrente dans les représentations que l'on trouve dans la presse sympathisante avec le mouvement local d'opposition est celle du (néo-)colonialisme des entreprises minières au Pérou. Dans la première partie de cette thèse, nous avons vu comment, à partir des années 2000, certains acteurs locaux critiques à l'égard des activités extractives, liés aux milieux universitaires et écologistes de Cajamarca, se servent de l'histoire de la mort d'Atahualpa par la main de Francisco Pizarro pour représenter les relations entre la compagnie minière et son environnement local. On retrouve maintes fois des références à la mort d'Atahualpa, prenant différentes formes dans les médias nationaux solidaires avec le mouvement social local. Dans l'image ci-dessous (Fig. 105), est représentée la rencontre entre le président régional de Cajamarca, Gregorio Santos, incarnant l'inca Atahualpa, et le Premier ministre Oscar Valdés, représenté comme le *conquistador* Francisco Pizarro. Le moine qui accompagne Pizarro est le ministre de l'Environnement, Manuel Pulgar Vidal, et les trois hommes derrière eux – habillés comme des *conquistadores* – sont les experts internationaux qui ont été convoqués par le gouvernement en 2012 pour évaluer l'étude d'impact environnemental du projet minier Minas Conga. Le ministre de l'Intérieur, ou Pizarro, est en train de dire à Santos/Atahualpa : « Mec, tu n'as pas de raison d'être méfiant, s'il y a un quelconque doute sur l'étude environnementale, ces messieurs vont les clarifier ».



Fig 105 : Version moderne de la rencontre entre Atahualpa et Pizarro. Source : *La República* du 04/03/2012 (<http://larepublica.pe/carlinaturas/carlinaturas-04032012-2012-03-04>, dernier accès le 18/05/2018)

Une autre image (Fig. 106), réalisée par l'artiste liménien Méchain, vignettiste engagé ayant représenté tous les événements principaux du conflit Conga (cf. chapitre 6), montre le président Ollanta Humala Tasso dans le rôle d'Atahualpa, coincé entre les investisseurs étrangers et des paysans andins anonymes reconnaissables par leurs *ponchos* et *sombreros*. L'un des investisseurs dit alors « Nous pouvons faire une meilleure offre : si tu nous donnes l'or, on remplira la chambre d'eau jusqu'à ma main, qu'en penses-tu ? », tandis qu'Humala regarde avec crainte ses électeurs, qui assistent impassibles à la scène.



Fig. 106 – « Chambre de la rançon » avec Ollanta Humala Tasso dans le rôle d'Atahualpa (caricature de l'artiste connu sous le pseudonyme Méchain). Source : <http://cinabrio.over-blog.es/>, dernier accès 18/05/2018)

Dans les deux cas, ces images associent l'expansion des activités minières à la colonisation, et la résistance locale aux peuples autochtones dont l'altérité est indissociable de la conquête. Ce n'est

pas un hasard si, lors de sa visite à Paris en 2015⁷³⁸, Ydelso Hernandez Llamó, président du Centre unique des rondes paysannes du Pérou (CUNARC), introduit le récit suivant dans son intervention :

Une vieille légende de Celendín raconte qu'au moment de l'invasion par les Espagnols, les *conquistadores* ont capturé l'Inca et demandé pour rançon deux pièces pleines d'or et d'argent. Une fois appris l'assassinat et l'exécution de l'Inca Atahualpa à Cajamarca, un grand nombre d'habitants, qui amenaient des trésors de différents coins du Tahuantinsuyo, ont jeté dans le lac Lucmacocha tous les chargements d'or pour qu'ils ne tombent pas dans les mains des *conquistadores* cupides et escrocs. Depuis lors, ce lac s'appelle « Laguna el Perol ». Nos grands-parents disent que, les jours clairs et ensoleillés, on peut voir au fond du lac une marmite pleine d'or. Mais ce que les *conquistadores* n'ont pas pu voler à cette époque, c'est maintenant l'ambitieuse entreprise minière étrangère appelée Yanacocha qui veut le faire, cette entreprise connue à Cajamarca pour les importants dommages environnementaux et les conflits sociaux continus qu'elle cause depuis 19 ans, et qui, pour prendre tout l'or, détruirait nos sources qui produisent l'eau pour notre subsistance !⁷³⁹ (intervention publique, 2015).

Dans cette mise en récit – qui fait le lien entre les « légendes » des lacs et le récit « national » de la « chambre de la rançon » –, l'expansion minière est encore une fois identifiée à une forme de néo-colonialisme. Cette représentation produit donc un rapprochement entre les habitants locaux et les peuples préhispaniques, consolidant une représentation de l'opposition aux mines comme la conséquence d'une position socio-territoriale et ethnique, tel qu'analysé dans le chapitre 5. Cette association est parfaitement illustrée dans une autre image (Fig. 107), d'auteur inconnu, publiée sur un blog d'information pour illustrer un article célébrant l'opposition locale au projet et intitulé « L'extraction minière au Pérou, Newmont-Yanacocha et le Projet Conga ». L'on peut y apprécier trois montagnes, qui sont en même temps trois paysans andins – deux hommes et une femme – vêtus de *ponchos* et portant des chapeaux distinctifs. Sur les montagnes/paysans, on voit des inscriptions : « Conga no va », « aime la vie » et « aime la terre ». Ces inscriptions font référence à une technique répandue au Pérou pour la diffusion de messages politiques et commerciaux (Fig. 108), consistant à

⁷³⁸ Ydelso Hernández Llamó, 2015. « Caso Conga y las rondas campesinas y comunidades campesinas de Cajamarca, Central única Nacional de Rondas Campesinas del Perú CUNARC-PERÚ », présentation dans le cadre du séminaire « Peuples autochtones et industries extractives au Pérou » organisé par le CERMA/Mondes Américains et le LAIOS, SOGIP et IIDS/IILS à l'EHESS de Paris le 21 mai 2015. Enregistrement et transcription par Carmen Salazar-Soler.

⁷³⁹ *Una vieja leyenda celendina dice que en el momento de la invasión de los españoles, los conquistadores capturaron al Inca y pidieron como rescate 2 cuartos llenos de oro y uno de plata. Enterados del asesinato y ejecución del Inca Atahualpa en Cajamarca, un gran número de pobladores que traían tesoros desde diferentes puntos del Tahuantinsuyo, arrojaron en la laguna "Lucmacocha" todos los embarques de oro para que no cayeran en manos de los codiciosos y taimados conquistadores; desde entonces esta laguna se le llama también "Laguna El Perol". Nuestros abuelos dicen que los días limpios y soleados es posible ver aún en el fondo de la laguna un perol lleno de oro. Pero lo que no pudieron robarse en esa época los conquistadores, pretende hacerlo ahora una ambiciosa empresa minera extranjera llamada Yanacocha, reconocida en Cajamarca por los serios daños ambientales y continuos conflictos sociales que desde hace 19 años viene causando, que para llevarse todo el oro destruiría nuestras fuente que generan agua para nuestra subsistencia.*

inscrire – au moyen de pelles et d’herbicides – des messages ou logos sur la surface verte des sommets andins.



Fig. 107 – Illustration accompagnant l’article « L’extraction minière péruvienne, Newmont-Yanacocha et le Projet Conga »⁷⁴⁰. Source : <http://crisisdelxxi.blogspot.pe/> (dernier accès le 15/12/2017).



Fig. 108 : Colline qui domine la ville de Cajamarca. De gauche à droite, l’on peut voir : « INEI » (Instituto Nacional de estadística y Informática), « SR » (San Ramon, un lycée historique de la ville), et « No à Conga ». Source : Photo de l’auteur.

⁷⁴⁰ La minería Peruana, Newmont-Yanacocha y el Proyecto Conga.

Si l'auteur du dessin nous est inconnu, l'article qu'il vient illustrer – « L'extraction minière péruvienne, Newmont-Yanacocha et le Projet Conga »⁷⁴¹ – permet de le situer : il s'agit d'un article écrit à Lima en mai 2012 par José Ramos Bomediano, professeur de philosophie et de sciences sociales, membre du *Red Social para la Escuela Pública en las Américas*⁷⁴² (Red SEPA-Canada) et ancien secrétaire général du syndicat unitaire des travailleurs dans l'éducation péruvienne (SUTEP)⁷⁴³. Alors que l'article présente le conflit en restant assez fidèle au récit des acteurs locaux, l'image a retenu mon attention par sa façon de représenter la résistance locale au projet minier. D'une part, cette illustration évoque les montagnes comme des êtres en lutte contre le projet minier, de l'autre, les sommets sont représentés comme des paysans. L'image renvoie ainsi explicitement à l'identification entre société humaine et environnement naturel, soit entre la catégorie sociale de paysan et l'espace andin. Les symboles qui entourent les trois personnages (les foudres, l'arc-en-ciel, les soleils et les vagues) dérivent de l'iconographie précoloniale des cultures Inca et Moche, alors que les machettes, bien plus répandues en Amazonie que dans les Andes, évoquent l'activité de lutte. Le dessin assimile ainsi, de façon synchronique, la société paysanne à son milieu « naturel » (l'espace rural alto-andin) et la met en lien, de façon diachronique, avec les grandes civilisations andines et côtières de l'époque précoloniale. Comme le formule toujours Idelso Hernandez Llamo, président du FDIRC et de la CUNARC, dans une réunion publique des organisations de mouvement en 2013 :

Nous ne permettrons jamais que les transnationales parviennent à leurs fins en polluant nos eaux, notre terre, notre air et *nos comunidades* [paysannes] (déclaration publique, 2013, italiques de l'auteur)⁷⁴⁴.

Toutes les images présentées associent, d'une manière ou d'une autre, l'altérité domestique de la population paysanne andine à l'opposition ou à la résistance aux activités minières qui menacent leur mode de vie. Ces illustrations renforcent une image de l'opposition locale aux activités minières comme une forme d'(auto)défense du « monde » paysan, assimilé à son environnement naturel et représenté, en même temps, comme l'héritier des grandes civilisations préhispaniques. Alors que ces images visent à légitimer le mouvement social local – en le présentant comme la défense d'un mode de vie « autre » –, ce type de représentations a aussi pour effet de « naturaliser » l'opposition des secteurs ruraux populaires comme la conséquence d'une localisation socio-territoriale spécifique,

⁷⁴¹ « *La minería Peruana, Newmont-Yanacocha y el Proyecto Conga* ».

⁷⁴² Réseau pour l'école publique dans les Amériques

⁷⁴³ D'après la reproduction de l'article sur le blog : <https://cesaraching.wordpress.com/2012/05/27/la-mineria-peruana-la-newmont-yanacocha-y-el-proyecto-conga/> (dernier accès le 15/12/2017).

⁷⁴⁴ *No vamos a permitir nunca que las transnacionales logren su objetivo, contaminando nuestras aguas, nuestra tierra, nuestros aires y nuestras comunidades.*

plutôt que comme le produit d'une agentivité politique individuelle et collective. La participation populaire au réseau de mobilisation devient alors légitimée en vertu de son altérité radicale et dépolitisée, comme si l'activité d'opposition était le produit de son « environnement » plutôt que du travail de militance d'individus et d'organisations.

9.2.3 La lutte en images : circulation et effets de retour

La diffusion d'images sur les réseaux sociaux et les blogs permet aux activistes de contourner en partie le problème posé par les grands groupes de presse, pour la plupart hostiles à la mobilisation. Les quotidiens nationaux – tels *El Comercio*, *Diario Correo* et *Perú21* – et locaux – *El Panorama Cajamarquino*, *El Mercurio*, *El Clarín* – accordent notamment beaucoup de place aux motivations non officielles des leaders et militants locaux : le passé de Wilfredo Saavedra Marreros dans le Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru (MRTA)⁷⁴⁵, les visées présidentielles du président régional Gregorio Santos et du leader social Marco Arana⁷⁴⁶, les divisions internes au mouvement⁷⁴⁷, ou encore de possibles liens entre le réseau du mouvement local et le narcotrafic⁷⁴⁸. Cette couverture, même quand elle n'est pas ouvertement critique, est perçue par les militants comme venant délégitimer le mouvement social local, dans la mesure où elle représente les intérêts et enjeux politiques de la mobilisation bien plus que les motivations mises en avant par les organisations locales.

La diffusion par le biais d'internet a cependant profondément redéfini les formes de production de l'information, tout comme le degré de conscience de ses consommateurs, démocratisant l'accès aux plateformes médiatiques par la création de canaux d'information alternatifs (Cardon et Granjon 2013). L'autoproduction d'images et d'informations par les sympathisants du mouvement permet ainsi de faire circuler des récits et représentations du conflit qui rendent visible

⁷⁴⁵ Voir par exemple : « Ex terrorista del MRTA lidera guerra a Conga », *Diario el Correo*, 17/11/2017 (<https://diariocorreo.pe/politica/ex-terrorista-del-mrta-lidera-guerra-a-conga-500747/>, dernier accès le 11/12/2017).

⁷⁴⁶ Voir par exemple : « Gregorio Santos reconoció que su oposición a Conga tiene matiz político », *El Comercio* du 23/04/2012 (<http://archivo.elcomercio.pe/politica/gobierno/gregorio-santos-reconocio-que-su-oposicion-conga-tiene-matiz-politico-noticia-1405457>, dernier accès le 11/12/2017).

⁷⁴⁷ Voir par exemple : « Frente anti Conga se divide por intereses políticos de sus dirigentes », *El Comercio* du 19/04/2012 (<http://archivo.elcomercio.pe/politica/gobierno/frente-anti-conga-se-divide-intereses-politicos-sus-dirigentes-noticia-1403661>, dernier accès le 11/12/2017).

⁷⁴⁸ Voir par exemple : « Cajamarca es el nuevo centro de la producción de cocaína », *Peru21* du 25/04/2012 (<https://peru21.pe/lima/cajamarca-nuevo-centro-produccion-cocaina-25605>, dernier accès le 11/12/2017).

l'engagement des habitants opposés au projet, afin de susciter les sympathies de l'opinion publique et de soutenir l'activité militante. Ces images, reportages, articles d'opinion et nouvelles au sujet des mobilisations sont diffusés dans tout type de média alternatif : blogs des organisations du mouvement⁷⁴⁹, groupes de presse indépendants⁷⁵⁰, ou encore sites et organes de presse des ONG locales et nationales⁷⁵¹. Les médias alternatifs et nationaux ne doivent cependant pas être conçus comme indépendants les uns des autres, mais plutôt comme complémentaires (Cardoso 2012). Si d'une part on peut apprécier la circulation d'images produites par les militants et leur reprise par les médias nationaux et internationaux – ce qui produit une amplification des médias alternatifs par les médias de masse –, de l'autre, on observe aussi un phénomène de retour de ces récits médiatisés dans l'espace local sur d'autres supports ayant pour objectif une plus large diffusion. Ce phénomène est bien illustré par la circulation d'une image produite vers la moitié des années 2000 par les organisations locales, afin de sensibiliser le public local aux impacts environnementaux de l'activité minière. Celle-ci juxtapose deux photographies, selon le modèle « avant/après » : l'une est l'image du lac Yanacocha, qui donne le nom au projet minier, en 1992 (avant le début des activités de MYSA), et l'autre est la photographie aérienne du puits d'excavation qui a pris sa place (Fig. 109).



Fig. 109 – Images du lac Yanacocha, avant et après le projet minier. Source : « Yanacocha, el antes y el después », *La Mula* du 06/12/2012⁷⁵².

Dès le début des mobilisations contre Conga, cette photographie et d'autres analogues sont largement diffusées par les organisations du mouvement et les médias solidaires, afin d'illustrer

⁷⁴⁹ <https://celendinlibre.wordpress.com/>; <http://fdaccajamarca.blogspot.it/>.

⁷⁵⁰ <https://lamula.pe/>; <http://revistaideele.com> ; <https://www.servindi.org/>.

⁷⁵¹ <http://grufidesinfo.blogspot.it/> ; <http://democraciaglobal.org/> ; <http://www.noticiasser.pe/>.

⁷⁵² <https://lamula.pe/2011/12/06/yanacocha-el-antes-y-el-despues/jinre/> (dernier accès le 21/06/2016).

l'irréversibilité des impacts du futur projet minier sur l'approvisionnement hydrique local. Les images « avant et après » Yanacocha sont alors reprises et adaptées à de nombreuses reprises pour commenter la controverse autour de Minas Conga, comme nous pouvons l'apprécier sur l'image ci-dessous du caricaturiste officiel du quotidien progressiste national *La República* (Fig. 110).



Fig. 110 – Image de l'illustrateur Carlos Tovar (pseudonyme Carlín) dans le journal *La República* du 11/11/2011.

Ce dessin reprend la structure avant/après Minera Yanacocha de l'image auparavant décrite, en substituant au lac Yanacocha le lac El Perol, l'un des deux corps d'eau censés disparaître pour laisser place à l'exploitation. L'image d'un paysage désolé, avec un sac d'argent et une petite note marquée « merci », ironise sur l'inégalité de l'échange et la non-équivalence entre la valeur de la perte et la compensation offerte par la compagnie⁷⁵³. Par cette ironie, l'image souscrit à l'opposition entre la ressource « eau » et la ressource « or », implicitement connotée comme une opposition

⁷⁵³ Sur le principe d'équivalence et les perceptions de non-équivalence entre ressource hydrique et compensation, voir Li (2013, 2015).

inégal entre des valeurs morales universelles – ce que les militants locaux formulent alternativement comme la vie, la dignité humaine, l’avenir des générations futures, le respect de l’environnement ou l’œuvre de Dieu – et des valeurs immorales et individuelles – qu’ils représentent comme une richesse illégitime, le non-respect des plus faibles, l’ambition individuelle et la destruction de la Nature. Parue à la une de l’un des principaux journaux nationaux, cette image atteste de la diffusion de ces représentations dichotomiques de l’activité minière dans l’espace public national, sans lesquelles l’ironie du dessinateur serait difficilement compréhensible. En moins d’une décennie, la représentation visuelle des impacts de l’activité minière produite par les organisations du mouvement local intègre le répertoire médiatique et politique national, rendant des images comme celle-ci « reconnaissables ». Dans le cas de l’image reportée ci-dessus, ce n’est pas seulement le format qui compte, mais aussi le contenu : pour représenter le territoire concerné par le nouveau projet minier, l’auteur associe les images de deux lacs situés dans la zone de future exploitation, diffusées par les blogs des organisations locales afin de montrer au public la valeur écologique de la zone (Fig. 111 et 112).



Fig. 111 – Image du lac El Perol. Source : Celendnlibre.blogspot.com (dernier accès le 15/07/2016).



Fig. 112 — Image du lac Alforjacochocha: Celendínlibre.blogspot.com (dernier accès le 15/07/2016).

On peut apprécier ici l'effet d'amplification des médias « indépendants » locaux par les médias nationaux. De fait, durant la première année du conflit, les images produites par les militants locaux sont régulièrement reprises par les médias nationaux pour couvrir le conflit, dès lors que les journalistes ne sont pas envoyés sur place. Par l'intermédiation des réseaux internationaux du mouvement social local, ces images atteignent aussi l'international : à Paris, en 2013, se tient une exposition photographique sur le conflit Conga, organisée par deux membres du Comité Solidarité avec Cajamarca de Paris et moi-même, où sont exposées des images illustrant le conflit, réalisées par des militants locaux et internationaux ayant visité la région⁷⁵⁴. L'exposition « De l'eau, de l'or » voyage ensuite à Barcelone, où elle est exposée par l'ONG Ingénieurs Sans Frontières en 2014, participant de la diffusion de reproduction visuelle du récit militant.

Toutefois, la circulation virtuelle d'images ne se produit pas que dans ce sens, soit de l'échelle locale vers les médias nationaux ou internationaux. Bien au contraire, certaines images tirées des médias (inter)nationaux et des réseaux sociaux en ligne sont rediffusées à l'échelle locale sur divers supports. En 2014, un groupe de jeunes de Celendín, en collaboration avec des jeunes artistes de Lima, commence à décorer le centre-ville de peintures murales illustrant les effets de l'activité

⁷⁵⁴ Les images exposées seront ensuite vendues pour récolter des fonds à destination des organisations du mouvement (<http://lexpodeloroudeleau.blogspot.it/>, dernier accès le 11/12/2017).

minière, afin de rendre les images circulant en ligne – et le récit qu’ils véhiculent – accessibles aux habitants n’ayant pas accès aux nouvelles technologies. Des images produites par des militants locaux et ayant largement circulé à l’international reviennent alors à l’échelle locale pour occuper différents supports, accompagnées de formulations « internationales », afin de diffuser le récit d’un mouvement social compact et populaire. À cet égard, l’image ci-dessous (Fig. 113) est illustrative : cette photographie d’un échange entre un manifestant rural à cheval et un membre armé des forces de l’ordre, prise en 2011 par un activiste local lors d’une réunion-manifestation populaire dans la zone de future exploitation minière, est publiée sur le blog de la Plateforme interinstitutionnelle de Celendín et partagée sur différents blogs et réseaux militants en ligne. Par la suite, en 2014, elle est peinte sur le mur d’une maison de la capitale provinciale de Celendín, avec les phrases « Moi je défends mes lacs, et toi ? » et « Conga no Va ! », ainsi qu’une poésie d’Alfredo Pita⁷⁵⁵, poète péruvien originaire de Celendín et résidant en France, co-fondateur en 2011 du Comité de Solidarité avec Cajamarca à Paris (Fig. 114).



Fig. 113 – Échange entre un manifestant et un policier, zone de Conga, 2011 (date exacte inconnue).
Source : <https://celendinlibre.wordpress.com/> (dernier accès le 11/12/2017).

⁷⁵⁵ Le texte du poème – intitulé « Gardiens des lacs » – est le suivant : « Nous nous sommes levés au matin final / Pour vivre ce long jour dans lequel nous laisserons tout / En défense de la vie et de nos enfants / Nous nous sommes levés à la montagne / Bénis par le sang de nos frères / Pour affronter les corbeaux qui nous tuent ».



Fig. 114 – Reproduction de l’image précédente sur le mur d’une maison de Celendín. Source : <https://grufides.lamula.pe/2015/03/12/celendin-la-tierra-de-los-murales/grufides/> (dernier accès le 11/12/2017).

Une autre version de la composition avant/après la mine auparavant illustrée et dont les exemples abondent en ligne a connu un sort similaire. Deux images – l’une d’une réunion de manifestants sur les rives du lac El Perol (Fig. 115) et l’autre de résidents locaux devant le puits à ciel ouvert de La Shacsha, un projet minier de MYSA situé dans le district de Baños del Inca, dans la province de Cajamarca (Fig. 116) – sont assemblées pour illustrer les conséquences de l’extraction minière. Peinte sur le mur d’une maison du centre urbain de Celendín, le diptyque (Fig. 117) est accompagné des phrases « Aucun lac artificiel n’est durable ou éternel, comme le sont les lacs naturels » et « L’eau et la vie avant tout. Conga no Va ! ».



Fig. 115 – Manifestants en train de se rendre sur les rives du lac El Perol pour manifester leur opposition au projet minier. Source : aguamina.blogspot.it/. Auteur : Jorge Chávez Ortiz.



Fig. 116 – Manifestants sur les bords du puits à ciel ouvert du projet minier La Shacsha, situé dans le district de Baños del Inca, province de Cajamarca. Source : <https://minacorruppta.wordpress.com> (dernier accès le 04/06/2018).



Fig. 117 – Peinture murale dans la ville de Celendín. Source : <https://grufides.lamula.pe> (dernier accès le 07/08/2016).

En plus de reproduire des images photographiques avec pour finalité de documenter les impacts de l'extraction minière sur le territoire et de soutenir l'engagement local en opposition au projet Conga dans des formes et sur des supports accessibles à l'ensemble de la population locale, le même collectif d'artistes réalise des peintures murales célébrant la vie en milieu rural (Fig. 118) et illustrant l'histoire de la résistance locale au projet (Fig. 119). Les images produites par ces art-activistes sont immédiatement photographiées et mises en circulation sur internet.



Fig. 118 – Peinture murale dans la ville de Celendín, illustrant la vie en milieu rural et les produits de l’agriculture andine (maïs, pommes de terre). Source : <https://grufides.lamula.pe> (dernier accès le 07/08/2016).



Fig. 119 – Peinture murale dans la ville de Celendín. Source : <https://grufides.lamula.pe> (dernier accès le 07/08/2016).

Cette peinture illustre les principales étapes de l'opposition locale au projet, de la fondation d'une première association environnementaliste en 2001 à celle de la PIC en 2009, des manifestations d'opposition des habitants lors de la réunion de présentation de l'étude d'impact environnemental (EIE) du projet en 2010 aux manifestations et à la répression de 2011, jusqu'à la marche de l'eau en 2012 et à la résistance actuelle. Elle offre une représentation générique des manifestants, dont certains sont représentés avec les marqueurs vestimentaires du milieu rural (chapeau de paille, *poncho*) et d'autres sans. Tous ont le même teint foncé, suggérant une homogénéité phénotypique de type « Métis » ou « Andin », et non pas « Blanc ». Pour autant, les militants représentés ne sont pas les leaders visibles du mouvement social, ni tous des « paysans » : les caractéristiques sont assez générales de sorte que tous les militants locaux puissent s'y identifier. L'image représente ainsi cet engagement populaire qui ne trouve pas de place dans les médias officiels, occupés par les spéculations sur les ambitions politiques des leaders sociaux ou bien par la représentation de l'opposition locale au projet comme lutte « paysanne ».

La circulation d'images à différentes échelles aide à concevoir la diffusion des récits militants comme un processus dû en grande partie à l'accessibilité des nouvelles technologies de communication. Le réseau de mouvement local a recours à des matériaux qui circulent sur internet pour alimenter ses revendications ou les traduire dans un format « grand public ». L'accès aux nouvelles technologies et la pluralisation des médias permettent ainsi la diffusion de matériaux produits par les militants eux-mêmes, véhiculant des représentations et des récits différents de ceux offerts par les médias nationaux ou les porte-parole du gouvernement. Parfois, ces mêmes matériaux localement produits sont ensuite réappropriés et adaptés sur de nouveaux supports pour célébrer et soutenir l'opposition locale au projet sur le long terme. Lorsque à l'échelle locale on observe une pluralité de représentations du conflit et de ses acteurs, à l'échelle nationale prédomine un seul récit du conflit, narratif une lutte héroïque de la population locale – paysanne et andine – contre les grands pouvoirs du capital international. Cette mise en récit prend d'autant plus de poids avec son individualisation au travers de l'histoire d'une femme qui, « seule », s'oppose à la plus grande corporation minière du Pérou.

9.3 Le « visage de la résistance » : Máxima Acuña de Chaupe

En 2012, les mobilisations locales commencent à s'essouffler : le projet minier est suspendu et les manifestants fatiguent du fait du coût économique, physique et émotionnel des déplacements, des

longues marches et des piquets de grève. Entre temps, l'histoire d'une femme émerge et se distingue parmi les diverses plaintes concernant l'activité minière dans la région. C'est l'histoire de Máxima Acuña de Chaupe, une femme paysanne d'une quarantaine d'années, propriétaire de 25 hectares de terre situés dans la localité de Tragadero Grande, appartenant à la commune de Sorochuco, province de Celendín. La propriété de Máxima se situe au cœur de la zone de future exploitation minière, à quelques centaines de mètres de la *Laguna Azul*, l'un des lacs censés disparaître pour laisser place aux excavations. Minera Yanacocha, qui en 2010 a acheté une surface de 5 000 ha correspondant aux futures opérations, se considère comme la propriétaire du terrain en question, mais Máxima et son mari Jaime – qui l'ont acheté en 1994 à la communauté paysanne de Sorochuco – nient avoir donné leur accord pour la vente. Cette divergence leur vaut, en août 2011, une tentative de délogement de la part des forces de sécurité de la compagnie minière, à laquelle ils s'opposent et qui tourne mal. Leur fille aînée, Ysidora, réussit à filmer ces faits de violence avec son téléphone, ce qui permet par la suite de faire circuler les images et l'enregistrement audio de l'affrontement entre la famille et le personnel de MYSA sur les chaînes de télé et de radio locales, puis de les mettre en ligne⁷⁵⁶. Dans les mois qui suivent, le cas de Máxima devient l'emblème des abus commis par les compagnies minières contre la petite paysannerie andine, et sa bataille légale et médiatique contre MYSA le symbole de l'opposition des acteurs locaux à l'expansion des activités extractives. Son histoire « donne un visage à la lutte locale contre l'« envahisseur exogène » ce qui permet d'identifier la cause, d'attirer la sympathie sur le mouvement social par l'illustration d'un rapport de force asymétrique entre acteurs pro et anti-Conga et, plus globalement, sur les rapports de force dans la mondialisation économique » (Bos, 2017 : 497). De plus, la notoriété internationale de Máxima permet d'appuyer et de rendre visible l'opposition locale au projet pendant plusieurs années, ainsi que d'ancrer dans l'imaginaire national et international une représentation du conflit comme l'affrontement entre « monde paysan » et « monde minier ».

9.3.1 L'incroyable trajectoire d'une « petite paysanne »

En 2011, MYSA dénonce Máxima Acuña de Chaupe pour occupation illégale d'un terrain dont la compagnie serait propriétaire. Le tribunal provincial de Celendín se prononce en octobre 2012 en faveur de la compagnie, et demande à la famille 2000 dollars d'indemnisation, ou bien deux à

⁷⁵⁶ « Testimonio de Máxima Acuña de Chaupe contra la Minera Yanacocha », mis en ligne par Andrea Valencia le 09 novembre 2012, 60K de vues, disponible sur : https://www.youtube.com/watch?v=USk4XOByu48&list=PLwNa8BG8XC2vhX7rFrlfLe_3kWQtwN_8s (dernier accès le 08/01/2018). « Alerta Máxima Acuña de Chaupe de Chaupe », mis en ligne par Guarango Cine le 24 juillet 2014, 75k de vues, <https://www.youtube.com/watch?v=pEVX3hauuIQ> (dernier accès le 08/01/2018).

quatre ans d’incarcération. Représentés par une avocate de l’ONG GRUFIDES, Máxima et son mari font appel, affirmant – certificat de possession⁷⁵⁷ à l’appui – avoir acheté leur terrain à la communauté paysanne de Sorochuco. MYSA n’étant pas en mesure de présenter de document prouvant l’acquisition du terrain, le tribunal de Cajamarca se prononce en faveur de Máxima, la libérant de toute accusation, sans toutefois reconnaître son droit de propriété sur le terrain. La compagnie minière a alors recours à la cour suprême qui, en 2015, confirme le verdict en faveur de la famille Chaupe. Malgré cette victoire, les tensions entre la compagnie et Máxima ne s’arrêtent pas là : les mois suivants, la famille Chaupe dénonce être victime d’épisodes répétés de harcèlement de la part du personnel de sécurité de la compagnie minière, qui les empêche de se déplacer librement entre le terrain et les localités voisines. Máxima déclare avoir reçu des menaces de mort et être constamment suivie et filmée. elle accuse le personnel de sécurité d’avoir profité à plusieurs occasions de l’absence de la famille pour détruire leur récolte, voler ou blesser leurs animaux. D’autres fois, elle et son mari sont présents et s’opposent aux forces de sécurité de la compagnie, ce qui leur vaut d’être physiquement réprimandés⁷⁵⁸. Un jour, de retour de la capitale régionale, son mari et son fils sont détenus arbitrairement. Leur avocate demande, en 2015, l’*habeas corpus* (liberté fondamentale de ne pas être emprisonné sans jugement) au procureur de Celendín, mais sa demande est rejetée. Tous ces épisodes de persécution et de harcèlement font alors l’objet d’une rapide diffusion sur les réseaux sociaux et médias indépendants, engendrant des initiatives de solidarité de l’échelle locale à l’échelle globale.

Dès le début des mobilisations contre Minas Conga, le cas de Máxima s’entremêle à l’opposition locale au projet minier. Après sa première agression en août 2011, elle a recours à la *Plataforma Interinstitucional Celendina* (PIC), qui la met en contact avec l’ONG GRUFIDES, située dans la capitale régionale, Cajamarca. Les membres de GRUFIDES – essentiellement des avocats et des ingénieurs – ont pour mission, depuis la fin des années 1990, de dénoncer les effets environnementaux de l’extraction minière et d’assurer la défense légale des paysans contre la compagnie. Grufides et la PIC deviennent alors les conseillers de Máxima dans son odyssée légale et s’occupent de rendre son cas public pour corroborer l’image négative de MYSA à l’échelle locale et nationale. En peu d’années, les événements vont catapulter cette petite paysanne andine dans des espaces auparavant inaccessibles pour une femme de son milieu social. En 2012, son histoire suscite

⁷⁵⁷ Les certificats de possession ne sont pas des titres de propriété, mais des documents par lesquels les communautés paysannes (dans ce cas, celle de Sorochuco) reconnaissent l’occupation et l’usage agricole d’un terrain par une famille membre de la communauté.

⁷⁵⁸ Cet épisode en particulier fait l’objet d’interprétations controversées : alors que les Chaupe déclarent avoir été sur leur terrain quand les forces de sécurité sont intervenues, ces dernières déclarent que le couple ne se trouvait pas sur leur propriété, mais était en train de travailler une portion de terre appartenant à la compagnie, une pratique d’ « invasion » de terres courante dans les hautes terres (Cabrera Espinoza 2015).

l'intérêt d'un groupe de militants de Lima, le collectif *NadieNosPaga* (PersonneNousPaie), très actif dans la production de matériaux photographiques et vidéos critiques envers la politique gouvernementale de répression des mouvements d'opposition aux activités extractives⁷⁵⁹, qui lui attribuera en 2012 le prix de « femme de l'année ». Son témoignage vidéo⁷⁶⁰ est mis en ligne en novembre 2012 et largement diffusé, tout comme certains portraits photographiques réalisés par un membre du collectif, Alexander Luna, qui sera par la suite à l'origine d'un web-documentaire intitulé « Gardiens de l'eau »⁷⁶¹(Fig. 120).



Fig. 120 – Máxima Acuña de Chaupe en position de lutte. Source : <https://www.ecowatch.com/> (dernier accès le 12/01/2018). Auteur : Alexander Luna.

⁷⁵⁹ Le Colectivo produit une première vidéo, « Estimado Roque », le 12 août 2012. Dans cette vidéo, les membres (des jeunes appartenant aux classes moyennes et aux élites liméniennes – il convient de le souligner) interrogent le président de Minas Buenaventura, Roque Benavides, sur la politique suivie par son entreprise, protagoniste de plusieurs conflits sociaux péruviens (<https://www.youtube.com/watch?v=wcuZ-b6-rwo>, 17k de vues, dernier accès le 12/01/2018). En mars 2013, s'ensuit une vidéo, « Nadie sabe para quien trabaja (La Policia) », qui dénonce la convention entre les forces de police et les entreprises minières : 6k de vues, <https://www.youtube.com/watch?v=pNaRkqpJy9g> (dernier accès le 12/01/2018).

⁷⁶⁰ « Testimonio de Máxima Acuña contra la Minera Yanacocha » mis en ligne par Andrea Valencia le 09/11/2012 (<https://www.youtube.com/watch?v=USk4XOByu48>, dernier accès le 16/12/2017).

⁷⁶¹ <https://alexanderluna.exposure.co/guardianes-del-agua> (dernier accès le 12/01/2017).

Pendant cette même période, Máxima commence à participer à des événements d'information et de la mobilisation locale contre Minas Conga, tant à l'échelle régionale que nationale, où elle est invitée à raconter son histoire et à expliquer le harcèlement dont elle est victime. En mars 2013, elle participe à une délégation régionale qui se rend à Lima pour relater sa version du contentieux avec MYSA. C'est alors la première fois qu'elle va à capitale, ce qui constitue une étape importante dans son parcours personnel et politique. Au cours d'un entretien, elle m'explique :

Au début, j'avais honte de parler, je ne voulais pas mal parler... mais les camarades m'ont beaucoup encouragée, ils m'ont dit « C'est bien ce que tu dis », et maintenant j'ai un peu moins peur de parler⁷⁶² (entretien, 2012)

Pendant ce premier séjour à Lima, Máxima raconte les abus dont elle est victime devant les étudiants de l'Université nationale de San Marcos, une institution phare de la gauche péruvienne, mais aussi devant les organisations militantes de la capitale lors d'un rassemblement, puis lors d'une conférence de presse au Congrès, en présence de trois parlementaires : Ricardo Rimarachín et Mesias Guevara Amasifuen, congressistes de la région de Cajamarca, et Veronica Mendoza, congressiste de la région de Cuzco. En 2014, la *Coordinadora Nacional de Derechos Humanos* (CNDDHH), commence à suivre son cas. Dans son compte-rendu des activités de l'année 2014-2015, une section entière est dédiée à Máxima qui, en novembre 2015, reçoit le prix annuel de la CNDDHH pour les défenseurs des droits humains⁷⁶³.

De plus en plus médiatisée – à partir de la vaste diffusion d'images de Máxima en position de lutte et de vidéos d'entretiens avec elle sur les réseaux sociaux et dans les médias indépendants –, son histoire dépasse rapidement les frontières nationales. En 2014, elle voyage avec sa fille à Paris, Bruxelles et Amsterdam, dans le cadre d'une « tournée » européenne financée par les réseaux de solidarité internationale. Ici encore, elle raconte les abus dont elle et sa famille sont victimes, les violences physiques subies, les vols et les destructions de sa propriété, ou encore les menaces reçues de la part du personnel de sécurité de la compagnie. En février 2015, un réseau d'organisations de la société civile – qui réunit plusieurs réseaux de solidarité internationale d'Amérique latine (Équateur, Colombie, Venezuela), des États-Unis et d'Europe (France, Angleterre, Irlande, Suède, Belgique, entre autres) – déclare la « Journée mondiale de solidarité avec Máxima »⁷⁶⁴ (Fig. 121), invitant à

⁷⁶² *Al principio tenía vergüenza de hablar, no quería.... pero los compañeros me han dicho « está bien lo que dices » y ahora tengo menos miedo de hablar.*

⁷⁶³ Source : <https://www.servindi.org/actualidad/144372> (dernier accès le 12/01/2018).

⁷⁶⁴ <http://redulam.org/guatemala/dia-mundial-de-solidaridad-con-maxima-chaupe/> (dernier accès le 02/12/2016); <https://grufides.lamula.pe/2015/02/12/12-f-dia-mundial-de-solidaridad-con-maxima/grufides/> (dernier accès le

soutenir sa lutte contre la compagnie minière. S’organisent ainsi de nombreuses initiatives dans plusieurs endroits, allant de petites manifestations devant les bureaux de la Newmont Mining Corporation (Denver Colorado) à des réunions d’information (voir blog CelendínLibre), en passant par des initiatives individuelles telle la publication sur les réseaux sociaux de vidéos et de photos encourageant Máxima dans sa lutte contre la compagnie minière. En mars 2015, le Réseau latino-américain de femmes (ULAM), qui a participé à l’organisation de la journée de solidarité internationale, attribue à Máxima son prix de « Défenseure de l’année » (Fig. 122).



Fig. 121 (à gauche) – Affiche de la journée internationale de solidarité avec Máxima, organisée par la Red Ulam en 2015. Source : <https://Celendínlibre.wordpress.com/> (dernier accès le 17/12/2017). Fig. 122 (à droite) – Affiche annonçant l’attribution du prix annuel de la Red Ulam à Máxima. Source : <http://redulam.org/peru> (dernier accès le 19/05/2018). Auteur : Jorge Chavez Ortiz.

En mai 2016, la notoriété de Máxima atteint son apogée avec l’octroi du prestigieux prix Goldman pour les défenseurs de l’environnement : à San Francisco, devant une salle remplie d’éminentes personnes, elle se présente avec les habits typiques de la paysannerie andine et chante une mélodie traditionnelle qui raconte son histoire (voir introduction à la troisième partie). La notoriété internationale que le prix Goldman donne à Máxima ne met pourtant pas fin à son contentieux avec la compagnie : en septembre 2016, elle et son mari dénoncent une nouvelle incursion violente sur leur terrain, au cours de laquelle le personnel de sécurité aurait arraché leurs récoltes, volé du bétail et détruit une petite maison que le couple était en train de construire. Les médias font immédiatement le lien avec Bertha Caceres, activiste écologiste du Honduras ayant gagné le Prix Goldman en 2015, tuée chez elle par un inconnu l’année suivante. Amnesty International et les réseaux de solidarité internationale s’activent alors dans une campagne de soutien à Máxima,

02/12/2016) ; <https://www.facebook.com/events/777380768996996/permalink/779105328824540/> (dernier accès le 02/12/2016).

qu'ils présentent comme « une femme rurale devenue défenseure de l'eau et de l'environnement dans les Andes péruviennes » (Fig. 123). La campagne invite (entre autres) la société civile internationale à adresser des lettres au ministère de l'Intérieur péruvien, demandant que la sécurité et le respect des droits de la famille Chaupe soient assurés.



Fig. 123 – Image de la campagne d'Amnesty International pour la protection de Máxima. Source : www.amnesty.org (dernier accès le 19/05/2017)

Le cas de cette femme paysanne suscite l'enthousiasme et la solidarité de nombreux réseaux activistes et de la société civile nationale et internationale – écologistes, féministes, défenseurs des droits humains, entre autres – dont chacun interprète les violences dénoncées par la famille à la lumière de sa propre mission : comme une question environnementale (Amnesty, Goldman), de droits humains (CNDDHH), de droits des femmes (Red Ulam) et – tout récemment – de violence de genre⁷⁶⁵ (Grufides). Fait intéressant, bien que certains médias et organisations internationales présentent Máxima comme « Indigène »⁷⁶⁶, elle-même ne se définit jamais autrement que comme une *serranita*

⁷⁶⁵ En 2017 l'avocate Mirtha Vasquez, appartenant à l'ONG Grufides et représentante légale de la famille Chaupe, déclare à la presse vouloir déposer une plainte de Máxima envers MYSA pour violence de genre. Cette évolution récente se produit à un moment de grande visibilité de la question de la violence de genre au Pérou comme à l'international, suite aux mobilisations #NiUnaMenos qui, à partir de 2015-2016, se sont tenues dans plusieurs pays d'Amérique latine. Voir : <https://diariocorreo.pe/peru/maxima-acuna-peru-cidh-788741/> (dernier accès le 09/05/2018).

⁷⁶⁶ « Una empresa minera ataca a Máxima Acuña, la campesina indígena peruana que defiende su tierra », RT Noticias, 20/09/2016, <https://actualidad.rt.com/actualidad/219266-atacar-maxima-acuna-premio-goldman-peru> (dernier accès le 08/01/2018) ; « Rostros del Sur: Máxima Acuña, ambientalista indígena de Perú », TeleSur, 16/05/2017,

(femme andine) ou *jalquenita* (femme de la *jalca*, des hautes terres), et aucune des organisations du mouvement ne formule son cas comme une violation des droits autochtones internationaux. Cela s'explique en partie par la localisation de Máxima dans le réseau de mouvement. Dès le début, nous l'avons vu, son cas est suivi par la PIC et par GRUFIDES, deux organisations proches l'une de l'autre et partageant leur adhésion à un courant minoritaire dans le mouvement social, dont l'action se situe dans les cadres du droit citoyen et de la justice environnementale. Dans l'espace du mouvement, ces organisations sont en concurrence avec celles qui poussent à l'application du cadre juridique onusien – soit notamment les leaders politiques des rondes paysannes et l'*Instituto Internacional de Derecho y Sociedad* (IIDS)⁷⁶⁷, soutenus par le parti au pouvoir dans le gouvernement régional, *Patria Roja* –, ce qui explique en partie la stratégie adoptées pour aborder le cas de Máxima, à savoir devant les tribunaux nationaux comme un cas de droit de propriété et, plus récemment, de violence de genre.

On pourrait être tentés de voir la trajectoire et la notoriété de Máxima comme la conséquence des événements qu'elle se retrouve à vivre et de son exceptionnelle persévérance, tout comme l'on serait tentés d'appréhender la large solidarité dont elle fait l'objet comme une réponse « naturelle » à l'injustice qu'elle subit. Cette lecture aurait cependant pour effet d'occulter les mécanismes par lesquels l'histoire de Máxima s'est faite connaître, la façon dont les organisations qui la soutiennent présentent son cas et la diffusion qu'en font les médias et les réseaux sociaux, tout comme la « politique de l'empathie » (Dunn 2004) qu'elle suscite. En d'autres termes, une interprétation de ce type cacherait l'agentivité des acteurs locaux dans la mise en récit et les stratégies de visibilité qui font de Máxima le « visage » internationalement connu de la résistance locale au projet Minas Conga. En revanche, si l'on s'intéresse plus précisément au cas de Máxima Acuña, on peut alors apprécier, d'une part, le travail de nomination et de problématisation de la réalité sociale propre aux mouvements sociaux et, d'autre part, les impératifs liés à la médiatisation comme moyen de production et de diffusion de représentations nécessaires à l'action collective (Neveu 2011). Le potentiel d'impact de ces représentations dépend de leur capacité d'atteindre un vaste public, un objectif qui, dans le cas de Maxima, est principalement poursuivi par la mise en exergue de sa condition de femme, de pauvre, et, en dépit de ça, de « résistante ».

<https://videos.telesurtv.net/video/659343/rostros-del-sur-maxima-acuna-ambientalista-indigena-de-peru/> (dernier accès le 08/01/2018) ; « Máxima, la indígena iletrada que le ganó a una multinacional », *El Telegrafo*, 28/04/2016 ; « Máxima Acuña Indígena peruana gana el "Nobel del Medioambiente" por lucha ante transnacional minera », *Directorio Minero*, 19/04/2016 ; « Indigenous Environmental Hero Maxima Acuña De Chaupe Wins Goldman Prize », *Indiaincountrymedianetwork.com*, 05/05/2016 ; « How One Indigenous Woman Took On a Multinational Mining Corporation... And Won », *commondreams.org*, 19/12/2014.

⁷⁶⁷ Rappelons que l'opposition entre ces deux « courants » reflète par ailleurs une opposition plus large entre deux partis politiques nationaux : le parti socio-écologiste Tierra y Libertad (TyL) et le parti communiste Patria Roja, soit deux exposants de la « nouvelle » et « ancienne » gauches que nous avons présentés dans le chapitre précédent.

9.3.2 Pauvre, femme et paysanne : représentation d'une « victime héroïque »

La première tentative de délogement de la famille Chaupe date, nous l'avons vu, du mois d'août 2011, soit quelques mois avant les mobilisations régionales contre le projet Minas Conga. La nouvelle de l'affrontement entre les membres de la famille présents sur place et les forces de sécurité de Minera Yanacocha est, à ce moment-là, transmise sur les chaînes de radio et de télévision locales, mais ne retient pas vraiment l'attention au-delà des organisations locales opposées à l'activité minière. Máxima et son conjoint, Jaime, s'adressent alors à la PIC en quête de soutien contre la compagnie minière. Les activistes de la PIC les mettent en contact avec GRUFIDES, dont l'un des membres fondateurs, l'avocate Mirtha Vasquez, assume la défense de la famille. En octobre 2012, le jour de la sentence du tribunal provincial de Celendín, une trentaine de manifestants se présentent devant le tribunal pour manifester leur soutien à la famille. Le piquet est organisé par la PIC, en collaboration avec une délégation de la *Federación de Mujeres Campesina, Rurales, Indígenas, Nativas, Asalariadas del Perú* (FEMUCARINAP) et le *Programa de Democracia y Transformación Global* (PDTG), en visite à Celendín pendant quelques jours pour mener des activités de soutien à l'opposition locale au projet minier. Les membres de la FEMUCARINAP, des femmes déjà habituées à la militance et à la prise de parole en public, se réunissent avec Máxima la veille du verdict pour préparer avec elle son discours public. En sortant du tribunal, elle prend un mégaphone et communique la décision du juge qui déclare la famille Chaupe coupable d'occupation illégale et la condamne à payer une indemnisation de 2000 dollars ou à être incarcérée entre deux et quatre ans. Visiblement émue, Máxima dénonce l'injustice du verdict, l'impossibilité pour une famille de paysans pauvres de payer une telle somme et les abus de la compagnie minière envers elle et ses proches, mais elle réaffirme aussi sa ferme intention de continuer à lutter pour sa terre et son eau. À la fin de cette déclaration, entre cris et pleurs, comme convenu la veille avec ses conseillères de FEMUCARINAP⁷⁶⁸, elle s'évanouit.

Si cette première présentation publique du cas de Máxima ne connaît qu'une visibilité limitée à ce moment-là, elle me semble toutefois illustrative de la forme que prendra finalement, au cours des années suivantes, la mise en récit de l'opposition entre la famille Chaupe et MYSA. À partir de là, trois éléments deviennent phares. Premièrement, Máxima, et non pas son mari, occupera les devants

⁷⁶⁸ Je n'ai pas pu assister personnellement à la réunion entre Mme Acuna et les membres de FEMUCARINAP. Le fait que le comportement de Maxima faisait partie d'une stratégie de présentation m'a été cependant communiqué par une des membres de cette organisation, qui m'a manifesté sa satisfaction pour la façon dont Mme Acuna avait bien mis en pratique les indications qu'on lui avait données.

de la scène et deviendra la protagoniste internationalement reconnue du conflit entre la famille Chaupe et la compagnie minière, renouant avec la « féminisation » de l'image de la société locale, analysée dans le chapitre 6. Deuxièmement, la présentation de ce conflit ne cessera de souligner la pauvreté de la famille, la simplicité du mode de vie paysan et l'attachement à l'eau et à la terre qui sont supposés le caractériser, en opposition à la toute-puissance de la compagnie minière et à son pouvoir destructeur, renouant ainsi avec les représentations dichotomiques du conflit illustrées dans le chapitre 5. Le fait qu'elle se bat pour garder son terrain et le mode de vie « traditionnel » qui y est associé est d'ailleurs cohérent avec les normes ethniques (cf. chapitre 3) par lesquelles le « bon paysan » - ou, dans ce cas, la « bonne paysanne » - est celle qui reste géographiquement et socialement en place. Finalement, bien que le contentieux entre la famille Chaupe et la compagnie minière concerne une propriété foncière, soit la privatisation de la ressource terre, sa présentation évoluera de façon à inclure la ressource hydrique, afin de faire le lien entre la propriété privée de la famille et l'opposition locale au projet minier. Dans le chapitre 2, nous avons vu que la première décennie des activités de MYSA dans la région s'est caractérisé par une évolution des plaintes concernant les conditions de vente des terres dans des revendications concernant l'affectation de la propriété foncière par la pollution de l'eau –phase qui correspond également à une évolution dans le leadership du réseau de mouvement, qui passe des organisations paysannes locales aux organisations urbaines locales ayant un lien à l'international. Le cas de Máxima réintroduit la problématique de la ressource terre et de la propriété privée dans l'agenda du mouvement social, produisant ainsi une individuation de l'opposition au projet minier. Voyons maintenant plus en détail la manière dont chacune de ces principales caractéristiques a émergé et les effets qu'elles produisent.

La parcelle de terre, objet du contentieux, étant la propriété du couple Chaupe, et l'accusation d'occupation illégale de la part de MYSA les visant tous les deux, Jaime et Máxima sont tous deux concernés de la même manière par la controverse concernant la propriété légitime du terrain. Cependant, dès le début de la controverse, c'est Máxima qui devient le visage et la porte-parole de l'opposition de la famille à la prise de possession de leur terrain par la compagnie minière. Dès les premières violences exercées par le personnel de sécurité en 2011, attestées par la vidéo réalisée sur le téléphone de sa fille aînée Ysidora et par des photographies des bleus sur le corps de Máxima prises et diffusées en ligne par GRUFIDES, c'est elle qui dénoncera chaque affrontement ou endommagement subi par la famille. Dans ses déclarations publiques, Máxima raconte les abus dont elle et sa famille sont victimes : des fois elle pleure, souvent elle invoque l'aide et le soutien de son public, et toujours elle réaffirme son opposition à la compagnie minière. La présentation de Máxima suscite donc les sympathies du public, dans la mesure où elle incarne une victime emblématique – femme, paysanne et pauvre – confrontée à l'immense pouvoir d'une transnationale minière. L'image

que l'on projette d'elle n'est cependant pas uniquement celle d'une « victime » mais aussi celle d'une « résistante », agente de son propre destin. De ce fait, Máxima suscite également l'admiration du public. Comme le montrent les travaux de Dunn (2004) sur les victimes de violence domestique, lorsque la condition de victime inspire la sympathie, ce sentiment peut rapidement s'avérer contre-productif si la victime est perçue comme responsable ou passive face aux torts qu'elle subit. Au contraire, l'affirmation de l'autonomie et de l'agentivité suscitent des sentiments positifs d'admiration, indispensables à ce que Dunn dénomme une « victime héroïque », incarnant les valeurs de l'*empowerment* et de l'action sociale transformative.

Or, le genre n'est pas étranger à la construction de l'image de victime-résistante emblématique : la plupart des comportements qui suscitent la sympathie – pleurer, s'évanouir ou montrer ses blessures – seraient inappropries si son mari, Jaime Chaupe, les adoptait, mais ils deviennent acceptables lorsqu'une femme, Máxima, les assume. Alors que les normes de la masculinité sont associées à l'exercice de la violence physique, rendant humiliant le fait de la subir, la féminité ne l'est pas, rendant le fait d'être victime de violence certes injuste mais en même temps cohérent avec le genre de la victime. La résistance de Máxima est donc d'autant plus admirable qu'elle vient d'une femme qui fait valoir ses droits. Si son occupation de l'espace public et sa prise de parole – deux activités associées à un modèle de citoyenneté active masculine – pourraient engendrer des accusations de « déviance » par rapport à la féminité normative (telles celles analysées dans le chapitre 6), ses performances⁷⁶⁹ – consistant en l'exhibition publique d'émotions (larmes, voix cassée) et de faiblesse (l'évanouissement, les demandes d'aide) – entrent en cohérence avec les constructions hégémoniques de la féminité, légitimant ainsi un accès genre à l'espace public en tant que victime réclamant justice. Comme le remarquent Fillieule et Roux au sujet de la mise en récit du rôle de Rosa Parks dans le Montgomery Bus Boycott, épisode initiateur du mouvement pour les droits civiques aux tats-Unis⁷⁷⁰,

l'histoire de la petite travailleuse domestique révoltée colle parfaitement bien avec les stéréotypes associes aux femmes (irrationalité, incompétence politique) et permet « tout naturellement » d'oublier le rôle des groupes féminins dans le lancement du mouvement des droits civiques, leur contribution essentielle au choix des stratégies d'action (le boycott et les conditions de vie au quotidien) et au maintien de la lutte par l'activation de réseaux communautaires. (2009 : 12)

⁷⁶⁹ Nous utilisons ici le terme « performance » au sens qui lui est attribue par Irving Goffman (Goffman, 1959) et adopte par Judith Butler (2011) afin de mettre en lien la construction sociale et individuelle du genre.

⁷⁷⁰ La trame narrative dominante pour relater l' « affaire Rosa Parks » consiste à décrire le refus de cette femme afro-américaine de céder sa place assise à un Blanc – alors que les lois de ségrégation raciale l'ordonnaient – comme un acte dicte par la fatigue et l'émotivité. Aucune mention n'est faite de l'engagement de longue date de Mme Parks dans le mouvement pour l'amélioration des transports publics desservant les quartiers afro-américains de la ville, ni de sa participation à une cole d'été sur les droits civiques (Fillieule et Roux 2009).

Un autre élément caractéristique des (ré)présentations publiques de Máxima est le renvoi à la pauvreté associée à son mode de vie « paysan » basé sur des activités agricoles et d'élevage de subsistance. Dans les présentations de la famille Chaupe, la pauvreté de la famille est fréquemment soulignée, de même que les privations dont elle souffre à cause de la compagnie minière. Comme l'on peut l'apprécier dans la chanson que Máxima interprète devant le public du prix environnemental Goldman, ainsi que dans nombre d'interviews et déclarations publiques, l'accent est mis sur le peu de choses que la famille possède (une hutte, un lit, quelques aliments et du bétail) et sur la destruction ou la privation de ces biens de base par les forces de police et de sécurité de la compagnie minière : « *ma hutte ils ont brûlée / mes choses ils ont volées / la nourriture je n'en avais pas / seulement de l'eau je buvais / avec de la paille je me protégeais du froid /... mes moutons ils ont volés / soupe de tête (de mouton) ils ont bu* ». Il ne s'agit pas ici de remettre en question la véracité des faits dénoncés, mais d'analyser le choix des éléments et comment ils sont présentés. Ceci, pour saisir en quoi ceux-ci suscitent la solidarité du public, mais aussi lesquels rendent une demande d'aide « légitime » ou pas.

Les réactions suscitées par une révélation au sujet des propriétés du couple Chaupe – propriétaires de six autres terrains dans la commune de Sorochuco – éclairent l'importance centrale de la « pauvreté » dans la légitimation de la mise en récit de la famille paysanne résistante. Cette nouvelle, qui fait initialement l'objet d'un reportage sur la chaîne de télévision locale *TV Norte*⁷⁷¹ et est ensuite reprise dans un dossier du quotidien national *La República*⁷⁷², devient le centre d'une véritable campagne de délégitimation de Máxima Acuña de Chaupe de la part de certains journalistes et médias locaux et nationaux⁷⁷³. Si, sur l'ensemble, les propriétés de la famille Chaupe atteignent une surface d'à peine 10 hectares de terres agricoles de peu de valeur, la révélation attire l'attention des médias, en ce qu'elle vient délégitimer la présentation officielle du cas pour deux raisons, comme l'indique le dossier paru dans *La República*. La première, de nature juridique, tient au fait que les terrains dont les Chaupe possèdent les certificats de possession relèvent tous d'un mécanisme diffus de formalisation de la propriété rurale, dont la condition est la « possession directe, continue, pacifique et publique », ce qui amène à la question de savoir comment la famille pouvait occuper à

⁷⁷¹ Mego, Luis « Máxima Acuña y la farsa de la pobreza », *TV Norte*, reportage du 09/02/2015. Disponible en ligne sur : https://www.youtube.com/watch?time_continue=14&v=AQ9qzg3TIK8 (dernier accès le 15/01/2018).

⁷⁷² Uceda, Ricardo, « El pantanoso caso Chaupe », *La República*, 24/02/2015. Disponible en ligne sur : <http://larepublica.pe/politica/858259-el-pantanoso-caso-chaupe> (dernier accès le 08/01/2018).

⁷⁷³ Auteur Inconnu, « ¿Mentiras de Máxima Acuña de Chaupe? », *Altavoz*, 25/02/2015, disponible en ligne sur <http://altavoz.pe/2015/02/25/8964/mentiras-de-maxima-acuna-de-chaupe> (dernier accès le 08/01/2018) ; Frank Krklec T., « Las mentiras de Máxima Chaupe », Blog « Catarsis y Harakiri », disponible en ligne sur <http://www.blogcyh.com/2016/04/las-mentiras-de-maxima-chaupe.html> (dernier accès le 15/01/2018) ; « Máxima Chaupe y la mentira del Radicalismo », *El Montonero*, 21/04/2016, disponible en ligne sur <http://elmontonero.pe/politica/maxima-chaupe-y-la-mentira-del-radicalismo> (dernier accès le 15/01/2018).

la fois tous ces terrains – plus celui en dispute avec MYSA – de façon continue. La deuxième, de nature morale, est que Máxima aurait menti en déclarant que le terrain objet de la discorde avec MYSA serait leur seul lieu de vie et de moyen de production de la famille.

Ce dernier constat renvoie implicitement au fait que la famille ne serait pas « si pauvre » qu'elle déclare l'être : la reconnaissance de leur droit de propriété, loin d'être un enjeu de vie ou de mort, serait donc un litige foncier comme tant d'autres. Ces éléments jettent une ombre sur le cas de Máxima, au point que les défenseurs se voient contraints de répondre aux accusations en éclairant les modes d'attribution de la propriété en milieu rural⁷⁷⁴ et en insistant sur le fait que la question n'est pas tant de savoir combien de propriétés possèdent les Chaupe, mais les violences qu'ils ont subies de la part de la compagnie minière. Ici encore, ce n'est pas la véracité des allégations qui intéresse, mais les stratégies de diffusion dont elles sont révélatrices : alors que, pour ces acteurs déjà critiques de l'expansion extractive, ces allégations sont sans importance – comme en témoigne un article ironiquement titré « *Máxima Acuña se caga en plata y es dueña de medio Cajamarca* » (Máxima Acuña n'a rien à faire de l'argent et détient la moitié de Cajamarca)⁷⁷⁵ –, pour une partie du public national, la légitimité de la famille Chaupe dépend de son statut de « subalterne » – caractérisé par la ruralité et une pauvreté extrême – condition *sine qua non* de son statut de victime (Dunn, 2004). Le fait que ce petit « scandale » n'ait jamais atteint l'international confirme en revanche à quel point ces débats sont ancrés dans l'espace social et politique péruvien, où la légitimité des acteurs locaux dépend de leur capacité d'adhérer à l'imaginaire du « bon paysan » qui, pour être reconnu comme tel, se doit de rester (très très) pauvre.

9.3.3 De la Pacha- à la Yakumama : naturalisation de la lutte et féminisation du paysage

Un dernier aspect important dans la présentation publique du cas des Chaupe concerne le lien entre la situation de la famille et la mobilisation locale contre le projet Minas Conga, une connexion qui se fait par la ressource en eau. Si la famille se bat pour garder la possession de son terrain et faire valoir son droit de propriété foncière, la présentation publique du cas l'associe, rappelons-le, à la lutte

⁷⁷⁴ Pereira, D., « Solo uno de estos tres argumentos aclara un poco el caso de Máxima Acuña de Chaupe luego del informe de Ricardo Uceda », *Utero.Pe*, 25/02/2015, disponible en ligne sur <http://utero.pe/2015/02/25/solo-uno-de-estos-tres-argumentos-aclara-un-poco-el-caso-de-maxima-acuna-luego-del-informe-de-ricardo-uceda/> (dernier accès le 15/01/2018) ; Marisa Glave Remy, « Informante desinformado o cómo desprestigiar a una familia campesina », *NoticiasSer*, 25/02/2015, disponible en ligne sur <http://noticiasser.pe/25/02/2015/contraluz/informante-desinformado-o-como-desprestigar-una-familia-campesina> (dernier accès le 15/01/2015).

⁷⁷⁵ Auteur Inconnu, « Editorial: Máxima Acuña se caga en plata y es dueña de medio Cajamarca », *elpanfleto.pe*, 24/04/2016. Disponible en ligne sur : <http://elpanfleto.pe/editorial/editorial-maxima-acuna-se-caga-en-plata-y-es-duena-de-medio-cajamarca/> (dernier accès le 09/05/2018).

du mouvement social local pour la préservation des ressources hydriques de la zone. Ce lien est opéré à partir de la proximité du terrain de Máxima avec l'un des quatre lacs – la Laguna Azul – censés disparaître pour laisser place à l'extraction minière. Le 21 octobre 2012, quelques jours avant le verdict du tribunal de Celendín, le réseau de mobilisation lance l'initiative des campements des gardiens des lacs, l'un d'eux se situant sur le terrain de la famille Chaupe, au bord de la zone de future exploitation minière : le terrain et la famille de Máxima sont alors associés à l'initiative, ce qui, d'une part, contribue à donner de la visibilité à leur cas et, de l'autre, offre un ancrage dans le territoire de la future exploitation minière⁷⁷⁶. Les médias solidaires avec le mouvement social contribuent largement à la visibilisation de l'opposition de Máxima à la compagnie minière et à son association avec le mouvement social local contre le projet minier en question, via la préoccupation pour des ressources hydriques communes. Ainsi, entre 2012 et 2016, plusieurs articles et reportages consacrés à Máxima consolident l'association entre sa personne, les lacs et la ressource en eau, avec des titres évocateurs tels « La dame du lac Azul »⁷⁷⁷, « La femme de l'eau »⁷⁷⁸, « La Dame du lac »⁷⁷⁹, « La défenseure de l'eau »⁷⁸⁰, « Gardienne de l'eau »⁷⁸¹ ou encore « La défenseure de la terre et de l'eau »⁷⁸². En 2015, un reportage intitulé « La Dame du lac azur contre le lac noir »⁷⁸³ (Traduction espagnole de Yanacocha, qui signifie « lac noir » en quechua) vaut à son auteur, Joseph Zárate, le prix d'*El País* pour le journalisme⁷⁸⁴. En même temps, le discours public de Máxima évolue de façon à désigner l'eau et la terre comme les bases de la subsistance de sa famille : « Je veux seulement qu'on me laisse vivre tranquille sur mon terrain et qu'ils ne polluent pas mon eau »⁷⁸⁵, « Ce n'est pas

⁷⁷⁶ Les terrains riverains étant la propriété de MYSA, la présence des militants ailleurs que sur la propriété des Chaupe entraînerait l'intervention des forces de l'ordre pour violation de propriété privée.

⁷⁷⁷ Óscar Miranda, « La Dama de la Laguna Azul », *La República*, 29/12/2012. Disponible en ligne sur : <http://larepublica.pe/archivo/682865-la-dama-de-la-laguna-azul> (dernier accès le 08/01/2018).

⁷⁷⁸ Luna, Ibrahim, « La mujer del agua, crónica de una visita a la familia Chaupe », *La República*, 09/03/2013. Disponible en ligne sur : <http://larepublica.pe/archivo/696588-la-mujer-del-agua-cronica-de-una-visita-a-la-familia-chaupe> (dernier accès le 15/01/2018).

⁷⁷⁹ Zárate, Josephn « Máxima la dama de la laguna ahora es intocable », *Ojo Público*, 17/04/2016. Disponible en ligne sur : <http://ojo-publico.com/204/maxima-acuna-la-dama-de-la-laguna-ahora-es-intocable> (dernier accès le 15/01/2018).

⁷⁸⁰ Leighton, Denisse, « Máxima Acuña, defensora del agua peruana », *Veoverde.com* du 21/04/2016, disponible sur <https://www.veoverde.com/2016/04/maxima-acuna-defensora-del-agua-peruana/> (dernier accès 16/01/2018)

⁷⁸¹ Membrillo, José Luis, « La lucha por el agua en la tierra del oro », Reportage photographique publié en ligne sur : <http://elgranangular.com/blog/galeria/la-lucha-por-el-agua-en-la-tierra-del-oro/#> (dernier accès le 16/01/2018)

⁷⁸² Auteur Inconnu, « Máxima Acuña, defensora de la tierra y el agua cajamarquina », *La República*, 20/04/2016. Disponible en ligne sur : <http://larepublica.pe/sociedad/761411-maxima-acuna-defensora-de-la-tierra-y-el-agua-cajamarquina> (dernier accès le 16/01/2018).

⁷⁸³ Joseph Zárate, « Máxima Acuña de Chaupe, la dama de la laguna azul versus la laguna negra », *Etiqueta Negra*, 24/04/2015. Disponible en ligne sur : <http://etiquetanegra.com.pe/articulos/maxima-acuna-la-dama-de-la-laguna-azul-versus-la-laguna-negra> (dernier accès le 15/01/2018).

⁷⁸⁴ Gómez, Rosario, « “Periodismo es informar y también comprender y emocionar” », *El País*, 19/04/2016. Disponible en ligne sur : https://politica.elpais.com/politica/2016/04/19/actualidad/1461096226_039429.html (dernier accès le 15/01/2018).

⁷⁸⁵ *Solo quiero que me dejen vivir tranquila en mi terreno y que no contaminen mi agua*. Source : Zárate, Joseph « Máxima la dama de la laguna ahora es intocable », *Ojo Público*, 17/04/2016. Disponible en ligne sur : <http://ojo-publico.com/204/maxima-acuna-la-dama-de-la-laguna-ahora-es-intocable> (dernier accès le 15/01/2018).

possible qu'une entreprise abuse et harcèle une famille qui n'a pour vivre que les aliments que lui donnent la terre et l'eau »⁷⁸⁶, ou encore « Je crains pour ma vie, la vie de mon mari, pour la vie de mes enfants et pour la vie des personnes de ma communauté qui nous défendent nous et notre eau »⁷⁸⁷. Encore une fois, son discours lors de l'attribution du Prix Goldman pour les défenseurs de l'environnement est représentatif : « C'est pour ça que je défends la terre, je défends l'eau, parce-que c'est la vie ».

Dans les articles qui lui sont dédiés, Máxima est toujours explicitement caractérisée par sa condition de femme et de paysanne, à laquelle se rajoute parfois l'appellation d' « Indigène » ou d' « andine ». Les médias ne manquent pas de souligner sa position subalterne en raison de son genre (« femme »), de l'ethnicité (« andine » ou « indigène ») et de sa condition socio-économique (« pauvre »). Les organisations qui la soutiennent ne manquent pas non plus de rappeler au public que « Máxima vit dans une zone rurale, lointaine, isolée et vulnérable »⁷⁸⁸. Ce type de références, et d'autres bien plus détaillées, aux caractéristiques de son milieu de vie – l'altitude de son terrain situé à plus de 4 000 mètres d'altitude, l'isolement de sa propriété, se trouvant à plusieurs heures de marche du village le plus proche, la simplicité ou la pauvreté de sa résidence, qui ne compte pas d'eau courante ni d'électricité, etc. – servent à souligner l'altérité de son mode de vie et son statut de subalterne par rapport au public tant national qu'international. Sa condition de femme et de « pauvre » met davantage en exergue le courage dont Máxima fait preuve en s'opposant à la compagnie minière pour défendre sa propriété et son mode de vie, comme le résume le titre d'un article publié à son sujet dans *El País* en 2015 : « Je suis pauvre et analphabète, mais je lutterai pour nos montagnes »⁷⁸⁹. Tous ces éléments participent à ce que la presse et les organisations de solidarité internationale présentent souvent le cas de Máxima comme une version moderne de David contre Goliath ou, dans ses propres mots, comme l'opposition d'une puce contre un éléphant⁷⁹⁰. L'histoire de Máxima en devient d'autant

⁷⁸⁶ Nous traduisons : « No es posible que una empresa abuse y hostigue a una familia que no tiene más sustento para vivir que el alimento que le dan la tierra y el agua ». Cuentas Ramírez, Sara, « “Soy pobre y analfabeta, pero lucharé por nuestras montañas” », *El País*, 07/04/2015. Disponible en ligne sur : https://elpais.com/elpais/2015/03/17/planeta_futuro/1426588446_691506.html (dernier accès le 15/01/2018).

⁷⁸⁷ Nous traduisons : « Temo por mi vida, por la vida de mi esposo, por la vida de mis niños y por la vida de las personas en mi comunidad que defienden a nosotros y a nuestra agua ». Source : « Perú: Máxima Acuña Chaupe y su familia necesitan tu apoyo », *Observatorio Petrolero Sur*, 01/12/2013. Disponible en ligne sur : <http://www.opsur.org.ar/blog/2013/12/01/peru-maxima-acuna-chaupe-y-su-familia-necesita-tu-apoyo/> (dernier accès le 15/01/2018).

⁷⁸⁸ Nous traduisons : « Máxima vive en una zona rural, remota, aislada y vulnerable ». Source : <http://redulam.org/peru/mujer-de-agosto-maxima-acuna/> (dernier accès le 15/01/2018).

⁷⁸⁹ Voir note 794.

⁷⁹⁰ Máxima explique que l'un des policiers ayant essayé de la déloger de son terrain lui aurait dit : « Tu es une puce face à un éléphant, et il va t'écraser ». Source : Valdés Andino, Florencia, « Máxima Acuña de Chaupe, paysanne péruvienne à l'assaut des géants miniers », *TV5 Monde*, 11/05/2017. Disponible en ligne sur : <http://information.tv5monde.com/terriennes/maxima-ancuna-de-chaupe-visage-de-la-lutte-paysanne-du-perou-14200> (dernier accès le 08/01/2018).

plus exceptionnelle que cette femme n'a aucune expérience préalable d'activisme ou de politisation, comme le souligne un article paru sur un site écologiste latino-américain :

Máxima n'est pas une activiste, ni une femme politique, ni une dirigeante sociale. Son seul objectif, selon ce qu'elle a déclaré à la presse, est de vivre en paix et de profiter de ce que la Nature lui offre. C'est sans doute là l'un des messages les plus puissants et qui a rendu Máxima si populaire. Pour beaucoup de gens, c'est la preuve irréfutable du conflit qui existe entre les grandes entreprises, le système économique et l'environnement (Leighton, 2016)⁷⁹¹.

Dans la représentation de Máxima, nous retrouvons ainsi, en différentes proportions, les arguments de légitimation du mouvement d'opposition local aux activités extractives : la figure du « bon paysan » (dans ce cas, de la « bonne paysanne ») attaché à son mode de vie « traditionnel », sans aspirations d'ascension sociale ; la réduction de l'action protestataire à une question de survie biologique ; le désaveu de toute forme d'activité politique ; la représentation des femmes comme victimes innocentes et résistantes apolitiques à l'expansion des activités extractives ; l'opposition entre intérêt collectif, associé à la préservation de ressources hydriques et environnementales communes, et intérêts particuliers, associés à la compensation économique et aux rapports de travail avec la compagnie. Au croisement de toutes ces thématiques, Máxima devient la personnification de cet Autre subalterne, faisant face au pouvoir destructeur du grand capital international. A l'instar de Gajardo (2018), qui se demande si l'« indio permitido » (Hale, 2004) n'aurait pas un visage de femme, on est amené à se demander si la figure de Máxima ne s'inscrit pas dans une construction politiquement autorisée et socialement genrée de l'opposition à l'extraction minière. Si le cas de la famille Chaupe amène à réintégrer la question de la terre et de la propriété foncière dans le répertoire de mobilisation local, et que la notoriété de Máxima parvient à visibiliser le conflit par son individualisation, ce serait une erreur d'en conclure à une personnalisation de la mobilisation contre Minas Conga. Bien au contraire, la présentation du cas de Máxima et les discours de la mobilisation locale se font mutuellement écho, contribuant à dessiner l'image d'une victime-résistante emblématique, dont l'altérité radicale - ethnique, de genre et de classe - suscite la solidarité de différents mouvements et publics tant nationaux qu'internationaux.

Cette altérité est indissociable de la position de Maxima à l'intersection des rapports sociaux de classe, de genre et ethniques. Mais elle est aussi strictement corrélée à son espace naturel. La représentation du territoire national péruvien, nous l'avons vu dans le chapitre précédent, se construit

⁷⁹¹ *Máxima no es activista, ni política, ni dirigente. Su único objetivo, según ha declarado a la prensa, es vivir en paz y disfrutar de lo que la naturaleza le entrega. Este sin duda, este es uno de los mensajes más poderosos y que ha hecho a Máxima tan popular. Para muchos es una muestra irrefutable del conflicto existente en el mundo entre las grandes empresas, el sistema económico v/s el medio ambiente.* Source : Leighton, Denisse, « Máxima Acuña, defensora del agua peruana », *Veoverde.com*, 21/04/2016. Disponible en ligne sur : <https://www.veoverde.com/2016/04/maxima-acuna-defensora-del-agua-peruana/> (dernier accès le 16/01/2018).

au début de l'époque républicaine dans la forme d'une géographie racialisée, qui « situe » l'Indien dans les Andes. Bien que depuis le début du millénaire les peuples Amazoniens aient partiellement remplacé les peuples andins comme la quintessence de l'indianité, cette représentation historique de l'indianité Andine n'a pas cessé de « faire sens » dans l'imaginaire collectif. Les représentations de Maxima renvoient ainsi régulièrement au paysage alto-andin où elle réside, « naturalisant » ainsi son opposition à l'entreprise minière comme une force tellurique qui se manifesterait à travers elle, manifestation contemporaine d'une détermination de l'esprit par le milieu naturel. En même temps que sa localisation géographique « naturalise » l'action de Maxima, le paysage se « féminise » par son association avec sa personne: les métaphores sexuées (de génération, de victimisation, de viol) que nous avons rencontrées dans les discours militants se consolident ainsi dans une représentation des lacs menacés par le projet minier comme des victimes – implicitement féminisés – de l'action destructrice – implicitement masculinisée – des compagnies minières. L'exotisation et la féminisation dont fait l'objet le paysage naturel et l'activité militante associée trouve peut-être leur majeure diffusion dans la forme d'un long-métrage : « La fille du lac » (*La hija de la Laguna*), un film d'Ernesto « Tito » Cabellos, produit par Guarango Cinema – maison de production d'un film sur Choropampa en 2002 et sur Tambogrande en 2007⁷⁹² -, qui sort dans les salles en 2015 (Fig. 124).

⁷⁹² Deux lieux « iconiques » de la critique de l'activité minière au Pérou depuis le début du siècle (cf. chapitre 2, section 2.2.2 et chapitre 1, section 1.2.3).



Fig. 124 – Affiche du documentaire « La fille du Lac » (Cabellos, 2015). Source : <http://leblogdocumentaire.fr>

Ce documentaire, qui reçoit plusieurs prix à l'international⁷⁹³, suit la personne de Nelida Ayay, une jeune femme quechuaphone originaire de la vallée de Porcon, étudiant la loi dans la capitale régionale Cajamarca et collaboratrice de GRUFIDES. Au cours du film l'on voit Nelida traverser la ville pour se rendre à l'Université, visiter sa famille et pleurer de nostalgie pour sa vie dans le milieu rural, observer de loin les travaux de la compagnie minière MYSA, ou encore admirer le paysage encore intouché de Minas Conga et se réunir avec Maxíma Acuña pour la conseiller sur son

⁷⁹³ Pour la liste exhaustive, voir https://es.wikipedia.org/wiki/Hija_de_la_laguna, dernier accès 09/05/2018.

contentieux avec la compagnie minière. Tout au long du film, Nelida converse avec la *Yakumama*, « eau mère » en quechua, à laquelle elle adresse des considérations telles que :

Mama Yaku, dans tes entrailles repose de l'or. Sais-tu pourquoi ils viennent le puiser ? Pour le conserver dans des banques. Mais l'or ne se boit pas. L'or ne se mange pas. L'or fait couler le sang. Si les puissants en ont une telle utilité, qu'ils le sortent de leurs banques pour venir l'utiliser ici, et qu'ils te laissent tranquille, en paix. Fais attention à toi, Mama Yaku, prends soin de toi, car tu pourrais nous nourrir pour toujours.⁷⁹⁴

L'on reconnaît aisément, dans le monologue de Nelida, les principaux éléments du discours local d'opposition à l'activité minière, formulés sous la forme d'un rapport dichotomique et moralisateur entre l'eau et l'or, la vie et de la mort, le bien commun et l'intérêt individuel, la société paysanne andine et les groupes financiers, etc. Le personnage de Nelida incarne également bien la présentation de soi des militants locaux : d'origine rurale, explicitement associé avec l'espace alto-andin et la « culture » paysanne, la jeune femme est représentée comme politiquement naïve et entretenant un rapport affectif avec son environnement naturel, rapport qui l'amène à s'opposer – tout « naturellement » – aux activités extractives. En même temps, dans son discours, l'on observe d'autres éléments davantage adressés à un public international, notamment l'évocation de *Yakumama*. L'« eau mère » - une formulation qui n'est pas du tout fréquente à l'échelle locale, où pourtant les diverses représentations des lacs et de leurs eaux ne manquent pas – version hydrique de la mieux connue *Pachamama* (« terre mère »). Or, comme l'indique Poupeau (2011) la popularisation de la *Pachamama* à l'international par les organisations indigénistes, les entreprises touristiques et le mouvement New Age, a transformé cette divinité tellurique – incarnant les forces ambivalentes de la nature – dans la représentation folklorisante d'une mère « naturellement » bienfaitrice. De façon similaire la représentation militante de la ressource en eau réduit des représentations plurielles des lacs - comme des êtres thaumaturgiques ou vengeurs, vivrières ou mortifères, victimes ou puissants – à une image unique de victimes, nécessitant une protection humaine. La féminisation de l'eau est directement liée à cette construction sociale de la ressource, dans la mesure où la féminité s'accorde bien avec le statut de victime. La représentation de la ressource en eau comme d'une divinité féminine - la *Yakumama* - renvoie ainsi en même temps à une culture « Autre », qui entretiendrait un lien profond et privilégié avec la Nature, et à une identification de la ressource comme une victime ayant besoin de protection. Or, ces associations ne sont pas neutres, et invitent au contraire à réfléchir :

aux distinctions entre notre vocabulaire d'analyse et le matériel que nous voulons analyser. (...). Ce qui signifie analyser dans son contexte la manière dont opère toute opposition binaire, renversant et déplaçant sa construction hiérarchique au lieu de l'accepter comme réelle, comme allant de soi ou comme étant dans la nature des choses. (Scott 1988 :139)

⁷⁹⁴<http://leblogdocumentaire.fr/hija-de-la-laguna-le-nouveau-phenomene-documentaire-qui-agite-les-reseaux-sociaux/> (dernier accès 19/05/2018)

La représentation que *La Hija de la Laguna* fait du refus local des activités minières reproduit, du moins dans la forme, le discours de mobilisation consistant à mettre en lumière l'altérité ethnique et de genre des militants afin de légitimer leur action comme une forme de « résistance » culturelle dont les protagonistes privilégiés sont les paysans et les femmes. Ainsi faisant, ce discours renforce des dichotomies – féminin/masculin, victime/agresseur, nature/culture, faiblesse/force, émotion/rationalité – qui sont consubstantielles aux hiérarchies entre les groupes sociaux de sexe, mais aussi entre les groupes ethniques. L'association entre indianité, féminité et nature sur laquelle se construit la représentation médiatique de l'opposition locale au projet minier reproduit ainsi une vision essentialisée et exotisante des femmes « paysannes », dont l'Altérité ethnique et de genre est mise en exergue afin de légitimer leur lutte. L'effet collatéral de cette stratégie, nous l'avons vu, est qu'elle contribue à naturaliser les hiérarchies sociales entre les acteurs qui sous-tendent ces représentations de l'altérité. Ce mécanisme est encore une fois observable dans la mise en scène de l'histoire de Névida. Cette jeune femme, je le rappelle, est issue du milieu rural mais s'est « urbanisée » ; elle mène des études supérieures et collabore avec une ONG locale. Elle a donc gravi l'échelle sociale par rapport à son statut initial de « paysanne », tout en gardant les marqueurs de son origine ethnique et de classe. Dans le film, Névida est souvent représentée seule ou en interaction avec des personnes qui lui sont socialement inférieures, car « rurales » et non-professionnelles, auxquelles elle se confie (sa mère), qu'elle interroge (son père) ou qu'elle conseille (Máxima Acuña). Cependant, à un moment de « crise », où elle doute de l'utilité de son engagement, c'est à un homme « blanc », urbain et professionnel qui lui est socialement supérieur - son guide spirituel, l'ex curé Marco Arana - qu'elle fait recours, confirmant ainsi implicitement sa position dans les hiérarchies ethniques, sexuelles, et de classe. L'on peut donc apprécier comment la représentation d'une nature féminisée, d'une part, et d'une féminité indigénéisée et naturalisée, de l'autre, reproduit finalement une vision sociale à la fois différentialiste et hiérarchisée. Si l'on considère que la hiérarchie précède la différence (Delphy, 2001), ce n'est pas difficile de voir comment cette vision du monde social contribue à naturaliser l'inégalité et l'exclusion des « autres » - par sexe, ethnicité, classe – d'un accès légitime au politique.

Conclusion

Définir le mouvement d'opposition au projet Minas Conga uniquement comme un mouvement de résistance locale aux processus propres à la mondialisation néolibérale reviendrait à passer sous silence la nature complexe de cette mobilisation, qui se construit par l'imbrication des

enjeux d'échelles. Au lendemain des grandes mobilisations de 2011-2012, l'impératif de prolonger la visibilité de l'opposition locale au projet pousse les activistes locaux à mettre en place une nouvelle stratégie de lutte, consistant d'une part en l'occupation territoriale et de l'autre en la médiatisation du conflit. L'initiative des « gardiens des lacs » vient ainsi couronner un double processus de territorialisation et d'identification militante dans le cadre du conflit, qui contribue à faire de l'espace de l'extraction le lieu emblématique de la « résistance » locale au projet. Loin d'être l'expression d'un ancrage territorial auparavant existant, tant l'espace que l'identification militante sont le produit des activités de mobilisation locale et de l'action des réseaux de solidarité internationale qui contribuent à construire et à diffuser cet imaginaire de paysans andins « gardiens » de la nature. Le discours militant, qui construit les lacs comme des êtres ayant besoin de protection, est produit par la convergence d'une pluralité d'imaginaires religieux, politiques et environnementaux, mais aussi par l'exclusion des représentations locales des lacs comme des éléments agentifs du paysage, puissants et pas toujours bienveillants.

Or, l'initiative des gardiens des lacs n'aurait pas eu autant d'impact si sa visibilité n'avait pas été assurée par les médias et les réseaux sociaux, et si les imaginaires qu'elle véhicule n'avaient pas fait écho à des représentations déjà en vigueur à l'échelle nationale et internationale. La circulation d'images et de récits du conflit entre différents médias participent d'une mise en récit du conflit comme l'opposition dichotomique entre le grand capital transnational et la petite paysannerie andine. Ici aussi, certaines interprétations du conflit sont évacuées, notamment celles illustrant la complexité sociale de l'opposition locale au secteur, ou les critiques des mécanismes de représentation politique, au profit d'une représentation de la mobilisation locale comme relevant d'une volonté de sauvegarder un mode de vie « autre ». Dans la diffusion médiatique à grande échelle, cette dernière interprétation l'emporte, consolidant un imaginaire associant altérité paysanne et résistance à la modernité minière destructrice. La circulation de matériaux audiovisuels ne se fait pourtant pas uniquement de l'échelle locale vers l'(inter)national ; elle implique également des phénomènes de retour de matériaux audiovisuels vers l'échelle locale revenant alors sur de nouveaux supports et dont les acteurs locaux se servent pour produire des représentations plus inclusives du réseau de mobilisation local.

Le cas de Máxima Acuña de Chaupe est illustrateur de ces processus de circulation, ainsi que le l'homogénéisation de l'opposition locale au projet par les médias. Les modes de présentation du cas de Máxima révèlent un processus de sélection qui consiste à isoler et mettre en exergue les éléments saillants de son altérité et de sa subalternité – son statut de femme, de paysanne, et de pauvre – afin de visibiliser et légitimer le mouvement d'opposition local via son individualisation. Cette sélection, qui n'enlève rien à la véracité des éléments présentés, ne peut pas être attribuée

univoquement ni à Máxima ni aux organisations qui relayent son cas, mais est plutôt le produit de rapports de collaboration et de compétition entre les organisations du mouvement, ainsi que de l'action des médias dirigée vers un public national et international. Le succès médiatique et sa légitimité en tant que « victime résistante » sont indissociables de sa pauvreté et immobilité sociale, c'est à dire de sa localisation dans un espace d'altérité radicale, qui font d'elle une subalterne susceptible d'engendrer la solidarité d'un public hétérogène et international.

L'activité militante locale, nous l'avons vu dans la deuxième partie, redéfinit l'altérité ethnique et de genre de façon positive et inclusive, afin de mettre en lumière les nouvelles formes de marginalité liées aux activités extractives et de légitimer la participation d'hommes et de femmes des secteurs ruraux ou urbains populaires aux mobilisations. La représentation médiatique du conflit, au contraire, opère une réification et exotisation de ces formes d'altérité, qui sont déliées de leur contexte de production et de la critique politique dont elles sont porteuses, naturalisant ainsi à tous les effets les formes d'inégalité dont elles sont l'expression.

CONCLUSION TROISIEME PARTIE

L'opposition d'un réseau d'acteurs variés au projet Minas Conga dépasse rapidement le cadre local pour atteindre l'échelle nationale et internationale. Ce conflit offre de nombreuses opportunités pour réfléchir aux répercussions sociales et politiques de l'activité minière – et de la politisation de sa critique - dans le Pérou contemporain. Nous avons vu que l'expansion globale des activités extractives conduit à l'apparition de nouvelles régions minières sur des territoires auparavant marginaux dans l'économie et la politique nationales. Or, cela donne un poids politique inédit aux populations locales autrefois marginalisées, qui viennent soudainement jouer un rôle central dans la (re)négociation des « règles du jeu » (Bos 2018) du secteur minier péruvien. Si la mise en place des activités minières favorise des nouvelles formes d'exclusion sociale et économique, elle crée aussi des nouvelles formes d'alliance et de mobilisation qui prônent une meilleure inclusion politique des acteurs locaux. Les réseaux critiques du secteur minier se prévalent de la disponibilité de nouveaux dispositifs institutionnels créés par la réforme de décentralisation pour tenter d'exercer un contrôle accru sur la gestion de leurs territoires et des ressources que s'y trouvent. La limitation des capacités institutionnelles locales par les instances nationales, a cependant pour effet de pousser les acteurs locaux à exprimer leur critique par d'autres voies, telle la protestation de rue et la médiatisation des raisons de l'opposition. Plutôt qu'attester d'une « absence » des institutions étatiques nationales, les conflits qui surgissent autour des activités extractives témoignent de la présence de l'Etat tant dans la facilitation des activités du secteur minier à l'échelle nationale que dans la limitation des protestations locales. Les scissions entre autorités locales, régionales et nationales, ainsi qu'entre le Ministère de l'Environnement et le Ministère de l'Energie et des Mines, autour du projet Conga montrent en effet que le débat autour de la régulation du modèle primo-exportateur est un débat clivant à l'intérieur même de l'appareil étatique, entre différents courants politiques et instances institutionnelles.

Ces différends sont également indicatifs d'une ouverture du débat politique autour du modèle de développement national, dont la critique rassemble des acteurs divers - organisations autochtones, paysannes, féminines, syndicats, partis politiques d'inspiration socialiste, écologiste, communiste, etc. – et contribue à la renaissance nationale d'un horizon politique « de gauche ». On observe notamment, dans les enjeux électoraux régionaux et nationaux ayant fait suite aux mobilisations contre le projet Minas Conga (2014, 2016), l'importance de ce conflit dans l'identification des nouveaux candidats politiques critiques du modèle primo-exportateur. Cependant, si les liens entre les mobilisations sociales et les alliances politiques nationales sont indispensables à la montée en

généralité des conflits extractifs locaux, ainsi qu'à l'enracinement local des nouvelles propositions politiques nationales, les rapports entre l'échelle régionale et l'échelle nationale ne sont pas toujours fluides. Les interprétations de la scission du vote aux élections nationales de 2016 témoignent notamment d'un bras de fer entre l'ancien parti communiste - dont le candidat d'origine rurale et populaire est majoritaire à l'échelle régionale mais « imprésentable » au niveau national – et le nouveau parti socio-écologiste, qui n'a qu'une faible représentativité à l'échelle locale mais qui par le profil de ses candidats (urbains, éduqués, issues des classes moyennes ou des élites provinciales et liméniennes) s'intègre beaucoup mieux au milieu élitiste de la politique nationale. Alors que la « fracturation » de la politique péruvienne (Crabtree 2011) fait déjà l'objet de nombreux travaux et réflexions, il me paraît important de relever comment ces fractures sont révélatrices des inégalités entre acteurs, qui fondent leur accès différencié au politique. La légitimité ou l'illégitimité des logiques politiques est en effet dictée par la condition socio-économique et territoriale des candidats et de leur électorat, produisant une division entre électeurs et « illettrés-tarés », et entre le vote légitime et la « rébellion ».

Cette caractérisation de la logique politique des secteurs populaires et ruraux Andins comme « rebelle » n'est pas seulement présente dans les commentaires dénigrants de la presse et des opposants politiques, mais elle est reprise par les acteurs sociaux locaux. La représentation de l'activité politique indienne ou indigène comme une forme de soulèvement, et des activités d'opposition comme l'expression d'une altérité ethnique, compte avec une longue histoire qui est indissociable d'une vision racialisée de la géographie nationale. Le régime d'altérité nationale associé aux projets de modernisation libérale – qui représentent les Andes alternativement comme un « obstacle » à la modernisation et en même temps comme le « berceau » du passé de la nation –, est reactualisé dans le cadre du débat sur les activités minières contemporaines. Alors que les promoteurs du modèle primo-exportateur conçoivent les activités extractives comme le seul moyen de développer les territoires socio-économiquement marginaux et d'« inclure » leurs populations dans la croissance engendrée par le secteur, les opposants représentent l'avancée de la frontière extractive comme une nouvelle forme de colonisation menaçant d'effacer la société et la culture « indigène ». Si l'action étatique et institutionnelle est déterminante dans la reconnaissance formelle du sujet indigène – notamment par l'identification de l'autochtonie contemporaine comme essentiellement Amazonienne - nous trouvons des représentations bien plus souples et inclusives de l'indigénité parmi les acteurs locaux. Si certaines imaginent l'indianité – et la rébellion qui va avec - comme « située » en Amazonie, les acteurs locaux « autres » par position socio-économique et territoriale se (re)imaginent comme des indigènes, en vertu de leur opposition aux activités minières. L'on apprécie ainsi comment l'expansion de la frontière extractive reconfigure le rapport des populations locales tant à l'Etat – par

les efforts de réappropriation des institutions et compétences locales – qu'à la Nation - par les revendications d'appartenance entremêlées avec des dénonciations de marginalisation qui s'expriment dans la forme de l'altérité ethnique. Celle-ci est ainsi mobilisée pour signifier la mise à l'écart des habitants locaux par les activités minières, politisant ainsi leur marginalisation au sein de la communauté nationale en les ramenant à leur statut (originaire) d' « indiens ».

La nature critique et relationnelle de cette identification politique est progressivement perdue dans la diffusion de l'histoire du conflit à l'échelle nationale et internationale. Ici, l'opposition aux activités minières est présentée comme jaillissant « naturellement » de l'altérité ethnique des acteurs locaux. Pour les militants, assurer la visibilité du conflit dans les années qui suivent les mobilisations de 2011-2012 est une façon d'entretenir l'opposition locale au projet et de créer des collaborations à l'international. L'enjeu est de « faire exister » les acteurs locaux et leurs raisons dans l'espace médiatique, face à un déclin de la participation sur le terrain et à la répression étatique des protestataires. La forme prise par cette médiatisation témoigne cependant d'un important réductionnisme des multiples discours et perspectives rencontrés sur le terrain. De l'immense variété de visions – du conflit, du territoire, des ressources – mobilisées par les acteurs locaux, seule une petite partie parvient à « trouer l'écran ». Celle-ci consiste notamment dans les aspects les plus saillants de l'auto-représentation « paysanne » et « féminine » du mouvement social local, tels qu'incarvés par la personne de Maxima Acuña. La caractérisation de l'opposition locale aux activités extractives comme « Autre » du fait du genre, de l'ethnicité et de la classe, est en effet la condition de sa légitimité à l'échelle nationale, comme en témoigne le débat sur le « degré de pauvreté » de Maxima et de sa famille.

En même temps, ces représentations de l'Altérité renvoient aussi à des imaginaires globaux qui attribuent aux femmes et aux indigènes un rapport privilégié avec le monde naturel. L'exotisation et la féminisation de l'opposition locale, ainsi que sa naturalisation comme la manifestation d'un ancrage géographique et culturel particulier, ont l'effet pervers de dépolitiser les rapports ethniques et de genre, en invisibilisant les inégalités dont elles sont l'expression au profit d'une vision naturalisée de la « différence culturelle ». Sevrées de leurs conditions de production, les représentations militantes – qui, nous l'avons vu, font des catégories sociales de « paysan » et de « femme » des identifications politiques opposées *par nature* aux activités extractives – perdent leur valeur critique situationnelle et finissent par réifier et naturaliser ces rapports asymétriques que les acteurs locaux voudraient combattre en les visibilisant . Nous retrouvons ainsi, à une autre échelle, le processus de « politisation de l'altérité » et de « reproduction de l'inégalité » observés à l'échelle locale entre les militants, avec une différence et non des moindres que les acteurs locaux n'ont plus

aucun pouvoir sur ces représentations qui leur ont désormais échappé pour s'envoler dans l'espace médiatique et les imaginaires politiques mondiaux.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Cette thèse d'anthropologie visait à contribuer à la compréhension des reconfigurations sociales et politiques dans le Pérou contemporain face à l'expansion des activités minières, tout en fournissant des éléments utiles pour saisir les politiques de l'altérité menées dans d'autres contextes. Pour ce faire, elle a pris appui sur un travail de recherche centré sur la redéfinition et la mobilisation des rapports ethniques et de genre par un mouvement local d'opposition au secteur extractif dans le nord andin péruvien. Cela a permis de mettre à jour un double processus de politisation de l'altérité et de reproduction des inégalités, observable à différentes échelles.

Le postulat de départ de ce travail était que l'altérité – qu'elle soit de genre, de classe, ethnique ou « raciale » – n'est pas anhistorique et immuable, mais le produit de processus sociaux, économiques et politiques qui « naturalisent » les différences entre les acteurs et justifient, de la sorte, les inégalités entre eux. Cette approche m'a permis de me centrer sur l'altérité comme produit de processus pluriels et parfois conflictuels, où se croisent des actions menées « par le haut » – telle l'imposition des politiques économiques et institutionnelles étatiques – et des actions « par le bas » – telles l'interprétation de ces politiques par les sociétés locales ou l'opposition à celles-ci –, qui reconfigurent perpétuellement le sens des catégories sociales et les frontières entre les groupes. Les politiques de l'altérisation ont cependant des conséquences bien réelles sur l'accès des acteurs aux ressources et aux institutions, c'est-à-dire sur leur capacité à intervenir sur les processus qui déterminent leur avenir individuel et collectif. Il est alors devenu nécessaire d'interroger leurs effets sur les inégalités entre acteurs, c'est-à-dire l'aptitude des discours et des pratiques mobilisés à promouvoir des relations sociales plus égalitaires et une démocratisation de l'accès au politique.

C'est plus particulièrement au travers d'un travail de terrain mené à Cajamarca, dans les hautes terres andines, que j'ai abordé ces questions. Or, l'espace socio-politique de Cajamarca offre un terrain riche pour l'étude de ces problématiques, car cette région andine – l'une des plus « métisses » du pays – est, en peu de temps, devenue une importante destination d'investissement minier, ainsi que le lieu de fortes mobilisations contre l'expansion des activités minières. L'expansion récente des activités extractives à l'échelle globale et ses interactions avec la situation politique du Pérou depuis le début des années 1990 permettent de situer les phénomènes politiques, économiques et sociaux dont la région nord-andine de Cajamarca est le théâtre dans le contexte plus large de l'essor du capitalisme néolibéral. Ce qui se joue aujourd'hui autour de l'activité minière à Cajamarca est un ensemble de processus pluri-scalaires, certains récents, d'autres plus anciens, qui amènent à des conflits et alliances inédites entre organisations paysannes, ONG environnementales, religieux, ex-

guérilleros, anciens communistes, féministes, ministres, anthropologues, journalistes, et bien d'autres encore. Ces rencontres, et les collaborations qui en sont issues, redéfinissent les formes d'identification et d'action politique des acteurs sociaux, ainsi que les visions de l'Altérité indigène péruvienne.

Dans la mesure où les activités extractives – et plus généralement la mondialisation néolibérale dont elles sont l'un des moteurs – redéfinissent les rapports productifs et reconfigurent les hiérarchies socio-économiques qui y sont liées, les rapports de pouvoir entre acteurs à l'échelle locale et nationale s'en trouvent modifiés. La nouvelle place de la région de Cajamarca sur la scène des investissements miniers péruviens, donne une importance accrue aux acteurs locaux mobilisés dans les enjeux politiques et économiques nationaux. Cela m'a amenée à me demander si les mobilisations d'opposition aux activités minières constituent une opportunité de visibilité et d'émancipation pour les secteurs ruraux et populaires andins, si la participation aux mobilisations sociales contre l'extraction minière constitue un vecteur de démocratisation des rapports sociaux, et si les discours et représentations militantes sont reproductibles au-delà de l'échelle locale. Afin d'apporter des réponses à ces questionnements, j'ai eu recours à plusieurs approches et méthodes de travail que je vais rappeler dans les pages qui suivent avec les principaux résultats de cette recherche.

Mobilisations anti-minières, visibilité et émancipation

En ce qui concerne l'hypothèse d'une visibilité et une participation politique accrues des acteurs auparavant marginalisés par les rapports sociaux ethniques, sexuels et de classe, je me suis tout d'abord penchée sur la mise en place des opérations de Minera Yanacocha (MYSA). Le travail ethnographique mené dans la communauté de Wayrapampa et dans la capitale régionale, Cajamarca, m'a permis d'observer et d'analyser les transformations sociales et productives engendrées par le développement minier dans les environs du projet. Avec cette approche, j'ai pu aller par-delà les impacts environnementaux de l'activité extractive – qui font déjà l'objet d'une abondante littérature – pour mettre au jour les façons dont celle-ci se répercute sur les rapports sociaux locaux. Je me suis notamment intéressée à l'interprétation « émique » de ces processus, ce qui m'a amenée à constater la rupture entre les nouveaux rapports de production et les hiérarchies sociales locales. Les nouvelles trajectoires d'ascension sociale ou de paupérisation sont perçues comme illégitimes et génèrent, chez les habitants, un sentiment de « désordre » social. Ce dernier se manifeste par une réaffirmation – suivie d'une réappropriation – des normes ethniques et de genre comme réaction aux transformations sociales en cours.

Dans une logique de contextualisation et d'analyse du discours, j'ai complété mes entretiens avec des travailleurs de la compagnie minière et des militants urbains par l'observation participante de leurs interactions avec leurs « voisins » ou « camarades » habitant la zone rurale entourant les opérations de MYSA. J'ai ainsi pu relever les profondes asymétries sociales et la façon dont les logiques politiques et économiques des secteurs ruraux ou populaires sont délégitimées dès lors qu'elles semblent viser l'élévation sociale. Les transformations socio-économiques de la société rurale locale sont en effet représentées, par les classes moyennes et les élites locales, comme une « perte de coutumes », à entendre comme une transgression des normes ethniques supposées régir les hiérarchies sociales. Cette représentation m'a permis de mettre en lumière l'existence d'une injonction tacite, mais non moins effective, aux secteurs ruraux populaires de garder un mode de vie « traditionnel », promu à la fois par les travailleurs du programme de responsabilité sociale de l'entreprise minière et par les activistes « anti-miniers » qui s'opposent à la compagnie. Cette convergence illustre bien l'importance, pour les acteurs qui se situent en haut de la pyramide sociale locale, de maintenir les distinctions sociales selon lesquelles le « bon paysan » est celui qui conserve les dites « traditions ». Cet imaginaire acquiert cependant une vie propre, qui conduit, par la suite, des acteurs issus de différents milieux sociaux à se l'approprier pour légitimer leur opposition à l'expansion des activités minières.

Le constat d'un souci renouvelé de distinction des groupes socio-ethniques face à un contexte économique changeant permet de comprendre plusieurs discours et pratiques observés sur le terrain : la différenciation des espaces occupés par les habitants ruraux et par les professionnels urbains en visite sur la zone d'influence minière directe, mais aussi les aliments que chacun d'eux consomme (chapitre 2) ; l'indignation des habitants de la capitale régionale face aux pratiques spatiales du personnel minier, ainsi que leur frayeur face à l'occupation du centre-ville par des habitants des secteurs ruraux populaires en 2011 (chapitre 3) ; la séparation physique entre les groupes militants au nom des normes d' « ordre » et d'« hygiène » (chapitre 6) ; et l'interprétation du rapport des secteurs ruraux populaires avec le secteur minier comme relevant de leur degré d' « altérité » ethnique (chapitre 3). L'injonction à sauvegarder un mode de vie « traditionnel » et les hiérarchies sociales que y sont liées est doublement valable pour les femmes, auxquelles les normes de genre attribuent une place centrale dans le maintien des frontières entre les groupes et la reproduction sociale de celles-ci (Anthias et Yuval-Davis, 1992; Scott, 1988; Stoler 1989). Nous avons vu que cet impératif donne lieu à des discours et stratégies d'intervention de la compagnie minière dans son aire d'influence, ainsi qu'à une division ethnique et sexuelle des pratiques militantes.

En dépit de ce besoin renouvelé de distinction sociale, l'enquête de terrain a aussi révélé que les transformations socio-économiques et spatiales en lien avec le développement minier de la région

produisent de nouvelles formes d'alliances entre acteurs, différents de par leurs appartenances socio-économiques et/ou territoriales, autour d'une opposition commune aux activités extractives. La fabrication d'une identité « locale » partagée passe, en effet, par l'identification d'un ennemi commun, mis en scène par le récit du développement minier de la région comme une nouvelle rencontre coloniale, qui se consolide autour d'une représentation du conflit comme une opposition entre le « monde paysan » et le « monde minier ».

Le point de rencontre entre les différents acteurs et secteurs sociaux se situe dans un discours de préservation des ressources hydriques communes, qui contribue à consolider et à visibiliser l'opposition locale au secteur minier dans le cadre d'une attention internationale croissante à cette ressource. L'importance acquise par la ressource en eau dans les revendications locales ne peut être imputée uniquement à sa valeur d'usage pour les pratiques agricoles et la consommation humaine. Elle doit au contraire être expliquée par la valeur sociale et symbolique qu'elle acquiert dans ce contexte socio-territorial particulier. À la fois symbole de la société andine « traditionnelle » menacée par la pollution minière et support matériel d'un réseau d'alliance rassemblant divers secteurs socio-territoriaux, l'eau prend une dimension politique qui transcende ses différents usages. La mise en opposition de la ressource en eau avec la ressource en or participe d'ailleurs de la construction d'un discours militant qui présente le mode de production agro-pastoral et le mode de vie paysan andin comme totalement incompatibles avec la présence minière. Ce processus de construction sociale de la ressource en eau par le réseau militant devient particulièrement visible dans le cadre des pratiques et représentations visant les lacs menacés par Minas Conga, dont l'occupation permet d'apprécier la constitution d'une territorialité et d'une identification commune aux participants du réseau militant. Les significations attribuées à ces cours d'eau – dons de Dieu, victimes de l'action humaine, lieux de naissance de l'identité nationale, êtres non humains dotés d'une agentivité propre, etc. – aident à comprendre les pratiques militantes autour de la ressource : boire l'eau des lacs comme acte militant, la distribuer comme rituel d'entrée dans le réseau militant, attribuer des propriétés thaumaturgiques aux lacs, ou encore établir une forme de réciprocité entre humains et non humains.

Dans l'évolution locale des revendications, le passage des conditions de vente de la terre à la préservation de la ressource en eau coïncide avec une « montée en généralité » et un saut d'échelle de la critique locale de l'activité minière. En même temps, ce discours militant se tourne vers l'international. Principalement porté par des militants écologistes urbains, il engendre alors une marginalisation des acteurs ruraux locaux qui perdent ainsi le pouvoir de définir le conflit et ses enjeux. L'opposition dichotomique, développée par le discours militant, entre la ressource hydrique et les ressources minières amène aussi à passer outre les représentations locales du rapport entre les deux ressources. De la même manière, la représentation victimaire et féminisée des lacs conduit à

marginaliser les visions locales des lacs comme des êtres puissants et « méchants » auxquels on doit le respect (Bos et Grieco, à paraître). Le rapport local à l'environnement naturel et aux forces ambivalentes de la nature est ainsi mis de côté au profit d'une vision féminisée et victimisée de la « mère eau » (*Yakumama*) comme une divinité naturellement généreuse et bienveillante.

Tous ces résultats amènent à nuancer mon hypothèse initiale selon laquelle les mobilisations d'opposition aux activités minières constitueraient des opportunités de visibilité et d'émancipation pour les populations rurales et populaires. La présence des opérations minières entraîne effectivement, pour les habitants ruraux de la zone, de nouvelles possibilités de participation aux enjeux socio-politiques et économiques locaux. En revanche, du fait de l'injonction à conserver leur mode de vie « traditionnel », leur marge de manœuvre s'en trouve significativement réduite. Si les acteurs appartenant aux secteurs ruraux et populaires profitent d'une visibilité renouvelée dans les mobilisations contre les activités extractives, ce ne sont pas pour autant leurs visions et définitions du conflit qui prévalent, mais celles d'un réseau militant urbain tourné vers l'international. La présence minière et la participation à la mobilisation contre celle-ci ne génère donc pas une émancipation des acteurs marginalisés par les rapports de genre, ethniques et de classe *per se*, car les rapports sociaux ne connaissent pas de reformulation conséquente. Il ne faut pas pour autant jeter le bébé avec l'eau du bain, en tirant la conclusion d'une reproduction « mécanique » des hiérarchies sociales à l'échelle locale et régionale. Cela nous amène à la deuxième question posée en amont de ce travail, à savoir si la participation aux mouvements sociaux contre les projets miniers constituent des vecteurs de démocratisation des rapports sociaux.

Militantisme et démocratisation des rapports sociaux

L'enquête menée auprès des participants aux mobilisations sociales contre Minas Conga a montré comment l'imaginaire associant la société paysanne andine « traditionnelle » au refus « naturel » des activités minières est mobilisé par les acteurs opposés au projet minier. Dans les mobilisations de 2011-2013, on voit des militants issus de différents milieux sociaux converger autour d'une identification politique de « paysans ». Dans ce contexte, cette présentation de soi recouvre deux fonctions principales : l'une est de visibiliser les modes de production et de reproduction sociale comme incompatibles avec l'activité minière ; l'autre est de signifier la différence entre l'ordre social et les valeurs de la société andine « traditionnelle » en conflit avec ceux des nouveaux habitants venus de « l'extérieur ». L'identification politique paysanne rassemble donc des acteurs aux appartenances diverses, qui se perçoivent comme marginalisés ou risquant de l'être par leur ennemi commun représenté par la compagnie minière.

Tandis que les hommes militants, tant ruraux qu'urbains, des secteurs populaires émergents tendent à se présenter comme des « paysans » mobilisés en défense de leur mode de vie, l'autoreprésentation des militantes est toute autre. Celles-ci légitiment leur participation aux mobilisations par un discours politique maternaliste, sans référence ethnique explicite. Toutefois, dans le cadre des mobilisations, les pratiques féminines mettent en scène des formes de domesticité associées aux secteurs ruraux et populaires, participant ainsi de la signification de leur opposition et d'une reproduction symbolique de la société locale « traditionnelle ». Les identifications politiques de « paysan » et de « mère » contribuent – par leur « apolitisme » supposé – à légitimer la participation politique populaire de militants et militantes issus des secteurs ruraux et/ou urbains « émergents » n'ayant pas, en temps de « paix », d'accès légitime à l'espace public.

L'utilisation politique de l'altérité n'est cependant pas à confondre avec les usages sociaux de celle-ci : les militants ne renoncent pas à souligner les différences socio-territoriales et ethniques existant entre eux, frontières sociales qui, nous l'avons vu, se reproduisent dans les espaces et pratiques de la sociabilité militante. Afin de rendre compte de ces effets contradictoires, j'ai tâché de situer les entretiens avec les militants dans le contexte de leurs interactions au sein du mouvement social local, ainsi que des discours et formes de présentation de soi diffusés par les militants à destination de la presse et de la population locale. L'observation des interactions entre activistes a montré que les normes ethniques et de genre peuvent être utilisées tant pour légitimer la militance des femmes et des secteurs ruraux populaires que pour la discipliner. L'apparente contradiction entre le fait de « politiser l'altérité » paysanne ou féminine et celui de « reproduire l'inégalité » ethnique ou sexuelle n'en est pas vraiment une pour les acteurs sociaux concernés. Pour ceux-ci, ces identifications traduisent la dénonciation de leur marginalisation politique, ce qui est tout à fait compatible avec le maintien d'une « saine » différence sociale.

Dans le cadre de la mobilisation, on observe tout de même des formes d'égalisation des rapports entre organisations de la capitale et organisations des provinces, entre « anciens » et « jeunes » leaders sociaux, entre organisations « rurales » et organisations « urbaines », ainsi qu'une (re)légitimation de la présence genrée dans l'espace public, à l'œuvre des organisations de femmes mobilisées. Se profile ainsi un certain processus de démocratisation des relations, par lequel des acteurs provinciaux, d'origine rurale et issus des secteurs populaires, parviennent à se faire une place dans le réseau de mouvement aux côtés d'acteurs issus des élites et classes moyennes régionales. Pour autant, cette négociation n'est pas aisée ; elle est, au contraire, le résultat de luttes de pouvoir internes au réseau de mobilisation, où l'autorité des acteurs se joue sur leur capacité à se situer dans les rapports d'alliance et de compétition entre les différentes organisations du mouvement. Si les rapports entre organisations restent conflictuels, les collaborations et les logiques de la politique contestataire

créent un langage d'expression et de revendication légitime pour des acteurs locaux qui auraient autrement peu de visibilité et de participation dans l'avenir de leur localité. Cela nous amène à la dernière interrogation abordée dans cette recherche : les mobilisations contre l'extraction minière sont-elles en train de produire des modèles et discours reproductibles au-delà de l'échelle locale ?

Discours et représentations militants par-delà l'échelle locale

Le contexte politique national dans lequel s'inscrivent ces événements est, nous l'avons vu, celui d'un Pérou post conflit interne, de réforme néolibérale de l'État et de retour à la démocratie, ce qui se caractérise par des poussées centrifuges – engendrées par la réforme de la décentralisation – et des poussés centripètes – liées à la sécurisation du modèle primo-exportateur. Les acteurs sociaux locaux profitent en effet des espaces ouverts par la réforme pour exercer un plus grand contrôle sur leur territoire et avoir une influence dans les débats politiques nationaux. Pour analyser les impacts de la mobilisation sur la scène politique nationale, je me suis penchée sur les trajectoires politiques des leaders locaux au cours des élections régionales de 2014 et des élections nationales de 2016. Cela m'a permis d'apprécier la manière dont les alliances qui se tissent entre acteurs locaux et nationaux participent aussi d'un « saut d'échelle » des mobilisations locales contre les activités minières, qui traduit leurs enjeux et, parfois, positionne leurs principaux acteurs sur l'échiquier politique national. La période de l'après-conflit révèle en effet un processus d'institutionnalisation de l'opposition aux activités minières, par la (ré)élection de leaders sociaux à l'échelle locale, en lien avec une opposition politique nationale au modèle primo-exportateur émergente. On constate ainsi que les mobilisations contre l'extraction minière sont « plus » que de simples mouvements sociaux locaux : elles participent à la naissance de nouvelles alliances à l'échelle nationale, et à l'ouverture d'un débat politique autour du modèle économique dominant.

En plus d'agir sur la politique institutionnelle, la diffusion d'un discours critique des activités minières participe de la reconfiguration des identifications politiques des manifestants. Ce phénomène ne se borne pas à l'échelle locale et à la (re)politisation des catégories sociales de « paysan » et de « mère », mais concerne la redéfinition du sujet indigène comme « Autre » de la nation (Briones, 2005 ; Caballero et Giudicelli, 2016). Au fil des chapitres, nous avons décelé l'existence d'un imaginaire partagé par divers acteurs – des milieux institutionnels, scientifiques et militants –, qui identifient l'indianité, ou l'indigénéité, à la résistance, voire à la rébellion, face aux pouvoirs en place. Ce sont notamment les peuples indigènes d'Amazonie – nouveaux référents de l'altérité indigène nationale – qui sont pris pour modèles de la résistance au néolibéralisme. Dans la

troisième partie, je suis revenue sur ces représentations au travers d'une approche historique qui m'a semblé nécessaire pour illustrer les éléments de continuité entre les politiques de développement actuelles et le projet de modernisation libérale de la première époque républicaine. Cela m'a permis d'analyser les formes de criminalisation de l'opposition, ainsi que l'appropriation d'une identité indigène « rebelle » par les acteurs sociaux locaux.

Afin de mieux comprendre la reconfiguration et la réappropriation de l'indianité à l'époque contemporaine, il a été nécessaire d'aller au-delà des politiques institutionnelles. Si l'État détient encore le monopole de la définition officielle du sujet indigène, renouant ainsi avec des pratiques de pouvoir de l'époque coloniale et républicaine (Caballero, 2012 ; Salazar-Soler, 2013), d'autres représentations circulent dans l'espace social et médiatique national. C'est notamment le cas de la « nouvelle gauche » péruvienne et des organisations militantes critiques envers les activités extractives qui réinterprètent de façon positive l'image de l'Indien « insurgé », en faisant des peuples indigènes le nouveau sujet subalterne et révolutionnaire en puissance. Les pratiques répressives et altérisantes du gouvernement s'articulent avec les discours militants exaltant la résistance des peuples indigènes de façon à figer l'association entre indianité et résistance aux politiques néolibérales. Cet imaginaire est ensuite approprié par les acteurs des secteurs ruraux populaires opposés à l'expansion minière, qui invoquent alors une « race » indienne unissant les peuples andins et amazoniens opposés aux politiques du gouvernement. Ce positionnement n'est pas uniquement une forme d'« essentialisme stratégique » visant l'obtention de plus de reconnaissance et de droits, mais aussi le produit des nouveaux processus de marginalisation sociale et politique associés à l'activité minière, qui dépossèdent les populations locales de leur condition sociale de citoyens, en les réduisant à celle d'« Indiens ». C'est ainsi que se dessinent des identifications complexes, coproduites par l'expansion contemporaine de la frontière extractive, l'altérisation politico- raciale de ses opposants et la création de nouveaux dispositifs juridiques, telle la loi de consultation préalable. Ces images, débitrices de représentations de longue date de l'Indien « rebelle » et « résistant », sont aujourd'hui mises au service d'une redéfinition des frontières ethniques nationales.

Dans le contexte local étudié, l'identification politique à l'Indien ou à l'Indigène est avant tout une façon de donner du sens aux transformations socio-économiques et territoriales liées à l'expansion des activités extractives. De fait, celle-ci redessine les frontières internes à la société péruvienne qui, auparavant, distinguaient nettement le nord andin « métis » du sud andin « indien », une paysannerie andine « nationalisée » des natifs amazoniens « altérisés », etc. Ces frontières ethniques ont également – nous l'avons vu – une dimension de genre, à la fois importante et tacite. Tandis que la « fabrique » républicaine du sujet indigène a produit une représentation masculinisée de l'Autre, les reconfigurations sociales issues de la réforme agraire caractérisent les femmes comme

« plus indiennes » que les hommes de leur milieu social, ce que montrent bien les épisodes de racisme sexué dont les militantes – y compris les urbaines « métisses » – font l'expérience, ainsi que la visibilité accrue des femmes des secteurs ruraux et populaires dans les activités de mobilisation et leur diffusion à l'international. Représentée comme maternelle et apolitique, la participation féminine aux mobilisations apparaît comme moins menaçante que la participation masculine. Les femmes des secteurs ruraux et populaires locaux sont ainsi bien positionnées pour incarner les normes ethniques et de genre d'une société andine « traditionnelle » considérée comme menacée par l'expansion extractive, d'une part, et un type d'engagement moins susceptible d'être criminalisé que celui de leurs camarades hommes, d'autre part. Il en résulte une visibilité accrue des femmes dans les mobilisations contre le projet Minas Conga et une « féminisation » de l'image de l'opposition locale, qui trouve sa plus belle expression dans la figure de Máxima Acuña.

À l'échelle nationale comme locale, on observe ainsi que les activités extractives sont à l'origine de nouvelles formes de marginalisation sociale et politique, mais aussi de nouvelles alliances. Celles-ci amènent les acteurs critiques envers l'expansion des activités extractives à identifier des caractéristiques communes entre secteurs sociaux auparavant distincts par leur identification ethnique et socio-territoriale. Les représentations qu'ils mobilisent font écho à des processus plus larges de reconfiguration et de ré-signification contemporaines de l'altérité indigène comme « naturellement » opposée à l'expansion du capitalisme néolibéral. Dans la médiatisation du mouvement d'opposition local, cet imaginaire se traduit dans une représentation du conflit local comme opposant la petite paysannerie andine au grand capital.

Afin de documenter la diffusion médiatique du conflit, j'ai également restitué un travail de recueil d'articles de presse, de vidéos et de reportages photographiques ayant circulé dans les médias et réseaux sociaux entre 2013 et 2016. J'ai ainsi choisi d'illustrer la circulation des narratives militantes et le processus de mise en récit du conflit au moyen de photos et d'autres images. La popularisation du conflit implique une sélection et simplification des multiples discours et représentations mobilisées par les acteurs locaux, pour produire un récit unitaire à destination d'un public international. Si ce récit reproduit une identification de la « résistance » locale au projet minier aux secteurs ruraux et à ses protagonistes féminines, la représentation médiatique qui en résulte « naturalise » et « exotise » ces catégories sociales, en contant ce conflit comme un « choc entre deux mondes » – l'un moderne, masculinisé et destructeur, l'autre traditionnel, féminisé et vivant en harmonie avec la nature. Cette naturalisation et cette exotisation de l'opposition locale aux activités extractives a pour effet une essentialisation des identifications locales qui en évacue la dimension politique intrinsèque. Ce processus produit ainsi une invisibilisation des inégalités consubstantielles aux rapports ethniques et de genre, reproduisant les hiérarchies sociales entre acteurs.

Pour une approche intersectionnelle des politiques de l'altérité

Si on prend l'activité militante comme objet de recherche en soi, plutôt que comme la conséquence « naturelle » de l'expansion minière, toute la complexité des transformations socio-territoriales, des nouveaux rapports et alliances politiques, ainsi que l'agentivité des acteurs locaux, s'offrent aux yeux du chercheur. On découvre ainsi une nouvelle « génération » de militants locaux des deux sexes, ayant gravi les échelons socio-économiques des secteurs populaires ruraux et urbains, sans pour autant s'être complètement défaits de leurs « origines » paysannes ; on voit différentes affiliations socio-territoriales et politiques s'articuler aux rapports socio-ethniques locaux, pour produire une politisation des catégories sociales de « paysan » et de « mère » ; on décèle des éléments de continuité et de rupture dans les formes d'engagement local, ainsi que leur articulation avec des acteurs et des enjeux politiques nationaux. On découvre ainsi que, plutôt que leurs positions idéologiques, ce qui sépare les courants politiques à l'échelle locale est la différenciation sociale entre ceux qui en sont les porteurs, à savoir des acteurs issus des secteurs moyens, urbains et métis, qui profitent d'un accès légitime au politique et qui reformulent les impératifs de la justice sociale en fonction de ceux de l'écologie, d'une part, et des acteurs issus des secteurs populaires ruraux et urbains, qui ne peuvent aspirer à un accès légitime à l'espace public qu'en vertu de leur altérité, et qui se « font une place » par la revendication des droits autochtones nationaux et internationaux, d'autre part. La prise en compte de ces éléments permet de mieux comprendre les trajectoires politiques des acteurs, les relations de collaboration et de compétition qui les lient, les discours politiques qu'ils privilégient, ainsi que les répercussions et réceptions de ces derniers sur la scène politique nationale. Plus largement, cette ethnographie d'un réseau militant spécifique contribue à la compréhension du rapport entre l'expansion de la frontière extractive et le renouvellement des formes d'engagement politique dans le Pérou contemporain. Elle porte son regard sur l'action politique populaire depuis les « marges » de la nation, et esquisse ainsi une anthropologie de l'État par le local.

Outre mettre en lumière ces processus sociaux et politiques, l'approche ethnographique des activités militantes permet de démystifier certaines représentations partagées tant par les sciences sociales que pas les réseaux d'activistes. Plutôt que de témoigner d'une « absence » de l'État et d'une « autonomie » des mouvements sociaux locaux, le déroulement et les répercussions du conflit Conga confirment la présence des institutions publiques et la volonté des militants de s'en servir. Par l'appropriation des espaces et des procédures créées par la réforme de la décentralisation, les acteurs du réseau de mouvement local participent activement à la mise en opposition des autorités régionales

et nationales. Face à la limitation croissante des compétences administratives locales en matière de planification territoriale, les activités de protestation contribuent à (re)placer la question minière au centre du débat politique local et national. Il convient de constater que les mêmes caractéristiques qui font la légitimité de l'action politique contestataire – l'altérité ethnique et de classe affichée par les manifestants, la réduction de leur action politique à une question de « survie » sociale et biologique, la naturalisation des différences « culturelles » et la dimension affective de l'engagement – en font aussi son illégitimité dès lors que cette action est transposée dans la politique formelle. L'(auto)définition du vote électoral pour Santos, lors des élections présidentielles de 2016, comme une forme de « rébellion » confirme la persistance de la représentation de l'action politique des secteurs ruraux et populaires andins comme illégitime. Est ainsi reproduite, jusqu'aux plus hautes sphères du politique, une vision différentialiste des acteurs sociaux qui associe l'altérité à la résistance ou à la rébellion.

Cette thèse relève aussi les défis – pratiques, éthiques et méthodologiques – d'un terrain en situation de conflit social, de répression étatique et de très forte médiatisation. Elle présente les contraintes que ces conditions comportent, quelques pistes pour y faire face et une réflexion sur l'impact de ces choix sur la recherche. Sans prétendre à l'exceptionnalité, ces considérations gagneraient à être développées par la comparaison avec d'autres terrains et conflits médiatisés et la réflexion l'apport des sciences sociales dans un tel contexte. Dans une époque marquée par une démocratisation croissante et une circulation de la production audio-visuelle accrue, il me semble que la principale contribution de l'ethnographie est de restituer le contexte « ordinaire » d'événements présentés comme « spectaculaires », afin d'en déconstruire la caractère prétendument exceptionnel et de révéler les processus sociaux et historiques qui en sont à l'origine. Les effets de ces événements mériteraient sans doute d'être étudiés sur la longue durée : après la période de confrontation exacerbée, d'intense visibilité et politisation du conflit, que se passe-t-il à l'échelle locale ? Les collaborations locales et nationales sont-elles « durables » ou bien se perdent-elles progressivement avec la mémoire du conflit ?

Si ce travail propose une analyse anthropologique du militantisme, sa principale originalité réside dans le fait d'aborder ce sujet au travers d'une approche « intersectionnelle » des rapports ethniques et de genre. Ceux-ci ont été mobilisés de deux façons, l'une descriptive et l'autre analytique. Du point de vue descriptif, s'intéresser à la fois aux rapports ethniques et de genre permet de mettre en lumière les retombées inégales de l'activité minière, ainsi que les différents coûts (économiques, sociaux) de l'engagement, qui sont ressentis différemment par les acteurs en fonction de leur position sociale en tant que « femmes », « paysans » ou « femmes paysannes ». Cela permet de mettre en lumière des expériences qui seraient invisibles autrement, et de rendre compte de la

manière dont les transformations productives et environnementales liées à la mise en œuvre des activités minières contribuent à creuser les inégalités socio-économiques entre certains individus et groupes sociaux. D'un point de vue analytique, les catégories ethniques et de genre sont à considérer comme des moyens de signifier les rapports sociaux et le conflit lui-même : mobiliser l'altérité ethnique locale conduit ainsi à donner à voir la marginalisation des habitants par les nouvelles élites liées à l'activité minière ; mettre en lumière la participation féminine aux mobilisations contribue à présenter l'opposition locale comme « traditionnelle » et « apolitique » ; représenter le territoire objet de la contestation comme féminin et « indigène » revient à le positionner comme une victime ayant besoin de protection. Toutes ces formes de politisation et de dépolitisation des rapports sociaux partagent un même code – ancré dans les rapports ethniques et de genre dominants –, mais ne peuvent être homogénéisées, car à tout moment il faut se demander « qui parle », « de qui » et « à qui ». Le sens attribué au genre et à l'ethnicité par les acteurs sociaux locaux change de façon significative selon les organisateurs de la mobilisation, si ce sont les militants « de base », les leaders locaux ayant des liens à l'échelle nationale et/ou internationale, les instances de l'État ou encore les médias nationaux et internationaux. Enfin, ces représentations changent aussi en fonction du public auquel elles sont adressées : un même acteur social peut ainsi se déclarer « paysan » ou « mère » face à ses co-militants et « Indigène » ou « femme » face à l'État, à la société civile et aux institutions internationales.

L'adoption de cette perspective dans l'étude des politiques contemporaines de l'altérité ne permet pas uniquement de mettre au jour des expériences de l'activité minière et des discours militants qui seraient autrement invisibilisés ou mal compris ; elle permet aussi de prendre en considération l'imbrication des rapports ethniques et de genre et leur codétermination mutuelle. « Plus indiennes » que les hommes de leur milieu social, les femmes racisées sont en même temps perçues comme moins dangereuses en raison de leur sexe. Les femmes des secteurs ruraux et populaires locaux sont donc bien placées pour incarner les normes ethniques et de genre d'une société andine « traditionnelle » considérée comme « victime » de l'expansion extractive. Dans un contexte de criminalisation de la participation masculine (« terroriste » ou « rebelle »), la mise en exergue de la participation féminine vient apaiser les craintes d'un soulèvement ou d'une révolte. De fait, ces « bonnes Indigènes » ne peuvent pas facilement être désignées comme criminelles ou révoltées, car il s'agit de sujets supposés être « par nature » maternels, apolitiques et non-violents. De même, les femmes andines échappent à l'opposition binaire entre « Indien insurgé » et « Indien domestiqué » propre au multiculturalisme néolibéral : subalternes et résistantes à la fois, elles incarnent efficacement une construction politiquement autorisée et socialement genrée de l'opposition à l'extraction minière. La médiatisation de l'opposition locale à travers le cas de Máxima Acuña de

Chaupe, femme paysanne « pauvre » qui se bat pour garder son mode de vie, se prête bien à la diffusion de cette image « apolitique » des acteurs locaux mobilisés. L'histoire de Mme de Chaupe s'agence d'ailleurs à merveille avec des imaginaires mondialisés reliant la victimisation des femmes à celle de la nature et des peuples autochtones, ce qui maximise son impact médiatique international.

Si l'on renonce à séparer les catégories ethniques et de genre, on s'aperçoit que les représentations militantes de l'altérité indigène et féminine ont plusieurs éléments en commun : leur apolitisme supposé, un lien privilégié avec l'environnement naturel, une association à la reproduction sociale plutôt qu'à l'ascension socio-économique, etc. Les représentations militantes reproduisent ainsi les catégories sociales dominantes pour en faire un usage stratégique afin de légitimer leur action politique. La représentation « mondialisée » du conflit – comme une lutte inégale entre une femme paysanne andine et une entreprise minière transnationale – naturalise et réifie l'altérité ethnique et genrée de l'opposition locale de façon à représenter le conflit comme la rencontre entre « deux mondes ». La diffusion médiatisée du conflit occulte ainsi les demandes de justice sociale dont les identifications politiques locales sont porteuses, au profit d'une naturalisation des inégalités entre les acteurs du conflit.

Perspectives de recherche

Les phénomènes socio-économiques et politiques analysés dans cette thèse ne sont guère exclusifs aux nouveaux territoires miniers des Andes péruviennes ; ils relèvent, du moins en partie, d'un contexte plus large de mise en place de politiques économiques néolibérales, de reconfigurations socio-économiques et de formes d'opposition politique que celles-ci occasionnent. L'approche développée au fil du texte se prête en conséquence à la comparaison avec d'autres contextes en Amérique latine et dans le monde. J'esquisserai notamment trois pistes de recherche future, concernant : les effets sociaux des activités extractives, les politiques de l'altérité dans les mobilisations socio-environnementales et la construction sociale des ressources dans des contextes de conflit social.

Le principal objet de cette thèse, à savoir les effets sociaux des activités extractives, pourrait d'abord être élargi et enrichi par une comparaison avec d'autres régions minières développées ces 20 dernières années dans la région latino-américaine, pour ensuite s'étendre davantage jusqu'à inclure d'autres activités extractives (hydrocarbures, gaz de schiste), ainsi que les grands projets d'infrastructures. La comparaison pourrait être développée principalement de deux façons : d'une

part, en portant sur les formes d'engagement et de politisation de la question par les acteurs locaux, le contexte d'opportunités politiques et les alliances créées ; d'autre part, sachant que l'opposition aux activités extractives est beaucoup plus étudiée que son acceptation, il serait intéressant de se pencher sur des contextes où les mobilisations d'opposition ne se produisent pas. La question de l'impact des transitions productives sur les rapports sociaux à l'échelle locale pourrait aussi être enrichie par une étude des répercussions de la baisse des prix des matières premières depuis 2014, qui a ralenti, et parfois même paralysé, les investissements miniers dans certaines régions. Si les effets du « boom » minier des deux dernières décennies sont bien connus, il n'existe encore, à notre connaissance, aucun travail sur les effets sociaux des transitions post-extractives contemporaines. Ce type d'étude gagnerait notamment à établir une comparaison avec des régions d'extraction minière historique, tant latino-américaines qu'européennes, ayant déjà fait l'expérience d'une transition de l'activité minière vers d'autres activités productives. Finalement, les effets des activités extractives sur les rapports sociaux de sexe pourraient également faire l'objet d'un approfondissement, par la prise en compte des femmes actives travaillant dans le secteur minier. Celui-ci a adopté, au début des années 2000, une série de « bonnes pratiques » visant des politiques égalitaires de recrutement qui ont donné lieu à une féminisation du personnel. Qu'en est-il de l'image masculinisée du secteur minier, alors que celui-ci se technicise et se féminise ? Comment l'emploi minier agit-il sur les rapports sociaux de sexe de ses employé(e)s ? Les rares femmes que nous avons pu rencontrer à Cajamarca travaillant pour des compagnies minières à des postes généralement masculins (ingénieur, géologue) se plaignaient que l'emploi minier les avait rendues, aux yeux des hommes de leur milieu social, trop puissantes socioéconomiquement. Ces femmes actives, propriétaires de maisons « modernes » et de pickups qu'elles conduisent elles-mêmes, se voyaient ainsi isolées de leur milieu social et dans l'impossibilité de trouver un partenaire local en raison d'un « excès d'*empowerment* ».

Les recours aux politiques de l'altérité dans les conflits socio-environnementaux se prêtent à de nombreuses comparaisons, par leur élargissement à d'autres régions d'extraction minière ou pétrolière, ainsi qu'aux conflits d'aménagement territorial telle que la construction de barrages hydro-électriques ou de grands axes de communication. Il conviendrait notamment de comparer les représentations militantes et/ou médiatisées de l'autochtonie féminisée avec les normes et modèles sociaux locaux, par le recours à une méthode d'investigation visuelle participative. D'éventuelles comparaisons nord-sud – par exemple entre les mobilisations contre l'exploitation du gaz de schiste aux États-Unis ou celles contre l'exploitation du pétrole en Amazonie – permettraient peut-être d'approfondir davantage le rapport entre certains imaginaires écologistes contemporains et les nouvelles formes d'inégalité sexuelle, ethnique et nord-sud. Les enjeux d'échelle de ces politiques de

l'altérité mériteraient également d'être approfondis. Il conviendrait notamment de se pencher sur les collaborations entre les organisations locales et les ONG internationales, de façon à mieux saisir l'orientation et les enjeux des stratégies de diffusion adoptées. Cela permettrait de saisir comment les politiques locales de l'altérité évoluent avec le temps, en dialogue avec d'autres acteurs institutionnels et mobilisations sociales. Pendant un court séjour sur le terrain en 2017, une membre de l'association *Mujeres en Defensa de la Vida* me racontait avoir participé à une réunion d'organisations locales mobilisées contre l'extraction minière avec un groupe de femmes amazoniennes. Sur la base de cette expérience, elle faisait un rapprochement entre son organisation de femmes urbaines métisses et celle des femmes indigènes : « Nous on se bat pour quoi ? Pour la terre et pour l'eau. Les femmes indigènes elles se battent pour quoi ? Pour la terre et pour l'eau. C'est pareil ». Pendant ce séjour, une autre militante me faisait part de la collaboration de son organisation avec le gouvernement régional, dans le but de donner de la visibilité à la problématique de la violence faite aux femmes dans des contextes de conflit social. Sur l'onde des mobilisations « *ni una menos* »⁷⁹⁵, l'enjeu était de dénoncer les épisodes de violence envers les femmes perpétrés tant par l'armée et les forces de police que par les camarades de lutte masculins, pendant les mobilisations contre Minas Conga et l'état d'urgence qui s'en est suivi. Ces échanges laissent deviner un élargissement des thématiques embrassées par l'engagement féminin local, partant de la question strictement minière vers d'autres revendications plus spécifiquement « ethniques » ou « de genre ».

Finalement, une piste de recherche que j'ai esquissée dans ce travail et que je souhaiterais approfondir par la suite est celle de la construction sociale des ressources. Les conflits autour des ressources sont au centre d'une vaste littérature qui relève du champ de l'écologie politique, mais, dans cette littérature, les « visions locales » des ressources restent souvent peu approfondies. Il me semble que l'enquête ethnographique et l'analyse anthropologique auraient beaucoup à apporter à notre compréhension de la valeur sociale et symbolique attribuée aux ressources par les acteurs locaux, mais aussi de la façon dont celle-ci est (re)construite et (re)signifiée dans un contexte local donné, de façon à contribuer à la définition des enjeux du conflit et à ses possibles issues. L'étude ethnographique des conflits autour des ressources dites « naturelles » pourrait participer à une meilleure compréhension des activités locales de signification et d'interprétation du conflit, de la manière dont celles-ci se déclinent avec des acteurs et des discours agissant à d'autres échelles et des

⁷⁹⁵ Mobilisation contre la violence machiste qui apparaît en 2015 en Argentine et s'est rapidement propagée à d'autres pays latino-américains, avec d'importantes répercussions politiques et médiatiques. Le mot d'ordre « *ni una menos* » (pas une de moins) reprend un poème de Susana Chavez - "*Ni una muerta más*" (pas une morte de plus) - dénonçant la récurrence des meurtres de femmes de Ciudad Juarez, Mexique.

visions locales de la ressource, telle que celles passées sous silence car incompatibles avec le discours militant. Plutôt que voir les interactions entre différents groupes sociaux et activités productives comme la « rencontre » entre différentes visions du monde, il me semble scientifiquement et politiquement plus productif de se pencher sur les modes de traduction, de circulation et de mise en récit des différentes représentations de la société et de l'environnement. Cette perspective me paraît indispensable à une approche critique des processus d'altérisation contemporains et des nouvelles formes de subalternisation auxquelles elles sont associées.

BIBLIOGRAPHIE

- Abélès, Marc. 2008. *Anthropologie de la globalisation*. Paris : Payot.
- Absi, Pascale. 2002. « Le pacte avec le diable ». *Journal des anthropologues*. Association française des anthropologues 90-91: 105-20.
- . 2003. *Les Ministres du diable : le travail et ses représentations dans les mines de Potosí, Bolivie*. Paris : L'Harmattan.
- . 2010. « La professionnalisation de la prostitution. Le travail des femmes (aussi) en question ». *L'homme et la société* 176-177: 193-212.
- Acosta, Alberto. 2011. « Extractivismo y neoextractivismo : dos caras de la misma madición ». In *Más allá del desarrollo*, édité par le Grupo Permanente de Trabajo sobre Alternativas al Desarrollo, 83-120. Quito : Ediciones Abya Ayala ; Fundación Rosa Luxembourg.
- Agarwal, Bina. 1996. « Gender, Environment, and Poverty Interlinks : Regional Variations and Temporal Shifts in Rural India, 1971-91 ». *World Development* 25 (1) : 23-52.
- Agier, Michel. 2006. « Ce qui rend les terrains sensibles... et l'anthropologie inquiète ». In *Terrains sensibles : expériences actuelles de l'anthropologie*, édité par Florence Bouillon, Marion Fresia, et Virginie Tallio, 175-184. Paris : EHESS-CEAf.
- Arguedas, José María, Izquierdos Ríos, Francisco (éds). 2009 [1947]. *Mitos, leyendas y cuentos del Perú*, Madrid : Siruela.
- Akerman, James. (éd.) 2017. *Decolonizing the Map. Cartography from Colony to Nation*. Chicago : University of Chicago Press.
- Albò, Xavier. 1991. « El retorno del Indio ». *Revista Andina* 18 : 299-366.
- Alvarez, Sonia, Dagnino Evelyn, et Escobar Arturo. (éds.) 1998. *Cultures of Politics Politics of Cultures : Re-Visioning Latin American Social Movements*. Boulder CO : Westview Press.
- Alvarez, Sonia E. 1999. « Advocating feminism : The Latin American Feminist NGO "Boom" ». *International Feminist Journal of Politics* 1 (2) : 181-209.
- Amselle, Jean-Loup. 2010. *Révolutions : Essais sur les primitivismes contemporains*. Paris : Stock.
- Amselle, Jean-Loup, et Elikia M'Bokolo. (éds.) 2005. *Au coeur de l'ethnie : Ethnies, tribalisme et État en Afrique*. Paris : Éditions La Découverte.
- Anderson, Benedict. 1991. *Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. London ; New York : Verso.
- Anthias, Floya, et Yuval-Davis Nira. 1992. *Racialized Boundaries : Race, Nation, Gender, Colour and Class and the Anti-Racist Struggle*. London ; New York : Routledge.

- Anzaldúa, Gloria. 1987. *Borderlands/La Frontera : The New Mestiza*. San Francisco : Aunt Lute Books.
- Appadurai, A. 1990. « Disjuncture and Difference in the Global Cultural Economy ». *Theory, Culture & Society* 7 (2) : 295-310.
- Arana, Maria Teresa. 2005. « Representaciones sociales de las mujeres cajamarquinas sobre la contaminación medioambiental minera ». In *Género y gestión de recursos naturales : resumen de investigaciones, experiencias y lecciones aprendidas*, 51-81. Lima : SEPIA.
- Arana Zegarra, Marco. 2002. « Resolución de conflictos medioambientales en la cuenca del Rio porcon, 1993-2002 ». Thèse de Maitrise en Sociologie, Pontificia Universidad Católica del Perú.
- Arce, Moisés. 2008. « The Repoliticization of Collective Action After Neoliberalism in Peru ». *Latin American Politics and Society* 50 (3) : 37-62.
- Arce, Moisés. 2014. *Resource Extraction and Protest in Peru*. Pittsburgh : University of Pittsburgh Press.
- Arellano Yanguas, Javier. 2011. *¿Minería sin fronteras? Conflicto y desarrollo en regiones mineras del Perú*. Lima : IEP, PUCP.
- . 2013. *Minería y conflicto en Perú : sembrar minerales, cosechar una avalancha de piedras*. Lima : IEP, CEPES, GPC.
- Arellano Yanguas, Javier, et Andrés Mejía Acosta. 2014. « Distributing the Wealth from the Earth ». *IDS Bulletin* 45 (5) : 58-68.
- Arnaud, Lionel, et Christine Guionnet. (éds.) 2015. *Les frontières du politique : Enquêtes sur les processus de politisation et dépolitisation*. Rennes : PUR.
- Arroyo Aline, et Boelens, Rutgerd. (éds.) 2013. *Agua Robada. Despojo hídrico y movilización social*. Lima : IEP ; Quito : Abya Yala.
- Assadourian, Carlos Sempat. 1982. *El sistema de la economía colonial : mercado interno, regiones y espacio económico*. Lima : IEP.
- Asséo, Henriette. 2007a. « L'invention des "nomades" en Europe au XXe Siècle et la nationalisation impossible des Tsiganes ». In *L'identification, genèse d'un travail d'État*, édité par Gérard Noiriel, 161-181. Paris : Belin.
- . 2007b. « Pourquoi tant de haine ? L'intolérance administrative à l'égard des Tsiganes de la fin du 19ème siècle à la veille de la Deuxième Guerre mondiale ». *Diasporas Histoire et sociétés* 10 : 50-67.
- Avanza, Martina, et Gilles Laferté. 2005. « Dépasser la « construction des identités » ? Identification, image sociale, appartenance ». *Genèses* 61 (4) : 134-152.

- Avila, Javier. 2003. « Discursos y prácticas (des)centralistas en la “periferia” rural de Ayacucho : el caso de Luricocha ». In *Ayacucho - Centralismo y Decentralización*, édité par Ludwig Huber, 105-53. Lima : IEP.
- Azpur, Javier. 2010. « Aportes para un necesario balance de la reforma descentralista ». In *Peru hoy : Centralismo y concentración*, 153-74. Lima : DESCO.
- Bacchetta, Paola. 2015. « Décoloniser le féminisme : intersectionnalité, assemblages, co-formations, co-productions ». *Les cahiers du CEDREF. Centre d'enseignement, d'études et de recherches pour les études féministes*, n° 20. [En ligne], mis en ligne le 15/06/2015, consulté le 11/06/2018. Disponible sur : <http://journals.openedition.org/cedref/833>
- Bakewell, Peter. 2010. *Miners of the Red Mountain : Indian Labor in Potosí, 1545-1650*. Albuquerque : University of New Mexico Press.
- Balandier, Georges. 1967. *Anthropologie politique*. Paris : PUF.
- Ballard, C., et G. Banks. 2003. « Resource Wars : The Anthropology of Mining ». *Annual Review of Anthropology* 32 : 287-313.
- Barlow, Maude, et Clarke Tony. 2003. *Blue Gold : The Battle Against Corporate Theft of the World's Water*. London : Earthscan Publications Ltd.
- Barnard, Alan. 2006. « Kalahari Revisionism, Vienna and the 'Indigenous Peoples' Debate* ». *Social Anthropology* 14 (1) : 1–16.
- Barth, Fredrik. 1969. *Ethnic Groups and Boundaries: The Social Organization of Culture Difference*. Bergen: Little Brown.
- Bastidas Aliaga, Maria. 2009. « Actores y ambientalimos : continuidades & cambios en los conflictos socioambientales en el Perú ». In *Minería y territorio en el Perú : conflictos, resistencias y propuestas en tiempos de globalización*, édité par José De Echave, Raphael Hoetmer, et Mario Palacios, 63-84. Lima : PDTG.
- Baviskar, Amita. 2003. « For a Cultural Politics of Natural Resources ». *Economic and Political Weekly* 38 (48) : 5051-55.
- . 2007. *Waterscapes : The Cultural Politics of a Natural Resource*. New Delhi : Permanent Black.
- Bebbington, Anthony. 2007a. « La sostenibilidad social de los recursos naturales : consideraciones a partir de los conflictos mineros en latinoamerica ». *Debate Agrario : Analysis y Alternativas* 42 : 31-78.
- . (éd.) 2007b. *Minería, movimientos sociales y respuestas campesinas. Una ecología política de transformaciones territoriales*. Lima : IEP, CEPES.

- . 2007c. « Social Movements and the Politicization of Chronic Poverty ». *Development and Change* 38 (5) : 793-818.
- . (éd.) 2013. *Industrias extractivas, conflicto social y dinámicas institucionales en la Región Andina*. Lima : IEP, CEPES, GPC.
- Bebbington, Anthony, et Jeffrey Bury. 2009. « Institutional challenges for mining and sustainability in Peru ». *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America* 106 (41) : 17296-17301.
- Bebbington, Anthony et al.. 2007. « Movimientos sociales, lazos transnacionales y desarrollo territorial rural en zonas de influencia minera : Cajamarca-Perú y Cotacachi-Ecuador ». In *Minería, Movimientos Sociales y Respuestas Campesinas : una ecología política de transformaciones territoriales*, édité par Anthony Bebbington, 163-230. Lima : IEP, CEPES.
- Bebbington, Anthony et al. 2007. *Mining and Development in Peru. With Special Reference to The Rio Blanco Project, Piura*. London : PSG.
- Bebbington, Anthony et al.. 2008. « Contention and Ambiguity : Mining and the Possibilities of Development ». *Development and Change* 39 (6) : 887-914.
- Bebbington, Anthony et al.. 2008. « Mining and Social Movements : Struggles Over Livelihood and Rural Territorial Development in the Andes ». *World Development* 36 (12) : 2888-2905.
- Beck, Ulrich. 1992. *Risk Society : Towards a New Modernity*. London ; Thousand Oaks ; New Delhi ; Singapore : SAGE Publications Ltd.
- Becker, David G. 1983. *The New Bourgeoisie and the Limits of Dependency. Mining, Class, and Power in Revolutionary Peru*. Princeton : Princeton University Press.
- Bedoya, César et Isabel Hurtado. 2013. « Évolution des conflits sociaux et environnementaux au Pérou : Une lecture générale ». *Problèmes d'Amérique latine* 88 (1) : 77-94.
- Bellier, Irène. 2006. « Identité globalisée et droits collectifs : les enjeux des peuples autochtones dans la constellation onusienne ». *Autrepart* 38 (2) : 99-118.
- Benegiamo, Maura. 2016. *Governing the Global Frontiers. Agribusiness, Landgrabbing and pastoralists communities*. Thèse de Doctorat en Regional Planning and Public Policies, University IUAV, Venice, Italy.
- . 2018. « Understanding expulsion in current agrarian development. Nature, financiarisation and the devaluation of labor ». Communication présenté au séminaire “Global crisis in a World-Ecology perspective”, Université de Catania, Ragusa, 5 Juin 2018.
- Beneria, Lourdes, Berik Günseli, et Floro Maria. 2015. *Gender, Development and Globalization : Economics as if All People Mattered*. New York : Routledge.

- Benford, Robert D., et David A. Snow. 2000. « Framing Processes and Social Movements : An Overview and Assessment ». *Annual Review of Sociology* 26 : 611-39.
- Bengoa, José. 2000. *La emergencia indígena en América Latina*. Sección de obras de sociología. Santiago : Fondo de cultura económica.
- . 2009. « ¿Una segunda etapa de la Emergencia Indígena en América Latina? » *Cuadernos de Antropología Social*, n° 29 : 7-22.
- Bereni, Laure, et Anne Revillard. 2008. « La dichotomie “public-privé” à l’épreuve des critiques féministes : de la théorie à l’action publique ». In *Genre et action publique : la frontière public-privé en questions*, par Pierre Muller et Réjane Sénac-Slawinski, 27-55. Paris : L’Harmattan.
- . 2012. « Un mouvement social paradigmatique ? Ce que le mouvement des femmes fait à la sociologie des mouvements sociaux ». *Sociétés contemporaines* 85 : 17-41.
- Bernex, Nicole. 2013. « L’Amazonie péruvienne entre intégration et dégradation ». *Problèmes d’Amérique latine* 88 : 95-121.
- Bertheleu, Hélène. 2007. « Sens et usages de « l’ethnisation ». Le regard majoritaire sur les rapports sociaux ethniques ». *Revue européenne des migrations internationales* 23 (2) : 7-28.
- Bey, Marguerite. 2010. « Réformes néolibérales et tensions sur les ressources dans la décentralisation au Pérou et au Mexique ». *Revue internationale de politique comparée* 17 (3): 127-42.
- Bierschenk, Thomas, et Olivier de Sardan. 1994. « ECRIS : Enquête Collective Rapide d’Identification des conflits et des groupes Stratégiques » *Bulletin de l’APAD*, n° 7 [en ligne], mis en ligne le 03/12/2007, consulté le 04/06/2017. Disponible sur : <http://journals.openedition.org/apad/2173>
- Blondet, Cecilia. 2004. « Community Kitchens : A Peruvian Experience ». In *Women’s Participation in Social Development : Experiences from Asia, Latin America, and the Caribbean*, édité par Karen Marie Mokate, 111-128. New York, Washington : Inter-American Development Bank.
- Blondet, Cecilia, et Montero Carmen. 1995. *Hoy : menu popular : los comedores en Lima*. Lima : IEP, UNICEF.
- Bocara, Guillaume. 2011. « Le gouvernement des « Autres ». Sur le multiculturalisme néolibéral en Amérique Latine ». *Actuel Marx* 50 : 191-206.
- Bocara, Guillaume, et Ayala Patricia. 2011. « Patrimonializar al indígena. Imaginación del multiculturalismo neoliberal en Chile ». *Cahiers des américaines latines* 66 : 207-27.
- Boelens, Rutgerd. 2015. *Water, Power and Identity : The Cultural Politics of Water in the Andes*. Abingdon, Oxon ; New York : Routledge.

- Boelens, Rutgerd, Cremers Leontien, et Zwarteveen Margreet. (éds.) 2011. *Justicia Hídrica. Acumulación, Conflicto y Acción Social*. Lima : IEP, Fondo Editorial PUCP.
- Boesten, Jelke. 2010. *Intersecting Inequalities : Women and Social Policy in Peru, 1990-2000*. University Park, PA : The Pennsylvania State University Press.
- Boidin, Capucine. 2008. « Métissages et genre dans les Amériques : Des réflexions focalisées sur la sexualité ». *Clio. Femmes, Genre, Histoire* 27 : 169-195.
- . 2011. *Guerre et métissage au Paraguay, 2001-1767*. Rennes : PUR.
- Bonilla, Héraclio. 1974. *El minero de los Andes*. Lima: Instituto de Estudios Peruanos
- Bos, Vincent. 2017. *Construction sociale de la ressource et renégociation des régulations Analyse du secteur minier péruvien, fin du XXe siècle - début du XXIe siècle*. Thèse de Doctorat en Géographie et Aménagement du Territoire, Université Sorbonne - Nouvelle Paris 3 Sorbonne Paris Cité École Doctorale 122 Europe Latine - Amérique Latine Centre de Recherche et de Documentation des Amériques (CREDA).
- Bos, Vincent, et Kyra Grieco. (à paraître). « L'eau : ressource naturelle, ressource politique? Reconstruction de la ressource hydrique en contexte d'opposition au secteur minier dans le nord du Pérou ». *Caravelle. Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*.
- Bosa, Bastien, Santamaría Ángela, et Wittersheim Eric. (éds) 2008. *Luchas indígenas y trayectorias poscoloniales*. Bogotá, D.C. : Editorial Universidad del Rosario.
- Bouillon, Florence. 2006. « Pourquoi accepte-t-on d'être enquêté ? Le contre-don, au cœur de la relation ethnographique ». In *Terrains sensibles*, édité par Florence Bouillon, Marion Fresia, et Virginie Tallio, 75-95. Paris : EHESS-CEAcf.
- Boutron, Camille. 2009. « Genre et conflit armé : la trajectoire des femmes combattantes du conflit armé interne péruvien (1980-2000) et leur réintégration à la société civile comme éléments d'interprétation de la réconciliation nationale. » Thèse de Doctorat en Sociologie, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine (IHEAL) – Paris 3 Sorbonne Nouvelle.
- Boyd, Stephanie. 2010. *Operacion Diablo (film documentaire)*. Guarango.
- Boyd, Stephanie, et Enrique Caballos. 2002. *Choropampa : El Precio del Oro (film documentaire)*. Guarango.
- . 2007. *Tambogrande: mangos, muerte, minería (film documentaire)*. Guarango.
- Boyer, Véronique. 2015. « Énoncer une “identité” pour sortir de l'invisibilité, Announcing an “Identity” to Escape Invisibility ». *L'Homme* 214 : 7-36.
- Bradshaw, Sarah. 2008. « From Structural Adjustment to Social Adjustment A Gendered Analysis of Conditional Cash Transfer Programmes in Mexico and Nicaragua ». *Global Social Policy* 8 (2) : 188-207.

- Brandenburg, Heidi, et Orzel Mathew. 2016. *El choque de dos mundos (2016)*. Yachaywasi Films.
- Bridge, Gavin. 2004. « Mapping the Bonanza: Geographies of Mining Investment in an Era of Neoliberal Reform ». *The Professional Geographer* 56 (3): 406-21.
- Briones, Claudia. 2005. *Cartografías argentinas : políticas indigenistas y formaciones provinciales de alteridad*. Buenos Aires : Antropofagia.
- Brubaker, Rogers. 2001. « Au-delà de l'«identité» ». *Actes de la recherche en sciences sociales* 139 (4) : 66-85.
- Bryant, Raymond., et Bailey Sinéad. 1997. *Third World Political Ecology*. London ; New York : Routledge.
- Burawoy, Michael et al.. *Global Ethnography : Forces, Connections, and Imaginations in a Postmodern World*. Berkley and Los Angeles : University of California Press.
- Burga, Manuel. 1987. *Nacimiento de una utopía: muerte y resurrección de los incas*. Lima: Instituto de Apoyo Agrario.
- Burneo, María Luisa. 2013. « Elementos para volver a pensar lo comunal : nuevas formas de acceso a la tierra y presión sobre el recurso en las comunidades campesinas de Colán y Catacaos ». *Anthropologica del Departamento de Ciencias Sociales* 31 (31) : 16-41.
- Burneo, Maria Luisa, et Anahí Chaparro. 2010. « Poder, comunidades campesinas e industria minera : el gobierno comunal y el acceso a los recursos en el caso de Michiquillay ». *Anthropologica* 28 (Suplemento 1) : 85-110.
- . 2011. *Michiquillay : Dinámicas de transferencia y cambios en los usos y la valoración de la tierra en el contexto de expansión minera en una comunidad campesina andina*. Lima : Coalición Internacional para el Acceso a la Tierra.
- Bury, Jeffrey. 2004. « Livelihoods in transition : transnational gold mining operations and local change in Cajamarca, Peru ». *Geographic Journal* 170 (1) : 78-91.
- . 2007. « Mining Migrants : Transnational Mining and Migration Patterns in the Peruvian Andes ». *The Professional Geographer* 59 (3) : 378-389.
- Cadena, Marisol de la. 1995. « Women Are More Indian' : Ethnicity and Gender in a Community in Cuzco ». In *Ethnicity, Markets, and Migration in the Andes : At the Crossroads of History and Anthropology*, édité par Brooke Larson, Olivia Harris, et Enrique Tandeter. Durham ; London : Duke University Press.
- . 2000. *Indigenous Mestizos : The Politics of Race and Culture in Cuzco, Peru, 1919–1991*. Durham, NC : Duke University Press Books.
- Cadena, Marisol de la, Foster Robert, et Reichman Daniel. 2015. *Earth Beings : Ecologies of Practice across Andean Worlds*. Durham NC : Duke University Press Books.

- Callon, Michel, Pierre Lascoumes, et Yannick Barthe. 2001. *Agir dans un monde incertain - Essai sur la démocratie technique*. Paris: Seuil.
- Camino, Lupe. 1992. *Cerros, plantas y lagunas poderosas : la medicina al norte del Perú*. Lima : CIPCA PIURA.
- Campbell, Bonnie. 2009. *Mining in Africa: Regulation and Development*. Chicago : University of Chicago Press.
- Cánepa Koch, Gisela. 2008. *The Fluidity of Ethnic Identities in Peru*. 46 de CRISE Working Paper. Oxford : CRISE, University of Oxford.
- Canessa, Andrew. 2014. « Conflict, Claim and Contradiction in the New 'Indigenous' State of Bolivia ». *Critique of Anthropology* 34 (2) : 153-173.
- . 2015. « Les paradoxes des politiques multiculturelles en Bolivie : entre inclusion et exclusion ». *Problèmes d'Amérique latine* 92 (2) : 11-26.
- Canghiari, Emanuela. 2015. « Se réappropriier le passé : patrimonialisation des vestiges archéologiques et inclusion sociale en Lambayeque (Pérou) ». *Cahiers des Amériques latines*, 78 : 115-131.
- . 2018. *La dialectique des restes. Circulation, trafic et appropriation des vestiges archéologiques au Pérou*. Thèse de Doctorat en Anthropologie Sociale et Ethnologie, École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS).
- Cappello, Elena Apostoli. 2013. *Tutti siamo indigeni! Giochi di specchi tra Europa e Chiapas*. Padova : CLEUP.
- Capredon, Elise. 2016. « Les Églises autonomes. Évangélisme, chamanisme et mouvement indigène chez les Baniwa de l'Amazonie brésilienne ». Thèse de Doctorat en Anthropologie Sociale et Ethnologie, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales - Paris ; Universidade do Estado do Rio de Janeiro.
- Cardon, Dominique, et Granjon Fabien. 2013. *Médiactivistes*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Cardoso, Gustavo. 2012. « Networked life world : four dimensions of the cultures of networked belonging ». *Observatorio (OBS) Journal*, Special Issue : 197-205.
- Cavero, Martin. 2018. *Avis divergents des paysans péruviens face au projet minier Conga. Pour une anthropologie de la justification*. Mémoire de Master 2 en Anthropologie Sociale et Ethnologie, École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS).
- Cefai, Daniel. 2007. *Pourquoi se mobilise-t-on ?* Paris: La Découverte.
- Chacón, Raúl. 2005. « Rondas Campesinas de Mujeres, Participacion social y política, y problematica ambiental en Bambamarca (Cajamarca) ». In *Género y gestión de recursos naturales :*

resumen de investigaciones, experiencias y lecciones aprendidas -Programa de Becas de tesis de Maestría 2002-2004, édité par Patricia Oliart. Lima : SEPIA.

- Chambers, Sarah. 2003. « Little Middle Ground. The Instability of a Mestizo Identity in the Andes, Eighteenth and Nineteenth Centuries ». In *Race and Nation in Modern Latin America*, édité par Nancy P. Appelbaum, Anne S. Macpherson, et Karin Alejandra Roseblatt, 32-54. Chapel Hill: University of North Carolina Press.
- Chant, Sylvia. 2008. « The 'Feminisation of Poverty' and the 'Feminisation' of Anti-Poverty Programmes : Room for Revision? » *The Journal of Development Studies* 44 (2) : 165-97.
- Chapagain, Ashok, et Arjen Hoekstra. 2003. « Virtual water flows between nations in relation to trade in livestock and livestock products ». *Value of Water Research Report Series 13*. Delft : UNESCO-IHE.
- Chapagain, Ashok, Arjen Hoekstra, Hubert Savenjie, et Robert Gautam. 2005. « The water footprint of cotton consumption. Value of Water » *Research Report Series, 18* . Delft : UNESCO-IHE.
- Chatterton, Paul, et Jenny Pickerill. 2010. « Everyday Activism and Transitions towards Post-Capitalist Worlds ». *Transactions of the Institute of British Geographers* 35 (4): 475-90.
- Chaumeil, Jean-Pierre. 1984. « Organisations indigènes de l'Amazonie péruvienne ». *Journal de la société des américanistes* 70 (1) : 193-98.
- . 2009. « El comercio de la cultura : el caso de los pueblos amazónicos ». *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, n° 38 (1) : 61-74.
- Chavez Ortiz, Jorge. 2015. « Proyectos mineros e hidroeléctricos presentes en la región de Cajamarca ». Cajamarca : GRUFIDES. Disponible en ligne sur : <http://www.grufides.org/sites/default/files//documentos/> (dernier accès 11/07/2018).
- Choncol, Jacques, et Marie-Chantal Barre. 1981. « Indigénisme et indianisme en Amérique Latine ». *Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien* 37 : 276-78.
- Chungara, Domitila Barrios de. 1978. *"Si me permiten hablar..." : testimonio de Domitila, una mujer de las minas de Bolivia*. La Paz : Siglo XXI Editores S.A.
- Clifford, James. 2001. « Indigenous Articulations », 13 (2), Special Issue: Native Pacific Cultural Studies on the Edge, 468-490.
- Cole, Jeffrey. 1985. *The Potosí Mita : Compulsory Indian Labor in the Andes*. Stanford : Stanford University Press.
- Coleman, Thomas. 2012. « Who Owns the Water? An Analysis of Water Conflicts in Latin American and Modern Water Law », *Intersections* 12 (2) : 1-19.
- Comaroff, John, et Jean Comaroff. 2009. *Ethnicity, Inc.*. Chicago : University of Chicago Press.

- Cometti, Geremia. 2015. *Lorsque le brouillard a cessé de nous écouter : Changement climatique et migrations chez les Q'eros des Andes Péruviennes*. Berne : Peter Lang AG, Internationaler Verlag der Wissenschaften.
- Comision de la Verdad y Reconciliacion. 2003. « Informe Final ». Lima : CVR
- Compagnon, Olivier. 2006. « A la recherche du temps perdu... Jean-Paul II et l'Amérique latine ». In *Amérique latine 2006*, édité par Polymnia Zagefka, 11-22. Paris : Les études de la Documentation française.
- Conklin, Beth et Laura Graham. 1995. « The Shifting Middle Ground: Amazonian Indians and Eco-Politics ». *American Anthropologist* 97 (4): 695–710.
- Contreras, Carlos. 1988. *Mineros y campesinos en los Andes. Mercado laboral y economía campesina en la Sierra Central, siglo XIX*. Lima : IEP.
- . 1995. *Los mineros y el rey. Los andes del norte : Hualgayoc, 1770-1825*. Lima : IEP.
- . 2000. « Centralismo y descentralismo en la historia del Perú independiente », JCAS Occasional papers Series II (4).Lima : IEP
- Cookson, Tara Patricia. 2016. « Working for Inclusion? Conditional Cash Transfers, Rural Women, and the Reproduction of Inequality ». *Antipode* 48 (5) : 1187-1205.
- . 2018. *Unjust Conditions*. Oakland : University of California Press.
- Coombs, David. 1987. « Diferencias culturales y relaciones interétnicas: quechuahablantes campesinos y castellanohablantes urbanos en Cajamarca ». *Antropologica*, n° 5: 55-175.
- . 2011. *Una mirada al mundo quechua. Aspectos culturales de comunidades quechuahablantes*. Lima : Instituto Lingüístico de Verano.
- Copans, Jean. 2003. « L'anthropologie politique en France après 1980. Une démission programmée ? » *Journal des anthropologues. Association française des anthropologues*, 92-93 : 63-81.
- Corboz, Julienne. 2013. « Third-Way Neoliberalism and Conditional Cash Transfers : The Paradoxes of Empowerment, Participation and Self-Help among Poor Uruguayan Women ». *The Australian Journal of Anthropology* 24 (1) : 64-80.
- Coulon, Christian, Jean-François Bayart, et Yves-André Fauré. 1981. « Avant-propos - La politique en Afrique noire : le haut et le bas ». *Politique Africaine* 1 (1) : 2-4.
- Crabtree, John. 2010. « Democracy without Parties ? Some Lessons from Peru ». *Journal of Latin American Studies* 42 (2) : 357-82.
- . (éd.) 2011. *Fractured Politics : Peruvian Democracy Past and Present*. London : Institute for the Study of the Americas, University of London.

- Crenshaw, Kimberle. 1989. « Demarginalizing the Intersection of Race and Sex : A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics ». *The University of Chicago Legal Forum* 140 : 139–167.
- Cruikshank, Julie. 2000. *The Social Life of Stories : Narrative and Knowledge in the Yukon Territory*. Lincoln : University of Nebraska Press.
- Cueto, Marcos. 1992. « Apogeo y crisis de la Sociedad Geográfica de Lima : 1888-1940 ». *Dynamis : Acta Hispanica ad Medicinae Scientiarumque. Historiam Illustrandam* 12: 35-46.
- Dagicour, Ombeline. 2016. « Construir el Estado, forjar una nación. La «nueva geografía» y su enseñanza en el Perú del Presidente Leguía (1919-1930) ». *Caravelle. Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien* 106 : 79-96.
- . 2017. *La fabrique du territoire. Une histoire spatiale de la construction étatique au Pérou dans le premier tiers du XXe siècle*. Thèse de Doctorat en Histoire, Université Paris 1 - Pantheon Sorbonne; Université de Genève.
- Damonte, Gerardo. 2006. « Imágenes en negociación : la entrada de la minería a la esfera pública en el Perú ». In *Mirando la esfera pública desde la cultura en el Perú*, par Gisela Canepa Koch et Maria Eugenia Ulfé, 96-107. Lima : CONCYTEC.
- . 2007. « Minería y política : la recreación de luchas campesinas en dos comunidades andinas ». In *Minería, movimientos sociales y respuestas campesinas*, édité par Anthony Bebbington, 117-62. Lima : IEP, CEPES.
- D'Angelo, Lorenzo. 2015. « ‘Diamond mining is a chain’. Luck, blessing, and gambling in Sierra Leone’s artisanal mines ». *Critical African Studies* 7 (3): 243-61.
- Davis, Angela. 1981. *Women, Race, & Class*. New York : Vintage.
- Davis, Joseph E.. (éd.) 2002. *Stories of Change : Narrative and Social Movements*. Albany : SUNY Press.
- De Echave, José. 2005. « Peruvian peasants confront the mining industry ». *Socialism and Democracy* 19 (3) : 117-27.
- Defensoría del Pueblo. 2015. *Conflictos sociales y recursos hídricos*. Serie Informes de Adjuntía - Informe 001-2015. Lima: DdP
- Deere, Carmen Diana. 1992. *Household and Class Relations : Peasants and Landlords in Northern Peru*. Berkeley : University of California Press.
- Deere, Carmen Diana, et Leon Magdalena. 2003. « The Gender Asset Gap : Land in Latin America ». *World Development* 31 (6) : 925-47.
- Defensoría del Pueblo. 2005. *Ante todo, el diálogo : Defensoría del Pueblo y conflictos sociales y políticos*, Centro de Recursos Interculturales. Viceministerio de Interculturalidad.

- Degregori, Carlos Ivan. 1993. « Identidad Etnica. Movimientos sociales y participation politica en el Peru ». In *Democracia, etnicidad y violencia política en los países andinos*, édité par Alberto Adrianzén et al., 113-133. Lima : IEP/IFEA.
- Degregori, Carlos Iván. 2000. « Panorama de la antropología en el Perú : del estudio del Otro a la construcción de un Nosotros diverso ». In *No hay país más diverso : Compendio de antropología peruana*, édité par Carlos Iván Degregori, 20-73. Lima : PUCP.
- Degregori, Carlos Iván, et Maria Ponce Marinós. 2000. « Movimientos sociales y Estado : el caso de las rondas campesinas de Cajamarca y Piura ». In *No hay país más diverso: Compendio de antropología peruana*, édité par Carlos Iván Degregori, 392-406. Lima: Pontificia Universidad Católica del Perú.
- Della Porta, Donatella, et Mario Diani. 1997. *I movimenti sociali*. Milano : Carocci Editore.
- Delphy, Christine. 1998. *L'ennemi principal. Tome 1 : Économie Politique du Patriarcat*. Paris : Éditions Syllepse.
- . 2001. « Pense le genre : problèmes et résistances ». In *L'ennemi principal : Tome 2, Penser le genre*, 243-60. Paris : Editions Syllepse.
- . 2008. *Classer, dominer : Qui sont les autres ?* Paris : La Fabrique.
- Delville, Philippe Lavigne. 2011. « Pour une anthropologie symétrique entre « développeurs » et « développés » ». *Cahiers d'études africaines* 51 (202-203) : 491-509.
- de Robert, Pascale. 1993. " Le café dans la montagne, quels enjeux pour les populations marginales non productrices ? " *Caravelle. Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien* 61, 165-176.
- Descola, Philippe. 2005. *Par-delà nature et culture*. Paris : Gallimard.
- Deshais, Michel. 2007. *Les territoires miniers. Exploitation et reconquête*. Paris : Ellipses Marketing.
- Devineau, Julie. 2009. « Variations régionales : la politisation des identités ethniques au Mexique, Abstract, Resumen ». *Problèmes d'Amérique latine* 72 : 73-92.
- Diez, Alejandro. 1998. *Comunes y haciendas. Procesos de comunalización en la Sierra de Piura (siglos XVIII al XX)*. Cusco : CBC, CIPCA.
- . 2003a. *Élites y Poderes Locales : sociedades regionales ante la descentralización. Los casos de Puno y Ayacucho*. Lima : SER, DFID.
- . 2003b. « Interculturalidad y comunidades : Propiedad colectiva y propiedad individual ». *Debate agrario* 36 : 71-88.
- . 2016. « Minería y planes de desarrollo local en Cajamarca. El caso de Hualgayoc (2000-2008) ». *Cuaderno de Trabajo - Pontificia Universidad Católica de Perú (PUCP)* 31.

- Diez, Alejandro, et Santiago Ortiz. 2013. « Comunidades campesinas : nuevos contextos, nuevos procesos ». *Anthropologica* 31 (31) : 5-14.
- Diez, Alejandro, et Bruno Revesz. 2006. « El triangulo sin cupula (o los actores desregulados en los conflictos mineros) ». In *Peru hoy : Nuevos rostros en la escena nacional*, édité par Eduardo Toche, 49-88. Lima : DESCO.
- Dinar, Ariel, et Schwabe Kurt. 2015. *Handbook of Water Economics*. Cheltenham : Edward Elgar Publishing Limited.
- Dolan, Catherine, et Rajak Dinah. (éds.) 2016. *The Anthropology of Corporate Social Responsibility*. Oxford ; New York : Berghahn Books.
- Dore, Elizabeth. 1988. *The Peruvian Mining Industry : Growth, Stagnation, and Crisis*. Boulder : Westview Press.
- Dore, Elizabeth, et Molyneux Maxine. 2000. *Hidden Histories of Gender and the State in Latin America*. Durham NC ; London : Duke University Press.
- Douglas, Mary. 1966. *Purity and Danger : An Analysis of Concepts of Pollution and Taboo*. London ; New York : Routledge.
- Douglas, Mary, et Wildavsky Aaron. 1983. *Risk and Culture : An Essay on the Selection of Technological and Environmental Dangers*. Berkeley ; Los Angeles : University of California Press.
- Drinot, Paulo. 2011. *The Allure of Labor. Workers, Race and the Making of the Peruvian State*. Durham : Duke University Press.
- Dunn, Jennifer. 2004. « The Politics of Empathy : Social Movements and Victim Repertoires ». *Sociological Focus* 37 (3) : 235-50.
- Dunning, Thad. 2008. *Crude Democracy : Natural Resource Wealth and Political Regimes*. New York : Cambridge University Press.
- Durand, Anahi. 2006. « Revaloración étnica y representación política : los casos de INTI e MINCAP de Lircay, Huancavelica ». In *Peru : el problema agrario en debate*. SEPIA XI, 541-582. Lima : SEPIA.
- Durand, Anahí. 2011. « Tan lejos, tan cerca. Movimientos sociales, conflictividad y el ultimo proceso electoral » *Revista Argumentos*, 2 [en ligne]. Disponible sur <http://revistaargumentos.iep.org.pe/articulos/tan-lejos-tan-cerca-movimientos-sociales-conflictividad-y-el-ultimo-proceso-electoral/> (dernier accès 11/07/2018)
- Durand, Mathieu, et Henri Godard. 2007. « Las elecciones presidenciales en el Perú en 2006 : un indicador de la segregación socio-espacial y de la protesta social ». *Bulletin de l'Institut français d'études andines* 36 (1) : 165-70.

- Dym, Jordana, et Offen Karl. (éds.) 2011. *Mapping Latin America. A Cartographic Reader*. Chicago : University of Chicago Press.
- Eaton, Kent. 2010. « Subnational Economic Nationalism? The contradictory effects of decentralization in Peru ». *Third World Quarterly*, 31 (7): 1205-22.
- . 2015. « Disciplining Regions: Subnational Contention in Neoliberal Peru ». *Territory, Politics, Governance*, 3 (2): 124-46.
- Echave, José C. de, Diez Alejandro, Huber Ludwig, Revesz Bruno, Lanata Xavier R., et Tanaka Martin. 2009. *Minería y conflicto social*. Lima : Instituto Riva Agüero.
- Echave, José C. de, Raphael Hoetmer, et Mario Palacios. 2009. *Minería y territorio en el Perú. Conflictos, resistencias y propuestas en tiempos de globalización*. Lima : Programa Democracia y Transformación Global.
- Eckstein, Susan. (éd.) 2001. *Power and Popular Protest : Latin American Social Movements*. Berkeley ; Los Angeles ; London. University of California Press.
- Edelman, Marc. 2001. « Social movements : Changing Paradigms and Forms of Politics ». *Annual Review of Anthropology* 30 (1) : 285-317.
- Edelman, Marc, et Haugerud Angelique. (éds.) 2005. *The Anthropology of Development and Globalization : From Classical Political Economy to Contemporary Neoliberalism*. Malden ; Oxford ; Victoria : Blackwell Publishing.
- Eisler, Ronald, et Stanley Wiemeyer. 2004. « Cyanide Hazards to Plants and Animals from Gold Mining and Related Water Issues ». In *Reviews of Environmental Contamination and Toxicology*, édité par Pim de Voogt, 21-54. New York : Springer.
- Epstein, Arnold. 1958. *Politics in an Urban African Community*. Manchester : University Press for Rhodes-Livingstone Institute, Manchester University Press.
- Escobar, Arturo. 1992. « Culture, Practice and Politics : Anthropology and the study of social movements ». *Critique of Anthropology* 12 : 395-432.
- Escobar, Arturo, et Alvarez Sonia. (éds.) 1992. *The Making of Social Movements in Latin America : Identity, Strategy, and Democracy*. Boulder Colo. : Westview Press.
- Espinosa de Rivero, Oscar. 2009. « ¿Salvajes opuestos al progreso? : aproximaciones históricas y antropológicas a las movilizaciones indígenas en la Amazonía peruana ». *Anthropologica* 27 : 123-68.
- Estenssoro, Juan Carlos. 2001. « El Simio de Dios: Los Indígenas y La Iglesia Frente a La Evangelización Del Perú, Siglos XVI-XVII ». *Bulletin de l'Institut Français d'études Andines* 30 (3): 455-474.

- Evans, Sara. 1980. *Personal Politics : The Roots of Women's Liberation in the Civil Rights Movement & the New Left*. New York : Vintage.
- Falquet, Jules. 2005. « Trois questions aux mouvements sociaux «progressistes» Apports de la théorie féministe à l'analyse des mouvements sociaux ». *Nouvelles Questions Féministes* 24 (3) : 18-35.
- . 2015. « « Corps-territoire et territoire-Terre » : le féminisme communautaire au Guatemala. Entretien avec Lorena Cabnal ». *Cahiers du Genre* 59 : 73-89.
- Favier, Irène. 2013. « « Rendre visibles les invisibles : le massacre du 5 juin, l'entrée sur la scène politique péruvienne d'un nouvel acteur indigène ? » ». *Nuevo Mundo Mundos Nuevos [En ligne]*, Colloques, mis en ligne le 07/06/2013, consulté le 14/05/2016. Disponible sur : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/65454>
- . 2014. *La convoitise des confins. Lutttes foncières et redéfinition du national dans le Haut Marañón péruvien (1946-2009)*. Thèse de Doctorat en Histoire, Université Sorbonne - Nouvelle Paris 3 Sorbonne Paris Cité; Université Paris 8 – Vincennes Saint Denis École
- Favre, Henri. 1996. *L'indigénisme*. Paris : PUF.
- . 2011. *Les Incas*. Paris : PUF.
- Ferguson, James. 1990. *The Anti-Politics Machine: Development, Depoliticization and Bureaucratic Power in Lesotho*. Cambridge : Cambridge University Press.
- . 1992. « The Country and the City on the Copperbelt ». *Cultural Anthropology* 7 (1): 80-92.
- . 1999. *Expectations of Modernity: Myths and Meanings of Urban Life on the Zambian Copperbelt*. Berkeley: University of California Press.
- Filer Colin. 1999. «The Dialectics of Negation and Negotiation in the Anthropology of Mineral Resource Development in Papua New Guinea ». In *The Anthropology of Power: Empowerment and Disempowerment in Changing Structures*, édité par Cheater Angela, 88-102. London : Routledge.
- Fillieule, Olivier, Eric Agrikoliansky, et Isabelle Sommier. 2010. *Penser les mouvements sociaux: conflits sociaux et contestations dans les sociétés*. Paris: La Découverte.
- Fillieule, Olivier, et Roux Patricia. (éds.) 2009. *Le sexe du militantisme*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Fisher, William F. 1997. « Doing Good? The Politics and Antipolitics of NGO Practices ». *Annual Review of Anthropology* 26 : 439-64.
- Flores Galindo, Alberto. 1987. *Buscando un inca. Identidad y utopía en los Andes*. Lima : Instituto de Apoyo Agrario.

- Frantz, David. 2010. « “Ethnique ? Vous avez dit ethnique ? comme c’est... bizarre” ». Critique de la référence ethnique. » *ESO - Travaux et documents* 29 : 55-66.
- Fresneau, Jerome. 2014. « Transformations territoriales et dynamiques contestataires liées aux activités extractives : le cas de la vallée de Condebamba - Pérou ». Mémoire de maîtrise en géographie, Paris 7/ Paris 1.
- Frías Coronado, Carlos. 1995. *Pobreza campesina : sólo un problema rural?: Cajamarca : economía, espacio, y tecnología*. Soluciones Practicas.
- Friedman, Jonathan. 1994. *Cultural Identity and Global Process*. London : SAGE Publications.
- . 2007. « Indigeneity: Anthropological notes on a historical variable ». In *Indigenous peoples: The challenge of indigeneity, self-determination and knowledge*, édité par Minde, Henry, 29-48. Delft: Eburon Academics.
- Gagné, Natacha. 2009. « Penser la citoyenneté à l’aune des histoires coloniales : terrains avec les Maaori et les Tahitiens ». *Anthropologie et Sociétés* 33 (2): 7-24.
- Gagné, Natacha, Martin Thibault, et Salaün Marie. (éds.) 2009. *Autochtonies : vues de France et du Québec*. Québec : Presses de l’Université Laval. Québec ; Montréal : DIALOG.
- Gajardo, Anahy. 2018. « The ambiguous roles of the Diaguita women in contesting an extractive project in the Huasco Alto region (north of Chile) ». Communication présenté à la conférence annuelle de la Society of Latin American Studies (SLAS), 22-23 Mars 2018, Winchester, Royaume-Uni.
- Galdo, Juan Carlos. 2007. « “Tempestad en los Andes” : alegoría y revolución en El tungsteno, de César Vallejo ». *Revista Iberoamericana* LXXIII (218) : 93-110.
- García, Maria Elena. 2005. *Making Indigenous Citizens : Identities, Education, and Multicultural Development in Peru*. Stanford, CA : Stanford University Press.
- García, Maria Elena, et José Antonio Lucero. 2011. « Authenticating Indians and Movements : Interrogating Indigenous Authenticity, Social Movements, and Fieldwork in Contemporary Peru ». In *Histories of Race and Racism : The Andes and Mesoamerica from Colonial Times to the Present*, édité par Laura Gotkowitz, 278-98. Duke University Press.
- García Perez, A. 2007. « El síndrome del perro del hortelano ». *El Comercio*, 28 octobre 2007.
- Gardner, Katy, et Lewis David. 1996. *Anthropology, Development and the Post-Modern Challenge*. London : Pluto Press.
- Gaudichaud, Franck. 2010. « De l’indigénisme à l’indianisme ». *Contretemps*, 2 juillet 2010 [en ligne]. Disponible sur : <https://www.contretemps.eu/lindigenisme-lindianisme/> (dernier accès 10/06/2018)

- Geschiere, Peter. 2009. *The Perils of Belonging : Autochthony, Citizenship, and Exclusion in Africa and Europe*. Chicago : University of Chicago Press.
- Gibb, Robert. 2001. « Toward an Anthropology of Social Movements ». *Journal Des Anthropologues. Association Française Des Anthropologues* 85-86 : 233-53.
- Gil, Vladimir. 2009. *Aterrizaje minero. Cultura, conflicto, negociaciones y lecciones para el desarrollo desde la minería*. Lima : IEP.
- Gil-García, Óscar. 2015. « Gender Equality, Community Divisions, and Autonomy : The Prospera Conditional Cash Transfer Program in Chiapas, Mexico ». *Current Sociology* 64 (3) : 447-469.
- Gitlitz, John. 1998. « Decadencia y supervivencia de las Rondas Campesinas del Norte del Peru ». *Debate Agrario : Analysis y Alternativas* 28 : 23-53.
- . 2014. « Justicia Rondera y Derechos Humanos, Cajamarca. Understanding conflict resolution in the Rondas of Northern Peru ». *Boletín del Instituto Riva Agüero*, 28 : 201-20.
- Giudicelli, Christophe. 2016. « Des barbares à Pompéi ! Invention d'une généalogie nationale et invisibilisation des indiens. Vallés Calchaquíés, fin XIXème siècle. ». In *Régimes Nationaux d'Altérité. Etats-Nations et altérités autochtones en Amérique Latine, 1910-1950*, édité par Paula Lopez Caballero et Christophe Giudicelli: 27-58. Rennes : PUR.
- . (à paraître) « Sans foi, sans loi, sans roi, sans pape. Indiens "rébelles" et diagramme colonial. Tucuman, XVIème-XVIIème siècle ». In *Les révoltes indiennes. Amériques, XVIe-XXIe siècle*, édité par Christophe Giudicelli et Gilles Havard. Paris : Les Indes Savantes.
- Giudicelli, Christophe, et Havard Gilles (à paraître). *Les révoltes indiennes. Amériques, XVIe-XXIe siècle*. Paris : Les Indes Savantes.
- Glover, Dominic. 2007. « Monsanto and Smallholder Farmers: a case study in CSR ». *Third World Quarterly* 28 (4): 851-67.
- Gluckman, Max. 1965. *The Ideas in Barotse Jurisprudence*. New Haven ; London : Manchester University Press.
- Goirand, Camille. 2010a. « Mobilisations et répertoires d'action collective en Amérique latine ». *Revue internationale de politique comparée* 17 (2) : 7-27.
- . 2010b. « Penser les mouvements sociaux d'Amérique latine ». *Revue française de science politique* 60 (3) : 445-66.
- Gonzales de Olarte, Efraín. 1998. *El neoliberalismo a la peruana : economía política del ajuste estructural, 1990-1997*. Lima : IEP.
- Gonzales de Olarte, Efraín. 2000. *Neocentralismo y neoliberalismo en el Perú*. Lima : IEP, CIES.

- Gonzales De Olarte, Efrain, et Cecilia Victoria Lévano Castro de Rossi. 2001. « El modelo centro-periferia en los Andes ». *Economía* 24 (47) : 69-90.
- Goode, Erich, et Nachman Ben-Yehuda. 1994. *Moral Panics: The Social Construction of Deviance*. Oxford, UK ; Cambridge, USA: Wiley-Blackwell.
- Goodwin, Jeff, Jasper James M., et Polletta Francesca. (éds.) 2009. *Passionate Politics : Emotions and Social Movements*. Chicago : University of Chicago Press.
- Goody, Jack. 1980. « Rice-burning and the green revolution in northern Ghana ». *The Journal of Development Studies* 16 (2) : 136-55.
- Gootenberg, Paul Eliot. 1989. *Tejidos y harinas, corazones y mentes : el imperialismo norteamericano del libre comercio en el Perú, 1825-1840*. Lima : IEP.
- . 1991. *Between Silver and Guano : Commercial Policy and the State in Postindependence Peru*. Princeton NJ : Princeton University Press.
- Gransac, Ariane. 1985. « Les femmes dans les luttes sociales en Bolivie ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 1 (1) : 31-32.
- Greene, Shane. 2005. « Incas, Indios and Indigenism in Peru ». *NACLA Report on the Americas* 38 (4) : 34-41.
- . 2006. « Getting over the Andes : The Geo-Eco-Politics of Indigenous Movements in Peru's Twenty-First Century Inca Empire ». *Journal of Latin American Studies* 38 (02) : 327-54.
- . 2010. « Entre lo indio, lo negro y lo incaico : la jerarquía espacial de la diferencia en el Peru multicultural ». *Tabula Rasa* 13 : 111-46.
- Grieco, Kyra. 2007. « The “Anti-business” machine? Development as Corporate social responsibility : the case of Yanacocha gold mine and the Department of Cajamarca, Peru. » Mémoire de Maitrie en Anthropologie Sociale du Développement, School of Oriental and African Studies (SOAS).
- . 2016a. « Le « genre » du développement minier : maternalisme et extractivisme, entre complémentarité et contestation ». *Cahiers des Amériques latines* 82 : 95-111.
- . 2016b. « Motherhood, Mining and Modernity in the Peruvian Highlands from Corporate Responsibility to Social Mobilization. » In *Negotiating Normativity*, édité par Nikita Dhawan, Elisabeth Fink, Johanna Leinius, et Rirhandu Mageza-Barthel, 131-146. Cham : Springer International Publishing.
- Grieco, Kyra, et Carmen Salazar-Soler. 2013. « Les enjeux techniques et politiques dans la gestion et le contrôle de l'eau : le cas du projet Minas Conga au nord du Pérou ». *Autrepart* 65 (2) : 151-168.

- Grindle, Merilee S.. 2009. *Going Local : Decentralization, Democratization, and the Promise of Good Governance*. Princeton : Princeton University Press.
- Gros, Christian. 2002. « Ethnicité et citoyenneté : questions en suspens ». *Amérique latine 2002, Observatoire des changements en Amérique latine* 55-70. Paris : IHEAL, la Documentation française.
- . 2012. *Políticas de la Etnicidad : Identidad, Estado y Modernidad*. Bogotá : ICAH.
- Gudynas, Eduardo. 2009. « Dies tesis urgentes sobre el nuevo extractivismo. Contextos y demandas bajo el progresismo sudamericano actual ». In *Extractivismo, Política y Sociedad*, 187-225. Quito : CAAP, CLAES.
- Gupta, Akhil, et James Ferguson. 1992. « Beyond “culture” : Space, identity and the politics of difference », *Cultural Anthropology* 7 (1) : 6-23.
- Haarstad, Håvard, et Arnt Fløysand. 2007. « Globalization and the power of rescaled narratives : A case of opposition to mining in Tambogrande, Peru ». *Political Geography* 26 (3) : 289-308.
- Hale, Charles. 1997. « Cultural Politics of Identity in Latin America ». *Annual Review of Anthropology* 26 (1) : 567-90.
- . 2002. « Does Multiculturalism Menace? Governance, Cultural Rights and the Politics of Identity in Guatemala ». *Journal of Latin American Studies* 34 (03) : 485-524.
- . 2005. « Neoliberal Multiculturalism ». *PoLAR : Political and Legal Anthropology Review* 28 (1) : 10-19.
- Hall, Derek, Hirsch Philip, et Murray Li Tania. 2011. *Powers of Exclusion : Land Dilemmas in Southeast Asia*. Singapore : NUS Press.
- Hall, Ingrid. 2009. *De la loi à l'esprit : ethnogenèse récente d'une communauté paysanne des Andes sud péruviennes*. Thèse en Ethnologie, Université de Nanterre – Paris 10.
- Hall, Stuart. 1986. « Gramsci's Relevance for the Study of Race and Ethnicity ». *Journal of Communication Inquiry* 10 (2): 5-27.
- Hall, Stuart, Critcher Chas, Jefferson Tony, et John Clarke. 1978. *Policing the Crisis: Mugging, the State, and Law and Order*. London : Macmillan.
- Haraway, Donna. 1990. *Simians, Cyborgs, and Women: The Reinvention of Nature*. New York : Routledge.
- Harvey, David. 1996. *Justice, Nature and the Geography of Difference*. Malden ; Oxford : Blackwell.
- Henriquez, Narda. 1996. « Las señoras dirigentes, experiencias de ciudadanía en barrios populares ». In *Detrás de la puerta : hombres y mujeres en el Perú de hoy*, édité par Patricia Ruiz Bravo, 145-61. Lima : Pontificia Universidad Católica del Perú.

- Herrera, Honori Pinto. 2013. « Los pasivos mineros ambientales y los conflictos sociales en Hualgayoc ». *Investigaciones Sociales* 17 (30) : 265-77.
- Hervé, Bruno. 2013. « En attendant d'être réinstallés : discours et conflit autour des enjeux du déplacement d'une communauté paysanne au Pérou ». *Autrepart* 64 : 71-88.
- Himley, Matthew. 2011. « El género y la edad frente a las reconfiguraciones en los medios de subsistencia originadas por la minería en el Perú ». *Apuntes* 68 : 7-35.
- Himmelweit, Susan. (éd.) 2000. *Inside the Household : From Labour to Care*. London : Palgrave Macmillan.
- Hofmann, Susanne. 2017. « Sex markets in natural resource extractions sites in the focus of anti-trafficking activism: tracing conflicts and debates ». Communication présentée à la conférence annuelle du Latin American Studies Association (LASA), 29 Avril - 1 Mai 2017, Lima.
- Holden, William N. 2015. « Mining amid typhoons : Large-scale mining and typhoon vulnerability in the Philippines ». *The Extractive Industries and Society* 2 (3) : 445-61..
- Holland, Dorothy, Gretchen Fox, et Vinci Daro. 2008. « Social Movements and Collective Identity : a Decentred, Dialogic View ». *Anthropological Quarterly* 81 (1) : 95-126.
- Hooks, Bell. 1987. *Ain't I a Woman*. London : Pluto Press.
- Huber, Ludwig. 1995. « Después de dios y la vírgen está la ronda » : las rondas campesinas de Piura. IEP.
- Hugon, Philippe. 1999. « Le « consensus de Washington » en questions ». *Revue Tiers Monde* 40 (157) : 11-36.
- Iglesias, Daniel. 2013. *Les mythes fondateurs du Parti Apriste Péruvien : Sociohistoire de la culture politique d'un parti latino- américain (1923-1980)*. Paris : Éditions de l'IHEAL.
- Ingold, Alice. 2011. « Écrire la nature De l'histoire sociale à la question environnementale ? » *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 66e année (1) : 11-29.
- Kakouch, Sabira. 2015. « Les Roms ou l'invention d'un peuple : dé-formation identitaire de la plus grande minorité d'Europe. L'exemple de l'Italie et de ses politiques ségrégationnistes ». *Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain. Cahiers du MIMMOC* 13. [En ligne], mis en ligne le 30 juin 2015, consulté le 10 juillet 2018. Disponible sur : <http://journals.openedition.org/mimmoc/2085>
- Kebabza, Horia. 2006. « "L'universel lave-t-il plus blanc ?" : "Race", racisme et système de privilèges ». *Les cahiers du CEDREF* 14: 145-72.

- Knight Piésold Consulting. 2010. « Minera Yanacocha S.R.L. Proyecto Conga Estudio de Impacto Ambiental Informe Final ». Disponible en ligne sur : <http://www2.congreso.gob.pe/> (dernier accès 11/07/2018).
- Jackson, Cecile. 1993. « Doing what comes naturally? Women and Environment in Development ». *World Development* 21 (12) : 1947-63.
- . 1996. « Rescuing gender from the poverty trap ». *World Development* 24 (3) : 489-504.
- Jackson, Jean, et Kay Warren. 2005. « Indigenous movements in Latin America, 1992–2004 : Controversies, Ironies, New Directions ». *Annual Review of Anthropology* 34 (1) : 549-73.
- Jasper, James M. 1998. « The Emotions of Protest : Affective and Reactive Emotions In and Around Social Movements ». *Sociological Forum* 13 (3) : 397-424.
- . 2011. « Emotions and Social Movements : Twenty Years of Theory and Research ». *Annual Review of Sociology*, 37 : 285-303.
- Jean, Yves. 2013. « La notion de territoire : entre polysémie, analyses critiques et intérêts ». In *Lire les territoires*, édité par Christian Calenge, 9-22. Tours : Presses universitaires François-Rabelais.
- Jelin, Elizabeth. (éd.) 1990. *Women and Social Change in Latin America*. Geneva, Switzerland : Unites Nations Research Institute for Social Development ; London ; Atlantic Highlands, N.J : Zed Books.
- Jenkins, Katy. 2014. « Unearthing Women’s Anti-Mining Activism in the Andes : Pachamama and the “Mad Old Women” ». *Antipode*, 442-60.
- . 2017. « Women anti-mining activists’ narratives of everyday resistance in the Andes : staying put and carrying on in Peru and Ecuador ». *Gender, Place & Culture*, 24 (10) : 1441-1459.
- Jenson, Jane. 2009. « Lost in Translation : The Social Investment Perspective and Gender Equality ». *Social Politics : International Studies in Gender, State & Society* 16 (4) : 446-83.
- Joy, K. et al. (éds). 2009. *Water Conflicts in India : A Million Revolts in the Making*. New Delhi : Routledge India.
- Juteau, Danielle. 1996. « L’ethnicité comme rapport social ». *Mots* 49 (1) : 97-105.
- . 2017. *L’ethnicité et ses frontières*. Montréal : Presses de l’Université de Montréal.
- Kabeer, Naila. 1999. « Resources, Agency, Achievements : Reflections on the Measurement of Women’s Empowerment ». *Development and Change* 30 (3) : 435-64.
- Kenrick, Justin, et Jerome Lewis. 2004. « Indigenous Peoples’ Rights and the Politics of the Term ‘Indigenous’ ». *Anthropology Today* 20 (2) : 4-9.
- Kergoat, Danièle. 2012. *Se battre, disent-elles...* Paris : La Dispute.

- Kirsch, Stuart. 2011. « Changing Views of Place and Time along the Ok Tedi ». In *Mining and Indigenous Lifeworlds in Australia and Papua New Guinea*, édité par Alan Rumsey et James Weiner, 243-72. Adelaide : Crawford House.
- . 2006. *Reverse Anthropology : Indigenous Analysis of Social and Environmental Relations in New Guinea*. Stanford, California : Stanford University Press.
- Kohn, Eduardo. 2007. « How Dogs Dream: Amazonian Natures and the Politics of Transspecies Engagement ». *American Ethnologist* 34 (1): 3-24.
- Koven, Seth, et Michel Sonya. (éd.) 1993. *Mothers of a New World : Maternalist Politics and the Origins of Welfare States*. New York ; London : Routledge.
- Kristal, Efraín. 1991. *Una visión urbana de los Andes : génesis y desarrollo del indigenismo en el Perú, 1848-1930*. Lima : Instituto de Apoyo Agrario.
- Kruijt, Dirk, et Menno Vellinga. 1977. « La politique économique des enclaves minières au Pérou ». *Tiers-Monde* 18 (72) : 797-832.
- Kurzman, Charles. 2008. « Introduction : Meaning-Making in Social Movements ». *Anthropological Quarterly* 81 (1) : 5-15.
- Kuumba, Bahati. 2001. *Gender and Social Movements*. Walnut Creek ; Lanham ; Oxford : Altamira Press.
- Lacroix, Laurent. 2012. « Territorialité autochtone et agenda politique en Bolivie (1970-2010) ». *Quaderns-e* 1 (17) : 60-77.
- Lahiri-Dutt, Kuntala. 2012. « Digging women : towards a new agenda for feminist critiques of mining ». *Gender, Place & Culture* 19 (2) : 193-212.
- Langlois, Alice. 2014. « Entre conflit socio- environnemental et territorialité : mythe(s) et réalité(s) des mondes miniers à La Oroya, Pérou », *Informations et Commentaires* 168, juillet – septembre [en glisne]. Disponible sur : <https://informationsetcommentaires.com/> (dernier accès 11/07/2018)
- Langlois, Alice. (à paraître). « Patrimoines industriels au Pérou, La Oroya un observatoire privilégié ? », Actes du colloque annuel du International Committee for the Conservation of the Industrial Heritage (TICCH), 13-14 Septembre 2018, Santiago de Chile.
- Larson, Brooke. 2002. *Indígenas, élites y estado en la formación de las repúblicas andinas, 1850-1910*. Lima : IEP.
- Lasserre, Frédéric. 2009. *Les guerres de l'eau. L'eau au coeur des conflits du XXIe siècle*. Paris : Delavilla.
- Latour, Bruno. 1999. *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*. Paris: La Découverte.

- . 2006. *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*. Paris : La Découverte.
- Lauer, Mirko. 1997. *Andes imaginarios : discursos del indigenismo 2*. Cusco : CBC ; Lima : SUR Casa de Estudios del Socialismo.
- Laurencich Minelli, Laura. (éd.) 2000. *The Inca World : The Development of Pre-Columbian Peru, A.D. 1000-1534*. Norman : University of Oklahoma Press.
- Lausent-Herrera, Isabelle. 1994. « En quête d'une histoire: les conversos de Celendín au Pérou ». *Journal de la Société des américanistes* 80: 229-40.
- Lavaud, Jean-Pierre, et Françoise Lestage. 2006. « Les redéfinitions de l'indianité. Historique, réseaux, discours, effets pervers. » *Esprit* 1 : 42-64.
- Lavrard-Meyer, Cecile, et Vincent Bos. 2015. « « Neo-extractivisme » minier et question sociale dans le Pérou contemporain ». *Cahiers des Amériques Latines* 78 : 29-55.
- Le Bot, Yvon. 2004. « Le renversement historique de la question indienne en Amérique Latine ». *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, n° 10 [en ligne], mis en ligne le 02/02/2005, consulté le 15/06/2015.
- . 2012. *La grande révolte indienne*. Paris : Robert Laffont.
- Le Meur Pierre-Yves. 2014. « Anthropologie de la mine : travailler sur/dans/avec le secteur minier en Nouvelle-Calédonie ». In *Terrains océaniques : enjeux et méthodes*, édité par Fillol Vincent, 157-193. Paris : L'Harmattan.
- Lenclud, Gérard. 2015. « Le grand partage ou la tentation ethnologique ». In *Vers une ethnologie du présent*, édité par Gérard Althabe et Daniel Fabre, 9-37. Ethnologie de la France. Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- Levitsky, Stephen. 1999. « Fujimori and Post-Party Politics in Peru ». *Journal of Democracy* 10 (3) : 78-92.
- Li, Fabiana. 2009. « Negotiating Livelihoods : Women, Mining and Water Resources in Peru ». *Canadian Woman Studies* 27 (1) : 97-102
- . 2013. « Contesting Equivalences : Controversies over Water and Mining in Peru and Chile ». In *The Social Life of Water in a Time of Crisis*, édité par John Richard Wagner, 18-35. New York, Oxford : Berghahn Books.
- . 2015. *Unearthing Conflict : Corporate Mining, Activism, and Expertise in Peru*. Durham, NC : Duke University Press.
- Li, Tania Murray. 2000. « Articulating Indigenous Identity in Indonesia : Resource Politics and the Tribal Slot ». *Comparative Studies in Society and History* 42 : 149-79.

- Li, Tania Murray. 2010. « Indigeneity, Capitalism, and the Management of Dispossession ». *Current Anthropology* 51 (3) : 385-414.
- Lombard, Jérôme, Velut Sébastien, et Mesclier Evelyne. (éds.) 2006. *La mondialisation côté Sud : Acteurs et territoires*. Marseille : IRD Editions.
- Lomné, Georges. (éd.) 2014. *De la política indígena, Perú y Bolivia*. Lima : IEP, IFEA.
- López Caballero, Paula. 2011. « Altérités intimes, altérités éloignées : la greffe du multiculturalisme en Amérique latine ». *Critique internationale* 51 (2) : 129-49.
- . 2012. *Les Indiens et la nation au Mexique. Une dimension historique de l'altérité*. Paris : Karthala.
- López Caballero, Paula, et Giudicelli Christophe. (éds.) 2016. *Régimes nationaux d'altérité : États-nations et altérités autochtones en Amérique latine, 1810-1950*. Rennes : PUR.
- López-Ocón, Leoncio. 2001. « La Sociedad Geográfica de Lima y la formación de una ciencia nacional en el Perú Republicano ». *Terra Brasilis (Nova Série). Revista da Rede Brasileira de História da Geografia e Geografia Histórica*, n° 3. Disponible online sur <http://journals.openedition.org/terrabrasilis/330>
- Lorrain, Dominique, et Franck Poupeau. 2014. « Ce que font les protagonistes de l'eau ». *Actes de la recherche en sciences sociales* 203 : 4-15.
- Lowenhaupt Tsing, A. 1999. « Becoming a Tribal Elder and Other Green Development Fantasies ». In *Transforming the Indonesian uplands : marginality, power and production* édité par Tania Murray Li, 159-202. Amsterdam : Harwood Academic Publishers.
- Lowenhaupt Tsing, Anna. 2004. *Friction : An Ethnography of Global Connection*. Princeton, NJ : Princeton University Press.
- Löwy, Michael. 1992. « L'offensive du Vatican contre la théologie de la libération ». *Tumultes* 1 (1) : 39-46.
- Lucero, Jose Antonio. 2006. « Representing "Real Indians": The Challenges of Indigenous Authenticity and Strategic Constructivism in Ecuador and Bolivia ». *Latin American Research Review* 41 (2): 31-56.
- Magrin, Géraud. 2013. *Voyage en Afrique rentière : Une lecture géographique des trajectoires du développement*. Paris : Publications de la Sorbonne.
- Maiz, Ramon, et Jean Tournon. 2005. *Ethnicisme et Politique*. Paris : Harmattan.
- Mallon, Florencia E.. 1995. *Peasant and Nation : The Making of Postcolonial Mexico and Peru*. Berkeley ; Los Angeles : University of California Press.
- Manrique, Nelson. 1991. « Historia y utopía en los andes. » *Debates en Sociología*. 12-14 : 201-211

- Martinez, Hector, et Carlos Samaniego. 1977. *Política indigenista en el Perú : 1946-1969*. Cuadernos CEPES 4. Lima : CEPES.
- Martinez-Alier, Joao. 2003. *The Environmentalism of the Poor : A Study of Ecological Conflicts and Valuation*. Cheltenham ; Northampton : Edward Elgar Publishing.
- Martinez-Alier, Joan, Giuseppe Munda, et John O'Neill. 1998. « Weak comparability of values as a foundation for ecological economics ». *Ecological Economics* 26 (3) : 277-86.
- Massardier, Gilles et al. 2014. « Les coalitions multiniveaux d'action publique. Un modèle interprétatif des conflits pour l'eau dans les Amériques ». *Cahiers des Ifre* 1 : 63-80.
- Mathieu, Lilian. 2004. *Comment lutter ? : sociologie et mouvements sociaux*. Paris: Textuel.
- . 2015. « L'ambiguïté sociale des paniques morales ». *Sens-Dessous* 15: 5-13.
- Matos Mar, José. 1984. *Desborde popular y crisis del Estado : el nuevo rostro del Perú en la década de 1980*. Lima : IEP.
- Matos Mar, José. 1990. *Las migraciones campesinas y el proceso de urbanizacion en el Peru*. Lima : UNESCO.
- Matta, Raúl. 2010. « « L'indien » à table dans les grands restaurants de Lima (Pérou) ». *Anthropology of food* 7. [En ligne], mis en ligne le 25/12/2010, consulté le 12/11/2017. Disponible sur : <http://journals.openedition.org/aof/6592>
- Mayer, Enrique. 2004. *Casa, chacra y dinero. Economías domésticas y ecología en los Andes*. Lima : IEP.
- . 2009. *Cuentos feos de la reforma agraria peruana*. Lima : CEPES.
- McAdam, Doug, McCarthy John D., et Mayer N. Zald. (éds.) 1996. *Comparative Perspectives on Social Movements : Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*. Cambridge : Cambridge University Press.
- McAdam, Doug, Tarrow Sidney, et Tilly Charles. 2001. *Dynamics of Contention*. Cambridge ; New York : Cambridge University Press.
- McNulty, Stephanie. 2011. *Voice and Vote : Decentralization and Participation in Post-Fujimori Peru*. Stanford, California : Stanford University Press.
- Melé, Patrice. 2008. « Conflits et controverses : de nouvelles scènes de production territoriale ? » In *Espaces en (trans)action*, édité par Isabelle Garat, Raymonde Séchet, et Djémila Zeneidi, 239-50. Rennes : Presse Universitaire de Rennes.
- . 2013. « Introduction : Conflits, territoires et action publique ». In *Conflits et territoires*, édité par Corinne Larrue et Muriel Rosemberg, 13-32. Perspectives Villes et Territoires. Tours : Presses universitaires François-Rabelais.

- Melendez, Luis. 2014. « Cajamarca : la radicalizacion del presidente regional y los poderes facticos en tiempos de conflicto ». *Revista Argumentos* 3 (8). Disponible sur <http://revistaargumentos.iep.org.pe/articulos/cajamarca-la-radicalizacion-del-presidente-regional-y-los-poderes-facticos-en-tiempos-de-conflicto/>
- Melucci, A. 1991. « La accion colectiva como construccion social ». *Estudios Sociologicos* IX (26) : 357-64.
- Melucci, Alberto. 1988. « *Social Movements and the Democratization of Everyday Life* ». In *Civil Society and the State*, édité par Joahn Keane, 245-259. London : Verso
- Mendez, C. 1996. « Incas si, Indios No : notes on peruvian creole nationalism and its contemporary crisis ». *Journal of Latin American Studies* 28 (1) : 197-225.
- Méndez, Cecilia. 2012. « De indio a serrano : nociones de raza y geografía en el Perú (siglos XVIII-XXI) ». *Histórica* 35 (1) : 53-102.
- Merveille, Nicolas. 2011. « Déferlante d’enclosures au Pérou : une nouvelle vague d’altération du lien social et des rapports Nature-Cultures ». *Droit et cultures. Revue internationale interdisciplinaire* 62: 177-93.
- Mesclier, Evelyn. 2001. « De la complementariedad a la voluntad de “aplanar los andes” : representaciones de la naturaleza y pensamiento economico y político en el Peru del siglo XX ». *Bulletin de l’IFEA* 30 (3) : 541-62.
- Mesclier, Evelyne, et Alexis Sierra. 2012. « Élections présidentielles 2011 au Pérou : le retour inattendu du débat politique ». *EchoGéo*, mis en ligne le 28/03/2012, consulté le 14/06/2017.
- Meudec, Marie. 2015. « Processus d’altérisation de l’obeah à Sainte-Lucie ». *Anthropologica* 57 (1) : 225-37.
- Ministerio de Justicia y Derechos Humanos. 2013. « Diagnóstico Situacional del Crimen en el Perú ». Consejo Nacional de Política Criminal Dirección General de Política Criminal y Penitenciaria. Disponible sur : <https://www.minjus.gob.pe/wp-content/uploads/2013/12/libro-03-minjus-2013-color.pdf> (dernier accès 11/07/2018)
- Miller, Francesca. 1991. *Latin American Women and the Search for Social Justice*. London ; Hanover : UPNE.
- Miranda, Marta et al. 2003. « Mining and critical ecosystems : mapping the risks ». Washington : World Resources Institute.
- Mitchell, Clyde. 1956. *The Kalela dance*. Series : Rhodes-Livingtone Papers 27. Manchester : Manchester University Press.
- Mohanty, Chandra Talpade. 1988. « Under Western Eyes : Feminist Scholarship and Colonial Discourses ». *Feminist Review*, n° 30 : 61-88.

- Molinski, Polya Lesova, Michael. 2012. « Latin America's New Tigers Forge Ahead ». *MarketWatch*, 25 juillet 2012. Disponible en ligne sur : <http://www.marketwatch.com/>. (dernier accès 11/07/2018)
- Molyneux, Maxine. 2001. « Genero y Ciudadania en America Latina ». *Debate Feminista* 12 (23) : 3-65.
- . 2007. « Change and Continuity in Social Protection in Latin America. Mothers at the Service of the State? » *Gender and Development Programme Paper* 1. UNIRSD.
- Montoya, Rodrigo. 2014. « 6. Libertad, democracia y problema étnico en el Perú ». In *Democracia, etnicidad y violencia política en los países andinos*, par Alberto Adrianzen et al., 103-12.. Lima : IFEA.
- Moraga, Cherrie, et Anzaldúa Gloria, (éds.) 1981. *This Bridge Called My Back : Writings by Radical Women of Color*. New York : Kitchen Table Women of Color Press.
- Morin, Françoise. 1992. « Les premiers congrès Shipibo-Conibo dans le contexte politique et religieux des années 60-70 ». *Journal de la société des américanistes* 78 (2) : 59-77.
- Mosse, David. 2003. *The Rule of Water : Statecraft, Ecology and Collective Action in South India*. New Delhi : OUP.
- Mujica Bermudez, José, et Emmanuelle Piccoli. 2010. « L'anthropologie en terrain minier. Réflexions sur les pratiques professionnelles des anthropologues au Pérou en contexte d'exploitation des ressources naturelles ». In *Terres (dés)humanisées : ressources et climat. Vol. 10. Investigations d'anthropologie prospective*. Louvain-la-Neuve : Academia - L'Harmattan.
- Nagels, Nora. 2011. « Les représentations des rapports sociaux de sexe au sein des politiques de lutte contre la pauvreté au Pérou ». *Recherches Féministes* 24 (2) : 115-34.
- . 2014. « The Social Investment Perspective, Gender and the Conditional Cash Transfer Programs in Peru and Bolivia ». In *Analyzing Public Policies in Latin America : A Cognitive Approach*, édité par Melina Rocha Lukic et Carla Tomazini, 1-24. Cambridge : Cambridge Scholars Publishing.
- . 2015. « Programas de Transferencia Condicionada y Representaciones de la Pobreza en Bolivia y Perú ». *Política y Sociedad* 52 (3) : 771-91.
- Nash, June. 1979. *We Eat the Mines and the Mines Eat Us : Dependency and Exploitation in Bolivian Tin Mines*. New York : Columbia University Press.
- Negri, Antonio, et Carlo Vercellone. 2008. « Le rapport capital / travail dans le capitalisme cognitif ». *Multitudes*, n° 32 : 39-50.
- Neveu, Érik. 2011. *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris : La Découverte.

- Niezen, Ronald. 2003. *The Origins of Indigenism : Human Rights and the Politics of Identity*. Berkeley ; Los Angeles : University of California Press.
- Noiriel, Gérard. 1988. « Du “patronage” au “paternalisme” : la restructuration des formes de domination de la main-d’œuvre ouvrière dans l’industrie métallurgique française ». *Le Mouvement social*, n° 144 : 17-35.
- . 2005. *État, nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir*. Paris : Gallimard.
- Nugent, J. G. 1992. *El laberinto de la choledad*. Fundación Friedrich Ebert.
- Núñez Vega, Jorge. 2006. « La ciudad y los otros. Quito 1860-1940 ». Quito : FLACSO
- Oliart, Patricia. 2008. « Indigenous Women’s Organizations and the Political Discourses of Indigenous Rights and Gender Equity in Peru ». *Latin American and Caribbean Ethnic Studies* 3 (3) : 291-308.
- O’Phelan, Scarlett. 1985. « Mining : Anthropological Perspectives ». *Annual Review of Anthropology* 14 (1) : 199-217.
- . 1993. « Vivir y morir en el mineral de Hualgayoc a fines de la colonia ». *Anuario de Historia de América Latina* 30 : 75-127.
- Orihuela, José Carlos, César Huaroto, et Maritza Paredes. 2014. *Escapando la Maldición de los Recursos Local : Conflictos Socioambientales y Salidas Institucionales*. Lima: CIES, PUCP.
- Orlove, Benjamin. 1993. « Putting Race in Its Place : Order in Colonial and Postcolonial Peruvian Geography ». *Social Research : An International Quarterly* 60 (2) : 301-36.
- Osorio Torres, Alberto. 2000. « Treinta años de pastoral en Bambamarca-Cajamarca : 1963-1993 ». In *La religión en el Perú al filo del milenio*, édité par Manuel María Marzal, Catalina Romero, et José Sánchez Paredes, 213-43. Lima : Fondo Editorial PUCP.
- Oxfam, Great Britain. 2009. *Women, Communities and Mining : The gender impacts of mining and the role of gender impact assessment*. Oxfam. Accessible en ligne sur <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/women-communities-and-mining-the-gender-impacts-of-mining-and-the-role-of-gende-293093> (dernier accès 11/07/2018)
- Oxfam International. 2002. *Tunnel Vision : Women, Mining and Communities" / Business & Human Rights Resource Centre*. Oxfam. Accesible sur <https://www.oxfam.org.au/wp-content/uploads/2011/11/OAus-TunnelVisionWomenMining-1102.pdf> (dernier accès 11/07/2018)
- Pajuelo, Ramon. 2016. *Un rio invisible. Ensayos sobre politica, conflictos, memoria y movilizacion indigena en el Peru y los Andes*. Lima: Rios Profundos Editores.
- Palacios Rodriguez, Raul. 1988. « La sociedad geografica de Lima : fundación y años iniciales », Lima, Universidad de Lima.

- Paredes, Maritza. 2006. « Discurso indígena y conflicto minero en el Perú ». In *Perú: El Problema Agrario en Debate*, édité par Javier Iguñiz, Javier Escobal, et Carlos Iván De Gregori, , SEPIA XI, 501-39. Lima : SEPIA
- . 2010. « En una arena hostil. La politización de lo indígena en el Perú ». In *La iniciación de la política. El Perú político en perspectiva comparada*, édité par Carlos Melendez et Alberto Vergara. Lima: PUCP
- Peet, Richard, et Watts Michael, (éds.) 1996. *Liberation Ecologies : Environment, Development and Social Movements*. London : Routledge.
- Pegg, Scott. 2003. « Poverty Reduction or Poverty Exacerbation? World Bank Group Support for Extractive Industries in Africa ». Oxfam America. Accessible sur <https://www.oxfamamerica.org/publications/poverty-reduction-or-poverty-exacerbation/>.
- Pequeño Bueno, Andrea, (éd.) 2009. *Participación y políticas de mujeres indígenas en América Latina*. Quito, Ecuador : FLACSO Sede Ecuador, Ministerio de Cultura del Ecuador.
- Pérez Mundaca, Jose. 1997. *Montoneras, Bandoleros y Rondas Campesinas. Violencia Política, Abigeato y Autodefensa en Cajamarca, 1855-1990*. Cajamarca : Asociacion Obispo Martinez Compañon.
- . 2012. *Agua. Procesos sociales, desarrollo y Guerra mediática en Cajamarca*. Lima : Fondo editorial Multicredit.
- Piasere, Leonardo. 2006. *Buoni da ridere, gli zingari*. Roma: CISU.
- . 2011. *Roms ; une histoire européenne*. Bayard.
- Pleyers, Geoffrey. 2015. « The Global Age : A Social Movement Perspective ». In *Global Modernity and Social Contestation*, édité par Breno Bringel et Jose Mauricio Domingues, 105-21. London ; Thousand Oaks, California: SAGE Publications.
- Pleyers, Geoffrey, et Denis Merklen. 2011. « Dossier : Mouvements sociaux et espaces locaux en Amérique latine ». *Cahiers des Amériques latines* 66: 25-55.
- Piccoli, Emmanuelle. 2009. « Las Rondas Campesinas y su reconocimiento estatal, dificultades y contradicciones de un encuentro : un enfoque antropológico sobre el caso de cajamarca, Peru ». *Nueva Antropología* 12 (71) : 93-113.
- . 2011. *Les Rondes paysannes. Vigilance, politique et justice dans les Andes péruviennes*. Louvain-la-Neuve : Academia-Bruylant.
- . 2014a. « « Dicen Que Los Cien Soles Son Del Diablo » : L'interprétation Apocalyptique et Mythique Du Programa Juntos Dans Les Communautés Andines de Cajamarca (Pérou) et La Critique Populaire Des Programmes Sociaux ». *Social Compass* 61 (3) : 328-47.

- . 2014b. « Justicia local mixta en Cajamarca (Perú) : análisis etnológico de un pluralismo práctico ». *Cuhsó. Cultura, Hombre, Sociedad* 24 (1) : 55-79.
- Pirinoli, Christine. 2007. « Enjeux épistémologiques d'un terrain politisé : de la construction de la mémoire palestinienne à la production du savoir anthropologique ». In *L'anthropologie face à ses objets : nouveaux contextes ethnographiques*, édité par Olivier Leservoisier et Laurent Vidal, 161-76. Paris : Archives contemporaines.
- Plaice, Evie. 2006. « The concept of indigeneity ». *Social Anthropology* 14 (01) : 22-24.
- Planas Silva, Pedro. 1998. *La descentralización en el Perú republicano (1821-1998)*. Lima : Municipalidad Metropolitana de Lima.
- . 1999. « Perú. Algo se mueve en la República autocrática | Nueva Sociedad ». *Nueva Sociedad / Democracia y política en América Latina* 162 : 14-23.
- Polletta, Francesca. 1998. « Contending Stories : Narrative in Social Movements ». *Qualitative Sociology* 21 (4) : 419-46.
- . 2011. *It Was Like a Fever. Storytelling in Protest and Politics*. Chicago : Chicago University Press.
- Polletta, Francesca, et James Jasper. 2001. « Collective Identity and Social Movements ». *Annual Review of Sociology* 27 (1) : 283-305.
- Poole, Deborah. 1997. *Vision, Race, and Modernity: A Visual Economy of the Andean World*. Princeton, N.J: Princeton University Press.
- Postero, Nancy. 2007. *Now We Are Citizens : Indigenous Politics in Post-multicultural Bolivia*. Stanford, California : Stanford University Press.
- Poupeau, Franck. 2011. « L'eau de la Pachamama. Commentaires sur l'idée d'indigénisation de la modernité ». *L'Homme* 198-199 : 247-76.
- Poupeau, Franck, et Hervé Do Alto. 2009. « L'indianisme est-il de gauche ? » *Civilisations. Revue internationale d'anthropologie et de sciences humaines* 58-1 : 141-47.
- Prado, Jorge del, Flores Galindo Alberto, et Sulmont Denis. 2010. *Jorge del Prado y los mineros de la Sierra Central : testimonio sobre la masacre de Malpaso*. Lima : Fondo Editorial del Congreso del Perú.
- Preciado Jeronimo, Ruth, Edwin Rap, et Jeroen Vos. 2015. « The politics of Land Use Planning: Gold mining in Cajamarca, Peru ». *Land Use Policy* 49: 104-17.
- Prévôt-Schapira, Marie-France. 2008. « Amérique Latine : Conflits et Environnement, "quelque chose de plus" ». *Problèmes d'Amérique Latine* 70 (4): 5-11.

- Prno, Jason, et Scott Slocombe. 2012. « Exploring the origins of ‘social license to operate’ in the mining sector : Perspectives from governance and sustainability theories ». *Resources Policy* 37 (3) : 346-57.
- Puerta Silva, Claudia. 2013. *Stratégies et politiques de reconnaissance et d’identité : Les Indiens wayuu et le projet minier du Cerrejón En Colombie*. Bruxelles : P.I.E-Peter Lang S.A., Editions Scientifiques Internationales.
- Radcliffe, Sarah A. 1990. « Between Hearth and Labor Market: The Recruitment of Peasant Women in the Andes ». *The International Migration Review* 24 (2): 229-49.
- . 1991. « The Role of Gender in Peasant Migration: Conceptual Issues from the Peruvian Andes ». *Review of Radical Political Economics* 23 (3-4): 129-47.
- . 2002. « Indigenous Women, Rights and the Nation-State in the Andes ». In *Gender and the Politics of Rights and Democracy in Latin America*, édité par Nikki Craske et Maxine Molyneux, 149-72. New York : Palgrave Macmillan.
- . 2012. « Development for a postneoliberal era? Sumak kawsay, living well and the limits to decolonisation in Ecuador ». *Geoforum*, SI - Party Politics, the Poor and the City : reflections from South Africa 43 (2) : 240-49.
- Radcliffe, Sarah, et Andrea Pequeño. 2010. « Ethnicity, Development and Gender : Tsáchila Indigenous Women in Ecuador ». *Development and Change* 41 (6) : 983-1016.
- Rajak, Dinah. 2011. *In Good Company: An Anatomy of Corporate Social Responsibility*. Stanford, California : Stanford University Press.
- Ram, Kalpana, et Jolly Margaret, (éds). 1998. *Maternities and Modernities : Colonial and Postcolonial Experiences in Asia and the Pacific*. Cambridge, England ; New York : Cambridge University Press.
- Razavi, Shahra. 2007. « The Return to Social Policy and the Persistent Neglect of Unpaid Care ». *Development and Change* 38 (3) : 377-400.
- Remy, Maria Luisa. 2010. « El asedio desde los márgenes: entre la multiplicidad de conflictos locales y la lenta formación de nuevos movimientos sociales en Perú. » In *Desafíos de la gobernabilidad democrática. Reformas político-institucionales y movimientos sociales en la región andina.*, édité par Martin Tanaka et Francine Jacome. Lima: IEP.
- Richards, Patricia. 2004. *Pobladoras, Indígenas, and the State : Conflict Over Women’s Rights in Chile*. New Brunswick, NJ : Rutgers University Press.
- Rijke, Kim de. 2013. « Hydraulically Fractured : Unconventional Gas and Anthropology ». *Anthropology Today* 29 (2) : 13-17.

- Riva, Palmira La. 2003. « Le renard mutilé, le renard éclaté. Réflexions sur les représentations de la fertilité dans les Andes du sud du Pérou ». *Ateliers d'anthropologie. Revue éditée par le Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative* 25 : 17-39.
- Robin Azevedo, Valérie, et Dorothée Delacroix. 2017. « Categorización étnica, conflicto armado interno y reparaciones simbólicas en el Perú post - Comisión de la Verdad y Reconciliación (CVR) ». *Nuevo Mundo Mundos Nuevos. Nouveaux mondes mondes nouveaux* [En ligne], Débats, mis en ligne le 11/12/2017, consulté le 11/07/2018.
- Robin, Valérie. 2004. « Indiens, Quechuas ou Paysans ? » *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM. Les Cahiers ALHIM* 10 [En ligne], mis en ligne le 02/02/2005, consulté le 11/07/2018.
- Robin Azevedo, Valérie, et Salazar-Soler Carmen. (éds.) 2009. *El regreso de lo indígena : Retos, problemas y perspectivas*. Lima : IFEA, CBC.
- Rodriguez Villa, Jose. 2002. « Cambios en la ocupacion de la jalca : caso de la zona de chanta alta, distrito de la Encanada, Cajamarca ; 1950 – 2000 ». Thèse de Maitrise Sciences, Mention Développement, Universidad Nacional de Cajamarca.
- Romio, Silvia. 2014. « Entre discurso político y fuerza espiritual : fundación de las organizaciones indígenas awajún y wampis (1977-1979) ». *Anthropologica* 32 (32) : 139-58.
- . 2017. « *Suivre le Chemin* » *La construction de l'identité politique des Awajún d'Amazonie péruvienne (1920-1980)*. Thèse de Doctorat en Sciences Politiques, École Doctorale de l'EHESS ; Centre d'Études Sociologiques et Politiques Raymon Aron (CESPRA - EHESS).
- Rondon, Glevys. 2009. « Canadian Mining in Latin America : Corporate Social Responsibility and Women's Testimonies ». *Canadian Woman Studies* 27 (1) : 89-96.
- Rousseau, Stéphanie. 2007. « Reproductive health policies in Peru : social reforms and citizenship rights ». *Revista Estudos Feministas* 15 (2) : 309-31.
- . 2009. « Genre et ethnicité racialisée en Bolivie : Pour une étude intersectionnelle des mouvements sociaux ». *Sociologie et sociétés* 41 (2) : 135-160.
- . 2012a. « La ley de consulta previa y las paradojas de la indigeneidad ». *Revista Argumentos* 6 (5) [en ligne]. Disponible sur : <http://revistaargumentos.iep.org.pe/articulos/la-ley-de-consulta-previa-y-las-paradojas-de-la-indigeneidad/> (dernier accès 11/07/2018)
- . 2012b. *Mujeres y ciudadanía. Las paradojas del neopopulismo en el Perú de los noventa*. Lima : IEP.
- Rousseau, Stéphanie, et Anahi Morales Hudon. 2016. *Indigenous Women's Movements in Latin America : Gender and Ethnicity in Peru, Mexico, and Bolivia*. New York, NY, U.S.A : Palgrave Macmillan.

- Rubin, Gayle. 1975. « The Traffic in Women : Notes on the “Political Economy” of Sex ». In *Toward an Anthropology of Women*, édité par Rayna Reiter, 157–210. New York ; London : Monthly Review Press.
- Safa, Helen. 1990. « Women's social movements in Latin America ». *Gender & Society* 4 (3) : 354-69.
- Said, Edward W. 1978. *Orientalism*. New York : Vintage.
- Sakoyan, Juliette. 2009. « L'éthique multi-située et le chercheur comme acteur pluriel. Dilemmes relationnels d'une ethnographie des migrations sanitaires ». *ethnographiques.org* 17 [en ligne], novembre 2008. Disponible sur : <http://www.ethnographiques.org/2008/Sakoyan> (consulté le 12/06/2016).
- Salama, Pierre. 2012. « Les économies émergentes, le plongeon ? » *Archive ouverte en Sciences de l'Homme et de la Société - HAL, FMSH* 42.
- Salas Carreño, Guillermo. 2007. « Responsabilidad social corporativa y promesas de modernidad de la minería : Antamina y sus relaciones con la comunidad de San Marcos (Huari, Áncash; 1997 - 2002) ». In *Peru : El problema agrario en debate*, édité par Gerardo Damonte, Bernardo Fulcrand, et Rosario Gomez. SEPIA XII, 2-30. Lima : SEPIA.
- . 2008. *Dinámica social y minería. Familias pastoras de puna y la presencia del proyecto Antamina (1997-2002)*. Lima : IEP.
- Salazar-Soler, Carmen. 2002. *Anthropologie des mineurs des andes dans les entrailles de la terre*. Paris : Editions L'Harmattan.
- . 2009. « Los tesoros del Inca y la madre naturaleza : etnoecología y lucha contra las compañías mineras en el norte del Perú ». In *El regreso de lo indígena : Retos, problemas y perspectivas*, édité par Robin Azevedo, Valérie et Salazar-Soler Carmen, 187-215. Lima : IFEA, CBC.
- . 2011. « De l'environnement à l'autochtonie et à l'autodétermination : les luttes des communautés paysannes contre les compagnies minières au Pérou ». 2011. Actes du 1er Congrès de l'Afea / 21-24 septembre 2011, Paris.
- . 2013. « ¿Qué significa ser indio o indígena? Reflexiones sobre estas categorías sociales en el Perú andino ». *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [en ligne], Débats, mis en ligne le 13/12/2013, consulté le 10/07/2017.
- Saldana, José. 2016. « La violencia del derecho a través de la criminalización de las protestas contra el proyecto Minas Conga ». *RITA - Revue Interdisciplinaire de Travaux sur les Amériques* 9 [en ligne], mis en ligne le 4/07/2016, consulté le 01/07/2017.
- Sanborn, Cynthia A., Hurtado Verónica, et Ramirez Tania. 2016. *La consulta previa en el Perú : avances y retos*. Lima : Universidad del Pacífico.

- Sandoval, Pablo, 2009. *Repensando la subalternidad. Miradas críticas desde / sobre América Latina*. Lima: IEP.
- Sarcinelli, Sophie. 2014. *Protéger, éduquer, exclure. Anthropologie de l'enfance et de la parentalité roms en Italie*. Thèse de Doctorat en Anthropologie Sociale et Ethnologie, École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS).
- Sardan, Olivier de. 1995. *Anthropologie et Développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*. Marseille : APAD ; Paris : Karthala.
- Sartori, Giovanni, et Gianni Mazzoleni. 2005. *La tierra explota : superpoblación y desarrollo*. Punto de Lectura S.L..
- Schild, Veronica. 2015. *Securing Citizens and Entrenching Inequalities : the Gendered, Neoliberalized Latin American State*, Desigualdades.net Working Paper Series, 83.
- Schmit, Anna. 2016. *Teniamos el sueño de cambiar el mundo : expérience militante de femmes autochtones de La Guajira – Colombie*. Thèse de doctorat en Anthropologie sociale et ethnologie Paris, EHESS.
- Scott, James. 1985. *Weapons of the Weak : Everyday Forms of Peasant Resistance*. New Haven ; London : Yale University Press.
- Scott, Joan. 1988. « Genre : Une catégorie utile d'analyse historique ». *Les Cahiers du GRIF* 37 (1) : 125-53.
- Scurrah, Martin. 2008. *Defendiendo derechos y promoviendo cambios : el Estado, las empresas extractivas y las comunidades locales en el Perú*. Miraflores ; Lima : OXFAM Internacional, Internacional Instituto del Bien Común, IEP.
- Scurrah, Martin, et Claudia Bielich, éd. 2010. « Movimientos sociales y política ». Dans *Peru hoy : Centralismo y concentracion*, 49-66. Lima : DESCO.
- Seone, José, Taddei Emilio, et Algranati Clara. 2013. *Extractivismo, despojo y crisis climática. Desafíos para los movimientos sociales y los proyectos emancipatorios de Nuestra América*. Buenos Aires : Herramienta.
- Shiva, Vandana. 1988. *Staying Alive : Women, Ecology, and Development*. London : Zed Books.
- Sigona, Nando. 2011. « L'Union européenne et les Roms : pauvreté, haine anti-Tziganes et gouvernance de la mobilité ». *Cultures & Conflits*, n° 81-82: 213-22.
- Simmel, Georg. 1995. *Le Conflit*. Paris : Circé.
- Smith, Jessica, et Frederico Helfgott. 2010. « Flexibility or Exploitation? Corporate Social Responsibility and the Perils of Universalization ». *Anthropology Today* 26 (3): 20-23.
- Smith-Oka, Vania. 2013. *Shaping the Motherhood of Indigenous Mexico*. Nashville : Vanderbilt University Press.

- Snow, David. 2001. « Analyse de cadres et mouvements sociaux ». Dans *Les formes de l'action collective : Mobilisation dans des arènes publiques*, Daniel Cefaï et Danny Trom (éds). Paris : Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.
- Solari Pita, Mirko. 2015. « Les chemins de l'ethnicité : parcours identitaires des descendants des mitmas cañaris dans la région andine (XVIe–XXIe siècle) ». Thèse de Doctorat en Anthropologie Sociale et Ethnologie, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS).
- Sommier, Isabelle. 2010. « Les états affectifs ou la dimension affectuelle des mouvements sociaux ». Dans *Penser les mouvements sociaux*, 185-202. Paris : La Découverte.
- Sosa, Milagros, et Margreet Zwarteveen. 2012. « Exploring the politics of water grabbing : The case of large mining operations in the Peruvian Andes ». *Water Alternatives* 5 (2) : 360-75.
- Soto, Hernando de. 2014. « The Capitalist Cure for Terrorism ». *Wall Street Journal*, 10 octobre 2014, sect. Life and Style [en ligne]. Disponible sur : <https://www.wsj.com/articles/the-capitalist-cure-for-terrorism-1412973796> (dernier accès 11/07/2018)
- Speed, Shannon, Hernández Castillo R. Aída, et Stephen Lynn M.. (éds.) 2006. *Dissident women : Gender and Cultural Politics in Chiapas*. Austin : University of Texas Press.
- Spencer, Jonathan. 1997. « Post-Colonialism and the Political Imagination ». *The Journal of the Royal Anthropological Institute* 3 (1) : 1-19.
- Spivak, Gayatri. 1998. *In Other Worlds : Essays in Cultural Politics*. Abingdon ; New York : Routledge.
- Staab, Silke. 2010. « Social Investment Policies in Chile and Latin America : Towards Equal Opportunities for Women and Children? » *Journal of Social Policy* 39 (04) : 607-26.
- Starn, Orin. 1999. *Nightwatch : The Politics of Protest in the Andes*. Durham ; London : Duke University Press.
- . 2013. « Missing the Revolution : Anthropologists and the War in Peru ». *Cultural Anthropology* 6 (1) : 63-91
- Starn, Orin, et De La Cadena Marisol, (éds.) 2007. *Indigenous Experience Today*. New York : Berg Publishers.
- Stephen, Lynn. 1997. *Women and Social Movements in Latin America : Power from Below*. Austin : University of Texas Press.
- . 2001. « Gender, Citizenship, and the Politics of Identity ». *Latin American Perspectives* 28 (6) : 54-69
- Stephenson, Marcia. 1999. *Gender and Modernity in Andean Bolivia*. Austin : University of Texas Press.

- Stengers, Isabelle. 2005. « The Cosmopolitical Proposal ». In *Making Things Public*, édité par Bruno Latour et Peter Weibel, 994–1003. Boston : MIT Press.
- Stoler, Ann. 1989. « Making Empire Respectable : The Politics of Race and Sexual Morality in 20th-Century Colonial Cultures ». *American Ethnologist* 16 (4) : 634-60.
- Sulmont, Denis. 1980. *Historia del movimiento obrero minero metalúrgico*. Lima : Asociación Trabajo y Cultura.
- . 1983. « A pesar de todo... Flujo y Reflujo de los movimientos populares peruanos ». *Nueva Sociedad* 64 : 65-72.
- Svampa, Maristella. 2011. « Extractivismo neodesarrollista y movimientos sociales.¿ Un giro ecoterritorial hacia nuevas alternativas ». Dans *Mas allá del desarrollo*, édité par Miriam Lang et Dunia Mokrani, ABYA AYALA, Fundacion Rosa Luxembourg, 185–216. Quito.
- Swartz, Marc, Victor Turner, et Arthur Tuden (éds). 1966. *Political Anthropology*. Chicago : Aldine Publishing Company.
- Swyngedouw, Erik. 2004. « Globalisation or ‘glocalisation’? Networks, territories and rescaling ». *Cambridge Review of International Affairs* 17 (1) : 25-48.
- . 1997. « Neither Global Nor Local : ‘Glocalization’ and the Politics of Scale ». Dans *Spaces of Globalization : Reasserting the Power of the Local*, édité par Kevin Cox, 137-66. New York/London : Guilford/Longman.
- Szablowski, David. 2002. « Mining, Displacement and the World Bank : A Case Analysis of Compania Minera Antamina’s Operations in Peru ». *Journal of Business Ethics* 39 (3) : 247-73.
- Taguieff, Pierre-André. 1991. *Face au racisme*. Paris : La Découverte.
- Tanaka, Martin, et Carlos Melendez. 2009. « Yanacocha y los reiterados desencuentros . granflectacion, debiles capacidades de accion colectiva ». In *Minería y conflicto social*, par José De Echave *et al.* Lima : Instituto Riva Agüero.
- Tanaka, Martín, et Carolina Trivelli. 2002. « Las trampas de la focalización y la participación : pobreza y políticas sociales en el Perú durante la década de Fujimori ». Documentos de Trabajo 121. Lima : IEP.
- Tanaka, Martín, et Sofía Vera. 2007. « Perú : entre los sobresaltos electorales y la agenda pendiente de la exclusión ». *Revista de ciencia política* 27 : 235-47.
- Tandeter, Enrique. 1997. *L’argent du Potosi. Coercition et marché dans l’Amérique coloniale*. Paris : Éditions de L’EHESS.
- Tarrow, Sidney. 1993. « Cycles of Collective Action : Between Moments of Madness and the Repertoire of Contention ». *Social Science History* 17 (2) : 281-307

- Taussig, Michael T.. 1980. *The Devil and Commodity Fetishism in South America*. Chapel Hill : University of North Carolina Press.
- Taylor, Lewis. 1984. « *Cambios capitalistas en las haciendas cajamarquinas, 1900-1935* ». *Estudios Rurales Latinoamericanos* 7(1), 93-129.
- Taylor, Lewis. 1986. *Estates, Freeholders and Peasant Communities in Cajamarca, 1876-1972*. Cambridge : Centre of Latin American Studies, University of Cambridge.
- Taylor, Verta. 1989. « Social Movement Continuity : The Women's Movement in Abeyance ». *American Sociological Review* 54 (5) : 761-75.
- . 1999. « Gender and Social Movements. Gender Processes in Women's Self-Help Movements ». *Gender & Society* 13 (1) : 8-33.
- Taylor, Verta, et Nancy Whittier. 1992. « Collective Identity in Social Movement Communities : Lesbian Feminist Mobilisation ». In *Frontiers in Social Movement Theory*, édité par Aldon Morris, 104-29. New Haven : Yale University Press.
- Thorp, Rosemary, et Geoffrey Bertram. 1978. *Peru 1890-1977 : Growth and Policy in an Open Economy*. First Edition edition. New York : Columbia University Press.
- Tilly, Charles. 1984. « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 4 (1) : 89-108.
- Tilly, Charles, et Sidney Tarrow. 2006. *Contentious Politics*. Oxford : Oxford University Press
- Touraine, Alain. 2000. *Sociologie de l'action : essai sur la société industrielle*. Paris : Librairie générale française.
- Traini, Christophe. (éd.) 2009. *Émotions... mobilisation ! Mobilisation !* Paris : Presse de SciencesPo.
- Tsing, Anna Lowenhaupt. 2004. *Friction : An Ethnography of Global Connection*. Princeton, N.J : Princeton University Press.
- . 2007. « Indigenous Voice ». In *Indigenous Experience Today*, édité par Marisol De La Cadena et Orin Starn, 33-68. New York : Berg Publishers.
- Tuncay, Vildan Bahar. 2015. « El programa «Juntos» : en la intersección del multiculturalismo neoliberal y del indigenismo estatal peruano ». *Cahiers des Amériques latines* 78 : 57-78.
- Ulloa, Astrid. 2016. « Feminismos territoriales en América Latina : defensas de la vida frente a los extractivismos. » *Nomadas* 45 : 123-139.
- Urrutia, Jaime. 1992. « Comunidades campesinas y antropología : Historia de un amor (casi) eterno ». *Debate Agrario : Analysis y Alternativas* 14 : 1-16.
- . 2001. « La comunidad campesina reinventada : El ejemplo de Cumbico, Cajamarca ». *Debate agrario* 32 : 1-12.

- . 2002. « Cambios y permanencias comunales en medio siglo : Revisita a un texto olvidado ». *Debate agrario* 35 : 183-94.
- Utting, Peter. 2005. « Corporate responsibility and the movement of business ». *Development in Practice* 15 (3 & 4) : 375-88.
- Vanier, Martin, gudy (éd.) 2009. *Territoires, territorialité, territorialisation : Controverses et perspectives*. Rennes : PUR.
- Van Cott, Donna Lee. 2005. *From Movements to Parties in Latin America: The Evolution of Ethnic Politics*. New York : Cambridge University Press.
- Varese, Stefano, Guillermo Delgado, et Rodolfo L. Meyer. 2008. « Indigenous Anthropologies beyond Barbados ». In *A Companion to Latin American Anthropology*, édité par Deborah Poole, 373-98. Malden/Oxford : Blackwell Publishing
- Vargas, Karina, éd. 2016. *La implementación del derecho a la consulta previa en Perú. Aportes para el análisis y la garantía de los derechos colectivos de los pueblos indígenas*. Lima: GIZ.
- Vargas Valente, Virginia. 1992. *Cómo cambiar el mundo sin perdernos : el movimiento de mujeres en el Perú y América Latina*. Lima : Ediciones Flora Tristán.
- Vergara, Alberto. 2012. « United by Discord, Divided by Consensus : National and Sub-National Articulation in Bolivia and Peru, 2000–2010 ». *Journal of Politics in Latin America* 3 (3) : 65-93
- . 2013. *Ciudadanos sin República : ¿cómo sobrevivir en la jungla política peruana?* Lima : Planeta Ediciones.
- Vergara, Angela. 2013. « Paternalismo industrial, empresa extranjera y campamentos mineros en América Latina : un esfuerzo de historia laboral y transnacional ». *Avances del Cesor* 10 : 113-28.
- Verschuur, Christine. 2009. « Quel genre ? Résistances et mésententes autour du mot « genre » dans le développement ». *Revue Tiers Monde* 200 (4) : 785-803.
- Viezzler, Moema, James Dietz, et Paula Tuchman. 1979. « El Comité de Amas de Casa de Siglo XX : An Organizational Experience of Bolivian Women ». *Latin American Perspectives* 6 (3) : 80-86.
- Vincent, Susan. 2014. « Why Beautify the Plaza? Reproducing Community in Decentralized Neoliberal Peru ». *Journal of Agrarian Change* 14 (4) : 522-40.
- Voirol, Olivier. 2005. « Les luttes pour la visibilité. Esquisse d'une problématique ». *Réseaux*, n° 129-130 : 89-121.
- Wachtel, Nathan. 1971. *La Vision des vaincus. Les Indiens du Pérou devant la conquête espagnole, 1530-1570*. Paris : Gallimard.

- Wade, Peter. 2005. « Rethinking Mestizaje: Ideology and Lived Experience ». *Journal of Latin American Studies* 37 (02): 239-57.
- Walter, Mariana, et Leire Urkidi. 2015. « Consultas comunitarias y vecinales contra la minería metalífera en América Latina (2002-2012) ». *Ecología Política* 48 : 48-53.
- Ward, Bernie, et Strongman John. 2011. *Gender-Sensitive Approaches for the Extractive Industry in Peru : Improving the Impact on Women in Poverty and Their Families*. World Bank.
- Warren, Kay B.. 1998. *Indigenous Movements and Their Critics : Pan-Maya Activism in Guatemala*. Princeton : Princeton University Press.
- Wilson, Fiona. 2014. *Ciudadanía y violencia política en el Perú : una ciudad andina, 1870-1980*. Lima : IEP.
- Wilson, Rachel. 2011. « Cocina Peruana Para El Mundo : Gastrodiplomacy, the Culinary Nation Brand, and the Context of National Cuisine in Peru ». *Exchange : The Journal of Public Diplomacy* 2 (1) : 13-20.
- Wittersheim, Éric, et Riccardo Ciavolella. 2016. *Introduction à l'anthropologie du politique*. Louvain-la-Neuve : De Boeck.
- Wolfe, Cary. 2010. *What Is Posthumanism?* Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Wolford, Wendy. 2010. *This Land Is Ours Now : Social Mobilization and the Meanings of Land in Brazil*. Durham, NC : Duke University Press.
- World Bank. 2009. *Mainstreaming Gender into Extractive Industries Projects*. Extractive Industries and Development Series 9. Washington : World Bank
- Yanagisako, Sylvia Junko, et Lowery Delaney Carol. 1995. *Naturalizing Power : Essays in Feminist Cultural Analysis*. New York ; London : Routledge.
- Yashar, D.. 2005. *Contesting Citizenship In Latin America: The Rise Of Indigenous Movements And The Post-liberal Challenge*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Yrigoyen Fajardo, Raquel. 1993. « Las Rondas Campesinas de Cajamarca-Perú. Una aproximación desde la Antropología Jurídica ». Lima: Pontificia Universidad Católica del Perú.
- Yvinec, Maud. 2013. « Reinventar el indio después de la Independencia: las representaciones del indígena en el Perú decimonónico (1821-1879) ». *Bulletin de l'Institut français d'études andines* 42 (2): 287-293
- Yuval-Davis, Nira. 1993. « Gender and nation ». *Ethnic and Racial Studies* 16 (4) : 621-32.
- Yzú Rossini, Brunella. 2016. « La eugenesia peruana a partir de la vida y obra de Carlos Enrique Paz Soldán (1900-1965) ». Lima : Pontificia Universidad Católica del Perú.

Zibechi, Raúl. 2013. « América Latina : Hacia un nuevo ciclo de luchas ». *CETRI, Centre Tricontinental [en ligne]*. Disponible sur : <https://www.cetri.be/America-Latina-Hacia-un-nuevo> (dernier accès 11/07/2018)

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Fig. 1 - Carte du terrain, indiquant les principaux lieux de l'enquête	37
Fig. 2 – Représentation graphique d'un pad de lixiviation.....	61
Fig. 3 - Photographie aérienne de l'aire d'opération de Minera Yanacocha S.A.....	62
Fig. 4 – Graphique de la croissance du PIB péruvien entre 2000 et 2014.....	67
Fig. 5 – Graphique de l'évolution du PIB péruvien par secteurs économiques (2013-2014).....	69
Fig. 6 - Carte des concession minières péruviennes en 2016.....	71
Fig. 7 - Carte des concessions minières en 2014.....	78
Fig. 8 - Carte des contrats pétroliers en 2008.	78
Fig. 9 - Carte des Provinces de la région de Cajamarca.....	86
Fig. 10 - Carte physique de la région Cajamarca, avec indiqué en la partie Amazonienne.....	86
Fig. 11 – Carte des principales entreprises productrices d'or en 2013.....	89
Fig. 12 - Proportion de la production d'or de MYSA par rapport à la production nationale (1993-2007)	90
Fig. 13- Carte des projets miniers en 2014 dans la région de Cajamarca.....	91
Fig. 14 - Carte des concessions minières de la région de Cajamarca.....	92
Fig. 15 - Carte des principaux taux de pauvreté par région, au Pérou, en 2015.....	94
Fig. 16 - Carte des Indices de Développement Humain dans la région Cajamarca en 200.....	95
Fig. 17 – Photographie d'une maison de la vallée de Porcon.....	100
Fig. 18 - Femme amenant son troupeau de brebis au pâturage, avec les installations de MYSA en arrière-fond.....	106
Fig. 19 - Vision satellitaire montrant la position des activités de Minera Yanacocha, de la capitale régionale, Cajamarca et de la vallée de Porcón.....	108
Fig. 20 - Peinture à l'entrée du site archéologique Cuarto del Rescate aujourd'hui visitable à Cajamarca.....	115
Fig. 21 - Vue du Mont Quilish depuis la route Cajamarca-Bambamarca.....	117
Fig. 22 - Carte des cours d'eau desservant la ville de Cajamarca et sites d'activité de MYSA.....	117
Fig. 23 – Participants à la réunion de commémoration de la lutte pour le Quilish de Septembre 2011, avec en arrière-fond l'aire d'opération de MYSA.....	122
Fig. 24 - Affiche publicitaire sur les activités de collecte de l'eau entreprises par MYSA.....	126

Fig. 25, 26, 27 - Illustrations du rapport annuel sur les activités de responsabilité sociale entrepreneuriale de Minera Yanacocha, sections « gestion de l'eau d'irrigation et développement des activités agro-pastorales » et « collecte de l'eau ».....	127
Fig. 28 - Scène de battage du blé : dépiquage animal consistant à faire tourner en rond le cheval sur le blé, de façon à détacher les germes des tiges.....	134
Fig. 29 - Battage du blé à la main et séparation des des graines à l'aide du vent.....	134
Fig. 30 - Panneaux indiquant les travaux infrastructurels réalisés avec l'apport volontaire de MYSA.....	136
Fig. 31 - Affiche du programme de sécurité alimentaire (PSA) de MYSA.....	144
Fig. 32 - Maquette de la « cuisine saine » (<i>cocina saludable</i>) du PSA	147
Fig. 33 - Cuisine dans la communauté de Wayrapampa.....	147
Fig. 34 - Participantes au concours d'allaitement et juges du concours (plus l'anthropologue invitée), communauté de Qorapampa.....	148
Fig. 35 - Vue de l'intérieur d'un des stands communautaires, à la foire du PSA en 2011.....	151
Fig. 36 - Exposition de produits « traditionnels » dans un des stands à la foire du PSA	152
Fig. 37 - Deux femmes « urbaines » en train d'acheter des plantes d'une femme « paysanne », sur le marché de Cajamarca.....	169
Fig. 38 - Photographie de Cajamarca vue du Cerro Santa Apolonia, 1960.....	178
Fig. 39 - Tableau de la croissance démographique du centre urbain de Cajamarca, 1940-2016.....	180
Fig. 40 - Image satellitaire de la vallée de Cajamarca, situant la nouvelle localité résidentielle de Baños del Inca et la capitale régionale Cajamarca.....	181
Fig. 41 – Photographie de la ville de Cajamarca, prise des marges du centre urbain, 2014.....	182
Fig. 42 - Proportion des coûts de création d'emplois par secteur en 1993.....	184
Fig. 43 - Photographie du centre commercial « El Quinde », Cajamarca.....	187
Fig. 44 – Marché central de Cajamarca.....	187
Fig. 45 - Affiche de la campagne d'inscription 2018 du Davy College.....	189
Fig. 46 - Entrée du Davy College.....	189
Fig. 47 – Photographie des robinets du Davy College, avec marqué « ne pas boire »	193
Fig. 48 - Carte et schéma illustrant le projet de construction des réservoirs de Minas Conga.....	224
Fig. 49 - Carte des 5 bassins hydrographiques étudiés par le projet Conga.....	226
Fig. 50 - Carte montrant la localisation des projets miniers Yanacocha, Conga, Galeno et Michiquillay, par rapport aux bassins hydrographiques Chonta et La Encanada, et la ville de Cajamarca.....	229

Fig. 51 – Photographie des bureaux de MYSA à Celendín, abandonnés en 2012 suite à des actes de vandalisme.....	237
Fig 52 - militaires occupant la place centrale (Plaza de Armas) de Cajamarca, le lendemain de la proclamation de l'état d'urgence.....	238
Fig. 53 - Manifestation dans le cadre de la Marche Nationale de l'eau.....	239
Fig. 54 - Tensions entre forces de l'ordre et cortège funéraire de l'une des victimes des affrontements de juillet 2012.....	241
Fig. 55 - Campement des « Gardiens des lacs » de la province de Bambamarca.....	244
Fig. 56 : Affiche de la campagne d'Amnesty International en solidarité avec Máxima Acuña de Chaupe.....	247
Fig. 57 - Réunion sur les rives du lac El Perol.....	260
Fig 58 - Carte de la Province de Hualgayoc, avec marqués les principaux axes de communication et l'emplacement des projets miniers MYSA et Minas Conga.	265
Fig 59 - Carte de la Province de Celendín, avec marqués la capital provinciale, les principaux axes de communication et l'emplacement des projets miniers MYSA et Minas Conga.....	265
Fig. 60 - Jeunes manifestantes participant à la « Marche des femmes enceintes » à Cajamarca....	303
Fig. 61 - Manifestantes participant à la « Marche des femmes enceintes » à Cajamarca.....	304
Fig. 62 - Rondes paysannes de femmes de Chetilla pendant la « Marche des femmes ».....	305
Fig. 63 - Marche commémorative tenue le 3 juillet 2013 à Cajamarca pour l'anniversaire de la mort de cinq manifestants dans les affrontements avec la police en 2012.....	310
Fig. 64 - Veillée commémorative devant l'église San Francisco, à la fin de la marche <i>supra</i>	311
Fig. 65 - Membres des rondes paysannes de femmes à la tête d'un cortège de manifestants sur les rives d'un des lacs de Conga.....	315
Fig. 66 - Logo de l'association Femmes en Défense de la Vie et de la Nature.....	316
Fig. 67,68,69 - Veille et marche commémorative organisée le 3 juillet 2013 à Cajamarca pour l'anniversaire de la mort de cinq manifestants dans les affrontements avec la police en 2012.....	318
Fig. 70 - Préparation d'un repas commun pendant la grève de novembre 2011.....	319
Fig. 71 - Séquence d'images du renversement des marmites de la cuisine collective sur la <i>Plazuela Bolognesi</i>	321
Fig. 72 - Banderole réalisée par les étudiants de l'école d'art Mario Urteaga, à l'occasion de la deuxième grève régionale (31 mai - 2 juillet 2012).....	321
Fig. 73 - Illustration du renversement des marmites et des violences policières pendant la grève, par le dessinateur libanais Markus.....	322

Fig.74 - Femmes des Rondes Paysannes en train de préparer le repas pour les manifestants sur la place centrale (<i>Plaza de Armas</i>) de Cajamarca, novembre 2011.....	324
Fig. 75 - Caricature de Jorge Vergara – président de la Chambre de commerce de Cajamarca représenté comme une prostituée	341
Fig. 76 - Caricature du maire de la province, Luis Guerrero, représenté comme une prostituée avec des billets à la main et des lingots d’or aux pieds.....	342
Fig. 77 - Caricature du président de la République, Ollanta Humala Tasso, représenté comme un travesti prostitué.....	343
Fig.78 - Graffiti sur le mur d’une maison à Celendín.....	343
Fig. 79 - Affiche contre l’exploitation minière à Tambogrande.....	362
Fig. 80 - Image de profil de la page Facebook « <i>República independiente del Perú profundo</i> ».....	364
Fig. 81 - Illustration « Le cercle vertueux de l’extraction minière nourrit l’inclusion sociale ».....	372
Fig. 82 - Gregorio Santos pendant la grève de novembre 2011 à Cajamarca.....	385
Fig. 83 - Affiche du Movimiento de Afirmacion Social (MAS) demandant la fin de la « persécution politique » de Gregorio Santos.....	385
Fig. 84 - Hugo Blanco pendant son procès dans la ville de Tacna, en 1966.	387
Fig. 85 - Hugo Blanco pendant la « Marcha de los Pueblos » contre la Cop20 à Lima en 2014, avec, à sa gauche, Máxima Acuña de Chaupe.....	387
Fig. 86 – Affiche électorale de Verónica Mendoza pour les élections présidentielles de 2016.....	393
Fig. 87 et 88 - Manifestants dans la zone du projet minier.....	400
Fig. 89 – Représentation du Pérou divisé en trois régions naturelles (cote, Andes, Amazonie).....	414
Fig. 90 – Couverture d’un livre de coloriage pour enfants, illustrant les trois groupes ethno-raciaux associés aux trois régions naturelles péruviennes (côte, Andes et Amazonie).....	417
Fig. 91 – Habitants rassemblés au bord du terrain de foot, pendant la fête de Santa Rosa de Huasmin.....	427
Fig. 92 – Installation de la pancarte « activité minière responsable vs ancienne activité minière » pour la présentation de l’équipe de communication rurale de Minas Conga.....	427
Fig. 93 – Début de la présentation de l’équipe de communication rurale.....	431
Fig. 94 - Couverture de la <i>Revista agraria</i> , CEPES, n° 108, juin 2009.....	447
Fig. 95 - Illustration reproduite sur différents supports (t-shirts, murs) au Pérou et sur les sites d’organisations militantes solidaires avec la lutte des Indigènes amazoniens.....	451
Fig. 96 - Couverture de l’ouvrage <i>Amazonia Rebelde</i> , paru en 2009 aux éditions du <i>Programa Democracia y Transformación Global</i> (PDTG).....	451
Fig. 97 - Manifestant buvant l’eau du lac Azul recueillie dans une bouteille.....	465

Fig. 98 - Mesías Guevara Amasifuen, congressiste de la région de Cajamarca, en train de boire l'eau du lac El Perol.....	465
Fig. 99 et 100 - Manifestants en train de boire l'eau des lacs dans leurs <i>sombreros</i> , pendant un rassemblement dans la zone de future opération minière.....	465
Fig. 101 – Pancarte affichée sur une maison privée de la ville de Celendín, montrant deux gouttes d'eau en train de pleurer et l'inscription «prends soin de nous» (<i>cuídanos</i>).....	467
Fig. 102 – Caricature de Carlos Tovar, alias Carlin, dans <i>La República</i> du 05/03/2012.....	481
Fig. 103 - Graffiti sur le mur d'une maison dans la ville de Cajamarca.....	482
Fig. 104 - Graffiti sur le mur d'une maison dans la ville de Celendín.....	482
Fig. 105 - Version moderne de la rencontre entre Atahulapa et Pizarro, par le caricaturiste Carlos Tovar, alias Carlín.....	483
Fig. 106 – « Chambre de la rançon » avec Ollanta Humala Tasso dans le rôle d'Atahualpa (caricature de l'artiste connu sous le pseudonyme Méchain).....	484
Fig. 107 – Illustration accompagnant l'article « L'extraction minière péruvienne, Newmont-Yanacocha et le Projet Conga ».....	486
Fig. 108 : Colline qui domine la ville de Cajamarca. De gauche à droite, l'on peut voir : «INEI» (<i>Instituto Nacional de estadística y Informática</i>), « SR » (<i>San Ramon</i> , un lycée historique de la ville), et « No à Conga ».....	486
Fig. 109 – Images du lac Yanacocha, avant et après le projet minier.....	489
Fig. 110 – Représentation des lacs de Conga par l'illustrateur Carlos Tovar (Carlín) dans le journal <i>La República</i> du 11/11/2011.....	490
Fig. 111 - Lac El Perol.....	491
Fig. 112 - Image du lac Alforjacochoa.....	492
Fig. 113 - Échange entre un manifestant et un policier, zone de Conga, 2011.....	493
Fig. 114 - Reproduction de l'image précédente sur le mur d'une maison de Celendín.....	494
Fig. 115 - Manifestants en train de se rendre sur les rives du lac El Perol pour manifester leur opposition au projet minier. Source : aguamina.blogspot.it/ . Auteur : Jorge Chávez Ortiz.....	495
Fig. 116 - Manifestants sur les bords du puits à ciel ouvert du projet minier La Shacsha, situé dans le district de Baños del Inca, province de Cajamarca.....	495
Fig. 117 - Peinture murale dans la ville de Celendín.....	496
Fig. 118 – Peinture muraless dans la ville de Celendín, illustrant la vie en milieu rural et les produits de l'agriculture andine (maïs, pommes de terre)	497

Fig. 119 – Peinture murale dans la ville de Celendin, illustrant l’histoire de la résistance locale au projet.....	497
Fig. 120 – Máxima Acuna de Chaupe en position de lutte.....	501
Fig. 121 – Affiche de la journée internationale de solidarité avec Máxima organisée par la Red Ulam en 2015.....	502
Fig. 122 – Affiche annonçant l’attribution du prix annuel de la Red Ulam  Máxima.....	502
Fig. 123 – Image de la campagne d’Amnesty International pour la protection de Máxima.....	504
Fig. 124 – Affiche du documentaire « La fille du Lac ».....	515

ANNEXE N°1

Chronologie du conflit Conga, 2011-2012

2011

28 Juillet : Annonce du projet par Minas Conga MYSA. Prise de fonctions du Président Ollanta Humala Tasso.

21 Septembre : Manifestation du syndicat régional de Professeurs (SUTEP) contre le projet minier Conga. Le président régional de Cajamarca demande à être reçu par le Premier ministre et le Ministre de l'Environnement afin de demander l'annulation du projet.

14 Octobre : Les habitants de la commune de La Encañada bloquent la route principale et manifestent contre MYSA. Ils demandent l'intangibilité des têtes de bassin versant.

24 Octobre: Une délégation d'habitants de la commune de Huasmin visite les lacs qui seront affectés par le projet minier et donnent 8 jours à la compagnie minière pour retirer sa machinerie.

2 Novembre: Les Ministres de l'Environnement, de l'Agriculture et des Mines visitent les lacs dans la zone de futures exploitations minières. Le ministre d'Energie et des Mines repart à Lima par avion privé appartenant à MYSA, alimentant ainsi l'image d'une coalition entre autorités étatiques et secteur minier.

7 Novembre : Le président Régional de Cajamarca se rend à Lima pour dialoguer avec le Premier Ministre au sujet du projet minier.

24 novembre : Des milliers de personnes provenant des différentes Provinces se retrouvent dans la ville de Cajamarca pour manifester leur refus face au projet. Le centre-ville est occupé et les principales voies d'accès sont bloquées pendant des semaines. Se produisent des actes de vandalisme contre les installations minières.

29 Novembre : Un affrontement violent a lieu entre forces de polices et paysans dans les alentours du lac Mishacocha, dans la zone de futures exploitations minières, faisant 12 paysans et 5 policiers blessés.

30 Novembre : MYSA bloque temporairement les activités.

4 décembre : Le Premier Ministre, le Ministre de l'Agriculture et le Ministre de l'Energie et des Mines se rendent à Cajamarca pour négocier avec le gouvernement régional. Suite à l'échec de celle-ci, le Président de la République déclare l'État d'urgence dans la région. Les militaires et les forces de police de la Direction d'Operations Spéciales (DINOES), prennent le contrôle de quatre capitales provinciales. Le Ministère de l'Economie et des Finances bloque les comptes bancaires du gouvernement régional de Cajamarca.

6 Décembre : Sortant d'une réunion au Parlement, six leaders sociaux de Cajamarca sont arrêtés et interrogés par la section Direction Contre le Terrorisme (DIRCOTE) de la police nationale.

10 Décembre : Le Premier Ministre Salomon Lerner démissionne et est remplacé par l'ancien Ministre de l'Intérieur Oscar Valdés.

20 décembre : Valdés annonce la réalisation d'une expertise internationale de l'EIE, financée par l'Etat, afin d'évaluer la viabilité du projet minier.

28 décembre : Le gouvernement régional rédige une ordonnance interdisant l'exploitation minière des têtes de bassin. MYSA annonce qu'elle entamera des initiatives légales pour questionner la validité de celle-ci.

2012

6 Janvier : L'Inspection des Finances de la République s'installe dans le gouvernement régional de Cajamarca pour enquêter sur l'usage illicite des ressources de l'état dans les protestations contre Minas Conga

01 Février : Début de la « Marche National de l'Eau ». Des délégations d'habitants locaux parcourent le trajet entre les lacs de Conga et Lima, accompagnées par des militants et observateurs internationaux.

10 Février: La Marche arrive à Lima, où elle est rejointe par les délégations de sympathisants de la capitale et d'autres régions du Pérou.

14 Février : L'identité des trois experts internationaux chargés de l'expertise de l'EIE de Conga est révélée : il s'agit de deux ingénieurs espagnols Luis López García et Rafael Fernández Rubio, et d'un géologue portugais, José Martins Carvalho.

27 Février : Le Président Régional déclare que l'ONG environnementale GRUFIDES a aussi commissionné une expertise « alternative » de l'EIE de Conga, qui sera réalisée par l'hydrogéologue états-unien Robert Moran

08 Mars : La « contre-expertise » est présentée à Lima, dans les locaux de la *Coordinadora Nacional de Derechos Humano* (CNDH).

03 Avril : Quelques jours avant la présentation de l'expertise missionnée par le Gouvernement, 500 militaires et quelques centaines de policiers sont envoyés dans les villes de Cajamarca, Celendin et Bambamarca.

17 Avril : L'expertise internationale est publiquement rendue par les experts au Ministre Valdés, dans les locaux de la Présidence des Ministres : l'expertise déclare l'EIE de Conga en règle avec les standards internationaux, tout en suggérant certaines modifications. Ce même jour, l'ordonnance régionale qui établit l'intangibilité des têtes de bassin versant dans la zone de Conga est jugée inconstitutionnelle et définitivement invalidée. Suivant les résultats de l'expertise internationale, des nouvelles manifestations d'opposition au projet ont lieu à Cajamarca.

27 Avril : Des délégations de manifestants se dirigent vers la zone des lacs de Conga pour protester contre l'exécution du projet minier. Les porte-voix de Newmont Mining Corporation, principal actionnaire de MYSA, se déclarent prêts à abandonner l'investissement si les changements requis par le gouvernement réduisent la rentabilité.

31 Mai : Une nouvelle grève régionale est entamée. A partir des premiers jours se produisent des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, ainsi que plusieurs arrestations de civils.

15 juin : Au bout de deux semaines de grève, MYSA communique sa décision de reprendre ses activités, en intégrant les modifications suggérées par l'expertise internationale : à Cajamarca, plusieurs manifestations spontanées conduisent à de nouveaux affrontements et arrestations.

30 Juin : Un porte-voix de MYRSL annonce la reprise des activités de construction des réservoirs dans la future zone d'exploitation de Conga.

02 Juillet : Des affrontements violents entre manifestants et armée à Celendin occasionnent 3 morts

parmi les manifestants dont un adolescent de 17 ans. L'Etat d'urgence est de nouveau déclaré, mais les affrontements se poursuivent causant de nombreux blessés et arrêtés.

03 Juillet: Un nouveau décès se produit à Bambamarca suite aux affrontements entre police et manifestants.

07 Juillet : Deux hommes religieux sont invités à agir comme facilitateurs de dialogue : le père Gaston Garatea et l'évêque de Trujillo Miguel Cabrejos. Toutes les parties saluent avec satisfaction la reprise du dialogue.

08 Juillet : Garatea et Cabrejos voyagent à Cajamarca afin de rencontrer les secteurs institutionnels et sociaux en lutte. Un document est rédigé pour résumer les demandes des manifestants, dont celle d'un référendum sur le projet.

13 Juillet : Une manifestation se déroule à Lima, pour demander au gouvernement l'annulation du projet Conga. Les mobilisations continuent dans différents endroits de Cajamarca.

23 Juillet: Le Premier Ministre Valdés est substitué par le jusqu'alors Ministre de la Justice, Juan Jiménez, qui annonce vouloir créer le « Cabinet du Dialogue ».

14 Aout : Face aux demandes des autorités de Cajamarca et des médiateurs de l'église, Jiménez refuse de lever l'Etat d'Urgence en affirmant que les conditions de l'arrêt ne sont pas réunies.

21 Aout : De nouvelles manifestations se déroulent à Cajamarca malgré l'Etat d'Urgence.

22 Aout : Les principaux acteurs de la presse nationale publient les résultats d'une enquête menée par l'entreprise Ipsos Apoyo, selon laquelle 78% des habitants (83% dans les zones rurales) de Cajamarca seraient opposés au projet minier Conga, et seulement 15% seraient en sa faveur.

29 Aout : MYSA émet une déclaration dans laquelle elle annonce suspendre le projet sous demande du gouvernement afin de « rétablir la tranquillité et la paix à Cajamarca ».

02 septembre : L'Etat d'Urgence est levé à Cajamarca mais les forces de police et de l'armée restent sur place. Le jour même, MYSA annonce une diminution du personnel suite à la suspension du projet minier, ainsi que la continuation des activités de construction des réservoirs d'eau, afin d'assurer l'approvisionnement en eau de la zone.

ANNEXE N°2

Sections de la pancarte « Minería Responsable vs Antigua Minería ».

Photos de l'auteur.

La Minería y la Seguridad

Antes:

- Herramientas manuales.
- Sin equipo de protección.
- Peligroso y desagradable.
- Sin respetar normas y leyes (niños).



Ahora:

- Con tecnología de avanzada.
- Énfasis en la seguridad.



La Minería y el Empleo

Antes:

- Mayormente, no calificado.
- Poca remuneración, jornada larga.
- Peligroso y desagradable.



Ahora:

- Se da capacitación.
- Buena remuneración, jornadas más cortas.
- Buenas condiciones de trabajo.



La Minería y el Medio Ambiente

Antes:

- No se monitorea.
- Contaminación del agua.
- Riesgos de salud para las personas y los animales.



Ahora:

- Monitoreo cuidadoso de la calidad del suelo y del agua, incluso hasta cinco años luego del cierre.
- Se toman medidas para evitar y eliminar la contaminación.



La Minería y la Gestión del Agua

Antes:

- Agua sin tratar era arrojada al ambiente.
- Demasiado gasto de agua.



Ahora:

- El agua del proceso se recicla, es tratada antes de ser devuelta al medio ambiente.
El agua es almacenada y administrada.



La Minería y el Cierre de Minas

Antes:

- Tajos quedaban abiertos.
- Relaves a la intemperie.
- Agua contaminada.
- Equipos abandonados.



Ahora:

- Los tajos se rellenan o se convierten en lagos.
- Restauración de las áreas donde se encuentran las arenas de molienda.
- Terrenos aptos para el pastoreo.
- Se retiran los equipos.



La Minería y la Extracción del Mineral

Antes:

- Sucio y polvoriento.
- Contaminante



Ahora:

- Cumple con la protección del ambiente.
- Controlado cuidadosamente
- Limpio.



La Minería y la Disposición de Relaves

Antes:

- Relaves que se vierten directamente a los ríos.
- Sin ningún tratamiento previo.
- Altamente contaminantes
- En contacto con fuentes de agua y tierras fértiles.



Ahora:

- Actualmente se utilizan procesos para tratar los relaves.
- Estos se encuentran dispuestos en presas que no tienen contacto con fuentes de agua.
- La disposición permite un manejo ambiental adecuado preservando el ambiente agrícola y productivo.



ANNEXE N°3

Texte intégral de la nouvelle « Ay, si Cajamarca fuera Lima » de Jorge Pereyra

Esta es una noticia de último minuto. Una gran empresa minera transnacional, durante su proceso de exploración, ha descubierto gigantescos depósitos de oro y cobre en el subsuelo de Miraflores, La Molina, Surco, San Borja y San Isidro.

La veta más enorme se encuentra en Chacarilla del Estanque. Animadas por estos descubrimientos, otras empresas mineras extranjeras también evalúan participar y sumarse a la explotación de esos inmensos recursos minerales a tajo abierto.

Naturalmente que este descubrimiento haría olvidar el latente conflicto social que vive actualmente Cajamarca, que estuvo varios meses militarizada y en estado de emergencia, y cuya población vela con los dientes apretados a sus cinco muertos y se opone masivamente, ahora más que nunca, al ecocida proyecto minero Conga. Algunos analistas estiman que este descubrimiento le ha caído del cielo al actual régimen narco-minero-militar y haría que el indicado conflicto pase a un segundo plano.

La transnacional minera sostiene que se podría usar el Estadio Nacional como poza de lixiviación para verter allí el agua cianurada y utilizar también las límpidas aguas del río Rímac.

Sin embargo, pobladores “pitucos” de los distritos limeños afectados han salido a las calles a protestar airadamente porque no fueron objeto de “consulta previa” y porque temen que sus propiedades y terrenos sean expropiados por el Estado a precios irrisorios. Ante la furibunda reacción de las clases medias altas, la derecha mediática concentrada se ha apresurado a declararlos “antimineros”, “terroristas”, subversivos, enemigos de la Patria, y de la inversión y el desarrollo del país.

Rosa María Palacios, Jaime de Althaus, Aldo Mariátegui, Cecilia Valenzuela, Mónica Delta, el cardenal Cipriani, y toda la bancada fujimorista, aprista y pepekausista, les han advertido que deben colaborar con la Patria o, de lo contrario, pronto serán desalojados de sus viviendas. Les han increpado, asimismo, su falta de sensibilidad social pues el Perú, según ellos, es un país minero desde hace 500 años y el modelo macroeconómico neoliberal no debe detenerse de ningún modo pues la bonanza y riqueza de las grandes empresas estadounidenses, chilenas y peruanas están apuntaladas por dicho modelo.

En consecuencia, el gobierno ha dispuesto, por tanto, el traslado de la población de dichos distritos pudientes hacia el norte del país, por la ruta hacia el Cono Norte, y les ha autorizado que invadan cualquier arenal que encuentren a su paso.

Por otra parte, los vecinos de los barrios populares de San Juan de Miraflores y Villa El Salvador han efectuado una serie de marchas de protesta ante probables rumores de que algunos de los desalojados de Miraflores, San Isidro, Surco y La Molina podrían ser reubicados en sus distritos.

Los moradores de esas zonas populares han comenzado a levantar grandes rejas y a tender alambrados de púas para impedirles el ingreso a sus vecindades porque según se lee en sus pancartas dichos “pitucos” son gente de mal vivir.

Pero, en un último flash informativo, se afirma que la gigantesca veta de oro y cobre llega incluso hasta Palacio de gobierno y que por allí empezarán precisamente los trabajos de extracción del oro y la construcción de un inmenso tajo debajo de la Casa de Pizarro. Naturalmente, al conocer este hecho, Nadine Heredia, la esposa del presidente Humala, lo ha abandonado y se ha sumado a las manifestaciones saliendo a las calles a protestar, acompañada de su suegro Isaac Humala y de Alejandro Toledo con su infaltable vincha.

Los únicos que se han quedado al lado del presidente y permanecen fieles a él son Roque Benavides, Keiko Fujimori, PPK, Lourdes Alcorta, Alan García y Jaime Bayly.

Y de pronto, me desperté...

Y como en un flashback regresé al pasado, a la combativa Cajamarca del 2012. Los helicópteros sobrevolaban el cielo de Cajamarca, las barricadas interrumpían el tránsito de los vehículos, y masivamente la población desfilaba por las calles voceando su malestar, repudio, descontento y oposición a Yanacocha y a su engendro ecocida Conga.

Todo había sido un sueño. Y había despertado otra vez a una amarga realidad.

Pero nadie negará que una ficción de este tipo hubiera contribuido a desnudar la hipocresía de algunos limeños y de sujetos despreciables como Rosa María Palacios, Cecilia Valenzuela, Aldo Mariátegui, Jaime De Althaus, y demás fauna mediática.

Y me muero de ganas por saber qué opinarían, de esta inversión de la realidad, los mencionados figurones de la derecha minerómana peruana.

A veces la ficción es más convincente y aleccionadora que la misma realidad.

Y los sueños, sueños son, aunque en ella figuren los dueños del Perú.

Source : <https://www.leerydifundir.com/2016/04/2228/> (dernier accès 05/07/2018)

TABLE DES MATIERES

Remerciements	1
Résumé et mots-clés.....	5
Abstract and keywords	6
Plan des parties	Erreur ! Signet non défini.
Liste des acronymes	7
Note préliminaire	10
Avant-propos	11
INTRODUCTION.....	15
Origine du sujet de recherche et contribution aux débats anthropologiques	18
L'altérité ethnique dans le nord andin péruvien.....	18
Pour une anthropologie politique de l'action contestataire	20
Pour une étude des processus d'altérisation contemporains	23
Revue de la littérature et positionnement théorique	27
Anthropologie et activités minières : rencontres « locales »	27
Formes et politiques de l'ethnicité dans le Pérou contemporain	32
Ethnographier le conflit (méthodologie).....	35
Premier terrain : l'art de la neutralité ou comment (ne pas) poser de questions	40
Deuxième terrain : choisir son camp et trouver sa place	43
Troisième terrain : comment ne pas être un espion	45
Structure de la thèse	51
PREMIERE PARTIE : Activité minière et changement social.....	54
Introduction à la première partie	55
Chapitre 1 - Un nouveau cycle d'expansion des activités minières	58
1.1 Expansion des activités minières à l'échelle mondiale	60
1.1.1 Une avancement des conditions techniques	60
1.1.2 Des nouvelles conditions économiques	63
1.2 Le boom minier péruvien.....	66
1.2.1 Un cadre législatif avantageux	67
1.2.2 Les discontinuités avec l'extraction minière historique	70
1.3 La mise en place d'un projet minier au Pérou	77

1.3.1	Concession, exploration, faisabilité.....	77
1.3.2	L'étude d'impact environnemental (EIE).....	79
1.3.3	Les processus d'achat du sol.....	82
1.4	Une nouvelle région minière : Cajamarca	85
1.4.1	L'économie régionale au XXème siècle	87
1.4.2	Les activités minières depuis 1990.....	88
1.4.3	Croissance économique et conflictualité sociale	92
	Conclusion.....	97

Chapitre 2 - La présence minière en milieu rural : reconfiguration des relations sociales et productives dans l'aire d'influence de Minera Yanacocha 99

2.1	Le foncier comme lien social.....	101
2.1.1	Transformations sociales et productives	102
2.1.2	Caractéristiques genrées des processus.....	105
2.2	La vallée de Porcon : aire de directe influence de Yanacocha	107
2.2.1	La « rencontre » et les premiers contentieux (1992-2000).....	110
2.2.2	De l'accident de Choropampa à la lutte pour le Quilish (2000-2004).....	114
2.2.3	De la terre à l'eau : évolution des thématiques de revendication.....	119
2.2.4	« Leçons apprises » : conflit et responsabilité sociale entrepreneuriale (2005-2012).....	125
2.3	Relations de « bon voisinage » : la présence minière en milieu rural.....	130
2.3.1	Patrons : le lien par l'emploi	131
2.3.2	Bienfaiteurs : la responsabilité sociale entrepreneuriale	136
2.3.3	Maîtres : comment devenir de « bonnes mères ».....	143
	Conclusion.....	154

Chapitre 3 - L'influence minière en milieu urbain : évolution des rapports socio-territoriaux et représentations du changement social..... 156

3.1	Une région « métisse »	158
3.1.1	Race, classe et genre à Cajamarca.....	161
3.1.2	Terre, travail et rapports sociaux	167
3.2	L'observatoire de Cajamarca : transformations d'une capitale régionale (1993-2013)...	178
3.2.1	Croissance démographique et urbanisation.....	180
3.2.2	Différentiation socio-économique et segmentation de la consommation.....	184
3.2.3	Ségrégation et insécurité urbaine.....	190
3.3	Représentations des processus en cours	194
3.3.1	« Assaillis » par les étrangers et les paysans	196
3.3.2	Une « perte » de coutumes : ordre social et normes ethniques	200
3.3.3	Une altérité excessive ou défailante	205
	Conclusion.....	210

Conclusions de la première partie	212
DEUXIEME PARTIE : Activité militante et politique de l'altérité.....	216
Introduction de la deuxième partie	217
Chapitre 4 - Minas Conga, un conflit de « deuxième génération »	220
4.1 Minas Conga : du projet à la mobilisation.....	221
4.1.1 Le projet minier.....	222
4.1.2 À nouveau conflit, nouveaux acteurs : tisser le réseau de mobilisation	226
4.1.3 Acteurs et organisations de l'espace du mouvement	229
4.2 Chronologie du conflit et répertoires de la protestation	234
4.2.1 Grèves et blocages de routes	236
4.2.2 De la « Marche de l'eau » à la guerre des expertises	239
4.2.3 Des « gardiens des lacs » à Máxima Acuña de Chaupe	244
4.3 Évolutions du réseau et du discours militant	247
4.3.1 De la capitale aux provinces : décentrement du mouvement social.....	249
4.3.2 D'urbain à rural : le rôle des rondes paysannes.....	251
4.3.3 Une féminisation de la participation et de l'image	254
4.3.4 Un mouvement social « global » : circulations et nouvelles technologies	256
Conclusion.....	257
Chapitre 5 - Un mouvement social « paysan » : Évolution du réseau et des identifications militantes	259
5.1 Un nouveau leadership : décentralisation du mouvement social	262
5.1.1 Des appartenances diverses : la « Rondera » Bambamarca et la « blanche » Celendín	264
5.1.2 Une altérité commune: provinces « agricoles » et capitale « minière »	270
5.2 De l'administration de la justice à la défense du territoire : l'évolution des rondes paysannes	273
5.2.1 Des voleurs de bétail aux « voleurs d'eau »	274
5.2.2 Pluralité juridique et droit autochtone.....	280
5.2.3 « Plus » que des paysans : rondes et stratification sociale en milieu rural	283
5.3 Politiser l'altérité, naturaliser la différence : identifications et représentations militantes	287
5.3.1 Tous des paysans : légitimer son engagement.....	289
5.3.2 Altérité, engagement... et différence.....	292
Conclusion.....	298
Chapitre 6 - Le genre de la résistance : Militantisme féminin et représentations sexuées de l'opposition locale aux activités minières	301
6.1 Militer en tant que mères : recrutement et organisation de la participation féminine.....	303
6.1.1 L'engagement des femmes et l'Eglise	307

6.1.2 Les formes de l'organisation féminine.....	313
6.2 Protéger, prier, soigner : rôles et activités des femmes militantes	317
6.2.1 Une domesticité politisée	319
6.2.2 Rapports ethniques et de classe	324
6.2.3 Militance et normes de genre	329
6.3 « Les femmes sont moins politiques » : discours et stratégies d'action.....	333
6.3.1 Continuité du réseau de mobilisation.....	334
6.3.2 Masculinités, féminités et ordre social.....	339
6.3.3 Féminité et reproduction sociale.....	345
Conclusion.....	348
Conclusions de la deuxième partie	351
TROISIEME PARTIE : Entre les mines et le militantisme : l'Etat-nation.....	354
Introduction à la troisième partie.....	355
Chapitre 7 - Le retour du politique, entre la croissance minière et la transition démocratique	361
7.1 Centralisme et décentralisation à l'époque néolibérale	365
7.1.1 Forces « centripètes » : la décentralisation face au modèle primo-exportateur	368
7.1.2 Forces « centrifuges » : les institutions locales face à l'expansion minière	373
7.2 Anciens et nouveaux acteurs sur la scène nationale.....	379
7.2.1 « Retour de la gauche » et critique du modèle primo-exportateur	381
7.2.2 La « nouvelle gauche » d'une société en recomposition	388
7.3 Acteurs et organisations du mouvement social local	394
7.3.1 Les rondes paysannes, des luttes agraires aux institutions internationales	396
7.3.2 ONG et Frentes de Defensa, de la participation citoyenne à la politique professionnelle.....	401
Conclusion.....	408
Chapitre 8 - Réactualisation, usages et appropriations de l'altérité indigène	410
8.1 Régime d'altérité nationale et projets de modernisation libérale (xixe-xxe siècles)	412
8.1.1 Une géographie racialisée : les Andes « obstacles au progrès »	413
8.1.2 Une indianité spatialisée : les Andes « berceau du passé inca ».....	418
8.2 Politiques néolibérales et criminalisation de la protestation (xxe-xxie siècles)	424
8.2.1 La « nouvelle » activité minière	426
8.2.3 Altérisation des oppositions au modèle primo-exportateur	437
8.3 Reconfigurations et appropriations de l'altérité « résistante »	443
8.3.1 Transformations du régime d'altérité nationale.....	445
8.3.2 Appropriation d'une indianité « rebelle »	450

Conclusion.....	455
Chapitre 9 - Naturaliser la résistance : Ancrage territorial et circulations virtuelles de l'action militante.....	457
9.1 Une nouvelle stratégie de mobilisation : les « gardiens des lacs »	459
9.1.1 « Connaître les lacs » : conflit et production du territoire	460
9.1.2 Boire l'eau des lacs et autres pratiques militantes	463
9.1.3 Des lacs « méchants » : agentivité et normes d'interaction avec le paysage	467
9.2 « Le monde nous regarde » : images et récits militants	473
9.2.1 Narrer le conflit : mise en récit de l'opposition locale pour le public national.....	475
9.2.2 Représenter la résistance : l'imaginaire médiatique à l'échelle nationale	480
9.2.3 La lutte en images : circulation et effets de retour	488
9.3 Le « visage de la résistance » : Máxima Acuña de Chaupe	498
9.3.1 L'incroyable trajectoire d'une « petite paysanne ».....	499
9.3.2 Pauvre, femme et paysanne : représentation d'une « victime héroïque ».....	506
9.3.3 De la Pacha- à la Yakumama : naturalisation de la lutte et féminisation du paysage	510
Conclusion.....	517
Conclusion troisième partie	520
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	524
Mobilisations anti-minières, visibilité et émancipation	525
Militantisme et démocratisation des rapports sociaux.....	528
Discours et représentations militants par-delà l'échelle locale	530
Pour une approche intersectionnelle des politiques de l'altérité	533
Perspectives de recherche.....	536
Bibliographie	540
Table des illustrations	580
Annexe N°1.....	586
Annexe N°2.....	590
Annexe N°3.....	594
Table des matières.....	596